

ARCHIVES
DIPLOMATIQUES

III

JX
3
A6

Digitized by the Internet Archive
in 2024

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

1867

RECUEIL
DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

TOME TROISIÈME

7^e ANNÉE

JUILLET, AOUT, SEPTEMBRE

1867

PARIS

KRAUS REPRINT
A Division of
KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED
Nendeln/Liechtenstein
1969

Reprinted from a copy in the collections of the
University of Illinois Library

Printed in Germany
Lessingdruckerei Wiesbaden

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

1867

I

PREMIÈRE PARTIE.

TRAITÉS, CONVENTIONS

COMPRENANT LES ENGAGEMENTS INTERNATIONAUX SOUSCRITS ENVERS LA FRANCE DEPUIS 1853 PAR LE GOUVERNEMENT MEXICAIN POUR LA LIQUIDATION ET LE PAYEMENT DES INDEMNITÉS¹.

Convention entre M. Levasseur ministre de France à Mexico et M. Bonilla, ministre des Affaires étrangères du Mexique pour le règlement des réclamations françaises contre le Mexique, conclue à Mexico, le 30 juin 1853.

Les Soussignés, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de S. M. l'Empereur des Français, et Ministre Secrétaire d'État

1. Les événements accomplis au Mexique depuis le retour du corps expéditionnaire français, ont tout naturellement éveillé l'attention sur l'issue des nombreuses récla-

des Relations Extérieures de la République Mexicaine, réunis en conférence diplomatique, dans le but de régler le paiement des sommes dues à des sujets de l'Empire français; désirant procéder selon les sentiments de loyauté, d'équité et de justice, qui sont la base de la conduite franche des représentants des deux nations, entre lesquelles existe heureusement la meilleure harmonie, et écarter toutes les causes qui pourraient altérer à l'avenir l'amitié qui règne entre les deux Gouvernements, tout en conciliant les intérêts réciproques, autant que le permettent les circonstances particulières, ont arrêté les articles suivants :

ART. 1^{er}. Il est établi un fonds d'amortissement pour l'extinction des créances françaises.

ART. 2. Ce fonds se composera de vingt-cinq pour cent des droits d'importation et de tonnage payables par les navires français dans les ports de la république. Le montant en sera remis en traites à la trésorerie générale, qui les passera au directeur du mont-de-piété de cette capitale, afin qu'après leur recouvrement, leur produit reste en dépôt pour le temps qui sera fixé plus loin.

ART. 3. Une commission nommée par le Gouvernement suprême, examinera les créances qui, depuis leur origine, ont appartenu à des sujets français et sont actuellement en leur pouvoir, pour liquider et fixer leur véritable chiffre; et chaque créancier, soit par lui-même, soit par un délégué, à son choix, donnera à la commission tous les renseignements et explications qui lui seraient nécessaires. Cette liquidation sera terminée pour le 15 décembre de la présente année.

ART. 4. Dans cette liquidation, on tiendra seulement compte du capital réclamé et des intérêts légaux à six pour cent dûment échus au jour de la liquidation, sans admettre aucune réclamation de dommages ou indemnités.

ART. 5. A mesure que les liquidations partielles auront été arrêtées, on délivrera à chaque créancier des bons ou coupons pour une valeur égale au montant de leur créance.

ART. 6. Tous les quatre mois, il sera fait un encan pour amortir

mations pécuniaires que la France a à faire valoir contre ce pays à raison des spoliations, actes de violences, emprunts forcés et dénis de justice de toute sorte dont tant de nos nationaux ont été victimes. On ne s'est pas moins préoccupé en France du sort des deux emprunts que le Mexique a contractés à Paris en 1864-66, sous forme d'obligations et dont le produit devait servir en majeure partie à solder les avances du trésor français et à acquitter les indemnités dues aux réclamants français.

La solution finale de ces délicates questions est sans doute destinée à subir encore de regrettables retards; mais il ne nous en a pas moins paru intéressant de coordonner dès aujourd'hui les éléments propres à en faciliter l'appréciation, et c'est dans ce but que nous reproduisons ici la série complète des engagements internationaux souscrits envers la France depuis 1853 par le gouvernement mexicain pour la liquidation et le paiement des indemnités de toute sorte dont il s'est reconnu débiteur.

ces bons aux mieux offrant, jusqu'à concurrence du dépôt dont il est question à l'article 2.

ART. 7. Ces bons ne porteront aucun intérêt à la charge du trésor, et ne seront admis tout au plus que pour leur valeur nominale.

ART. 8. Les effets de cette Convention commenceront le premier janvier mil huit cent cinquante-quatre, de manière que la première adjudication à l'enchère dont il est fait mention à l'article 6 ait lieu le dernier jour d'avril, et les autres à la fin de chaque période de quatre mois. Dès la date de la présente Convention, sont suspendus tous les paiements qui doivent s'effectuer par rapport aux créances françaises qui n'auraient pas été comprises dans quelque Convention ou règlement précédemment conclu, sous les auspices de la légation de France.

Fait triple au palais national, à Mexico, le 30 juin 1853.

(L. S.) *Signé* : LEVASSEUR.

(L. S.) *Signé* : BONILLA.

ACCORD CONCLU PAR L'AMIRAL PENAUD COMMANDANT EN CHEF LES
FORCES NAVALES FRANÇAISES AU MEXIQUE AVEC M. MANUEL GUTTIERREZ
ZAMERA GOUVERNEUR DE LA VERA-CRUZ.

Ultimatum adressé le 24 janvier 1859, à S. Ex. don Manuel Gutierrez Zamora, gouverneur de la ville et de l'État de Vera-Cruz par le contre-amiral Penaud, commandant en chef les forces navales françaises en rade de Sacrificios.

Le soussigné Contre-amiral Commandant en Chef les forces navales de S. M. l'Empereur des Français dans les Antilles et le golfe du Mexique a reçu de S. Exc. Don Manuel Gutierrez Zamora, la réponse aux demandes qui lui auraient été adressées afin d'obtenir la juste réparation des dommages et préjudices causés aux nationaux français par le fait des Agents civils et militaires appartenant ou relevant du parti dont le siège est à Vera-Cruz et sauvegarder leurs droits et intérêts dans l'avenir ; prenant cette réponse en considération, modifiant et expliquant ses demandes, il désire :

1° Que les décrets de février et mars 1858 soient rapportés par un nouveau décret publié notamment dans les journaux de Vera-Cruz et de Tampico, et que le tarif des douanes de 1856 soit remis immédiatement en vigueur en toutes ses dispositions ;

2° Que l'état des droits perçus à la douane de Vera-Cruz sur les navires français pendant l'année 1858 soient remis au Consulat de France de cette ville dans le plus bref délai ;

3° Qu'engagement formel soit pris qu'un pareil état des droits perçus dans les autres douanes du Mexique au pouvoir dont le siège est à Vera-Cruz sera remis au Consulat de France, du lieu où les droits auront été perçus, ou, à défaut de Consulat ou Agence Consulaire, à la légation de France à Mexico dès que cela sera matériellement possible ;

4° Que pareil engagement soit pris pour la remise dans l'avenir d'un semblable état mensuel comprenant les navires de toutes nations ;

5° Que le paiement immédiat soit fait de l'arriéré de la convention pendant l'année 1858 ou qu'une affectation spéciale ait lieu pour ce paiement de 10 pour cent des droits de douane perçus dans tous les lieux au pouvoir du parti dont il s'agit, sur tous les navires, sans distinction de nationalité et sans préjudice des 25 pour cent acquis à la convention sur les navires français ;

6° Qu'autorisation soit donnée à l'Agent consulaire ou au Consul de France établi dans chaque port ou lieu dans lequel existe une douane grevée, de pouvoir prendre, près desdites douanes, communication de tous documents pouvant établir le montant des sommes acquises aux créanciers français ;

7° Qu'engagement formel soit pris de respecter, en payant le montant, les traites, lettres de change et bons tirés et délivrés régulièrement au profit des sujets français sur les douanes du Mexique, au pouvoir du parti dont le siège est à Vera-Cruz et notamment de cette dernière ville de Tampico ;

8° Que les dommages et préjudices causés aux nationaux français dans la république du Mexique par le fait des Agents civils et militaires appartenant ou relevant du parti dont le siège est à Vera-Cruz, soient réparés par le paiement immédiat des sommes auxquelles ils seront fixés par une commission composée de telle personne qui serait désignée par S. Exc. le Ministre de France à Mexico et de telle autre désigné par M. Zamora.

Dans le cas où le chiffre à fixer serait trop élevé pour en permettre le paiement immédiat, 10 pour cent des droits perçus dans les différentes douanes de la République appartenant ou relevant du parti dont s'agit, seraient affectés à ce paiement qui s'effectueraient entre les mains du Consul ou Agent consulaire du lieu où la retenue aura été opérée et commencerait immédiatement après la première vérification faite ;

9° Que les sommes envoyées aux citoyens français à Tampico par le fait de M. de la Garza, soient immédiatement restituées sous la réserve

de la réparation matérielle à donner aux victimes de la violence pour le préjudice qu'elle a pu leur causer ;

10° Que le pavillon français soit salué à Tampico de 21 coups de canon, lequel salut ne serait point rendu et que des ordres soient donnés en conséquence par qui et à qui de droit ;

11° Qu'un blâme sévère soit donné à M. de la Garza sur sa conduite envers les sujets français, que des instructions lui soient données pour que les faits qui le motivent ne se renouvellent pas, et qu'une note officielle dans ce sens soit publiée dans les journaux de Tampico et de Vera-Cruz ;

12° Que des instructions formelles soient données aux chefs et agents du parti dont le siège est à Vera-Cruz pour qu'à l'avenir les personnes et biens des sujets français soient respectés, lesquelles instructions seraient publiées également dans les journaux de Vera-Cruz et de Tampico ;

13° Que dans le cas où le parti dont il s'agit serait régulièrement reconnu par les puissances étrangères, une convention diplomatique serait signée sur les bases des présentes et des réserves seraient faites pour la réparation des dommages et préjudices causés aux nationaux français par le fait de tout autre parti, mais qui, dans tous les cas, incombe à la république ;

14° Qu'enfin ce qui précède ne serait définitif qu'après le règlement complet des réparations à faire à Tampico.

Le soussigné, en restant dans des termes aussi modérés, a surtout en vue de voir se conserver les relations amicales qui existent entre la république Mexicaine et le gouvernement de l'Empereur ; il espère rencontrer les mêmes sentiments dans la République Mexicaine, et que par suite un prompt acquiescement aux demandes qui précèdent viendra mettre fin aux difficultés qui avaient pu surgir et qui les avaient provoquées.

Le soussigné saisit, etc.

Signé : Le C. Amiral E. PENAUD.

Note adressée le 28 janvier 1859 au contre-amiral Penaud, commandant en chef des forces navales françaises à Sacrificios, par M. Gutierrez Zamora, gouverneur de la ville et de l'État de Vera-Cruz.

Par ordre de S. Exc. le Président constitutionnel par intérim de la République, ordre donné hier, le soussigné répond aux points contenus

dans la note de M. le Contre-amiral commandant en chef la division navale des Antilles du 24 de ce mois, ce qui suit :

1° Que le Gouvernement suprême constitutionnel a déjà dérogé aux décrets de cet État du 15 Janvier et du 15 Mars 1858 en maintenant par conséquent en vigueur l'Article 10 de l'ordonnance de la douane maritime et de frontière passée en 1856, qu'il a été cru convenable d'avertir M. le Contre-amiral que la moitié des droits qui, conformément à la même ordonnance, doivent être payés à Mexico, doit être considérée comme cédée par S. Exc. le Président aux usurpateurs qui, dans cette ville, ont pris le nom et la forme de Gouvernement sans qu'on puisse continuer à appliquer à la convention étrangère la partie des traités que le commerce doit payer dans cette capitale ;

2° Qu'on va remettre l'état des droits perçus en 1858 par la douane de ce port sur les navires marchands français ;

3° Qu'un état pareil sera dressé par les autres douanes dépendant du Gouvernement constitutionnel et remis aux Consuls, Agents Consulaires ou à la Légation de France ;

4° Que par la suite un état des contrées comprenant tous les navires sera remis mensuellement ;

5° Qu'attendu qu'il est impossible de payer immédiatement les sommes arriérées résultant de la convention de 1858, ni de désigner pour ce seul paiement les 10 pour cent, que M. le Contre-amiral demande parce que le Gouvernement se trouve dans la nécessité impérieuse de maintenir l'ordre, nous offrons d'assigner 8 pour cent sur les droits d'importation, à ce paiement seront applicables les mêmes objets que ceux affectés aux ordres pendants en faveur des sujets français et les autres objets exprimés dans la note à laquelle la présente répond. Ces 8 pour cent doivent être entendus comme applicables à tous les navires non français, les droits provenant de ceux-ci étant déjà grevés des 25 pour cent destinés à la convention indiquée de 41 pour cent pour la dette britannique et de 8 pour cent pour l'assignation espagnole ;

6° Que le Gouvernement constitutionnel regrette de ne pouvoir accéder, comme il le voudrait, aux désirs de M. le Contre-amiral, parce que la dignité de la nation l'empêche de consentir à laisser exercer une intervention dans les bureaux de l'Administration ; il en appelle sous ce rapport aux sentiments d'honneur national de M. l'Amiral ; le peuple français s'étant montré si jaloux de son indépendance, et il espère que par cette haute considération on n'insistera pas sur la prétention contenue dans l'article en question, les fonctionnaires mexicains qui s'y prêteraient s'exposant à un blâme sévère que le Gouvernement constitutionnel de Mexico ne peut, pour être agréable à la France, faire plus que ne lui permet son devoir ; il fera, même dans des moments

aussi critiques, tous les sacrifices possibles. Il croit devoir espérer que M. l'Amiral croira la création proposée d'un contrôleur suffisamment remplacée par l'envoi ponctuel des états mensuels mentionnés sous 3 et 4. M. l'Amiral voudra bien sans doute abandonner une demande qui ne serait plus nécessaire, pour l'objet qu'il a en vue et qui serait très-pénible pour les Mexicains ;

7° Que les mandats de paiement seront honorés comme on le demande, à condition qu'ils soient antérieurs à l'émeute qui eut lieu dans la capitale le 17 Décembre 1857 et qu'ils ne proviennent pas des différents usurpateurs du pouvoir suprême passés ou futurs dans cette ville, parce que M. le Président constitutionnel, bien qu'il voulût favoriser tous les créanciers français sans en exclure aucun, est néanmoins forcé, par des motifs puissants, à indiquer la limite mentionnée.

Sans cette limitation, on reconnaîtrait, par ce fait, comme gouvernement, celui que la plus grande partie de la nation ne veut pas reconnaître ; on considérerait comme résolue la grande question encore pendante au Mexique, au sujet de la réforme, ou de la continuation des abus, et ce que les armes n'ont pu faire se trouverait fait en partie par un simple accident financier ou parce qu'une explication n'aurait pas été fournie en temps opportun.

8° Qu'il sera procédé à l'examen et à la liquidation que de droit des dommages et préjudices occasionnés aux sujets français par des chefs ou Agents du Gouvernement Constitutionnel par les deux personnes proposées par M. l'Amiral ; et que, pour plus de sûreté, ledit Gouvernement propose à son tour dans l'ordre conseillé par l'expérience dans ces affaires et consacré par l'usage, que les commissaires spéciaux nommés par S. Exc. le ministre de France et par le sousigné d'accord avec S. Exc. le Président de la République, désignent une personne digne de la confiance des parties, pour décider dans les cas où il n'y aurait pas un accord parfait entre lesdits commissaires ; et que cette désignation se fasse avant de ne rien soumettre à sa décision.

En outre attendu qu'il est impossible de fixer les 10 pour cent demandés pour le seul paiement de la somme désignée par les commissaires à titre d'indemnité, si cette somme était très-élevée, le Gouvernement fédéral espère que M. l'Amiral consentira à ce que ladite somme soit comprise, en ce qui concerne son paiement, dans les autres créances qui devront se trouver couvertes par les 8 pour cent des droits d'importation, en laissant au choix de Votre Excellence, ou de celui qui représente les intérêts français, de disposer de la manière dont les dividendes respectifs devront être répartis entre la partie arriérée de la convention des ordres pendants et les sommes décernées moyennant le jugement d'indemnité que l'on aura prononcé, déduction faite naturellement de ce qui a été payé à Tampico à ce sujet.

9° Que l'ordre a déjà été donné de rembourser les sommes saisies au préjudice des sujets français à Tampico, mais que ces ordres seront renouvelés d'une manière plus préemptoire ;

10° Que les ordres sont déjà donnés relativement au salut à faire au Pavillon français à Tampico, conformément à ce qui a été verbalement demandé à ce sujet ; que ces ordres seront expédiés par le prochain paquebot Anglais et que M. le Gouverneur Garza est chargé de faire parvenir sa réponse, sans faute, par le même bâtiment.

11° Qu'on va publier la note qu'on a adressée, sous forme de circulaire, à tous les Gouverneurs des États au sujet de ce qui s'est passé à Tampico, et que, par le même paquebot anglais, on enverra à M. le Gouverneur Garza, celle que l'on désire ; que par la première on recommande à toutes les autorités principales de veiller aux garanties que l'on doit respecter chez tous les hommes et plus particulièrement chez les Étrangers ;

12° Que parce qu'il est offert dans le paragraphe ci-dessus on a satisfait à la demande contenue dans ce paragraphe ;

13° et 14° Que, lorsque S. Exc. M. le Président Constitutionnel occupera la capitale de la République, ainsi qu'il est à supposer en vertu de son bon droit et de la volonté de la majorité de la nation, il maintiendra ce qui est offert par la présente, parce qu'il le croit juste et que par rapport à ce qu'il doit servir de base à une future convention diplomatique, il se réserve le droit naturel de discuter comment et de quelle manière cette convention devra établir la demande en question par les moyens réguliers et opportuns ; que S. Exc. le Président désire parvenir, le plus tôt possible, à l'arrangement de tout différé avec les Agents du Gouvernement français ; et qu'il se plaît à croire que cette négociation n'éprouvera de sa part, ni retard, ni changement, ni exagération, et qu'on pourra considérer déjà comme ratifiés les articles antérieurs.

J'ai l'honneur, etc.

Vera-Cruz, 28 janvier 1859.

Signé : M. ZAMORA.

Note adressée le 1^{er} février 1859 par le contre-amiral Penaud, commandant en chef les forces navales françaises dans le golfe du Mexique à M. Gutierrez Zamora, gouverneur de la ville et de l'État de Vera-Cruz.

Le soussigné Contre-amiral, Commandant en chef les forces navales de Sa Majesté l'Empereur des Français dans les Antilles et le golfe du

Mexique, a reçu la réponse qui lui a été faite, sous la date du 28 janvier, par Son Excellence Don Manuel Guttierrez Zamora, Gouverneur de la ville et de l'État de Vera-Cruz, aux demandes de garantie et de satisfaction qu'il avait adressées à Son Excellence.

Persuadé que les engagements contenus dans cette réponse sont les seuls que Son Excellence pouvait prendre avec la possibilité de les exécuter, et comptant qu'ils recevront à l'avenir et sur tous les points de la République au pouvoir du parti, dont le siège est à Vera-Cruz, une exécution aussi franche et loyale que celle qui a déjà eu lieu, tant à Vera-Cruz qu'à Tampico ;

Tout en protestant contre ceux des termes employés dans la réponse de Son Excellence, qui pourraient être considérés comme une reconnaissance entière ou partielle par le Soussigné du parti, dont le siège est à Vera-Cruz, comme Gouvernement régulier ;

Il n'hésite pas à se déclarer satisfait de cette même réponse, en se félicitant de voir ainsi aplanir les difficultés qui avaient pu exister un instant entre la République du Mexique et le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur des Français, à raison des faits ayant donné lieu à ses demandes.

Signé : Le Contre-amiral E. PÉNAUD.

**Ultimatum adressé au gouvernement mexicain le 14 janvier 1862
par les représentants de la France, de la Grande-Bretagne et
de l'Espagne sur les réclamations élevées par les sujets des
trois Puissances alliées.**

I. Réclamations françaises.

Les Soussignés Représentants de la France, ont l'honneur, ainsi qu'il est dit dans la note collective¹, adressée, en date de ce jour, au gouvernement mexicain par les Plénipotentiaires de la France, de l'Angleterre et de l'Espagne, de formuler comme suit l'ultimatum dont ils ont ordre d'exiger, au nom du gouvernement de Sa Majesté l'Empereur, l'acceptation pure et simple par le Mexique :

Art. 1^{er}. Le Mexique s'engage à payer à la France une somme de douze millions de piastres, à laquelle est évaluée l'ensemble des réclamations françaises, en raison des faits accomplis jusqu'au 31 juillet dernier, sauf les exceptions stipulées dans les articles 2 et 4 ci-dessus.

En ce qui touche les faits accomplis depuis le 31 juillet dernier, et pour lesquels il est fait ici une réserve expresse, le chiffre des récla-

1. Voir le texte de cette note dans les *Archives diplomatiques*, 1862, t. III, p. 363.

mations auxquelles ils pourront donner lieu contre le Mexique sera fixé ultérieurement par les Plénipotentiaires de la France.

Art. 2. Les sommes, restant dues sur la Convention de 1853, qui ne sont pas comprises dans l'article ci-dessus, devront être payées aux ayants droit dans la forme et en tenant compte des échéances stipulées dans ladite Convention de 1853¹.

Art. 3. Le Mexique sera tenu à l'exécution pleine, loyale et immédiate du contrat conclu au mois de février 1859, entre le gouvernement mexicain et la maison Jecker.

Art. 4. Le Mexique s'oblige au paiement immédiat de onze mille piastres, formant le reliquat de l'indemnité qui a été stipulée en faveur de la veuve et des enfants de M. Riche, vice-consul de France à Tépïc, assassiné en octobre 1859.

Le gouvernement mexicain devra, en outre, et ainsi qu'il en a déjà contracté l'obligation, destituer de ses grades et emplois, et punir d'une façon exemplaire le colonel Rojas, un des assassins de M. Riche, avec la condition que Rojas ne pourra plus être investi d'aucun emploi, commandement, ni fonctions publiques quelconques.

Art. 5. Le gouvernement mexicain s'engage également à rechercher et punir les auteurs des nombreux assassinats commis contre des Français, notamment les meurtriers du sieur Davesne.

Art. 6. Les auteurs des attentats, commis le 14 août dernier contre le Ministre de l'Empereur, et des outrages auxquels le représentant de la France a été en butte dans les premiers jours du mois de novembre 1861, seront soumis à un châtiment exemplaire, et le gouvernement mexicain sera tenu d'accorder à la France et à son représentant les réparations et satisfactions dues en raison de ces déplorables excès.

Art. 7. Pour assurer l'exécution des articles 5 et 6 ci-dessus, et le châtiment de tous les attentats qui ont été ou qui seraient commis contre la personne de Français résidant dans la République, le Ministre de France aura toujours le droit d'assister, en tout état de cause et par tel délégué qu'il désignera à cet effet, à toutes instructions ouvertes par la justice criminelle du pays.

Il sera investi du même droit, relativement à toutes poursuites criminelles intentées contre ses nationaux.

Art. 8. Les indemnités stipulées dans le présent ultimatum porteront de droit, à dater du 17 juillet dernier, et jusqu'à parfait paiement, un intérêt annuel de six pour cent.

Art. 9. En garantie de l'accomplissement des conditions financières et autres posées par le présent ultimatum, la France aura le droit

1. Voir cette convention qui porte la date du 30 juin 1853. Clercq, *Traité de la France*, t. VI, p. 370.

d'occuper les ports de Vera-Cruz, de Tampico et tels autres ports de la République qu'elle croira à propos, et d'y établir des commissaires désignés par le gouvernement impérial, lesquels auront pour mission d'assurer la remise, entre les mains des puissances qui y auront droit, des fonds qui doivent être prélevés à leur profit, en exécution des conventions étrangères, sur le produit des douanes maritimes du Mexique, et la remise entre les mains des agents français des sommes dues à la France.

Les commissaires dont il s'agit seront, en outre, investis du pouvoir de réduire, soit de moitié, soit dans une moindre proportion, suivant qu'ils le jugeront convenable, les droits actuellement perçus dans les ports de la République.

Il est expressément entendu que les marchandises ayant déjà acquitté les droits d'importation ne pourront, en aucun cas, ni sous aucun prétexte que ce soit, être soumises par le Gouvernement suprême ni par les autorités des États, à aucuns droits additionnels de douane intérieure ou autres, excédant la proportion de quinze pour cent des droits payés à l'importation.

Art. 10. Toutes les mesures qui seront jugées nécessaires pour régler la répartition, entre les parties intéressées, des sommes prélevées ou le produit des douanes, ainsi que le mode et les époques de paiement des indemnités stipulées ci-dessus, comme pour garantir l'exécution des conditions du présent ultimatum, seront arrêtées de concert entre les Plénipotentiaires de la France, de l'Angleterre et de l'Espagne.

Vera-Cruz, le 14 janvier 1862.

Signé : DUBOIS DE SALIGNY.

» E. JURIEU DE LA GRAVIERE.

II. Réclamations de la Grande-Bretagne.

Dans la note collective, adressée aujourd'hui à Son Excellence le Président par les Représentants de la France, de l'Espagne et par moi-même, nous avons insisté sur la nécessité impérieuse qui a contraint les trois puissances que nous avons l'honneur de représenter, à adopter une action unique pour obtenir réparation des griefs dont nous avons justement raison de nous plaindre en commun, en nous réservant, à chacun de nous, la faculté de vous adresser, chacun pour nous, un ultimatum que nos gouvernements respectifs nous ont donné pour instruction de présenter à l'acceptation de la République mexicaine.

L'ultimatum de la Grande-Bretagne, que j'ai l'honneur de transmettre à V. Exc., est conçu comme suit :

Art. 1^{er}. Votre gouvernement donnera à celui de Sa Majesté une garantie positive et essentielle pour l'accomplissement dû et exact de toutes les stipulations contenues dans les divers traités et accords, maintenant existants, entre la Grande-Bretagne et le Mexique.

Art. 2. Les six cent soixante mille dollars, enlevés de force de la Légation britannique, et les deux cent soixante-dix-neuf mille et quelques dollars qui restent dus sur l'argent enlevé à *la Conducta*, de *Laguna Seca*, seront immédiatement restitués à six pour cent d'intérêt sur la première somme, et douze pour cent sur la seconde, à compter du jour où cet argent a été illégalement enlevé par les auteurs respectifs de ces attentats. Toutes les sommes d'argent appartenant aux propriétaires de bons de Londres et aux propriétaires de bons de la Convention, qui se trouvaient entre les mains des autorités des douanes, à l'époque où les paiements ont été suspendus par la loi du 17 juillet dernier, ainsi que toutes les sommes qui, en vertu de cette loi, ont été retenues par ces autorités, seront restituées aux propriétaires de ces sommes, avec un intérêt de six pour cent.

Art. 3. Les intervenants à nommer par le gouvernement britannique et investis du pouvoir de réduire d'une moitié les droits d'importation, s'ils le jugent nécessaire, seront placés dans les différents ports de la République, en exerçant sur les reçus des douanes le même contrôle que celui exercé par les autorités mexicaines elles-mêmes, afin d'assurer la juste et convenable distribution de cette partie des droits assignés aux deux classes de ces propriétaires de bons, par la convention et accords ci-dessus mentionnés.

Art. 4. Toutes les réclamations des sujets anglais, déjà admises par le gouvernement mexicain, seront liquidées immédiatement, et les autres, qui n'ont pas encore été examinées, seront, si elles sont trouvées justes et fondées, reconnues comme valables, et, cette preuve étant faite, elles seront payées dans le moindre délai possible.

Les officiers anglais, français et espagnols qui ont reçu l'ordre de présenter à Son Excellence le Président la dépêche dans laquelle la présente est incluse, reviendront ici quatre jours après leur arrivée à Mexico, et le capitaine Tattham, de la marine royale, sera heureux de se charger de toute communication que vous voudrez bien m'adresser en réponse à la présente note.

Vera-Cruz, le 12 janvier 1862.

Signé : WYKE.

III. Réclamations espagnoles.

Le Gouvernement, que j'ai l'honneur de représenter, m'a ordonné d'exiger du gouvernement de cette République les satisfactions dues pour les outrages commis contre la nation espagnole, la réparation des préjudices causés aux sujets de Sa Majesté qui résident sur le territoire mexicain, et l'observation fidèle des traités solennels qui lient le gouvernement mexicain et celui de Sa Majesté Catholique. Conformément à ces ordres, j'ai l'honneur d'exposer à Votre Excellence, en termes clairs et définitifs, ce que le gouvernement espagnol réclame du gouvernement mexicain.

Art. 1^{er}. La nomination immédiate d'un Représentant de la République qui doit partir pour la cour de Madrid dans le plus bref délai possible, avec la mission formelle de donner pleine satisfaction pour l'outrage fait à Sa Majesté la Reine d'Espagne et à la nation espagnole, par l'expulsion de l'ambassadeur D. Joaquin-Francisco Pacheco.

Art. 2. L'accomplissement du traité Mon-Almonte et les paiements des intérêts échus dès la date dudit traité.

Art. 3. La garantie d'indemnité aux sujets espagnols auxquels elles sont dues, pour les dommages qui leur ont été causés par les crimes commis dans les haciendas de San-Vicente et Chiconcuaque et dans la mine de San-Dimas; la reconnaissance du droit qui appartient à l'Espagne d'exiger un dédommagement pour les préjudices soufferts par les sujets de Sa Majesté Catholique en suite des vexations et violences qui ont eu lieu ou ont pu avoir lieu contre eux; le châtiment exemplaire des auteurs de ces crimes, ainsi que des autorités qui, bien qu'en état de les prévenir, ne l'ont point fait; enfin, la promesse solennelle qu'à l'avenir la répétition de ces excès atroces sera évitée.

Art. 4. Le paiement de 40 000 piastres fortes pour la valeur de la barque espagnole *Concepcion*, illégalement saisie, pour son chargement et pour le dommage souffert par les propriétaires et frêteurs de ce bâtiment.

Votre Excellence voudra bien me faire savoir en réponse si le gouvernement mexicain est disposé ou non à accéder à ces demandes dans le délai précis de quatre jours, qui courra à dater du moment où cette communication aura été remise entre les mains de Votre Excellence.

Vera-Cruz, le 14 janvier 1862.

Signé : Le comte DE REUSS.

**Convention entre la France et le Mexique conclue à Miramar,
le 10 avril 1864.**

(Extrait.)

Art. 9. Les frais de l'expédition française au Mexique à rembourser par le Gouvernement mexicain sont fixés à la somme de 270 millions pour tout le temps de la durée de cette expédition jusqu'au 1^{er} juillet 1864. Cette somme sera productive d'intérêts à raison de 3 pour 100 par an.

A partir du 1^{er} juillet, toutes les dépenses de l'armée mexicaine restent à la charge du Mexique.

Art. 10. L'indemnité à payer à la France par le Gouvernement mexicain, pour dépense de solde, nourriture et entretien des troupes du corps d'armée à partir du 1^{er} juillet 1864, demeure fixée à la somme de 1000 francs par homme et par an.

Art. 11. Le Gouvernement mexicain remettra immédiatement au Gouvernement français la somme de 66 millions en titres de l'emprunt au taux d'émission, savoir : 54 millions en déduction de la dette mentionnée dans l'article 9, et 12 millions comme à compte sur les indemnités dues à des Français en vertu de l'article 14 de la présente convention.

Art. 12. Pour le paiement du surplus des frais de la guerre et pour l'acquittement des charges mentionnées dans les articles 7, 10 et 14, le Gouvernement mexicain s'engage à payer annuellement à la France la somme de 25 millions en numéraire. Cette somme sera imputée : 1^o sur les sommes dues en vertu desdits articles 7 et 10; 2^o sur le montant, en intérêts et principal, de la somme fixée dans l'article 9; 3^o sur les indemnités qui resteront dues à des sujets français en vertu des articles 14 et suivants.

Art. 13. Le Gouvernement mexicain versera, le dernier jour de chaque mois, à Mexico, entre les mains du payeur général de l'armée, ce qu'il devra pour couvrir les dépenses des troupes françaises au Mexique, conformément à l'article 10.

Art. 14. Le Gouvernement mexicain s'engage à indemniser les sujets français des préjudices qu'ils ont indûment soufferts et qui ont motivé l'expédition.

Art. 15. Une commission mixte, composée de trois Français et de trois Mexicains, nommés par leurs Gouvernements respectifs, se réunira à Mexico dans un délai de trois mois pour examiner et régler ces réclamations.

Art. 16. Une commission de révision, composée de deux Français

et de deux Mexicains, désignés de la même manière, siégeant à Paris, procédera à la liquidation définitive des réclamations déjà admises par la commission désignée dans l'article précédent, et statuera sur celles dont la révision lui aura été réservée.

Art. 17. Le Gouvernement français remettra en liberté tous les prisonniers de guerre mexicains, dès que l'Empereur du Mexique sera entré dans ses États.

Art. 18. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées le plus tôt que faire se pourra.

Fait au château de Miramar, le 10 avril 1864.

Signé : HERBET.

JOAQUIN VÉLASQUEZ DE LÉON.

Décrets de l'empereur Maximilien, relatifs à l'emprunt mexicain.

MAXIMILIEN, Empereur du Mexique, à tous présents et à venir salut :

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Il est institué à Paris une Commission des finances du Mexique, composée d'un Commissaire du Gouvernement impérial mexicain, d'un Commissaire français et d'un Commissaire anglais, représentant les porteurs de titres de la dette extérieure mexicaine.

L'un de ces trois Commissaires, désignés par nous, prendra le titre de Président de la Commission.

Art. 2. Cette Commission est chargée d'établir un Grand-Livre de la dette publique extérieure de l'Empire mexicain ; un double de ce Grand-Livre sera transmis à la Trésorerie impériale à Mexico.

Les arrérages des titres de rentes de la dette extérieure seront payés à Paris et à Londres aux frais de la Trésorerie du Mexique, chez les banquiers désignés par le Gouvernement, et à un change fixe calculé à raison de 5 fr. 40 cent. par piastre et de 25 fr. 20 cent. par livre sterling.

Art. 3. Seront inscrits de droit sur le Grand-Livre de la dette publique extérieure mexicaine les bons anglais émis en 1851, sous la dénomination de *Mexican three per cent new consolidated stock*, au capital nominal de 10 millions 241 650 liv. st., portant intérêt à 3 pour 100, payables les 1^{er} janvier et 1^{er} juillet, et auxquels ont été affectés des prélèvements sur les droits de douane, en vertu d'un acte du Gouvernement mexicain en date du 14 octobre 1850.

Art. 4. Toute inscription de rente annuelle sur le Grand-Livre ne

pourra être faite par la Commission des finances qu'en vertu d'actes authentiques du Gouvernement impérial insérés dans la *Gazette officielle* de Mexico et déposés aux archives de la Commission où les intéressés pourront en prendre connaissance.

Art. 5. Tous les titres nouveaux portant extrait d'inscription de rente sur le Grand-Livre seront au porteur, imprimés en anglais, français ou espagnol ; ils seront signés par le Ministre du Mexique à Paris ou tout autre représentant du Gouvernement mexicain spécialement délégué, et ils seront revêtus du sceau des armes de l'Empire.

Leur émission ne pourra avoir lieu s'ils ne sont pas revêtus du visa pour contrôle de la Commission instituée par l'article 1^{er} du présent décret.

Seront soumis aux mêmes formalités les certificats délivrés aux souscripteurs des emprunts qui seraient négociés jusqu'au paiement intégral du capital représenté par le certificat.

Art. 6. La Commission des finances du Mexique à Paris est également chargée :

1^o De surveiller les contrats d'emprunt ; faire à sa diligence, effectuer les versements par les souscripteurs ;

2^o De donner aux fonds appartenant au Gouvernement mexicain les destinations prévues par les contrats et actes authentiques ;

3^o De régler tout compte d'intérêts, commission de banque, etc.

Nous donnons à l'effet des présentes au Président de cette Commission nos pleins pouvoirs et la faculté de nous représenter en tant que besoin sera.

Donné en notre palais de Miramar, le 10 avril 1864.

MAXIMILIEN.

Par l'Empereur :

J. VÉLASQUEZ DE LÉON.

MAXIMILIEN, etc.

Vu notre décret impérial du 10 avril, instituant à Paris une Commission des finances du Mexique,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

M. le comte de Germiny, Sénateur, ancien Ministre des finances de S. M. l'Empereur des Français, Gouverneur honoraire de la Banque de France, désigné par son Gouvernement comme Commissaire représentant les porteurs français de la dette extérieure mexicaine, est

nommé Président de la Commission des finances du Mexique à Paris.
Donné en notre palais de Miramar, le 10 avril 1864.

MAXIMILIEN.

Par l'Empereur :
J. VÉLASQUEZ DE LÉON.

MAXIMILIEN, etc.

Voulant donner un témoignage de fidélité aux engagements contractés par les Gouvernements qui nous ont précédé, et pourvoir à l'exécution de ses engagements en même temps que nous assurer les ressources nécessaires à la marche des services publics de notre Empire,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. L'Empire du Mexique contracte un emprunt au capital nominal de 8 millions de livres sterling, ou 201 600 000 francs.

Il sera inscrit au Grand-Livre de la dette publique extérieure de l'Empire mexicain des titres de rentes annuelles 6 pour 100, s'élevant à 12 millions 096 000 francs par an, ou 480 000 liv. st. au change de 25 fr. 20 cent.

Ces titres seront au porteur, et les intérêts en seront payés par semestre, le 1^{er} avril et le 1^{er} octobre de chaque année, à Londres et à Paris, aux frais de la Trésorerie impériale, chez les banquiers accrédités à cet effet par le Gouvernement mexicain, pour le premier paiement devant avoir lieu le 1^{er} octobre 1864.

La Commission des finances du Mexique à Paris réglera, d'accord avec les banquiers soumissionnaires de l'emprunt, le nombre et la quotité des titres qui donneront lieu à la répartition de l'inscription dont il s'agit.

Art. 2. Il sera attaché à cette émission un fonds d'amortissement de 1 pour 100 du capital nominal de l'emprunt, qui commencera à recevoir son exécution dans cinq années, c'est-à-dire à partir du 1^{er} avril 1869.

L'amortissement fonctionnera sur les places de Londres et de Paris, par rachats successifs, aux cours cotés aux Bourses de ces deux villes.

Art. 3. Le prix d'émission est fixé à 63 francs par chaque 6 francs de rente, au capital nominal de 100 francs.

Une souscription publique sera ouverte à Londres et à Paris, à la diligence des banquiers soumissionnaires de cet emprunt, qui pour-

ront déterminer la quotité de rentes annuelles réservées à cette souscription.

Art. 4. Chaque souscripteur sera tenu de payer, au moment de sa souscription, 13 francs par chaque 6 francs de rente souscrite, le surplus, soit 50 francs, sera exigible en cinq termes égaux échéant de deux mois en deux mois, le premier devant avoir lieu le 15 juin 1864, et le dernier le 15 février 1865.

Il sera bonifié aux souscripteurs qui viendront se libérer par anticipation un escompte calculé au taux de 6 pour 100 l'an.

Les versements devront être effectués dans les quinze jours qui suivent l'échéance d'un terme; passé ce délai, les souscripteurs en retard devront payer des intérêts de retard au taux d'émission de l'emprunt.

A défaut de paiement d'un terme échu dans le délai d'un mois, le montant du certificat d'emprunt deviendra exigible en totalité, et la vente pourra en être opérée sans mise en demeure préalable.

Art. 5. Sur le produit de l'emprunt, il sera versé à la Caisse des dépôts et consignations de France une somme de 24 millions 192 000 fr., pour être affectée à la garantie du paiement des intérêts échéant les 1^{er} octobre 1864, 1^{er} avril et 1^{er} octobre 1865, et 1^{er} avril 1866, sans préjudice des stipulations déterminées par l'article 4 de notre décret en date du 10 avril courant.

La Commission des finances veillera à ce que ces fonds soient remis en temps utile aux banquiers chargés du paiement des coupons d'intérêts.

Art. 6. La Commission des finances du Mexique, à Paris, est chargée de l'exécution des dispositions qui précèdent.

Donné en notre palais de Miramar, le 11 avril 1864.

MAXIMILIEN.

Par l'Empereur :

J. VÉLASQUEZ DE LÉON.

MAXIMILIEN, etc.

Vu la Convention passée avec le Gouvernement de S. M. l'Empereur des Français,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Il sera inscrit au Grand-Livre de la dette publique extérieure de l'Empire mexicain des titres de rentes annuelles 6 pour 100 s'élevant à 6 millions 600 000 francs par an, ou 261 905 liv. st. au change de 25 fr. 20.

Ces titres seront de même nature que ceux créés en représentation de l'emprunt de 8 millions de livres sterling ou 201 millions 600 000 fr., contracté en exécution du décret du 11 avril courant, et les intérêts en seront payés à Londres et à Paris aux mêmes époques et conditions.

Art. 2. Les inscriptions créées en vertu du présent décret seront remises à la disposition de S. Exc. M. le Ministre des finances de S. M. l'Empereur des Français, qui donnera bonne et valable quittance de la somme de 66 millions applicables aux stipulations de la Convention diplomatique en date du 10 avril.

Art. 3. Sont applicables aux rentes créées en exécution du présent décret, les dispositions du troisième paragraphe de l'article 1^{er} de l'article 2 et du premier paragraphe de l'article 5 du décret en date du 11 avril 1864, ce dernier concernant le versement à la Caisse des dépôts et consignations de France d'une somme adhérente à la garantie du paiement des intérêts pendant les deux premières années.

Art. 4. La Commission des finances du Mexique à Paris est chargée de l'exécution des dispositions qui précèdent.

Donné en notre palais de Miramar, le 11 avril 1864.

MAXIMILIEN.

Par l'Empereur :

J. VÉLASQUEZ DE LÉON.

MAXIMILIEN, etc.

Vu le décret impérial de ce jour concernant l'émission d'un emprunt au capital nominal de 200 millions de francs,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Est et demeure approuvée, pour recevoir sa pleine et entière exécution, la Convention passée le 20 mars 1864,

Entre le comte François Zichy, conseiller actuel intime de S. M. I. R. A. l'Empereur d'Autriche, notre représentant muni à cet effet de nos pleins pouvoirs,

Et MM. Glyn, Mills et C^e, banquiers à Londres, lesquels sont et demeurent chargés de l'emprunt de 8 millions de livres sterling aux conditions déterminées par notre décret de ce jour, et aux clauses stipulées dans ladite Convention.

Art. 2. Des expéditions de cette Convention seront déposées à Paris, aux archives de la Commission des finances du Mexique, laquelle.

aux termes de notre décret impérial du 10 avril, est chargée d'en surveiller l'exécution.

Donné en notre palais de Miramar, le 11 avril 1864.

MAXIMILIEN.

Par l'Empereur :

J. VÉLASQUEZ DE LÉON.

MAXIMILIEN, etc.

Vu l'article 3 de notre décret impérial en date de ce jour, qui reconnaît les engagements envers les porteurs de titres de la dette extérieure du Mexique, résultant de l'acte du Gouvernement du 14 octobre 1850, et ordonne l'inscription sur le Grand-Livre de la dette extérieure de l'Empire des bons anglais émis en 1851 sous la dénomination de *Mexican three per cent new consolidated stock*, et portant intérêt à 3 pour 100.

Attendu qu'il est dû à ce jour vingt et un coupons d'intérêts semestriels aux porteurs desdits bons échus du 1^{er} janvier 1854 au 1^{er} janvier 1864 compris,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les vingt coupons semestriels d'intérêts échus du 1^{er} janvier 1854 au 1^{er} juillet 1863 dus aux porteurs des bons mexicains émis en 1851 seront consolidés en nouveaux titres d'une dette extérieure 3 pour 100, au cours de 60 francs.

En conséquence, il sera attribué à chacun des porteurs desdits bons savoir :

Classe A, pour 10 bons ancien 3 pour 100 de 100 liv. st., 5 bons 3 pour 100 nouveau de 100 liv. st. de capital nominal.

Classe B, pour 10 bons ancien 2 pour 100 de 150 liv. st., 7 bons 1/2 3 pour 100 nouveau de 100 liv. st. de capital nominal.

Classe C, pour 10 bons ancien 3 pour 100 de 250 liv. st., 12 bons 1/2 3 pour 100 nouveau de 100 liv. st. de capital nominal.

Classe D, pour 10 bons ancien 3 pour 100 de 500 liv. st., 25 bons 3 pour 100 nouveau de 100 liv. st. de capital nominal.

Art. 2. Il sera inscrit, à cet effet, au Grand-Livre de la dette publique extérieure de l'Empire mexicain une somme de 153 615 liv. st. de rente annuelle, divisée en un nombre de titres au porteur égal à celui de l'émission de 1851. Ces titres porteront jouissance d'intérêts payables à Londres tous les six mois, et dont le premier terme de paiement aura lieu le 1^{er} juillet 1864.

A la diligence de la Commission des finances mexicaines, les titres créés en vertu du présent décret devront être mis à la disposition des ayants droits dans un délai de trois mois au plus tard à partir de ce jour.

Art. 3. Les intérêts représentés par le coupon échu le 1^{er} janvier 1864, sur les bons anglais de 1851, seront payés aux intéressés lors de la remise des nouveaux titres, au moyen des prélèvements effectués, aux termes de l'acte du 14 octobre 1850, sur le produit des douanes du Mexique perçu jusqu'au 1^{er} janvier 1864. En cas d'insuffisance, le complément des fonds nécessaires sera payé par le Trésor impérial.

Art. 4. Sur le produit de l'emprunt au capital nominal de 8 millions de livres sterling, en émission, une somme de 921 760 liv. st., ou la valeur en monnaies françaises, sera déposée à la Caisse des dépôts et consignations de France, pour être affectée, pendant les deux premières années, au paiement des intérêts des bons de la dette extérieure anglaise 3 pour 100 émise en 1851, et des titres 3 pour 100 créés en vertu de l'article 2 qui précède.

A la diligence de la Commission des finances du Mexique, ces fonds seront remis en temps utile à la disposition des banquiers chargés du paiement des coupons échéant les 1^{er} juillet 1864, 1^{er} janvier et 1^{er} juillet 1865, et 1^{er} janvier 1866.

Art. 5. La Commission des finances du Mexique, à Paris, est chargée de l'exécution des dispositions qui précèdent.

Donné en notre palais de Miramar, le 11 avril 1864.

MAXIMILIEN.

Par l'Empereur :

J. VÉLASQUEZ DE LÉON.

**Convention entre le ministre des finances et le directeur du
comptoir d'escompte de Paris, en date du 28 septembre 1865.**

Entre S. Exc. M. Achille Fould, ministre des finances, d'une part,
Et M. Pinard (Alphonse-Louis), directeur du Comptoir d'escompte de Paris, agissant tant en son nom personnel qu'au nom et comme mandataire de maisons de banque françaises et étrangères dont il s'engage à justifier des pouvoirs, d'autre part,

Il a été exposé ce qui suit :

Par suite d'une décision de la commission des finances du Mexique,

en date du 26 septembre 1863, les titres de la dette extérieure mexicaine 6 pour cent, émis en 1864, seront, au gré des porteurs, convertis en obligations de 500 fr., composant une deuxième série, jouissant des mêmes avantages que les obligations émises pour l'emprunt mexicain 1865.

Le Trésor public se trouvant détenteur, en vertu des stipulations de la convention de Miramar, de 261 905 l. st. (6 600 006 fr.) de rente mexicaine 3 pour cent 1864, savoir :

244 266 l. st. (5 400 007 fr. 20) à valoir sur l'indemnité de guerre ;

47 619 l. st. (1 199 998 fr. 80) à compte sur les indemnités dues à des sujets français.

Ces titres vont donc être convertis en cent soixante-quatorze mille six cent-trois obligations et un tiers (174 603 $\frac{1}{3}$) aux conditions d'échange stipulées par la décision du 26 septembre 1865 ;

Savoir :

142 857 et $\frac{1}{3}$ obligations pour le trésor public ;

31 746 obligations pour les indemnitaires.

M. Pinard, ès-noms, ayant proposé de se rendre acquéreur desdites obligations, les soussignés sont convenus de ce qui suit :

Article unique.

M. Pinard achète au trésor public les 261 905 l. st. de rente mexicaine 6 pour cent 1864, donnant droit à 174 603 et $\frac{1}{3}$ obligations de 500 fr. d'une deuxième série jouissant des droits et avantages stipulés en la décision de la commission des finances du Mexique du 26 septembre 1865.

Cette acquisition est faite au prix net et ferme de 300 fr. par obligation, jouissance à partir du 1^{er} octobre 1865.

La somme de 52 380 000 fr. sera productive d'intérêts, calculés à raison de 3 pour cent l'an, à partir du 7 novembre 1865, et elle sera payée en douze termes mensuels égaux, le premier échéant le 7 novembre 1865 et le dernier finissant le 7 octobre 1866.

M. Pinard pourra anticiper les versements d'un ou plusieurs termes, et il aura droit, dans ce cas, à une bonification d'escompte calculée à raison de 3 pour cent l'an.

Les obligations seront remises au contractant revêtues du timbre.

Les chances résultant des tirages semestriels pour remboursement des obligations avec lots et primes, ainsi que les coupons d'intérêts à échoir jusqu'au dernier paiement sur les 174 603 et $\frac{1}{3}$ obligations ci-dessus, appartiendront de droit au contractant.

Fait à double expédition, à Paris, le 28 septembre 1865.

(L. S.) *Signé* : ACHILLE FOULD.

(L. S.) *Signé* : PINARD.

ANNEXE A.

**Lettre de M. Pinard à M. Fould au sujet de la convention
du 28 septembre 1865.**

Paris, le 28 septembre 1865.

Monsieur le Ministre,

Au moment de signer le contrat par lequel je prends à mes risques et périls les 174 603 obligations mexicaines du trésor public, représentant une somme de 52 380 000 fr., permettez-moi, monsieur le Ministre, de stipuler une réserve dont Votre Excellence appréciera l'opportunité et l'équité.

En cas de force majeure, c'est-à-dire si le gouvernement mexicain était renversé par une guerre ou par une révolution, le contrat serait résilié de plein droit, sans indemnité pour la partie restant à exécuter.

Dans le cas où je rencontrerais des difficultés pour écouler dans les douze mois les 69 millions de francs de valeurs mexicaines que je vais acquérir, Votre Excellence a consenti à proroger de six mois les termes à payer, en ajoutant, bien entendu, à chaque terme l'intérêt à 3 pour cent l'an.

Si Votre Excellence veut bien approuver les réserves que je viens d'indiquer, je la prie de vouloir bien me le notifier.

J'ai l'honneur d'être, etc.

Signé : PINARD.

ANNEXE B.

**Réponse de M. Achille Fould à la lettre de M. Pinard, en date
du 28 septembre 1865.**

Paris, le 28 septembre 1865.

Monsieur, je m'empresse de vous accuser réception de votre lettre en date de ce jour, et de vous faire connaître que je donne ma complète adhésion aux conditions éventuelles qu'elle renferme. En conséquence, le contrat à intervenir pourra, suivant les cas que vous spécifiez, être résilié de plein droit ou prorogé.

Recevez, Monsieur, etc.

Le ministre des finances,

Signé : ACHILLE FOULD.

EMPRUNTS MEXICAINS.

PRODUIT.		Francs.
1°	Produit de l'emprunt de 1864.....	104 000 000
2°	— — 1865.....	170 000 000
3°	Conversion des 60 000 titres du Trésor.. . .	18 000 000
		<hr/> 292 000 000 <hr/>
EMPLOI.		
1°	Somme déposée à la Caisse des dépôts et consignations pour reformer en 50 ans le capital des 2 séries d'obligations (y compris les intérêts acquis).....	37 000 000
2°	Prélèvement pour assurer les engagements pris à Miramar avec les porteurs de l'ancienne dette anglaise.....	24 000 000
3°	Prélèvement pour assurer pendant 2 ans le paiement de intérêts de l'emprunt de 1864 et amortissement après la conversion.....	29 000 000
4°	Prélèvement pour paiement des intérêts, primes et amortissement du deuxième emprunt 1865.	20 000 000
5°	Sommes avancées suivant conventions du Traité de Miramar et reprises sur l'emprunt. . .	10 000 000
6°	Recouvrements opérés par le Gouvernement français, par délégation sur la caisse des finances du Mexique.....	73 000 000
	— par la vente d'une partie	} 101 000 000
	des rentes dont il était nanti.	
	Pour intérêts desdites rentes. . .	
7°	Reliquat en espèces dans la Caisse de la Commission des finances.	2 000 000
		<hr/> 223 000 000 <hr/>

Convention conclue le 8 mai 1866 entre M. Dano, ministre de France à Mexico et M. Martin del Castillo, ministre des affaires étrangères du Mexique pour le règlement des créances françaises.

(Extrait publié par les journaux Américains.)

Les soussignés, M. Alphonse *Dano*, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de S. M. l'Empereur des Français, et M. Martin del *Castillo*, Ministre des Affaires Etrangères de S. M. l'Empereur du Mexique, etc., sont convenus d'apporter, conformément aux ordres qu'ils ont reçus de leurs Gouvernements respectifs, les modifications ci-dessous indiquées à la convention du 27 septembre 1865¹.

Art. 1^{er}. Le chiffre total des indemnités dues aux sujets français pour préjudices causés directement à leurs propriétés ou à leurs personnes par les gouvernements mexicains ou leurs agents est fixé à 40 millions de francs.

Art. 2. Cette somme sera payée en titres de la rente mexicaine au pair et le gouvernement français en fera effectuer la répartition entre ses nationaux comme il le jugera convenable.

Art. 3. Le gouvernement français se trouve déjà dépositaire, à titre d'à compte, d'une somme de 12 millions de francs, en titres du premier emprunt contracté à Paris, émis à 63 pour cent, et devant représenter au pair, c'est-à-dire en 6 pour cent à cent francs, une somme de 16 440 000 francs.

Art. 4. Les 23 560 000 francs restant dus, seront délivrés au gouvernement français à la fin du mois de juin prochain, s'ils ne le sont déjà, en obligations de la deuxième série de l'emprunt de 1865, au pair par la Commission des finances mexicaines, instituée à Paris.

Art. 5. Après avoir effectué le versement intégral de la somme de 40 000 000 de francs, conformément à ce qui est stipulé dans les articles antérieurs, le gouvernement mexicain sera considéré comme dégagé de toute responsabilité envers les sujets de S. M. l'Empereur des Français aux réclamations qu'ils ont faites jusqu'à ce jour et le gouvernement français s'engage à ne pas intervenir en faveur de celles qui pourraient être faites pour le passé.

Fait double à Mexico le 8 mai 1866 et revêtu des sceaux des soussignés.

(L. S.) *Signé* : MARTIN DEL CASTILLO. (L. S.) *Signé* : ALP. DANO.

1. Cette convention n'a pas été ratifiée.

ARTICLE ADDITIONNEL.

Par suite de la mise à exécution de la présente convention l'article 12 de la Convention conclue à Miramar, le 10 avril 1864, demeure abrogé en ce qui a trait aux réclamations françaises.

M. C.

A. D.

Convention conclue le 30 juillet 1866 entre M. Dano, ministre de France à Mexico et M. Luis de Arroyo, sous-secrétaire d'État au département des affaires étrangères, relative à la délégation accordée au gouvernement français sur les recettes des douanes du Mexique¹.

S. M. l'Empereur des Français et S. M. l'Empereur du Mexique, animés du désir de régler, à leur satisfaction mutuelle, les questions financières pendantes entre leurs Gouvernements, ont résolu de conclure une Convention dans ce but, et désigné pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

S. M. l'Empereur des Français, M. *Alphonse Dano*, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Mexico, commandeur de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, grand-croix de l'ordre de Guadalupe, etc., etc., agissant en vertu de ses pleins pouvoirs généraux;

S. M. l'Empereur du Mexique, M. *Luis de Arroyo*, Sous-Secrétaire d'État, chargé du ministère des affaires étrangères, officier de l'ordre de Guadalupe, etc., etc., autorisé à cet effet;

Lesquels sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Le Gouvernement mexicain accorde au Gouvernement français une délégation de la moitié des recettes de toutes les douanes maritimes de l'Empire provenant des droits ci-après mentionnés :

Droits principaux et spéciaux d'importation et d'exportation sur tous objets; droits additionnels d'« *internacion* » et de « *contraregistro* »; droits de « *mejoras materiales* » lorsque ce dernier sera libéré de la délégation actuellement consentie en faveur de la compagnie du chemin de fer de Vera-Cruz à Mexico, délégation qui ne pourra être prolongée.

1. Sanctionnée et promulguée en France par décret impérial du 15 septembre pour être mise à exécution à partir du 1^{er} novembre.

Voir la nouvelle convention signée à Mexico le 22 février 1867 qui suspend les effets de cette convention.

Toutefois, les droits d'exportation des douanes du Pacifique étant engagés pour les trois quarts, la délégation attribuée au Gouvernement français sera réduite aux vingt-cinq pour cent restant libres.

Art. 2. Le produit de la délégation stipulée par l'article précédent sera attribué :

1° Au paiement des intérêts, de l'amortissement et de toutes les obligations résultant des deux emprunts contractés en 1864 et en 1865 par le Gouvernement mexicain ;

2° Au paiement des intérêts à trois pour cent de la somme de deux cent seize millions de francs dont le Gouvernement mexicain s'est reconnu redevable en vertu de la Convention de Miramar et de toutes les sommes postérieurement avancées par le trésor français à quelque titre que ce soit. Le montant de cette créance, évaluée aujourd'hui au chiffre approximatif de deux cent cinquante millions de francs, sera ultérieurement fixé d'une manière définitive.

Dans le cas d'insuffisance du prélèvement pour l'entier acquittement des charges ci-dessus indiquées, les droits des porteurs des titres des deux emprunts et ceux du Gouvernement français demeureront entièrement réservés.

Art. 3. Le prélèvement résultant de la délégation de la moitié du produit des douanes mexicaines s'élèvera proportionnellement à l'augmentation des recettes, et dans les cas où ce prélèvement dépasserait la somme nécessaire pour faire face aux charges spécifiées dans l'article 2, l'excédant serait affecté à l'amortissement du capital dû au Gouvernement français.

Art. 4. La quotité des droits et le mode de perception actuellement en usage ne pourront recevoir de modifications qui aient pour effet de diminuer le prélèvement concédé.

Art. 5. Le prélèvement de la délégation mentionnée dans l'article 1^{er} sera opéré à Vera-Cruz et à Tampico par des agents spéciaux placés sous la protection du drapeau de la France.

Tous les droits perçus dans ces deux douanes pour le compte du trésor mexicain, sans exception, seront affectés à l'acquittement de la délégation française, sous la seule réserve de la partie afférente aux délégations actuellement reconnues et au traitement des employés de ces deux douanes. Le montant de cette dernière dépense, qui comprendra les émoluments attribués aux agents français, ne pourra excéder cinq pour cent du produit des droits précités. Un règlement de compte ministériel constatera le montant des prélèvements ainsi opérés par le Gouvernement français et le produit des droits délégués pour toutes les douanes de l'Empire. Ce règlement fixera la somme à verser immédiatement par le Gouvernement mexicain pour parfaire

le prélèvement concédé, en cas d'insuffisance, ou la somme à lui restituer de la même façon, en cas d'excédant de prélèvement.

Dans tous les ports autres que Vera-Cruz et Tampico, les agents consulaires français viseront les états de situation des douanes de leur résidence.

Art. 6. Il sera abandonné à l'appréciation de l'Empereur *Napoléon III* de fixer le temps pendant lequel les agents chargés d'opérer les recouvrements seront maintenus à Vera-Cruz et à Tampico, ainsi que d'arrêter les mesures propres à assurer leur protection.

Art. 7. Les dispositions ci-dessus spécifiées seront soumises à l'approbation de l'Empereur des Français et applicables à partir du jour désigné par Sa Majesté¹.

La Convention signée à Miramar, le 10 avril 1864², sera dès lors abrogée en tout ce qui a trait aux questions financières.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention, qu'ils ont revêtue du cachet de leurs armes.

Fait en double expédition à Mexico, le 30 juillet de l'an de grâce 1866.

(L. S.) *Signé* : ALPH. DANO.

(L. S.) *Signé* : LUIS DE ARROYO.

Arrangement conclu le 22 février 1867 entre M. Dano, M. Murphy et M. de Maintenant au sujet des effets de la convention du 30 juillet 1866.

Art. 1^{er}. Les effets de la convention signée à Mexico, le 30 juillet dernier, restent suspendus jusqu'à ce qu'un accord soit intervenu entre le gouvernement français et le gouvernement mexicain.

Chacun de ces gouvernements réserve de la manière la plus absolue les droits qu'il prétend découler pour lui de ladite convention.

Art. 2. Les agents français remettront l'administration de la douane de Vera-Cruz aux agents mexicains le 1^{er} mars, après avoir arrêté les comptes et dressé procès-verbal.

Art. 3. L'administration mexicaine de la douane de Vera-Cruz payera, à la fin de chaque mois, à dater du 1^{er} mars, la somme de 50 000 piastres (250 000 fr.) en espèces, entre les mains d'un agent spécial de la France, ou, à défaut de cet agent, entre les mains du

1. Cette date a été fixée au 1^{er} novembre 1866 par l'art. 1^{er} du décret qui a sanctionné et promulgué cette convention.

2. Voir le texte de cette convention, datée du 10 avril 1864 ci-dessus, p. 918.

consul de France à Vera-Cruz. Il sera tenu compte de cette somme dans la liquidation définitive qui interviendra entre les deux gouvernements.

Art. 4. Cet arrangement sera immédiatement exécutoire et conservera son effet jusqu'à ce que les deux gouvernements tombent d'accord relativement à la convention du 30 juillet, conformément à ce qui est dit dans l'article 1^{er}.

(L. S.) *Signé* : DANO.

(L. S.) *Signé* : MURPHY.

(L. S.) *Signé* : DE MAINTENANT.

DEUXIÈME PARTIE.

AFFAIRE DU LUXEMBOURG.

CORRESPONDANCES, MÉMORANDUMS, NOTES
CIRCULAIRES DIPLOMATIQUES, ETC., ETC.

(SUITE ¹.)

FRANCE.

**Note du marquis de Moustier, au comte Cowley, sur la conformité
des vues de la France avec l'Angleterre, en date de Paris, le
4 mai 1867.**

Monsieur l'ambassadeur, j'ai reçu la lettre, en date du 3 mai, par laquelle vous m'annoncez que lord Stanley, pour gagner du temps, vous indique, d'une manière générale, plusieurs points sur lesquels devraient porter, suivant lui, les résolutions de la Conférence.

Je suis heureux de vous annoncer que je n'ai aucune objection à y faire, et qu'ils s'accordent avec la manière de voir du Gouvernement de l'Empereur.

Agréez, etc.

Signé : MOUSTIER.

1. Voir *Archives*, tome II, 1867, page 888.

GRANDE-BRETAGNE.

Dépêche de lord Loftus à lord Stanley, annonçant que le comte de Bismarck accepte l'admission de l'Italie et de la Belgique à la conférence, en date de Berlin, le 4 mai 1867 (reçue le 6 mai).

Mylord,

Je me suis empressé, au reçu du télégramme de Votre Seigneurie, du 2 courant, de soumettre au comte de Bismarck les questions qui se rattachent à la participation de la Belgique et de l'Italie dans une Conférence qui aurait lieu à Londres, le 7 courant, sur les affaires du Luxembourg.

J'ai vu le comte de Bismarck aujourd'hui. Son Excellence m'a informé que le Gouvernement prussien ne fait pas difficulté d'entrer dans la Conférence avec les parties contractantes, quelles qu'elles soient, qui pourraient y être appelées. La Belgique, a fait observer Son Excellence, est dans une position autre que l'Italie, ayant été contractante du Traité de 1839. C'est un motif en faveur de sa participation à la Conférence, et la Prusse n'a aucune objection à faire contre son admission. Tout son désir, à lui, c'est qu'aucun retard ne soit apporté à la réunion de la Conférence mardi prochain, soit parce que le temps aurait été trop court pour permettre aux Puissances de se concerter préalablement sur la question, soit par suite de défaut de forme dans les pleins pouvoirs des plénipotentiaires en raison de l'omission de la Belgique comme membre de la Conférence.

En ce qui regarde l'Italie, le plénipotentiaire prussien se ralliera avec plaisir à la proposition que fera Votre Excellence pour l'admission d'un plénipotentiaire italien dans la Conférence.

Le comte de Bismarck a semblé attacher la plus grande importance à ce que la Conférence se réunisse au jour dit, et qu'aucune question ne vienne au dernier moment causer un retard.

Signé: LOFTUS.

Dépêche de lord Loftus à lord Stanley, rapportant les observations du comte de Bismarck sur le projet d'articles envoyés le 3 courant, en date de Berlin, le 4 mai 1867 (reçue le 6 mai).

(Extrait.)

Mylord,

J'ai communiqué au comte de Bismarck le télégramme de Votre Seigneurie où sont proposés les termes dans lesquels le traité concernant le Luxembourg pourrait être rédigé, et où vous dites que s'ils concordent avec les vues du Gouvernement prussien, des instructions devront être envoyées en conséquence au plénipotentiaire à Londres.

Le comte de Bismarck m'a fait d'abord remarquer l'absence, dans ces articles, de toute mention de la neutralisation du grand-duché, et de sa garantie par l'Europe. Cette stipulation, a ajouté Son Excellence, est la grande considération pour la Prusse, en regard du retrait de sa garnison. C'est la condition qui doit rendre la concession prussienne tolérable à l'opinion publique en Allemagne. Il a aussi une raison de croire que cette concession est également désirée par la France. Il ne comprend donc pas pour quel motif elle a été omise dans votre proposition.

L'Autriche et la Russie ont également considéré que la neutralisation du grand-duché, sous la garantie européenne, est la base indispensable du règlement de la question. Son Excellence a ajouté que cette condition est le motif déterminant qui a porté le roi de Prusse à consentir au retrait de la garnison prussienne.

Son Excellence m'a encore fait observer que les articles 1 et 2 de votre projet auraient dû suivre et non précéder l'arrangement relatif à la position future du grand-duché. L'évacuation de la garnison prussienne et le démantèlement de la forteresse doivent être le résultat de la neutralisation du grand-duché et de sa mise sous la garantie européenne.

Son Excellence a ajouté qu'elle ne croit pas qu'il soit régulier de discuter ces articles avant la réunion de la Conférence et sans la France; mais il ne pense pas, en tout cas, que la France voulût consentir à un arrangement qui ne stipulerait pas la neutralisation du Grand-Duché et la garantie européenne.

Enfin, Son Excellence m'a déclaré qu'il n'avait pas encore pu soumettre cette proposition au roi, et qu'il ne pouvait par conséquent pas exprimer une opinion définitive à ce sujet. J'ai pu, toutefois, apercevoir, d'après le langage de Son Excellence, que la Prusse ne regardera pas comme acceptable tout arrangement qui ne stipulera pas la neu-

tralisation du grand-duché sous la garantie européenne, et que l'évacuation de la forteresse doit être considérée comme le résultat et non comme le motif des arrangements à conclure.

Je demande pardon à Votre Seigneurie de lui écrire cette dépêche en hâte et pressé par le temps, n'ayant pu voir le comte de Bismarck qu'assez tard dans l'après-midi.

J'ai l'honneur, etc.

Signé : LOFTUS.

Dépêche de lord Loftus à lord Stanley annonçant que la Prusse accepte l'invitation que lui a faite le Luxembourg d'assister à la conférence, en date de Berlin, le 4 mai 1867 (reçue le 6 mai).

Mylord,

Le comte de Bismarck m'a informé que le 2 courant M. Tornaco, ministre du Luxembourg, a adressé une communication au comte de Perponcher, ministre de Prusse à La Haye, pour l'informer qu'une Conférence serait proposée par le Roi Grand-Duc, pour être tenue à Londres pour les affaires du Luxembourg, et qu'une invitation serait adressée au Gouvernement prussien par l'entremise de M. Fohr, le représentant du Luxembourg, récemment accrédité à Berlin.

Le comte de Bismarck m'a informé aujourd'hui que l'invitation lui avait été faite par M. Fohr, et que l'acceptation du Gouvernement royal avait été déjà notifiée à M. Tornaco par le comte Perponcher.

Les pleins pouvoirs pour le comte de Bernstorff pour agir en qualité de plénipotentiaire prussien sont déjà préparés, et lui seront immédiatement envoyés avec les instructions nécessaires pour sa gouverne.

J'ai l'honneur, etc.

Signé : LOFTUS.

Dépêche de lord Bloomfield à lord Stanley annonçant que l'Autriche consent à l'admission de la Belgique et de l'Italie, à la conférence, en date de Vienne, le 4 mai 1867 (reçue le 10 mai).

Mylord,

Dans une entrevue que je viens d'avoir avec le baron de Beust, j'ai appris que l'Empereur accepte la proposition d'admettre un plénipotentiaire de la Belgique et de l'Italie à la Conférence. Le baron de Beust

a déjà fait part au comte Apponyi, par télégraphe, de l'opinion du Gouvernement impérial à cet égard.

J'ai l'honneur, etc.

Signé: BLOOMFIELD.

LUXEMBOURG.

Adresse au Roi Grand-Duc votée par le conseil municipal du Luxembourg dans sa séance du 4 mai 1867.

Sire,

Les représentants des grandes puissances signataires des traités qui en 1839 ont réglé la position politique du grand-duché de Luxembourg, vont se réunir en conférence pour asseoir cette position sur une base nouvelle.

Les destinées de notre pays ne sont plus irrévocablement attachées à celles de l'Allemagne. L'indépendance de la couronne et du pays vont recevoir la consécration de l'Europe.

Vos fidèles sujets se hâtent d'en porter la félicitation aux pieds de votre trône.

La situation nouvelle faite au pays conformément à ses vœux, à ses aspirations, le rendrait enfin maître de son sort futur et lui permettrait d'acclamer hautement, à la face de l'Europe, qu'il compte identifier son avenir avec les projets politiques qui semblent préoccuper à juste titre Votre Majesté.

L'isolement du pays au milieu de ses puissants voisins, isolement qu'emporterait une neutralité virtuelle et absolue, serait difficile, sinon impossible, à concilier avec ses intérêts tant moraux que matériels.

Mais si la neutralité qui nous menace doit faire un mal incalculable au pays, elle serait plus fatale encore pour notre capitale.

L'anxiété et l'effervescence légitimes qui en ce moment se sont emparées de notre population nous prescrivent le devoir de déposer aux pieds de votre trône les droits et les vœux de la ville de Luxembourg.

En effet, sire, si la perte de toute garnison, si la démolition de la forteresse, si ces projets qu'on prête aux grandes puissances devaient se réaliser, il en serait fait à tout jamais de la prospérité de la capitale du pays.

Ville exclusivement militaire, toute son existence, tout son développement ont été fondés, pendant les six derniers siècles, sur la présence d'une forte garnison dans ses murs et sur le maintien de sa forteresse.

En temps ordinaire, la garnison de Luxembourg s'élevait à

4000 hommes, tandis que la population civile atteint à peine 13 000 âmes.

Ces deux chiffres n'ont certes besoin d'aucun commentaire pour faire apprécier à Votre Majesté l'immensité de nos pertes.

Par l'inoccupation de la forteresse, par la démolition de celle-ci, la propriété bâtie baisserait de 50 0/0 de sa valeur, notre classe ouvrière perdrait sa ressource la plus précieuse, notre commerce languirait et dépérirait.

Par un surcroît de malheur, la ville a vu dans ces derniers temps s'élever loin d'elle la gare centrale des chemins de fer : si, par la démolition de la forteresse, la servitude de non bâtir vient à ne plus frapper les abords de la gare, le commerce s'y concentrera peu à peu, et l'attraction qu'elle exercera ne fera que précipiter la ruine de Luxembourg.

Le viaduc qu'à chers deniers la ville a construit par-dessus la vallée de la Pétrusse pour se relier à la gare, n'empêchera pas cette éventualité et n'aura servi qu'à aggraver la position de la ville pour l'avenir.

Et récemment encore, pour occuper le dégrèvement des servitudes militaires en faveur des villes basses, et pour atténuer les dangers de la présence des magasins de poudre, la ville s'est imposé des sacrifices considérables, qui ainsi auront été faits en pure perte.

Il est un principe écrit dans tous les cœurs et dans les lois de tous les peuples civilisés, qui veut que toute expropriation pour cause d'utilité publique ne puisse se faire sans une juste indemnité. Nous invoquons ce principe tutélaire, quand nous venons dire humblement à Votre Majesté : Si les grandes puissances, pour conserver à l'Europe les bienfaits de la paix, décident l'inoccupation ou bien la démolition de notre forteresse, elles font succéder ici la ruine à la prospérité, le dénûment à l'aisance, et elles doivent à la ville de Luxembourg un juste dédommagement.

Pleins de confiance en vos sentiments d'équité et de sage bienveillance, nous vous supplions, sire, de daigner charger votre représentant auprès de la Conférence de Londres, de prendre nos intérêts en mains et d'y défendre nos droits, afin d'écarter de nous et de nos enfants la ruine et la désolation.

FRANCE.

Note du marquis de Moustier au chevalier Nigra donnant l'assentiment de la France à l'admission de l'Italie à la Conférence, en date de Paris, le 4 mai 1867.

Monsieur le Ministre,

J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire en date du 2 mai pour m'annoncer que le Cabinet anglais était décidé à proposer dans la première réunion de la Conférence qui s'ouvrira à Londres l'admission d'un plénipotentiaire italien, si les autres puissances ne s'y opposent pas. Conformément aux instructions du principal secrétaire d'État de S. M. B., l'ambassadeur d'Angleterre m'a adressé, en effet, une communication en ce sens. Ainsi que vous voulez bien le rappeler, je vous avais déjà fait part de mes appréciations personnelles à ce sujet. J'ai pris depuis les ordres de l'Empereur, et je suis heureux de vous faire savoir que le Gouvernement de S. M. donne son entier assentiment à ce que l'Italie soit admise à participer aux délibérations de la Conférence.

Agréé, etc.

Signé : MOUSTIER.

GRANDE-BRETAGNE.

Dépêche de lord Cowley à lord Stanley pour lui annoncer que M. de Moustier craint que la Prusse ne s'oppose aux articles proposés en ce qui concerne la neutralisation du Duché, en date de Paris, le 5 mai 1867 (reçue le 6 mai).

(Extrait.)

Mylord,

J'ai eu un rendez-vous avec M. de Moustier, ce matin.

Il m'a dit qu'il avait pris connaissance du projet d'articles concernant le Luxembourg que je lui ai transmis hier, au reçu de votre dépêche du 3 courant. Il a déjà exprimé en termes généraux l'assentiment du gouvernement impérial à la marche que Votre Seigneurie a proposé de suivre en conférence. Personnellement il n'a aucune objection positive à faire contre les articles eux-mêmes. Mais il désire faire remarquer qu'il n'y est pas fait mention de la neutralisation du duché,

qui est la base sur laquelle repose l'acceptation de la Conférence. Il craint que ce ne soit un point sur lequel la Prusse insistera. Les articles du projet ne se rapportent qu'à la place (de Luxembourg) dont les fortifications devront être démolies. Quant à la ville elle-même, il ne pourra en être disposé sans le consentement de toutes les puissances participantes à la convention, mais il reste loisible au souverain de disposer du grand-duché pour contracter des alliances à son gré, de permettre le passage de troupes à travers le duché ; il faut remarquer, quant au dernier point, que Luxembourg est une position militaire très-forte et très-importante, qu'il soit fortifié ou non. Enfin, le traité ne porte pas de prévisions pour les dépenses du démantèlement de cette forteresse, opération qui, pour être effective, devra imposer de lourdes charges pécuniaires.

M. de Moustier m'a répété qu'il ne désire pas faire d'objections en ce qui le regarde ; mais il craint que les articles proposés ne satisfassent point le Gouvernement prussien, et il verrait avec peine les négociations se rompre sur la question de la garantie européenne à ajouter à la neutralisation du duché, si la Prusse insistait pour cette garantie.

J'ai l'honneur d'être, etc.

Signé : COWLEY.

ITALIE.

Dépêche du comte de Launay à M. de Campello rapportant une conversation avec M. de Thiele et considérant en ce qui concerne la Prusse l'admission de l'Italie à la Conférence comme assurée, en date de Berlin, le 4 mai 1867 (reçue le 9 mai).

Monsieur le Ministre,

Le courrier Armillet m'a remis avant-hier au soir l'expédition qui lui avait été remise par le Ministère, en date du 30 avril.

Vos dépêches contenaient les explications les plus détaillées des télégrammes que vous aviez bien voulu me transmettre durant la chaude alerte qui a mis tous les Cabinets en émoi. J'ai pu mieux me rendre compte encore des efforts de S. E. pour seconder un travail favorable à la conservation de la paix. Le Gouvernement prussien par l'organe de M. de Bismarck nous a déjà remercié de notre attitude.

J'espère que V. E. aura approuvé le langage que j'ai tenu ici dans

ces derniers temps et dont j'ai rendu compte dans des rapports qui lui sont parvenus après le départ du courrier de Cabinet.

Dès mon arrivée à Berlin, je m'étais expliqué dans un sens pacifique; plus tard j'avais offert mes bons offices personnels, et en dernier lieu, toujours d'après les instructions de V. E., j'avais accentué davantage mes démarches.

Ce matin encore je me suis rendu au Ministère des affaires étrangères. Dans l'entretien que j'ai eu avec le sous-secrétaire d'État, j'ai développé les idées tracées dans la dépêche précitée de V. E. Sur bien des points, elles étaient conformes à celles que j'avais déjà énoncées; mais en les exprimant au nom de mon Gouvernement c'était leur ajouter une autorité et une valeur dont M. de Thiele a su apprécier l'importance. Il les rapporterait fidèlement au président du Conseil. En attendant il ne pouvait que nous renouveler les remerciements du Cabinet de Berlin pour notre attitude si correcte, si bienveillante et si pleine de mesure.

Quant à notre participation éventuelle à la Conférence, il me répétait ce qui m'avait été dit le 30 avril par le comte de Bismarck, à savoir que si la Prusse ne prenait pas l'initiative, les objections ne viendraient certainement pas de son côté dans le cas où les autres puissances se prononceraient pour notre admission. M. de Thiele a ajouté que lord Loftus avait déjà reçu des ordres dans ce but, et que la réponse qui lui serait donnée aujourd'hui même serait conçue dans des termes analogues à celle qui m'avait été faite par M. de Bismarck. Les légations prussiennes seraient instruites dans le même sens.

Relativement à la situation, M. de Thiele croyait qu'on était en droit d'attendre d'excellents résultats de la Conférence.

L'Angleterre presse la réunion des délégués des puissances, auxquelles on adjoindrait l'Italie.

Chacun semble assez d'avis de restreindre le programme des délibérations à la seule question du Luxembourg. Les pleins pouvoirs, entre autres, destinés au plénipotentiaire prussien sont explicites à cet égard.

On peut donc considérer notre admission comme assurée en ce qui concerne la Prusse.

Agréé, etc.

Signé : LAUNAY.

GRANDE-BRETAGNE.

Note de lord Stanley au comte Apponyi pour l'inviter à la conférence qui se réunira le 7 courant, en date de Londres, le 3 mai 1867¹.

Monsieur le Comte,

S. M. le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, ayant invité les Puissances signataires des arrangements de 1839 au sujet du Grand-Duché de Luxembourg à examiner avec lui les changements qui sont survenus par suite de la dissolution de la Confédération germanique, le soussigné a l'honneur de solliciter la présence du Comte d'Apponyi à la Conférence qu'il se propose de tenir à ce sujet, au n° 10, Downing Street, mardi 7 mai, à 3 heures de l'après-midi.

Le soussigné, etc.

Signé : STANLEY.

Depêche de lord Bloomfield à lord Stanley lui faisant part de la démarche faite à Vienne par l'Espagne pour prendre part à la Conférence, en date de Vienne, le 6 mai 1867 (reçue le 10 mai).

(Extrait.)

Mylord,

Le Ministre d'Espagne est allé voir aujourd'hui le Baron de Beust, en vertu de ses instructions, pour lui faire part de la demande de son Gouvernement d'être représenté à la Conférence de Londres, fondant sa demande sur l'admission proposée d'un Plénipotentiaire italien.

Son Excellence a répondu à M. Ayllon, m'a-t-on dit, qu'Elle ne pouvait pas appuyer cette demande, mais qu'il constatera le désir que lui a exprimé le Gouvernement espagnol.

J'ai, etc.

Signé : BLOOMFIELD.

1. Pareille invitation a été adressée au baron de Brunnow, au prince de la Tour d'Auvergne, au comte de Bernstorff, au baron de Bentinck et à M. Van de Weyer.

ITALIE.

Dépêche du comte de Launay à M. de Campello rapportant une conversation avec M. de Thiele, en date de Berlin, le 7 mai 1867 (reçue le 14).

Monsieur le Ministre,

Je me suis rendu hier au Ministère des affaires étrangères, à fin de remercier, au nom du Gouvernement du Roi, le Cabinet de Berlin des dispositions favorables qu'il avait montrées pour la participation de l'Italie à la conférence de Londres.

Le sous-secrétaire d'État m'a répondu que le vote de la Prusse nous avait été acquis à plus d'un titre, notamment en suite de nos procédés si parfaitement délicats et bienveillants dans un but de conciliation.

J'ai émis l'espoir que la question du Luxembourg ne tarderait pas à être réglée d'une manière honorable pour les parties en litige. J'ai en même temps donné l'assurance que notre plénipotentiaire s'emploierait activement et consciencieusement pour amener cet heureux résultat.

Je me suis ainsi acquitté des instructions contenues dans le télégramme de V. E. en date du 5 courant.

Agrez, etc.

Signé : LAUNAY.

GRANDE-BRETAGNE.

Dépêche de lord Loftus à lord Stanley au sujet de la garantie qui pourrait satisfaire la Prusse, en date de Berlin, le 7 mai 1867 (reçue le 13 mai).

Mylord,

J'ai eu une entrevue aujourd'hui avec le Comte de Bismarck, et dans ma conversation j'ai mentionné la question d'une garantie pour la neutralité du Grand-Duché de Luxembourg.

J'ai expliqué à Son Excellence les objections du Gouvernement de Sa Majesté à contracter une nouvelle garantie, et j'ai demandé si un article semblable à celui qui avait été inséré dans le Traité de 1863 pour les îles Ioniennes ne satisferait pas toutes les exigences.

Son Excellence a lu l'art. 2 de ce Traité que je lui avais mis sous les yeux et m'a fait observer qu'il ne renfermait aucune garantie intrinsèque, mais seulement indiquait un engagement moral de la part de chacune des parties contractantes de respecter le principe de garantie qui y était posé.

Ceci, dit le Comte de Bismarck, ne serait d'aucune valeur dans le cas du Luxembourg ; la Prusse doit demander une sauvegarde plus complète pour sa frontière allemande, ce qu'une garantie européenne pourrait seule donner.

Son Excellence m'informa ensuite qu'Elle avait reçu un télégramme du Comte de Bernstorff pour l'informer qu'un contre-projet d'articles avait été proposé par le Comte de Brunnow dans lequel la question de la garantie avait été posée sous une autre forme : quoiqu'il n'ait pu encore prendre les ordres du Roi à cet égard, il avait autorisé le Comte de Bernstorff à appuyer la proposition du baron Brunnow. Il espérait en conséquence que ce point de difficulté serait aussi levé et qu'un arrangement satisfaisant pour toutes les parties pourrait avoir lieu.

J'ai, etc.

Signé : LOFTUS.

**Projet de Traité présenté par lord Stanley dans la conférence
du 7 mai 1867.**

PRÉAMBULE.

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, prenant en considération le changement apporté à la situation du Grand-Duché, par suite de la dissolution des liens qui l'attachaient à l'ancienne Confédération Germanique, a invité Leurs Majestés la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, l'Empereur d'Autriche, le Roi des Belges, l'Empereur des Français, le Roi de Prusse, et l'Empereur de toutes les Russies, à réunir leurs Représentants en Conférence à Londres, afin de s'entendre, avec les Plénipotentiaires de Sa Majesté le Roi Grand-Duc, sur les nouveaux arrangements à prendre dans l'intérêt général de la paix.

Et Leursdites Majestés, après avoir accepté cette invitation, ont résolu d'un commun accord de répondre au désir que Sa Majesté le Roi d'Italie a manifesté de prendre part à une délibération destinée à offrir un nouveau gage de sûreté au maintien du repos général.

En conséquence, Leurs Majestés, de concert avec Sa Majesté le Roi d'Italie, voulant conclure dans ce but un Traité, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants : —

Art. 1^{er}. Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, maintient les liens qui attachent ledit Grand-Duché à la Maison d'Orange-Nassau, en vertu des Traités qui ont placé cet État sous la souveraineté de Sa Majesté le Roi Grand-Duc, ses descendants et successeurs.

Les Hautes Parties contractantes acceptent la présente déclaration et en prennent acte.

Art. 2. Le Grand-Duché de Luxembourg, dans les limites déterminées par l'Acte annexé aux Traités du 19 avril 1839 sous la garantie des Cours de la Grande-Bretagne, d'Autriche, de France, de Prusse et de Russie, formera désormais un État perpétuellement neutre.

Il sera tenu d'observer cette même neutralité envers tous les autres États.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à respecter le principe de neutralité stipulé par le présent article.

Art. 3. Le Grand-Duché de Luxembourg étant neutralisé, aux termes de l'article précédent, le maintien ou l'établissement de places fortes sur son territoire devient sans nécessité comme sans objet.

En conséquence, il est convenu d'un commun accord que la ville de Luxembourg, considérée par le passé, sous le rapport militaire, comme forteresse Fédérale, cessera d'être une ville fortifiée, et restera uniquement le chef-lieu de l'administration civile du pays.

Sa Majesté le Roi Grand-Duc promet de n'entretenir dorénavant dans cette ville que le nombre de troupes nécessaires pour y veiller au maintien du bon ordre.

Art. 4. Conformément aux stipulations contenues dans les art. 2 et 3, Sa Majesté le Roi de Prusse déclare que ses troupes actuellement en garnison dans la forteresse de Luxembourg recevront l'ordre d'évacuer cette place dans un délai de _____ que Sa Majesté a jugé suffisant pour retirer de ladite forteresse le matériel de guerre y contenu. Le délai susmentionné comptera du jour de _____.

Art. 5. Sa Majesté le Roi Grand-Duc, en vertu des droits de souveraineté qu'il exerce sur la ville et forteresse de Luxembourg, s'engage de son côté à prendre les mesures nécessaires, afin de convertir ladite place forte en ville ouverte, au moyen d'une démolition que Sa Majesté jugera suffisante pour remplir les intentions des Hautes Parties Contractantes exprimées dans l'art. 3 du présent Traité. Les travaux requis à cet effet commenceront immédiatement après la retraite de la garnison.

Sa Majesté le Roi Grand-Duc promet en outre que les fortifications

de la ville de Luxembourg ne seront pas rétablies à l'avenir, et qu'il n'y sera maintenu ni créé aucun établissement militaire.

Art. 6. Le présent Traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Londres dans l'espace de _____ semaines, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Dépêche de lord Stanley à sir Crampton à Madrid, donnant les raisons qui s'opposent à l'admission de l'Espagne à la Conférence, en date de Londres, le 8 mai 1867.

Sir,

Le ministre espagno est venu aujourd'hui, comme il l'avait fait hier, me demander au nom de son Gouvernement de proposer à la Conférence, maintenant en séances, l'admission d'un Plénipotentiaire pour l'Espagne. Il fondait sa demande principalement sur l'admission de l'Italie qui n'a pas participé au traité de 1839.

J'ai répondu que je craignais que sa démarche ne vînt trop tard pour être discutée sérieusement. La Conférence a tenu déjà une séance. La seconde aura lieu demain. Quand même les Plénipotentiaires seraient autorisés à agir sans instruction en pareille affaire (et ils ne peuvent l'être), il n'est pas probable que ses pleins pouvoirs puissent arriver avant la signature du traité. Il doit savoir que parmi les gouvernements intéressés règne un désir très-vif d'éviter tout retard qui ne serait pas absolument nécessaire.

Le comte de Villa-Hermosa a paru reconnaître l'exactitude de mon raisonnement. Mais il m'a beaucoup pressé de lui dire quel serait l'accueil que je ferais à pareille proposition, si elle était faite dans la première séance où la Conférence aurait à s'occuper d'objets d'une importance européenne. A cela j'ai refusé de répondre autrement qu'en disant que le Gouvernement de la Reine professe envers l'Espagne les sentiments les plus amicaux, qu'il verra avec joie l'Espagne tenir en Europe le rang auquel lui donnent droit ses ressources, son territoire, sa population et ses titres historiques. J'ajoutai que toute demande ultérieure du Gouvernement espagnol pour être admis dans une Conférence future, si elle était faite en temps opportun, serait prise en sérieuse considération, mais qu'il était impossible de dire quel parti serait pris, à moins de connaître les vues des autres puissances. En ce qui touche l'Italie elles ont toutes été consultées et leur avis avait

été constaté avant que la proposition fût faite au gouvernement de la Reine.

J'ai rappelé ensuite au Comte de Villa-Hermosa que, dès l'ouverture des négociations, avant la convocation de la Conférence, le Gouvernement italien avait exprimé le désir de participer à toute conférence qui serait tenue pour le règlement de la question pendante.

Signé : STANLEY.

Dépêche de sir A. Buchanan à lord Stanley lui donnant la réponse de la Russie à la demande de l'Espagne d'être admise dans la Conférence, en date de Saint-Petersbourg, le 8 mai 1867 (reçue le 13 mai).

Mylord,

L'Ambassadeur d'Espagne a rendu visite avant-hier au Prince Gortschakoff, pour lui exprimer au nom de son Gouvernement, le désir de prendre part à la Conférence de Londres, pour l'arrangement de la question du Luxembourg.

Le Prince Gortschakoff n'a pas approuvé la proposition et a fait observer que, quoique le Gouvernement Russe n'ait aucune objection à la présence d'un Plénipotentiaire espagnol, s'il était invité par le Grand-Duc à prendre part à la Conférence, il lui semblait qu'il était trop tard pour faire des démarches dans ce but, attendu qu'il était déjà convenu que la Conférence se réunirait le lendemain et qu'il était de la plus haute importance que la question fût terminée le plus promptement possible.

J'ai, etc.

Signé : BUCHANAN.

ITALIE.

Dépêche de M. Campello au marquis d'Azeglio, à Londres, pour lui exprimer sa satisfaction de la conduite de l'Angleterre, en date de Florence, le 10 mai 1867.

Monsieur le Ministre,

Le Président du Conseil a annoncé à la Chambre des députés dans la séance du 8 courant que le royaume d'Italie était admis à la Con-

férence de Londres. Cette déclaration a produit la plus vive satisfaction.

C'est un fait qui exercera la plus salubre influence sur nos relations extérieures, et nous sommes heureux de le devoir en grande partie à l'initiative de Sa Majesté Britannique. Je dois donc vous prier, Monsieur le Marquis, de vouloir bien exprimer au nom du Gouvernement du Roi notre reconnaissance bien sentie à Lord Stanley pour la part éminente qu'il a prise dans un événement aussi important pour nous.

En vous transmettant la portion du compte rendu officiel de la Chambre qui contient textuellement la déclaration du Président du Conseil, je vous renouvelle, etc.

Signé : O. DE CAMPELLO.

GRANDE-BRETAGNE.

Dépêche de Lord Loftus à Lord Stanley lui annonçant que le comte de Bernstorff est autorisé à adhérer à l'article relatif à la prompte évacuation de la forteresse, en date de Berlin, le 11 mai 1867 (reçue le 13 mai).

Mylord,

Le Baron Thiele m'a informé ce matin que le Comte Bernstorff avait reçu hier soir à huit heures des instructions du Comte de Bismarck pour l'autoriser à adhérer à l'article statuant que l'évacuation de la forteresse du Luxembourg par la Prusse, aurait lieu dans le plus bref délai. Le Baron de Thiele m'a dit que le Prince de La Tour-d'Auvergne avait télégraphié à son Gouvernement pour s'informer si cette forme de déclaration serait acceptée par lui; il avait toute raison de compter sur l'acceptation du Gouvernement français.

Le Baron Thiele paraît certain que cette question peut être considérée comme étant réglée et il espère que le Traité sera signé dans la séance de la Conférence de ce jour.

J'ai, etc.

Signé : A. LOFTUS.

FRANCE.

Note du Moniteur du 12 mai 1867.

Le Traité qui règle les questions relatives au Grand-Duché de Luxembourg a été signé hier au soir à Londres. Le Gouvernement de l'Empereur s'empressera d'en faire connaître les dispositions au Sénat et au Corps législatif.

Communication du marquis de Moustier au Sénat et au Corps législatif, dans la séance du 13 mai 1867.

La Conférence de Londres a terminé ses travaux, et, réunis le 7 de ce mois, les Plénipotentiaires ont signé, le 11, le Traité qui détermine d'une manière définitive la situation internationale du Grand-Duché de Luxembourg. Le Gouvernement français s'était depuis longtemps préoccupé de l'état d'indécision où demeurait une question si importante pour la sécurité de nos frontières. Que cette sécurité fût assurée par la réunion du Grand-Duché à la France ou par toute autre combinaison, le point capital pour nous était que la Prusse, dans la condition nouvelle que lui avaient faite les derniers changements européens, ne conservât pas, au delà de ses limites et en dehors de tout droit international, un établissement militaire qui constituait vis-à-vis de nous une position éminemment offensive.

Nous étions autorisés à espérer que nos relations amicales avec le cabinet de Berlin prépareraient une solution favorable, car notre intention a toujours été de ménager les justes susceptibilités de la Prusse et d'admettre, dans une question qui avait à nos yeux un caractère européen, l'examen loyal des Traités et de l'intérêt des grandes Puissances.

Nous nous sommes empressés de le déclarer et d'écarter par cette déclaration toute cause de conflit.

Les Puissances ont entamé entre elles des négociations préparatoires auxquelles nous avons évité de nous mêler, dans un juste sentiment de réserve et de modération. A toutes les questions qui nous ont été adressées, nous avons répondu que nous accepterions toute solution compatible avec notre sécurité et notre dignité que les Cabinets recommanderaient à notre adoption comme propre à consolider la paix européenne.

Nous ne saurions dire trop haut combien les Puissances ont montré dans la tâche qu'elles s'étaient imposée, d'esprit d'impartialité et de désir sincère d'arriver, par un équitable et honorable arrangement, au but de leurs efforts.

Après l'échange des ratifications, le Gouvernement publiera le texte du Traité qui vient d'être signé ; mais il peut, dès à présent, en indiquer les principales dispositions.

Le préambule de cet acte diplomatique expose que le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, prenant en considération le changement apporté à la situation du Grand-Duché par suite de la dissolution des liens qui l'attachaient à l'ancienne Confédération germanique, a invité l'Empereur d'Autriche, le Roi des Belges, l'Empereur des Français, la Reine de la Grande-Bretagne, le Roi de Prusse et l'Empereur de Russie à réunir leurs représentants en Conférence à Londres afin de s'entendre avec les plénipotentiaires du Roi Grand-Duc sur les nouveaux arrangements à prendre dans l'intérêt général de la paix.

Les Souverains ont accepté cette invitation et ont résolu d'un commun accord de répondre au désir que le roi d'Italie a manifesté de prendre part à une délibération destinée à offrir un nouveau gage de sûreté au maintien du repos général.

Le Grand-Duc a déclaré qu'il maintient les liens qui rattachent le Grand Duché à la maison d'Orange-Nassau ; cette déclaration a été acceptée et il en a été pris acte. — Le Grand-Duché a été déclaré État neutre, et sa neutralité a été placée sous la sanction de la garantie collective des Puissances signataires, à l'exception de la Belgique, qui est elle-même un État neutre.

Il a été convenu, en outre, que la ville de Luxembourg cessera d'être une ville fortifiée, et que le Roi Grand-Duc se réserve d'y entretenir le nombre de troupes nécessaire pour y veiller au maintien du bon ordre.

Le Roi de Prusse déclare, en conséquence, que ses troupes actuellement en garnison dans la forteresse recevront l'ordre de procéder à l'évacuation de la place immédiatement après l'échange des ratifications. On commencera simultanément à retirer l'artillerie et les munitions : pendant cette opération, qui s'achèvera dans le plus court délai possible, il ne restera dans la place que le nombre de troupes indispensable à la sûreté et à l'expédition du matériel de guerre.

Le Grand-Duc s'est engagé, de son côté, à prendre les mesures nécessaires afin de convertir la place en ville ouverte, au moyen d'une démolition qu'il jugera suffisante pour remplir les intentions des Puissances. Ces travaux commenceront immédiatement après le retrait de la garnison, et s'effectueront avec tous les ménagements que réclament les intérêts des habitants.

Les ratifications doivent être échangées dans l'espace de quatre semaines au maximum.

Ce Traité répond pleinement aux vues du Gouvernement français. Il fait cesser une situation créée contre nous dans de mauvais jours et maintenue depuis cinquante ans; il donne à notre frontière du Nord la garantie d'un nouvel État neutre.

Il assure au Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, une entière indépendance.

Non-seulement il supprime les causes d'un conflit imminent, mais encore il donne de nouveaux gages à l'affermissement de nos bons rapports avec nos voisins et à la paix de l'Europe.

Le Gouvernement de l'Empereur pense qu'il doit se féliciter d'avoir obtenu ces résultats et d'avoir pu, en même temps, constater combien les sentiments des Puissances à notre égard se sont montrés équitables et amicaux.

Il croit enfin utile de faire ressortir ce fait que, pour la première fois peut-être, la réunion d'une Conférence, au lieu de suivre la guerre et de se borner à en sanctionner les résultats, a réussi à la prévenir et à conserver à l'Europe les bienfaits de la paix. Il y a là un indice précieux des tendances nouvelles qui prévalent de plus en plus dans le monde et dont tous les amis des progrès pacifiques et de la civilisation doivent se réjouir.

GRANDE-BRETAGNE.

**Interpellations à la Chambre des Communes sur le Traité du
11 mai 1867 relatif à la forteresse du Luxembourg, séance du
14 juin 1867.**

M. Labouchère, en adressant au secrétaire d'État l'interpellation dont il avait donné avis à la Chambre sur ce sujet, se plaint de ce que quelques-unes des stipulations du Traité sont directement en désaccord avec les principes de non-intervention qu'on supposait, dans ces dernières années, servir de règle à notre politique extérieure. Par la non-intervention, dit-il, j'entends parler non d'un isolement politique absolu, mais du principe qui nous interdit de faire la guerre pour le compte d'autrui ou de contracter des alliances qui ne soient pas absolument nécessaires à notre propre sûreté. Les garanties conclues par l'Angleterre pour l'indépendance de la Belgique et de la Turquie reposent sur une base bien différente de celle qui a été récemment éta-

blie à l'égard du Luxembourg ; car il n'est personne qui puisse prétendre que la possession du Luxembourg, soit par la France, soit par l'Allemagne, menace et inquiète sérieusement nos intérêts. La garantie a été donnée sous la condition expresse que, sans elle, il en serait résulté une guerre entre la France et la Prusse. Voilà ce qui me paraît être une intervention sous sa forme la plus insidieuse et la plus dangereuse. Poussez cette doctrine jusqu'à ses conséquences naturelles, et en un temps donné il n'est pas en Europe un seul coin de terre susceptible d'être contesté qui ne voudra que son indépendance et sa neutralité soient protégées par une garantie à laquelle il faudra nous associer. Pour empêcher la guerre d'éclater, nous pourrions être aussi invités à donner des garanties en faveur du Tyrol du Sud ou du Slesvig du Nord, ou de toute autre province située entre deux puissants voisins prêts à se quereller et à troubler la paix de l'Europe. Au moment où une guerre avec l'Amérique semblait probable, nous eussions été reconnaissants envers l'Empereur des Français s'il se fût mis en avant avec une garantie au sujet de Montréal et des lacs canadiens ; mais cela eût-il plu à ses propres sujets ? Je suis surpris de l'enthousiasme qu'a excité la conduite tenue par le noble Lord à la Conférence ; mais je crois que lui-même en doit être encore plus étonné, car il avait toujours passé pour être le chaud partisan de la neutralité. Dans cette circonstance, nous avons été généreux à l'excès ; nous avons escompté la prospérité de notre avenir pour la tranquillité de l'Europe dans le présent. Ce n'est pas un acte de haute politique ; c'est de la politique au jour le jour. Le noble Lord a déclaré de la manière la plus absolue que la garantie dont il était cosignataire se restreignait à une garantie existante. J'ai été surpris d'entendre le noble Lord faire cette déclaration ; car j'ignorais l'existence d'une garantie quelconque à l'égard du Luxembourg, et il me semblait étrange que le Comte de Bismarck, qui devait faire la guerre s'il n'obtenait pas une garantie, se fût contenté d'une convention qui ne faisait que restreindre une garantie déjà existante.

Le noble Lord s'est référé au Traité de 1839, qui n'était que la répétition des termes du Traité de 1831 ; mais la garantie contenue dans ce dernier Traité consistait simplement, de la part des cinq Puissances, en ce que, la Belgique étant reconstituée, on n'exigeait plus du Roi des Pays-Bas d'autres sacrifices de territoire. On reconnaissait alors que les cinq Puissances n'avaient aucune autorité pour disposer de la question du Luxembourg, qui relevait complètement de la Diète. En réponse à une interpellation qui lui était adressée sur ce point, Lord Palmerston dit que la garantie contenue dans le Traité de 1831 se trouvait reproduite dans le Traité de 1839. Je ne puis donc comprendre où le noble Lord a puisé son erreur sur ce sujet. Dans la

Conférence, il n'a rien trouvé qui confirmât son opinion relative à une garantie existante, bien que le Comte de Bismarck fût prêt, dans l'intérêt de la Prusse, à accepter l'erreur du noble Lord. Dans une dépêche de Lord Loftus, il était clairement dit que le Comte de Bismarck voulait quelque chose de plus qu'un engagement moral de la part des Puissances. Il demandait une garantie européenne. Le noble Lord avait proposé une garantie collective, par laquelle chaque partie se fût engagée à ne point attaquer le Luxembourg; mais aucune n'eût été obligée de le défendre, si ce n'est dans le cas improbable où l'attaque viendrait de la part de quelque Puissance européenne non signataire du Traité, et qui n'eût pu être qu'une très-petite puissance. Mais la garantie proposée par le noble Lord ne fut point adoptée telle qu'il l'avait soumise. La Prusse y fit une addition importante, et c'est dans sa forme ainsi amendée qu'elle fut adoptée. Le mot « neutralité » pourrait avoir un sens large ou très-restreint. Suivant M. de Monstier, le Ministre des Affaires Étrangères de France, la neutralité du Luxembourg pourrait ne pas empêcher le passage des troupes à travers le duché. Le noble Lord paraît avoir admis qu'il y aurait violation du Traité si une armée s'avancait à travers le territoire; mais il suffit de jeter un coup d'œil sur la carte pour voir qu'il est presque impossible que la guerre ait lieu entre la France et l'Allemagne sans qu'il passe une armée par le territoire du Luxembourg. Si donc nous envisagions nos obligations au même point de vue que le Comte de Bismarck, nous nous trouverions entraînés dans la guerre. Rien n'a tant fait de mal au nom Anglais qu'une certaine témérité à contracter des obligations et une extrême réserve pour les remplir. Il est donc nécessaire de rendre aussi claire qu'il est possible la portée exacte de nos obligations avant que nous soyons appelés à nous en acquitter. Je combats toutes les garanties collectives et toutes les alliances générales. Enfin, je n'hésite pas à déclarer que Lord Palmerston s'est parfaitement tiré de la Conférence qui a créé la Belgique sans nous imposer aucune espèce d'obligation qui pourrait nous amener la guerre.

M. B. Cochrane. Il est difficile de suivre le discours de l'honorable gentleman qui, tout en se plaignant de la marche adoptée par mon noble ami, maintient néanmoins que nous sommes les pacificateurs de l'Europe. Cette dernière assertion n'a certes jamais été mieux justifiée que par ce qui s'est accompli dernièrement, et si une guerre continentale n'est pas aujourd'hui déchaînée, c'est grâce à l'admirable jugement et à la rare prudence du noble Lord. L'honorable général se plaint de l'intervention du noble Lord; mais s'il consulte les dépêches, il verra que chacune des grandes Puissances a invité Lord Stanley à exercer son influence pour empêcher une aussi grande calamité que la guerre de désoler le continent. L'honorable gentleman me paraît

désapprouver la garantie qu'a donnée le noble Lord. Mais si l'honorable gentleman se réfère au projet des articles originaux rédigé par le noble Lord, il verra que le noble Lord a adopté presque les mêmes termes du Traité de 1839 à l'égard de la Belgique. Les voici : « La Belgique aura les limites spécifiées ci-après, formera un État indépendant et neutre à perpétuité. Elle sera tenue d'observer cette neutralité vis-à-vis des autres États. » Eh bien ! dans le projet de traité proposé par mon noble ami, il y a un article qui est presque mot pour mot le même. Citons : « Le grand-duché du Luxembourg, dans les limites déterminées par l'acte annexé aux traités du 19 avril 1839, sous la garantie des Cours de la Grande-Bretagne, de l'Autriche, de la France, de la Prusse et de la Russie, formera désormais un État neutre à perpétuité. Il sera tenu d'observer la même neutralité vis-à-vis de tous les autres États. »

Si l'honorable gentleman consulte la dépêche du noble Lord au Comte Cowley, en date du 27 avril, il trouvera qu'après que le noble Lord eut informé le Comte Bernstorff que le gouvernement de Sa Majesté ne pourrait consentir à participer à une Conférence, à moins que les deux parties ne donnassent l'assurance qu'elles en accepteraient les résultats, il s'exprime ainsi :

« Le Comte Bernstorff a déclaré qu'il était pleinement convaincu que l'Angleterre avait l'intention d'agir avec impartialité dans cette affaire; mais qu'il n'avait aucune instruction qui l'autorisât à dire si la condition que j'avais posée comme indispensable pouvait être accueillie ou non par son gouvernement. Un peu plus tard, le Comte Bernstorff est revenu et m'a donné lecture du télégramme suivant qu'il venait de recevoir :

« Le Comte Wimpffen annonce au Comte de Bismarck que le Gouvernement français a déclaré au Prince Metternich qu'il accepte la Conférence sur la base de la neutralisation du Luxembourg. Le Comte de Bismarck a répondu que la Prusse ferait de même, et le Comte de Bismarck attend une invitation. La Prusse est prête à concéder l'évacuation et la démolition de la forteresse, si la Conférence exprime, comme devant être le résultat de ses discussions, le désir qu'il en soit ainsi et si en même temps elle donne une garantie européenne pour la neutralité du Luxembourg, telle qu'elle existe maintenant à l'égard de la Belgique. »

Eh bien, c'est ce que contient le traité primitif. Cependant, autant que je puis le comprendre, il semble que l'honorable gentleman a cru que tout roulait sur ce terme : « garantie collective »; mais, si les négociations avaient échoué parce que ce terme n'aurait point été accepté, ce résultat eût été fort malheureux. Pour ma part, j'imagine que le terme ne pouvait être d'une si grande importance. Dans le présent

cas, le *Foreign office* avait simplement employé les termes du traité rédigé en 1839. Il est incontestable qu'à l'époque où ces conférences ont eu lieu, il y avait grand danger de voir la guerre éclater sur le continent, et je crois que si ce terrible fléau a été conjuré, c'est grâce aux conseils sages et modérés du noble Lord. Je m'étonne donc du ton dont a parlé l'honorable gentleman qui siège de l'autre côté, et je crois exprimer l'opinion de la Chambre et du pays en félicitant très-sincèrement le noble Lord du résultat de ses efforts en la circonstance présente.

M. D. Griffith approuve généralement les observations du préopinant; mais il lui semble inopportun que la Chambre mette en question des engagements fort sages, après qu'ils ont été positivement conclus.

M. Aytoun. Comme je ne voudrais pas que mon silence fût interprété comme une approbation de la conduite et de la politique du secrétaire d'État des affaires étrangères, je me lève pour protester contre la politique qui nous impose la garantie d'un État étranger. Avant d'être au ministère, le noble Lord s'élevait contre toute intervention dans la question d'Orient; devenu Ministre, il se signale par une intervention directe dans les affaires du continent. Si, en cas de violation de la neutralité du territoire du Luxembourg, nous devons faire la guerre, comment le noble Lord a-t-il pris sur lui de nous imposer une telle obligation, et que devient alors le droit de la Chambre des communes de contrôler toutes les dépenses de l'État? Un tel engagement me paraît être essentiellement attentatoire à ce droit de contrôle. De deux choses l'une : ou la Chambre conserve son droit de contrôle, et alors elle peut refuser des crédits pour la guerre et rendre illusoire la promesse de garantie; ou le Ministère fait la guerre dans l'intérêt de la garantie donnée, et alors des dépenses publiques sont faites sans que la Chambre des communes les ait approuvées.

Lord Stanley. L'honorable membre qui vient de parler s'est levé, a-t-il dit, pour désapprouver ma conduite, ce qu'il a parfaitement le droit de faire, et pour me poser deux questions. Ainsi il demande, en premier lieu, si la Chambre ou le pays sont obligés d'intervenir par la force des armes dans le cas où il y aurait une attaque quelconque dirigée contre le duché de Luxembourg. Il demande, en second lieu, supposé que cette obligation existe, ce que devient le droit de la Chambre d'accorder ou de refuser des fonds pour la guerre. Il me semble que la seconde question de l'honorable gentleman répond à la première. Personne ne met en doute le droit que possède la Chambre d'accorder ou de refuser des fonds au budget militaire selon son bon plaisir. Si la Chambre a cette faculté, elle est par elle-même le seul tribunal qui juge en dernier ressort si l'on doit ou non faire la guerre.

C'est là, je pense, un dogme constitutionnel qui n'a pas besoin que

l'on interpelle un Ministre pour l'affirmer. Si ce dogme est, comme je le comprends, clair et incontestable, il répond entièrement à la première question de l'honorable membre, à savoir : si la Chambre est obligée à intervenir au cas où un différend viendrait à s'élever dans la question du Luxembourg. Mon honorable ami M. Griffith, auquel je suis heureux de rendre hommage en raison de la courtoisie de son discours, s'est plaint que le traité ait été conclu par le pouvoir exécutif et que la Chambre ait eu simplement la faculté de le discuter après coup lorsque le pays était déjà engagé à en remplir les obligations. Tout ce que je puis répondre, c'est que c'est là une conséquence de la constitution sous laquelle nous vivons. Le pouvoir exécutif est investi du droit de faire les traités sous sa propre responsabilité, et, autant que j'en puis juger d'après mes propres sentiments, je crois que bien loin de désirer que cette responsabilité soit restreinte, un ministre souhaitera toujours d'être soutenu par la certitude d'avoir pour lui la majorité de la Chambre. Mais l'opinion de la Chambre ne peut pas toujours être interrogée, et souvent les négociations importantes sont amenées abruptement par une circonstance urgente, sans qu'il soit possible d'attendre l'heure et le moment qui conviendraient à nos débats parlementaires. La responsabilité que nous avons acceptée est simplement celle qui nous est imposée par la constitution sous laquelle nous vivons, et, quels que soient les résultats d'un changement possible à cet égard, je suis sûr qu'aucune personne n'en éprouverait plus de soulagement que celle qui occuperait à ce moment la charge que je remplis moi-même à l'heure qu'il est. J'aborde maintenant la remarque présentée par l'honorable membre qui a soulevé ce débat. Rien, je l'avoue, ne me semble pouvoir être plus raisonnable que la question qu'il m'a posée. Je n'admets point ses critiques, qui me paraissent pour la plupart fondées sur une illusion ; mais je partage tout à fait le sentiment qui lui a dicté ces critiques et ces questions. Je ne conteste point du tout la doctrine qu'il a énoncée, et quoique je me sépare de lui dans l'application de son principe, je sens toutefois aussi fortement que lui que ce soit le besoin de diminuer plutôt que d'augmenter la somme de ce que j'appellerai les servitudes diplomatiques du pays. C'est là une doctrine en faveur de laquelle j'ai toujours lutté en dedans et en dehors de la Chambre, et je dirai franchement que, loin d'être surpris des objections qui m'ont été faites et des questions qui m'ont été posées à propos de la question du Luxembourg, je m'attendais au contraire à me trouver en présence d'objections bien plus sérieuses, de questions plus nombreuses et plus serrées. Si les unes comme les autres n'ont point eu ce caractère, c'est là, je pense, une preuve aussi claire que possible que la Chambre et le public, ayant eu sous les yeux tous les éléments de la question, car je n'ai rien

dissimulé, ont apprécié la difficulté et la gravité de la situation, la nécessité qui nous faisait agir, car c'était bien une nécessité, et enfin le peu de différence qui résulte du traité du mois dernier dans la situation de l'Angleterre par rapport au Luxembourg.

D'abord, quant à ce qui est de la gravité de la situation, je puis bien dire maintenant que tout est passé, qu'au moment où furent faites les premières ouvertures pour la réunion d'une conférence, mon opinion personnelle et celle, je crois, de beaucoup d'autres personnes intéressées dans la question était qu'il n'y avait guère à espérer de voir réussir la conférence et d'éviter la guerre. L'affaire, au début, était d'une simplicité extrême. La France avait demandé à acheter le Luxembourg au roi de Hollande, en alléguant que le droit de l'Allemagne de tenir garnison dans la forteresse s'était éteint au moment de la dissolution de la Confédération. Il s'éleva, comme nous savons, des difficultés dans cette négociation, et enfin, elle se trouva tout à fait rompue, lorsque le roi de Hollande retira le consentement de vente qu'il avait d'abord octroyé. La France ne fit aucune objection à ce retrait; mais elle prétendit alors que dans les circonstances, où elle se trouve actuellement, l'Allemagne avec toute la puissance concentrée aux mains de la Prusse, avec un grand État militaire à ses portes, État qui pouvait devenir le centre d'une agression formidable, tandis que l'ancienne Confédération, remplacée par cet État nouveau, était notoirement une puissance organisée tout bonnement pour se tenir sur la défensive, encore ne l'avait-elle pas trop fait voir au moment décisif, si l'on se rapporte aux faits; dans ces conditions, dis-je, la France prétendit que la présence d'une garnison allemande à Luxembourg était pour elle-même un danger et une menace. En conséquence elle écarta spontanément de la question toutes les réclamations qui pouvaient paraître résulter de ses prétentions d'achat; mais d'un autre côté, elle se montra décidée à insister pour demander le retrait de la garnison prussienne de la forteresse. A cette demande de la France, la Prusse répondit d'abord par un refus positif. Il était évident que les choses ne pouvaient rester sur ce pied. De part et d'autre dans les deux pays, les sentiments de jalousie et d'irritation prenaient de la force de jour en jour. Il s'éleva alors des discussions sur la possibilité d'une médiation étrangère des puissances neutres, et l'on hasarda le mot de conférence. Maintenant je n'ai pas besoin de dire que le seul intérêt possible que l'Angleterre eût dans la question était l'intérêt que tous les peuples peuvent avoir en semblable occasion, c'est-à-dire le maintien de la paix en Europe. Nous ne désirions procurer ni une victoire à la Prusse sur la France, ni une victoire à la France sur la Prusse. Nous voulions seulement conserver la paix. On savait parfaitement que nous n'avions pas d'autre intérêt ni d'autre but, et si nous sommes

entrés dans la Conférence avec quelque influence et quelque autorité, j'attribue simplement ce résultat à ce que tout le monde savait ce que nous voulions et savait aussi que nous ne voulions rien autre chose. Mais il était évident, d'un autre côté, que si l'une ou l'autre des deux parties refusait obstinément de céder sur le point en question, toutes les propositions de conférence et de médiation seraient comme non avenues, et, en conséquence, je refusais moi-même d'entrer en conférence, comme il résulte de ma correspondance, tant que nous n'avions pas reçu de la Prusse des assurances qui nous permissent de compter raisonnablement sur un arrangement. Le Gouvernement français avait déjà fait une concession de son côté. Il avait écarté toute prétention de s'annexer un territoire qu'il pouvait, quinze jours auparavant, considérer comme une véritable acquisition, en raison des transactions qui avaient eu lieu. La Prusse consent à la même renonciation.

Le point suivant pour le maintien de la paix, c'était le retrait de la garnison, et la seule question pendante était dès lors : peut-on espérer d'obtenir ce retrait sous certaines conditions, et supposé qu'il en soit quelles sont ces conditions? Ce qui suivit est suffisamment connu de la Chambre et du pays. La Prusse consentit enfin, après beaucoup de difficultés, à renoncer à son droit de garnison, en posant toutefois pour condition *sine qua non* de cette concession, la neutralisation du territoire en litige, sous la garantie des Puissances européennes. Toutes les Puissances intéressées, excepté l'Angleterre, accordèrent immédiatement et sans un moment d'hésitation ce qui était demandé. Pour ma part, j'avoue sans embarras que, tout en ne croyant pas plus alors que maintenant que la responsabilité réelle de l'Angleterre fût de beaucoup augmentée, cependant le nom seul et l'idée d'une nouvelle garantie se présentaient à mon esprit comme quelque chose de tellement désagréable, de tellement contraire au programme de politique étrangère dans laquelle nous nous sommes renfermés, que pendant deux ou trois jours j'hésitai avant de donner mon assentiment à cette mesure de la part du Gouvernement de la Grande-Bretagne. Quand je le donnai enfin, ce fut sous le poids d'une impression de doute et d'inquiétude que je n'avais jamais éprouvée à propos d'aucune autre affaire d'État. Mais je prie la Chambre de considérer quelle était l'alternative. Ce n'est point une question douteuse ni discutable, mais c'est un fait positif que si nous nous en fussions tenus à notre refus, et que le projet d'une garantie européenne collective eût échoué, par cela même alors, la Conférence eût été rompue ; une rupture complète s'en serait suivie, la Prusse aurait retiré ses concessions, et à l'heure où je parle, l'armée française et l'armée prussienne seraient aux mains. Que la Chambre veuille bien se donner maintenant

la peine de réfléchir à ce qu'aurait été une guerre de cette nature. Il est vrai que, dans le premier moment, la France et la Prusse auraient seules été engagées, mais il n'y a pas d'homme, pour peu qu'il ait le sens de l'observation, à la pensée duquel il soit douteux que deux autres puissances au moins, l'Autriche et l'Italie, eussent été bientôt entraînées dans la lutte. Et lorsque 130 à 140 millions d'hommes sont engagés dans un conflit de cette nature, qui voudrait entreprendre de dire quelles seront les suites de ce conflit pour l'Europe, et même pour le monde entier? Je laisse à la pensée de mes auditeurs de s'imaginer ce qui aurait pu avoir lieu en Orient. Une chose, au moins, est probable, c'est qu'au milieu des péripéties de cette guerre, la Hollande et la Belgique auraient bien pu être rayées du nombre des peuples. Supposé même qu'il eût été possible à l'Angleterre de rester en dehors du conflit, ce que nous aurions désiré faire assurément, mais ce qu'il nous eût été bien difficile de faire honorablement, si la sécurité de la Belgique eût été menacée; dans cette hypothèse même, notre commerce eût éprouvé un préjudice considérable.

Nous en aurions encore éprouvé un autre, d'un autre côté auquel j'attache une certaine importance. Toutes les parties intéressées auraient dit, dans un langage qui ne laisserait pas que d'être plausible : « Vous êtes le vrai auteur de cette guerre. Tout le monde était d'accord, excepté vous. On était en voie d'arrangement. Vous n'aviez qu'à prendre un engagement qui ne vous liait pas beaucoup. En levant la main, vous auriez pu empêcher la guerre et vous ne l'avez pas voulu. » Et Dieu sait quels projets ténébreux, quelles sourdes machinations nous eussent été attribués! N'aurait-on pas dit que notre seul but était d'élever l'édifice de notre prospérité nationale sur la ruine du reste du monde. Je parle de cela simplement, parce que s'il y a quelqu'un d'entre vous qui pense sérieusement à la responsabilité qu'il croit que nous avons encourue par ces engagements, pour ma part, sans me plaindre de cette disposition et sans discuter le droit que l'on a de considérer la question à ce point de vue, je vous prierai aussi de la considérer sous l'aspect que je viens de signaler; je vous prierai de penser que la responsabilité n'est point tout entière d'un seul côté; je vous prierai de considérer enfin la grandeur et la nature de la responsabilité que nous aurions encourue si nous avions pris une décision contraire : si nous avions refusé d'entrer dans la combinaison proposée, et si toutes les conséquences que je crois inévitables s'en fussent suivies. Mais, après cela encore, on peut nous demander : Après tout, avez-vous bien atteint votre but? Avez-vous détourné la guerre?

Avez-vous écarté toutes les causes de différend? Ce sont là des questions auxquelles il est impossible de répondre avec une cer-

titude absolue, mais dont la solution repose toutefois sur certaines probabilités, autant que j'en puis juger.

Je ne crois pas qu'il existe actuellement ni qu'il doive probablement exister des causes qui rendent une guerre inévitable entre la France et la Prusse. Je vais plus loin, je ne vois même pas qu'une telle guerre soit probable. En une affaire de cette nature, gagner du temps est gagner beaucoup. Tout le monde peut comprendre ce que les événements de la dernière année peuvent avoir provoqué, beaucoup de jalousie et d'irritation. Chaque jour que l'on gagne diminue la jalousie et le mauvais vouloir, permet à l'irritation momentanée de s'apaiser, et rend les difficultés à venir moins une affaire de sentiment et plus une affaire de raison ; si l'on envisage la chose au point de vue de la raison, il y a cent motifs pour que la Prusse et la France demeurent en paix, et pas un motif pour qu'elles se fassent la guerre. Qu'est-ce que la Prusse aurait à gagner à la guerre ? Assurément pas un renom militaire : elle en possède maintenant à un plus haut degré qu'à aucune autre époque de son histoire. Par un agrandissement territorial ? Personne ne lui suppose le désir de s'emparer d'aucune province française. Ce qu'il faut seulement à la Prusse, c'est du temps et du repos pour lui permettre de considérer le territoire qu'elle a absorbé, pour assimiler les lois et les institutions de ses provinces nouvellement conquises et pour fusionner en un tout homogène le nouveau territoire conquis.

Tout ce que la guerre pourrait faire pour la Prusse, ce serait de donner naissance à des complots et des conspirations d'une nature réactionnaire, à des tentatives d'insurrection (dont le succès me semble douteux) et des efforts ayant pour objet de défaire ce qui a été fait. D'autre part, qu'aurait la France à gagner à la guerre ?

Supposons la guerre couronnée de succès ; quel résultat avec elle ? Tout au plus, moyennant un prix énorme, un triomphe stérile ! Personne ne croit que le Gouvernement français convoite une large et importante annexion de territoire allemand.

L'Empereur des Français a eu à s'occuper de la Vénétie et il n'a pas, nous en avons la certitude, le désir de conquérir une Vénétie à lui, une annexion du territoire allemand qui serait pour la France ce que la Vénétie était pour l'Autriche. Quant au Luxembourg ou à quelque partie rectificative de frontière, suivant la phrase consacrée, il n'en a pas besoin comme moyen de sécurité. La France, à la tête de 600 000 soldats et de bien plus encore disponibles, n'a pas besoin de nouveaux remparts. En ce qui touche la valeur, nous savons tous qu'il suffirait de trois mois de frais de guerre pour acheter la propriété de tout le territoire qui pourrait être ainsi gagné. Mettons de côté tout ce qui ne peut être que conjectural ; je pose comme un fait réel, d'après tout ce

que j'apprends et ce que je sais, que les relations de la France et de la Prusse, qui, à l'époque de la Conférence, n'étaient certes pas cordiales, n'ont fait depuis lors que s'améliorer. Le Gouvernement et le peuple français désirent instamment la paix; non-seulement je le crois, mais encore je le sais. Je crois à l'existence générale du même sentiment en Prusse, et je dois dire que dès le principe il y a eu entre les deux pays beaucoup moins d'animosité réelle que de suspicion et de défiance mutuelle. Je ne crois pas que ni l'un ni l'autre gouvernement, pas plus que ni l'un ni l'autre pays, ne voulait attaquer l'autre; mais il y avait incontestablement de part et d'autre une sorte de pensée que l'un des deux pays pourrait être attaqué par l'autre, ainsi que la défiance et la jalousie qui se produisent naturellement dans de telles circonstances.

Tout ce qui se passe tend à écarter ce sentiment de défiance, et encore bien qu'il soit impossible de prédire l'avenir, je suis disposé toutefois à penser que la paix ne sera pas maintenant troublée. J'arrive à l'autre phase de la question : savoir jusqu'à quel point la responsabilité de l'Angleterre est modifiée par le présent Traité. Avant que cette question n'eût été soulevée, bien des gens en Angleterre ignoraient complètement que l'Angleterre eût donné une garantie ayant trait au Luxembourg; ces personnes dès lors nous croyaient parfaitement libres. Toutefois, nous ne nous trouvions pas placés dans cette heureuse position, et je répéterai, nonobstant le déni de l'honorable représentant de Middlesex, qu'en 1839, nous avons donné une garantie de la possession du Luxembourg par la Hollande, en des termes nets et clairs et sans condition.

L'article 1^{er} de ce Traité entre les cinq Puissances d'une part, et la Belgique de l'autre, proclame les articles annexés aussi valides que s'ils étaient insérés à l'acte même et placés ainsi sous la garantie des puissances. Les mêmes mots ont été insérés dans le Traité de la Hollande et de la Belgique. Le 2^e de ces articles annexés, après avoir défini les limites du territoire du Luxembourg, proclame en termes exprès, que ce territoire continuera d'appartenir au Grand-Duc, et qu'il est placé sous la garantie des grandes puissances. Le premier article avait également défini le territoire qui devait appartenir à la Belgique. L'Angleterre, en sa qualité de l'une des signataires de ce Traité, garantit en 1839 la possession du Luxembourg au Grand-Duc. Cette garantie a toujours été reconnue, on y a fait appel au début de ces négociations, et bien que l'on n'ait pas agi d'après elle, je ne sache pas cependant qu'aucune tentative ait eu lieu pour en contester la validité.

L'honorable membre de l'opposition prétend que j'ai mentionné cette garantie, sans avoir eu même l'opinion des ministres anglais

à l'étranger pour le faire. Je n'ai jamais provoqué leur opinion à ce sujet. L'honorable membre a cité aussi une opinion émise par lord Palmerston : comme je n'en connais pas le texte, je dirai seulement que les paroles citées ne me paraissent avoir aucune analogie avec les questions en litige. Tout ce que nous avons fait dans le Traité du mois dernier, c'a été d'étendre la garantie qui avait été précédemment donnée à la neutralisation, ainsi qu'à la possession de ce territoire. Sans nul doute, il y a accroissement de la responsabilité encourue. Mais d'autre part, la Chambre voudra bien avoir présent à la pensée que, tandis que la place dont la possession était garantie, était précédemment une forteresse formidable, militairement occupée par une Puissance étrangère, maintenant c'est une place dépourvue de fortifications, sans garnison, et conséquemment dénuée de presque toute sa valeur comme objet de compétition en cas de guerre. Supposez, par exemple, que la Prusse eût jamais désiré se mettre en possession de ce territoire, qui l'en aurait empêché? Eh bien, la Prusse détenait ce territoire, et cependant nous avions garanti sa possession au Grand-Duc. Il faut se rappeler, en outre, que la garantie actuellement donnée n'est que collective, c'est ici une distinction importante : cela signifie que dans le cas de violation de la neutralité, toutes les puissances signataires du Traité pourront être appelées à donner leur action collective, mais pas une de ces puissances ne peut être mise en demeure d'être appelée à agir seule ou séparément. C'est là un cas, s'il est permis de s'exprimer ainsi, de responsabilité limitée. Nous sommes tenus, en honneur (vous ne pouvez pas ici vous livrer à une interprétation légale), de veiller de concert avec les autres puissances signataires, à ce que ces arrangements soient maintenus.

Si les autres puissances se joignent à nous, il est certain qu'il n'y aura pas de violation de neutralité. Si ces puissances engagées exactement comme nous refusent de se joindre à nous, nous ne sommes pas tenus seuls de suppléer toutes les autres. Une telle garantie a plutôt évidemment le caractère d'une sanction morale des arrangements qu'elle sauvegarde, que celui d'une obligation éventuelle de faire la guerre : elle donnerait sans nul doute un droit de faire la guerre, mais elle n'en imposerait pas nécessairement l'obligation. La question serait de savoir quand l'occasion se présenterait. Si l'honorable membre posait la question, ce serait à la Chambre de juger si une telle extrémité serait ou non désirable. Il ne m'appartient pas encore (bien que je puisse parfaitement répondre à la question), de dire ce que la Chambre ferait en pareil cas. Voyons ce que nous avons déjà fait. Nous avons garanti la Suisse : mais si toute l'Europe se combinait contre la Suisse, tout en le pouvant regretter, nous aurions peine à nous croire tenus d'entrer en guerre avec le monde entier

pour la protection de la Suisse. Nous avons participé aux arrangements faits à l'égard de la Pologne. Ces arrangements ont été rompus, nous n'avons pas fait la guerre pour cela ; je cite ces exemples pour prouver qu'il ne résulte pas, nécessairement et inévitablement, des arrangements pris que vous soyez tenus de maintenir la garantie, en toutes circonstances, par la force des armes. Mais, dira-t-on, c'est une raison de plus pour ne pas donner des garanties à la légère. Je réponds que la garantie n'a pas été donnée à la légère : il y avait urgence nécessaire. L'avantage en résultant non-seulement pour l'Europe, mais encore pour l'Angleterre, était considérable, et ainsi que la Chambre des communes le sait parfaitement, la balance, quant à l'avantage, penchait très-décidément en faveur de la marche que nous avons adoptée. Si vous aviez à discuter une question de politique étrangère ou intérieure, je ne sache pas que vous puissiez en dire plus.

M. Goschen. Rien de plus ferme, rien de plus franc, de plus satisfaisant que le discours du noble Lord : il est certain que le noble Lord a contribué à empêcher une guerre en Europe. Nous avons eu ici une preuve de plus que l'intervention de l'Angleterre dans les affaires étrangères peut conjurer et conjure les plus grands maux : il est impossible que l'Angleterre s'abstienne désormais de toute intervention dans les affaires du monde. Notre commerce est si cosmopolite, il a jeté si loin ses racines, que la doctrine de non-intervention absolue est devenue impraticable. L'isolement ne va pas à un pays comme le nôtre. Les malheurs réels qui résulteraient pour l'Angleterre d'une guerre continentale seraient plus considérables que les dangers éventuels que pourrait entraîner pour elle une garantie.

Je regrette seulement l'allusion que le noble Lord a faite à la Pologne : il est regrettable aussi que le Traité nouveau nous impose une responsabilité distincte et onéreuse ; si le Grand-Duc avait cédé le Luxembourg à la France, avec l'assentiment des grandes puissances, cette garantie serait évanouie, et nous aurions été débarrassés d'une responsabilité désagréable. Au lieu de nous dégager de l'ancienne responsabilité de 1839, nous nous sommes surchargés d'une responsabilité nouvelle. J'espère que l'on n'oubliera pas cela, et encore bien que comme l'ancienne garantie, celle-ci soit collective, il est très-peu probable, que nous soyons jamais mis en demeure de l'exécuter.

M. Sandford applaudit à la marche suivie par le noble Lord Stanley. Une garantie était déjà donnée à la Belgique, il n'était pas possible de refuser la nouvelle. J'espère que la Conférence aura travaillé à un désarmement général. La Prusse est actuellement la seule puissance qui ait mis sous les armes toute sa population. Pour un État dont la population est de 23 millions d'âmes, c'est là une marque de défiance

qui a dû provoquer des mesures analogues de la part de la France, de la Russie et de l'Autriche. L'Angleterre aurait bien fait d'inaugurer une ère de désarmement général. Insulaires, nous n'avons pas à y gagner ni à y perdre. Des centaines de milliers de jeunes hommes de l'Europe auraient été ainsi rendus à leurs occupations industrielles. La prospérité de chaque pays de l'Europe y aurait gagné, et c'eût été là un résultat digne de la diplomatie, et digne du caractère et de la réputation de mon noble ami.

M. Kinnaird. Le noble Lord qui venait de régler une question ardue, à force de modération et d'habileté, a sagement fait, selon moi, de ne pas demander un désarmement général. Quelque désirable que la chose eût été, le moment était inopportun. Le noble Lord a bien fait de se contenter de préserver la paix sans endoctriner les autres puissances.

M. H. Seymour. La Chambre ne saurait trop le redire : des actions de grâces doivent être décernées au noble Lord qui, par son tact admirable, sa modération et sa sagesse, nous a sauvés des plus terribles périls, et s'est montré à la hauteur de ses devoirs et de ses fonctions. Maintenant, qu'il me soit permis d'appeler son attention sur la question d'Orient. Puisse-t-il résoudre cette question et prévenir l'effusion de sang et les désastres qu'elle pourrait entraîner ! Une proposition de désarmement général eût été intempestive. L'unité de l'Allemagne tend à la pacification définitive de l'Europe ; tout annonce que la Prusse, contente de la position qu'elle a conquise, est toute disposée à prêter l'oreille à de sages conseils. Une des plus grandes garanties pour la paix de l'Europe, est la confiance que presque toutes les nations accordent au noble Lord Stanley.

La Chambre se forme en comité de subsides.

LUXEMBOURG.

Discours prononcé par le prince Henri des Pays-Bas à l'ouverture de la session extraordinaire des États du Grand-Duché, le 18 juin 1867.

Messieurs,

Le traité de Londres a rendu nécessaire votre convocation en session extraordinaire.

Depuis la dissolution de la Confédération germanique, l'état politique du grand-duché de Luxembourg était incertain.

En présence des graves complications que cette situation du Grand-Duché était sur le point de faire naître, S. M. le Roi Grand-Duc, animé du vif désir de conserver la paix à l'Europe et de sauvegarder les intérêts de ses sujets luxembourgeois, s'est adressé aux grandes Puissances, qui, représentées par leurs Plénipotentiaires à Londres, ont généreusement répondu à son appel par la conclusion du Traité du 11 mai.

Ce Traité est un événement heureux pour le Grand-Duché et un gage de paix pour l'Europe, il consacre votre indépendance et votre autonomie; il assure votre liberté commerciale; il répond aux vœux des fidèles populations luxembourgeoises.

Je ne doute pas que vous, Représentants du pays, ne fassiez un accueil favorable à cet acte important. Le Gouvernement vous soumettra aussitôt que possible les changements à introduire dans la loi fondamentale pour la mettre en harmonie avec l'ère nouvelle dans laquelle vous entrez.

Pendant la crise que nous venons de traverser, vous vous êtes montrés attachés à votre Souverain et à votre pays. J'ai l'espoir que vous persévererez dans cette voie, et convaincus dès aujourd'hui que votre avenir est entre vos mains, vous dirigerez vos efforts vers un but commun : le bonheur et la prospérité de votre chère patrie.

Puisse la divine Providence éclairer vos délibérations!

Au nom de S. M. le Roi Grand-Duc, je déclare ouverte votre session extraordinaire.

La Chambre des députés a adopté le 20 juin le Traité de Londres à l'unanimité moins une voix, ainsi que le projet de loi autorisant le gouvernement Grand-Ducal à faire les dépenses nécessaires pour le démantèlement de la forteresse par 17 voix contre 2.

**Loi votée le 20 juin 1867 par l'assemblée des États
du Grand-Duché de Luxembourg.**

Nous Guillaume III, etc.

De l'assentiment de l'Assemblée des États;

Avons ordonné et ordonnons :

Article unique.

Le gouvernement est autorisé à faire faire immédiatement des études et des projets de travaux, à l'effet de convertir la forteresse de Luxembourg en place ouverte selon les termes de l'art. 5 du traité de

Londres du 11 mai 1867, et à commencer l'exécution de ces projets, sauf à justifier ultérieurement devant l'Assemblée des États des dépenses faite dans ce but.

Mandons et ordonnons, etc.

Proclamation du Grand-Duc aux habitants du grand-duché du Luxembourg à la suite du traité de Londres du 11 mai 1867, en date de La Haye le 1^{er} juillet 1867.

Guillaume III, etc., etc.

Luxembourgeois, le traité de Londres fixe définitivement votre état politique dans ses rapports avec le droit public de l'Europe.

Depuis les événements survenus en Allemagne en 1866, votre pays était devenu une cause de division de jour en jour plus grave entre les États puissants qui vous entourent. L'imminence même de la guerre m'a fait craindre un instant que le sacrifice de ma souveraineté sur le grand-duché ne me fût imposé comme un devoir.

Dans ces circonstances, j'ai été vivement touché des témoignages de fidélité qui m'ont été exprimés dans de nombreuses adresses.

La manifestation de ces sentiments n'a pu que me fortifier dans le désir de vous conserver votre indépendance.

C'est dans ce but, aussi bien que dans celui de sauvegarder la paix générale, que j'ai fait un appel aux grandes puissances de l'Europe.

Grâce à la sagesse et à la modération des deux grands États les plus directement intéressés dans la solution des difficultés existantes, j'ai été heureux de voir accueillir mes propositions, et ainsi a été obtenu le traité du 11 mai, qui, consacrant votre neutralité, est une garantie européenne de sécurité et de paix.

Luxembourgeois!

Le traité de Londres maintient et garantit les liens qui vous unissent à la maison d'Orange-Nassau.

Il garantit votre indépendance.

Je ne doute pas que, confiants dans vos propres forces, vous n'appréciez avec justesse la situation nouvelle qui vous est faite.

Indépendants, vous saurez concilier les nécessités du pouvoir avec le développement de vos libertés.

Neutres, dégagés de tous liens étrangers, et avant tout Luxembourgeois, vous entretiendrez avec les États voisins des relations également bienveillantes.

Vous répondrez ainsi à mon attente et à la confiance qu'ont eue dans votre avenir les puissances européennes.

Depuis que votre pays est constitué en État séparé, vous n'avez cessé de prospérer. J'ai la conviction que, dans l'ère qui s'ouvre devant nous, vous saurez trouver de nombreux éléments de prospérité et de progrès ; votre patriotisme, votre intelligence et votre amour de l'ordre m'en donnent l'assurance.

Dans ma sollicitude pour votre bonheur, je continue à placer toute ma confiance dans mon frère bien-aimé, mon représentant au milieu de vous, si profondément attaché à votre pays et auquel vous avez donné tant de preuves d'attachement et d'affection.

La Haye, le 1^{er} juillet 1867.

GUILLAUME.

GRANDE-BRETAGNE.

Interpellations à la Chambre des lords sur le sens attaché par le Cabinet anglais à la garantie collective stipulée dans le traité du 11 mai 1867 relatif au grand-duché du Luxembourg, séance du 4 juillet 1867.

Lord Houghton interpelle le comte de Derby en ces termes : Quel est le sens que le gouvernement attache à cette expression : garantie collective, qui se trouve employée dans le traité du 11 mai 1867, relatif au grand-duché de Luxembourg ?

Le comte de Derby. Je regrette que l'indisposition violente dont je souffre encore m'ait obligé à prier plus d'une fois le noble lord de différer son interpellation. D'abord je dois dire que, bien que je sois prêt à répéter l'explication que j'ai déjà donnée et qui ne me paraît pas avoir satisfait tout le monde, l'interprétation, quelle qu'elle soit, que je pourrais donner des termes particuliers du traité, l'interprétation, quelle qu'elle soit, que peut y attacher le gouvernement de Sa Majesté en raison de la responsabilité qui résulterait d'événements contingents, cette interprétation, dis-je, ne peut affecter le droit international absolu par lequel sont réglés les termes de tous les traités. Je suis loin de vouloir diminuer ou écarter une responsabilité que peut très-bien accepter notre patrie. Au contraire, je veux qu'il soit bien entendu que nous sommes liés, autant que les ressources de la nation le permettent, par les termes de tous les traités dans lesquels nous pouvons nous

engager, et je prie le noble lord de penser que dans tout ce que je vais dire, je n'ai point l'intention de parler d'obligations morales simplement, mais bien des obligations matérielles auxquelles le traité nous soumet. Je crois que s'il y a une chose qui soit plus claire qu'une autre, c'est la distinction qui existe entre une garantie collective et plusieurs garanties personnelles. Une garantie personnelle oblige chaque individu en particulier à faire tous ses efforts pour maintenir l'objet de la garantie. Une garantie collective engage l'honneur de toutes les parties contractantes d'une manière collective. Mais s'il survient un différend, aucune puissance n'est obligée de prendre sur elle en particulier le soin de maintenir cette garantie. La garantie est collective ; elle repose sur l'engagement d'honneur de toutes les parties intéressées ; mais aucune de ces parties n'a pour devoir particulier de se charger de son accomplissement. Le noble lord a exprimé quelque surprise que la responsabilité limitée qui s'attache à la garantie renfermée dans le traité du 11 mai n'ait pas empêché mon noble parent, lord Stanley, de dire qu'il n'avait jamais senti plus de répugnance que dans le cas en question à donner son assentiment à une mesure politique quelconque. Il n'est pas difficile de voir quels étaient les motifs de cette répugnance. D'abord ce ne fut que le premier jour de la Conférence que mon noble parent eut occasion d'apprendre quelle était l'étendue de la garantie réclamée par la Prusse, et, en second lieu, il avait des motifs de craindre que malgré les précautions que l'on pourrait prendre dans les termes de la garantie, il ne se produisît dans l'opinion générale une certaine émotion en vertu de laquelle on nous accusât d'avoir accepté des engagements bien plus que nous ne l'avions fait en réalité, et de manquer à notre parole si nous refusions de reconnaître jusqu'à ses dernières limites l'étendue de notre responsabilité. Je rappellerai à vos seigneuries les circonstances précises dans lesquelles la garantie a été demandée et accordée. Il est positif, en premier lieu, que la Prusse demandait comme l'une des conditions de l'entrée en négociation une garantie européenne. Mon noble ami, en formulant le projet de traité, n'avait point employé le terme de garantie. Mais il avait dit : « Les puissances respectives qui ont signé le traité sont convenues de respecter la neutralité du Luxembourg. »

En présence de ces termes, la Prusse hésita, et, le premier jour de la Conférence, l'envoyé prussien déclara qu'il ne faisait aucune objection à l'ouverture de la Conférence, mais qu'il y avait là un écart en dehors de la condition d'après laquelle le gouvernement avait accepté l'invitation de soumettre l'affaire à un congrès, condition qui n'était autre qu'une garantie réelle. On convint alors de discuter ce point particulier du traité, et ce fut l'envoyé de la Prusse qui proposa la rédaction de l'article dont les termes amenèrent à admettre en prin-

cipe que la neutralité du Luxembourg serait placée sous la garantie commune des puissances signataires du traité en question, à l'exception de la Belgique. Mais que se passait-il alors ? Le plénipotentiaire français dit qu'il n'avait point d'instruction spéciale par rapport à la question de la garantie collective et que, bien que l'engagement que ses pouvoirs le rendaient apte à prendre fût à ses yeux et en raison des circonstances à peu près de même valeur qu'une garantie collective, il ne pouvait cependant refuser de reconnaître que l'objection de l'ambassadeur de Prusse était fondée, et maintenant que le noble lord m'a demandé mon interprétation des termes du traité, peut-être voudra-t-il bien donner la sienne à la Chambre. Il serait bon de savoir à quel point de vue nous aurions été regardés comme coupables si nous avions accepté une garantie qui aurait pu faire craindre pour nous l'obligation d'intervenir, et j'aimerais à apprendre de la bouche du noble lord comment il comprend la garantie donnée, la garantie collective signée par les diverses puissances. S'il y avait la différence matérielle qu'il semble redouter entre les deux interprétations supposées, l'une d'après laquelle toutes les puissances intéressées s'engageraient chacune respectivement et pour son propre compte à respecter la neutralité du Luxembourg, et celle du noble lord, d'après laquelle chaque puissance signataire serait tenue non-seulement de respecter cette neutralité, mais encore de la faire respecter par toutes les autres puissances signataires ; s'il y avait, dis-je, cette différence, le représentant de la France n'aurait pu dire que l'une était presque la même chose que l'autre. Si vos seigneuries me le permettent, je vous donnerai un ou deux exemples au sujet des garanties collectives et des garanties séparées. Le premier exemple que je prendrai est très-remarquable ; il a rapport à la neutralité de la Belgique. En 1831, dans une conférence des cinq grandes puissances, à propos de la Belgique et de la Hollande, on posa en principe que chaque puissance donnerait sa garantie, non pas collective, mais bien personnelle et séparée, de maintenir l'indépendance et la neutralité du territoire Belge. Néanmoins dans le cours de l'année 1832, la Belgique, n'ayant pas été mise en possession du territoire qui lui était concédé par le traité, fit un appel aux puissances qui avaient pris part à la Conférence pour se faire rendre justice ; mais quoique la garantie ne fût pas collective, mais séparée et individuelle, la Prusse, la Russie et l'Autriche refusèrent d'intervenir par la force des armes pour établir le droit de la Belgique, tandis que la France et l'Angleterre, qui comprenaient leurs obligations d'une manière plus stricte, déclarèrent qu'elles se reconnaissaient être dans l'obligation de faire exécuter le traité par des opérations navales et militaires combinées.

Le même traité renfermait une garantie de possession du duché de

Luxembourg en faveur du roi de Hollande, non pas à titre de roi de Hollande, mais à titre de grand-duc de Luxembourg. En 1839, quand la Hollande et la Belgique eurent fait un traité particulier dans lequel se trouvait incorporé le traité de 1831, les cinq puissances firent avec la Belgique un nouveau traité distinct dans lequel on répéta et on renouvela les obligations déjà prises et dans lequel chaque puissance s'engagea, en son nom personnel, à maintenir la neutralité et l'indépendance de la Belgique. Le ministre prussien ne pouvait ignorer les termes du traité de 1839, dans lequel un traité renfermant une garantie séparée était compris dans un traité qui renfermait une garantie collective, et s'il voulait réunir ce double caractère dans la garantie destinée à protéger l'intégrité du territoire du Luxembourg, pourquoi aurait-il changé soigneusement les termes du traité de 1839 et demandé non pas une garantie personnelle et séparée, mais bien une garantie collective des grandes puissances pour protéger l'intégrité de l'indépendance du Luxembourg? Par rapport à la différence qui existe entre la garantie collective et la garantie personnelle, je puis citer encore un autre exemple. En 1856, un arrangement fut signé par sept grandes puissances, la Grande-Bretagne, l'Autriche, la France, la Prusse, la Sardaigne et la Turquie, au sujet de l'intégrité de l'empire ottoman, et voici les termes dans lesquels il était conçu :

« Les puissances signataires du traité se sont engagées, chacune pour son compte, à respecter l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'empire ottoman. Elles ont garanti, en commun, la stricte observation de cet engagement et elles sont convenues de considérer comme un *casus belli* tout acte qui tendrait à violer cet engagement. »

Maintenant, mylords, ces termes de s'engager personnellement à respecter » et « garantir en commun » sont précisément les termes qui ont été introduits dans le traité de 1867, à la requête du ministre de Prusse. Mais doit-on considérer ces termes comme devant obliger toutes les puissances signataires du traité, non-seulement à respecter individuellement, mais aussi à garantir individuellement et séparément la neutralité du Luxembourg? On peut répondre à cette question en rappelant à vos seigneuries ce qui s'est passé après le traité de 1856 à propos de l'intégrité de la Turquie. Quinze jours après sa signature, le traité entre l'Angleterre, l'Autriche et la France fut aussi conclu; il avait pour objet, comme le précédent traité, l'indépendance et l'intégrité du territoire de la Turquie. Or, si le traité entre les sept puissances était obligatoire, ainsi que semblerait le prétendre le noble lord, pour quelle raison les trois puissances jugèrent-elles nécessaire de conclure un traité distinct ayant le même objet?

Voici les termes du traité signé par les trois puissances :

« Les hautes parties contractantes garantissent collectivement et sé-

parément l'indépendance et l'intégrité de l'empire ottoman conformément au traité conclu à Paris le 30 mars 1856. Ainsi, nous voyons les trois puissances par un traité distinct garantir séparément, individuellement le même objet qui, quatorze jours avant, avait été collectivement garanti par les sept puissances. Elles ont jugé à propos de le faire parce que le premier traité ne liait pas les signataires séparément. Je crois impossible, mylords, de préciser plus clairement la différence entre une garantie collective et une garantie distincte. J'aimerais à savoir si le noble lord n'approuve pas ma manière d'envisager le traité, à savoir que l'intégrité et la neutralité du Luxembourg reposent sur la voix collective de l'Europe et sur l'honneur de toutes les puissances signataires du traité. S'il n'approuve pas cette interprétation, j'aimerais à savoir quelle signification alors il pourrait donner au traité.

Un exemple : le noble lord prétend-il dire que si la Prusse dans la pensée d'attaquer la France, ou la France dans la pensée d'attaquer la Prusse, envahissait le Luxembourg, violant ainsi sa neutralité (et je ne traite pas ici une question d'occupation ou de possession, mais bien de violation de la neutralité du duché par le passage d'une armée sur son territoire sans son consentement), le noble lord, dis-je, prétend-il que toutes les puissances qui ont garanti ou chacune d'elles séparément soient tenues en vertu des obligations contractées par ce traité à faire la guerre contre la puissance, n'importe laquelle, qui aurait ainsi envahi le Luxembourg ? La Prusse désirerait-elle une telle interprétation du traité ? Supposons que dans la prévision d'une attaque par la France, la Prusse jugeât nécessaire d'entrer dans le duché de Luxembourg : jugerait-elle que toutes les autres puissances fussent tenues de se joindre à la France dans une guerre contre la Prusse ? Supposons que dans ce cas, la Russie et l'Autriche manquent à leur engagement contracté en vertu du traité : le noble lord prétend-il qu'alors l'Angleterre, placée comme elle l'est dans l'impossibilité absolue de fournir des forces militaires effectives pour préserver la neutralité du Luxembourg, ait contracté, en vertu de ce traité, l'obligation d'appuyer par la force la garantie qu'elle a donnée en commun avec les autres puissances de l'Europe ? Tout ce que je puis dire, c'est qu'une semblable interprétation serait opposée à toutes les règles ordinaires et qu'elle serait absolument contraire à ce que l'Angleterre pourrait entreprendre ou réaliser. Supposons encore que la France et la Prusse, dans le but d'ouvrir les hostilités l'une contre l'autre, violent simultanément le territoire du Luxembourg : dans quelle position se trouveront alors placées les autres puissances ? Devraient-elles entrer dans une sorte de duel triangulaire pour empêcher la violation du traité par les deux puissances qui déjà l'auraient violé ? Il est clair, mylords, que les conditions du traité doivent être interprétées dans le

sens de ce qui est raisonnable et praticable, et l'on comprend parfaitement qu'en cas de garantie collective, tandis que toutes les puissances signataires s'engagent à maintenir un respect complet pour la neutralité du territoire en question, il n'est du devoir d'aucune de ces puissances (encore bien que ce soit tout à fait le droit de chacune d'elles) de rompre une lance dans l'intérêt des autres puissances.

Je ne saurais entrer dans plus d'explications sur ce traité. En ce qui touche l'Angleterre, elle sera tenue de respecter la neutralité du Luxembourg, et j'ai la confiance que toutes les autres puissances la respecteront également. Mais, nous n'avons pas contracté l'obligation, dans le cas où ce territoire serait violé par l'une des autres puissances, d'intervenir pour empêcher cette violation, attendu que nous sommes uniquement engagés à garantir en commun avec les autres grandes puissances de l'Europe. La neutralité du Luxembourg doit reposer non sur la force des armes de l'une ou l'autre des puissances qui ont garanti, mais sur l'honneur de toutes et chacune de ces puissances, sur l'obligation générale par elles collectivement contractée de respecter cette neutralité et de ne pas la violer. Si cette neutralité venait à être violée par l'une de ces puissances ce serait non pas une question d'obligation, mais une question de discrétion, vis-à-vis de toutes et chacune de ces puissances, de voir jusqu'à quel point elles devraient, soit séparément, soit collectivement, prendre sur elles de faire respecter cette neutralité.

Le comte Russell. Je trouve fort malheureux, que si peu de temps après la signature d'un traité, il s'élève une discussion sur sa signification précise et sur la question de savoir jusqu'à quel point l'Angleterre se trouve liée par ce traité. Cela est malheureux surtout dans le cas présent, parce que nous savons que les explications données par le noble comte, rapportées comme elles l'ont été dans les journaux et autrement, ont causé en Prusse une sensation très-défavorable, et que l'on y dit généralement qu'il ne sert de rien de signer un traité avec l'Angleterre, parce que l'Angleterre trouvera moyen d'échapper aux obligations qu'il lui impose. C'est un fort triste état de choses, et je trouve également déplorable et fort inutile de discuter, par rapport au traité, ce que le pays est obligé de faire dans tel ou tel cas supposé. Il n'est guère possible d'admettre un cas exactement semblable à celui qui se présentera, et je préférerais de beaucoup me contenter des arrangements tels qu'ils ont été pris. J'aurais cru que la déclaration de toutes les puissances était une garantie suffisante pour la paix de l'Europe, et je n'ai pu m'étonner que l'ambassadeur français ait dit, au nom de son pays : « Nous considérons cela comme presque équivalent à respecter les principes de neutralité tels qu'ils sont stipulés dans le présent traité. » En effet, supposé que toutes les puissances respec-

tent ce principe de neutralité, ou supposé que la Prusse le respecte : c'est fort peu à craindre qu'on ait besoin de recourir à une intervention. Quant à l'interprétation correcte du traité, j'incline à ne pas discuter celle qu'a donnée le noble comte. Il ne peut y en avoir de meilleure. Le traité, relativement à la Turquie a été, je m'en souviens, le résultat de discussions qui eurent lieu à cette époque. La déclaration de la Russie a toujours été qu'elle n'avait aucune intention ni aucun désir de violer cette intégrité, mais qu'elle n'était pas disposée à consentir à une stipulation suivant laquelle, en cas de violation de cette intégrité par la Perse ou quelque autre puissance voisine de la Turquie, la Russie interviendrait aussitôt par la force des armes pour maintenir l'intégrité de la Turquie.

Le comte de Derby. Le noble lord me permettra-t-il de dire que la déclaration de la Russie n'a pas été seulement qu'elle respecterait, mais aussi qu'elle se joindrait à une garantie collective, et que cette garantie collective devait être précisément dans les termes de ce traité de 1867.

Le comte Russell. C'est pour cela que j'ai dit que je ne suis pas disposé à nier l'obligation technique telle que le noble comte l'a formulée. Le gouvernement russe a déclaré sans doute qu'il consentait à une garantie collective sous la forme proposée, et qu'il ne se regardait pas comme obligé par cette garantie à intervenir, si la Turquie venait à être attaquée. Mais je crois que le noble comte a tâché, dans la première partie de son rapport, d'en finir avec tous les doutes et toutes les craintes que nous pouvions avoir eues jusque-là sur cette question. Maintenant, quant au reste, je suis peiné de voir que s'il y a obligation morale, l'exécution de cette obligation dépendra entièrement des circonstances qui peuvent se présenter plus tard. Si l'une de ces deux puissances, la France et la Prusse, violait la neutralité du Luxembourg et que la puissance qui ferait une objection ou une protestation contre cette violation en appelât aux autres puissances, je trouverais, pour mon compte, qu'il y aurait obligation morale pour ces puissances de sommer la puissance qui violerait ainsi la neutralité de quitter sa position, et que, s'il y avait nécessité, il leur faudrait appuyer cette sommation par la force des armes. C'est là évidemment le caractère d'une obligation morale. C'est assurément là aussi l'obligation matérielle ; mais il ressort, je crois, des circonstances alléguées par mon noble ami que c'est bien là le sens qu'on doit y attacher. J'apprends que le secrétaire des affaires étrangères a dit qu'il n'accédait à la proposition du Gouvernement prussien qu'avec le plus grand doute, la plus grande hésitation, la plus grande répugnance. Le Gouvernement prussien n'était pas content de la proposition faite originairement, et ce fut sur ces représentations que lord Stanley,

avec beaucoup d'hésitation, accéda à cette garantie collective, et encore avons-nous cru, et l'Europe avec elle, que cet article, demandé avec tant d'obstination par l'un des Gouvernements et accepté avec tant de répugnance par l'autre, était du papier perdu, et que si l'une de ces puissances violait cette neutralité, on sacrifierait immédiatement cet article.

Je regrette que cette discussion ait surgi, et je crois que le noble comte eût bien mieux fait si, dans une occasion précédente, il ne nous eût point donné la signification pratique de ce traité. Je présume et j'espère que l'article sera respecté et que les stipulations seront observées par tous les signataires. Je ne crois pas, pour ma part, que la France ni la Prusse aient la moindre intention de violer leurs engagements relativement au Luxembourg, mais je pense qu'il serait très-malheureux que notre pays agît de manière à produire cette impression que nous ayons voulu contracter des obligations sans avoir l'intention de les remplir quand le moment de le faire serait venu. J'espère qu'une telle occasion ne se présentera pas ; mais si elle se présente, j'ai la confiance que l'on accomplira ponctuellement et loyalement tout ce que l'on trouvera être alors l'obligation morale du pays.

Lord Lyveden. Le terme de garantie collective ne me semble pas convenir au traité dont nous avons été récemment signataires, et d'après ce que l'on a dit, il ne paraît pas être autre chose qu'un arrangement honorable par lequel chaque puissance est engagée par son propre honneur à en respecter les stipulations, mais n'est engagée d'aucune autre manière. Je crois que l'interprétation donnée au traité par mon noble ami n'est point celle qu'a voulu lui donner le premier ministre, et qu'en réalité nous n'avons contracté aucune obligation morale de la nature de celle qu'allègue mon noble ami.

Le duc d'Argyle. La réponse que le noble comte a donnée, il y a quelques semaines, à une question que j'avais faite par écrit sur ce sujet, a causé quelque sensation. Le noble comte n'a pas parlé de ce qu'il y aurait à faire, supposé que le traité fût violé par une des puissances signataires, et que les autres sommassent conjointement l'Angleterre de remplir les stipulations convenues. En pareil cas, je crois que l'interprétation naturelle du traité serait que nous étions obligés, non-seulement moralement, mais encore légalement, d'agir avec les autres puissances. Telle n'est pas l'interprétation qu'a donnée le Gouvernement, et cela est d'autant plus satisfaisant que nous espérons que le présent Gouvernement ne pourra jamais être sommé de prendre en aucune manière une part active en conséquence du traité, et que tout Gouvernement à venir donnera naturellement son interprétation à lui, et agira comme les circonstances le réclameront.

Lord Houghton. Il serait extrêmement présomptueux de ma part d'accepter le défi du noble comte et de mettre mon interprétation au-dessus du traité, et de mettre au-dessous du même traité la garantie conclue. Il faut évidemment s'en remettre beaucoup au bon sens et aux bons sentiments des puissances de l'Europe ; mais j'accepte l'interprétation du noble comte (lord Russell) et du noble duc qui l'a appuyé, que si la neutralité du Luxembourg était violée par un des signataires du traité, et que nous fussions sommés par les autres signataires de cesser nos relations amicales avec l'agresseur, nous serions obligés sur l'honneur de répondre à cet appel.

Tel est, je crois, le sens dans lequel, ici et dans les autres pays, le traité sera généralement compris.

TROISIÈME PARTIE.

QUESTION DU LUXEMBOURG.

DOCUMENTS RÉTROSPECTIFS.

AUTRICHE, GRANDE-BRETAGNE, PRUSSE, RUSSIE.

Articles secrets du traité conclu à Chaumont le 1^{er} mars 1814.

(Extrait.)

Art. 1^{er}. Le rétablissement d'un équilibre des Puissances et une juste répartition de forces entre elles étant le but de la présente guerre, Leurs Majestés Impériale et Royale s'engagent à diriger tous leurs efforts vers l'établissement réel du système suivant en Europe, savoir :

L'Allemagne composée de Princes souverains unis par un lien fédératif qui assure et garantisse l'indépendance de l'Allemagne.

La fédération Suisse dans ses anciennes limites et dans une indépendance placée sous la garantie des grandes puissances de l'Europe, la France y comprise.

L'Italie partagée en Etats indépendants, intermédiaires entre les possessions autrichiennes en Italie et la France.

L'Espagne gouvernée par le roi Ferdinand VII dans ses anciennes limites.

La Hollande, État libre et indépendant sous la souveraineté du prince d'Orange, avec un accroissement de territoire et l'établissement d'une frontière convenable.

Art. 2. Les Hautes Puissances confédérées conviennent, en exécu-

tion de l'article 15 du Traité patent, d'inviter à l'occasion du présent Traité d'alliance défensive, les Monarchies d'Espagne et de Portugal, la Suède et S. A. R. le prince d'Orange et d'y admettre également d'autres souverains et États selon l'exigence du cas.

CONGRÈS DE CHATILLON.

Protocole de la séance du 15 mars 1814.

(Extrait.)

M. le Plénipotentiaire français ouvre la séance en faisant lecture du projet de Traité qui suit :

.
Art. VI. S. M. l'Empereur des Français reconnaît :

1° L'indépendance de la Hollande, sous la souveraineté de la maison d'Orange.

La Hollande recevra un accroissement de territoire.

Convention de Paris signée le 23 avril 1814 entre Monsieur, lieutenant général du royaume de France, et l'Autriche, la Grande-Bretagne, la Prusse et la Russie. (Extrait.)

Art. 2. Pour constater le rétablissement des rapports d'amitié entre les Puissances alliées et la France et pour la faire jouir autant que possible d'avance des avantages de la paix, les Puissances alliées feront évacuer par leurs armées le territoire français tel qu'il se trouvait le 1^{er} janvier 1792, à mesure que les places occupées encore hors de ces limites par les armées françaises seront évacuées et remises aux Alliés.

Art. 3. Le lieutenant général du royaume de France donnera en conséquence aux commandants de ces places l'ordre de les remettre dans les termes suivants, savoir : les places situées sur le Rhin, non comprises dans les limites de la France du 1^{er} janvier 1792 et celles entre le Rhin et ces mêmes limites dans l'espace de dix jours à dater de la signature du présent acte ¹.

.
1. Forteresse sur le Rhin et la Meuse : Grave, Venloo, Juliers, Maëstricht, Mayence, avec Cassel, Luxembourg et Kehl.

Les garnisons de ces places sortiront avec armes et bagages, et les propriétés particulières des militaires et employés de tous grades. Elles pourront emmener l'artillerie de campagne dans la proportion de 3 pièces par chaque millier d'hommes, les malades et blessés y compris.

La dotation des forteresses et tout ce qui n'est pas propriété particulière, demeurera et sera remis en entier aux Alliés sans qu'il puisse en être distrait aucun objet. Dans la dotation sont compris non-seulement les dépôts d'artillerie et de munition, mais encore toutes autres provisions de tout genre, ainsi que les archives, inventaires, plans, cartes, modèles, etc., etc.

**Traité de Paris du 30 mai 1814 entre la France
et les Puissances alliées.**

(Extrait.)

Art. II. Le royaume de France conserve l'intégrité de ses limites telles qu'elles existaient à l'époque du 1^{er} janvier 1792. Il recevra, en outre, une augmentation de territoire comprise dans la ligne de démarcation fixée par l'article suivant.

Art. III. Du côté de la Belgique, de l'Allemagne et de l'Italie, l'ancienne frontière, ainsi qu'elle existait le 1^{er} janvier 1792, sera rétablie, en commençant de la mer du Nord; entre Dunkerque et Nieuport, jusqu'à la Méditerranée, entre Cagnes et Nice, avec les rectifications suivantes :

1^o Dans le département de Jemmapes, les cantons de Dour, Merbes-le-Château, Beaumont et Chimay, resteront à la France ; la ligne de démarcation passera, là où elle touche le canton de Dour, entre ce canton et ceux de Boussu et Paturage, ainsi que plus loin entre celui de Merbes-le-Château et ceux de Binch et de Thuin ;

2^o Dans le département de Sambre-et-Meuse, les cantons de Valcourt, Florennes, Beauraing et Gedinne, appartiendront à la France : la démarcation, quand elle atteint ce département, suivra la ligne qui sépare les cantons précités du département de Jemmapes et du reste de celui de Sambre-et-Meuse ;

3^o Dans le département de la Moselle, la nouvelle démarcation, là où elle s'écarte de l'ancienne, sera formée par une ligne à tirer depuis Perle jusqu'à Fremesdorf, et par celle qui sépare le canton de Tholey du reste du département de la Moselle ;

4^o Dans le département de la Sarre, les cantons de Saarbruck et

d'Arneval resteront à la France, ainsi que la partie de celui de Lebach, qui est située au midi d'une ligne à tirer le long des confins des villages de Herchenbach, Ueberhosen, Hilsbach et Hall (en laissant ces différents endroits hors de la frontière française), jusqu'au point où, près de Querselle (qui appartient à la France), la ligne qui sépare les cantons d'Arneval et d'Ottweiler atteint celle qui sépare ceux d'Arneval et de Lebach ; la frontière de ce côté sera formée par la ligne ci-dessus désignée, et ensuite par celle qui sépare le canton d'Arneval de celui de Blicastel ;

5° La forteresse de Landau ayant formé avant l'année 1792 un point isolé dans l'Allemagne, la France conserve au delà de ses frontières une partie des départements du Mont-Tonnerre et du Bas-Rhin, pour joindre la forteresse de Landau et son rayon au reste du royaume. La nouvelle démarcation, en partant du point où, près d'Obersteinbach (qui reste hors des limites de la France), la frontière entre le département de la Moselle et celui du Mont-Tonnerre atteint le département du Bas-Rhin, suivra la ligne qui sépare les cantons de Weissenbourg et de Bergzabern (du côté de la France), des cantons de Pirmasens, Dahn et Anweiler (du côté de l'Allemagne), jusqu'au point où ces limites, près du village de Wommersheim, touchent l'ancien rayon de la forteresse de Landau. De ce rayon, qui reste ainsi qu'il était en 1792, la nouvelle frontière suivra le bras de la rivière de la Queich, qui en quittant ce rayon près de Queichheim (qui reste à la France) passe près des villages de Merlenheim, Knittelsheim et Belheim (devenant également français), jusqu'au Rhin, qui continuera ensuite à former la limite de la France et de l'Allemagne.

Quant au Rhin, le thalweg constituera la limite, de manière cependant que les changements que subira par la suite le cours de ce fleuve, n'aient à l'avenir aucun effet sur la propriété des îles qui s'y trouvent. L'état de possession de ces îles sera rétabli tel qu'il existait à l'époque de la signature du Traité de Lunéville ;

6° Dans le département du Doubs, la frontière sera rectifiée de manière à ce qu'elle commence au-dessus de la Rançonnière, près de Locle, et suive la crête du Jura, entre le Cerneux-Péquignot et le village de Fontenelles, jusqu'à une cime du Jura située à environ sept ou huit mille pieds au nord-ouest du village de la Brévine, où elle retombera dans l'ancienne limite de la France ;

7° Dans le département du Léman, les frontières entre le territoire français, le pays de Vaud et les différentes portions du territoire de la république de Genève (qui fera partie de la Suisse), restent les mêmes qu'elles étaient avant l'incorporation de Genève à la France. Mais le canton de Frangy, celui de Saint-Julien (à l'exception de la partie située au nord d'une ligne à tirer du point où la rivière de la Laire

entre, près de Chancy, dans le territoire genevois, le long des confins de Sesequin, Lacoux et Seseneuve, qui resteront hors des limites de la France), le canton de Reignier (à l'exception de la portion qui se trouve à l'est d'une ligne qui suit les confins de la Muraz, Bussy, Pers et Cornier, qui seront hors des limites françaises), et le canton de la Roche (à l'exception des endroits nommés la Roche et Armanoy, avec leurs districts), resteront à la France. La frontière suivra les limites de ces différents cantons et les lignes qui séparent les portions qui demeurent à la France de celles qu'elle ne conserve pas ;

8° Dans le département du Mont-Blanc, la France acquiert la sous-préfecture de Chambéry (à l'exception des cantons de l'Hôpital, de Saint-Pierre d'Albigny, de la Rocette et de Montmélian), et la sous-préfecture d'Annecy (à l'exception de la partie du canton de Faverges située à l'est d'une ligne qui passe entre Ourechaise et Marlens du côté de la France, et Marthod et Ugine du côté opposé, et qui suit après, la crête des montagnes jusqu'à la frontière du canton de Thones) : c'est cette ligne qui, avec la limite des cantons mentionnés, formera de ce côté la nouvelle frontière.

Du côté des Pyrénées, les frontières restent telles qu'elles étaient entre les deux royaumes de France et d'Espagne à l'époque du 1^{er} janvier 1792, et il sera de suite nommé une commission mixte de la part des deux couronnes, pour en fixer la démarcation finale.

La France renonce à tous droits de souveraineté, de suzeraineté et de possession sur tous les pays et districts, villes et endroits quelconques situés hors de la frontière ci-dessus désignée, la principauté de Monaco étant toutefois replacée dans les rapports où elle se trouvait avant le 1^{er} janvier 1792¹.

Art. VI. La Hollande, placée sous la souveraineté de la maison d'Orange, recevra un accroissement de territoire. Le titre et l'exercice de la souveraineté n'y pourront dans aucun cas, appartenir à aucun prince portant ou appelé à porter une couronne étrangère.

Articles séparés et secrets.

Art. III. L'établissement d'un juste équilibre en Europe exigeant que la Hollande soit constituée dans des proportions qui la mettent à même de soutenir son indépendance par ses propres moyens, les pays compris entre la mer, les frontières de la France telles qu'elles se trouvent réglées par le présent Traité et la Meuse, seront réunis à toute perpétuité à la Hollande. Les frontières sur la rive droite de la

1. La France obtenait ainsi un agrandissement de 150 milles carrés avec une population de 450 000 âmes; elle perdait d'un autre côté 15 360 000 âmes. Voir protocole du 24 décembre 1814.

Meuse seront réglées selon les convenances militaires de la Hollande et de ses voisins.

La liberté de navigation sur l'Escaut sera établie sur le même principe qui a réglé la navigation du Rhin dans l'article V du présent Traité.

Art. IV. Les pays allemands sur la rive gauche du Rhin, qui avaient été réunis à la France depuis 1792, serviront à l'agrandissement de la Hollande et à des compensations pour la Prusse et autres États allemands.

PAYS-BAS.

Acte d'acceptation de souveraineté des Provinces belgiques, au nom du Roi des Pays-Bas, signé à La Haye, le 24 juillet 1814.

S. Ex. le Comte de Clancarty, ambassadeur extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. Britannique auprès de S. A. R. le Prince souverain des Pays-Bas, ayant remis au soussigné la copie du Protocole d'une Conférence qui a eu lieu, au mois de juin passé, entre les ministres des Hautes Puissances Alliées, et signé par eux, au sujet de la réunion de la Belgique à la Hollande, et ledit ambassadeur lui ayant aussi fait part des instructions qu'il venait de recevoir de sa Cour, de se concerter avec le général Baron de Vincent, gouverneur général de la Belgique, afin de remettre le gouvernement provisoire des provinces belgiques à celui qui en serait chargé par Son Altesse Royale, au nom des Puissances Alliées, jusqu'à leur réunion définitive et formelle, pourvu que préalablement et conjointement avec les ministres ou autres agents diplomatiques de l'Autriche, de la Russie et de la Prusse, actuellement à la Haye, ledit ambassadeur reçût de Son Altesse Royale son adhésion formelle aux conditions de la réunion des deux pays, selon l'invitation faite au Prince souverain par ledit Protocole; le soussigné a mis la copie du Protocole et la note officielle dudit ambassadeur, qui contenait le précis de ses instructions à ce sujet, sous les yeux de Son Altesse Royale.

S. A. R. le Prince souverain reconnaît que les conditions de la réunion contenues dans le Protocole sont conformes aux huit articles dont la teneur suit :

Art. I. Cette réunion devra être intime et complète, de façon que les deux pays ne forment qu'un seul et même État, régi par la consti-

tution déjà établie en Hollande, et qui sera modifiée d'un commun accord d'après les nouvelles circonstances.

Art. II. Il ne sera rien innové aux articles de cette constitution, qui assurent à tous les cultes une protection et une faveur égales, et garantissent l'admission de tous les citoyens, quelle que soit leur croyance religieuse, aux emplois et offices publics.

Art. III. Les provinces belgiques seront convenablement représentées à l'assemblée des états généraux, dont les sessions ordinaires se tiendront en temps de paix alternativement dans une ville hollandaise et dans une ville de Belgique.

Art. IV. Tous les habitants des Pays-Bas se trouvant ainsi constitutionnellement assimilés entre eux, les différentes provinces jouiront également de tous les avantages commerciaux et autres que comporte leur situation respective, sans qu'aucune entrave ou restriction puisse être imposée à l'une au profit de l'autre.

Art. V. Immédiatement après la réunion, les provinces et les villes de la Belgique seront admises au commerce et à la navigation des colonies sur le même pied que les provinces et villes hollandaises.

Art. VI. Les charges devant être communes, ainsi que les bénéfices, les dettes contractées jusqu'à l'époque de la réunion, par les provinces hollandaises d'un côté, et de l'autre par les provinces belgiques, seront à la charge du trésor général des Pays-Bas.

Art. VII. Conformément aux mêmes principes, les dépenses requises pour l'établissement et la conservation des fortifications sur la frontière du nouvel État seront supportées par le trésor général, comme résultat d'un objet qui intéresse la sûreté et l'indépendance de toutes les provinces et de la nation entière.

Art. VIII. Les frais d'établissement et d'entretien des digues resteront pour le compte des districts qui sont plus directement intéressés à cette partie du service public, sauf l'obligation de l'État en général à fournir des secours en cas de désastre extraordinaire; le tout ainsi que cela s'est pratiqué jusqu'à présent en Hollande.

Et Son Altesse Royale ayant accepté ces huit articles comme la base et les conditions de la réunion de la Belgique à la Hollande sous la souveraineté de Son Altesse Royale,

Le soussigné, Anne Willem Carel, Baron de Nagell, chambellan de S. A. R. le Prince souverain des Pays-Bas unis et son secrétaire d'État pour les affaires étrangères, est chargé et autorisé, au nom et de la part de son auguste maître, d'accepter la souveraineté des Provinces belgiques sous les conditions contenues dans les huit articles précédents, et d'en garantir par le présent acte l'acceptation et l'exécution.

En foi de quoi le soussigné Anne Willem Carel, baron de Nagell, chambellan de S. A. R. le Prince souverain des Pays-Bas et son secré-

taire d'État pour les affaires étrangères, a muni le présent acte de sa signature et y a fait apposer le cachet de ses armes.

Fait à La Haye, ce 21 juillet 1814.

(L. S.) *Signé* : A. W. C. DE NAGELL.

FRANCE.

Instructions du Roi Louis XVIII au prince de Talleyrand au congrès de Vienne, septembre 1814.

Les Alliés ont, dit-on, un plan d'après lequel Luxembourg et Mayence seraient en commun à la Confédération, et seraient occupées par des troupes fédérales. Ce plan semble convenir aux intérêts personnels de la France, et par cette raison, les ambassadeurs du roi devront, en l'appuyant, éviter de le faire de manière à éveiller des soupçons.

Toute confédération est une république, et, pour être bien constituée, doit en avoir l'esprit. Voilà pourquoi une confédération de princes ne peut jamais être bien constituée, car l'esprit de la république tend à l'égalité, et celui du monarque à l'indépendance; mais la question n'est pas de donner à la Confédération allemande une organisation parfaite, il suffit de lui en donner une qui ait l'effet d'empêcher :

- 1° L'opposition des sujets dans les petits États ;
- 2° L'oppression des petits États par les grands ;
- 3° Et l'influence de ceux-ci de se changer en domination, de telle sorte que l'un d'eux ou plusieurs pussent disposer, pour leurs fins particulières, de la force de tous.

Or, ces effets ne peuvent être obtenus qu'en divisant le pouvoir et dans les petits États, et dans la Confédération, ou, si on le concentre dans celle-ci, en la faisant changer de mains et passer successivement par le plus de mains qu'il est possible.

Voilà tout ce qui peut être dit sur la future organisation fédérale de l'Allemagne. Les ambassadeurs du Roi n'auront point à en faire le plan. Il leur suffit de savoir dans quel esprit il devra être fait, et d'après quelle règle devront être jugés ceux sur lesquels ils seront appelés à délibérer.

PRUSSE.

**Bases d'une Constitution fédérale par l'Allemagne communiquées
par le prince de Hardenberg au prince de Metternich le
13 septembre 1814.**

Art. IX. Les États confédérés forment sept cercles, savoir :

5° Le Bas-Rhin et la Westphalie.

Art. XIV. Le cercle du Bas-Rhin et de la Westphalie se composera de tous les pays que le roi de Prusse possède ou obtiendra sur les deux rives du Rhin et jusqu'au Weser ; les pays de Lippe-Desmold, Nassau-Weilbourg, Nassau-Usingen et Waldeck, les possessions allemandes du prince souverain des Pays-Bas.

CONGRÈS DE VIENNE.

**Troisième protocole du comité institué par les affaires d'Allemagne,
séance du 20 octobre 1814.**

(Extrait.)

4. M. le chancelier d'État prince de Hardenberg a proposé ensuite que pour discuter les points relatifs à la future constitution militaire de l'Allemagne, il fût formé un comité spécial d'hommes expérimentés, qui cependant ne s'occupât que des points qui seraient soumis à son travail par le présent comité.

Cette proposition a été généralement approuvée. M. le prince de Wrede ayant néanmoins représenté qu'avant la formation de ce comité il serait nécessaire de fixer d'abord les objets de délibération dont il aurait à s'occuper ; on a prié le prince de dresser un projet relatif à ces points, et de l'apporter à la prochaine séance indiquée pour demain à huit heures du soir.

Quatrième protocole du comité des affaires d'Allemagne, séance du 22 octobre 1814. Projet présenté par le prince de Wrede au nom de la Bavière.

(Extrait.)

Les États de la Confédération peuvent, d'après leur position géographique, être attaqués, du côté de l'ouest, sur une longue ligne prolongée dans une direction qui offre beaucoup de différences. On pourrait donc charger le comité militaire de donner son opinion sur cette question.

Pour la défense de cette ligne qui peut être menacée, les États de la Confédération allemande ont-ils, de leur côté, une ligne naturelle, ou bien doit-on en former une en élevant des retranchements ou construisant des places fortes ?

Mais le comité militaire doit naturellement dans sa première séance, commencer par s'occuper de la question suivante :

Où est le point extrême des États menacés dans l'ouest ? A quel État est-il contigu ? Est-ce à un État ami ou ennemi de la Confédération ? Dans le premier cas, jusqu'où s'étend l'amitié de cet État, et jusqu'à quel point ses troupes concourraient-elles à la cause générale !

Avant que le comité militaire ait reçu des éclaircissements sur les rapports politiques de la Hollande et de la Suisse avec la Confédération allemande, il ne peut projeter un bon système de défense ; celui qu'il arrêterait serait nécessairement incomplet et entièrement dépendant des circonstances.

Note des Plénipotentiaires de Hesse, des ducs de Saxe et de Nassau aux princes de Metternich et Hardenberg, pour demander que Mayence soit considérée comme place d'armes et forteresse de la future Confédération germanique, en date du 25 octobre 1814.

(Extrait.)

Les soussignés plénipotentiaires de Hesse, des ducs de Saxe et des ducs et prince de Nassau, sont chargés de recommander à l'appui de S. A. M. le prince de Metternich (Hardenberg) les vœux suivants, dont l'accomplissement est du plus haut intérêt pour toute l'Allemagne,

mais plus particulièrement pour les États de Hesse et de Nassau, et de déclarer qu'ils sont l'expression sincère de l'opinion de leurs Cours.

Il est notoire que la ville et forteresse de Mayence doit être regardée comme le point du Rhin, de la possession duquel dépend la sûreté non-seulement du nord de l'Allemagne, mais aussi de ses provinces méridionales et centrales, et particulièrement des États voisins de Hesse et de Nassau. Les événements des dernières campagnes en sont la preuve. En 1799, 1805 et 1808 Mayence a été la principale place d'armes où s'est préparée l'invasion de l'Allemagne méridionale; en 1806, 1811 et 1812 celle du nord de l'Allemagne est sortie de ce point.

Il s'en suit que la sûreté de tous les États d'Allemagne, et même des Puissances étrangères, exige que la ville de Mayence ne soit pas possédée par une seule Puissance dont l'intérêt et les liaisons politiques pourraient, à une époque de faiblesse intérieure ou extérieure, être contraire à l'intérêt et au système d'alliance de toute l'Allemagne. Rien ne paraît donc plus conforme aux intérêts de toute l'Europe et particulièrement de toute l'Allemagne, que de confier la possession de Mayence à plusieurs États qualifiés, ou en d'autres termes, de faire considérer Mayence comme place d'armes et forteresse de la future Confédération germanique.

Il ne sera pas difficile de poser des règles d'après lesquelles ces États exerceront en commun le droit d'y mettre garnison et de garantir ainsi à jamais ce droit important pour l'Europe et l'Allemagne. On pourrait attacher à la possession commune de Mayence, l'établissement d'un institut semblable à l'ancien ordre Teutonique, qui répondit aux vœux de toute la nation, et principalement aux justes attentes de la noblesse allemande, que les événements des dernières années ont dépouillée de tant de prérogatives.

Tous les États allemands sont organisés militairement, et le seront encore davantage par la suite; ils ont, par conséquent, tout ce qui convient pour coopérer, dans des rapports déterminés, à l'accomplissement d'un devoir commun.

RUSSIE.

Note confidentielle de la Russie à l'Autriche et à la Prusse, donnant son assentiment aux douze articles contenus dans le projet de la Confédération germanique.

Vienne, le 11 novembre 1814.

Le soussigné secrétaire d'État a rendu compte à S. M. l'empereur son auguste maître des résultats, que présentent les conférences relatives à l'organisation future de l'Allemagne. S. M. impériale a vu avec une vive satisfaction, que les Cabinets de Vienne, de Berlin et de Hanovre ont proposé le 14 octobre un plan de fédération, qui est conforme aux principes de justice et d'organisation sociale, au bonheur des individus et aux intérêts de l'Europe, en demandant que le droit de faire la guerre et la paix, celui de décider des constitutions entre les princes, et de veiller aux intérêts généraux soit délégué à la Confédération, et qu'il soit formé des États provinciaux tutélaires de la liberté et de la propriété garantis par la fédération.

LL. MM. l'empereur de Russie et le roi de Prusse déclarèrent à Kalisch, le 13-25 mars 1813, la dissolution de la Ligue du Rhin, et leur ferme et immuable résolution d'aider les princes et les peuples allemands à reconquérir leur liberté et leur indépendance.

Les succès des Puissances alliées eurent pour suite l'affranchissement de l'Allemagne du joug étranger. Des traités d'accession assurèrent aux princes leur conservation, mais rien ne fut alors statué sur leurs rapports intérieurs.

Le Traité de l'alliance de Chaumont et la paix de Paris stipulèrent que l'Allemagne serait un État fédératif. Les princes d'Allemagne trouveront sans doute dans ce principe une nouvelle preuve de la sollicitude des puissances alliées et reconnaîtront d'ailleurs la nécessité d'établir un système qui les préserve de l'instabilité et de tous les dangers d'une existence isolée.

Ce n'est que dans un pareil système que l'Europe peut retrouver la garantie de la tranquillité intérieure de l'Allemagne et par conséquent l'espoir, que les forces désormais soumises à une direction concentrée, ne soient employées que pour l'intérêt général, que l'état d'irritation, qui existe encore, cesse entièrement, que les abus de l'autorité soient prévenus, les rapports de la noblesse fixés, et que les droits de tous soient déterminés et protégés par des institutions fortes, sages et libérales.

Ces principes se retrouvent, dans toute leur force et dans toute leur

pureté, dans le plan de fédération proposé par les Cabinets de Vienne, de Berlin et de Hanovre. S. M. l'empereur de Russie ne peut donc qu'y donner son entier assentiment, décidé à appuyer ce projet par son intervention, si les circonstances devaient l'exiger.

Le soussigné est chargé d'en donner l'assurance à S. A. M. le prince de Metternich (de Hardenberg), et de s'expliquer confidentiellement avec lui sur les moyens de le faire généralement adopter. L'intérêt que l'Europe prend à cette belle et noble cause est motivé par des considérations plus décisives encore pour son auguste Allié; et d'un pareil concours de circonstances, il ne peut que résulter des décisions salutaires et dont la nature répond à l'importance de l'objet.

Signé : le comte DE NESSELRODE.

**Note verbale du prince de Hardenberg au prince de Metternich,
en date du 2 décembre 1814.**

(Extrait.)

En ce qui concerne Mayence, la Prusse ne peut faire autre chose que d'accéder complètement à l'opinion manifestée là-dessus par l'empereur Alexandre. La Bavière obtient une part si large, même si elle rend le district de l'Inn, de Hausruck, de Salzbourg et de Berechlesgaden à l'Autriche, et si elle renonce en cas de nécessité aux rétrocessions qu'elle pourrait exiger du duché de Bade, que chacun nous accusera d'une trop grande partialité pour cette Puissance. Si le roi lui laisse le berceau de ses ancêtres Ansbach et Bareith, ces deux provinces d'une fidélité éprouvée depuis longues années, qui redemandent à haute voix le gouvernement de la maison de Brandebourg, c'est encore un sacrifice nouveau et très-douloureux que la Prusse fait pour parvenir à contenter tous les partis. Nous ne voulons pas discuter si Mayence, considérée comme point de défense, appartient au nord ou au sud de l'Allemagne, nous voulons plutôt convenir que cette ville est également nécessaire aux deux parties. Le roi ne demande pas non plus d'en avoir la propriété; qu'on le donne à l'Etat voisin de Darmstadt, et qu'on le laisse comme forteresse de la Confédération germanique servir de rempart contre toute attaque qui en menacerait l'indépendance; mais qu'on confie la garde de cette forteresse aux troupes de la Confédération et surtout à celles de l'Autriche et de la Prusse. La même destination peut aussi être donnée au Luxembourg. La Bavière peut prendre part à l'occupation et à la défense

des deux places; mais il ne serait pas du tout convenable de lui confier à elle seule l'un ou l'autre. La Prusse se reposant sur son sentiment d'impartialité dans cette affaire, et connaissant bien les vraies dispositions de la plus grande partie de l'Allemagne, ainsi que son véritable avantage, n'y consentira jamais.

**Note des Plénipotentiaires du Prince souverain des Pays-Bas
adressée aux Plénipotentiaires de l'Autriche, de la Grande-
Bretagne, de Russie et de Prusse, le 24 décembre 1814.**

Quelques objets majeurs, qui occupaient ou divisaient les premières puissances de l'Europe, paraissent approcher de leur arrangement. Les discussions se sont établies sur les départements à la rive droite de la Meuse et la rive gauche du Rhin. Elles concernent les intérêts directs des Pays-Bas et la mission qui nous est confiée.

Car les articles secrets du Traité de paix de Paris portent :

Art. III. Que les frontières sur la rive droite de la Meuse seront réglées selon les convenances militaires de la Hollande et de ses voisins.

Et art. IV. Les pays allemands sur la rive gauche du Rhin, qui avaient été réunis à la France depuis 1792, serviront à l'agrandissement de la Hollande et à des compensations pour la Prusse et autres États allemands.

Les hautes puissances alliées étaient guidées par la considération énoncée dans ce même article III.

L'établissement d'un juste équilibre en Europe exigent que la Hollande soit constituée dans les proportions qui la mettent à même de soutenir son indépendance par ses propres moyens.

Rien, sans doute, n'aura changé l'opinion de ces monarques, et ne peut avoir changé leur volonté. L'assiduité de S. A. Royale à satisfaire aux devoirs de souverain — l'ordre établi en Hollande et préparé en Belgique — la formation d'une armée considérable, des Traités conclus ou entamés avec d'autres États pour fournir aux besoins des places fortes; — les relations de bon voisinage soigneusement cultivées avec les grandes puissances — tout prouve, que le noble but sera rempli, et que la tranquillité de l'Europe sera maintenue de ce côté-là, et par ces mêmes moyens.

Il s'agira moins d'ajouter au revenu de l'État, d'étendre vaguement ses limites — que de les choisir — de trouver cette convenance mili-

taire, de satisfaire le juste amour-propre et l'attente de ces peuples ; — d'unir, ce qui était uni par les mœurs, la langue, la religion, les besoins mutuels, les liaisons des fabriques, et enfin par les vœux qui en sont le résultat naturel et nécessaire.

On était convenu à Chaumont d'une ligne qui destinait aux provinces unies la majeure partie du département de la Roer en embrassant Cologne et Aix-la-Chapelle.

Depuis cette époque d'autres circonstances sont parvenues et nous ne citerons que les cessions (des cessions précieuses) faites à la France qui mériteront sans doute l'attention de Votre Excellence.

Cependant sur le choix final de ces provinces et leur partage, pour parvenir à l'agrandissement prévu par les articles secrets, il y aura indubitablement des raisons pour et contre, et le moment de les développer n'est peut-être pas venu, ou l'initiative ne nous appartient pas. Mais nous ne concevons pas que ces questions puissent être séparées, et nous demandons qu'elles soient traitées simultanément ; car les susdits articles secrets placent cette convenance, cet agrandissement en première ligne.

Les soussignés, en abordant ainsi la question, en se référant à ce qui est stipulé, en demandant l'exécution de ces Traités, qui les concernent de si près, rempliront sans aucun doute les vues de leur souverain, s'ils prouvent, dans le cours des négociations, de la déférence aux vues sages et motivées de S. M. Prussienne ; enfin s'ils cherchent et parviennent à établir le plus parfait accord entre ces deux États.

Nous ne devons envisager que nos devoirs, et nous voulons y satisfaire, mais nous croyons frayer notre chemin en demandant les conseils éclairés, l'intervention et les ouvertures confidentielles de Votre Excellence ; et, avant tout, le puissant appui, la bienveillance continuée de l'auguste monarque qu'elle représente, pour S. A. Royale le Prince, notre souverain.

Nous saisissons cette occasion avec empressement, d'assurer Votre Excellence de notre grande confiance et de notre plus haute considération.

Vienne, ce 24 décembre 1814.

Signé : le baron DE SPAEN.

Signé : le baron DE GAGERN.

Mémoire de lord Castlereagh, sur l'accroissement du territoire hollandais.

Annexe D au quatrième protocole de la séance du 28 janvier 1815,
entre les cinq Puissances.

Les prétentions territoriales de la Hollande reposent sur la convention de Chaumont, signée par les quatre Cours alliées et confirmée par le Traité de Paris.

Par le projet de convention arrêté à Troyes, le 15 février 1814, l'Autriche, la Russie et la Prusse déclarent avoir pris l'engagement suivant :

« Les négociations avec l'ennemi pouvant être terminées avant que les arrangements intérieurs entre les Puissances alliées puissent être convenus, et S. M. Britannique ne pouvant pas, en justice, être tenue de faire des sacrifices considérables de ses conquêtes faites sur la France pour le bien-être général de l'Europe, sans être au moins rassurée relativement aux arrangements sur le continent, qui concernent le plus directement ses intérêts et son honneur, LL. MM. Impériales et Royales, pour donner à S. M. Britannique une marque de leur reconnaissance des secours persévérants et libéraux qu'elles ont reçus de Sa dite Majesté pendant la durée de la guerre et regardant les demandes de S. M. Britannique comme justes en elles-mêmes et conformes aux intérêts de l'Europe, consentent :

1° Que les provinces Beligiques jusqu'à la Meuse, situées entre l'ancienne frontière de la France et ce fleuve, ainsi que les pays situés au delà de ce fleuve renfermés dans une ligne tirée de la Meuse à Maestricht, par Aix-la-Chapelle et Durens jusqu'à Cologne sur le Rhin, soient cédés au prince d'Orange comme souverain des Provinces-Unies pour être réunis à jamais comme partie intégrante à la Hollande ;

2° Que les autres pays situés sur la rive gauche du Rhin soient sinon réunis en tout ou en partie à la Hollande, au moins répartis de manière à offrir sûreté et protection à ce pays et au nord de l'Allemagne sous le rapport militaire, et qu'aucun arrangement n'ait lieu à leur égard que du consentement plein et entier de S. M. Britannique. »

Le Traité de Paris, dans les articles III et IV séparés et secrets, déclare :

Art. III. L'établissement d'un juste équilibre en Europe exigeant que la Hollande soit constituée dans des proportions qui la mettent à même de soutenir son indépendance par ses propres moyens, les pays compris entre la mer, les frontières de la France, telles qu'elles

se trouvent réglées par le présent Traité et la Meuse, seront réunis à toute perpétuité à la Hollande. Les frontières sur la rive droite de la Meuse seront réglées selon les convenances militaires de la Hollande et de ses voisins.

La liberté de navigation sur l'Escaut sera établie sur le même principe qui a réglé la navigation du Rhin dans l'article V du présent Traité.

Art. IV. Les pays allemands sur la rive gauche du Rhin, qui avaient été réunis à la France depuis 1793, serviront à l'agrandissement de la Hollande et à des compensations pour la Prusse et autres États allemands.

Le soussigné considère la ligne tracée par ledit projet de convention comme constituant le maximum, en étendue, des possessions stipulées pour la Hollande, une réserve ayant été faite de la part de la Prusse non sur la quantité de la cession à faire, mais sur la ligne de frontière établie dans le projet.

La carte annexée contient la ligne des possessions et de frontière à laquelle, en présence des difficultés sérieuses qui se présentent pour satisfaire les prétentions des autres Puissances, la Grande-Bretagne consent à accepter de la part du prince souverain des Pays-Bas, afin d'amener un arrangement juste et amical.

En calculant la population comprise dans cette ligne, on voit qu'en comprenant les cessions faites à la France à la paix, et le duché de Bouillon qui doit à présent être également déduit, son contenu sera de quarante mille au-dessous du minimum des demandes de Son Altesse Royale. Si à cela on ajoute le sacrifice de ses États héréditaires sur la rive droite du Rhin, sacrifice qu'on réclame du prince d'Orange, s'élevant à une population de cent vingt-sept mille, on verra qu'en dehors de toute prétention ultérieure que le prince souverain pourra former en faveur de la Hollande au delà de la ligne convenue, Son Altesse Royale, si cela paraissait indispensable pour les arrangements faits par les Puissances de l'Europe, est prête à accepter cent soixante-sept mille de moins que ne l'autoriserait à réclamer l'échelle la plus basse, d'après laquelle ses stricts droits lui avaient été garantis par le Traité, avec l'intervention de la Grande-Bretagne.

En présentant, pour être mis au protocole, le présent projet pour l'établissement de cet État intermédiaire qui a été prononcé nécessaire à l'équilibre de l'Europe par toutes les Puissances signataires du Traité de Paris, le soussigné a la persuasion qu'aucun gage plus honorable ne pouvait être donné par le prince d'Orange de son dévouement éclairé à la cause de l'Europe, que l'esprit de libéralité et de sacrifice dans lequel ce projet a été conçu de la part de Son Altesse Royale.

Signé : CASTLEREAGH.

**Déclaration britannique, relative aux possessions territoriales
du Hanovre et de la Prusse, et aux forteresses du Luxem-
bourg, etc., etc.**

Annexe K au septième protocole de la séance du 11 février 1815,
des cinq Puissances.

Les plénipotentiaires de la Grande-Bretagne désirent déclarer au protocole qu'ils sont convenus de réduire les acquisitions du Hanovre de 300 000 à 250 000, et à augmenter les possessions proposées par la Prusse sur la rive gauche du Rhin de 1 100 000 aux conditions suivantes :

1° Que dans les territoires à céder au Hanovre soient compris :

L'évêché de Hildesheim.....	119 000
Oest Friese.....	119 000

2° Que par suite du sacrifice additionnel réclamé du prince d'Orange sur la rive gauche du Rhin, avec la cession de ses États héréditaires sur la rive droite, un arrangement convenable sera fait avec les autres branches de la maison de Nassau à l'effet d'affermir leurs possessions et de donner à la Prusse ce qu'elle est appelée à recevoir à l'extrémité nord et non dans le centre des pays de Nassau.

3° Comme il est entendu que le prince souverain doit recevoir le duché de Luxembourg comme possession allemande en place de Nassau, le pays de Liège étant d'autre part annexé à la Belgique, il est désiré, vu la grande importance de Luxembourg pour la défense des Pays-Bas, que Son Altesse Royale puisse dans tous les temps nommer le commandant de cette forteresse, nomination qui serait d'ailleurs soumise à l'approbation du pouvoir exécutif de la ligue germanique, auquel resterait aussi le droit de renvoi.

Afin d'éviter ce qui pourrait ressembler à un canevas de commandement militaire, lesdits plénipotentiaires se permettent de recommander l'adoption d'un arrangement uniforme pour toutes les forteresses de l'empire, savoir : que l'initiative du commandement soit concédée aux Puissances particulières ; par exemple, en supposant que Ehrenbreistein et Philipsbourg fussent refortifiées aux frais de la ligue, l'initiative de la nomination des commandants des quatre principales forteresses serait confiée comme suit :

Ehrenbreistein	à la Prusse.
Mayence.....	à l'Autriche.
Philipsbourg	à la Bavière.
Luxembourg	au prince d'Orange.

Les plénipotentiaires de la Grande-Bretagne suggèrent l'avantage d'adopter les règles françaises pour la défense des forteresses, savoir : que le commandement soit aidé par un conseil militaire composé d'un commissaire de chacune des Puissances composant le pouvoir exécutif de la Confédération germanique, sans le consentement duquel le commandant ne serait pas compétent pour faire de certains actes, tels que de rendre la place, faire des capitulations, trêves, etc.

Signé : CASTLEREAGH ; WELLINGTON.

**Huitième protocole du comité des cinq Puissances,
séance du 12 février 1815.**

(Extrait.)

L'article XXVI désignant les territoires dont l'État des Provinces-Unies et des Pays-Bas sera composé, est admis et paraphé.

L'article XXVII qui désigne les pays que le prince souverain des Provinces-Unies reçoit, comme État de la Confédération Germanique, et en échange des cessions qu'il fait dans l'article XVII, est admis et paraphé.

L'article XXXI portant qu'il sera établi des forteresses de la ligue germanique, est arrêté et paraphé.

**Patente par le Prince souverain des Pays-Bas prenant les titres
de Roi des Pays-Bas et Grand-Duc de Luxembourg, en date de
La Haye, 16 mars 1815.**

Nous, Guillaume, par la grâce de Dieu, roi des Pays-Bas, prince d'Orange-Nassau, duc de Luxembourg, etc. ;

A tous ceux qui les présentes verront, salut :

Les vœux unanimes des Puissances assemblées au Congrès de Vienne s'étaient à peine prononcés pour la réunion de tous les Pays-Bas sous une autorité commune, que les habitants des provinces belgiques nous témoignèrent à l'envi leur joie sur cette importante mesure, et leur désir de nous voir étendre sur eux le pouvoir suprême que l'amour des Hollandais nous avait précédemment confié.

Profondément touché de ces témoignages, nous avons cependant résolu de différer tout changement dans les relations existantes, jusqu'à l'époque où les délibérations du Congrès eussent été complètement terminées, et où ses décisions auraient pu être exécutées dans leur ensemble. Mais les événements inattendus qui ont eu lieu dans un État voisin, nous engagent à nous départir de cette résolution. Ils nous prescrivent de répondre au zèle de nos sujets par un empressement analogue, et de ne laisser aucun d'eux dans l'incertitude sur ses devoirs et sur nos intentions. C'est lorsque de nouvelles difficultés semblent se présenter dans le lointain; c'est au moment où renaît, pour tant de peuples, le triste souvenir d'une domination étrangère, qu'il devient plus urgent de constituer l'État dont la politique de l'Europe entière a considéré l'existence comme nécessaire à la tranquillité et à la sûreté générale.

Animé par le suffrage des plus puissants souverains, nous confiant en cette noble passion pour la liberté civile et l'indépendance qui, de tout temps, a caractérisé les Belges; plus fort encore des preuves multipliées d'attachement que nous recevons de toutes parts, nous prenons aujourd'hui le sceptre en main dans l'unique but de faire servir notre Gouvernement au bien-être de tous ceux qui y sont soumis et de leur assurer la jouissance tranquille de tous les biens de la concorde et de la paix.

Et comme nous voulons que le nom même du nouvel État offre son premier gage de l'union intime et fraternelle qui doit régner parmi tous nos sujets, nous avons jugé à propos de déclarer, comme nous déclarons par ces présentes, que tous les pays y appartenant, forment dès à présent le royaume des Pays-Bas, pour être ainsi possédés par nous et par nos légitimes successeurs, d'après le droit de primogéniture; et que nous prenons pour nous-même et pour les princes qui monteront après nous sur le trône, la dignité royale et le titre de Roi; en ajoutant cependant à ce dernier celui de Duc de Luxembourg, à cause des relations particulières que cette province est destinée à avoir avec l'Allemagne.

Mais quelque convenables que puissent paraître ces dénominations, eu égard à l'étendue territoriale des Pays-Bas et à la civilisation de leurs nombreux habitants, nous ne nous croyons pas moins obligé de prendre soin que le nom que, dans toutes les vicissitudes de la fortune, nous avons toujours porté avec honneur, et sous lequel nos ancêtres ont rendu tant de services à la cause de la liberté, ne vienne à s'éteindre et à disparaître. A ces causes, nous voulons et ordonnons que désormais l'héritier présomptif du royaume des Pays-Bas prenne, porte et conserve le titre de prince d'Orange; et nous l'accordons par ces présentes à notre cher fils aîné, avec une satisfaction d'autant plus

vive, que nous sommes convaincu qu'il en saura maintenir l'antique éclat par l'accomplissement scrupuleux de ses devoirs comme notre premier sujet et comme le souverain futur de la nouvelle monarchie, et par son courage et un dévouement sans bornes, toutes les fois qu'il s'agira de veiller aux droits de sa maison et à la sûreté du territoire hospitalier et paisible des Pays-Bas.

Vous tous, compatriotes, qui habitez ce territoire, ouvrez vos cœurs à l'espoir et à la confiance! Les éléments du bonheur public se trouvent en vos propres mains. Dévoués à la patrie, unanimes et exempts de tout esprit de rivalité, vous serez assez forts pour écarter les dangers qui pourraient vous menacer. L'Europe contemple votre réunion avec intérêt et bienveillance. La loi fondamentale, déjà obligatoire pour un grand nombre d'entre vous, subira bientôt les modifications qui doivent la mettre en harmonie avec les intérêts et les vœux de tous. C'est là que vous trouverez cette garantie de la religion à laquelle nous attachons tous le plus haut prix. Des institutions bien-faisantes favoriseront, sous la bénédiction divine, le développement de tous genres d'industrie et la renaissance de vos arts, jadis si célèbres. Et si vos sentiments et vos efforts répondent à ceux que votre roi vous consacre aujourd'hui de la manière la plus solennelle et la plus irrévocable, la splendeur qui vous attend sera, pendant plusieurs siècles, l'héritage d'une reconnaissante postérité.

Fait à la Haye, le 16 mars 1815.

Signé : GUILLAUME.

Quinzième protocole de la séance du 23 mars 1815 des Plénipotentiaires des cinq Puissances.

Présents :

MM. le comte de Rasoumoffsky; le prince de Metternich; le duc de Wellington; le prince de Hardenberg; le prince de Talleyrand; le baron de Humboldt; le comte de Nesselrode; le baron de Wessenberg.

M. le duc de Wellington ouvre la séance, et donne, en suite d'une lettre de la Haye en date du 14 de ce mois, l'information que S. A. R. le prince souverain des Provinces-Unies a pris et proclamé le titre de roi des Pays-Bas.

L'article XXVII, paraphé dans la séance du 13 février dernier, portant que les Provinces-Unies, conjointement avec les provinces et districts cédés par l'article XXVI à S. A. R. le Prince Souverain, forme-

ront un royaume sous la dénomination de royaume des Pays-Bas, et que ce titre sera reconnu dès que la notification d'usage sera faite, le Prince Souverain s'est déterminé à user dès à présent de la faculté de proclamer la dignité royale établie dans sa maison, parce qu'en réunissant les peuples de la Hollande et de la Belgique sous un seul titre, il en résultera plus d'unité dans l'administration et plus de force et d'énergie dans les moyens de défense dont on s'occupe en Belgique.

M. le duc de Wellington, reproduisant les articles XXVI et XXVII, sur lesquels se fonde la détermination prise par S. A. R. le prince d'Orange-Nassau-Dietz, propose que le titre de roi des Pays-Bas soit reconnu dans ladite maison par les Puissances signataires du Traité de Paris.

M. le duc de Wellington reproduit ensuite l'article XXIX, portant que les parties du duché de Luxembourg qui y sont désignées formeront un des États de la Confédération germanique, et qu'elles sont cédées au Prince Souverain des Provinces-Unies pour être possédées par lui sous le titre de Duc de Luxembourg.

M. le duc de Wellington propose que le Prince Souverain possède cet État de la Confédération sous le titre de Grand-Duc de Luxembourg.

MM. les Plénipotentiaires d'Autriche et de Prusse déclarent que leurs Cours ne feront aucune difficulté de reconnaître, l'une et l'autre, ce titre dans la maison d'Orange-Nassau.

M. le Plénipotentiaire de France partage ce sentiment.

M. le Plénipotentiaire de Russie dit qu'il a tout lieu de croire que la Cour impériale de Russie donnera également sa reconnaissance, qu'il doit néanmoins se réserver, attendu qu'on n'a pas été prévenu de cette double proposition, de prendre les ordres de Sa Majesté Impériale.

Au moment de la signature du présent Protocole (le 24 mars), MM. les Plénipotentiaires de Russie déclarent que leur auguste maître les a autorisés à donner aussi son assentiment à la détermination prise par le Prince Souverain de prendre le titre de Roi des Pays-Bas et de Grand-Duc de Luxembourg.

(Suivent les signatures.)

Note des Plénipotentiaires des Pays-Bas pour annoncer que le Prince souverain vient de se faire proclamer Roi des Pays-Bas et Grand-Duc de Luxembourg.

Vienne, 28 mars 1815.

Les soussignés, Ministres Plénipotentiaires, sont chargés de porter à la connaissance de S. E. M.... que S. A. R. le prince d'Orange-Nassau, qui jusqu'ici avait porté le titre de Prince Souverain, vient de se faire proclamer roi des Pays-Bas, dans les formes usitées en pareille circonstance.

Le Traité de Paris du 30 mai 1814, les vues des grandes Puissances, l'opinion des hommes d'État, préparaient cette mesure. Les articles sur ce même objet d'agrandissement des Provinces-Unies, sur la réunion de tous les Pays-Bas, sur l'addition de différents autres territoires, et sur la destination du Grand-Duché de Luxembourg à former le lien politique avec le corps germanique, ces articles, signés dans les Conférences des Plénipotentiaires, ont été communiqués et rendus publics ; alors les vœux des peuples des Pays-Bas se sont prononcés. Le but de les réunir sous un même sceptre et sous les mêmes lois salutaires et protectrices, leur étendue et population, tout est venu à l'appui de cette détermination, et notre Souverain a cru ne devoir plus tarder, persuadé par l'histoire moderne, par les maximes d'un grand homme couronné de son nom et de sa maison, autant que par ses propres sentiments, qu'une liberté sage et modérée est parfaitement compatible avec les formes monarchiques.

Le roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, notre auguste maître, compte trop sur les bons sentiments de S. A. pour douter un instant qu'elle ne veuille prendre grand intérêt à cet événement et concourir à reconnaître ces nouveaux titres, avec toutes les prérogatives qui y sont attachées.

Les soussignés saisissent cette occasion solennelle pour assurer S. E. M. de leur parfaite considération.

Vienne, ce 28 mars 1815.

Signé : le baron DE SPÆN ; le baron GAGERN.

**Vingt-deuxième protocole de la séance du 3 avril 1815
des Plénipotentiaires des cinq Puissances.**

(Extrait.)

MM. les plénipotentiaires ont pris en considération le plan des arrangements territoriaux qui concernent S. M. le roi de Bavière, et il leur parut pouvoir réunir tant le consentement réciproque de l'Autriche et de la Bavière, que l'assentiment des autres Puissances intéressées.

Quant au point de Hanau qui fait partie de ces arrangements, MM. les plénipotentiaires sont convenus d'y attacher les conditions suivantes :

« La ville et forteresse de Hanau est cédée à S. M. le roi de Bavière, et Sa Majesté s'engage à la maintenir en état de défense.

« La ville de Mayence, destinée à être une forteresse de la ligue germanique, est assignée comme propriété à la maison de Darmstadt; la garnison y sera formée par des troupes de la Prusse, des deux Hesses et de Nassau, et le gouverneur sera nommé par S. M. le roi de Prusse.

**Troisième protocole des Conférences sur l'établissement
de la Confédération germanique, séance du 29 mai 1815.**

Art. 1. A la lecture de cet article, M. le plénipotentiaire du roi des Pays-Bas, pour Luxembourg, a proposé dans une note jointe au Protocole, sous le N° 2, de dire : la Confédération germanique, ou la grande Confédération dans l'empire germanique, ou dans l'empire des nations germaniques.

Il a été néanmoins arrêté qu'on s'en tiendrait provisoirement à la dénomination de Confédération germanique, en réservant à cette Confédération constituée, le droit de se nommer Confédération de l'empire germanique.

La question de savoir si ces mots : les princes, seraient accompagnés de l'épithète de souverains, ainsi que la Bavière a persisté à le demander, ayant été discutée, on est convenu, afin d'écarter la question, d'adopter l'avis de l'envoyé du roi de Saxe, et de signer, dès le préambule, les Puissances et les princes participant à la Confédération, en ajoutant les noms des pays pour lesquels ils entrent dans l'union, de dire par conséquent : l'Autriche, le Danemark et la Prusse, pour leurs ci-devant États d'empire; les Pays-Bas, pour le grand-duché de Luxembourg.

**Traité entre le roi des Pays-Bas et les quatre Puissances alliées,
signé à Vienne, le 31 mai 1815.**

Annexe n° 10 à l'acte final du congrès de Vienne du 9 juin 1815.

Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité.

S. M. l'empereur d'Autriche, roi de Hongrie et de Bohême, et S. M. le roi des Pays-Bas, désirant de mettre à exécution et de compléter les dispositions du Traité de Paix conclu à Paris, le 30 mai 1814, qui, afin d'établir un juste équilibre en Europe, et de constituer les Provinces-Unies dans des proportions qui les mettent à même de soutenir leur indépendance par leurs propres moyens, leur assure les pays compris entre la mer, les frontières de la France et la Meuse, mais qui ne détermine point encore leurs limites sur la rive droite de ce fleuve, et Leursdites Majestés ayant résolu de conclure pour cet effet un Traité particulier, conforme aux stipulations du Congrès de Vienne, elles ont nommé des plénipotentiaires pour concerter et signer tout ce qui est relatif à cet objet, savoir :

S. M. l'empereur d'Autriche, roi de Hongrie et de Bohême, le sieur Clément-Wenceslas-Lothaire, prince *de Metternich-Winnebourg-Ochsenhausen*, etc., et le sieur Jean-Philippe, baron *de Wessenberg*, etc

Et S. M. le roi des Pays-Bas, le sieur Gerhard-Charles, baron *de Spaen de Voorstonden*, et le baron *de Gagern*, etc., etc.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. I^{er}. Les anciennes provinces-unies des Pays-Bas et les ci-devant provinces belgiques, les unes et les autres dans les limites fixées par l'article suivant, formeront, conjointement avec les pays et territoires désignés dans le même article, sous la souveraineté de S. A. R. le prince d'Orange-Nassau, prince souverain des Provinces-Unies, le royaume des Pays-Bas, héréditaire dans l'ordre de succession déjà établi par l'acte constitutionnel desdites Provinces-Unies : S. M. l'empereur d'Autriche, roi de Hongrie et de Bohême, reconnaît le titre et les prérogatives de la dignité royale dans la maison d'Orange-Nassau.

Art. II. La ligne comprenant les territoires qui composeront le royaume des Pays-Bas est déterminée de la manière suivante : elle part de la mer et s'étend le long des frontières de la France du côté des Pays-Bas, telles qu'elles ont été rectifiées et fixées par l'art. III du Traité de Paris du 30 mai 1814, jusqu'à la Meuse, et ensuite le long des mêmes frontières jusqu'aux anciennes limites du duché de Luxembourg ; de là, elle suit la direction des limites entre ce duché et l'ancien évêché de Liège, jusqu'à ce qu'elle rencontre (au midi de Deiffelt)

les limites occidentales de ce canton et celui de Malmedi, jusqu'au point où cette dernière atteint les limites entre les anciens départements de l'Ourthe et de la Roer; elle longe ensuite ces limites jusqu'à ce qu'elles touchent à celles du canton ci-devant français d'Eupen, dans le duché de Limbourg, et en suivant la limite occidentale de ce canton dans la direction du nord, laissant à droite une petite partie du ci-devant canton français d'Aubel, se joint au point de contact des trois anciens départements de l'Ourthe, de la Meuse-Inférieure et de la Roer; en partant de ce point, ladite ligne suit celle qui sépare ces deux derniers départements, jusque-là où elle touche à la Worm (rivière ayant son embouchure dans la Roer), et longe cette rivière jusqu'au point où elle atteint de nouveau la limite de ces deux départements, poursuit cette limite jusqu'au midi de Hillensberg (ancien département de la Roer), remonte de là vers le nord, et, laissant Hillensberg à droite et coupant le canton de Sittard en deux parties à peu près égales, de manière que Sittard et Susteren restent à gauche, arrive à l'ancien territoire hollandais; puis laissant ce territoire à gauche, elle en suit la frontière orientale jusqu'au point où celle-ci touche à l'ancienne principauté autrichienne de Gueldres, du côté de Ruremonde, et, se dirigeant vers le point le plus oriental du territoire hollandais, au nord de Schwalmen, continue à embrasser ce territoire.

Enfin, elle va joindre, en partant du point le plus oriental, cette autre partie du territoire hollandais où se trouve Venloo; elle renfermera cette ville et son territoire. De là, jusqu'à l'ancienne frontière hollandaise près de Mook, situé au-dessous de Gennep, elle suivra le cours de la Meuse à une distance de la rive droite telle, que tous les endroits qui ne sont pas éloignés de cette rive de plus de mille perches d'Allemagne (*Rheinländische Ruthen*), dont mille neuf cent soixante-dix équivalent à la quinzième partie d'un degré du méridien, appartiendront avec leurs banlieues au royaume des Pays-Bas; bien entendu toutefois, quant à la réciprocité de ce principe, qu'aucun point de la rive de la Meuse ne fasse partie du territoire prussien, qui ne pourra en approcher de huit cents perches d'Allemagne.

Du point où la ligne qui vient d'être décrite atteint l'ancienne frontière hollandaise jusqu'au Rhin, cette frontière restera, pour l'essentiel, telle qu'elle était en 1795, entre Clèves et les Provinces-Unies. Elle sera examinée par la Commission qui sera nommée incessamment par les deux gouvernements, pour procéder à la détermination exacte des limites tant du royaume des Pays-Bas que du grand-duché de Luxembourg, désignées dans l'article IV; et cette Commission réglera, à l'aide d'experts, tout ce qui concerne les constructions hydrotechniques et autres points, suivant l'avantage mutuel des deux Hautes Parties contractantes, et de la manière la plus équitable et la plus convenable.

Cette même disposition s'étend sur la fixation des limites dans les districts de Kyfward, Lobith, et de tout le territoire jusqu'à Kekerdom.

Les enclaves Huissen, Malburg, le Lymers, avec la ville de Sevenaer et la seigneurie de Weel, feront partie du royaume des Pays-Bas; et Sa Majesté Prussienne y renonce à perpétuité pour elle et tous ses descendants et successeurs ¹.

Art. III. La partie de l'ancien duché de Luxembourg comprise dans les limites spécifiées par l'article suivant est également cédée au Prince souverain des Provinces-Unies, aujourd'hui roi des Pays-Bas, pour être possédée à perpétuité par lui et ses successeurs en toute propriété et souveraineté. Le souverain des Pays-Bas ajoutera à ses titres celui de grand-duc de Luxembourg, et la faculté est réservée à Sa Majesté de faire, relativement à la succession dans le grand-duché, tel arrangement de famille entre les princes ses fils qu'elle jugera conforme aux intérêts de sa monarchie et à ses intentions paternelles.

Le grand-duché de Luxembourg servant de compensation pour les principautés de Nassau-Dillenburg, Siegen, Hadamar et Dietz, formera un des États de la Confédération germanique, et le prince roi des Pays-Bas entrera dans le système de cette Confédération comme grand-duc de Luxembourg, avec toutes les prérogatives et privilèges dont jouiront les autres princes allemands.

La ville de Luxembourg sera considérée, sous le rapport militaire, comme forteresse de la Confédération. Le grand-duc aura toutefois le droit de nommer le gouverneur et commandant militaire de cette forteresse, sauf l'approbation du pouvoir exécutif de la Confédération, et sous telles autres conditions qu'il sera jugé nécessaire d'établir en conformité de la constitution future de ladite Confédération.

Art. IV. Le grand-duché de Luxembourg se composera de tout le territoire situé entre le royaume des Pays-Bas, tel qu'il a été désigné par l'article II, la France, la Moselle, jusqu'à l'embouchure de la Sure, le cours de la Sure jusqu'au confluent de l'Our, et le cours de cette dernière rivière jusqu'aux limites du ci-devant canton français de Saint-Vith, qui n'appartiendra point au grand-duché de Luxembourg.

Des contestations s'étant élevées sur la propriété du duché de Bouillon, S. M. le roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, s'engage à restituer la partie dudit duché qui est comprise dans la démarcation ci-dessus indiquée, à celles des Parties dont les droits seront légitimement constatés.

Art. V. S. M. le roi des Pays-Bas renonce à perpétuité pour lui et ses descendants et successeurs, en faveur de S. M. le roi de Prusse, aux possessions souveraines que la maison de Nassau-Orange possé-

1. Voir traité du 26 juin 1816, du 7 octobre 1816.

daît en Allemagne, et nommément aux principautés de Dillenburg, Dietz, Siegen et Hadamar, y compris la seigneurie de Beilstein, et telles que ces possessions ont été définitivement réglées entre les deux branches de la maison de Nassau par le Traité conclu à la Haye, le 14 juillet 1814¹. Sa Majesté renonce également à la principauté de Fulde et aux autres districts et territoires qui lui avaient été assurés par l'article XII du recès principal de la députation extraordinaire de l'Empire, du 25 février 1803².

Art. VI. Le droit et l'ordre de succession établis entre les deux branches de la maison de Nassau par l'acte de 1783³, dit *Nassauischer Erb-Verein*, sont maintenus et transférés des quatre Principautés d'Orange-Nassau au Grand-Duché de Luxembourg.

Art. VII. S. M. le Roi des Pays-Bas, en réunissant sous sa souveraineté les pays désignés dans les articles II et IV, entre dans tous les droits et prend sur lui toutes les charges et tous les engagements stipulés relativement aux provinces et districts détachés de la France dans le Traité de paix conclu à Paris, le 30 mai 1814.

Art. VIII. S. M. le Roi des Pays-Bas ayant reconnu et sanctionné, sous la date du 21 juillet 1814, comme bases de la réunion des provinces belgiques avec les Provinces-Unies, les huit articles renfermés dans la pièce annexée au présent Traité, lesdits articles auront la même force et valeur comme s'ils étaient insérés de mot à mot dans la transaction actuelle.

Art. IX. Il sera nommé incessamment par S. M. le Roi de Prusse et S. M. le Roi des Pays-Bas une commission pour régler tout ce qui est relatif à la cession des possessions Nassoviennes de Sa Majesté par rapport aux archives, dettes, excédants de caisses et autres objets de la même nature. La partie des archives qui ne regarde point les pays cédés, mais la maison d'Orange et tout ce qui, comme bibliothèques, collections de cartes et autres objets pareils, appartient à la propriété particulière et personnelle de S. M. le Roi des Pays-Bas, restera à Sa Majesté et lui sera aussitôt remis. Une partie des susdites possessions étant échangée contre des possessions des Duc et Prince de Nassau, S. M. le Roi de Prusse s'engage et S. M. le Roi des Pays-Bas consent à faire transférer l'obligation stipulée par le présent ar-

1. Ce traité avait pour objet le partage des terres que les deux lignes de la maison de Nassau possédaient par indivis. (*Martens*, nouveau recueil, t. II, p. 23).

2. Voir *Neumann*, t. II, p. 38.

3. En 1235, la maison de Nassau se divisa en deux lignes : Walram et Othon ; il fut alors convenu que, malgré le partage des terres, les possessions actuelles et futures de la maison seraient regardées comme un seul Etat et qu'en conséquence il y aurait confraternité héréditaire entre ces deux branches. Ce principe fut confirmé par un pacte conclu entre les diverses branches de la maison de Nassau en 1736, lequel pacte fut renouvelé et modifié en 1783.

ticle sur LL. AA. SS. les Duc et Prince de Nassau pour la partie desdites possessions qui sera réunie à leurs États.

Art. X. Le présent Traité sera ratifié et les ratifications seront échangées dans le terme de six semaines, et plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ci-dessus nommés l'ont signé et muni du cachet de leurs armes.

Fait à Vienne, le 31 mai, de l'an de grâce 1815.

(LL. SS.) *Signé* : le prince DE METTERNICH, le baron DE
WESSENBERG, le baron DE SPÆN, le
baron DE GAGERN.

N° 4. Vote final du plénipotentiaire du roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, sur l'établissement de la Confédération germanique, 6 juin 1815.

Le plénipotentiaire du Luxembourg ne ferait que se répéter s'il voulait développer ici encore une fois pourquoi il aurait mieux voulu conserver des anciennes formes de l'Empire tout ce qui aurait encore pu trouver son application. Il attribue la durée de la discorde en partie à ces innovations dont les auteurs ne connaissent ni le temps où ils vivent, ni l'avenir, et ne répondent pas aux vœux des peuples, malgré les peines que se sont données les grandes Cours, et la condescendance dont elles font preuve. Pour ce qui concerne les articles tels qu'ils ont été rédigés, le soussigné est prêt à les signer et à les reconnaître comme un lieu commun, que le temps, l'expérience et l'accroissement de la confiance perfectionneront. Il préfère même ces articles aux changements que la Bavière a encore désirés, et ce n'est que dans le cas que ces changements offrent le moyen d'un plus prompt accord, qu'il y prête les mains et qu'il les appuie.

En envisageant la Confédération germanique, Sa Majesté n'y voit que le corps ou l'Empire germanique. Ce n'est que dans cette association qu'elle voit l'accomplissement de ses vœux ; ce n'est que dans une réunion de cette espèce qu'elle espérait un avantage pour sa monarchie. Car, pour en venir à l'application pratique, Sa Majesté entend par exemple que la forteresse du Luxembourg est une forteresse de la Confédération, en tant que les membres en fourniront alternativement la garnison et qu'elle servira à la défense de tous, comme cela est dit dans l'acte.

Si toutefois un État d'une importance médiocre voulait rester étranger à l'union, les résultats de son opiniâtreté retomberont sur lui-même. Si plus d'un État prenait ce parti, il faudrait réserver aux négociations de Francfort et aux insinuations des cabinets, et par conséquent aux instructions que Sa Majesté donnera comme grand-duc de Luxembourg, de prendre tel parti que les circonstances commanderont.

Signé : le baron DE GAGERN.

Acte du 8 juin 1815 pour la Constitution fédérale de l'Allemagne.

Annexé n° 9 à l'acte final du 9 juin.

(Extrait.)

Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité.

Les princes souverains et les villes libres de l'Allemagne, animés du désir commun de mettre à exécution l'article VI du Traité de Paris du 30 mai 1814, et convaincus des avantages qui résulteront de leur union solide et durable, pour la sûreté et l'indépendance de l'Allemagne, et pour l'équilibre de l'Europe, sont convenus de former une Confédération perpétuelle, et ont, pour cet effet, muni de leurs pleins pouvoirs leurs envoyés et députés au Congrès de Vienne, savoir :

Ici suivent les noms des Plénipotentiaires.

Art. I^{er}. Les princes souverains et les villes libres d'Allemagne, en comprenant dans cette transaction LL. MM. l'empereur d'Autriche, les rois du Prusse, de Danemark et des Pays-Bas, et nommément :

L'empereur d'Autriche et le roi de Prusse, pour toutes celles de leurs possessions qui ont anciennement appartenu à l'empire germanique ;

Le roi de Danemark, pour le duché de Holstein ;

Le roi des Pays-Bas, pour le grand-duché de Luxembourg ;

Établissent entre eux une confédération perpétuelle qui portera le nom de Confédération germanique.

Art. II. Le but de cette confédération est le maintien de la sûreté extérieure et intérieure de l'Allemagne, de l'indépendance et de l'inviolabilité des États confédérés.

Art. III. Les membres de la confédération, comme tels, sont égaux en droits ; ils s'obligent tous également à maintenir l'acte qui constitue leur union.

Art. IV. Les affaires de la confédération seront confiées à une diète

fédérative, dans laquelle tous les membres voteront par leurs plénipotentiaires, soit individuellement, soit collectivement, de la manière suivante, sans préjudice de leur rang :

1. Autriche	1 voix.
2. Prusse	1
3. Bavière	1
4. Saxe	1
5. Hanovre	1
6. Wurtemberg	1
7. Bade	1
8. Hesse-Électorale	1
9. Grand-Duché de Hesse	1
10. Danemarck, pour Holstein	1
11. Pays-Bas, pour Luxembourg	1
12. Maisons grand-ducale et ducal de Saxe	1
13. Brunswick et Nassau	1
14. Mecklenbourg Schwerin et Strelitz	1
15. Holstein-Oldenbourg, Anhalt et Schwarzbourg	1
16. Hohenzollern, Lichtenstein, Reuss, Schaumbourg-Lippe, la Lippe et Waldeck	1
17. Les villes libres de Lubeck, Francfort, Brême et Hambourg	1
Total	17 voix.

Art. V. L'Autriche présidera à la diète fédérative. Chaque État de la Confédération a le droit de faire des propositions, et celui qui préside est tenu à les mettre en délibération dans un espace de temps qui sera fixé.

Art. VI. Lorsqu'il s'agira de lois fondamentales à porter, ou de changements à faire dans les lois fondamentales de la Confédération, de mesures à prendre par rapport à l'acte fédératif même, d'institutions organiques, ou d'autres arrangements d'un intérêt commun à adopter, la diète se formera en assemblée générale, et, dans ce cas, la distribution des voix aura lieu de la manière suivante, calculée sur l'étendue respective des États individuels :

L'Autriche aura	4 voix.
La Prusse	4
La Saxe	4
La Bavière	4
Le Hanovre	4
Le Wurtemberg	4
Baden	3
Hesse électorale	3
Grand-duché de Hesse	3
Holstein	3
<i>A reporter</i>	36

<i>Report</i>	36
Luxembourg.....	2
Brunswick.....	3
Mecklenbourg-Schwerin.....	2
Nassau.....	2
Saxe-Weimar.....	1
Saxe-Gotha.....	1
— Cobourg.....	1
— Meiningen.....	1
— Hildburghausen.....	1
Mecklenbourg-Strelitz.....	1
Holstein-Oldenbourg.....	1
Anhalt-Dessau.....	1
— Bernbourg.....	1
— Kœthen.....	1
Schwarzbourg-Sondershausen.....	1
— Rudolstadt.....	1
Hohenzollern-Hechingen.....	1
Lichtenstein.....	1
Hohenzollern-Sigmaringen.....	1
Waldeck.....	1
Reuss, branche aînée.....	1
— branche cadette.....	1
Schaumbourg-Lippe.....	1
La Lippe.....	1
La ville libre de Lubeck.....	1
— de Francfort.....	1
— de Brême.....	1
— de Hambourg.....	1
Total.....	69 voix.

La diète, en s'occupant des lois organiques de la Confédération, examinera si on doit accorder quelques voix collectives aux anciens États de l'Empire médiatisés.

Art. VII. La question, si une affaire doit être discutée par l'assemblée générale, conformément aux principes ci-dessus établis, sera décidée dans l'assemblée ordinaire, à la pluralité des voix.

La même assemblée préparera les projets de résolution qui doivent être portés à l'assemblée générale, et fournir à celle-ci tout ce qu'il lui faudra pour les adopter ou les rejeter. On décidera par la pluralité des voix, tant dans l'assemblée ordinaire que dans l'assemblée générale ; avec la différence toutefois que, dans la première, il suffira de la pluralité absolue, tandis que, dans l'autre, les deux tiers des voix seront nécessaires pour former la pluralité. Lorsqu'il y a parité de voix dans l'assemblée ordinaire, le président décidera la question. Cependant, chaque fois qu'il s'agira d'acceptation ou de changement de lois fondamentales, d'institutions organiques, de droits individuels, ou

d'affaires de religion, la pluralité des voix ne suffira pas, ni dans l'assemblée ordinaire, ni dans l'assemblée générale.

La diète est permanente ; elle peut cependant, lorsque les objets soumis à sa délibération se trouvent terminés, s'ajourner à une époque fixe, mais pas au delà de quatre mois.

Toutes les dispositions ultérieures relatives à l'ajournement et à l'expédition des affaires pressantes qui pourraient survenir pendant l'ajournement, sont réservées à la diète, qui s'en occupera lors de la rédaction des lois organiques.

Art. VIII. Quant à l'ordre dans lequel voteront les membres de la Confédération, il est arrêté que, tant que la diète sera occupée de la rédaction des lois organiques, il n'y aura aucune règle à cet égard ; et quel que soit l'ordre que l'on observera, il ne pourra ni préjudicier à aucun des membres, ni établir un principe pour l'avenir. Après la rédaction des lois organiques, la diète délibérera sur la manière de fixer cet objet par une règle permanente, pour laquelle elle s'écartera le moins possible de celles qui ont eu lieu à l'ancienne diète, et notamment d'après le recès de la députation de l'empire de 1803. L'ordre que l'on adoptera n'influera d'ailleurs en rien sur le rang et la présence des membres de la Confédération, hors de leurs rapports avec la diète.

Art. IX. La diète siégera à Francfort-sur-le-Mein. Son ouverture est fixée au 1^{er} septembre 1815.

Art. X. Le premier objet à traiter par la diète, après son ouverture, sera la rédaction des lois fondamentales de la Confédération, et de ses institutions organiques relativement à ses rapports extérieurs, militaires et intérieures.

Art. XI. Les États de la Confédération s'engagent à défendre non-seulement l'Allemagne entière, mais aussi chaque État individuel de l'union, en cas qu'il fût attaqué, et se garantissent mutuellement toutes celles de leurs possessions qui se trouvent comprises dans cette union.

Lorsque la guerre est déclarée par la Confédération, aucun membre ne peut entamer des négociations particulières avec l'ennemi, ni faire la paix ou un armistice, sans le consentement des autres.

Les membres de la Confédération, en se réservant le droit de former des alliances, s'obligent cependant à ne contracter aucun engagement qui serait dirigé contre la sûreté de la Confédération ou des États individuels qui la composent¹.

1. La disposition renfermée dans ce troisième paragraphe n'a point été consacrée par l'article 63 du traité général, lequel correspond à l'article 11 ci-dessus.

Les États confédérés s'engagent de même à ne se faire la guerre sous aucun prétexte, et à ne point poursuivre leurs différends par la force des armes, mais à les soumettre à

Acte final du congrès de Vienne, 9 juin 1815.*(Extrait.)*

Art. LXV. Les anciennes Provinces-Unies [des Pays-Bas et les ci-devant provinces belgiques, les unes et les autres dans les limites fixées par l'article suivant, formeront, conjointement avec les pays et territoires désignés dans le même article, sous la souveraineté de S. A. Royale le prince d'Orange-Nassau, prince souverain des Provinces-Unies, le royaume des Pays-Bas, héréditaire dans l'ordre de succession déjà établi par l'acte de constitution desdites Provinces-Unies. Le titre et les prérogatives de la dignité royale sont reconnus par toutes les Puissances dans la maison d'Orange-Nassau.

Art. LXVI. La ligne comprenant les territoires qui composeront le royaume des Pays-Bas, est déterminée de la manière suivante : elle part de la mer, et s'étend le long des frontières de la France du côté des Pays-Bas, telles qu'elles ont été rectifiées et fixées par l'article III du Traité de Paris du 30 mai 1814, jusqu'à la Meuse, et ensuite le long des mêmes frontières jusqu'aux anciennes limites du duché de Luxembourg ; de là elle suit la direction des limites entre ce duché et l'ancien évêché de Liège, jusqu'à ce qu'elle rencontre (au midi de Deiffel) les limites occidentales de ce canton et de celui de Malmédy, jusqu'au point où cette dernière atteint les limites entre les anciens départements de l'Ourthe et de la Roer ; elle longe ensuite ces limites jusqu'à ce qu'elles touchent à celles du canton ci-devant français d'Eupen dans le duché de Limbourg, et en suivant la limite occidentale de ce canton dans la direction du nord, laissant à droite une petite partie du ci-devant canton français d'Aubel, se joint au point de contact des trois anciens départements de l'Ourthe, de la Meuse-Inférieure et de la Roer ; en partant de ce point, la ligne suit celle qui sépare ces deux derniers départements jusque là où elle touche à la Worm (rivière ayant son embouchure dans la Roer), et longe cette rivière jusqu'au point où elle atteint de nouveau la limite de ces deux départements, poursuit cette limite jusqu'au midi de Hillensberg (ancien département de la Roer), remonte de là vers le nord, et, laissant Hillensberg à droite, et coupant le canton de Sittard en deux parties à peu près égales, de manière que Sittard et Susteren restent à gauche, elle en suit la frontière orientale jusqu'au point où celle-ci touche à l'ancienne principauté autrichienne de Gueldres, du côté de Ruremonde,

la diète. Celle-ci essayera, moyennant une commission, la voie de la médiation. Si elle ne réussit pas, et qu'une sentence juridique devienne nécessaire, il y sera pourvu par un jugement austrégial (*austrægal instanz*) bien organisé, auquel les parties litigantes se soumettront sans appel.

et, se dirigeant vers le point le plus oriental du territoire hollandais au nord de Schwalmen, continue à embrasser ce territoire.

Enfin elle va joindre, en partant du point le plus oriental, cette autre partie du territoire hollandais où se trouve Venloo ; elle renfermera cette ville et son territoire. De là, jusqu'à l'ancienne frontière hollandaise près de Mook, situé au-dessous de Gennepe, elle suivra le cours de la Meuse, à une distance de la rive droite telle, que tous les endroits qui ne sont pas éloignés de cette rive de plus de mille perches d'Allemagne (*Rheinländische Ruthen*), appartiendront avec leurs banlieues au royaume des Pays-Bas ; bien entendu toutefois, quant à la réprocité de ce principe, que le territoire prussien ne puisse, sur aucun point, toucher à la Meuse, où s'en approcher à une distance de huit cents perches d'Allemagne.

Du point où la ligne qui vient d'être décrite atteint l'ancienne frontière hollandaise jusqu'au Rhin, cette frontière restera, pour l'essentiel, telle qu'elle était en 1795, entre Clèves et les Provinces-Unies. Elle sera examinée par la Commission qui sera nommée incessamment par les deux gouvernements de Prusse et des Pays-Bas, pour procéder à la détermination exacte des limites, tant du royaume des Pays-Bas que du grand-duché de Luxembourg, désignées dans l'article LXVIII ; et cette Commission réglera, à l'aide d'experts, tout ce qui concerne les constructions hydrotechniques et autres point analogues, de la manière la plus équitable et la plus conforme aux intérêts mutuels des États prussiens et de ceux des Pays-Bas. Cette même disposition s'étend sur la fixation des limites dans les districts de Kyfward, Lobith, et de tout le territoire jusqu'à Kekerdom.

Les enclaves Huissen, Malburg, le Lymers avec la ville de Sevenaer et la seigneurie de Weel, feront partie du royaume des Pays-Bas ; et S. M. Prussienne y renonce à perpétuité pour elle et tous ses descendants et successeurs.

Art. LXVII. La partie de l'ancien duché de Luxembourg, comprise dans les limites spécifiées par l'article suivant, est également cédée au prince souverain des Provinces-Unies, aujourd'hui roi des Pays-Bas, pour être possédée à perpétuité par lui et ses successeurs en toute propriété et souveraineté. Le souverain des Pays-Bas ajoutera à ses titres celui de grand-duc de Luxembourg, et la faculté est réservée à S. M. de faire, relativement à la succession dans le grand-duché, tel arrangement de famille entre les princes ses fils qu'elle jugera conforme aux intérêts de sa monarchie et à ses intentions paternelles.

Le grand-duché de Luxembourg servant de compensation pour les principautés de Nassau-Dillenburg, Siegen, Adamar et Diez, formera un des États de la Confédération germanique, et le prince roi des Pays-Bas entrera dans le système de cette Confédération comme grand-

duc de Luxembourg, avec toutes les prérogatives et privilèges dont jouiront les autres princes allemands.

La ville de Luxembourg sera considérée, sous le rapport militaire, comme forteresse de la Confédération. Le grand-duc aura toutefois le droit de nommer le gouverneur et commandant militaire de cette forteresse, sauf l'approbation du pouvoir exécutif de la Confédération, et sous telles autres conditions qu'il sera jugé nécessaire d'établir en conformité de la constitution future de ladite Confédération.

Art. LXVIII. Le grand-duché de Luxembourg se composera de tout le territoire situé entre le royaume des Pays-Bas, tel qu'il a été désigné par l'article LXVI, la France, la Moselle jusqu'à l'embouchure de la Sure, le cours de la Sure jusqu'au confluent de l'Our, et le cours de cette dernière rivière jusqu'aux limites du ci-devant canton français de Saint-Vith, qui n'appartiendra point au grand-duché de Luxembourg.

Art. LXIX. S. M. le roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, possédera à perpétuité, pour lui et ses successeurs, la souveraineté pleine et entière de la partie du duché de Bouillon non cédée à la France par le Traité de Paris ; et sous ce rapport elle sera réunie au grand-duché de Luxembourg.

Des contestations s'étant élevées sur ledit duché de Bouillon ¹, celui

1. Le duché de Bouillon, ancien patrimoine de Godefroi, premier roi de Jérusalem, avait passé, vers la fin du seizième siècle, par mariage, dans la maison de la Tour.

Frédéric-Maurice de la Tour, duc de Bouillon, ayant pris part aux troubles de la Fronde, Louis XIV le força à céder à la France, par un traité passé à Paris le 30 mars 1661. (Voy. Dumont, t. VI, 2^e partie, p. 3), les villes et seigneuries de Sedan et Raucourt, à accepter en échange les duchés d'Albret et de Château-Thierry et les comtés d'Auvergne et d'Évreux. En 1676, Louis XIV s'empara de Bouillon, qu'il rendit au duc en pleine souveraineté, à la condition de se placer sous la protection de la France et de recevoir une garnison française. En 1793, la République s'empara du duché de Bouillon, dont le duc, Jacques-Léopold Godefroi de la Tour d'Auvergne, mourut le 7 février 1812 sans descendants.

Après la paix du 30 mai 1814, le duché fut remis par les Anglais à Philippe d'Auvergne, vice-amiral au service de la Grande-Bretagne, qui se présenta en qualité de duc de Bouillon. Mais Philippe ne descendait pas de Henri de la Tour, vicomte de Turenne, et de Charlotte de la Marck, héritière du duché de Bouillon, par le mariage desquels le duché entra dans la maison d'Auvergne; Philippe avait été seulement adopté, et à son tour il adopta le prince de la Trémoille-Tarente, qui, comme prince héréditaire de Bouillon, reçut, le 22 janvier 1815, au nom de son père, le serment de fidélité des habitants.

Au congrès de Vienne, se présenta un compétiteur : Charles-Alain-Gabriel de Rohan-Guéméné, fils d'une sœur de Godefroi Charles-Henri, par conséquent héritier légitime du duché, tant par droit commun qu'en vertu d'une substitution graduelle et perpétuelle faite en 1696 par Godefroi Maurice de Bouillon.

L'article IV du traité du 31 mai 1815 stipula que le roi des Pays-Bas restituerait la partie du duché de Bouillon comprise dans la démarcation accordée au grand-duché de Luxembourg, à celle des parties dont les droits seraient légalement constatés.

Malis l'existence d'une petite principauté placée entre la France et les Pays-Bas pouvant compromettre la tranquillité de l'Europe, il fut décidé que celui des compétiteurs

des compétiteurs dont les droits seront légalement constatés, dans les formes énoncées ci-dessous, possédera en toute propriété ladite partie du duché, telle qu'elle l'a été par le dernier duc sous la souveraineté de S. M. le roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg.

Cette décision sera portée sans appel par un jugement arbitral. Des arbitres seront à cet effet nommés, un par chacun des deux compétiteurs, et les autres, au nombre de trois, par les Cours d'Autriche, de Prusse et de Sardaigne. Ils se réuniront à Aix-la-Chapelle aussitôt que l'état de guerre et les circonstances le permettront, et leur jugement interviendra dans les six mois à compter de leur réunion.

Dans l'intervalle, S. M. le roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, prendra en dépôt la propriété de ladite partie du duché de Bouillon pour la restituer, ensemble le produit de cette administration intermédiaire, à celui des compétiteurs en faveur duquel le jugement arbitral sera prononcé. Sa dite Majesté l'indemniserà de la perte des revenus provenant des droits de souveraineté, moyennant un arrangement équitable; et si c'est au prince Charles de Rohan que cette restitution doit être faite, ces biens seront, entre ses mains, soumis aux lois de la substitution qui forme son titre.

Art. LXX. S. M. le roi des Pays-Bas renonce à perpétuité, pour lui et ses descendants et successeurs, en faveur de S. M. le roi de Prusse, aux possessions souveraines que la maison de Nassau-Orange possédait en Allemagne, et nommément aux principautés de Dillenburg, Dietz, Siegen, et Hadamar, y compris la seigneurie de Beilstein, et telles que ces possessions ont été définitivement réglées entre les deux branches de la maison de Nassau par le Traité conclu à la Haye le 14 juillet 1814. S. M. renonce également à la principauté de Fulde et aux autres districts et territoires qui lui avaient été assurés par l'article XII du recès principal de la députation extraordinaire de l'empire, du 25 février 1803.

Art. LXXI. Le droit et l'ordre de succession établi entre les deux branches de la maison de Nassau par l'acte de 1783, dit Nassauischer Erbverein, est maintenu et transféré des quatre principautés d'Orange-Nassau au grand-duché de Luxembourg¹.

dont les droits seraient légalement établis la posséderait en toute propriété, mais sous la souveraineté du roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg.

Une commission fut nommée pour examiner les titres des compétiteurs, et elle se réunit au mois de juin 1816 à Leipzig. Une majorité de quatre voix reconnut les droits du prince de Rohan.

Dans l'intervalle se présenta un troisième compétiteur, Godefroi Maurice-Marie-Joseph de la Tour d'Auvergne, qui nia la validité des droits et de Philippe d'Auvergne et du prince de Rohan-Guéménée, et présenta à la diète un mémoire tendant à se faire réintégrer dans la possession du duché de Bouillon; par décision du 3 décembre 1816, la Diète se déclara incompétente.

1. Voir *Martens*, t. III, 2^e édition, p. 647.

Art. LXXII. S. M. le roi des Pays-Bas, en réunissant sous sa souveraineté les pays désignés dans les articles LXVI et LXVIII, entre dans tous les droits et prend sur lui toutes les charges et tous les engagements stipulés relativement aux provinces et districts détachés de la France dans le Traité de paix conclu à Paris le 30 mai 1814.

Art. LXXIII. S. M. le roi des Pays-Bas ayant reconnu et sanctionné, sous la date du 21 juillet 1814, comme bases de la réunion des provinces Beligiques avec les Provinces-Unies, les huit articles renfermés dans la pièce annexée au présent Traité, lesdits articles auront la même force et valeur comme s'ils étaient insérés de mot à mot dans la transaction actuelle.

Protocole de la Conférence des Plénipotentiaires de l'Autriche, de la Grande-Bretagne, de la Prusse et de la Russie tenue à Paris le 3/21 novembre 1815.

Dispositions relatives aux cessions à faire par la France.

Art. I. S. M. le Roi des Pays-Bas devant participer dans une juste proportion aux avantages qui résultent de l'arrangement présent avec la France, et vu l'état de ses frontières du côté de ce pays, il est convenu que les districts ayant fait partie des provinces belges, de l'évêché de Liège et du duché de Bouillon, ainsi que les places de Philippeville et Mariembourg, avec leurs territoires, que la France doit céder aux Alliés, seront remis à S. M. le roi des Pays-Bas pour être réunis à ces États.

S. M. le Roi des Pays-Bas recevra en outre, sur la partie de la contribution française destinée à renforcer la ligne de défense des États limitrophes, la somme de 60 millions de francs qui doit être employée à la fortification des frontières des Pays-Bas, conformément aux plans et règlements que les Puissances arrêteront à cet égard.

Il est de plus convenu qu'en considération des avantages que S. M. le Roi des Pays-Bas retirera de ces dispositions, tant pour l'accroissement que pour les moyens de défense de son territoire, la quote-part de l'indemnité pécuniaire à laquelle Sa dite Majesté pourrait prétendre servira à mettre au niveau d'une juste proportion les indemnités de l'Autriche et de la Prusse,

Système défensif de la Confédération germanique.

Art. X. Les places de Mayence, Luxembourg et Landau seront dé-

clarées places de la Confédération germanique, abstraction faite de la souveraineté territoriale de ces places.

Les plénipotentiaires d'Autriche et de Prusse n'étant point autorisés, vu les actes antérieurement existants et l'absence de leurs souverains, à renoncer en faveur de l'une ou de l'autre de leurs Cours respectives au droit de garnison dans la place de Mayence, il est convenu que le service militaire et l'administration continueront à subsister dans cette place d'après l'arrangement actuellement en vigueur, jusqu'à ce que les Cours alliées tombent d'accord d'un arrangement définitif à cet égard.

LL. MM. l'empereur d'Autriche, l'empereur de toutes les Russies et S. M. le Roi de la Grande-Bretagne emploieront leurs meilleurs offices pour faire obtenir à S. M. le Roi de Prusse le droit de garnison dans la place de Luxembourg, conjointement avec S. M. le roi des Pays-Bas, ainsi que le droit de nommer le gouverneur de cette place.

La garnison de Landau sera, jusqu'à l'époque de son échange, entièrement composée de troupes autrichiennes, et elle sera de même, après sa cession, entièrement composée, en temps de paix, de troupes bavaoises. Cependant, en temps de guerre, le grand-duc de Bade sera tenu de fournir le tiers de la garnison nécessaire pour la défense de la place.

Les Puissances étant convenues de consacrer au système défensif de l'Allemagne la somme de 60 millions à prendre sur la partie des contributions françaises destinée à renforcer la ligne de défense des États limitrophes, ladite somme sera distribuée ainsi qu'il suit :

S. M. le Roi de Prusse en recevra 20 millions par les fortifications du Bas-Rhin; 20 millions seront réservés pour la construction d'une quatrième place fortifiée sur le Haut-Rhin; S. M. le Roi de Bavière ou tel autre souverain des pays limitrophes de la France entre le Rhin et les États prussiens aura 15 millions; et 5 millions seront employés à achever les ouvrages de Mayence. Il sera disposé de ces différentes sommes conformément aux plan et règlement qui seront généralement arrêtés à cet égard.

**Procès-verbal de la Conférence des Plénipotentiaires
des quatre Cours en date du 7 novembre 1815.**

Annexe. N° 1. Note des Plénipotentiaires des quatre Cours aux ministres des Pays-Bas.

Les soussignés ministres de cabinet de LL. MM. SS. et RR. l'Empereur d'Autriche le Roi de la Grande-Bretagne, le Roi de Prusse et l'Empereur de toutes les Russies, ayant obtenu dans les dernières négociations avec la France, des résultats par lesquels ils se flattent d'avoir également satisfait aux vœux et aux intérêts de leurs Alliés et à l'intérêt général de l'Europe, ont fixé leur attention sur les mesures qu'il leur restait à prendre, pour compléter ces résultats par un arrangement juste et équitable entre les Puissances qui doivent y participer.

Ils ont l'honneur de communiquer à MM. les barons de Fagel et de Gagern l'extrait de leur protocole du 3 de ce mois, renfermant les dispositions relatives aux cessions territoriales à faire par la France, et aux contributions destinées à renforcer la ligne de défense des pays limitrophes.

Ayant examiné en même temps les mesures à adopter pour fixer et compléter le système définitif de la Confédération germanique, les soussignés sont convenus, d'après les instructions de leurs augustes souverains, que les Cabinets d'Autriche, de Russie et de Grande-Bretagne feraient auprès de celui des Pays-Bas les démarches nécessaires pour faire obtenir à S. M. le Roi de Prusse le droit de garnison dans la place de Luxembourg, ainsi que le droit de nommer le gouverneur et le commandant de cette place. L'arrangement à faire à cet égard entre LL. MM. le Roi de Prusse et le Roi des Pays-Bas porterait le principe que la souveraineté et l'administration civile restassent à S. M. le Roi des Pays-Bas, ainsi que le droit de faire composer par ses troupes une partie de la garnison.

Cette dernière disposition se trouvant directement liée à celles que le protocole du 3 novembre a préalablement arrêtées en faveur de S. M. le Roi des Pays-Bas, les soussignés prient MM. les barons de Fagel et de Gagern de la porter à la connaissance de leur Cour conjointement avec les autres articles dudit protocole. Et persuadés d'avance que S. M. le Roi n'hésitera pas à faciliter un arrangement qu'ils ont envisagé comme une partie essentielle de ceux qui doivent assurer la tranquillité future de l'Europe, ils espèrent d'autant plus être honorés d'une prompte réponse à la présente communication, qu'il leur paraît de toute nécessité de faire cesser le plus tôt possible tout état de possession provisoire, et d'y faire substituer des arrange-

ments définitifs propres à compléter et à consolider le système européen.

Les soussignés saisissent cette occasion pour réitérer à MM. le baron de Fagel et de Gagern l'assurance de leur considération la plus distinguée.

Paris, ce 7 novembre 1815.

Signé : CASTLEREAGH, CAPO D'ISTRIA, METTERNICH, HARDENBERG.

Traité de paix de Paris entre la France d'une part, la Grande-Bretagne, l'Autriche, la Prusse et la Russie de l'autre, signé à Paris le 20 novembre 1815.

Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité.

Les Puissances alliées ayant, par leurs efforts réunis et par le succès de leurs armes, préservé la France et l'Europe des bouleversements dont elles étaient menacées par le dernier attentat de Napoléon Buonaparte, et par le système révolutionnaire reproduit en France pour faire réussir cet attentat ;

Partageant aujourd'hui avec S. M. Très-Chrétienne le désir de consolider, par le maintien inviolable de l'autorité royale et la remise en vigueur de la Charte constitutionnelle, l'ordre de choses heureusement rétabli en France, ainsi que celui de ramener, entre la France et ses voisins, ces rapports de confiance et de bienveillance réciproque que les funestes effets de la révolution et du système de conquête avaient troublés pendant si longtemps ;

Persuadées que ce dernier but ne saurait être atteint que par un arrangement propre à leur assurer de justes indemnités pour le passé et des garanties solides pour l'avenir,

Ont pris en considération, de concert avec S. M. le Roi de France, les moyens de réaliser cet arrangement ; et ayant reconnu que l'indemnité due aux Puissances ne pouvait être ni toute territoriale, ni toute pécuniaire, sans porter atteinte à l'un ou à l'autre des intérêts essentiels de la France, et qu'il serait plus convenable de combiner les deux modes, de manière à prévenir ces deux inconvénients, LL. MM. Impériales et Royales ont adopté cette base pour leurs transactions actuelles ; et se trouvant également d'accord sur celle de la nécessité de conserver, pendant un temps déterminé, dans les provinces frontières de la France, un certain nombre de troupes alliées, elles sont convenues de réunir les différentes dispositions fondées sur ces bases, dans un Traité définitif.

Dans ce but et à cet effet, S. M. le Roi de France et de Navarre, d'une part, et S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, pour elle et ses Alliés, d'autre part, ont nommé leurs Plénipotentiaires pour discuter, arrêter et signer ledit Traité définitif.

(*Suivent les noms des Plénipotentiaires.*)

Art. I. Les frontières de la France seront telles qu'elles étaient en 1790, sauf les modifications de part et d'autre qui se trouveront indiquées dans l'article présent.

1° Sur les frontières du nord, la ligne de démarcation restera telle que le Traité de Paris l'avait fixée, jusque vis-à-vis de Quiévrain; de là elle suivra les anciennes limites des provinces belgiques, du ci-devant évêché de Liège et du Duché de Bouillon, telles qu'elles étaient en 1790, *en laissant les territoires enclavés de Philippeville et Marienbourg, avec les places de ce nom, ainsi que tout le Duché de Bouillon, hors des frontières de la France.* Depuis Villers près d'Orval (sur les confins du département des Ardennes et du Grand-Duché de Luxembourg) jusqu'à Perle, sur la chaussée qui conduit de Thionville à Trèves, la ligne restera telle qu'elle avait été désignée par le Traité de Paris. De Perle elle passera par Launsdorf, Wallwich, Schardorf, Niederweiling, Pellweiler, tous ces endroits restant avec leurs banlieues à la France, jusqu'à Houvre, et suivra de là les anciennes limites du pays de Sarrebruck, *en laissant Sarre-Louis et le cours de la Sarre, avec les endroits situés à la droite de la ligne ci-dessus désignée et leurs banlieues, hors des limites françaises.* Des limites du pays de Sarrebruck, la ligne de démarcation sera la même qui sépare actuellement de l'Allemagne les départements de la Moselle et du Bas-Rhin jusqu'à la Lauter, qui servira ensuite de frontière jusqu'à son embouchure dans le Rhin. *Tout le territoire sur la rive gauche de la Lauter, y compris la place de Landau, fera partie de l'Allemagne;* cependant la ville de Weisenbourg, traversée par cette rivière, restera tout entière à la France, avec un rayon, sur la rive gauche, n'excédant pas mille toises, et qui sera plus particulièrement déterminé par les commissaires que l'on chargera de la délimitation prochaine.

2° A partir de l'embouchure de la Lauter, le long des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin, du Doubs et du Jura, jusqu'au canton de Vaud, les frontières resteront comme elles ont été fixées par le Traité de Paris. Le thalweg du Rhin formera la démarcation entre la France et les États de l'Allemagne; mais la propriété des îles, telle qu'elle sera fixée à la suite d'une nouvelle reconnaissance du cours de ce fleuve, restera immuable, quelques changements que subisse ce cours par la suite du temps. Des commissaires seront nommés de part et

d'autre par les Hautes Parties contractantes, dans le délai de trois mois, pour procéder à la dite reconnaissance. *La moitié du pont entre Strasbourg et Kehl appartiendra à la France*, et l'autre moitié au Grand-Duché de Bade.

3° Pour établir une communication directe entre le canton de Genève et la Suisse, la partie du pays de Gex bornée à l'est par le lac Léman, au midi par le territoire du canton de Genève, au nord par celui du canton de Vaud, à l'ouest par le cours de la Versoix, et par une ligne qui renferme les communes de Collex-Bossy et Meyrin, en laissant la commune de Ferney à la France, sera cédée à la Confédération helvétique, pour être réunie au canton de Genève. La ligne des douanes françaises sera placée à l'ouest du Jura, de manière que tout le pays de Gex se trouve hors de cette ligne.

4° Des frontières du canton de Genève jusqu'à la Méditerranée, la ligne de démarcation sera celle qui, en 1790, séparait la France de la Savoie et du comté de Nice. Les rapports que le Traité de Paris de 1814 avait rétablis entre la France et la Principauté de Monaco, cesseront à perpétuité, et les mêmes rapports existeront entre cette principauté et S. M. le Roi de Sardaigne.

5° Tous les territoires et districts enclavés dans les limites du territoire français, telles qu'elles ont été déterminées par le présent article, resteront réunies à la France.

6° Les Hautes Parties contractantes nommeront, dans le délai de trois mois après la signature du présent Traité, des commissaires pour régler tout ce qui a rapport à la délimitation des pays de part et d'autre, et aussitôt que le travail de ces commissaires sera terminé, il sera dressé des cartes et placé des poteaux qui constateront les limites respectives.

Art. II. Les places et les districts qui, selon l'article précédent, ne doivent plus faire partie du territoire français, seront remis à la disposition des Puissances alliées, dans les termes fixés par l'article IX de la Convention militaire annexée au présent Traité, et S. M. le Roi de France renonce à perpétuité, pour elle, ses héritiers et successeurs, aux droits de souveraineté et de propriété qu'elle a exercés jusqu'ici sur lesdites places et districts.

Art. III. Les fortifications d'Huningue ayant été constamment un objet d'inquiétude pour la ville de Bâle, les Hautes Parties contractantes, pour donner à la Confédération helvétique une nouvelle preuve de leur bienveillance et de leur sollicitude, sont convenues entre elles de faire démolir les fortifications d'Huningue, et le Gouvernement français s'engage, par le même motif, à ne les rétablir dans aucun temps, et à ne point les remplacer par d'autres fortifications à une distance moindre que trois lieues de la ville de Bâle.

La neutralité de la Suisse sera étendue au territoire qui se trouve au nord d'une ligne à tirer depuis Ugine, y compris cette ville, au midi du lac d'Annecy, par Faverge, jusqu'à Lecheraine, et de là au lac du Bourget jusqu'au Rhône, de la même manière qu'elle a été étendue aux provinces de Chablais et de Faucigny, par l'article XCII de l'acte final du Congrès de Vienne.

Art. IV. La partie pécuniaire de l'indemnité à fournir par la France aux Puissances alliées, est fixée à la somme de sept cents millions de francs. Le mode, les termes et les garanties du paiement de cette somme seront réglés par une convention particulière, qui aura la même force et valeur que si elle était textuellement insérée au présent Traité.

Art. V. L'état d'inquiétude et de fermentation dont, après tant de secousses violentes, et surtout après la dernière catastrophe, la France, malgré les intentions paternelles de son roi, et les avantages assurés par la Charte constitutionnelle à toutes les classes de ses sujets, doit nécessairement se ressentir encore, exigeant, pour la sûreté des États voisins, des mesures de précaution et de garantie temporaires, il a été jugé indispensable de faire occuper, pendant un certain temps, par un corps de troupes alliées, des positions militaires le long des frontières de la France, sous la réserve expresse que cette occupation ne portera aucun préjudice à la souveraineté de Sa Majesté Très-Chrétienne, ni à l'état de possession, tel qu'il est reconnu et confirmé par le présent Traité.

Le nombre de ces troupes ne dépassera pas cent cinquante mille hommes. Le commandant en chef de cette armée sera nommé par les Puissances alliées.

Ce corps d'armée occupera les places de Condé, Valenciennes, Bouchain, Cambrai, le Quesnoy, Maubeuge, Landrecies, Avesnes, Rocroy, Givet avec Charlemont, Mézières, Sedan, Montmédy, Thionville, Longwy, Bitche, et la tête du pont du Fort-Louis.

L'entretien de l'armée destinée à ce service, devant être fourni par la France, une convention spéciale réglera tout ce qui peut avoir rapport à cet objet. Cette convention, qui aura la même force et valeur que si elle était textuellement insérée dans le présent Traité, réglera de même les relations de l'armée d'occupation avec les autorités civiles et militaires du pays.

Le *maximum* de la durée de cette occupation militaire est fixé à cinq ans. Elle peut finir avant ce terme, si, au bout de trois ans, les Souverains alliés, après avoir, de concert avec S. M. le Roi de France, mûrement examiné la situation et les intérêts réciproques et les progrès que le rétablissement de l'ordre et de la tranquillité aura faits en France, s'accordent à reconnaître que les motifs qui les porteraient

à cette mesure, ont cessé d'exister. Mais, quel que soit le résultat de cette délibération, toutes les places et positions occupées par les troupes alliées seront, au terme de cinq ans révolus, évacuées sans autre délai, et remises à S. M. Très-Chrétienne ou à ses héritiers et successeurs.

Art. VI. Les troupes étrangères, autres que celles qui feront partie de l'armée d'occupation, évacueront le territoire français dans les termes fixés par l'article IX de la Convention militaire annexée au présent Traité.

Art. VII. Dans tous les pays qui changeront de maître, tant en vertu du présent Traité que des arrangements qui doivent être faits en conséquence, il sera accordé aux habitants naturels et étrangers, de quelque condition et nation qu'ils soient, un espace de six ans, à compter de l'échange des ratifications, pour disposer, s'ils le jugent convenable, de leurs propriétés, et se retirer dans tel pays qu'il leur plaira de choisir.

Art. VIII. Toutes les dispositions du Traité de Paris du 30 mai 1814, relatives aux pays cédés par ce Traité, s'appliqueront également aux différents territoires et districts cédés par le présent Traité.

Art. IX. Les Hautes Parties contractantes s'étant fait représenter les différentes réclamations provenant du fait de la non-exécution des articles XIX et suivants du Traité du 30 mai 1814, ainsi que des articles additionnels de ce Traité, signés entre la France et la Grande-Bretagne, désirant de rendre plus efficaces les dispositions énoncées dans ces articles, et ayant, à cet effet, déterminé, par deux conventions séparées, la marche à suivre de part et d'autre pour l'exécution complète des articles susmentionnés, les deux dites conventions, telles qu'elles se trouvent jointes au présent Traité, auront la même force et valeur que si elles y étaient textuellement insérées.

Art. X. Tous les prisonniers faits pendant les hostilités, de même que tous les otages qui peuvent avoir été enlevés ou donnés, seront rendus dans le plus court délai possible. Il en sera de même des prisonniers faits antérieurement au Traité du 30 mai 1814 et qui n'auraient point encore été restitués.

Art. XI. Le Traité de Paris, du 30 mai 1814, et l'acte final du Congrès de Vienne, du 9 juin 1815, sont confirmés et seront maintenus dans toutes celles de leurs dispositions qui n'auraient pas été modifiées par les clauses du présent Traité.

Art. XII. Le présent Traité, avec les conventions qui y sont jointes, sera ratifié en un seul acte, et les ratifications en seront échangées dans le terme de deux mois, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 20 novembre, l'an de grâce mil huit cent quinze.

(LL. SS.) *Signé* : RICHELIEU, METTERNICH, WESSENBERG.

Procès-verbal de la Conférence de Paris sur l'emploi des contributions françaises par le renforcement de la ligne défensive, 24 novembre 1815.

MM. les Ministres des quatre Cours ont pris en considération les principes à établir sur l'emploi de cette partie des contributions payables par la France qui, d'après les dispositions générales consignées dans le procès-verbal du 20 novembre 1815, doit être consacrée au renforcement de la ligne défensive des pays limitrophes de la France.

Leurs Excellences ont reconnu que ce n'est pas l'avantage particulier de l'un ou de l'autre État, mais la sûreté commune et l'intérêt de tous que l'on a eu en vue en adoptant le système essentiellement européen, et que par conséquent les puissances qui y ont concouru doivent avoir un droit égal à en surveiller réciproquement l'exécution et à prendre connaissance, d'époque en époque, des progrès qui auront été faits dans l'application des fonds destinés à un objet d'aussi haute importance.

On a été, en outre, d'avis que pour obtenir une marche régulièrement combinée et mettre de l'ensemble dans l'exécution de cette mesure, il serait utile de confier à celles des grandes Puissances qui se trouveront le plus à portée de telle ou telle partie des travaux à entreprendre, le soin de se concerter avec les souverains directement intéressés à ces travaux, afin de combiner le plan des opérations à faire et les moyens les plus convenables pour les mettre en pratique.

A cet effet, MM. les Ministres sont convenus :

Que le gouvernement britannique se réunira avec celui des Pays-Bas, pour déterminer conjointement l'emploi spécial des sommes destinées à la fortification de ce pays ;

Que relativement au système défensif de l'Allemagne les Cours d'Autriche et de Prusse se concerteront tant entre elles qu'avec ceux des souverains sur les territoires desquels de nouveaux ouvrages défensifs seront à construire, sur les plans à adopter et la marche à suivre pour ces constructions ;

Que relativement aux fortifications de la Savoie, le gouvernement autrichien se mettra avec celui de S. M. le Roi de Sardaigne dans les

mêmes rapports dans lesquels le gouvernement britannique se trouve à cet égard avec celui des Pays-Bas;

Que, quant à l'Espagne, les Puissances se réservent de s'entendre avec cette Cour, en conformité des principes établis ici.

Et, comme il a paru indispensable à Leurs Excellences que les opérations qui n'ont pu être projetées et exécutées se rattachent à un système général et soient, autant que possible, liées entre elles, on est convenu encore que des communications fréquentes auront lieu, entre les Cabinets, afin de porter à leur connaissance respective les différentes mesures qui auront été adoptées pour assurer le succès desdites opérations et l'emploi le plus avantageux des sommes qui y sont consacrées.

Le présent procès-verbal servira uniquement à constater l'unanimité d'avis de MM. les Ministres sur le principe de la question qui y est traitée, et à former la base des instructions qui seront données à cet égard aux ministres des différentes Cours.

Signé : METTERNICH, CASTLEREAGH, HARDENBERG,
RASOUMOFFSKY, CAPO D'ISTRIA.

Traité entre l'Autriche et la Bavière, signé à Munich, le 14 avril 1816. Annexe II du Recès général de Francfort du 20 juillet 1819.

(Extrait.)

A la gauche du Rhin.

Art. II. En retour de ces concessions, S. M. l'empereur d'Autriche pour elle, ses héritiers et successeurs, cède à S. M. le roi de Bavière, à ses héritiers et successeurs, en toute propriété et souveraineté :

Dans le département de Mont-Tonnerre ;

1. Les arrondissements de Deux-Ponts, Kaiserslautern et de Spire; ce dernier à l'exception des cantons de Worms et Feddersheim.

2. Le canton de Kirchheim-Poland, dans l'arrondissement d'Alzey.

Dans le département de la Saar :

3. Les cantons de Waldmohr, Bliescastel et Cussel; ce dernier à l'exception de quelques endroits, sur la route de Saint-Wendel à Baumholder, qui seront compensés par un arrangement territorial à régler d'accord avec les Plénipotentiaires des Puissances alliées réunis à Francfort.

Dans le département du Bas-Rhin :

4. Le canton, la ville et la forteresse de Landau; cette dernière comme place de la Confédération, conformément aux dispositions du 3 novembre 1815.

5. Les cantons de Bergzabern, Langenkandel, et toute la partie du département du Bas-Rhin cédée par la France sur la rive gauche de la Lauter, par le Traité de Paris du 20 novembre 1815.

Ces pays seront possédés par S. M. le roi de Bavière, sans autres charges et hypothèques que celles qui y existaient pendant l'administration autrichienne,

Convention entre l'Autriche, la Prusse et le Grand-Duché de Hesse, signée à Francfort le 30 juin 1816. Annexe II du Recès général de Francfort.

(Extrait.)

Art. VIII. Le Grand-Duc de Hesse, et après lui ses descendants et successeurs, posséderont en toute propriété et souveraineté :

1° Le cercle d'Alzey, à l'exception du canton de Kirchheim-Polanden et les cantons de Pfeddersheim et de Worms dans le cercle de Spire, tels que ces pays se trouvaient à l'époque du 3 novembre 1815, sous l'administration établie à Worms, et de façon que les limites des États prussiens, là où ils confinent au cercle d'Alzey, restent telles qu'elles sont fixées par l'article XXV de l'acte du Congrès de Vienne du 9 juin 1815.

2° La ville et le territoire de Mayence, y compris Cassel et Kortsheim, à l'exception de tout ce qui constitue sa forteresse, laquelle est déclarée forteresse de la Confédération germanique.

Art. IX. Tous les ouvrages, édifices, terrains et revenus qui appartenaient à la forteresse de Mayence à l'époque de la remise faite aux troupes alliées, en exécution de la Convention du 23 août 1814, soit que ces revenus fissent partie de sa dotation, soit qu'ils fussent affectés à d'autres objets, seront exceptés de l'acte de la remise de la ville de Mayence aux autorités grand-ducales, et resteront exclusivement à la disposition du gouvernement de la forteresse, et leur produit fera partie de sa dotation.

Art. X. Il sera nommé, immédiatement après la signature du présent Traité, une Commission composée d'un ou de plusieurs employés de S. A. R. le Grand-Duc de Hesse, et d'un ou de plusieurs officiers délégués *ad hoc* par le gouvernement de la place, pour constater quels sont les édifices et terrains qui, en vertu de l'article précédent, seront censés former les dépendances de la forteresse; et il sera dressé une spécification détaillée de tous ces édifices et terrains, qui servira de norme pour juger toutes les contestations qui pourraient s'élever dans la suite à cet égard. La même Commission réglera, en se conformant strictement aux stipulations du Traité actuel, tous les autres points

qu'il conviendra de fixer entre le gouvernement militaire et l'autorité civile, tels que le logement des troupes, les prestations de bourgeois, la place d'exercice et autres objets de cette nature. Cette Commission s'occupera également du choix d'une maison convenable pour le gouverneur de la forteresse, la maison Teutonique étant réservée à S. A. R. le Grand-Duc.

Art. XI. S. A. R. le Grand-Duc de Hesse participera au droit de garnison dans la place de Mayence en fournissant à cet effet un bataillon d'infanterie.

Art. XII. La garnison de Mayence sera casernée aussitôt et à mesure que le nombre suffisant de casernes sera réparé et bâti. Les réparations et bâtisses qui ne tomberont aucunement à charge à S. A. Royale, comme souverain territorial, seront accélérées le plus que faire se pourra. En attendant, la ville continuera à se charger du logement de la troupe, en suivant à cet égard le même mode et les mêmes règlements qui ont subsisté jusqu'ici; toutefois, les Hautes Parties Contractantes s'engagent à employer leurs bons offices auprès de la Confédération germanique pour qu'il soit alloué à la ville, à compter du jour de la ratification du présent Traité, une bonification convenable de cette charge.

Art. XIII. Le droit de souveraineté dans la ville de Mayence appartenant à S. A. R. le Grand-Duc de Hesse, l'administration de la justice, la perception des impositions et contributions de toute espèce, ainsi que toute autre branche de l'administration civile, resteront exclusivement entre les mains des employés de S. A. Royale. Le gouverneur et le commandant leur prêteront secours et assistance en cas de besoin. Toutefois, le gouvernement militaire de la forteresse sera nanti de tous les pouvoirs nécessaires pour lui assurer, conformément à la responsabilité qui repose sur lui, l'exercice libre et indépendant de ses fonctions. Les autorités civiles et locales lui seront subordonnées pour tout ce qui concerne la défense de la place et les rapports militaires. Il aura à ce même égard nommément la direction de la police, de manière cependant qu'un employé civil de S. A. R. le Grand-Duc prendra part aux conférences du gouvernement aussi souvent qu'il s'agira d'objet de cette nature. Les ordonnances et règlements de police seront publiés par le Gouvernement sous l'intervention du président de la police de la ville. La garde bourgeoise de la ville sera, ainsi que cela se pratique dans toutes les forteresses, placée sous les ordres du gouvernement militaire, et ne pourra se rassembler que de son consentement. Il ne sera mis aucun obstacle à la levée de la conscription dans la ville. Le gouvernement militaire étant responsable de la défense de la place et du maintien de l'ordre intérieur; jouissant du droit de prendre dans ce but toutes les mesures nécessaires, il

pourra aussi placer des avant-postes au dehors de la forteresse. En temps de guerre, ou lorsque l'Allemagne sera menacée d'une guerre et la forteresse déclarée en état de siège, les pouvoirs du gouvernement militaire seront illimités et n'auront d'autres bornes que la prudence, les usages et le droit des gens.

Art. XIV. La garnison, en tant qu'elle n'est point composée de troupes du grand-duché, jouira d'une exemption entière de la juridiction grand-ducale, du libre exercice de religion, de l'immunité de droits pour les effets militaires, de celle du droit de barrières à une distance de quatre lieues autour de la forteresse, et de la franchise du port de lettres dans le territoire grand-ducal.

Afin d'éviter tout abus, ces exemptions de droits seront réglées d'une manière spéciale pour la Commission établie par l'article X. Il en sera de même pour en régulariser la franchise du port de lettres.

**Traité entre la Prusse et les Pays-Bas, conclu à Francfort
le 8 novembre 1816.**

Annexe n° 4 du Recès général de Francfort du 20 juillet 1819.

Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité.

S. M. le Roi de Prusse, et S. M. le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, désirant d'un commun accord avec LL. MM. l'Empereur d'Autriche, le Roi du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et l'Empereur de toutes les Russies, donner suite par un Traité particulier aux articles et stipulations du Traité de paix conclu à Paris le 20 novembre 1815, tant à celles qui regardent le royaume des Pays-Bas qu'à celles qui concernent le grand-duché de Luxembourg; S. M. le Roi des Pays-Bas, agissant en sa double qualité de Roi et de grand-duc, et Leurs Majestés, voulant en faire l'application à tout ce qui concerne leurs intérêts réciproques, et consolider les arrangements qui en dérivent, ont nommé à cet effet les plénipotentiaires suivants, savoir :

Art. I. S. M. le Roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, possédera pour lui, ses descendants et successeurs, en pleine propriété et souveraineté, tous les districts qui, ayant fait partie en 1790 de la ci-devant Belgique, de l'évêché de Liège, et du duché de Bouillon, ont été cédés par la France aux Puissances alliées par le Traité conclu à Paris le 20 novembre 1815, ainsi que les territoires enclavés,

avec les places de Philippeville et de Marienbourg, cédés par le même Traité.

Par suite de cette disposition, les limites des États de S. M. le Roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, et celles de la France, à commencer de la mer du Nord, resteront telles qu'elles ont été fixées par le Traité de paix de Paris du 30 mai 1814, jusque vis-à-vis de Quiévrain.

De Quiévrain la ligne de démarcation suivra les anciennes limites extérieures de la Belgique du ci-devant évêché de Liège et du duché de Bouillon, jusqu'à Villers près d'Orval, comme elles étaient en 1790, en y comprenant la totalité de ces pays, et spécialement les places et territoires de Philippeville et de Marienbourg, conformément aux stipulations du premier article dudit Traité du 20 novembre 1815, et sans autrement changer les limites du royaume des Pays-Bas et du grand-duché de Luxembourg, qui seront conservées telles qu'elles ont été fixées par le Traité de Vienne du 31 mai 1815, lequel, dans tous les autres points, est pleinement confirmé.

Art. II. Une partie des indemnités pécuniaires que Sa Majesté Très-Chrétienne s'est engagée de payer, par l'art IV du Traité de Paris du 20 novembre 1815, étant destinée, en vertu des arrangements faits à Paris entre les Puissances alliées, à renforcer la ligne de défense des États limitrophes de la France, S. M. le Roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, recevra, pour cet effet la somme de 60 millions de francs.

S. M. le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, s'engage à employer cette somme aux ouvrages nécessaires à la défense des frontières de ses États, conformément au système adopté, et au concert pris à cet égard entre les Puissances alliées, au protocole de la conférence de leurs ministres du 21 novembre 1815, annexé au présent Traité, et qui aura la même force et valeur comme s'il était textuellement inséré au présent Traité.

Art. III. S. M. le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg reconnaissant à juste titre les avantages qui résultent des dispositions précédentes, tant pour l'accroissement que pour les moyens de défense de son territoire, renonce, pour les sommes stipulées dans l'article IV du Traité de Paris du 20 novembre 1815, à la quote-part à laquelle elle pourrait prétendre à titre d'indemnité, et qui est fixée par le protocole de la conférence du 20 novembre 1815, au total de 21 264 832 francs 22 1/2 centimes. Sa Majesté adhère au principe que cette quote-part serve à compléter les indemnités de l'Autriche et de la Prusse, et soit partagée en parties égales entre ces deux Puissances.

Art. IV. L'article III du Traité conclu à Vienne le 31 mai 1815, et

l'article LXVII du l'acte de Congrès de Vienne, ayant stipulé que la forteresse de Luxembourg serait considérée comme forteresse de la Confédération Germanique, cette disposition est maintenue et expressément confirmée par la présente Convention. Cependant S. M. le Roi de Prusse et S. M. le Roi des Pays-Bas, agissant en sa qualité de Grand-Duc de Luxembourg, voulant adapter le reste des dispositions desdits articles aux changements survenus par le Traité de Paris du 20 novembre 1815, et pourvoir, de la manière la plus efficace, à la défense combinée de leurs États respectifs, Leurs Majestés sont convenues de tenir garnison commune dans la forteresse de Luxembourg, sans que cet arrangement, fait uniquement sous le rapport militaire, puisse altérer en rien le droit de souveraineté de S. M. le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, sur la ville et forteresse de Luxembourg.

Art. V. S. M. le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, cède à S. M. le Roi de Prusse le droit de nommer le gouverneur et le commandant de cette place, et consent à ce que tant la garnison en général que chaque arme en particulier, soit composée pour les trois quarts de troupes prussiennes, et pour un quart des troupes des Pays-Bas, renonçant ainsi au droit de nomination que l'article LXVII de l'acte du Congrès de Vienne assurait à Sa Majesté.

Ces troupes seront soldées et équipées aux frais de leurs Gouvernements respectifs, Il en sera de même pour leur nourriture lorsque la forteresse ne sera pas déclarée en état de siège. Dans ce cas la garnison se nourrira des magasins de la forteresse; et il sera suppléé à son approvisionnement d'après les principes établis à l'article XIV.

Art. VI. Le droit de souveraineté appartenant, dans toute sa plénitude, à S. M. le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, dans la ville et forteresse de Luxembourg, comme dans tout le reste du grand-duché, l'administration de la justice, la perception des impositions et contributions de toute espèce, ainsi que tout autre branche de l'administration civile, restera exclusivement entre les mains des employés de S. M., et le gouverneur et le commandant leur prêteront secours et assistance en cas de besoin.

De l'autre côté, le gouverneur sera nanti de tous les pouvoirs nécessaires pour lui assurer, conformément à la responsabilité qui repose sur lui, l'exercice libre et indépendant de ses fonctions, et les autorités civiles et locales lui seront subordonnées pour tout ce qui concerne la défense de la place.

Pour éviter néanmoins tout conflit entre l'autorité militaire et civile, S. M. le roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, nommera un commissaire spécial, qui servira d'intermédiaire entre le gouverneur

et les autorités civiles, et recevra les directions dudit gouverneur dans les affaires de police, en tant qu'elles se lient aux rapports militaires et à la défense de la place.

Le gouverneur pourra pour le même objet, et toujours dans les limites qui viennent d'être énoncées, déléguer de sa part une personne à son choix, et ces deux employés formeront une Commission mixte.

Mais, en cas de guerre, ou si l'une ou l'autre des deux monarchies de Prusse ou des Pays-Bas était menacée d'une guerre, et que la forteresse fût déclarée en état de siège, les pouvoirs du gouverneur seront illimités et n'auront d'autres bornes que la prudence, les usages et le droit des gens.

Si, finalement, la diète de la Confédération germanique venait à décider que les gouverneurs et commandants des forteresses de la Ligue devront être assermentés, le gouverneur et le commandant de la forteresse de Luxembourg prêteront le serment d'après la formule qui en sera rédigée par la diète.

Art. VII. La force de la garde bourgeoise de la ville de Luxembourg sera, conformément à la loi du royaume des Pays-Bas du 28 juin 1815, dans la proportion de trois à cent, la population totale de la ville comptée, et elle ne pourra, dans aucun cas, et sous aucune dénomination, dépasser ce nombre. Elle ne montera la garde que lorsqu'il n'y aura pas de garnison dans la place, et son service, lorsqu'elle ne sera point appelée à prêter main forte à la défense de la forteresse, se bornera à maintenir le repos public et à garantir les possessions de ses concitoyens, principalement en cas d'incendie.

Toutes les fois qu'elle devra faire un pareil ou autre service militaire quelconque, elle sera soumise aux ordres du gouverneur de la forteresse, sans le consentement duquel elle ne pourra se rassembler ni pour l'exercice ni pour le service réel. La place de Luxembourg étant une forteresse de la Confédération germanique, les Hautes Parties contractantes placent en réserve expresse toutes les dispositions dont la Confédération conviendrait pour les gardes bourgeoises dans toutes les forteresses de la Ligue, soit en général, soit en particulier, relativement au serment qui serait exigé d'elle.

Art. VIII. Le cas de guerre échéant, ou la guerre devenant imminente, il résulte du devoir et de la responsabilité du gouverneur qu'il pourra exercer au dehors de la forteresse, autant que les dispositions militaires qu'il aura à faire l'exigeront, les mêmes pouvoirs dont il est investi dans l'intérieur de la place. Si, en temps de paix, il jugeait nécessaire d'ordonner des patrouilles ou de placer des avant-postes, ces troupes ne pourront faire aucune réquisition ni être à la charge des habitants.

Art. IX. La garnison de la forteresse, qui sera placée directement

sous les ordres du gouvernement, consistera, en temps de paix, en six mille hommes ; cependant S. M. le roi de Prusse et S. M. le roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, sont convenus, pour le moment et aussi longtemps que les troupes alliées occuperont une partie de la France, de se borner à quatre mille hommes seulement, dont trois mille seront fournis par la Prusse et mille par les Pays-Bas.

Art. X. S. M. le roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, consent à ce que le commandant de l'artillerie et celui du génie de la place soient nommés par la Prusse, sous la réserve qu'il nommera de son côté deux officiers de ces armes, qui seront particulièrement responsables à Sa Majesté.

Les attributions de ces quatre officiers seront les suivantes : Le commandant de l'artillerie disposera librement du matériel ; il en ordonnera la distribution en temps de paix, et l'usage en temps de guerre ; bien entendu qu'aucune pièce ne pourra être ôtée de la forteresse. Il sera également chargé de veiller à ce que le matériel et les munitions soient dans l'état stipulé par le Traité.

L'officier d'artillerie des Pays-Bas veillera à la conservation et à l'entretien du matériel. Comme le nombre des bouches à feu, l'état des affûts et de tous les objets appartenant au matériel, ainsi que la quantité de munitions, seront déterminés à la suite des dispositions de la présente Convention, l'inventaire qui en sera dressé servira de norme à ces deux officiers. L'officier au service des Pays-Bas recevra les états de changement, et exercera le contrôle des objets qui seront délivrés de l'arsenal et magasin par ordre du commandant de l'artillerie.

Le commandant du génie et l'ingénieur au service des Pays-Bas partageront ensemble le soin de veiller à la conservation des ouvrages, et conviendront, d'un commun accord, des réparations et nouvelles bâtisses qu'il sera nécessaire de faire ; mais, ces travaux une fois arrêtés, le commandant du génie en tracera seul le plan détaillé et en dirigera l'exécution. Si cependant on n'adoptait point le mode établi dans les Pays-Bas, qui est l'adjudication des travaux publics au rabais, l'ingénieur des Pays-Bas devra concourir aux marchés qui seront conclus avec les entrepreneurs ou les ouvriers.

Toutes les discussions qui pourraient s'élever seront décidées par une Commission mixte, sous la direction du gouverneur. Ces dispositions, relatives aux réparations et à l'entretien journalier des ouvrages, ne dérogeront en rien aux stipulations de l'article XIII, qui se rapportent à un plan premier des ouvrages de fortification en général, et à l'inspection de ces travaux après qu'ils seront terminés.

Art. XI. La partie prussienne de la garnison jouira du libre exercice de religion, et la ville lui fournira, sur la demande du gouverneur, un local adapté à cet usage.

Art. XII. Les Hautes Parties contractantes ayant jugé nécessaire de mettre le gouverneur de la place en état de renforcer, si les circonstances l'exigeaient, sans délai, la garnison, il sera formé une milice de 8000 hommes, savoir, 6000 pour la Prusse et 2000 pour les Pays-Bas, dans les arrondissements des deux monarchies les plus rapprochés de la forteresse, pour que le gouverneur puisse en disposer à chaque instant. Cette milice sera, des deux côtés, composée de gens propres aux combats, exercés et bien armés.

Les 2000 hommes à fournir pour les Pays-Bas seront immédiatement mis à la disposition du gouverneur militaire de la forteresse de Luxembourg, dès que réquisition en sera faite par lui au général au service des Pays-Bas, commandant dans le grand-duché de Luxembourg, lequel se trouvera muni à toutes les époques de l'ordre éventuel d'effectuer cette mesure.

Art. XIII. On s'occupera incessamment du rétablissement entier et parfait des fortifications. Le gouvernement prussien et celui des Pays-Bas s'engagent à l'achever, pendant le temps fixé par le Traité de Paris du 20 novembre 1815, à l'occupation d'une partie de la France par les armées alliées. Après ce rétablissement, on dressera un plan régulier pour assurer l'entretien des ouvrages. Les travaux arrêtés d'après ce plan et approuvés par les deux gouvernements seront exécutés sous la direction du gouverneur, à l'aide d'un commissaire de S. M. le Roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg.

Les fonds nécessaires pour ces travaux seront remis à une Commission mixte placée sous la direction du gouverneur. La même Commission donnera également décharge pour les sommes employées auxdits travaux qui, à la clôture des comptes de chaque année, seront inspectés par un officier prussien et un officier des Pays-Bas.

Art. XIV. L'approvisionnement de la place relatif aux subsistances et aux hôpitaux devra être assuré pour 10 000 hommes et pour une année. Mais afin de rendre cette charge moins onéreuse en la divisant, et prenant en considération les années d'occupation d'une partie de la France, on se bornera, pour le moment, à assurer un approvisionnement pour 6000 hommes. On ajoutera chaque année celui pour 1000 hommes en sus, de façon qu'au bout de quatre ans l'approvisionnement pour 10 000 hommes sera complet. L'approvisionnement en objets de munitions de tout genre sera proportionné à la grandeur de la place et au nombre de la garnison en temps de guerre.

Art. XV. Afin que le service de la place ne puisse jamais être interrompu par le manque des fonds nécessaires, il sera créé un fond de dotation qui sera fourni annuellement, et sur lequel il sera établi une comptabilité exacte, pour qu'à la fin de chaque année il en soit rendu compte aux deux gouvernements. Ce fonds servira également au

payement des salaires des employés qui, tels que les inspecteurs des magasins, des remparts et autres employés, n'appartiennent pas proprement à la garnison, mais à la forteresse même, ainsi qu'à couvrir les frais de bureau et autres dépenses de ce genre.

Art. XVI. La place de Luxembourg étant forteresse de la Confédération germanique, et les gouvernements de Prusse et des Pays-Bas ne pouvant en conséquence être censés avoir l'obligation de l'entretenir exclusivement à leurs frais pour la défense commune, la question de son entretien, sous les modifications spécifiées dans les articles précédents, est expressément réservée aux discussions de la diète.

Art. XVII. Le service des douanes respectives ne pourra point être troublé ou interrompu par les passages de troupes. Les effets d'équipement et d'habillement, ainsi que les autres objets nécessaires à la garnison prussienne de la forteresse de Luxembourg, ou appartenant aux troupes en marche, seront libres de tout droit d'entrée et de sortie, mais il devra être dûment constaté par les autorités compétentes qu'ils sont destinés audit usage, ou qu'ils forment la propriété desdites troupes.

Art. XVIII. La partie prussienne de la garnison jouira de la franchise du port de lettres sur les routes de Trèves et de Sarrebruck. Quant aux taxes de barrières sur les routes du grand-duché de Luxembourg, qui sont barrières de l'État, et non propriété communale ou particulière, les militaires prussiens appartenant à la garnison de la place jouiront des mêmes avantages que ceux des Pays-Bas, et seront, à une distance de quatre lieues autour de la place, toujours censés être en service, lorsqu'ils se présenteront en uniforme.

Art. XIX. Les Hautes Parties contractantes se réservent de conclure incessamment, et au plus tard dans le terme de trois mois à compter du jour de la ratification du présent Traité, une Convention séparée, relativement aux routes militaires par leurs États respectifs. En attendant, elles consentent provisoirement que les troupes prussiennes allant à Luxembourg ou venant de cette forteresse, ainsi que celles qui appartiennent ou qui sont destinées au corps d'armée stationné en France se servent de la route militaire existante actuellement de Grevenmachern à Luxembourg, et de là vers les frontières de la France, et que les recrues suisses et allemandes destinées aux bataillons à la solde du royaume des Pays-Bas prennent la route de Coblenz à Liège et Maestricht. Tout ce qui a rapport aux prix et au payement des fournitures qui devront être faites à ces troupes recevra plus tard l'application des dispositions et conditions de la Convention future qui aura, à cet égard, un effet rétroactif.

XX. Le Traité conclu avec S. M. le Roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, à Vienne, le 31 mai 1815, ainsi que tous les articles de

l'acte du Congrès de Vienne du 9 juin 1815, qui concernent les intérêts de Sa Majesté, ou qui ont été stipulés avec elle, sont confirmés dans tous les points et toutes les dispositions qui n'ont pas été expressément changés par la présente Convention.

Art. XXI. La présente Convention sera ratifiée, et les actes de ratification en seront échangés dans le terme de deux mois, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Francfort, le 8 novembre 1816,

(LL. SS.) *Signé* : baron DE HUMBOLT ; baron DE GAGERN.

Traité entre la Grande-Bretagne et les Pays-Bas, conclu à Francfort, le 16 novembre 1816.

Annexe n° 5 au Recès général de Francfort du 20 juillet 1819.

Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité.

S. M. le Roi du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et S. M. le Roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, désirant, d'un commun accord avec LL. MM. l'Empereur d'Autriche, l'Empereur de toutes les Russies et le Roi de Prusse, donner suite par un Traité particulier aux articles et stipulations du Traité de paix conclu à Paris le 20 novembre 1815, tant à celles qui regardent le royaume des Pays-Bas, qu'à celles qui concernent le grand-duché de Luxembourg, et consolider les arrangements qui en dérivent, ont nommé à cet effet les Plénipotentiaires suivants, savoir : . . .

Art. I. S. M. le Roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, possédera pour lui, ses descendants et successeurs, en pleine propriété et souveraineté, tous les districts qui, ayant fait partie en 1790 de la ci-devant Belgique, de l'évêché de Liège et du duché de Bouillon, ont été cédés par la France aux Puissances alliées par le Traité conclu à Paris le 20 novembre 1815, ainsi que les territoires enclavés, avec les places de Philippeville et de Marienbourg cédés par le même Traité.

Par suite de cette disposition, les limites des États de S. M. le Roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, et celles de la France, à commencer de la mer du Nord, resteront telles qu'elles ont été fixées par le Traité de paix de Paris du 30 mai 1814, jusque vis-à-vis de Quiévrain.

De Quiévrain, la ligne de démarcation suivra les anciennes limites

extérieures de la Belgique, du ci-devant évêché de Liège et du duché de Bouillon jusqu'à Villers, près d'Orval, comme elles étaient en 1790, en y comprenant la totalité de ces pays, et spécialement les places et territoires de Philippeville et de Marienbourg, conformément aux stipulations du premier article dudit Traité du 20 novembre 1815, et sans autrement changer les limites du royaume des Pays-Bas et du grand-duché de Luxembourg, qui seront conservées telles qu'elles ont été fixées par le Traité de Vienne du 31 mai 1815, lequel, dans tous les autres points est pleinement confirmé.

Art. II. Une partie des indemnités pécuniaires que S. M. Très-Chrétienne s'est engagée de payer, par l'article IV du Traité de Paris, du 20 novembre 1815, étant destinée, en vertu des arrangements faits à Paris entre les Puissances alliées, à renforcer la ligne de défense des États limitrophes de la France, S. M. le Roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, recevra, pour cet effet, la somme de 60 millions de francs.

S. M. le Roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, s'engage à employer cette somme aux ouvrages nécessaires à la défense des frontières de ses États, conformément au système adopté, et au concert pris à cet égard, entre les Puissances alliées, au protocole de la Conférence de leurs ministres du 21 novembre 1815, annexé au présent Traité, et qui aura la même force et valeur comme s'il était textuellement inséré au présent Traité¹.

Art. III. S. M. le Roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg reconnaissant à justes titres les avantages qui résultent des dispositions précédentes, tant par l'accroissement que pour les moyens de défense de son territoire, renonce pour les sommes stipulées dans l'article IV du Traité de Paris du 20 novembre 1815, à la quote-part à laquelle elle pourrait prétendre à titre d'indemnité, et qui est fixée par le protocole de la Conférence du 20 novembre 1815, en total de vingt et un millions deux cent soixante-quatre mille huit cent trente-deux francs vingt-deux centimes et demi.

Sa Majesté adhère au principe que cette quote-part serve à compléter les indemnités de l'Autriche et de la Prusse, et soit partagée, en parties égales, entre ces deux Puissances.

Art. IV. L'article III du Traité conclu à Vienne le 31 mai 1815, et l'article LXVII de l'acte du Congrès de Vienne, ayant stipulé que la forteresse de Luxembourg soit considérée comme forteresse de la Confédération germanique, cette disposition est maintenue et expressément confirmée par la présente Convention.

Art. V. S. M. le Roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, cède

1. Voir page 1022.

à S. M. le roi de Prusse le droit de nommer le gouverneur et le commandant de cette place, et consent à ce que tant la garnison en général que chaque arme en particulier, soit composée pour les trois quarts de troupes prussiennes et un quart de troupes des Pays-Bas, renonçant ainsi au droit de nomination que l'article LXVII de l'acte du Congrès de Vienne assurait à Sa Majesté, sans que cet arrangement, fait uniquement sous le rapport militaire, puisse altérer en rien le droit de souveraineté de S. M. le Roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, sur la ville et la forteresse de Luxembourg.

Art. VI. Le droit de souveraineté appartenant dans toute sa plénitude à S. M. le Roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, dans la ville et forteresse de Luxembourg, comme dans tout le reste du grand-duché, l'administration de la justice, la perception des impositions et contributions de toute espèce, ainsi que toute autre branche de l'administration civile, resteront exclusivement entre les mains des employés de Sa Majesté.

Art. VII. Le Traité conclu avec S. M. le Roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, à Vienne le 31 mai 1815, ainsi que tous les articles de l'acte du Congrès de Vienne, du 9 juin 1815, qui concernent les intérêts de Sa Majesté, ou qui ont été stipulés avec elle, sont confirmés dans tous les points et toutes les dispositions qui n'ont pas été expressément changés par la présente Convention, ou par celle conclue entre S. M. le Roi de Prusse et S. M. le Roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, le 8 novembre 1816.

Art. VIII. La présente Convention sera ratifiée, et les actes de ratification en seront échangés dans le terme de trois mois, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Francfort-sur-le-Mein, le 13 novembre de l'an de grâce 1816.

(LL. SS.) *Signé*: CLANCARTY ; le baron DE GAGERN.

**Traité entre l'Autriche et les Pays-Bas, conclu à Francfort
le 12 mars 1817.**

Annexe n° 6 au Recès général de Francfort du 20 juillet 1819.

Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité.

S. M. Impériale et Royale Apostolique, et S. M. le Roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg désirant, d'un commun accord avec

LL. MM. l'Empereur de toutes les Russies, le Roi du royaume-uni de la Grande-Bretagne, et le Roi de Prusse, donner suite, par un Traité particulier, aux dispositions du Traité de paix conclu à Paris le 20 novembre 1815, tant à celles qui regardent le royaume des Pays-Bas qu'à celles qui concernent le grand-duché de Luxembourg, et consolider les arrangements qui en dérivent, ont nommé des plénipotentiaires pour concerter, arrêter et signer tout ce qui est relatif à ces objets, savoir :

S. M. Impériale et Royale Apostolique, le sieur Jean-Philippe, baron *de Wessenberg*, etc., etc ;

Et S. M. le Roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, le sieur Jean-Christophe Ernest, baron *de Gagern*, etc., etc. ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont signé les articles suivants :

Art. I. S. M. le Roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, possèdera pour lui, ses descendants et successeurs, en toute souveraineté et propriété, tous les districts qui, ayant fait partie en 1790 des provinces belgiques de l'évêché de Liège et du duché de Bouillon, ont été cédés par la France aux Puissances alliées par le Traité conclu à Paris le 20 novembre 1815, ainsi que les territoires enclavés de Philippeville et Marienbourg, avec les places de ce nom, cédés par le même Traité. Par suite de cette disposition, les limites des États de S. M. le Roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, et celles de la France, resteront, à commencer de la mer du Nord, telles qu'elles ont été fixées par le Traité de paix de Paris du 30 mai 1814, jusque vis-à-vis de Quiévrain.

De Quiévrain la ligne de démarcation suivra les anciennes limites des provinces belgiques, du ci-devant évêché de Liège et du duché de Bouillon, jusqu'à Villers, près d'Orval, comme elles étaient en 1790, en y comprenant la totalité de ces pays, avec les places et territoires de Philippeville et de Marienbourg, conformément aux stipulations du premier article dudit Traité du 20 novembre 1815. Sur tous les autres points, les limites du royaume des Pays-Bas et du grand-duché de Luxembourg seront conservées telles qu'elles ont été fixées par le Traité de Vienne du 31 mai 1815.

Art. II. Une partie des indemnités pécuniaires que S. M. Très-Chrétienne s'est engagée de payer par l'article IV du Traité de Paris, du 20 novembre 1815, étant destinée, en vertu des arrangements faits à Paris entre les Puissances alliées, à renforcer la ligne de défense des États limitrophes de la France, S. M. le Roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, recevra pour cet effet la somme de soixante millions de francs.

S. M. le Roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, s'engage à employer cette somme aux ouvrages nécessaires à la défense des frontières de ses États, conformément au système qui a été adopté par les

Puissances alliées, et qui a été consigné au protocole de la conférence de leurs ministres du 21 novembre 1815. Ce protocole est annexé au présent Traité, et aura la même force et valeur comme s'il était textuellement inséré au présent Traité.

Art. III. S. M. le Roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, reconnaissant à juste titre les avantages qui résultent des dispositions précédentes, tant pour l'accroissement que pour la défense de son territoire, renonce pour les sommes stipulées dans l'article IV du Traité de Paris du 20 novembre 1815, à la quote-part à laquelle elle pourrait prétendre à titre d'indemnité, et qui est fixée par le protocole de la conférence du 20 novembre 1815 au total de vingt et un millions deux cent soixante-quatre mille huit cent trente-deux francs vingt-deux centimes et demi. Sa Majesté adhère au principe que cette quote-part serve à compléter les indemnités de l'Autriche et de la Prusse, et soit partagée en parties égales entre ces deux Puissances.

Art. IV. L'article III du Traité conclu à Vienne le 31 mai 1815, et l'article LXVII de l'Acte du Congrès de Vienne, ayant stipulé que la forteresse de Luxembourg soit considérée comme forteresse de la Confédération germanique, cette disposition est maintenue et expressément confirmée par la présente Convention.

Art. V. S. M. le Roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, cède à S. M. le Roi de Prusse le droit de nommer le gouverneur et le commandant de cette place, et consent à ce que tant la garnison en général que chaque arme en particulier soit composée pour les trois quarts de troupes prussiennes et un quart de troupes des Pays-Bas, renonçant ainsi le droit de nomination que l'article LXVII de l'Acte du Congrès de Vienne assurait à Sa Majesté, sans que cet arrangement, sous le rapport militaire, puisse altérer en rien le droit de souveraineté de S. M. le Roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, sur la ville et la forteresse de Luxembourg.

Art. VI. Le droit de souveraineté appartenant dans toute sa plénitude à S. M. le roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, dans la ville et forteresse de Luxembourg, comme dans tout le reste du grand-duché, l'administration de la justice, la perception des impositions et contributions de toute espèce, ainsi que toute autre branche de l'administration civile, restera exclusivement entre les mains des employés de Sa Majesté.

Art. VII. La place de Luxembourg étant forteresse de la Confédération germanique, et les gouvernements de Prusse et des Pays-Bas ne pouvant en conséquence être censés avoir l'obligation de l'entretenir exclusivement à leurs frais, la question de son entretien est réservée aux discussions de la diète.

Art. VIII. Le Traité conclu entre S. M. Impériale et Royale Aposto-

lique et S. M. le Roi des Pays-Bas, à Vienne, du 31 mai 1815, est confirmé dans toutes celles de ses dispositions qui n'ont pas été changées ou modifiées par les clauses du présent Traité.

Art. IX. Le présent Traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées dans le terme de trois mois, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Francfort-sur-le-Mein, le 12 mars de l'an de grâce 1817.

(LL. SS.) *Signé* : WESSENBERG ; GAGERN.

**Traité entre la Russie et les Pays-Bas, conclu à Francfort,
le 17 (5) avril 1817.**

Annexe n° 7 au Recès général de Francfort du 20 juillet 1819.

Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité,

S. M. l'Empereur de toutes les Russies, et S. M. le Roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, désirant, d'un commun accord avec S. M. Impériale et Royale Apostolique, S. M. le Roi du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et S. M. le Roi de Prusse, donner suite, par un Traité particulier, aux articles et stipulations du Traité de paix conclu à Paris, le 20 novembre 1815, tant à celles qui regardent le royaume des Pays-Bas, qu'à celles qui concernent le grand-duché de Luxembourg, et consolider les arrangements qui en dérivent, ont nommé à cet effet les plénipotentiaires suivants, savoir :

S. M. l'Empereur de toutes les Russies, le sieur Jean d'Anstett, son conseiller privé, chevalier de l'ordre de Saint-Alexandre Newski, grand-croix de celui de Saint-Wladimir de la deuxième classe, de ceux de Sainte-Anne de la première, de Léopold d'Autriche, de l'Aigle-Rouge de Prusse, de l'Étoile-Polaire de Suède, de la Couronne de Bavière, de la Fidélité et du Lion de Zaëhringen de Bade, chevalier de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem ;

Et S. M. le Roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, le sieur Hans Christophe-Ernest, baron de Gagern, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à la diète germanique, et près la ville libre de Francfort, commandeur de l'ordre royal du Lion de Belgique, grand-croix des ordres du Lion de Hesse, de la Fidélité de Bade et du Faucon blanc de Saxe-Weimar ;

Lesquels après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont conclu, signé et arrêté les articles ci-après :

Art. I^{er}. S. M. le Roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, possédera pour lui, ses descendants et successeurs, en pleine propriété et souveraineté, tous les districts qui, ayant fait partie en 1790, de la ci-devant Belgique, de l'évêché de Liège, et du duché de Bouillon, ont été cédés par la France aux Puissances alliées, par le Traité conclu à Paris, le 20 novembre 1815, ainsi que les territoires enclavés, avec les places de Philippeville et de Marienbourg, cédés par le même Traité.

Par suite de cette disposition, les limites des États de S. M. le Roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, et celles de la France, à commencer de la mer du Nord, resteront telles qu'elles ont été fixées par le Traité de paix de Paris du 30 mai 1814, jusque vis-à-vis de Quiévrain.

De Quiévrain, la ligne de démarcation suivra les anciennes limites extérieures de la Belgique, du ci-devant évêché de Liège et du duché de Bouillon, jusqu'à Villers près d'Orval, comme elles étaient en 1790, en y comprenant la totalité de ces pays, et spécialement les places et territoires de Philippeville et de Marienbourg, conformément aux stipulations du premier article dudit Traité du 20 novembre 1815, et sans autrement changer les limites du royaume des Pays-Bas et du grand-duché de Luxembourg, qui seront conservées telles qu'elles ont été fixées par le Traité de Vienne, du 31 mai 1815, lequel, dans tous les autres points, est pleinement confirmé.

Art. II. Une partie des indemnités pécuniaires que S. M. Très-Chrétienne s'est engagée de payer par l'article IV du Traité de Paris du 20 novembre 1815, étant destinée, en vertu des arrangements faits à Paris entre les Puissances alliées, à renforcer la ligne de défense des États limitrophes de la France, S. M. le Roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, recevra pour cet effet, la somme de 60 000 000 de francs.

S. M. le Roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, s'engage à employer cette somme aux ouvrages nécessaires à la défense des frontières de ses États, conformément au système adopté, et au concert pris à cet égard entre les Puissances alliées, au protocole de la conférence de leurs Ministres du 21 novembre 1815, annexé au présent Traité, et qui aura la même force et valeur comme s'il était textuellement inséré au présent Traité.

Art. III. S. M. le Roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, reconnaissant à justes titres les avantages qui résultent des dispositions précédentes, tant pour l'accroissement que pour les moyens de défense de son territoire, renonce pour les sommes stipulées dans l'article IV du Traité de Paris du 20 novembre 1815, à la quote-part à laquelle elle pourrait prétendre à titre d'indemnité, et qui est fixée par le protocole de la Conférence du 20 novembre 1815, au total de 21 264 832 francs 22 cent. 1/2.

Sa Majesté adhère au principe que cette quote-part serve à compléter les indemnités de l'Autriche et de la Prusse, et soit partagée en parties égales entre ces deux Puissances.

Art. IV. L'article III du Traité de Vienne du 31 mai 1815, et l'article LXVII de l'acte du Congrès de Vienne, ayant stipulé que la forteresse de Luxembourg sera considérée comme forteresse de la Confédération germanique, cette disposition est maintenue et expressément confirmée par la présente Convention ; et la question de son entretien est réservée aux discussions de la diète.

Art. V. S. M. le Roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, cède à S. M. le Roi de Prusse, le droit de nommer le gouverneur et le commandant de cette place, et consent à ce que tant la garnison en général, que chaque arme en particulier, soit composée pour les trois quarts de troupes prussiennes, et un quart de troupes des Pays-Bas, renonçant ainsi au droit de nomination que l'article LXVII de l'acte du Congrès de Vienne assurait à Sa Majesté, sans que cet arrangement, fait uniquement sous le rapport militaire, puisse altérer en rien le droit de souveraineté de S. M. le Roi des Pays-Bas grand-duc de Luxembourg, sur la ville et la forteresse de Luxembourg.

Art. VI. Le droit de souveraineté appartenant dans toute sa plénitude à S. M. le Roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, dans la ville et forteresse de Luxembourg, comme tout le reste du grand-duché, l'administration de la justice, la perception des impositions et contributions, de toute espèce, ainsi que toute autre branche de l'administration civile, restera exclusivement entre les mains des employés de Sa Majesté.

Art. VII. Le Traité conclu avec S. M. le Roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, à Vienne, le 31 mai 1815, ainsi que tous les articles de l'acte du Congrès de Vienne, du 9 juin 1815, qui concernent les intérêts de Sa Majesté, ou qui ont été stipulés avec elle, sont confirmés dans tous les points et toutes les dispositions qui n'ont pas été expressément changés par la présente Convention, ou par celle conclue entre S. M. le Roi de Prusse et Sa M. le Roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, le 8 novembre 1816.

Art. VIII. La présente Convention sera ratifiée, et les actes de ratification en seront échangés dans le terme de trois mois, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signée, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Francfort-sur-le-Mein, le 5 (17) avril, l'an de grâce 1817.

(LL. SS.) D'ANSTETT, le baron de GAGERN.

**Protocole de la Conférence d'Aix-la-Chapelle
du 15 novembre 1818.**

Les Ministres d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie, à la suite de l'échange des ratifications de la Convention signée le 9 octobre, relativement à l'évacuation du territoire français par les troupes étrangères, et après s'être adressé de part et d'autre les notes ci-jointes en copie, se sont réunis en Conférence pour prendre en considération les rapports qui, dans l'état actuel des choses, doivent s'établir entre la France et les Puissances co-signataires du Traité de paix du 20 novembre 1815, rapports qui, en assurant à la France la place qui lui appartient dans le système de l'Europe, la lieront étroitement aux vues bienveillantes et pacifiques que partagent tous les souverains, et consolideront ainsi la tranquillité générale.

Après avoir mûrement approfondi les principes conservateurs des grands intérêts qui constituent l'ordre de choses rétabli en Europe, sous les auspices de la Providence divine, moyennant le Traité de Paris du 30 mai 1814, le recès de Vienne et le Traité de paix de l'année 1814, les Cours signataires du présent acte ont unanimement reconnu et déclarent en conséquence :

1^o Qu'elles sont fermement décidées à ne s'écarter ni dans leurs relations mutuelles, ni dans celles qui les lient aux autres États, du principe d'union intime qui a présidé jusqu'ici à leurs rapports et intérêts communs, union devenue plus forte et indissoluble par les liens de fraternité chrétienne que les souverains ont formés entre eux ;

2^o Que cette union, d'autant plus réelle et durable qu'elle ne tient à aucun intérêt isolé, à aucune combinaison momentanée, ne peut avoir pour objet que le maintien de la paix générale, fondé sur le respect religieux pour les engagements consignés dans les Traités et pour la totalité des droits qui en dérivent ;

2^o Que la France, associée aux autres Puissances par la restauration du pouvoir monarchique, légitime et constitutionnel, s'engage à concourir désormais au maintien et à l'affermissement d'un système qui a donné la paix à l'Europe et qui peut seul en assurer la durée ;

4^o Que si, pour mieux atteindre le but ci-dessus énoncé, les Puissances qui ont concouru au présent acte jugeaient nécessaire d'établir des réunions particulières, soit entre les augustes souverains eux-mêmes, soit entre leurs ministres et plénipotentiaires respectifs, pour y traiter en commun de leurs propres intérêts, en tant qu'ils se rapportent à l'objet de leurs délibérations actuelles, l'époque et l'endroit de ces réunions seront, chaque fois, préalablement arrêtés au moyen de communications diplomatiques, et

que, dans le cas où ces réunions auraient pour objet des affaires spécialement liées aux intérêts des autres Etats de l'Europe, elles n'auront lieu qu'à la suite d'une invitation formelle de la part de ceux de ces Etats que lesdites affaires concerneraient et sous la réserve expresse de leur droit d'y participer directement ou par leurs Plénipotentiaires.

5° Que les résolutions consignées au présent acte seront portées à la connaissance de toutes les Cours européennes, par la déclaration ci-jointe, laquelle sera considérée comme sanctionnée par le protocole et en faisant partie.

Fait quintuple et réciproquement échangé en original entre les cabinets signataires.

Aix-la-Chapelle, le 15 novembre 1818.

Signé : RICHELIEU, METTERNICH, CASTLEREAGH, WELLINGTON,
BERNSTORFF, NESSELRODE, CAPO D'ISTRIA, HARDENBERG.

F. AMYOT.

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

1867

II

PREMIÈRE PARTIE.

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, ETC.

GRANDE-BRETAGNE. — MADAGASCAR.

**Traité de paix, d'amitié et de commerce entre la Grande-Bretagne
et Madagascar, signé à Antananarive, le 27 juin 1867.**

(Les ratifications ont été échangées le 5 juillet).

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et Sa Majesté Rasoherina Manjaka, Reine de Madagascar, désirant conclure un Traité de paix et d'amitié, afin de régler les rapports internationaux entre leurs sujets et pays respectifs, les articles suivants ont, dans ce but, été mutuellement acceptés et signés entre M. Thomas Conolly Pakenham, Consul de Sa Majesté Britannique à

Madagascar, autorisé à cet effet, et par Son Excellence *Rainimaharavo*, 16^e Honneur, principal Secrétaire d'État ; *Andriantsitohaina*, 16^e Honneur ; *Ravahatra*, premier Juge, et *Refaralahibemalo*, Chef des civils, dûment autorisés par Sa Majesté la Reine de Madagascar.

Art. 1^{er}. Il y aura à l'avenir et pour toujours paix, amitié et bonne intelligence entre Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et Sa Majesté la Reine de Madagascar, et entre leurs héritiers, successeurs et sujets respectifs.

Art. 2. Les sujets de S. M. Britannique auront pleine liberté d'entrer dans toutes les parties des États de S. M. la Reine de Madagascar qui sont sous le contrôle d'un gouverneur dûment nommé par les autorités madécasses, excepté à Amdohimanga, Ambohimambola et Amparavafato ; d'y louer ou affermer des maisons ou des terres, d'y commercer et d'y passer avec leurs marchandises ; ils y jouiront, relativement au commerce et à toutes autres choses quelconques, de tous les privilèges dont la jouissance est actuellement accordée ou pourra être accordée plus tard aux sujets ou citoyens de la nation la plus favorisée ; et, pareillement, les sujets de S. M. la Reine de Madagascar auront toute liberté d'entrer dans toutes les parties des États de S. M. Britannique, d'y louer ou affermer des maisons ou des terres, d'y commercer et passer avec leurs marchandises aussi librement que les sujets de la nation la plus favorisée, et ils jouiront, dans ces États, relativement au commerce ou à toutes autres choses quelconques, de tous les privilèges et avantages dont la jouissance est actuellement acquise ou sera accordée dans l'avenir aux sujets ou citoyens de la nation la plus favorisée.

Art. 3. Les sujets britanniques seront autorisés à pratiquer et à enseigner librement la religion chrétienne dans les États de S. M. la Reine de Madagascar, et d'y construire et entretenir des monuments convenables pour l'exercice du culte. Ces monuments, ainsi que le terrain sur lequel ils seront situés et leurs dépendances, seront cependant reconnus comme étant la propriété de la Reine de Madagascar, qui permettra qu'ils soient affectés à toujours au but pour lequel ils auront été érigés. Dans la pratique, l'exercice et l'enseignement de leur religion, les sujets britanniques recevront la protection de la Reine et de ses officiers, et ils ne seront ni persécutés ni entravés.

Vu son amitié pour S. M. Britannique, S. M. la Reine de Madagascar promet d'accorder une entière liberté religieuse à ses sujets et de ne persécuter ni molester aucuns sujets ou natifs de Madagascar pour le motif qu'ils embrasseront ou pratiqueront la religion chrétienne. Mais au cas où quelqu'un de ses sujets professant la religion chrétienne

sera trouvé coupable d'un acte criminel, il ne sera pas mis obstacle à l'action de la loi du pays.

Art. 4. La reine de Madagascar s'engage à recevoir un agent britannique dans sa capitale, et S. M. Britannique s'engage pareillement à recevoir à Maurice ou à Londres un agent de la Reine de Madagascar.

Chacune des parties contractantes pourra nommer, pour la protection du commerce, des consuls qui résideront dans les États de l'autre partie.

Ces agents et consuls jouiront, dans les États respectifs, des mêmes droits et privilèges qui sont ou pourront être accordés à des agents de même rang de la nation la plus favorisée.

Art. 5. Il sera permis aux sujets britanniques, aussi pleinement qu'aux sujets ou citoyens de la nation la plus favorisée, et de toute manière légale, d'acheter, de louer, de prendre à bail des terrains, des maisons, des magasins et toute autre espèce de biens dans toute l'étendue des États de S. M. la Reine de Madagascar, qui sont sous le contrôle d'un gouverneur dûment nommé par les autorités madécasses. Ils auront la faculté de bâtir sur les terrains achetés, loués ou pris à bail par eux, excepté de bâtir en pierre ou en terre dans la capitale de Madagascar et dans les autres villes où de telles constructions sont défendues par les lois du pays, et S. M. la Reine de Madagascar s'engage, autant qu'il dépend d'elle, à assurer aux sujets britanniques, au même degré qu'à ses propres sujets, dans la limite de ses États, une protection et une sécurité pleine et entière pour leur personne et pour toute propriété qu'ils pourront acquérir à l'avenir, ou qu'ils ont déjà acquise avant la date du présent Traité.

Les sujets britanniques pourront engager librement à leur service, en quelque qualité que ce soit, tout natif de Madagascar autre qu'un esclave ou un soldat et qui sera libre de tout engagement antérieur. Les baux, contrats de vente ou achats de maisons ou de terrains à Madagascar, et les engagements de travailleurs, pourront être faits par des actes signés par le Consul britannique et les autorités locales. Tout engagement de ce genre, cependant, sera susceptible d'être rompu par consentement mutuel, si la Reine avait besoin des services des personnes ainsi engagées, ou sur la propre demande de ces personnes, après un avis en règle.

Aucune visite domiciliaire ne sera faite dans les établissements, maisons ou propriétés possédées ou occupées par des sujets britanniques, à moins que ce ne soit avec le consentement des occupants ou de concert avec le Consul britannique.

Cependant, en l'absence d'un officier consulaire, les autorités locales pourront entrer, après en avoir dûment donné avis aux occu-

pants, en tout lieu où ils auront acquis la certitude que sont cachés des objets volés ou des personnes fuyant l'action de la justice.

Nul sujet britannique résidant à Madagascar n'aura le droit d'entrer dans la demeure d'un sujet de la Reine de Madagascar contre la volonté de l'occupant.

Art. 6. Des munitions de guerre ne seront importées dans ses États que par la Reine de Madagascar seule ; mais, sauf ces munitions, l'importation d'aucun article quelconque ne sera défendue sur le territoire de S. M. la Reine de Madagascar ; il ne sera pas défendu non plus d'en exporter aucun article quelconque, excepté les munitions de guerre et les articles suivants qui sont prohibés à l'exportation par les lois de Madagascar, à savoir : les bois de construction (*timber*) et les vaches.

Le commerce entre les États de S. M. Britannique et ceux de S. M. la Reine de Madagascar sera parfaitement libre, sauf un droit n'excédant pas dix pour cent.

Un tarif de ces droits sera dressé par le Consul britannique et par une personne ou des personnes nommées par S. M. la Reine de Madagascar, et sera soumis à l'approbation de S. M. Britannique.

Ledit tarif sera préparé et publié dans le délai d'un an après l'échange des ratifications du présent Traité.

Au cas où un produit (*article of produce*) ou une marchandise sera omis du tarif par inadvertance, le droit prélevé sur cet article sera calculé d'après sa valeur sur le marché à l'époque où le tarif aura été établi.

Aucune prohibition n'atteindra un article importé ou exporté par des sujets ou des navires anglais, à moins qu'elle ne s'applique également aux sujets et aux navires de toutes les autres nations étrangères.

Art. 7. S. M. la Reine de Madagascar consent à ce qu'aucun droit excédant dix pour cent ne soit prélevé, à l'exportation, sur tout article récolté, produit ou manufacturé dans ses États.

Art. 8. Aucun droit de tonnage, de port, de pilotage, de phare, de quarantaine ou autre droit local, ne sera imposé dans les ports des États de l'une des parties contractantes sur les navires des États de l'autre, de quelque lieu qu'ils arrivent et quel que puisse être leur lieu de destination, à moins que ce droit ne soit également imposé dans les cas semblables sur les navires nationaux ou sur ceux de la nation la plus favorisée.

Art. 9. S. M. la Reine de Madagascar s'engage à permettre aux navires de guerre de S. M. Britannique d'entrer librement dans les ports militaires, rivières et criques situés dans ses États, et de s'approvisionner à des prix convenables et modérés, de tous vivres, matériaux

et provisions (*supplies, stores and provisions*) dont ils pourront avoir besoin de temps à autre.

Aucun sujet de la Reine de Madagascar ne sera admis à s'embarquer à bord d'un navire anglais, excepté ceux qui auront reçu un passeport des autorités madécasses.

Les droits de souveraineté seront respectés en toute occasion dans les États d'une des souveraines par les sujets de l'autre.

Art. 10. Si des navires portant le pavillon britannique font naufrage sur une côte des États de la Reine de Madagascar qui soit sous le contrôle d'un gouverneur dûment nommé par les autorités madécasses, Sa Majesté s'engage à leur donner toute l'assistance qui sera en son pouvoir, de les garantir du pillage, ainsi que de recueillir et de délivrer aux propriétaires tout ce qui pourra être sauvé de ces navires. Sa Majesté s'engage de plus à faire tout ce qui sera en son pouvoir pour étendre aux officiers et à l'équipage, et à toutes autres personnes qui se trouveraient à bord de ces navires naufragés, toute protection pour leur personne autant que pour leurs biens.

Art. 11. S. M. la Reine de Madagascar consent à ce que, dans tous les cas où un sujet anglais sera accusé d'un crime commis dans une partie quelconque de ses États, l'accusé soit jugé exclusivement par le Consul britannique ou par un autre officier nommé à cet effet par S. M. Britannique. Mais tout sujet anglais que le Consul ou autre officier britannique trouvera coupable d'avoir ouvertement manqué aux lois de Madagascar sera passible du bannissement de ce pays.

Toutes les fois que des disputes ou différends s'élèveront dans les États de la Reine de Madagascar entre des sujets de Sa Majesté et des sujets anglais, le Consul britannique ou un autre officier dûment nommé, assisté d'un officier dûment autorisé par S. M. la Reine de Madagascar, aura le pouvoir d'entendre l'affaire et d'en décider.

Les autorités madécasses n'interviendront pas dans les différends ou les débats entre sujets anglais et des sujets d'une troisième puissance.

Les autorités britanniques n'interviendront pas dans les différends ou les débats entre des sujets madécasses et des sujets ou citoyens d'une troisième puissance qui se trouveront à Madagascar.

Art. 12. Si un sujet de la Reine de Madagascar refuse ou élude le paiement d'une dette qu'il aurait contractée envers un sujet anglais, les autorités locales accorderont au créancier toute assistance et toute facilité pour le recouvrement de la dette; et, pareillement, le Consul britannique accordera toute assistance aux sujets de la Reine de Madagascar pour le recouvrement de toutes dettes qu'ils auraient à réclamer de sujets anglais.

Art. 13. Les autorités locales de Madagascar n'auront aucun droit de s'immiscer dans les affaires des navires anglais du commerce, qui relèvent seulement des autorités britanniques et des capitaines de ces navires ; mais aucun navire anglais ne communiquera avec la terre avant d'avoir reçu la pratique des autorités locales. Cependant, en l'absence d'un bâtiment de guerre, les autorités madécasses, si elles en sont priées par le Consul ou l'agent consulaire britannique, lui donneront assistance pour faire respecter son autorité par ses propres nationaux et pour rétablir et maintenir la discipline parmi les équipages des navires anglais du commerce.

Si des marins désertent leur navire, les autorités locales feront tous leurs efforts pour s'emparer d'eux, et les livreront au Consul britannique ou à leur capitaine.

Art. 14. Lorsqu'un sujet anglais mourra à Madagascar, les autorités de ce pays feront tout ce qui sera en leur pouvoir pour remettre ses biens aux mains de ses héritiers ou de leur représentant, ou, à leur défaut, à celles du Consul britannique.

Les biens d'un sujet de la Reine de Madagascar qui viendrait à mourir en pays anglais seront traités de la même manière que les biens d'un sujet anglais.

Art. 15. Si un navire anglais du commerce est attaqué ou pillé dans les eaux de Madagascar, limitrophes d'une station militaire quelconque, les autorités locales, aussitôt qu'elles seront informées du fait, rechercheront activement les délinquants et n'épargneront aucun effort pour les découvrir et les punir.

Les marchandises qui auront pu être enlevées, où et dans quelque état qu'elles puissent être trouvées, seront remises au propriétaire ou au Consul, qui se chargera de les restituer.

La même marche sera suivie en cas de pillage ou de vol commis au préjudice de sujets anglais résidant dans le voisinage d'une station militaire, soit sur le littoral ou dans l'intérieur de Madagascar.

En prouvant qu'elles ont fait tous leurs efforts pour arrêter les délinquants et pour reprendre les objets volés, les autorités locales ne seront pas pécuniairement responsables de la perte.

La même protection sera accordée en faveur des sujets de la Reine de Madagascar qui seraient pillés ou volés sur les côtes ou dans l'intérieur des États britanniques.

Art. 16. S. M. la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et S. M. la Reine de Madagascar s'engagent présentement à employer tous les moyens qui sont en leur pouvoir pour la suppression de la piraterie dans les mers, détroits et rivières soumis à leur contrôle et à leur influence respectives ; et S. M. la Reine de Madagascar s'engage à n'accorder ni asile ni protection à toutes personnes

et à tous navires qui se livrent à la piraterie ; en aucun cas, elle ne permettra que des navires des esclaves ou des marchandises capturés par des pirates soient introduits dans ses États ou y soient exposés en vente. Et S. M. la Reine de Madagascar concède à S. M. Britannique le droit d'investir ses officiers et autres autorités dûment constituées du pouvoir d'entrer en tous temps, avec ses navires de guerre ou d'autres navires dûment autorisés, dans les ports, rivières et criques appartenant aux États de S. M. la Reine de Madagascar, enfin de capturer tous les navires de pirates et de saisir et de traduire devant les autorités compétentes toutes personnes qui se rendraient à cet égard coupables envers les deux puissances contractantes.

Art. 17. S. M. Britannique et S. M. la Reine de Madagascar, étant très-désireuses d'abolir totalement le commerce des esclaves, S. M. la Reine de Madagascar s'engage à faire tout ce qui dépendra d'elle pour empêcher un tel trafic de la part de ses sujets et pour défendre à ceux-ci, de même qu'à toutes personnes résidant dans ses États, d'encourager ce commerce ou d'y prendre aucune part. Aucune personne d'au delà des mers ne sera débarquée, achetée ou vendue comme esclave dans une partie quelconque de Madagascar, et S. M. la Reine de Madagascar consent à ce que les croiseurs anglais aient le droit de visiter tout navire madécasse ou arabe suspect de faire la traite, qu'il soit sous voiles ou à l'ancre dans les eaux de Madagascar. S. M. la Reine de Madagascar consent, de plus, à ce que, si de tels navires sont reconnus être employés à la traite, les croiseurs de S. M. Britannique en agissent à leur égard comme sices navires et leurs équipages étaient lancés dans des entreprises de piraterie.

Art. 18. S. M. la Reine de Madagascar s'engage à abolir les procès par l'épreuve du poison.

S'il y avait une guerre entre la Grande-Bretagne et Madagascar (ce qu'à Dieu ne plaise), tous prisonniers qui seraient pris par quelqu'une des parties seraient traités avec bienveillance et mis en liberté, soit par échange, durant la guerre, ou sans échange au retour de la paix ; et de tels prisonniers ne pourraient, sous aucun prétexte, être faits esclaves ou mis à mort.

Art. 19. Le présent Traité sera ratifié par S. M. Britannique et par S. M. la Reine de Madagascar, et les ratifications en seront échangées à Londres ou à Antananarive dans le délai de six mois à partir de cette date.

Mais si, en quelque temps futur que ce soit, il semble désirable, dans l'intérêt des sujets de quelqu'une des parties contractantes, de modifier le présent Traité, les modifications pourront être effectuées par consentement mutuel des deux parties.

Signé et scellé en deux originaux, accompagnés chacun d'une

traduction madécasse, à Antananarive, le vingt-septième jour de juin 1865.

(L. S.) *Signé* : T. C. PAKENHAM,
Consul de S. M. Britannique,
à Madagascar.

Le sceau de la reine
de Madagascar.

RAINIMAHARAVO,
Secrétaire d'État en chef,
16^e Honneur.

ANDRIANTSITOHAINA,
16^e Honneur.

RAVAHATRA,
Lehibeny Andby.

RAFARALAHIBEMALO,
Lehohona lehibe.

ITALIE. — MONACO.

Convention d'extradition, signée à Florence le 26 mars 1866.

Sa Majesté le Roi d'Italie et Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco, désirant assurer la répression des crimes, et voulant introduire un système de concours réciproque pour l'administration de la justice pénale, ont résolu d'un commun accord de conclure une Convention, et ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi d'Italie, Monsieur le chevalier Auguste *Peiroleri*, chevalier de son Ordre des Saints Maurice et Lazare, commandeur de 2^{me} classe du Danebrog, chevalier des Ordres de Léopold de Belgique, de Wasa de Suède et du Lion Néerlandais, Chef du Bureau commercial au Ministère des Affaires Étrangères ;

Et Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco, Monsieur le Comte Adrien *Piccolomini*, officier de son Ordre de Saint-Charles, chevalier des Ordres de Saint-Grégoire-le-Grand, de la Légion d'honneur, de l'Ordre Hiérosolymitain du Saint-Sépulcre, et de l'Ordre de Saint-Marin, son Consul général à Florence ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Le Gouvernement italien et le Gouvernement monégasque s'engagent à se livrer réciproquement les individus qui, ayant été condamnés ou étant poursuivis par les Autorités compétentes de l'un

des deux États contractants pour l'un des crimes ou délits énumérés à l'article 2 ci-après, se seraient réfugiés sur le territoire de l'autre.

Art. 2. L'extradition devra être accordée pour les infractions suivantes aux lois pénales :

1° Parricide, infanticide, assassinat, empoisonnement, meurtre ;

2° Coups et blessures volontaires ayant occasionné la mort ;

3° Bigamie, rapt, viol, avortement procuré, prostitution ou corruption des mineurs par les parents ou toute autre personne chargée de leur surveillance ;

4° Enlèvement, recèlement ou suppression d'enfant, substitution d'un enfant à un autre, ou supposition d'un enfant à une femme qui ne sera pas accouchée ;

5° Incendie ;

6° Dommage causé volontairement aux chemins de fer et aux télégraphes ;

7° Association de malfaiteurs, extorsion commise à l'aide de violence, rapine, vol qualifié, spécialement le vol avec violence ou effraction, et le vol de grand chemin ;

8° Contrefaçon ou altération de monnaies, introduction ou émission frauduleuse de fausse monnaie ;

Contrefaçon de rentes ou obligations sur l'État, de Billets de Banque ou de tout autre effet public, introduction et usage de ces mêmes titres contrefaits ;

Contrefaçon d'actes souverains, de sceaux, poinçons, timbres et marques de l'État ou des Administrations publiques, et usage de ces objets contrefaits ;

Faux en écriture publique ou authentique, privée, de commerce et de Banque, et usage d'écritures falsifiées ;

9° Faux témoignage et fausse expertise, subornation de témoins et d'experts, calomnie ;

10° Soustraction commise par des officiers ou dépositaires publics ;

11° Banqueroute frauduleuse ;

12° Faits de baratterie ;

13° Sédition parmi l'équipage, dans les cas où des individus faisant partie de l'équipage d'un bâtiment se seraient emparés dudit bâtiment par fraude ou violence envers le commandant, ou l'auraient livré à des pirates ;

14° Abus de confiance (*appropriazione indebita*), escroquerie et fraude. Pour ces infractions l'extradition sera accordée, si la valeur de l'objet extorqué dépasse mille francs.

Il est entendu que l'extradition sera aussi accordée pour toute sorte de complicité ou participation aux infractions susmentionnées.

Art. 3. L'extradition ne sera jamais accordée pour les crimes ou

délits politiques. L'individu qui serait livré pour une autre infraction aux lois pénales, ne pourra dans aucun cas être jugé ou condamné pour un crime ou délit politique, commis antérieurement à l'extradition, ni pour aucun fait connexe à ce crime ou délit.

Il ne pourra non plus être poursuivi ou condamné pour toute autre infraction antérieure à l'extradition et non comprise dans la présente Convention, à moins que, après avoir été puni ou définitivement acquitté du crime qui a motivé l'extradition, il n'ait pas quitté le pays avant l'expiration d'un délai de trois mois, ou bien qu'il n'y soit retourné.

Art. 4. L'extradition ne pourra avoir lieu si, depuis les faits imputés, les poursuites ou la condamnation, la prescription de l'action ou de la peine est acquise d'après les lois du pays dans lequel le prévenu ou le condamné s'est réfugié.

Art. 5. Dans aucun cas et pour aucun motif les Hautes Parties contractantes ne pourront être tenues à se livrer leurs nationaux.

Lorsque, d'après les lois en vigueur dans l'État auquel le coupable appartient, il y aura lieu à le poursuivre à raison de l'infraction commise dans l'autre État, ce dernier communiquera les informations, les pièces, et les objets constituant le corps du délit, et tout autre document ou éclaircissement requis pour l'affaire criminelle ou correctionnelle.

Art. 6. Lorsque le condamné ou le prévenu sera étranger aux deux États contractants, le Gouvernement qui doit accorder l'extradition informera celui du pays auquel appartient l'individu réclamé de la demande qui lui a été adressée; et si ce dernier Gouvernement réclame à son tour le coupable pour le faire juger par ses Tribunaux, celui auquel la demande d'extradition a été faite pourra à son choix le livrer à l'État sur le territoire duquel le crime ou délit a été commis, ou à celui auquel ledit individu appartient.

Si le condamné ou le prévenu, dont l'extradition est demandée en conformité de la présente Convention par l'une des deux Parties contractantes, est réclamé aussi par un autre, ou par d'autres Gouvernements, pour des crimes ou délits commis par le même individu sur les territoires respectifs, ce dernier sera livré au Gouvernement de l'État, dont la demande aura une date plus ancienne.

Art. 7. Si l'individu réclamé est poursuivi ou condamné dans le pays où il s'est réfugié pour un crime ou délit commis dans ce même pays, son extradition pourra être différée jusqu'à ce qu'il ait été acquitté par une sentence définitive, ou qu'il ait subi sa peine.

Art. 8. L'extradition sera toujours accordée lors même que le prévenu viendrait, par ce fait, à être empêché de remplir les engagements contractés envers des particuliers, lesquels pourront toutefois

faire valoir leurs droits auprès des Autorités judiciaires compétentes.

Art. 9. L'extradition sera accordée sur la demande adressée par l'un des deux Gouvernements à l'autre par voie diplomatique, et sur la production d'un arrêt de condamnation ou de mise en accusation, d'un mandat d'arrêt, ou de tout autre acte ayant la même force que ce mandat, et indiquant également la nature et la gravité des faits poursuivis, ainsi que la disposition pénale applicable à ces faits; les actes seront délivrés en original ou en expédition authentique, soit par un Tribunal, soit par toute autre Autorité compétente du pays qui demande l'extradition.

On fournira en même temps, si c'est possible, le signalement de l'individu réclamé, ou toute autre indication de nature à en constater l'identité.

Art. 10. Dans les cas urgents, et surtout lorsqu'il y a danger de fuite, chacun des deux Gouvernements, s'appuyant sur l'existence d'un arrêt de condamnation ou de mise en accusation ou d'un mandat d'arrêt, pourra par le moyen le plus prompt, et même par le télégraphe, demander et obtenir l'arrestation du condamné ou du prévenu, à condition de présenter dans le plus bref délai le document dont on a indiqué l'existence.

Art. 11. Les objets volés ou saisis en la possession du condamné ou du prévenu, les instruments et outils dont il se serait servi pour commettre le crime ou délit, ainsi que toute autre pièce de conviction, seront rendus, en même temps que s'effectuera la remise de l'individu arrêté, même dans le cas où l'extradition, après avoir été accordée, ne pourrait avoir lieu par suite de la mort ou de la fuite du coupable. Cette remise comprendra aussi tous les objets de la même nature que le prévenu aurait cachés ou déposés dans le pays, où il s'est réfugié, et qui y seraient trouvés plus tard.

Sont cependant réservés les droits des tiers sur les objets susmentionnés, qui devront leur être rendus sans frais après la conclusion de l'affaire criminelle ou correctionnelle.

Art. 12. Les frais d'arrestation, d'entretien et de transport de l'individu, dont l'extradition aura été accordée, ainsi que ceux de consignation et de transport des objets qui, aux termes de l'article précédent, doivent être restitués ou remis, resteront à la charge de l'État qui a fait la demande de l'extradition.

Dans le cas où le transport par mer serait jugé préférable, l'individu à extraditer sera conduit au port que désignera le Gouvernement réclamant, aux frais duquel il sera embarqué.

Art. 13. Si l'un des deux Gouvernements juge nécessaire, pour l'instruction d'une affaire criminelle ou correctionnelle, la déposition

des témoins domiciliés sur le territoire de l'autre État, ou tout autre acte d'instruction judiciaire, des lettres rogatoires, adressées par voie diplomatique, seront à cet effet expédiées en due forme par la Cour d'Appel compétente à celle de l'autre État, laquelle sera tenue d'y donner cours, conformément aux lois en vigueur dans le pays où le témoin sera entendu ou l'acte délivré.

Art. 14. Dans le cas où la comparution personnelle d'un témoin serait nécessaire, le Gouvernement dont il dépend, s'engagera à obtempérer à l'invitation qui lui en aura été faite par l'autre Gouvernement. Si les témoins requis consentent à partir, les passe-ports nécessaires leur seront aussitôt délivrés, et les Gouvernements respectifs s'entendront pour fixer l'indemnité, qui leur sera accordée par l'État réclayant, en raison de la distance et du séjour, ainsi que l'avance des fonds qui devra préalablement être faite.

Dans aucun cas ces témoins ne pourront être arrêtés ni molestés, pour un fait antérieur à la demande de comparution, pendant leur séjour forcé dans le lieu où le juge qui doit les entendre exerce ses fonctions, ni pendant le voyage, soit en allant, soit en retournant.

Art. 15. Si, à l'occasion d'une affaire criminelle ou correctionnelle instruite dans l'un des deux États contractants, il devient nécessaire de procéder à la confrontation du prévenu avec des coupables détenus dans l'autre État, ou de produire des pièces de conviction ou des documents judiciaires qui lui appartiennent, la demande devra en être faite par voie diplomatique, et, excepté le cas où des considérations exceptionnelles s'y opposeraient, on devra toujours déférer à cette demande, à la condition toutefois de renvoyer le plus tôt possible les détenus, et de restituer les pièces et les documents susindiqués.

Les frais de transport d'un État à l'autre des individus et des objets ci-dessus mentionnés, ainsi que ceux occasionnés par l'accomplissement des formalités énoncées à l'article 13, seront supportés par le Gouvernement qui en a fait la demande.

Art. 16. Les deux Gouvernements s'engagent à se communiquer réciproquement les arrêts de condamnation pour crimes et délits de toute espèce qui auront été prononcés par les Tribunaux de l'un des deux États contre les sujets de l'autre. Cette communication sera effectuée moyennant l'envoi par voie diplomatique du jugement prononcé et devenu définitif au Gouvernement dont le condamné est sujet, pour être déposé au greffe du Tribunal qu'il appartiendra.

Chacun des deux Gouvernements donneront à ce sujet les instructions nécessaires aux autorités compétentes.

Art. 17. La présente Convention est conclue pour cinq années à partir du jour de l'échange des ratifications. Dans le cas où aucun des deux Gouvernements n'aurait notifié, six mois avant la fin de ladite

période, son intention d'en faire cesser les effets, elle demeurera obligatoire pour cinq autres années, et ainsi de suite de cinq en cinq ans.

Art. 18. La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Florence, dans l'espace de trois mois, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les deux Plénipotentiaires l'ont signée en double original, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Florence, le vingt-sixième jour du mois de mars, l'an de grâce mil huit cent soixante-six.

(L. S.) *Signé* : ADRIANO PICCOLOMINI.

(L. S.) *Signé* : A. PEIROLERI.

BADE. — PRUSSE.

Traité d'alliance signé à Berlin le 17 août 1866. Plénipotentiaires le comte de Bismarck, le baron Freydlorf.

Ce traité est identique à celui conclu entre la Prusse et la Bavière le 22 août 1866 (Voir ci-dessous).

PRUSSE. — BAVIÈRE.

Traité d'alliance conclu à Berlin le 22 août 1866.

S. M. le Roi de Prusse et S. M. le Roi de Bavière, animés du désir de rendre les futurs rapports des Souverains et de leurs États aussi intimes que possible, ont résolu d'ouvrir des négociations pour la confirmation du traité de paix conclu entre eux le 22 août 1866. Ils ont chargé de ces négociations, etc.

Ces plénipotentiaires après avoir échangé leurs pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté les stipulations suivantes :

Art. 1^{er}. Une alliance offensive et défensive est conclue par le présent traité entre S. M. le Roi de Prusse et le Roi de Bavière.

Les Hauts Contractants se garantissent réciproquement l'intégrité de leurs territoires respectifs, et s'engagent à cet effet chacun à mettre réciproquement, en cas de guerre, toutes leurs forces militaires à la disposition de l'autre.

Art. 2. Dans ce cas, S. M. le Roi de Bavière cède le commandement supérieur de ses troupes à S. M. le Roi de Prusse.

Art. 3. Les Hauts Contractants s'engagent à tenir cette convention provisoirement secrète.

Art. 4. La ratification de la convention qui précède aura lieu en même temps que la ratification du traité de paix conclu en date de ce jour, c'est-à-dire le 3 du mois prochain au plus tard.

En foi de quoi les Plénipotentiaires nommés en tête de la présente Convention y ont apposé leurs signatures et leurs sceaux.

Fait en double original à Berlin le 22 août 1866

(L. S.) *Signé* : DE BISMARCK.

(L. S.) *Signé* : Baron VON DER PFORDTEN.

(L. S.) *Signé* : DE SAVIGNY.

(L. S.) *Signé* : Comte DE BRAY STEINBOURG.

ITALIE. — SUÈDE.

Convention d'extradition, conclu à Florence, le 20 septembre 1866.

Sa Majesté le Roi d'Italie et Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, ayant à cœur d'assurer la répression des crimes commis sur leurs territoires respectifs, et dont les auteurs ou complices voudraient échapper à la vindicte des lois, en se réfugiant d'un pays dans l'autre, ont résolu d'un commun accord de conclure une Convention d'extradition, et ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi d'Italie, le Chevalier Émile *Visconti-Venosta*, Grand Officier de son Ordre des Saints-Maurice-et-Lazare et de l'Ordre Impérial de la Rose du Brésil, Grand-Croix des Ordres de Léopold de Belgique, du Danebrog de Danemark et du Lion Néerlandais, décoré de l'Ordre Impérial Ottoman du Medjidié de première classe, son Ministre Secrétaire d'État pour les Affaires étrangères, et

Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, le sieur Charles-Édouard Comte de *Piper*, Commandeur de son Ordre de l'Étoile polaire et Chevalier de son Ordre de Saint-Olaf, Commandeur de l'Ordre des Saints-Maurice-et-Lazare d'Italie, du Danebrog de Danemark et du Soleil et du Lion de Perse, Chevalier de l'Ordre Impérial de la Légion d'Honneur, son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire auprès de Sa Majesté le Roi d'Italie ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1. Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie et le Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège s'engagent à se livrer réciproquement les individus qui, ayant été condamnés, ou étant poursuivis pour l'un des crimes ou délits énumérés à l'article 2 ci-après, et commis sur le territoire de l'un des États contractants, se seront réfugiés sur le territoire de l'autre.

Art. 2. L'extradition devra être accordée pour les infractions suivantes aux lois pénales, lorsqu'elles pourront être passibles, d'après les législations des États respectifs, de trois années de détention, ou d'une peine plus forte :

1° Parricide, infanticide, assassinat, empoisonnement, meurtre ;

2° Coups et blessures volontaires ayant occasionné la mort ;

3° Bigamie, rapt, viol, avortement procuré, prostitution ou corruption de mineurs par les parents, ou toute autre personne chargée de leur surveillance ;

4° Enlèvement, recèlement, exposition ou suppression d'enfant, substitution d'un enfant à un autre ;

5° Incendie ;

6° Extorsion commise à l'aide de violence, rapine, vol qualifié, vol à main armée ;

7° Contrefaçon ou altération de monnaies, introduction ou émission frauduleuse de fausse monnaie ;

Contrefaçon de rentes ou obligations sur l'État, de billets de Banque, ou de tout autre effet public, introduction et usage de ces mêmes titres contrefaits ;

Contrefaçon d'actes souverains, de sceaux, poinçons, timbres et marques de l'État ou des Administrations publiques, et usage de ces objets contrefaits ;

Faux en écriture publique ou authentique, privée, de commerce ou de Banque, et usage d'écritures falsifiées ;

8° Faux témoignage, subornation de témoins et d'experts, instigation et complicité dans ces crimes ;

9° Soustractions commises par les officiers ou dépositaires publics, concussion, corruption de fonctionnaires publics ;

10° Banqueroute frauduleuse et participation à une banqueroute frauduleuse ;

11° Faits de baratterie, crime de sédition dans l'équipage du bâtiment, dans le cas où des individus en faisant partie se seraient emparés du bâtiment par fraude ou violence envers le capitaine ou commandant, et aussi dans le cas où ils auraient livré ledit bâtiment ou navire à des pirates.

Art. 3. Bien qu'en règle générale l'extradition doive être accordée lorsqu'existent les conditions requises par la présente Convention, chacun des deux Gouvernements contractants entend néanmoins se réserver le droit de ne pas consentir à l'extradition dans quelques cas spéciaux et extraordinaires, en faisant cependant connaître au Gouvernement qui réclame l'extradition les motifs du refus.

Art. 4. L'extradition ne sera jamais accordée pour les crimes ou délits politiques. L'individu, qui serait livré pour une autre infraction des lois pénales, ne pourra dans aucun cas être jugé ou condamné pour un crime ou délit politique commis antérieurement à l'extradition, ni pour aucun fait connexe à ce crime ou délit. Il ne pourra non plus être poursuivi ou condamné pour aucune autre infraction antérieure à l'extradition, et non comprise dans la présente Convention, à moins qu'après avoir été puni ou définitivement acquitté du crime qui a motivé l'extradition, il n'ait négligé de quitter le pays avant l'expiration d'un délai de trois mois, ou bien qu'il y retourne de nouveau.

Art. 5. L'extradition ne pourra avoir lieu si, depuis les faits imputés, les poursuites ou la condamnation, la prescription de l'action ou de la peine est acquise, d'après les lois du pays dans lequel le prévenu ou le condamné s'est réfugié.

Art. 6. Dans aucun cas et pour aucun motif, les Hautes Parties contractantes ne pourront être tenues à se livrer leurs nationaux.

Lorsque, d'après les lois en vigueur dans l'État auquel le coupable appartient, il y aurait lieu de le poursuivre, à raison de l'infraction commise dans l'autre État, ce dernier communiquera les informations et les pièces, les objets constituant le corps du délit, et tout autre document ou éclaircissement requis pour le procès.

Art. 7. Lorsque le condamné ou le prévenu est étranger aux États contractants, le Gouvernement qui doit accorder l'extradition, informera celui du pays auquel appartient l'individu réclamé, de la demande qui lui a été adressée, et si ce dernier Gouvernement réclame à son tour le coupable pour le faire juger par ses Tribunaux, celui auquel la demande a été adressée, pourra à son choix le livrer à l'État sur le territoire duquel le crime a été commis, ou à celui auquel ledit individu appartient.

Si le condamné ou le prévenu, dont l'extradition est demandée en conformité de la présente Convention par l'une des Parties contractantes, est en même temps réclamé par un autre ou par d'autres Gouvernements pour des crimes ou délits commis par le même individu sur les territoires respectifs, ce dernier sera livré au Gouvernement de l'État dans lequel a été commise l'infraction la plus grave, et dans le cas où les différentes infractions auraient la même gravité, à celui dont la demande aura une date plus ancienne.

Art. 8. Si l'individu réclamé est poursuivi, détenu ou condamné dans le pays où il s'est réfugié pour un crime ou délit commis dans ce même pays, son extradition pourra être différée jusqu'à ce qu'il ait été acquitté par une sentence définitive, ou qu'il ait subi sa peine.

Art. 9. L'extradition sera toujours accordée, lors même que le prévenu viendrait par ce fait à être empêché de remplir les engagements contractés envers des particuliers, lesquels pourront toutefois faire valoir leurs droits auprès des autorités judiciaires compétentes.

Art. 10. L'extradition sera accordée sur la demande adressée par l'un des Gouvernements respectifs à l'autre par voie diplomatique, et sur la production d'un arrêt de condamnation ou de mise en accusation, d'un mandat d'arrêt, ou de tout autre acte ayant la même force que ce mandat, et indiquant également la nature et la gravité des faits poursuivis, ainsi que la disposition pénale applicable à ces faits. Ces actes seront délivrés en original ou en expédition authentique, soit par un Tribunal, soit par toute autre autorité compétente du pays qui demande l'extradition.

On devra fournir en même temps le signalement de l'individu réclamé, ou toute indication de nature à en constater l'identité.

Art. 11. Dans les cas urgents, et surtout lorsqu'il y a danger de fuite, chacun des Gouvernements respectifs, s'appuyant sur l'existence d'un arrêt de condamnation ou de mise en accusation, ou d'un mandat d'arrêt, pourra par le moyen le plus prompt et même par le télégraphe demander et obtenir l'arrestation du condamné ou du prévenu, à condition de présenter dans le plus bref délai le document dont on a indiqué l'existence.

Art. 12. Les objets volés, ainsi que tout objet saisi en la possession du condamné ou du prévenu, les instruments et les outils dont il se serait servi pour commettre le crime ou délit, ainsi que toute autre pièce de conviction, seront rendus, en même temps que s'effectuera la remise de l'individu arrêté, même dans le cas où l'extradition, après avoir été accordée, ne pourrait avoir lieu par suite de la mort ou de la fuite du coupable.

Art. 13. Les frais d'arrestation, d'entretien et de transport de l'individu, dont l'extradition aura été accordée, ainsi que ceux de consignation et de transport des objets qui, aux termes de l'article précédent, doivent être restitués ou remis, resteront à la charge des États respectifs dans les limites de leurs territoires respectifs.

Les frais de transport et autres sur le territoire des États intermédiaires seront à la charge de l'État réclamant. Dans le cas où le transport par mer serait jugé préférable, l'individu à extraditer sera conduit au port que désignera le Gouvernement réclamant, aux frais duquel il sera embarqué.

Art. 14. Si l'un des Gouvernements respectifs juge nécessaire pour l'instruction d'un procès, la déposition de témoins domiciliés sur le territoire de l'autre État, ou tout autre acte d'instruction judiciaire, des lettres rogatoires, adressées par voie diplomatique, seront à cet effet expédiées en due forme par la Cour ou l'Autorité compétente. La Cour ou l'Autorité de l'autre État sera tenue d'y donner cours, conformément aux lois en vigueur dans le pays où le témoin est entendu ou l'acte délivré.

Art. 15. Dans le cas où la comparution personnelle d'un témoin serait nécessaire, le Gouvernement dont il dépend l'engagera à obtempérer à l'invitation qui lui en aura été faite par l'autre Gouvernement.

Si les témoins requis consentent à partir, les passe-ports nécessaires leur seront aussitôt délivrés, et les Gouvernements respectifs s'entendront pour fixer l'indemnité qui leur sera accordée par l'État réclamaant, en raison de la distance et du séjour, ainsi que l'avance des fonds qui devra probablement être faite.

Dans aucun cas ces témoins ne pourront être arrêtés ni molestés pour un fait antérieur à la demande de comparution, pendant leur séjour forcé dans le lieu où le juge qui doit les entendre exerce ses fonctions, ni pendant le voyage, soit en allant, soit en retournant.

Art. 16. La présente Convention ne sera exécutoire que dix jours après sa publication dans les formes prescrites par les lois des pays respectifs.

Elle continuera à être en vigueur jusqu'à six mois après déclaration contraire de la part de l'un des Gouvernements respectifs.

Art. 17. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Florence dans l'espace de six semaines ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, les deux Plénipotentiaires l'ont signée, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Florence en double expédition le 20 septembre 1866.

(L. S.) *Signé* : VISCONTI VENOSTA.

(L. S.) *Signé* : EDW. PIPER.

DANEMARK. — RUSSIE.

Convention concernant l'extradition réciproque de malfaiteurs, conclue à Copenhague, le 2 octobre 1866.

Sa Majesté le Roi de Danemark et Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies ayant jugé convenable, en vue d'une meilleure administration de la justice, et pour prévenir les crimes dans leurs territoires et juridictions respectifs, que les individus accusés ou convaincus des crimes ou délits ci-après énumérés, et qui se seraient soustraits par la fuite aux poursuites de la justice, fussent réciproquement extradés,

Leurs dites Majestés ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, à l'effet de conclure dans ce but une convention, savoir :

Sa Majesté le Roi de Danemark : le Sieur Christian-Emil Comte de *Juel-Vind-Frijs*, Grand-Croix de l'Ordre du Danebrog et décoré de la croix d'honneur du même Ordre, etc., Son Chambellan, Son Président du Conseil des Ministres et Ministre des affaires étrangères, et

Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies : le Sieur Nicolas Baron de *Nicolay*, Chevalier des Ordres de Russie de Sainte-Anne 1^{re} classe, de Saint-Stanislas 1^{re} classe, de Saint-Wladimir, 3^{me} classe, Grand-Croix de l'Ordre du Danebrog, etc., Son Conseiller privé, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Danemark ;

Lesquels après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et conclu les articles suivants :

Art. 1^{er}. Les Gouvernements Royal et Impérial s'engagent à se livrer réciproquement, à la demande de l'autre partie, ceux de leurs sujets qui, en infraction aux lois de leur pays, se seraient rendus coupables d'un des crimes ou délits ci-après mentionnés, ainsi que toutes autres personnes qui, pendant un séjour temporaire dans le pays réclamant, auraient commis un des mêmes crimes ou délits, dans le cas où lesdits sujets ou étrangers temporairement domiciliés dans l'état se trouveraient sur le territoire de l'autre, après avoir été l'objet, soit d'une condamnation judiciaire, soit d'un mandat d'arrêt, soit d'une mise en accusation d'après l'ordre établi.

L'obligation d'extradition ne s'étend dans aucun cas aux sujets du pays auquel l'extradition est demandée.

Art. 2. Sont compris dans la dénomination de sujets, quant à l'application de cette convention, non-seulement ceux qui par leur naissance, ou d'autre manière, ont acquis la sujétion sans être dépouillés

plus tard de cette qualité dans les formes déterminées par la loi, mais aussi les étrangers fixés ou domiciliés dans le pays.

Art. 3. Les crimes et délits, pour lesquels l'extradition d'après l'Article 1 aura lieu, sont :

1. Assassinat et meurtre ;
2. Viol ;
3. Incendie volontaire ;
4. La confection ou l'emploi frauduleux de documents faux ;
5. Fabrication de fausse monnaie et altération de monnaie, contre-façon de billet de banque, de papier-monnaie, d'effets publics et l'emploi de ces billets avec connaissance de cause ;
6. Faux témoignage devant les Tribunaux ;
7. Vol accompagné de circonstances aggravantes, escroquerie et concussion de nature à amener une peine d'égale rigueur ;
8. Corruption de fonctionnaires publics, soustraction ou détournement, commis par des dépositaires ou comptables publics ;
9. Banqueroute frauduleuse.

Art. 4. Si le même fait qui a motivé la réclamation donne également lieu à des poursuites publiques dans le pays auquel l'extradition est demandée, celle-ci sera différée jusqu'à ce que la culpabilité de l'individu envers ce pays ait été examinée par les tribunaux, et que la peine ait été subie dans le cas où l'individu aura été trouvé coupable. S'il a été absous, faute de preuves suffisantes, l'extradition pour ce même fait n'aura pas lieu.

Si l'individu réclamé est poursuivi ou se trouve détenu pour un autre crime ou délit en contravention avec les lois du pays auquel l'extradition est demandée, celle-ci sera différée jusqu'à ce qu'il ait été absous ou qu'il ait subi sa peine, et il en sera de même, si l'individu réclamé est détenu pour dette, en vertu d'une condamnation ou autre acte à titre exécutoire, passé devant l'autorité compétente, antérieurs à la demande d'extradition.

Si l'extradition de l'individu est demandée concurremment par l'un des États contractants et par un autre état vis-à-vis duquel existe également une obligation conventionnelle d'extradition, celle-ci se fera à l'Etat dont la demande accompagnée de preuves nécessaires aura été reçue la première.

Mais s'il arrivait que l'individu réclamé était sujet (dans le sens strict et non dans le sens étendu indiqué par l'Article 2 de la présente convention) de l'un des États réclameurs et que les rapports résultant pour lui de cette qualité n'aient pas été annulés, suivant les formes prescrites par les lois de cet État, il devra être livré de préférence à ce dernier État.

Art. 5. L'extradition sera demandée par voie diplomatique et ne sera accordée que sur la présentation de la minute ou d'une copie authentique de l'arrêt de condamnation ou du décret de mise en accusation ou de la provision de justice, avec mandat d'arrêt, émanés dans les formes prescrites par la législation du pays qui fait la demande et indiquant le crime ou délit dont il s'agit, la pénalité dont il est passible et la qualité du prévenu, comme sujet ou étranger temporairement domicilié, au moment où le fait incriminé est censé avoir été commis.

Art. 6. Les frais d'arrestation, d'entretien et de transport du prévenu resteront à la charge de chacun des États contractants en dedans des limites de leurs territoires respectifs, tandis que les frais d'entretien et de transport à travers les pays intermédiaires tomberont à la charge de l'État réclamat. Si le transport par mer était préférable, l'individu réclaté sera embarqué aux frais du Gouvernement réclamat et transporté au port indiqué par l'agent diplomatique ou consulaire de ce Gouvernement.

Art. 7. Si dans le courant d'une enquête criminelle l'un des Gouvernements jugeait nécessaire de faire examiner des témoins, séjournant dans l'autre État, une réquisition sera transmise à cet effet par voie diplomatique, après quoi l'audition des témoins aura lieu, autant que possible, dans les formes indiquées dans la réquisition comme désirables, à cause des prescriptions de la législation du pays où le témoignage servira.

De part et d'autre les Gouvernements abandonnent toute restitution des frais qui en résulteront.

Art. 8. Toutes les pièces et tous les documents qui seront communiqués réciproquement par les deux Gouvernements dans l'exécution de la présente convention, devront être accompagnés de leur traduction française ou allemande.

Art. 9. Si dans une cause criminelle il était jugé nécessaire qu'un témoin comparût personnellement dans l'autre pays, son Gouvernement lui communiquera l'invitation qui lui sera adressée à cet effet et, s'il consent à s'y rendre, il devra être dédommagé par l'État intéressé des frais de voyage et de séjour, ainsi que de la peine personnelle et de la perte de temps.

Art. 10. Si dans une cause criminelle on désire obtenir des moyens de conviction ou des documents qu'une autorité de l'autre pays se trouve posséder, la demande en sera présentée par voie diplomatique et l'on y donnera suite pour autant qu'il n'y ait pas de considérations particulières qui s'y opposent, bien entendu avec obligation de les renvoyer.

Art. 11. Par les stipulations ci-dessus il est adhéré aux lois des deux

pays qui ont ou auront pour objet de régler la marche régulière de l'extradition.

Art. 12. L'exécution de la présente convention s'étendra au Royaume de Pologne et au Grand-Duché de Finlande.

Elle ne sera exécutoire que vingt jours après sa publication dans les formes prescrites par les lois des deux pays.

Elle continuera à être en vigueur jusqu'à six mois après déclaration contraire de la part d'un des deux Gouvernements.

Elle sera ratifiée et les ratifications en seront échangées dans le délai de trois mois ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Copenhague, le 2 octobre, l'an de grâce 1866.

(L. S.) *Signé* : C. E. JUEL-WIND-FRIJS.

(L. S.) *Signé* : NICOLAS DE NICOLAY.

DANEMARK. — PAYS-BAS.

Convention de poste, signée à la Haye, le 9 octobre 1866.

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas et Sa Majesté le Roi de Danemark, également animés du désir d'améliorer au moyen d'une Convention le service des correspondances entre les deux États, ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires à cet effet :

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, le sieur Jules-Philippe-Jacques-Adrien comte de *Zuylen de Nyevelt*, Son Chambellan et Ministre des Affaires Étrangères, et le sieur Roger Jean comte *Schimmelpenninck de Nyenhuis*, Son Chambellan et Ministre des Finances ;

Et Sa Majesté le Roi de Danemark, le sieur Frantz Preben, baron de *Bille Brahe*, Son Chambellan et Veneur de la cour, et Envoyé Extraordinaire auprès de Leurs Majestés le Roi des Pays-Bas et le Roi des Belges ;

Lesquels, après s'être réciproquement communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Il y aura entre l'administration des postes des Pays-Bas et l'administration des postes du Danemark un échange périodique et régulier de lettres, de journaux et d'imprimés de toute nature, d'échantillons de marchandises et autres objets de correspondance, ori-

ginaires des États respectifs ou provenant des pays ou colonies, auxquels les administrations des postes des deux Parties contractantes peuvent servir d'intermédiaire.

Art. 2. Les objets de correspondance dont il est fait mention à l'article précédent, seront transportés en dépêches closes par l'intermédiaire des postes d'Allemagne, en vertu des Conventions conclues ou à conclure entre les Pays-Bas et le Danemark d'une part, et le Gouvernement de l'un des États faisant partie de l'Union postale Allemande d'autre part.

A moins qu'une indication contraire ne soit énoncée sur l'adresse par celui qui les envoie, les correspondances de toute nature, adressées des Pays-Bas en Danemark ou du Danemark aux Pays-Bas, seront invariablement comprises dans les dépêches closes désignées ci-dessus.

Art. 3. Les frais, résultant du transport intermédiaire entre les bureaux d'échange Néerlandais et les bureaux d'échange Danois, seront supportés par moitié par l'administration des postes des Pays-Bas et par l'administration des postes du Danemark.

Art. 4. Il est entendu toutefois que les frais de transit des correspondances expédiées en dépêches closes de part et d'autre, c'est-à-dire des Pays-Bas pour le Danemark et du Danemark pour les Pays-Bas, seront acquittés par celle des deux administrations qui aura obtenu des administrations intermédiaires les conditions de prix les plus avantageuses, et que celle des deux administrations, qui aura soldé la totalité de ses frais, sera remboursée de la moitié par l'autre administration, conformément aux stipulations de l'article 3 précédent.

Art. 5. La taxe à percevoir pour les lettres ordinaires, expédiées des Pays-Bas pour le Danemark ou du Danemark pour les Pays-Bas, est fixée respectivement à 20 cents ou 14 skilling Rigsmønt en cas d'affranchissement, et de 30 cents ou 21 skilling Rigsmønt par lettre simple en cas de non affranchissement.

Le poids de la lettre simple est limité à 15 grammes ou 3 quint.

Toute lettre pesant plus de 15 grammes ou 3 quint payera un port simple en plus pour chaque poids ou chaque fraction de poids de 15 grammes ou 3 quint.

Le poids maximum des lettres est fixé à 250 grammes ou 50 quint.

Art. 6. Il pourra être expédié des lettres chargées des Pays-Bas pour le Danemark et du Danemark pour les Pays-Bas.

Ces lettres, qui devront être obligatoirement affranchies, supporteront indépendamment du prix de port des lettres ordinaires un droit ou une taxe additionnelle, dont le montant sera fixé par l'office expéditeur.

L'expéditeur d'une lettre chargée soit des Pays-Bas pour le Danemark, soit du Danemark pour les Pays-Bas, pourra demander au moment du départ de cette lettre, qu'il lui soit donné avis de sa remise au destinataire.

A cet effet il payera d'avance pour la transmission de l'avis un droit dont le montant sera fixé par l'office expéditeur.

Il est permis d'insérer dans des lettres chargées de l'or ou de l'argent monnayé, ainsi que des billets de banque et autres effets au porteur, sans que cependant le contenu des dites lettres puisse être déclaré.

Art. 7. Dans le cas où quelque lettre chargée viendrait à être perdue, celle des deux administrations sur le territoire de laquelle la perte aura eu lieu, payera à l'envoyeur, à titre de dédommagement, la valeur d'un marc d'argent fin, poids de Cologne, en monnaie du pays, dans le délai de deux mois, à dater du jour de la réclamation; mais il est entendu que les réclamations ne seront admises que dans l'année qui suivra la date du dépôt des chargements. Passé ce terme, les deux administrations ne seront tenues l'une envers l'autre à aucune indemnité.

Les administrations des postes des Pays-Bas et du Danemark supporteront par moitié le paiement de l'indemnité mentionnée au présent article, orsque la perte d'une lettre chargée aura eu lieu sur le territoire de l'un des pays par l'intermédiaire desquels les dites administrations échangent leurs dépêches.

L'expéditeur pourra par une simple procuration par écrit transférer au destinataire de la lettre chargée son droit au dédommagement.

Art. 8. Lorsque les timbres-poste, apposés sur une lettre à destination de l'un des deux pays, représenteront une somme inférieure à la somme due pour l'affranchissement jusqu'à destination, cette lettre sera considérée comme non affranchie et taxée comme telle, sauf déduction du prix de ces timbres.

Toutefois lorsque la partie complémentaire à payer par le destinataire d'une lettre insuffisamment affranchie, présentera une fraction de 5 cents ou de 3 skilling, il sera perçu par l'office des postes des Pays-Bas 5 cents pour la fraction de 5 cents, et par l'office du Danemark 3 skilling pour la fraction de 3 skilling.

Art. 9. Les journaux, gazettes, ouvrages périodiques, les livres brochés ou reliés, les imprimés de toute nature, les épreuves d'imprimerie corrigées et accompagnées des manuscrits s'y rapportant, les papiers de musique, les gravures, les cartes et autres objets similaires lithographiés, autographiés ou photographiés, qui seront expédiés soit des Pays-Bas pour le Danemark, soit du Danemark pour les Pays-

Bas, pourront être affranchis jusqu'à destination au prix de 5 cents dans les Pays-Bas, et de 3 skilling en Danemark par 40 grammes ou 8 quint ou fraction de 40 grammes ou 8 quint.

Les envois de cette nature ne pourront excéder le poids de 1500 grammes ou 3 livres Danoises.

Pour jouir de la modération de port accordée par le présent article, les objets ci-dessus mentionnés devront être complètement affranchis et être mis sous bande ; sauf l'exception admise en faveur des épreuves d'imprimerie et des manuscrits y annexés, ils ne pourront contenir aucune écriture, chiffre ou signe quelconque, autres que ceux autorisés par les lois et les règlements, en vigueur dans chaque pays.

Les journaux et les imprimés, qui ne rempliraient pas les conditions déterminées ci-dessus, seront considérés comme lettres et taxés en conséquence.

Il est entendu que chaque administration aura le droit de ne point effectuer le transport et la distribution sur son territoire de ceux des objets mentionnés au présent article, à l'égard desquels il n'aurait pas été satisfait aux lois, arrêtés et décrets, qui règlent les conditions de leur publication et de leur circulation dans l'un et dans l'autre pays.

Art. 10. Les échantillons de marchandises, qui seront expédiés des Pays-Bas pour le Danemark et du Danemark pour les Pays-Bas, doivent être affranchis jusqu'à destination moyennant le paiement d'une axe de 5 cents ou 3 skilling par 40 grammes ou 8 quint.

Les échantillons de marchandises devront être expédiés sous bande ou dans des enveloppes mobiles, de manière à ce que la vérification en puisse avoir lieu facilement ; ils ne pourront avoir aucune valeur intrinsèque ou marchande, ni porter aucune écriture à la main, si ce n'est le nom de l'expéditeur, l'adresse du destinataire, une marque de fabrique ou de marchand, des numéros d'ordre et de prix. Ils ne devront pas dépasser le poids de 250 grammes, ni avoir une dimension excédant deux pieds Rhénans ou 2 pieds Danois en longueur, et un pied en largeur et en hauteur.

Les échantillons qui ne réuniraient pas les conditions fixées ci-dessus et ceux dont le port n'aurait pas été acquitté d'avance, seront soumis au tarif des lettres.

Il ne sera pas donné suite à l'expédition des échantillons dont le transport pourrait offrir des inconvénients ou des dangers.

Art. 11. Les objets mentionnés aux articles 9 et 10 précédents, qui auraient été insuffisamment affranchis au moyen de timbres-poste, seront frappés d'une taxe égale au double de l'insuffisance, à percevoir à charge des destinataires, en forçant les fractions, s'il y a lieu, jusqu'à 5 cents dans les Pays-Bas ou jusqu'à 3 skilling en Danemark.

Art. 12. Le produit des taxes à percevoir en vertu des articles 5, 6,

8, 9 et 10 précédents sur les lettres ordinaires, les lettres chargées, les journaux et les imprimés, ainsi que sur les échantillons de marchandises, sera partagé par moitié entre les administrations des postes des Pays-Bas et du Danemark.

Toutefois il ne sera pas tenu compte des droits ou taxes à fixer par l'office expéditeur selon l'article 6 pour les lettres chargées et pour les avis de réception desdites lettres, ni du produit des taxes complémentaires mentionnées à l'article 11 ci-dessus.

Ces droits et taxes resteront acquis en totalité à l'administration, qui en aura fait la perception.

Art. 13. Les administrations des postes des Pays-Bas et du Danemark fixeront d'un commun accord, conformément aux Conventions en vigueur ou qui interviendront par la suite, les conditions auxquelles pourront être échangées à découvert entre ces administrations les correspondances originaires ou à destination des pays étrangers ou des colonies, qui empruntent soit l'intermédiaire des Pays-Bas pour correspondre avec le Danemark, soit l'intermédiaire du Danemark pour correspondre avec les Pays-Bas.

Il est dans tous les cas entendu que les correspondances, qui seront ainsi échangées à découvert, ne supporteront que la taxe Néerlandodanoise, augmentée du port dû aux offices étrangers ou coloniaux.

Art. 14. Il est formellement convenu entre les deux Hautes Parties contractantes, que les objets de toute nature, adressés de l'un des deux pays dans l'autre, ne pourront sous aucun prétexte et à quelque titre que ce soit, être frappés dans le pays de destination d'une taxe ou d'un droit quelconque à la charge des destinataires, autres que ceux spécifiés dans la présente Convention.

Il est entendu toutefois que le droit de timbre, lequel en vertu de la législation en vigueur est perçu dans les Pays-Bas sur les journaux et autres catégories d'imprimés, ne tombe pas sous l'application du présent article.

Art. 15. Les correspondances de toute nature mal adressées ou mal dirigées seront, sans aucun délai, réciproquement renvoyées par l'intermédiaire des bureaux d'échange respectifs, pour les prix, auxquels l'office expéditeur aura livré ces objets en compte à l'autre office.

Les objets de même nature, adressés à des personnes ayant changé de résidence, seront respectivement livrés ou rendus, chargés du port qui aurait dû être payé par les destinataires.

Toutefois ces correspondances ne pourront, en raison de la réexpédition dont il s'agit, être soumises à une taxe supplémentaire en faveur de l'office qui aura déjà perçu ou appliqué une taxe à son profit.

Art. 16. Les correspondances de toute nature, échangées à décou-

vert entre les deux administrations des postes des Pays-Bas et du Danemark, qui seront tombées en rebut, pour quelque cause que ce soit, devront être renvoyées de part et d'autre à la fin de chaque mois, sauf que les lettres poste-restante, non remises aux destinataires, ne seront renvoyées qu'après un délai de trois mois.

Ceux de ces objets, qui auront été livrés en compte, seront rendus pour le prix pour lequel ils auront été originairement comptés par l'office expéditeur.

Ceux, qui auront été livrés affranchis jusqu'à destination ou jusqu'à la frontière de l'office correspondant, seront renvoyés sans taxe ni décompte.

Art. 17. Les administrations des postes des Pays-Bas et du Danemark dresseront chaque mois les comptes résultant de la transmission réciproque des correspondances. Ces comptes, après avoir été débattus et arrêtés contradictoirement par les deux administrations, seront soldés à la fin de chaque trimestre par l'administration qui sera reconnue redevable envers l'autre.

Art. 18. L'administration des postes des Pays-Bas et l'administration des postes du Danemark désigneront d'un commun accord les bureaux, par lesquels devra avoir lieu l'échange des correspondances respectives. Elles régleront aussi la direction des correspondances transmises réciproquement, et arrêteront les dispositions relatives à la forme des comptes mentionnés à l'article 17 précédent, ainsi que toute autre mesure de détail ou d'ordre, nécessaire pour assurer l'exécution des stipulations de la présente Convention.

Il est entendu, que les mesures désignées ci-dessus pourront être modifiées par les deux administrations, toutes les fois que, d'un commun accord, ces deux administrations en reconnaîtront la nécessité.

Art. 19. La présente Convention aura force et valeur, à partir du jour qui sera convenu entre les deux administrations, et elle restera en vigueur jusqu'à ce que l'une des Parties contractantes ait annoncé à l'autre, six mois à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

Art. 20. La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à la Haye dans le délai de quatre semaines.

Fait à la Haye en double original, le 9 octobre 1866.

(L. S.) *Signé* : DE ZUYLEN DE NYEVELT.

(L. S.) *Signé* : SCHIMMELPENNINGCK DE NYENHUIS.

(L. S.) *Signé* : BILLE BRAHE.

TURQUIE. — PRINCIPAUTÉS-UNIES.

Firman au prince Charles de Hohenzollern, à l'occasion de son investiture comme Prince des Principautés-Unies de Moldavie et de Valachie.

N'ayant rien de plus à cœur que de faire cesser les perturbations qu'ont depuis quelque temps éprouvées les Principautés-Unies de Moldavie et de Valachie, partie importante de Mon Empire, et de voir se développer leur prospérité, le bonheur et le bien-être de leurs habitants, et ce but ne pouvant être atteint que par l'établissement d'un ordre de choses solide et stable ;

Connaissant d'autre part la sagesse, la haute intelligence et les capacités qui te distinguent, je te confère le rang et les prérogatives de Prince des Principautés-Unies, aux conditions suivantes, énoncées dans la lettre Vizirielle qui t'a été adressée en date du 19 octobre de l'année courante, et que tu as acceptées par ta réponse datée du 20 du même mois, et par lesquelles :

1° Tu t'engages en ton nom et au nom de tes successeurs à restituer dans leur intégrité mes droits de suzeraineté sur les Principautés-Unies, qui font partie intégrante de mon Empire dans les limites fixées par les stipulations des anciennes Conventions et par le Traité de Paris de 1856 ;

2° A ne pas dépasser, sous quelque forme que ce soit, sans une entente préalable avec mon Gouvernement le chiffre de 30 000 hommes, auquel la force armée de toute espèce des Principautés-Unies pourra être élevée ;

3° L'autorisation ayant été donnée de Notre part aux Principautés-Unies d'avoir une monnaie spéciale portant un signe de Notre Gouvernement, qui devra être ultérieurement décidé entre Notre Sublime-Porte et toi, à considérer cette autorisation comme sans effet tant que cette décision n'aura pas été prise ;

4° A considérer, comme par le passé, obligatoires pour les Principautés-Unies tous les Traités et Conventions existant entre ma Sublime-Porte et les autres Puissances, en tant qu'ils ne porteraient pas atteinte aux droits des Principautés-Unies, établis et reconnus par les actes qui les concernent. A maintenir et respecter également le principe qu'aucun Traité ou Convention ne pourrait être conclu directement par les Principautés-Unies sur les dispositions de tout Traité ou Convention qui pourrait toucher à leurs lois et règlements commerciaux. Les arrangements d'un intérêt local entre les deux admi-

nistrations limitrophes et n'ayant point la forme de Traité officiel ni de caractère politique continueront à rester en dehors de ces restrictions;

5° A t'abstenir de créer aucun ordre ou décoration destiné à être conféré au nom des Principautés-Unies ;

6° A respecter constamment mes droits de suzeraineté sur les Principautés-Unies, qui font partie intégrante de mon Empire, et de maintenir toujours avec soin les liens séculaires qui les unissent à la Turquie ;

7° A augmenter le tribut payé à mon Gouvernement par les Principautés-Unies dans la mesure qui sera ultérieurement fixée de concert avec toi ;

8° A ne pas permettre que le territoire des Principautés-Unies serve de point de réunion à des fauteurs de troubles de nature à porter atteinte à la tranquillité soit des autres parties de mon Empire, soit des États voisins ;

9° A t'entendre ultérieurement avec mon Gouvernement Impérial sur l'adoption des mesures pratiques nécessaires pour rendre encore plus efficaces l'aide et la protection dues à ceux de nos sujets qui des autres parties de mon Empire se rendront dans les Principautés-Unies dans le but d'y exercer le commerce.

Vu les conditions ci-dessus énoncées et les engagements contenus dans la réponse précitée à la lettre de mon Grand Vizir, le rang et les prérogatives des Principautés-Unies te sont conférés à titre héréditaire, à toi et à tes descendants en ligne directe, sous la réserve que, en cas de vacance, ce rang sera conféré à l'aîné de tes descendants par un Firman Impérial.

En conséquence, tu veilleras à ce qu'aucun acte contraire aux conditions qui précèdent, et aux dispositions fondamentales des Traités et Conventions conclus avec les Puissances amies et alliées de mon Empire relativement aux Principautés-Unies ne soit permis, et tu consacreras tes soins à perfectionner et à assurer la bonne administration des Principautés-Unies, et à développer le bien-être et la prospérité de leurs habitants, conformément à mon désir Impérial.

Le 14 Djemazi-ul-Akher 1283.
(22 octobre 1866.)

FRANCE, BELGIQUE, GRANDE-BRETAGNE, PAYS-BAS.

**Déclaration relative des sucres au raffinage, signée à Paris
le 20 septembre 1866.**

Le Gouvernement de France, de Belgique, de la Grande-Bretagne et des Pays-Bas ayant délégué des commissaires pour constater les résultats des expériences de raffinage prescrites par l'article 2 de la Convention du 8 novembre 1864, sur le régime des sucres, et ces commissaires ayant établi, dans une conférence tenue à Bruxelles, le 20 septembre de la présente année, le taux des rendements afférents aux diverses catégories de sucres bruts, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont, en exécution de l'article 3 de ladite Convention, et après avoir pris connaissance du procès-verbal de la conférence susmentionnée, arrêté les dispositions suivantes :

Art. 1^{er} Le minimum du rendement des sucres au raffinage est fixé ainsi qu'il suit, par cent kilogrammes de sucre brut :

Numéros de la série des types hollandais.	Sucres raffinés en pains.
18	
17	
16 94 kilogrammes.
15	
14	
13	
12 88 kilogrammes.
11	
10	
9	
8 80 kilogrammes.
7	
Au-dessous de 7. 67 kilogrammes.

Art. 2. Le présent Arrangement, valable pour toute la durée de la Convention du 8 novembre 1864, sera exécutoire à partir du 1^{er} mai 1867. L'exécution en est subordonnée, en tant que de besoin, à l'accomplissement des formalités et règles établies par les lois constitutionnelles de ceux des États contractants qui sont tenus d'en provoquer l'application.

En foi de quoi les soussignés ont dressé la présente déclaration, qu'ils ont revêtue du cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 20 novembre 1866.

(L. S.) *Signé* : MOUSTIER.

(L. S.) *Signé* : Baron EUGÈNE BEYENS.

(L. S.) *Signé* : COWLEY.

(L. S.) *Signé* : LIGHTENVELT.

FRANCE. — PÉROU.

Arrangement relatif à l'importation en France du guano péruvien et du borax, signé à Lima le 2 décembre 1866.

Le Gouvernement de S. M. l'Empereur des Français et le Gouvernement de la République du Pérou, désirant faciliter, par de nouvelles dispositions réciproquement avantageuses pour les deux pays, le développement de la consommation du guano péruvien en France et dans les colonies françaises, sont convenus de substituer à l'arrangement conclu entre la France et le Pérou, le 15 janvier 1864¹, les stipulations suivantes :

A dater du jour où cet arrangement sera approuvé par le Gouvernement de S. M. l'Empereur, le guano importé du Pérou sous tous pavillons sera admis en franchise de droits de douane dans les ports de France et dans ceux des colonies françaises.

A partir de la même époque, le prix de vente du guano péruvien, en France et dans les colonies françaises, quelle que soit la quantité vendue, sera réduit à trois cents francs par chaque tonne de mille kilogrammes.

Dans le cas où le prix de vente de ce guano sur les marchés d'Europe viendrait à être augmenté ou diminué, le prix de trois cents francs fixé pour la France sera élevé ou abaissé dans la même proportion. Il en sera de même dans les colonies françaises en cas d'augmentation ou de diminution des prix de vente actuels sur les marchés des possessions anglaises voisines.

A partir de la même date, le borax directement importé du Pérou en France sera admis, quel que soit le pavillon importateur, en franchise de droits de douane lorsqu'il sera brut, et au droit de cinq pour cent de sa valeur lorsqu'il sera mi-raffiné.

1. Voir *Archives*, 1865, t. IV, p. 94.

Le présent Arrangement aura une durée fixe de cinq ans à dater de ce jour, et il demeurera ensuite obligatoire d'année en année jusqu'à ce que l'un des deux Gouvernements ait annoncé à l'autre, un an à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

En foi de quoi, les soussignés, Edmond-Prosper de Lesseps, Chargé d'affaires et Consul général de France près la République du Pérou, et Toribio Pacheco, Secrétaire d'État au département des relations extérieures, dûment autorisés, ont signé le présent arrangement et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait double à Lima, le deuxième jour du mois de décembre 1866.

(L. S.) Signé : E. DE LESSEPS.

(L. S.) Signé : PACHECO.

Circulaire de la Direction générale des douanes et des contributions indirectes.
(8 février 1867.)

Un décret du 30 janvier, dont une ampliation est ci-jointe, promulgue un arrangement commercial conclu le 2 décembre dernier entre la France et le Pérou. L'acte dont il s'agit supprime la surtaxe de pavillon à l'égard du guano importé directement du Pérou en France par navires autres que français ou péruviens. Il dépose, en outre, que le borax importé en droiture du Pérou, sous quelque pavillon que ce soit, sera admis en franchise s'il est brut, et au droit de 5 pour 100 de sa valeur s'il est mi-raffiné.

L'effet de ces dispositions remontera au 30 janvier.

La suppression de la surtaxe de pavillon, relativement au borax brut, s'étendra, pour l'application du tarif conventionnel, aux importations des États contractants effectuées par navires tiers.

J'invite les directeurs des douanes à porter immédiatement la présente circulaire à la connaissance du service et du commerce.

Le Conseiller d'État, Directeur général des Douanes
et des Contributions indirectes,

Signé : BARBIER.

FRANCE.

Décret appliquant à la Belgique, au Zollverein, à l'Italie, à la Suisse, aux Royaumes-Unis de Suède et de Norvège, aux Villes libres et hanséatiques de Brème, Hambourg et Lubeck, au Grand-Duché de Mecklenbourg-Schwerin et aux Pays-Bas, le bénéfice du traité de commerce conclu le 11 décembre 1866 avec l'Autriche, en date du 19 décembre 1866.

Napoléon, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français, etc.

Sur la proposition de notre Ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Vu le Traité de commerce conclu entre la France et l'Angleterre le 28 janvier 1860¹, ainsi que les Conventions annexes des 12 octobre² et 16 novembre de la même année³;

Vu le Traité de commerce conclu avec la Belgique le 1^{er} mai 1861⁴;

Vu le Traité de commerce conclu avec la Prusse le 2 août 1862⁵;

Vu le Traité de commerce conclu avec l'Italie le 17 janvier 1863⁶;

Vu le Traité de commerce conclu avec la Suisse le 30 juin 1864⁷;

Vu le Traité de commerce conclu avec les royaumes-unis de Suède et de Norvège le 14 février 1865⁸;

Vu le Traité de commerce et de navigation conclu avec les villes libres et hanséatiques de Brème, Hambourg et Lubeck, le 4 mars 1865⁹;

Vu le Traité de commerce et de navigation conclu avec le Grand-Duché de Mecklenbourg-Schwerin le 9 juin 1865¹⁰;

Vu le Traité de commerce et de navigation conclu entre la France et les Pays-Bas le 9 juillet 1865¹¹;

Vu le Traité de commerce et de navigation conclu avec l'Autriche le 11 décembre 1866¹²,

1. Voir *Archives diplomatiques*, 1861, tome III, page 5.
2. — — — — — 50.
3. — — — — — 85.
4. — — — — — 161.
5. — — — — — 1862, tome IV, page 308.
6. — — — — — 1864, tome V, page 247.
7. — — — — — 162.
8. — — — — — 1865, tome III, page 11.
9. — — — — — — tome II, page 289.
10. — — — — — 1865, tome IV, page 184.
11. — — — — — — tome III, page 411.
12. — — — — — 1867, tome I, page 409.

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les dispositions du Traité de commerce conclu le 11 décembre 1866 avec l'Autriche sont applicables à l'Angleterre, à la Belgique, au Zollverein, à l'Italie, à la Suisse, aux royaumes-unis de Suède et de Norvège, aux villes libres et hanséatiques de Brême, Hambourg et Lubeck, au Grand-Duché de Mecklenbourg-Schwerin et aux Pays-Bas.

Art. 2. Nos ministres secrétaires d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et au département des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 19 décembre 1866.

Signé : NAPOLEON.

RUSSIE.

Obkases relatifs à la Pologne, en date du 19 décembre 1866.

I

Jugeant indispensable, pour concorder avec le nouveau mode d'élaboration des budgets financiers du royaume de Pologne établi par notre oukase du 10 août 1866, d'introduire dans le royaume les règlements sur les caisses publiques actuellement en vigueur dans l'empire, nous avons sanctionné le règlement temporaire sur les caisses publiques du royaume de Pologne et le tableau du personnel et des dépenses d'entretien de ces caisses, élaborés par le ministre des finances, d'accord avec le contrôleur de l'empire et notre lieutenant dans le royaume, et examiné par le comité pour les affaires de Pologne.

En transmettant ce règlement et ce tableau au Sénat dirigeant, nous ordonnons :

Art. 1^{er}. Le règlement et le tableau en question entreront en vigueur le 1^{er} (13) janvier 1867.

Art. 2. La subdivision des caisses du ministère des finances qui est temporairement établie dans le royaume de Pologne, et les caisses de gouvernement et de district avec leurs sections de dépenses que l'on y organise provisoirement seront ouvertes à dater du 1^{er} (13) janvier 1867 avec le personnel que le ministre des finances jugera nécessaire ; il lui sera loisible en se renfermant dans les limites du tableau du personnel

et des appointements annexé au présent oukase, de fixer le taux des appointements aux fonctionnaires suivant les besoins véritables, sans sortir de la limite établie pour ces appointements dans le tableau, et sans excéder, à partir de l'année 1867, la somme de 261,295 r. fixée pour l'entretien annuel des caisses publiques dans le royaume de Pologne. En même temps, le ministre des finances est chargé d'élaborer au bout de deux ans, selon les enseignements de l'expérience, un projet de règlement définitif des caisses publiques dans le royaume de Pologne et de leurs états de personnel et de dépenses, projet qu'il devra soumettre à notre sanction dans l'ordre établi.

Art. 3. Un crédit de 25 000 r. sur les fonds du royaume est ouvert au ministre des finances pour couvrir les frais de premier établissement de la subdivision des caisses du ministère des finances, des caisses de gouvernement, de district et de leurs sections de dépenses, et pour faire face à toutes les dépenses temporaires d'introduction de la nouvelle organisation des caisses dans le royaume de Pologne.

Art. 4. La trésorerie du ministère des finances qui existe actuellement à Varsovie, et ses trois sections de dépenses, seront réorganisées conformément aux dispositions du règlement ci-dessus mentionné, et en conséquence, le crédit de 23 900 r. assigné sur les fonds de l'empire pour l'entretien de ladite trésorerie et de ses sections de dépenses, et pour les dépenses supplémentaires de la Chambre des finances de Grodno, sous la direction de laquelle est placée cette trésorerie, est supprimé.

Art. 5. Au fur et à mesure de l'organisation de ces nouvelles caisses du ministère des finances, on supprimera ou réorganisera les branches des administrations financières du royaume dont les obligations passent aux nouvelles caisses, et les fonctionnaires dont les emplois seront ainsi supprimés, seront admis à la retraite avec les droits énoncés dans le règlement sur le service civil en Pologne sanctionné par nous en 1859.

Art. 6. Toutes les dispositions requises pour la mise à exécution du présent oukase seront faites par le ministre des finances d'accord avec notre lieutenant dans le royaume, qui est chargé de prendre les mesures nécessaires pour que les autorités et les institutions locales prêtent l'assistance convenable à la nouvelle administration des caisses publiques, et satisfassent à toutes ses réquisitions légales.

Le Sénat dirigeant fera les dispositions nécessaires pour la mise à exécution du présent oukase, qui devra être immédiatement inséré au *Bulletin des lois*.

II

Jugeant utile, pour faciliter le développement des relations postales entre le royaume de Pologne et l'empire, de placer l'administration des postes du royaume sous la direction immédiate du ministre des postes et télégraphes de l'empire, et approuvant l'avis émis à cet égard par le comité pour les affaires de Pologne, nous ordonnons :

Art. 1^{er}. A dater du 1^{er} (13) janvier 1867 le ministre des postes et télégraphes aura la direction immédiate de l'administration des postes dans le royaume de Pologne.

Art. 2. Toutes les administrations postales du royaume formeront provisoirement un arrondissement des postes qui prendra le nom d'*Arrondissement de l'Ouest*.

Art. 3. La direction locale immédiate de l'arrondissement postal de l'Ouest sera confiée au chef de cet arrondissement, sous l'autorité immédiate du ministre des postes et télégraphes.

Art. 4. Afin de remplir les fonctions d'adjoint du chef de l'arrondissement postal de l'Ouest pour la direction des postes de Varsovie, il sera nommé un gérant des postes dans le gouvernement de Varsovie.

Art. 5. Simultanément avec le passage de l'administration des postes du royaume sous la direction immédiate du ministre des postes et télégraphes, tous les emplois dans les administrations postales du royaume prendront les dénominations des emplois correspondants de la poste dans l'empire, et seront répartis en classes. Les administrations et bureaux de la poste eux-mêmes prendront les mêmes noms que dans l'empire, et les bureaux de poste seront répartis en classes.

Art. 6. Il sera loisible au ministre des postes et télégraphes d'établir des bureaux de poste, de les fermer, de les transférer à des classes plus élevées et d'en augmenter le personnel, sans sortir toutefois de la limite des crédits assignés à cet effet.

Art. 7. Le chef de l'arrondissement postal de l'Ouest est nommé et relevé de cet emploi par oukases impériaux, sur le rapport du ministre des postes et télégraphes.

Art. 8. Tout le reste du personnel de l'arrondissement postal de l'Ouest doit être nommé et relevé de ses fonctions conformément aux règlements en vigueur dans l'empire, l'administration de l'arrondissement de l'Ouest ayant le droit : *a.* de nommer aux emplois qui, dans l'empire, dépendent du département des postes ; *b.* d'adresser au département des présentations pour les emplois dont la nomination exige la sanction du ministre des postes et télégraphes.

Art. 9. Le personnel servant dans l'arrondissement postal de l'Ouest aura les mêmes droits et prérogatives pour l'avancement et les ré-

compenses, que tous ceux en général qui servent dans les autres administrations postales de l'empire ; les personnes sans rang classé pourront être admises et conservées au service, et des particuliers qui ne servent pas pourront être employés dans les bureaux de la poste, pour s'y familiariser avec le service postal.

Art. 10. Le règlement éméritale est obligatoire pour tous ceux qui servent ou qui commencent directement à servir dans l'arrondissement postal de l'Ouest, à l'exception de ceux qui y passent du service dans l'empire ; toutefois ces derniers auront droit, s'ils le désirent, de faire partie de l'association éméritale, en se conformant aux règles établies à cet effet.

Art. 11. Le ministre des postes et télégraphes est chargé de prendre, d'accord avec notre lieutenant dans le royaume de Pologne, toutes les dispositions nécessaires pour la mise à exécution du présent oukase, qui devra être immédiatement inséré au *Bulletin des lois*.

III

Ayant reconnu que l'action des administrations provinciales et de district du royaume de Pologne était entravée, non-seulement par les limites trop étroites imposées à leurs pouvoirs, mais encore par la complication excessive des écritures dont elles sont surchargées, nous avons jugé indispensable, au nombre des mesures entreprises par nous pour la bonne organisation de ces pays, de réformer également ces institutions en augmentant l'indépendance et la responsabilité, tant des chefs des gouvernements et des districts que des administrations collégiales qui y sont établies, et en simplifiant autant que possible leur mode de procéder.

Nous avons aussi trouvé utile, pour faciliter l'action de ces autorités et de l'administration, d'augmenter le nombre des gouvernements et des districts dans le royaume, à cette fin d'établir une nouvelle subdivision, et, en outre, de remplacer les diverses administrations locales de police exécutive par une garde locale dans les villes et districts, laquelle serait mise à la disposition immédiate des autorités supérieures des gouvernements et districts.

En même temps nous avons pris en considération que l'accroissement de la sphère d'activité des autorités provinciales et de district rendrait superflue la concentration, existant jusqu'à ce jour, de toutes les affaires d'assurances dans une administration centrale d'assurances à Varsovie, et que, pour accélérer et régulariser la marche de ces affaires, la décision devrait en être abandonnée, dans les limites convenables, aux administrations collégiales des gouvernements et des districts.

Nous avons confié l'élaboration de toutes les parties de cette œuvre complète à une commission spéciale à Varsovie, en lui prescrivant de dresser, d'après les bases posées par nous, des propositions pour la nouvelle organisation des administrations provinciales et de district du royaume de Pologne.

Ayant sanctionné les projets ci-dessous, préparés d'après ces bases et examinés par le comité pour les affaires du royaume de Pologne, savoir : un règlement sur les administrations provinciales et de district du royaume de Pologne, avec ses annexes consistant en un règlement sur la garde locale, un règlement sur la gestion des affaires d'assurances, et des états de personnel et des dépenses des administrations provinciales et de district, ainsi que de la garde locale, nous les transmettons ci-joint au Sénat dirigeant et ordonnons :

Art. 1^{er}. Les règlements et états ci-dessus mentionnés seront mis en vigueur à partir du 1^{er} (13) janvier 1867, et toutes les lois et règlements qui ne s'accordent point avec eux seront abrogés.

Art. 2. Notre lieutenant dans le royaume et les autorités compétentes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, des dispositions à prendre pour la mise à exécution des règlements susmentionnés qui, ainsi que les états y annexés, devront être immédiatement insérés au *Bulletin des lois*; le comité d'organisation du royaume est chargé d'éclaircir tous les doutes qui pourraient surgir dans la mise en vigueur de ces règlements, et de promulguer les règles et instructions nécessaires pour leur développement.

Le Sénat dirigeant fera les dispositions requises pour la mise à exécution du présent oukase.

Le règlement qui accompagne cet oukase répartit le royaume de Pologne en dix gouvernements : ceux de Varsovie, de Kalisz, de Piotrkow, de Radom, de Kielce, de Lublin, de Siedlce, de Plock, de Lomza et de Souwalki. Ces dix gouvernements se subdivisent en 85 districts.

FRANCE. — AUTRICHE.

Circulaire de la Direction générale des douanes et des contributions indirectes, relative aux Traités de commerce, etc., avec l'Autriche en date du 28 décembre 1866.

Plusieurs décrets, dont je joins des ampliations à a présente, promulguent un Traité de navigation, un Traité de commerce, une Con-

vention consulaire et une Convention littéraire et artistique, conclus le 11 décembre courant entre la France et l'Autriche, ainsi qu'un Protocole explicatif signé le même jour par les Plénipotentiaires des deux États¹. Ces divers actes recevront leur effet à partir du 1^{er} janvier prochain.

Les Traités de navigation et de commerce comportent seuls quelques explications.

TRAITÉ DE NAVIGATION.

Aux termes des articles 1 et 7, les bâtiments autrichiens arrivant, avec ou sans chargement, d'un port quelconque dans les ports de France ou d'Algérie, sont assimilés aux navires français pour toutes les taxes de navigation. Cette stipulation rapprochée des dispositions du décret rendu le 27 décembre en vue de l'exécution de la loi du 19 mai 1866 sur la marine marchande, assure aux navires autrichiens l'immunité absolue des droits de tonnage, d'expédition et d'acquit. Ce sera donc uniquement pour la formation de relevés statistiques que le service aura à tenir compte de l'article 3, *littéra A*, du Protocole final, d'après lequel le tonneau autrichien correspond à 0.848 du tonneau français.

D'un autre côté, les marchandises de toute origine et de toute nature importées *directement* d'Autriche en France ou en Algérie, sous pavillon autrichien, sont affranchies, par l'article 6, de la surtaxe de pavillon. La condition du transport direct est, d'ailleurs, sans application en ce qui concerne l'Algérie, où les marchandises importées par navires étrangers, sans distinction de provenance, sont affranchies de cette surtaxe, en vertu de la loi du 19 mai. Il est réglé, de plus, que les bâtiments autrichiens pourront aborder dans des ports étrangers intermédiaires, sans perdre le bénéfice du transport direct, s'ils n'effectuent pendant leurs escales aucune opération d'embarquement.

Les articles 5 et 9 réservent aux nationaux l'exercice du cabotage et la jouissance des privilèges relatifs à la pêche.

TRAITÉ DE COMMERCE.

L'article 2 étend aux produits d'origine ou de manufacture autrichienne les avantages de notre Tarif conventionnel. Il a été entendu toutefois que les sucres bruts ou raffinés, ainsi que les mélasses, resteraient placés provisoirement sous l'empire du Tarif général.

Des dégrèvements nouveaux sont stipulés, en outre, pour divers articles énumérés dans le tableau A annexé au Traité. Parmi ces arti-

1. Voir *Archives*, 1867, tome I, page 49.

cles, il en est un certain nombre pour lesquels les importateurs auront la faculté d'opter entre la taxe actuelle de 10 p. 100 *ad valorem*, et le droit spécifique de 60 francs par 100 kilogrammes. Ce sont des produits spéciaux que le Tarif autrichien admet lui-même au droit de 60 francs. Il s'agit des porte-monnaie, porte-cigares et étuis *en cuir, en bois, en os ou en corne*, des buvards, portefeuilles et nécessaires *en cuir*, des albums recouverts ou non en cuir, des nécessaires et ouvrages en bois tourné, vernis et ornés, que notre Tarif range sous la dénomination de *petits meubles de main*, dans la classe de la tabletterie. Le bénéfice du droit de 60 francs serait acquis, lors même que ces produits se trouveraient garnis en métal commun; mais s'ils étaient revêtus ou incrustés de nacre, d'ivoire ou d'écaille, l'option ne serait plus permise et le service appliquerait le droit de 10 p. 100.

Pour tous les objets admissibles, selon le choix des importateurs, à un droit à la valeur ou bien à un droit spécifique, les déclarations devront indiquer le régime dont les intéressés entendent obtenir le bénéfice. Une fois la vérification faite, ces déclarations ne pourront plus être modifiées.

Trois nouvelles subdivisions sont établies pour la catégorie inférieure des fils de laine. La première devient aussi la quatrième et ne renferme plus que les fils mesurant plus de 20 000 mètres jusqu'à 30 500 inclusivement. Cette modification ne porte que sur les fils simples, écrus ou blanchis.

L'application du régime conventionnel aux produits d'origine ou de manufacture autrichienne est subordonnée, pour les importations par mer, à la condition du transport direct telle qu'elle a été expliquée plus haut. Elle s'étendra aux importations effectuées par navires tiers, moyennant le paiement des surtaxes déterminées pour l'exécution de nos Traités avec l'Angleterre, la Belgique, etc.

Les importations par terre ne seront soumises à aucune restriction spéciale. Les produits autrichiens pourront donc être importés soit par les voies ferrées, soit autrement, en empruntant dans leur trajet le territoire des pays intermédiaires.

Le Traité ne fait pas mention des marchandises *non originaires* d'Autriche arrivant par terre. Selon ce qui a été réglé dans nos Traités avec les États limitrophes, et comme l'indique l'article 10 de la Convention franco-autrichienne pour les arrivages par mer, on admettra les marchandises dont il s'agit au droit des importations sous pavillon français d'ailleurs que des pays de production. Leur transport pourra s'effectuer, du reste, dans les mêmes conditions que celui des produits originaires.

D'après l'article 10, les stipulations du Traité de commerce sont applicables en Algérie.

En vertu de l'un des décrets ci-annexés, les avantages complémentaires accordés à l'Autriche profiteront à la Grande-Bretagne, à la Belgique, à l'Italie, à la Suède et à la Norvège, à la Suisse, à la Prusse et aux autres États du Zollverein, aux Villes hanséatiques, aux grands-duchés de Mecklenbourg et aux Pays-Bas.

J'invite les Directeurs des Douanes à porter sans retard ces dispositions à la connaissance du service et du commerce.

Le conseiller d'État, Directeur général des douanes
et des contributions indirectes,

Signé : BARBIER.

DANEMARK — JAPON.

**Traité d'amitié, de commerce et de navigation conclu à Jeddo
le 12 janvier 1862.**

Art. 1^{er}. Il y aura paix perpétuelle et amitié constante entre S. M. le Roi de Danemark et S. M. le Taïcoun du Japon, leurs héritiers et successeurs, comme aussi entre leurs sujets respectifs.

Art. 2. S. M. le Roi de Danemark aura le droit de nommer, si bon lui semble, un agent diplomatique qui résidera dans la ville de Yédo, et des consuls ou agents consulaires dans tous les ports du Japon qui seront ouverts au commerce danois.

L'agent diplomatique et le consul général de Danemark au Japon auront le droit de voyager librement et sans empêchement dans toutes les parties de l'Empire.

S. M. le Taïcoun du Japon pourra accréditer un agent diplomatique près de la Cour de Copenhague, et nommer des consuls ou des agents consulaires dans les ports du Danemark.

L'agent diplomatique et le consul général du Japon auront le droit de voyager librement dans toutes les parties du Danemark.

Art. 3. Les villes et ports de Hakodate, Kanagawa et Nagasaki seront ouverts au commerce et aux sujets danois dès le jour où le présent traité entrera en vigueur.

Les Danois pourront résider en permanence dans ces villes et ports; ils auront le droit d'y louer des terrains et acheter des maisons, et ils pourront y bâtir des habitations et des magasins. Mais aucune fortification ou place forte militaire n'y sera élevée sous prétexte de construction de hangars ou d'habitations, et pour s'assurer que cette clause est fidèlement exécutée, les autorités japonaises compétentes

auront le droit d'inspecter, de temps à autre, toute construction qui serait élevée, changée ou réparée.

L'emplacement que les Danois occuperont et sur lequel ils pourront construire leurs habitations, sera déterminé par le consul danois de concert avec les autorités japonaises compétentes de chaque lieu. Il en sera de même pour les règlements du port ; et, si le consul et les autorités locales ne parviennent pas à s'entendre à ce sujet, la question sera soumise à l'agent diplomatique danois et au gouvernement japonais.

Autour des lieux où résideront les Danois, il ne sera élevé ni placé, par les autorités japonaises, ni mur, ni barrière, ni clôture, ni tout autre obstacle qui pourrait entraver la libre sortie ou la libre entrée de ces lieux.

Les Danois pourront circuler librement dans les enceintes formées par les limites désignées ci-après :

De Kanagawa jusqu'à la rivière Logo (qui se jette dans la baie de Yédo entre Kawasaki et Sinagawa), et dans toute autre direction, jusqu'à une distance de 10 ris.

D'Hakodate jusqu'à une distance de 10 ris dans toutes les directions.

Ces distances seront mesurées par terre, à partir du Gojosio, ou maison de ville, de chacun des ports susnommés, le ri équivalant à 3910 mètres.

A Nagasaki, les Danois pourront se rendre partout dans le domaine impérial du voisinage.

Art. 4. Les Danois au Japon auront le droit d'exercer librement leur religion. A cet effet, ils pourront élever sur le terrain destiné à leur établissement des édifices pour l'exercice ou à l'usage de leur culte.

Art. 5. Tous les différends qui pourraient s'élever entre Danois résidant au Japon, au sujet de leurs propriétés ou de leurs personnes, seront soumis à la juridiction des autorités danoises constituées dans le pays.

Tout Danois qui aurait à se plaindre d'un Japonais, devra se rendre au consulat de Danemark, et y exposera sa réclamation. Le consul examinera ce qu'elle aura de fondé, et cherchera à arranger l'affaire à l'amiable.

De même, si un Japonais avait à se plaindre d'un Danois, le consul de Danemark l'écouterait avec intérêt, et cherchera à arranger l'affaire à l'amiable.

Si des difficultés surviennent qui ne puissent pas être aplanies ainsi par le consul, ce dernier aura recours à l'assistance des autorités japonaises compétentes afin que, de concert avec elles, il puisse examiner l'affaire et lui donner une solution équitable.

Si quelque Japonais venait à ne pas payer ce qu'il doit à un Danois, ou s'il se cachait frauduleusement, les autorités japonaises compétentes feraient tout ce qui dépendrait d'elles, pour le traduire en justice et obtenir de lui le paiement de sa dette; et si quelque sujet danois se cachait frauduleusement, ou manquait à payer ses dettes à un Japonais, les autorités danoises feraient de même tout ce qui dépendrait d'elles, pour amener le délinquant en justice, et le forcer à payer ce qu'il devrait.

Ni les autorités danoises, ni les autorités japonaises ne seront responsables du paiement des dettes contractées par leurs nationaux respectifs.

Art. 6. Tout Japonais qui se rendrait coupable de quelque acte criminel envers un Danois, sera arrêté par les autorités japonaises compétentes, et puni conformément aux lois du Japon.

Les sujets danois qui se rendraient coupables de quelque crime contre des Japonais, ou contre des sujets ou citoyens d'autres nations, seront traduits devant le consul de Danemark ou un autre fonctionnaire public compétent, ou devant les tribunaux danois, et seront punis conformément aux lois du Danemark.

La justice sera équitablement et impartialement administrée de part et d'autre.

Art. 7. Toutes les réclamations d'amendes ou confiscations encourues par suite d'infractions au présent traité ou aux règlements commerciaux qui y sont annexés, seront soumises à la décision des autorités consulaires danoises. Les amendes ou confiscations qui seront imposées par celles-ci; appartiendront au Gouvernement japonais.

Art. 8. Dans tous les ports du Japon ouverts au commerce, les Danois auront le droit d'importer de leur propre pays ou des ports étrangers, et de vendre, comme aussi d'acheter et d'exporter pour leurs propres ports ou pour ceux d'autres pays, toute espèce de marchandises qui ne seront pas de contrebande. Ils ne payeront que les droits stipulés dans le tarif annexé au présent traité, sans avoir à supporter aucune autre charge.

Les Danois pourront librement acheter des Japonais et leur vendre toutes sortes d'articles, sans intervention d'aucun employé japonais, soit dans ces ventes ou achats, soit dans les paiements à effectuer ou à recevoir.

Tous les Japonais, sans distinction, pourront acheter aux Danois toutes sortes de marchandises ainsi que les garder, les employer ou les revendre.

Art. 9. Le Gouvernement japonais n'apportera aucun obstacle à ce que les Danois résidant au Japon puissent prendre à leur service des

Japonais, et les employer à toute occupation que les lois ne prohibent pas.

Art. 10. Les règlements commerciaux annexés au présent traité seront considérés comme en faisant partie intégrante, et ils seront en conséquence également obligatoires pour les deux Hautes Parties contractantes.

L'agent diplomatique de Danemark au Japon, de concert avec les fonctionnaires qui pourraient être désignés à cet effet par le Gouvernement japonais, aura le pouvoir d'établir dans tous les ports ouverts au commerce, les règlements qui seraient nécessaires pour mettre à exécution les stipulations des règlements commerciaux ci-annexés.

Art. 11. Les autorités japonaises, dans chaque port, adopteront telles mesures qui leur paraîtront le plus convenables pour prévenir la fraude et la contrebande.

Art. 12. Tout bâtiment danois arrivant devant l'un des ports ouverts du Japon, sera libre de prendre un pilote pour entrer dans le port, et de même, lorsqu'il aura acquitté toutes les charges et tous les droits qui lui auront été légalement imposés et qu'il sera prêt à partir, il sera libre de prendre un pilote pour sortir du port.

Art. 13. Les Danois qui auraient importé des marchandises dans l'un des ports ouverts du Japon, et payé les droits établis, pourront obtenir des chefs de la douane japonaise un certificat constatant que ce paiement a eu lieu, et il leur sera permis alors de réexporter ces marchandises, et de les débarquer dans l'un des autres ports ouverts du Japon, sans avoir à payer de droit additionnel d'aucune espèce.

Art. 14. Toutes les marchandises importées par des Danois dans l'un des ports ouverts du Japon, et qui auront payé les droits fixés par ce traité, pourront être transportées par les Japonais dans toutes les parties de l'Empire sans avoir à payer aucune taxe ni aucun droit de transit, ou de toute autre nature.

Art. 15. Toute monnaie étrangère aura cours au Japon, et passera pour la valeur de son poids comparé à celui de la monnaie japonaise analogue.

Les Danois et les Japonais pourront librement faire usage des monnaies étrangères ou japonaises dans tous les paiements qu'ils auraient à se faire réciproquement.

Les monnaies de toute espèce, à l'exception de la monnaie japonaise de cuivre, pourront être exportées du Japon, aussi bien que l'or et l'argent étrangers non monnayés.

Art. 16. Si les chefs de la douane japonaise n'étaient pas satisfaits de l'évaluation donnée par des négociants à quelques-unes de leurs

marchandises, ces fonctionnaires pourraient en estimer le prix, et offrir de les acheter au taux ainsi fixé.

Si le propriétaire refusait d'accepter l'offre qui lui aurait été faite, il aurait à payer aux fonctionnaires de la douane les droits proportionnels à cette estimation.

Si, au contraire, l'offre était acceptée, la valeur offerte serait immédiatement payée au négociant sans escompte ni rabais.

Art. 17. Si un bâtiment danois venait à naufrager ou à être jeté sur les côtes de l'Empire du Japon, ou s'il était forcé de chercher un refuge dans quelque port du territoire impérial, les autorités japonaises compétentes, ayant connaissance du fait, donneraient immédiatement à ce bâtiment toute l'assistance possible. Les personnes du bord seraient traitées avec bienveillance, et on leur fournirait, si cela était nécessaire, les moyens de se rendre au consulat danois le plus voisin.

Art. 18. Toutes sortes de fournitures à l'usage des bâtiments de guerre danois, pourront être débarquées à Kanagawa, à Hakodate et à Nagasaki, et placées en magasin à terre sous la garde d'employés danois, sans avoir à payer de droits; mais si quelques-unes de ces fournitures étaient vendues à des Japonais ou à des étrangers, l'acquéreur payerait aux autorités japonaises la valeur des droits qui y seraient applicables.

Art. 19. Il est expressément stipulé que le Gouvernement de S. M. le Roi de Danemark et ses sujets jouiront librement, à dater du jour où le présent traité entre en vigueur, de tous les droits, immunités et privilèges ou avantages qui ont été accordés ou qui seraient accordés à l'avenir par S. M. le Taicoun du Japon au Gouvernement ou aux sujets de toute autre nation.

Art. 20. Il est convenu que les deux Hautes Parties contractantes pourront, à dater du 1^{er} juillet 1872, proposer la révision du présent traité, pour y introduire les changements ou les améliorations que l'expérience aurait démontrés nécessaires. Mais une pareille proposition devra être annoncée au moins une année d'avance.

Art. 21. Toutes les communications officielles de l'agent diplomatique et des consuls de Danemark adressées aux autorités japonaises seront écrites en français.

Toutefois, pour faciliter la prompte expédition des affaires, ces communications seront accompagnées d'une traduction en langue hollandaise ou japonaise, pendant les cinq premières années qui suivront la date où le présent traité entrera en vigueur.

Art. 22. Le présent traité est fait en quatre expéditions dont deux sont écrites en Japonais et les deux autres en Hollandais. Les deux versions ont le même sens et la même portée, mais la version hollan-

daïse sera considérée comme le texte original du traité, de manière que, dans le cas où une interprétation différente serait donnée au texte hollandais et au texte japonais, le texte hollandais ferait foi.

Art. 23. Le présent traité sera ratifié par S. M. le Roi de Danemark et par S. M. le Taïcoun de Japon, et les ratifications, dûment signées et scellées, seront échangées à Yédo aussitôt que faire se pourra.

Ce traité entrera en vigueur le 1^{er} juillet 1867, soit que les ratifications soient échangées avant ou après cette date.

FRANCE.

Lettre de l'Empereur au ministre d'État au sujet de réformes constitutionnelles, en date de Paris le 19 janvier 1867.

Palais des Tuileries, 19 janvier 1867.

« Monsieur le ministre,

« Depuis quelques années on se demande si nos institutions ont atteint leur limite de perfectionnement ou si de nouvelles améliorations doivent être réalisées ; de là une regrettable incertitude qu'il importe de faire cesser.

« Jusqu'ici vous avez dû lutter avec courage en mon nom pour repousser des demandes inopportunes et pour me laisser l'initiative de réformes utiles lorsque l'heure en serait venue. Aujourd'hui, je crois qu'il est possible de donner aux institutions de l'Empire tout le développement dont elles sont susceptibles et aux libertés publiques une extension nouvelle sans compromettre le pouvoir que la nation m'a confié.

« Le plan que je me suis tracé consiste à corriger les imperfections que le temps a révélées et à admettre les progrès compatibles avec nos mœurs, car gouverner c'est profiter de l'expérience acquise et prévoir les besoins de l'avenir.

« Le décret du 24 novembre 1860 a eu pour but d'associer plus directement le Sénat et le Corps législatif à la politique du gouvernement, mais la discussion de l'Adresse n'a pas amené les résultats qu'on devait en attendre ; elle a, parfois, passionné inutilement l'opinion, donné lieu à des débats stériles et fait perdre un temps précieux pour les affaires ; je crois qu'on peut, sans amoindrir les prérogatives des pouvoirs délibérants, remplacer l'Adresse par le droit d'interpellation sagement réglementé.

« Une autre modification m'a paru nécessaire dans les rapports du gouvernement avec les grands corps de l'État; j'ai pensé que, en envoyant les ministres au Sénat et au Corps législatif, en vertu d'une délégation spéciale pour y participer à certaines discussions, j'utiliserais mieux les forces de mon gouvernement, sans sortir des termes de la Constitution, qui n'admet aucune solidarité entre les ministres et les fait dépendre uniquement du chef de l'État.

« Mais là ne doivent pas s'arrêter les réformes qu'il convient d'adopter; une loi sera proposée pour attribuer exclusivement aux tribunaux correctionnels l'appréciation des délits de presse et supprimer ainsi le pouvoir discrétionnaire du gouvernement. Il est également nécessaire de régler législativement le droit de réunion en le contenant dans les limites qu'exige la sûreté publique.

« J'ai dit, l'année dernière, que mon gouvernement voulait marcher sur un sol affermi, capable de supporter le pouvoir et la liberté. Par les mesures que je viens d'indiquer, mes paroles se réalisent, je n'ébranle pas le sol que quinze années de calme et de prospérité ont consolidé, je l'affermis davantage en rendant plus intimes mes rapports avec les grands pouvoirs publics, en assurant par la loi aux citoyens des garanties nouvelles, en achevant enfin le couronnement de l'édifice élevé par la volonté nationale.

« Sur ce, monsieur le ministre, je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte garde.

« NAPOLEON. »

NAPOLEON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale Empereur des Français,

A tous présents et à venir, salut :

Voulant donner aux discussions des grands corps de l'État, sur la politique intérieure et extérieure du Gouvernement, plus d'utilité et plus de précision,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les membres du Sénat et du Corps législatif peuvent adresser des interpellations au Gouvernement.

Art. 2. Toute demande d'interpellations doit être écrite ou signée par cinq membres au moins. Cette demande explique sommairement l'objet des interpellations; elle est remise au président qui la communique au ministre d'État et la renvoie à l'examen des bureaux.

Art. 3. Si deux bureaux du Sénat ou quatre bureaux du Corps lé-

gislatif émettent l'avis que les interpellations peuvent avoir lieu, la Chambre fixe le jour de la discussion.

Art. 4. Après la clôture de la discussion, la Chambre prononce l'ordre du jour pur et simple ou le renvoi au Gouvernement.

Art. 5. L'ordre du jour pur et simple a toujours la priorité.

Art. 6. Le renvoi au Gouvernement ne peut être prononcé que dans les termes suivants :

« Le Sénat (ou le Corps législatif) appelle l'attention du Gouvernement sur l'objet des interpellations. »

Dans ce cas, un extrait de la délibération est transmis au ministre d'État.

Art. 7. Chacun des ministres peut, par une délégation spéciale de l'Empereur, être chargé, de concert avec le ministre d'État, les présidents et les membres du conseil d'État, de représenter le Gouvernement devant le Sénat et le Corps législatif, dans la discussion des affaires ou des projets de loi.

Art. 8. Sont abrogés les articles 1 et 2 de notre décret du 24 novembre 1860 qui statuent que le Sénat et le Corps législatif voteront tous les ans, à l'ouverture de la session, une Adresse en réponse à notre discours.

Art. 9. Notre ministre d'État est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries le 19 janvier 1867.

NAPOLÉON.

Par l'Empereur :
Le ministre d'État :
E. ROUHER.

On lit dans le *Moniteur* :

Quelques mots suffiront pour expliquer l'esprit et la portée du décret publié plus haut.

Le décret du 24 novembre 1860, en introduisant dans le jeu de nos institutions le vote annuel d'une Adresse, a eu pour but d'associer plus directement les grands corps de l'État à la politique du Gouvernement. Cette mesure, qui devançait l'opinion, fut accueillie comme un nouveau et éclatant témoignage de l'initiative libérale du souverain et de sa volonté de fonder sur des bases solides le gouvernement représentatif.

Il ne saurait être question d'affaiblir le rôle important dont les Chambres se trouvent investies, mais au contraire de le rendre plus pratique et plus efficace, en le dégageant des imperfections que six années d'expérience ont permis de constater.

Les débats des Chambres sont incontestablement de nature à exercer une influence légitime et salutaire sur la marche des choses, lorsqu'ils ont pour résultat de mettre en lumière le sentiment public sur un intérêt réel et présent.

Mais tout le monde a été frappé de ce fait que les discussions de l'Adresse tentent de plus en plus à s'écarter du cadre tracé par le discours de la Couronne auquel il s'agit de répondre. Manquant alors de base précise et de sujet bien déterminé, elles courent le risque, quelquefois, de s'égarer dans la région vague des théories et des idées abstraites, d'autres fois de se perdre dans les plus infimes détails de l'administration. Dans ces conditions, elles sont exposées à s'étendre indéfiniment et à devenir plus propres à passionner les esprits qu'à élucider les questions et à favoriser beaucoup plus la parole que les affaires qu'elles privent d'un temps précieux.

Déjà leur durée prend des proportions qui ne pouvaient être dans les prévisions de personne et que l'expérience du passé et celle des autres pays ne pouvaient pas faire pressentir ¹.

Cet état de choses a provoqué des plaintes dont le Gouvernement a dû se préoccuper.

Le décret se propose d'écarter ces inconvénients, tout en maintenant intacte la participation des Chambres et de la fortifier même en la précisant.

Ce que les discussions peuvent gagner en sincérité, en utilité publique, lorsqu'elles reposent sur une question circonscrite, posée et connue d'avance, portant sur un intérêt sérieux et précis, est tellement évident, qu'il serait oiseux de s'y appesantir. Tel est l'avantage des interpellations.

Fidèle à l'esprit qui l'a inspiré, le décret décide que la majorité des bureaux n'est pas nécessaire pour autoriser les demandes d'interpellations. L'avis favorable de deux bureaux pour cinq au Sénat et de quatre sur neuf au Corps législatif suffit pour qu'il y soit donné suite. C'est une garantie que la tribune sera ouverte à toute cause véritablement digne d'un débat exceptionnel.

La Chambre peut formuler son opinion de deux manières : par l'or-

1. La discussion des lois ne commençant jamais avant le vote de l'Adresse, voici le temps employé à la préparation et à la discussion de l'Adresse depuis 1861 :

	Ouverture de la session.		Vote de l'Adresse.
1861.....	4 fév.	22 mars.	1 mois 18 jours.
1862.....	27 janv.	20 mars.	1 mois 23 jours.
1863.....	12 janv.	12 fév.	1 mois.
1864.....	5 nov.	29 janv.	2 mois 24 jours.
1865.....	13 fév.	15 avril.	2 mois.
1866.....	12 janv.	20 mars.	1 mois 28 jours.

dre du jour pur et simple, si elle trouve les interpellations mal fondées ; par le renvoi au Gouvernement, si la question qui en fait l'objet mérite, à ses yeux, une attention particulière.

Le Gouvernement est ainsi mis à même de connaître le sentiment de la Chambre et d'en tenir le compte qu'exigent l'intérêt public et sa propre responsabilité.

Aller plus loin serait s'exposer à altérer l'harmonie des pouvoirs, tels qu'ils sont réglés par la Constitution et dépasser les bornes d'un simple décret. Les cas où le Corps législatif et le Sénat peuvent exprimer un jugement direct et absolu, aboutissant à un vote d'adoption ou de refus, sont rigoureusement définis par le pacte fondamental. Indépendamment des lois spéciales, celles du contingent de l'armée, celle des crédits supplémentaires, et le budget fournissent, chaque année, aux députés de nombreuses occasions d'exercer régulièrement leur contrôle sur les affaires publiques.

La substitution des interpellations à l'Adresse devait avoir pour conséquence la disposition qui concerne les ministres et qui donne au souverain une plus grande latitude pour la désignation des organes chargés de parler en son nom, et plus d'autorité, en certain cas, aux explications fournies. Mais il fallait se renfermer dans les termes de la Constitution, portant que les ministres ne dépendent que du chef de l'État, qu'ils ne sont responsables que chacun en ce qui le concerne des actes du Gouvernement, qu'il n'y a pas de solidarité entre eux, et qu'ils ne peuvent être membres du Corps législatif.

Le décret n'apporte et ne pouvait apporter aucun changement à ces prescriptions.

Aussi les ministres ne se présenteront devant les Chambres que comme délégués du chef de l'État, dans les cas dont il restera unique juge, le conseil d'État conservant d'ailleurs son rôle constitutionnel.

Ce que le pays demande avant tout, c'est que la vérité, la justice, l'intérêt général sortent triomphants des discussions publiques. Sous ce rapport, le décret de ce jour sera considéré par tous les bons esprits comme réalisant un notable progrès.

AUTRICHE.

Ordonnance du ministère d'État du 23 janvier 1867 sur la réforme de l'administration politique dans le royaume de Galicie et de Lodomérie avec le grand duché de Cracovie et les duchés d'Auschwitz et de Zator.

Par décision impériale du 14 décembre 1866, et en vue de la séparation complète de la justice et de l'administration, ainsi que dans le but de réaliser des économies, Sa Majesté l'Empereur a approuvé les dispositions suivantes relativement à la réforme de l'administration politique dans le royaume de Galicie et de Lodomérie.

1° Les affaires de l'administration politique dudit pays, lesquelles ont été gérées jusqu'ici par la lieutenance impériale à Lemberg, par la commission gouvernementale de Cracovie, puis par 17 chefs de districts et 176 commissariats de districts, seront gérées désormais, sous la direction du gouverneur, par la lieutenance impériale de Lemberg et par 74 commissariats de districts.

2° Le personnel des autorités politiques sera limité aux stricts besoins du service.

3° En raison de l'importance de leurs districts, le chef du district de Cracovie recevra le titre de conseiller aulique, les chefs de districts à Lemberg, Tarnow, Przemył, Stanislau, Tarnopol et Brody le titre de conseillers de la lieutenance, et ils recevront une augmentation de traitement en rapport avec leurs titres.

4° L'activité légale de la lieutenance de Lemberg s'étendra à tout le pays, par suite de la suppression de la commission gouvernementale de Cracovie.

5° Les autorités politiques en Galicie commenceront à fonctionner selon les dispositions susmentionnées, le 28 février 1867.

RUSSIE.

Accession de la Russie pour la Sibérie à la convention télégraphique internationale de Paris du 17 mai 1865, datée de Saint-Petersbourg le 12/24 janvier 1867.

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies ayant accédé, pour la Sibérie, par une Déclaration en date du 12-24 janvier 1867,

à la Convention télégraphique internationale conclue à Paris, le 17 mai 1865¹ :

Le soussigné, vice-chancelier de l'Empire de Russie, déclare que Sa Majesté l'Empereur de Russie, désirant étendre à la correspondance internationale de la Sibérie les avantages qui résultent de la Convention télégraphique conclue à Paris, le 5-17 mai 1865, et usant du droit réservé par l'article 60 de cette Convention, accède, pour cette partie de l'Empire russe, à ladite Convention télégraphique internationale, laquelle est censée insérée mot à mot dans la présente Déclaration, et s'engage formellement envers Sa Majesté l'Empereur des Français et les autres Hautes Parties contractantes à concourir, de son côté, à l'exécution, en Sibérie, des stipulations contenues dans ladite Convention télégraphique; il déclare, en outre, que les taxes terminales sont fixées, par dépêche simple, à *treize francs* pour tout le parcours depuis la frontière occidentale de Russie jusqu'au méridien de Tomsk, et à *vingt et un francs* jusqu'à celui de Verkhné-Oudinsk.

En foi de quoi, le soussigné, dûment autorisé, a signé la présente Déclaration d'accession et y a fait apposer le sce au de ses armes.

Fait à Saint-Petersbourg, le 12-24 janvier 1867.

(L.-S.) Signé : GORTCHACOW.

PRUSSE. — SAXE-WEIMAR.

Convention militaire conclue le 4 février 1867 à Berlin.

Art. 1^{er}. La réorganisation des contingents fédéraux, telle qu'elle est prévue dans le projet de Constitution de la Confédération du Nord communiqué aux gouverneurs alliés le 14 décembre dernier, sera accomplie dans les États qui, d'après les lois militaires de la Confédération germanique, appartenaient à la division de réserve, de telle manière que ces États, tout en reconnaissant la quote-part de 225 thalers par homme à établir dans la Constitution de la Confédération du Nord, ne payeront dans la première année de la réorganisation (1867) que 162 thalers, et successivement 9 thalers de plus chaque année, de façon qu'ils ne payeront la somme totale qu'à partir de 1874. La formation des armes spéciales aura lieu dès que l'augmentation stipulée dans ce qui précède le permettra.

1. Voir *Archives*, 1866, I, 17.

Art. 2. Les dépenses de première organisation non comprises dans la quote-part de 225 thalers ne sont pas touchées par la présente Convention.

Art. 3. Les Hautes Parties contractantes inviteront les autres anciens États fédéraux qui appartenaient à la division de réserve à accéder à la présente Convention; mais celle-ci les liera quant aux prestations militaires, même si ces Gouvernements n'y accédaient pas tous.

Art. 4. Le présent Traité sera ratifié dans un délai de huit jours.

Protocole additionnel, destiné à faciliter la réorganisation.

1° Dans la réorganisation des contingents qui ont fait partie jusqu'ici de la division de réserve, la Prusse se charge aussi de l'organisation de la landwehr et des opérations de recrutement.

2° Jusqu'en 1874, tous les officiers desdits contingents seront considérés comme faisant partie de l'armée prussienne. Par suite, tous les emplois, promotions, permutations dans les contingents de l'armée fédérale, de même que toutes les mises à la retraite, seront ordonnés directement par le chef de guerre fédéral. Il sera donné connaissance des ordres relatifs à ces objets aux chefs des divers contingents, et il sera tenu compte autant que possible de leurs vœux à cet égard.

3° Tous les officiers prêteront à S. M. le roi de Prusse le serment du drapeau; ceux qui entreront dans les anciens contingents seront obligés, moyennant promesse solennelle et engagement écrit, de « favoriser le bien et la prospérité du chef du contingent et de détourner tous les dommages et préjudices de lui et de son pays. »

4° Pour faciliter les permutations nécessaires, les couleurs fondamentales, la coupe et les insignes des grades des uniformes prussiens seront adoptés pour le vêtement de toutes les troupes; les officiers porteront aussi les insignes de service et les écharpes prussiennes. Les chefs des divers contingents auront la faculté de déterminer, suivant leurs convenances, les marques extérieures.

5° Le chef de chaque contingent a les attributions disciplinaires d'un général en chef; pour le reste, les attributions disciplinaires seront exercées par le chef des troupes au commandement duquel le contingent sera subordonné. La confirmation et l'adoucissement des jugements des conseils de guerre et des tribunaux d'honneur auront lieu par la voie des instances militaires. Le droit de grâce est exercé par S. M. le Roi de Prusse. Il sera tenu compte autant que possible

des vœux que les chefs des contingents pourraient exprimer à cet égard.

6° Dans le tableau de chaque contingent, on admettra des aides de camp du chef du contingent.

CONFÉRENCES DE STUTTGART.

Protocole pour l'organisation militaire de l'Allemagne du Sud, signé à Stuttgart entre la Bavière, le Wurtemberg, Bade et le Grand-Duché de Hesse, le 5 février 1867.

Art. 1^{er} L'intérêt de la nation commande l'organisation des forces militaires afin d'arriver à une action commune qui puisse inspirer le respect à tous.

Art. 2. Il y a lieu d'inviter les Chambres des quatre États à augmenter autant que possible leurs armements en appliquant les bases de l'organisation prussienne, afin qu'il y ait union de toute l'Allemagne pour sauvegarder l'intégrité de son territoire.

Art. 3. Les principes communs sont les suivants :

1° Service militaire obligatoire pour tout homme capable de porter les armes avec exclusion absolue de tout remplacement ou exonération ;

2° A vingt ans, ou à vingt et un ans au plus tard, entrée au service, si l'on n'y est entré volontairement plus tôt ;

3° Après avoir porté pendant trois ans les armes, le soldat entre dans la réserve ; mais, en cas de guerre, il servira dans la ligne ;

4° L'armée de ligne et la réserve sont formées en se rapprochant de l'organisation prussienne, c'est-à-dire en prenant 2 pour 100 de la population, 1 pour 100 étant, en moyenne, sous les armes. Le minimum sera de $\frac{1}{2}$ pour 100 pour l'armée permanente, et $\frac{3}{4}$ pour 100 pour le service actif ;

5° Après le service obligatoire dans l'armée permanente, les soldats passeront dans la landwehr du premier ban (réserve). Ils seront assujettis à des exercices pendant la paix et au service ordinaire de l'armée pendant la guerre ;

6° A trente-deux ans au plus tard, l'obligation du service dans l'armée active et la landwehr cesse ;

7° On ne s'occupe pas ici du second ban de la landwehr ni du landsturm ;

8° On ne peut se marier ni émigrer pendant les trois ans de service actif;

9° La loi pourvoira au maintien des cadres de sous-officiers.

Art. 4. L'action collective, tant entre les quatre États qu'avec l'Allemagne entière, sera assurée en divisant et en équipant les armées d'une façon identique.

Art. 5. L'action collective sera facilitée par les arrangements suivants :

1° *Unité de tactique.* — *Infanterie* : bataillons de 1000 hommes, divisés en quatre compagnies;

Cavalerie : régiments de cinq escadrons;

Artillerie : batterie de six canons.

Les brigades et divisions seront formées selon la situation des quatre États. Autant que possible, on formera des corps d'armée de 30 000 à 45 000 hommes. A chaque bataillon d'infanterie correspondra un escadron de cavalerie. Pour 1000 homme d'infanterie et de cavalerie, il y aura trois canons;

2° *Unité de règlements.*

Les exercices devront être uniformes notamment sur les points suivants :

a. Commandements et signaux uniformes;

b. Unité pour le service de campagne.

3° Uniformité d'armement (armes et munitions).

Comme le meilleur système d'armement à feu n'est pas encore admis, et que les expériences continuent, ce point est réservé.

Mais l'accord est réservé pour l'artillerie de campagne.

4° Manœuvres communes;

Elles auront lieu le plus souvent possible et des dispositions ultérieures seront prises à ce sujet;

5° Instruction uniforme des officiers. Tout en tenant compte de la différence d'organisation des écoles militaires d'état-major, d'artillerie du génie, de tir, etc., des arrangements communs seront arrêtés;

6° A cet effet, une conférence militaire des quatre États s'assemblera à Munich le 1^{er} octobre 1867 au plus tard;

La commission de liquidation continuera ses travaux le plus tôt possible, afin qu'on puisse statuer sur le sort des forteresses d'Ulm et de Rastadt.

Pour la Bavière (L. S.) Signé : le prince DE HOHENLOHE, ministre d'État pour les relations extérieures; le général baron DE PRANCK, ministre de la guerre.

Pour Bade (L. S.) Signé : M. DE FREYDORF, président du ministère des relations intérieures; le lieutenant général LUDWIG, président du ministère de la guerre.

Pour le Wurtemberg (L. S.) Signé : baron DE VARNBUHLER, ministre des relations extérieures; général DE HARDEGG, ministre de la guerre.

Pour Hesse-Darmstadt (L. S.) Signé : baron DE DALWIGK, ministre des relations extérieures; général major DE GROLLMAN, directeur du département de la guerre.

PRUSSE — SAXE-ROYALE.

Convention militaire conclue à Berlin le 7 février 1867.

Art. 1^{er}. Les troupes saxonnes forment un corps d'armée spécial, qui est composé et formé par les quatre armes, le train et l'administration, de la même manière qu'un corps d'armée prussien, et qui, au cas de mobilisation, forme la quantité proportionnelle de troupes de dépôt et de garnison. La nouvelle organisation devra être terminée au 1^{er} octobre prochain. Les troupes saxonnes formeront à partir de ce moment le 12^e corps d'armée de l'armée de la Confédération du Nord, et auront leurs drapeaux et insignes de campagne particuliers. Les divisions, brigades, régiments et bataillons isolés porteront les numéros courants à la suite des numéros du 11^e corps, indépendamment de leur numéro particulier dans l'armée saxonne. Sans préjudice du droit qui appartient à S. M. le Roi de Prusse, aux termes de l'article 60 du projet de constitution fédérale, de disposer des divers corps de troupes, on conservera, autant que possible, l'unité du corps d'armée saxon.

Art. 2. Le Gouvernement saxon appliquera sans délai aux troupes saxonnes les règlements d'exercice et autres concernant l'instruction et l'emploi des troupes admis en Prusse. A cet effet, le chef de guerre fédéral fera parvenir à S. M. le Roi de Saxe toutes les lois, règlements, etc., rendus ou à rendre à ce sujet. Plus tard, ce sera le comité militaire, dans lequel la Saxe sera toujours représentée, qui servira d'intermédiaire pour les relations du service.

Art. 3. Bien que S. M. le Roi de Prusse ne veuille pas intervenir dans l'administration intérieure du corps d'armée saxon, le Gouvernement saxon est obligé néanmoins, d'après l'article 5 du projet de Constitution, de verser à la caisse fédérale la partie de la prestation en argent, due par la Saxe, qui ne sera pas absorbée par l'entretien du corps saxon, des forteresses, etc.; l'armée saxonne sera comprise à partir du 1^{er} janvier 1868 dans le budget et les comptes de l'armée

fédérale. En conséquence elle participera aussi à partir de ce jour aux établissements concernant l'ensemble de l'armée fédérale, à l'administration centrale, aux écoles militaires, à l'état-major général, etc. Le Gouvernement prussien offre de fournir les armes nécessaires aux troupes saxonnes.

Art. 4. Pour arriver à la conformité dans l'instruction et le service intérieur, des officiers saxons seront commandés pour servir un ou deux ans dans l'armée prussienne, et des officiers prussiens pour servir dans l'armée saxonne. Le chef de guerre fédéral fera inspecter une fois par an les troupes saxonnes. Si des vices sont signalés dans ces inspections, le chef de guerre en fera communication à S. M. le Roi de Saxe, qui s'oblige à y porter remède.

Art. 5. Bien que S. M. le Roi de Prusse ait le droit de régler les garnisons de toutes les troupes de l'armée fédérale, en temps de paix comme en temps de guerre, il veut bien cependant ne faire usage de ce droit pendant la paix que si les intérêts du service fédéral le rendent nécessaire. Pour les temps les plus prochains, le Roi de Prusse, d'accord avec le Roi de Saxe, et conformément au Protocole ci-joint, se réserve l'occupation des places du royaume de Saxe désignées dans ledit Protocole.

Art. 6. Le serment du drapeau des troupes saxonnes contiendra la clause suivante, en vue de ses obligations envers le chef de guerre fédéral: Je jure que je servirai fidèlement le Roi pendant la durée de mon service comme soldat; que je prêterai obéissance au chef de guerre fédéral et aux lois militaires, et que je me comporterai toujours comme un soldat brave et aimant l'honneur. Aussi vrai que Dieu m'aide.

Art. 7. S. M. le roi de Saxe procédera à la nomination des généraux commandants des divisions de l'armée saxonne, après s'être concerté avec le roi de Prusse. Le commandant en chef du corps d'armée saxon sera nommé par le roi de Prusse sur la proposition du roi de Saxe.

Art. 8. En ce qui concerne les forteresses, on fait remarquer qu'il ne sera payé aucune indemnité pour les ouvrages situés en Saxe et leur armement, et que de même que toutes les forteresses situées dans le territoire de la Confédération, ils passent dans la possession de celle-ci. Cette disposition ne portera aucun préjudice aux droits de souveraineté ni aux droits privés. Une loi concernant le rayon des forteresses sera rendue par voie fédérale. Jusque-là, on appliquera les prescriptions en vigueur pour la forteresse de Mayence.

Art. 9. L'augmentation de la force des troupes saxonnes par l'appel des hommes en congé, de même que leur mise sur pied de guerre et leur mobilisation, dépendent des ordres du chef de guerre fédéral.

Ces ordres devront être exécutés immédiatement. La caisse fédérale en supportera les frais, mais les caisses saxonnes sont obligées d'en faire l'avance.

Protocole arrêté à Berlin le 7 février 1867.

Comme complément de l'article 5 de la Convention de ce jour, est convenu ce qui suit :

1^o Si jusqu'au 1^{er} juillet prochain la constitution de la Confédération du Nord est adoptée et promulguée, et la réorganisation de l'armée saxonne reconnue assez avancée pour qu'on puisse prévoir avec certitude son achèvement, S. M. le roi de Prusse, en se réservant tous les droits qui lui compètent en vertu de la Convention de ce jour, consentira à retirer d'ici audit jour les troupes prussiennes du royaume de Saxe, mais en continuant provisoirement à occuper Koenigstein, Leipzig et Bautzen. Si S. M. le roi de Saxe le désirait, une quantité égale de troupes saxonnes seraient placées dans des villes de garnison prussiennes situées à proximité de la frontière saxonne.

2^o Toutes les dépenses résultant, après le 1^{er} juillet, des mouvements extraordinaires de troupes, seront restituées par la caisse fédérale.

3^o Le Gouvernement saxon se charge des faits de l'expropriation à faire encore pour les ouvrages de fortification construits près de Dresde, et entretiendra ces ouvrages à ses frais tant que le roi de Prusse le jugera nécessaire.

4^o Eu égard aux affaires locales et aux intérêts matériels de la ville de Dresde, S. M. le roi de Prusse consent à ne pas considérer pour le moment cette ville comme place forte ou forteresse fédérale, et déclare qu'il ne sera pas donné aux ouvrages de fortification ci-dessus mentionnés une extension plus grande que celle qui a lieu jusqu'ici, et qu'il permettra, par égard particulier pour S. M. le roi de Saxe, que la ville de Dresde soit occupée uniquement par le 12^e corps de l'armée fédérale, à partir du terme désigné en l'article 1^{er}.

5^o Le 1^{er} avril 1867, les troupes saxonnes entrent sous le commandement direct du chef de guerre fédéral.

FRANCE.

Sénatus-consulte du 14 mars 1867 portant modification de l'article 26 de la Constitution,

NAPOLÉON,

Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,
A tous présents et à venir, salut :

Vu le décret du 7 février 1867 ;

Vu le sénatus-consulte du 14 mars 1867 portant modification de
l'article 26 de la Constitution du 14 janvier 1852.

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les articles 10, 11 et 14 de notre décret du 7 février 1867
sont remplacés par les articles suivants :

Art. 10. Au jour indiqué pour la délibération en séance générale
d'une loi votée par le Corps législatif, le Sénat statue d'abord sur la
question de savoir s'il y a lieu de soumettre la loi à une nouvelle déli-
bération du Corps législatif.

En cas d'affirmative, il se prononce sur la question d'urgence, et
il formule son opinion par une résolution motivée.

En cas de négative, il vote sur la question de savoir s'il y a lieu de
s'opposer à la promulgation.

Lorsque la discussion porte sur une loi adoptée sans changement
par le Corps législatif après une seconde délibération, le Sénat vote
uniquement sur la question constitutionnelle.

Le vote du Sénat ne comporte la présentation ou l'adoption d'au-
cun amendement à la loi.

Art. 11. Le Sénat statue soit sur un rapport de la commission à
laquelle l'examen de la loi a été renvoyé, soit sur la proposition d'un
Sénateur.

Art. 14. Si le renvoi de la loi à une nouvelle délibération du Corps
législatif est adopté, le Président proclame en ces termes le résultat
du scrutin : « Le Sénat déclare qu'il y a lieu de soumettre la loi à
une nouvelle délibération. »

Si l'urgence a été votée par le Sénat, le Président la proclame en
ces termes : « Il y a urgence. »

Si le renvoi n'est pas demandé, ou s'il n'est pas adopté, ou s'il
s'agit d'une loi adoptée par le Corps législatif après une deuxième déli-
bération, le Président proclame en ces termes le résultat du scrutin :
« Le Sénat s'oppose ou ne s'oppose pas à la promulgation. »

Art. 2. Notre ministre d'État est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 23 mars 1867.

NAPOLÉON.

Par l'Empereur :
Le ministre d'État :
E. ROUHER.

FRANCE. — PRUSSE.

Déclaration pour régler la perception des droits de navigation sur le canal des houillères de la Sarre, signée à Berlin le 29 mars 1862.

Le Gouvernement de S. M. l'Empereur des Français et le Gouvernement de S. M. le Roi de Prusse ayant jugé utile de régler la perception des droits de navigation sur le canal des houillères de la Sarre, en exécution de l'article 3 de la Convention conclue entre Leurs dites Majestés, le 4 avril 1861, pour l'établissement de cette voie navigable, le soussigné, ambassadeur de S. M. l'Empereur des Français près S. M. le Roi de Prusse, dûment autorisé, déclare, au nom de son auguste Souverain, que le règlement suivi de huit annexes, dont l'expédition parafée par le soussigné est ci-jointe, est accepté en toutes et chacune de ses dispositions et qu'il sera mis à exécution à partir du 15 mai 1867.

La présente Déclaration sera remise en échange d'une Déclaration identique de la part du Gouvernement de S. M. le Roi de Prusse.

Fait à Berlin, le 29 mars 1865.

BENEDETTI.

RÈGLEMENT.

Art. 1^{er}. Les conducteurs de bateaux, radeaux et bascules à poisson qui descendent ou remontent le canal de la Sarre, de Sarreguemines à Louisenthal, devront payer les droits de navigation en raison de la charge réelle des bateaux ou du volume des trains et bascules à poisson conformément au tarif ci-joint, coté n° 1^{er}, lequel, sur toute l'étendue du canal des houillères de la Sarre, ne sera pas soumis au double décime.

Art. 2. Le poids imposable sera déterminé au moyen du jaugeage des bateaux et pour chaque degré d'enfoncement par la différence entre le poids de l'eau que déplacera le bateau chargé et celui de l'eau que déplacera le bateau vide. On ne comprendra pas dans le jaugeage le poids des agrès, ni, pour les bateaux à vapeur, le poids de la machine et du combustible pour un voyage.

Le degré d'enfoncement sera indiqué au moyen d'échelles métriques incrustées dans le bordage extérieur du bateau.

Art. 3. Le jaugeage sera fait au bureau de Sarreguemines ou à celui de Sarrebruck, en présence du propriétaire ou du conducteur du bateau.

Cette opération fera l'objet d'un procès-verbal dont copie sera remise au conducteur ou au propriétaire et qui énoncera :

- 1° Le nom ou la devise du bateau ;
- 2° Les noms et domicile du propriétaire et du conducteur ;
- 3° Les dimensions extérieures du bateau mesurées en centimètres ;
- 4° Le tirant d'eau à charge complète ;
- 5° Le tirant d'eau à vide avec les agrès ;
- 6° Enfin le tonnage du bateau à charge complète et le tonnage par centimètres d'enfoncement.

La progression croissante ou décroissante du tonnage sera réglée par tranches de vingt en vingt centimètres de l'échelle mise en place.

Les millimètres ne seront pas comptés.

Art. 4. Toutes les fois que le conducteur d'un bateau en fera la demande, il sera procédé à un nouveau jaugeage ; les résultats de cette opération seront également constatés par un procès-verbal dont il lui sera délivré une ampliation en remplacement de la précédente.

Les agents des deux pays pourront aussi procéder d'office à la contre-vérification des jaugeages, et, s'il n'y a point de différence, ils se borneront à viser l'ancien procès-verbal.

Ces vérifications n'auront lieu qu'en cas de stationnement et qu'après le déchargement des bateaux.

Art. 5. De chaque côté du bateau sera incrustée une échelle en cuivre, graduée en centimètres. Le zéro de l'échelle répondra au tirant d'eau à vide et une marque apposée dans la partie supérieure indiquera la ligne de flottaison à charge complète.

La dernière ligne de flottaison à charge complète sera fixée de manière que le bateau, dans son plus fort chargement, présente toujours un décimètre en dehors de l'eau. Toute charge qui produirait un

enfoncement supérieur à la ligne de flottaison ainsi fixée est interdite.

Les propriétaires et conducteurs pourront fournir et placer eux-mêmes les échelles en se conformant aux indications du service. A leur défaut, les employés du bureau de Sarreguemines ou de Sarrebruck y pourvoiront; dans ce cas, le prix des échelles sera remboursé à raison de cinquante centimes ou quatre silbergros prussiens par décimètre, y compris la mise en place.

Art. 6. Il est défendu aux bateliers d'enlever ou de déplacer les échelles.

Toutes les fois que par un accident quelconque les échelles auront été perdues ou qu'elles se trouveront détériorées, le batelier sera tenu de les faire immédiatement remplacer, en se conformant aux dispositions qui précèdent.

Art. 7. La perception du droit sur tout bateau qui naviguera pour la première fois sera garantie par une déclaration du batelier, laquelle sera inscrite sur le manifeste dont il sera parlé plus loin, et qui énoncera, indépendamment du tonnage par évaluation, la distance entre le plat-bord et la ligne de flottaison du chargement. Le batelier sera tenu de faire jaugeur son bateau au premier passage à Sarreguemines ou à Sarrebruck lorsqu'il sera à vide, ou, s'il est chargé, lorsqu'il en aura opéré le déchargement.

Aucun bateau ne pourra toutefois passer plus de trois fois à Sarreguemines ou à Sarrebruck sans avoir été jaugé. Il ne sera pas apposé d'échelles sur tout bateau qui devra être dépecé après le premier voyage. Dans ce cas, le service se bornera à vérifier le chargement au lieu d'arrivée.

Art. 8. Les bateliers fourniront aux employés les moyens de se rendre à bord toutes les fois que, pour reconnaître les marchandises transportées ou pour vérifier l'échelle, ils seront obligés de s'en approcher.

Art. 9. Les droits de navigation seront perçus :

EN FRANCE.

Par tonne de 1000 kilogrammes et par kilomètre,			
pour les marchandises de première classe, à raison de	1	c	
Pour les marchandises de deuxième classe, à raison de	0	5	m
Pour les marchandises de troisième classe à raison de	0	2	5 d
Pour les trains et radeaux, par mètre cube et par kilomètre, à raison de	0	2	5

Pour les bascules à poisson, par mètre cube et par
kilomètre. 1

EN PRUSSE.

Par quintal et par mille, pour les marchandises de
première classe, à raison de. 0 4 pfennige.
Pour les marchandises de deuxième classe, à rai-
son de. 0 2
Pour les marchandises de troisième classe, à rai-
son de 0 1
Pour les trains et radeaux, par pied cube et par
mille 0 05
Pour les bascules à poisson, par pied cube et par
mille 0 2

Le tableau ci-joint (côté n° 2), qui indique les distances dans la partie du canal entièrement prussienne et celles de la partie commune aux deux Pays, ainsi que les principaux points de stationnement, servira de règle à la perception.

Art. 10. Pour la perception des droits de navigation, le Gouvernement français établira un bureau à Sarreguemines, et le Gouvernement prussien en établira à Sarrebruck et à Gudingen.

Art. 11. La perception sera faite à chaque bureau de navigation, tant à la descente qu'à la remonte :

1° Pour les distances entièrement parcourues et qui auront commencé sur un point où il ne se trouve pas de bureau ;

2° Pour les distances à parcourir jusqu'au prochain bureau, ou seulement jusqu'à l'un des lieux désignés au tableau n° 2, si le déchargement s'opère dans ce lieu ;

3° Enfin, pour les distances parcourues ou à parcourir entre deux bureaux.

Néanmoins, quelque éloigné que soit le point de destination sur toute l'étendue du canal, le batelier aura la faculté de payer les droits au départ à Sarrebruck pour toutes les distances parcourues et à parcourir entre Louisenthal et Sarreguemines, et au bureau de cette dernière ville pour toutes les distances à parcourir jusqu'à l'origine du canal, et *vice versa* à la descente, à la charge par lui de faire reconnaître, à chaque lieu de station, la conformité du tirant d'eau avec le manifeste et le procès-verbal de jaugeage dont il devra être muni.

La même faculté est accordée aux conducteurs de trains ou de bascules à poisson.

Art. 12. Toutes les fois qu'un batelier aura payé d'avance pour la

totalité du chargement possible de son bateau en marchandises de première classe, il ne sera tenu, aux bureaux intermédiaires de navigation, que d'y représenter, sur réquisition, son manifeste.

Art. 13. Le conducteur qui aura payé d'avance les droits dans la partie du canal entre Sarreguemines et Louisenenthal devra, s'il charge en route de nouvelles marchandises, représenter un manifeste supplémentaire et payer, également d'avance, les droits sur ces marchandises.

Ce manifeste supplémentaire sera soumis aux mêmes règles que le manifeste primitif.

Art. 14. Les bateaux, radeaux et bascules à poisson qui seront partis d'un point où il n'existe pas de bureau de navigation, ou qui, pendant leur navigation, ne passeront point devant l'un des trois bureaux désignés ci-dessus, seront affranchis de tous droits et de toutes formalités.

Art. 15. Toute distance entre chacun des lieux désignés au tableau n° 2 qui aura été commencée sera considérée comme achevée.

Art. 16. Les trains et radeaux chargés de marchandises seront imposés à un droit double de celui qui sera perçu sur les trains non chargés, ainsi qu'il résulte du tarif.

Ne seront point considérés comme trains chargés ceux qui ne porteront que les perches et rouettes de rechange.

Art. 17. Les droits sur ces trains seront perçus par mètre cube ou pied cube d'assemblage, sans déduction pour les vides.

Les espaces laissés vides entre les coupons des trains et ceux dans lesquels seraient placés des tonneaux pour maintenir les trains à flot ne seront point compris dans le cubage.

Art. 18. Les bateaux chargés de marchandises donnant lieu à la perception de droits différents seront soumis aux droits proportionnellement au poids et à la nature de chaque partie du chargement.

Art. 19. Seront exempts de droits :

1° Les bateaux et bascules à poisson entièrement vides.

2° Les bâtiments et bateaux de la marine impériale de France et de la marine royale de Prusse affectés au service militaire, sans l'intervention de fournisseurs ou d'entrepreneurs;

3° Les bateaux employés exclusivement au service ou aux travaux de la navigation par les agents des travaux publics des deux Pays;

4° Les bateaux pêcheurs, lorsqu'ils porteront uniquement des objets relatifs à la pêche;

5° Les bacs, batelets et canots servant à traverser d'une rive à l'autre;

6° Les bateaux servant aux propriétaires et fermiers et chargés d'engrais, de denrées, de récoltes et de grains en gerbes pour le compte desdits propriétaires ou fermiers, lorsqu'ils auront obtenu l'autorisation de se servir de bateaux particuliers dans l'étendue de leur exploitation.

Art. 20. Tout bateau sur lequel il y aura des voyageurs payera le droit imposé à la première classe du tarif, quelle que soit la nature du chargement, suivant le poids qu'indiquera l'enfoncement de l'échelle.

Art. 21. Les dispositions qui précèdent sont toutes applicables aux bateaux à vapeur. Ces bateaux sont soumis aux mêmes règles et imposés aux mêmes droits que les bateaux ordinaires.

Art. 22. Aucun bateau ne pourra naviguer sur le canal qu'après avoir été préalablement jaugeé à Sarreguemines ou à Sarrebruck, sauf les exceptions prévues à l'article 7.

Art. 23. Les conducteurs de bateaux et de radeaux doivent déclarer leur chargement ou bien leur volume en remettant au bureau un manifeste conforme aux modèles.

Ce manifeste, dont le conducteur du bateau ou radeau demeure responsable, sera écrit et signé par lui, ou par toute autre personne pour lui, à l'exclusion des employés chargés de la perception des droits de navigation.

Le manifeste pour les bateaux sera, d'ailleurs, conforme au degré d'enfoncement des échelles ainsi qu'aux connaissements et lettres de voiture, qui devront être représentés.

Le conducteur remettra au bureau un double de ce manifeste, qui restera comme pièce justificative, et le manifeste original lui sera remis, après avoir été vérifié, pour accompagner le bateau ou radeau.

Les employés consigneront le résultat de cette vérification sur le manifeste, et, après avoir perçu les droits, en donneront quittance sur ce même manifeste.

Les mêmes annotations seront faites sur la copie du manifeste.

Le conducteur qui finira son trajet à un endroit où se trouve un bureau doit remettre aux employés de ce bureau le manifeste dont il est porteur.

Celui qui terminera son trajet entre deux bureaux remettra son manifeste au dernier bureau devant lequel il devra passer.

Dans le cas où des droits seraient à payer au bureau auquel le manifeste est remis, la copie de ce manifeste n'est pas nécessaire dans ce bureau, puisque l'original y est conservé.

Les bateaux vides, étant exempts de droits, n'auront pas besoin d'être accompagnés d'un manifeste.

Art. 24. Les marchandises qui ne seront pas exactement désignées et dont la classification ne pourra être déterminée sur le vu des connaissements et lettres de voiture ni par la vérification du service, payeront les droits de la première classe.

Si le poids réel du chargement n'est pas conforme aux indications du manifeste, on prendra ce poids pour base de la perception, et on imposera l'excédant proportionnellement aux quantités de marchandises soumises aux différentes classes du tarif.

Art. 25. Le Gouvernement français consent à ce que les connaissements ou lettres de voiture soient exonérés du timbre pour la navigation sur la partie du canal commune aux deux Pays, soit dans un parcours de onze kilomètres, mais, à la sortie du canal ou à leur arrivée à Sarreguemines, c'est-à-dire pour la circulation dans la partie entièrement française, les marchandises françaises ou prussiennes rentreront, sous ce rapport, dans le droit commun français.

Il est entendu, d'ailleurs, que les expéditions délivrées par les bureaux français, dans toute l'étendue du canal, pour les bateaux venant de la Prusse ou allant en Prusse, seront affranchies du paiement des timbres de dix centimes des contributions indirectes.

Art. 26. Les bureaux de perception seront ouverts aux jours et heures déterminés par les règlements propres à chaque Pays, et ces jours et heures seront indiqués par un placard apposé à l'entrée du bureau.

Art. 27. Le paiement des droits, tant au bureau de Sarreguemines que dans les bureaux de la Prusse, aura lieu indistinctement en monnaies d'or, d'argent ou de cuivre de France ou de Prusse.

Dans la partie entièrement française du canal, la monnaie française sera seule admise. •

Art. 28. Les conducteurs de bateaux sont tenus de représenter à toute réquisition, aux employés de la navigation des deux Pays ainsi qu'aux éclusiers, les manifestes, les expéditions, le procès-verbal de jaugeage et les lettres de voiture ou connaissements dont ils sont porteurs.

Art. 29. Les contraventions aux dispositions du présent règlement seront constatées, poursuivies et punies dans les formes et d'après les lois de chaque Pays.

Il est entendu, d'ailleurs, que les employés appelés à constater ces contraventions ne pourront agir que sur leur territoire respectif.

Art. 30. Les droits perçus, tant à la remonte qu'à la descente, pour la distance entre Louisenthal et la frontière franco-prussienne au-dessus de Gudingén, appartiendront en totalité au Gouvernement prussien.

Le montant brut des droits perçus, tant à la remonte qu'à la descente, pour la distance entre la frontière franco-prussienne au-dessus de Gudingen et Sarreguemines, sera partagé, par égale portion, entre la France et la Prusse.

Art. 31. Les droits perçus d'après les manifestes seront inscrits sur des livres de recettes tenus dans chaque bureau.

Dans les bureaux prussiens de Sarrebruck et de Gudingen, on fera usage du modèle ci-joint, coté n° 4; ce registre présentera séparément les perceptions effectuées pour le compte du Gouvernement prussien seul et celles opérées pour le compte des deux États riverains, de manière qu'il puisse servir également pour la perception des droits aux différentes distances ainsi que pour le paiement d'avance pour toute la longueur du canal jusqu'à Sarreguemines.

Le bureau de Sarreguemines tiendra un premier livre de recettes conforme au modèle ci-annexé, coté n° 5, sur lequel il inscrira les recettes communes effectuées pour les distances de Sarreguemines jusqu'à la frontière franco-prussienne au-dessus de Gudingen, et un second livre conforme au modèle ci-joint, coté n° 6, en ce qui concerne les droits perçus d'avance pour le compte seul du Gouvernement prussien.

Des exemplaires imprimés de ce dernier journal seront livrés au bureau de Sarreguemines, sur sa demande, par le bureau de Gudingen.

Les livres de recettes seront tenus pour une période de trois mois et clôturés au dernier jour du trimestre. Dans le cas où la perception ne commencerait pas au premier jour de l'un des quatre trimestres de l'année, savoir : les 1^{er} janvier, 1^{er} avril, 1^{er} juillet et 1^{er} octobre, la première période ne se composerait que du temps qui s'écoulerait jusqu'à l'une des dates précitées.

Art. 32. Dans les dix jours qui suivront l'expiration de chaque trimestre, le bureau de Sarreguemines remettra en monnaies d'or ou d'argent des deux pays, à la caisse principale des douanes à Sarrebruck, en y joignant les livres de recettes mentionnés plus haut :

- 1° Le montant des droits perçus pour le compte seul de la Prusse;
- 2° La moitié des droits communs.

Avant d'être remis à la Prusse, les livres de recettes auront été vérifiés et visés par le chef du service des contributions indirectes à Sarreguemines. De leur côté, et dans le même délai, les bureaux de Sarrebruck et de Gudingen verseront au bureau de Sarreguemines, en y joignant un état conforme au modèle ci-joint, coté n° 7, la moitié des droits perçus pour le compte commun.

Les états justificatifs n° 7 dressés par les bureaux de Sarrebruck et de Gudingen devront, avant leur remise, être vérifiés, rapprochés

des livres de recettes et certifiés exacts par le chef de service de Sarrebruck.

De cette manière, chaque Pays encaissera, de trois mois en trois mois toutes les sommes qui lui reviendront et il établira ses comptes ainsi que ses moyens de contrôle d'après les règles qui lui sont propres et comme il l'entendra.

Il est convenu, d'ailleurs, que les employés supérieurs des deux États auront le droit de faire dans les bureaux de Sarreguemines, de Sarrebruck et de Gudingén toutes les vérifications qu'ils jugeront nécessaires pour contrôler les perceptions du droit de navigation, mais seulement en ce qui peut intéresser leur Pays respectif.

Il est entendu également que les deux États se communiqueront mutuellement tous les documents, observations et éclaircissements qui peuvent leur être utiles, au point de vue de la navigation sur la Sarre.

Art. 33. Dans les paiements trimestriels, le franc sera compté pour huit silbergros prussiens, et un thaler prussien pour trois francs soixante-quinze centimes.

Art. 34. Aucune retenue ne sera faite pour frais de perception, ni pour les recettes effectuées pour le compte commun, ni pour les droits que le bureau de Sarreguemines aura perçus d'avance pour le compte seul de la Prusse.

Art. 35. Le batelier qui aura payé d'avance les droits de navigation pour la partie du canal entre Sarreguemines et Louisenthal pourra, s'il opère le déchargement de ses marchandises avant d'avoir parcouru le trajet déclaré, obtenir le remboursement du droit qu'il aura payé en trop, pourvu qu'il déclare ce déchargement au bureau le plus voisin.

Les employés de ce bureau, après avoir opéré les vérifications nécessaires, consigneront leurs observations dans un certificat qui sera joint à la réclamation.

Dans le cas où, par suite de l'éloignement du bureau, il y aurait impossibilité de procéder de la sorte, l'attestation des employés serait remplacée par celle des autorités locales.

La demande en remboursement sera ensuite, dans chaque Pays, soumise à l'autorité compétente, qui statuera, et si le remboursement est autorisé, il aura lieu au moyen d'une déduction sur les recettes dans le bureau qui fera la restitution.

Art. 36. Pendant la durée du règlement, les États riverains ne pourront percevoir, sous telle dénomination que ce soit, des droits de navigation autres que ceux établis par le présent règlement.

Ils ne pourront pas non plus les élever sans un consentement mutuel.

En ce qui concerne les diminutions, chaque Pays pourra en opérer dans la partie du canal qui lui appartient exclusivement, en ayant soin toutefois d'en donner connaissance à l'autre État.

Art. 37. Le tarif, tel qu'il est établi à l'article 9, est adopté pour trois années à dater de la mise en vigueur. A l'expiration de cette période, il pourra être révisé d'après la connaissance qu'on aura de l'importance des recettes. Toutefois, si cette révision n'avait pas lieu, le tarif continuerait d'avoir son effet, chacun des deux Gouvernements se réservant d'ailleurs la faculté d'y proposer des modifications en prévenant six mois à l'avance.

Art. 38. Toutes les difficultés qui pourraient s'élever sur l'interprétation ou l'exécution du présent règlement seront réglées d'un commun accord entre les deux Gouvernements.

Berlin, le 29 mars 1867.

Signé : BENEDETTI.

Tarif des droits de navigation à percevoir sur le canal de la Sarre.

NOMENCLATURE DES MARCHANDISES.	TAXES A PERCEVOIR	
	en France, par tonne de 1,000 kil. et par kilomètre.	en Prusse, par quintal de 50 kilogr. et par mille.
1^{re} CLASSE.		
Sucre, café, denrées coloniales et autres, épiceries, comestibles, tabacs		Pfennige.
Fruits et légumes frais, fruits secs et confits, salaisons ; Huile, fruits oléagineux, beurre, miel, cire, suif, saindoux ; Soie, coton, laine, chanvre, lin et crin ouvrés, tissus de toute nature ;		
5° Quincailleries, cristaux, glaces, porcelaine, parfumerie et passementerie ;		
6° Lièges ouvrés, ivoire, nacre, écaille, corne façonnée, papier de tenture et à écrire, librairie ;	1 ^c	04
7° Cuirs et peaux, marbres en caisse ;		
8° Autres marchandises non dénommées ci-après ;		
9° Vins, eaux-de-vie, esprits, liqueurs, vinaigres, cidre, bière et autres boissons ;		
10° Céréales, soit en grains, soit en farine, légumes secs, pommes de terre, riz ;		
11° Menus grains et graines diverses ;		
12° Métaux ouvrés ;		
13° Savons ;		
14° Laines et cotons bruts ;		
2^e CLASSE.		
15° Métaux non ouvrés ;		
16° Bois exotiques d'ébénisterie et de teinture, substances tinctoriales ;		
17° Charbon de bois, écorces, tan ;		
18° Mélasses et betteraves ;	0 5 ^m	02
19° Droguerie, potasse et soude, produits chimiques, soufre raffiné, sel ;		
20° Faïence, verre à vitre, verrerie, bouteilles, poterie commune, formes à sucre ;		
3^e CLASSE.		
21° Houille et coke ;		
22° Minerais, terre à porcelaine, asphaltes en bloc et en mastic, soufre brut ;		
23° Bois de toute espèce, autres que les bois exotiques d'ébénisterie et de teinture, fagots, charbonnette, tourbes ;		
24° Cendres, fumiers, engrais de toute sorte, noir animal, guano ;		
25° Marbres et granits bruts ou simplement dégrossis, lave, grès, tuf, pierres de toute espèce, moellons, carreaux, briques, tuiles, ardoises, chaux, plâtre, ciment, et autres matériaux de construction, marne, argile, sable, cailloux ;	0 2 5 ^d	01
26. Tuyaux de drainage ;		
26. Fourrages, tourteaux de graines oléagineuses, pulpe de betteraves ;		
28. Futailles vides, chiffons, drilles, verres cassés, scories, pavés, craie, terres et ocres, blanc d'Espagne et autres.		
Trains et radeaux en bois de toute espèce, par mètre cube d'assemblage, sans déduction pour les vides, et en Prusse par pied cube et par mille	0 2 5 ^d	005
Bascales à poisson, par mètre cube, et en Prusse par pied cube	1	02

Art. 1^{er}. Les trains et radeaux chargés de marchandises seront imposés à un droit double de celui qui sera perçu sur les trains non chargés.

Ne seront point considérés comme trains chargés ceux qui ne porteront que les perches et rouettes de rechange.

Art. 2. Seront exempts de droits :

1° Les bateaux et bascules à poisson entièrement vides ;

2° Les bâtiments et bateaux de la marine impériale de France et de la marine royale de Prusse affectés au service militaire, sans intervention de fournisseurs ou d'entrepreneurs ;

3° Les bateaux employés exclusivement au service ou aux travaux de la navigation par les agents des travaux publics des deux Pays ;

4° Les bateaux pêcheurs, lorsqu'ils porteront uniquement des objets relatifs à la pêche ;

5° Les bacs, batelets et canots servant à traverser d'une rive à l'autre ;

6° Les bateaux servant aux propriétaires ou fermiers et chargés d'engrais, de denrées, de récoltes et de grains en gerbes pour le compte desdits propriétaires ou fermiers, lorsqu'ils auront obtenu l'autorisation de se servir de bateaux particuliers dans l'étendue de leur exploitation.

Art. 3. Tout bateau sur lequel il y aura des voyageurs payera le droit imposé à la première classe du tarif, quelle que soit la nature du chargement, et suivant le poids qu'indiquera l'enfoncement de l'échelle.

Art. 4. Les dispositions qui précèdent sont toutes applicables aux bateaux à vapeur ; ces bateaux sont soumis aux mêmes règles et imposés aux mêmes droits que les bateaux ordinaires.

Tableau des distances pour la perception des droits de navigation sur le canal de la Sarre entre Sarreguemines et Louisenthal.

POINTS		DISTANCES	
de départ.	d'arrivée.	françaises en kilomètres.	prussiennes en milles.
A. à la remonte.	Sarrebruck.....	7	0 90
Louisenthal.....	Frontière franco-prussienne		
Sarrebruck.....	au-dessus de Gudingén..	7	1 00
	Gross et Klein-Bliedersdorf..	4	0 53
Frontière franco-prussienne	Welferding.....	5	0 67
au-dessus de Gudingén...			
Gross et Klein-Bliedersdorf.	Sarreguemines.....	2	0 20
Welferding.....		25	3 30
B. à la descente.			
Sarreguemines.....	Welferding.....	2	0 20
Welferding.....	Gross et Klein-Bliedersdorf..	5	0 67
Gross et Klein-Bliedersdorf.	Frontière franco-prussienne		
	au-dessus de Gudingén...	4	0 53
Frontière franco-prussienne	Sarrebruck.....	7	1 00
au-dessus de Gudingén.			
Sarrebruck.....	Louisenthal.....	7	0 90
		25	3 30

BUREAU DE PERCEPTION DE SARREBRUCK OU GUDINGEN.

État récapitulatif des droits de navigation perçus, tant à la remonte qu'à la descente, sur le canal de la Sarre, au bureau de....., pour le compte commun des deux Etats riverains, pendant le trimestre 186 .

DÉSIGNATION.	DROITS PERÇUS		
	à la remonte.	à la descente.	Total.
Marchandises { de 1 ^{re} classe			
{ de 2 ^e classe			
{ de 3 ^e classe			
Trains et radeaux			
Trains et radeaux chargés			
Bascules à poisson			
Totaux			
A déduire : le montant des restitutions dûment autorisées			
Reste en recette brute à répartir moitié pour la France			

Le présent état, duquel il résulte que les recettes à répartir effectuées pendant le trimestre 186 , du n° au n° du livre-journal, s'élèvent à (inscrire la somme en toutes lettres), et que la moitié revenant à la France est de (en toutes lettres), est certifié sincère et véritable par le receveur soussigné.

A le 186 .

Vu, vérifié et certifié conforme au livre de recette par le chef du service des douanes à Sarrebruck.

(L. S.) B.

Art. 2. Notre Ministre secrétaire d'État au département des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 13 avril 1867.

Vu et scellé du sceau de l'État :
Le garde des sceaux, ministre
de la justice et des cultes,
J. BAROCHE.

NAPOLÉON.
Par l'Empereur :
Le ministre des affaires
étrangères,
MOUSTIER.

ÉTATS-UNIS. — RUSSIE.

Traité de cession de l'Amérique russe aux États-Unis signé à Washington le 29 mars 1867.

Les États-Unis d'Amérique et S. M. l'Empereur de toutes les Russies, désirant raffermir, si c'est possible, la bonne intelligence qui règne entre eux, ont, dans ce but, choisi comme Ministres plénipotentiaires respectifs :

Le Président des États-Unis, M. William H. Seward, Secrétaire d'État ;

Sa M. l'Empereur de toutes les Russies, M. Édouard Stoeckl, Envoyé extraordinaire aux États-Unis ; lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et signé les articles suivants :

Art. 1^{er}. S. M. l'Empereur de toutes les Russies s'engage, par cette Convention, et aussitôt après l'échange des ratifications, à céder aux États-Unis tout le territoire possédé aujourd'hui et le droit de souveraineté exercé sur ledit par Sa Majesté sur le continent d'Amérique, ainsi que les îles adjacentes ; lequel territoire est compris dans les limites géographiques suivantes : (suit la délimitation des possessions russes d'Amérique, telle qu'elle a été établie par la Convention signée le 27 février 1829 entre l'Angleterre et la Russie. Dans cette délimitation sont comprises les îles Aléoutiennes jusques et y compris l'île d'Attou.)

Art. 2. La cession de territoire et de droit de souveraineté faite en vertu de l'article précédent embrasse le droit de propriété sur tous les terrains et les jardins publics, les terres vacantes et tous les bâtiments publics, les casernes et les autres édifices qui n'appartiennent pas à des particuliers. Il est toutefois entendu et arrêté que les églises qui ont été construites sur le territoire cédé par le Gouvernement russe demeureront la propriété des membres de l'Église grecque orientale, résidant dans le territoire cédé et s'en servant pour l'exercice de leur culte. Toutes les archives du Gouvernement, les pièces et les documents se rapportant audit territoire, seront laissés entre les mains de l'agent des États-Unis ; mais les États-Unis devront, à la requête du Gouvernement russe, et à quelque époque que ce soit, remettre à celui-ci ou à ses officiers une copie authentique de ces documents.

Art. 3. Les habitants du territoire cédé pourront, à leur choix, retourner en Russie dans l'espace de trois ans et y revendiquer leur

allégeance naturelle ; mais s'ils préfèrent demeurer sur le territoire cédé, ils seront admis à jouir de tous les droits, privilèges et immunités des citoyens des États-Unis, sauf les tribus non civilisées, et leur liberté individuelle, leurs biens et leur religion seront maintenus et protégés dans toute leur force et leur valeur. Les tribus non civilisées seront soumises à telles lois et à tels règlements qu'il plaira aux États-Unis d'adopter à leur égard.

Art. 4. S. M. l'Empereur de toutes les Russies désignera, dans un délai convenable, un ou plusieurs agents pour faire remise formelle à un ou plusieurs agents semblables nommés par les États-Unis du territoire, de la souveraineté, des propriétés, des dépendances et des appartenances, cédés aux termes des articles précédents, et pour remplir toute autre formalité qui pourra être nécessaire. La cession, avec le droit de possession immédiate, sera néanmoins regardée comme complète et absolue aussitôt que les ratifications auront été échangées, sans attendre que la remise formelle ait été effectuée.

Art. 5. En considération de la cession ci-dessus mentionnée, les États-Unis s'engagent à verser, dans les ... mois qui suivront l'échange des ratifications, entre les mains du représentant diplomatique ou de tout autre agent dûment autorisé de S. M. l'Empereur de toutes les Russies, la somme de 7 millions et demi de dollars en or.

Ladite cession de territoire et de souveraineté est déclarée par les présentes libre et exempte de toutes réserves, privilèges, franchises concessions ou droits de possession en faveur de compagnies ou d'individus russes ou autres, excepté en ce qui regarde les simples propriétaires particuliers du sol. En un mot, ladite cession transmet aux États-Unis tous les droits, franchises ou privilèges appartenant à la Russie dans ledit territoire et ses dépendances.

Art. 6. Quand cette convention aura été dûment ratifiée par le Président des États-Unis, par et avec l'avis et le consentement du Sénat d'une part ; par S. M. l'Empereur de toutes les Russies de l'autre, les ratifications en seront échangées à Washington, dans le délai de ... mois, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé cette Convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Washington le 29 mars de l'an de grâce 1867.

(L. S.) *Signé* : W.-H. SEWARD.

(L. S.) *Signé* : ED. DE STOECKL.

Conférence monétaire internationale entre l'Autriche, Bade, la Bavière, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne, la Grèce, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, la Prusse, la Russie, la Suède et la Norvège, la Suisse, la Turquie et le Wurtemberg, tenue à Paris du 17 juin au 6 juillet 1867

1^{re} SÉANCE DU LUNDI 17 JUIN 1867.

Présidence de S. Exc. M. le Marquis de Moustier.

Étaient présents :

- Pour l'Autriche : S. Exc. M. le Baron *de Hock*, conseiller intime, membre de la Chambre des Seigneurs.
- Pour le Grand-Duché de Bade : MM. le Baron *de Schweizer*, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. A. R. le Grand-Duc de Bade à Paris ; *Dietz*, conseiller intime, commissaire général du Grand-Duché à l'Exposition universelle.
- Pour la Bavière : MM. *de Hermann*, conseiller d'État ; *de Haindl*, directeur de la Monnaie.
- Pour la Belgique : MM. *Fortamps*, sénateur, directeur de la Banque de Belgique ; *Stas*, membre de l'Académie royale, commissaire des monnaies.
- Pour le Danemark : M. le Comte *de Moltke-Hvitfeldt*, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. le Roi de Danemark à Paris.
- Pour les États-Unis : M. *Samuel B. Ruggles*, délégué à l'Exposition universelle.
- Pour la France : S. Ex. M. le Marquis *de Moustier*, ministre des affaires étrangères, président de la Conférence ; MM. *de Parieu*, vice-président du Conseil d'État, membre de l'Institut, vice-président de la Conférence ; *de Lavenay*, président de la section des finances au Conseil d'État ; *Herbet*, ministre plénipotentiaire, directeur au ministère des affaires étrangères ; *Dutilleul*, directeur au ministère des finances.
- Pour la Grande-Bretagne : MM. *Thomas Graham*, directeur de la Monnaie royale ; *Rivers Wilson*, attaché à la Trésorerie.
- Pour la Grèce : M. *Delyannis*, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. le Roi des Hellènes à Paris.
- Pour l'Italie : M. le Chevalier *Artom*, conseiller de la légation d'Italie à Paris ; *F. Giordano*, inspecteur au corps royal des mines, commissaire à l'Exposition universelle ;

Pour les Pays-Bas : MM. *Vrolik*, ancien ministre des finances ; *Mees*, président de la Banque néerlandaise.

Pour le Portugal : MM. le comte *d'Avila*, pair du royaume, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté Très-Fidèle à la Cour de Madrid, commissaire général à l'Exposition universelle ; M. le vicomte *de Villa-Maïor*, pair du royaume, membre du jury à l'Exposition universelle.

Pour la Prusse : MM. *Meinecke*, conseiller intime supérieur des finances ; *Herzog*, conseiller intime au ministère du commerce, commissaire à l'Exposition universelle.

Pour la Russie : M. *de Jacobi*, conseiller privé, membre de l'Académie impériale des sciences à Saint-Pétersbourg.

Pour la Suède et la Norvège : MM. *Wallenberg*, membre de la première Chambre de la Diète suédoise, directeur de la Banque de Stockholm ; *Broch*, membre du Storthing norvégien, président de la commission centrale de Norvège pour l'Exposition universelle.

Pour la Suisse : MM. *Kern*, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la Confédération helvétique à Paris ; *Escher*, directeur de la Monnaie fédérale.

Pour la Turquie : Son Exc. *Djemil-Pacha*, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la Sublime Porte.

Pour le Wurtemberg : M. le Baron *de Soden*, conseiller intime de légation.

M. *Clavery*, rédacteur au ministère des affaires étrangères, est chargé de remplir les fonctions de secrétaire.

Il est assisté de M. *Roux*, attaché à la vice-présidence du Conseil d'État, secrétaire adjoint.

La Conférence monétaire internationale s'est réunie pour la première fois le lundi 17 juin 1867, à neuf heures et demie, dans l'hôtel du ministère des affaires étrangères, sous la présidence de Son Exc. M. le Ministre des affaires étrangères.

Son Exc. M. le Marquis *de Moustier*, exprime à MM. les délégués les regrets de Son Exc. M. Rouher qui, se trouvant obligé de présider au même moment la commission impériale de l'Exposition universelle, ne pourra pas assister à la séance. Il ouvre ensuite les travaux de la Conférence, en prononçant l'allocution suivante :

« Le rapprochement que les dernières réformes commerciales ont opéré entre les intérêts économiques des peuples devait avoir pour conséquence de faire apprécier, plus vivement encore que par le passé, les avantages qu'offrirait l'unification des monnaies. Substituer à la variété des types monétaires actuellement en usage des espèces métalliques, frappées suivant des règles uniformes et soustraites aux varia-

tions du change, ce serait, en effet, écarter l'un des obstacles les plus sérieux au développement des relations internationales.

« Aussi, lorsqu'en 1865, les délégués de la France, de la Belgique, de l'Italie et de la Suisse eurent réussi à former entre ces quatre États une véritable union monétaire, la pensée d'une association plus vaste s'est-elle naturellement présentée à leur esprit : de là le droit d'accession ouvert aux autres pays par une clause spéciale de la Convention du 23 décembre 1865 ; de là le vœu émis par les commissaires que des études fussent entreprises, de concert entre tous les États civilisés, sur la question de l'uniformité des monnaies.

« Aucun moment ne pouvait être plus favorable à la réalisation de ce vœu que celui de l'Exposition universelle ; le Gouvernement de l'Empereur s'est empressé d'en profiter, et l'accueil que les divers Gouvernements ont bien voulu faire à ses ouvertures lui a prouvé que l'importance du problème à résoudre était universellement reconnue.

« Les dispositions ainsi manifestées dès l'abord sont d'autant plus précieuses que l'on ne saurait se dissimuler les difficultés de la tâche que les membres de la Conférence ont à remplir. Ces difficultés sont de diverses natures, et, pour les aplanir, il importe, avant tout, que chaque État, en présence du grand intérêt auquel il s'agit de donner satisfaction, vienne, sans idées exclusives, prêter son concours à la recherche de la meilleure solution.

« Le Gouvernement français se plaît, d'ailleurs, à reconnaître, messieurs, dans le choix même dont vous avez été l'objet de la part de vos Gouvernements, un nouveau gage de la sollicitude qui, à l'étranger comme en France, se porte sur la question soumise à la Conférence. Une étude aussi délicate et aussi complexe ne pouvait pas être confiée à une assemblée qui présentât un ensemble plus complet de connaissances acquises, soit dans la pratique des grandes affaires, soit dans la direction d'importantes institutions financières, soit dans des travaux techniques.

« Les séances de la Commission internationale commencent donc sous les plus heureux auspices, et l'on peut en envisager le résultat avec confiance.

« J'aurais désiré, ajoute en terminant M. le Ministre des affaires étrangères, pouvoir prendre part avec assiduité à vos délibérations ; mais j'ai lieu de craindre, de même que M. le Ministre d'État, que nos nombreuses occupations ne nous le permettent pas.

« En notre absence, M. de Parieu, vice-président du Conseil d'État, voudra bien diriger les travaux de la Conférence ; je n'ai pas besoin, Messieurs, de rendre auprès de vous témoignage de la haute compétence de M. de Parieu : vous savez qu'il a fait de la question monétaire l'objet des études les plus approfondies, et vous connaissez les écrits

remarquables dans lesquels il a publié les résultats de ses recherches. L'habile direction qu'il a déjà imprimée aux discussions préliminaires de la Convention de 1865 est la garantie de celle qu'il saura donner à la nouvelle Conférence. »

M. de Parieu exprime ses remerciements à M. le Ministre des affaires étrangères et réclame la bienveillante coopération des membres de la Commission pour le seconder dans la tâche qui peut lui être dévolue.

Il propose ensuite de confier à une sous-commission le soin de préparer un questionnaire qui servirait de base aux délibérations. Cette sous-commission pourrait être composée de sept membres et devrait représenter les trois groupes entre lesquels se divisent les différents États, au point de vue monétaire, suivant qu'ils ont adopté l'étalon d'or, l'étalon d'argent ou les deux étalons.

S. Exc. Djemil-Pacha rappelle qu'à l'occasion de la dernière Conférence télégraphique qui s'est tenue à Paris, une sous-commission avait été chargée de préparer non pas un questionnaire, mais un projet complet d'arrangement; ne serait-il pas possible de procéder de même aujourd'hui ?

M. Herbet fait observer que lors de la Conférence télégraphique, tous les États étaient représentés par leurs agents diplomatiques assistés de délégués spéciaux, placés pour la plupart à la tête des administrations télégraphiques de leurs pays respectifs et ayant, en quelque sorte, reçu d'avance la mission d'élucider les nombreuses questions de détail et les difficultés techniques qui se rattachaient à la réforme qu'il s'agissait d'accomplir. La Commission actuelle n'est pas composée des mêmes éléments, et tous les membres qui en font partie s'y trouvent en vertu de délégations qui n'établissent pas de semblables distinctions. *M. Herbet* appuie, d'ailleurs, la combinaison proposée par *M. de Parieu*, en ajoutant seulement que la Conférence pourrait, si elle le jugeait convenable, augmenter le nombre des membres de la sous-commission et le porter à neuf, par exemple.

M. Fortamps donne également son adhésion à la proposition dont il s'agit; elle lui paraît être le meilleur moyen d'arrêter, sans perte de temps, le programme des questions à résoudre.

M. le baron de Hock et *M. Kern* expriment l'opinion qu'il conviendrait de remettre à *M. de Parieu* et à *M. Herbet* le soin de désigner les membres de la sous-commission, dont le nombre pourrait, au besoin, être porté à neuf.

Sur l'invitation de *M. le marquis de Moustier*, il est procédé à la formation de cette sous-commission.

Après être restée suspendue pendant quelques minutes, la séance est reprise et *M. de Parieu* soumet à la Conférence les noms qui suivent :

1° Pour représenter les pays qui ont adopté l'étalon d'or, *M. Graham*, délégué de l'Angleterre, et *M. le comte d'Avila*, délégué du Portugal;

2° Pour représenter les pays qui ont l'étalon d'argent, *M. le baron de Hock*, délégué de l'Autriche, et *M. Meinecke*, délégué de la Prusse;

3° Pour représenter les pays à double étalon, *M. de Jacobi*, délégué de la Russie, et *M. de Parieu*, délégué de la France;

Enfin comme septième membre, *M. Samuel B. Ruggles*, délégué des États-Unis et seul représentant des pays transatlantiques.

La sous-commission, ainsi composée, présenterait toutes les garanties d'impartialité désirables.

M. de Jacobi fait observer que la Russie n'a qu'un seul étalon, celui d'argent.

M. de Parieu répond que cet empire se trouve, à ce point de vue, dans la même situation que la France. Dans les deux pays, il y a une sorte de prééminence pour l'étalon d'argent, mais l'or a cours légal comme l'argent, et les deux métaux sont reçus indistinctement dans les paiements.

La Conférence décide que la sous-commission se réunira le lendemain, à dix heures, au Conseil d'État, et lui présentera le plus tôt possible un projet de questionnaire.

La séance est levée à onze heures.

2^e SÉANCE DU MERCREDI 19 JUIN 1867.

Présidence de M. de Parieu.

La séance est ouverte à dix heures.

Étaient présents MM. les Commissaires qui assistaient à la première réunion, à l'exception de S. Exc. Djemil-Pacha et de *M. Vrolik*, ce dernier étant indisposé.

M. Feer-Herzog, membre du Conseil National suisse, prend place parmi les délégués.

M. le Président fait part à la Conférence d'une communication de *M. l'Ambassadeur de la Sublime Porte*, qui, ne pouvant se rendre à la séance, a désigné *M. le colonel Essad Bey*, attaché militaire de l'ambassade, pour suivre provisoirement les discussions de la Conférence, jusqu'à l'arrivée de *Mihran Bey Duz*, membre du Grand Conseil de justice et directeur de la Monnaie à Constantinople, délégué spécial du Gouvernement ottoman.

M. le Colonel Essad Bey est admis à prendre part aux travaux de la Commission.

Le procès-verbal de la première séance étant lu et adopté, M. le Président s'adresse en ces termes à MM. les délégués :

« Messieurs,

« Vous avez entendu, à votre dernière séance, les paroles par lesquelles M. le marquis de Moustier, Ministre des affaires étrangères, Président de cette Conférence, vous a exprimé, avec toute l'autorité de sa haute situation, ses remerciements et les vœux du Gouvernement français pour le succès des travaux que vous voulez bien commencer avec nous, dans la recherche des moyens propres à développer une pensée d'unification monétaire, heureusement entreprise en 1865 avec le concours sympathique de l'honorable M. Drouyn de Lhuys. Vous avez bien voulu me charger de préparer le programme détaillé de vos travaux, avec la collaboration de six membres de votre Conférence, représentant les États les plus considérables dans les divers groupes entre lesquels se répartissent les systèmes monétaires fondamentaux de l'univers. Nous avons dû nous mettre à l'œuvre en regrettant d'être privés du concours de tant d'hommes éminents qui n'avaient pu prendre place dans cette Commission, mais dont la précieuse coopération ne nous fera point défaut ici.

« Le Questionnaire que nous avons préparé hier vous a été distribué, Messieurs, et je demande la permission de vous présenter quelques courtes réflexions sur l'esprit dans lequel il a été rédigé et sur la nature des questions qui peuvent se placer en quelque sorte à côté de celles qu'il renferme.

« Les systèmes monétaires usités chez les divers peuples portent certainement les traces de variétés accidentelles dues au hasard et à l'isolement ancien des nations ; mais il est incontestable que certaines de ces variétés aussi ne sont pas tout à fait fortuites, et tiennent à la situation économique des pays dans lesquels ils ont été mis en vigueur.

« Sous ce rapport, l'unification monétaire, désirée depuis longtemps, ne devient, de nos jours, réalisable que dans la proportion suivant laquelle les situations économiques se rapprochent, et suivant laquelle les systèmes monétaires sont moins éloignés de ce que j'appellerais volontiers leur point de maturité.

« Discerner, d'une part, ce qui est relatif à ces circonstances qui touchent à l'histoire économique des nations, et, d'un autre côté, ce qu'il y a de fondamental dans la science monétaire, c'est là notre principale tâche ; car si les individus et les nations se séparent dans ce qui dépend de l'arbitraire ou du caprice, ils se réunissent aisément dans la vérité et l'intelligence calme des situations.

« Malgré cette conviction, nous n'avons pas voulu que toutes les

questions doctrinales et académiques que comporte une science peut-être encore imparfaite, la science monétaire, fussent textuellement posées dans le programme de vos travaux; elles pourront s'y présenter incidemment; elles y sont, jusqu'à un certain point, implicitement renfermées. Mais les questions que nous avons l'honneur de vous soumettre ont toutes un caractère pratique, auquel vous donnerez, nous l'espérons, votre approbation, et qui est propre à circonscrire les difficultés et à éviter peut-être quelques problèmes oiseux.

« Permettez-moi, vu le nombre et la délicatesse des questions que, malgré notre réserve, nous avons dû vous poser, d'ajouter quelques mots pour faire appel d'avance à votre patiente collaboration.

« La tâche qui nous est assignée est difficile, ainsi que M. le ministre des affaires étrangères l'a fait remarquer si judicieusement; mais une considération puissante la recommande, suivant moi, à tous nos efforts.

« La domination romaine avait imposé au monde ancien l'unification monétaire. On assure qu'au treizième siècle l'ascendant religieux et commercial de l'Italie avait donné cours au florin d'or dans toute la chrétienté¹. Depuis lors, les accidents de la guerre ont parfois étendu aussi le cercle de certains systèmes monétaires.

« Un siècle qui, comme le nôtre, a tant fait déjà pour le rapprochement des nations par la communauté des moyens matériels de communication et de certaines institutions législatives garantissant les intérêts mutuels, depuis la suppression du droit d'aubaine jusqu'aux conventions internationales pour l'exécution des jugements et pour l'extradition des accusés, depuis les conventions postales, télégraphiques et douanières jusqu'à celles qui protègent la propriété littéraire; un siècle dont le signe, suivant l'expression d'un des membres de cette Conférence, dans une réunion qui a devancé celle-ci, est la reconnaissance croissante de la solidarité des intérêts de tous les peuples²; un siècle qui, d'autre part, honore et encourage le génie de la paix, ne doit-il pas demander à la discussion pacifique le moyen d'acquiescer, en établissant l'unification monétaire, une sorte de dette envers la civilisation?

« Permettez-moi donc, messieurs, de compter sur votre indulgent concours, comme vous êtes assurés de mon dévouement et de mon impartialité dans la poursuite de cette grande tâche; s'il ne nous était pas donné de la réaliser immédiatement, je ne doute pas que nous ne soyons appelés à la préparer utilement pour l'avenir. »

1. Léon Faucher, *Recherches sur l'or*.

2. Discours de M. de Hock à l'ouverture de la Conférence monétaire de Vienne, le 6 avril 1867.

Après ce discours, qui est accueilli par des marques unanimes d'assentiment, il est donné lecture du Questionnaire préparé par la sous-commission et qui est rédigé dans les termes suivants:

QUESTIONNAIRE.

1° Par quelle voie est-il plus facile de réaliser l'unification monétaire :

Ou par la création d'un système tout nouveau, indépendant des systèmes existants, et, en ce cas, quelles seraient les bases de ce système?

Ou par la coordination mutuelle des systèmes existants; en tenant compte des avantages scientifiques de certains types et du nombre des populations qui les ont déjà adoptés. En ce cas, quel système monétaire pourrait être pris principalement en considération, sous réserve des perfectionnements dont il serait susceptible?

2° Y a-t-il possibilité de constituer dès à présent des identités ou coïncidences partielles de types monétaires, dans une sphère étendue, sur la base et sous la condition de l'adoption de l'étalon d'argent exclusif?

3° Y a-t-il, au contraire, possibilité d'atteindre ce résultat sur la base et sous la condition de l'adoption de l'étalon d'or exclusif?

4° *Quid* du même résultat à poursuivre sur la base et sous la condition de l'adoption du double étalon avec la fixation d'un rapport identique, dans tous les pays, entre la valeur de l'or et la valeur de l'argent?

5° En cas de négative sur les trois questions précédentes, y a-t-il possibilité et utilité d'établir des identités ou coïncidences partielles des types monétaires dans une sphère étendue, sur la base des monnaies d'argent, laissant à chaque État la liberté de garder simultanément l'étalon d'or?

6° Y aurait-il possibilité et utilité d'établir plutôt des identités ou coïncidences partielles des types monétaires sur la base des monnaies d'or, laissant à chaque État la liberté de garder simultanément l'étalon d'argent?

7° Dans l'hypothèse de solution affirmative sur l'une des deux questions précédentes, et suivant les distinctions que comporte cette alternative, l'avantage d'internationalité qu'acquerraient les monnaies du métal pris pour étalon commun serait-il une garantie suffisante de leur maintien dans la circulation de chaque État, ou serait-il nécessaire de stipuler en outre :

Soit certaine limite dans le rapport entre la valeur de l'or et celle de l'argent;

Soit certains engagements pour le cas où les pièces du métal international risqueraient d'être complètement expulsées de la circulation de quelqu'un des États contractants ?

8° Est-il nécessaire, pour le succès de l'unification monétaire, de constituer dès à présent une unité partout identique pour la composition métallique, le poids et la dénomination, et, en ce cas, quelles bases lui assigner ?

Où suffit-il de constituer des types communs ayant un dénominateur commun assez élevé, par exemple, des multiples de 5 francs pour la monnaie d'or ?

9° Y aurait-il utilité, dans le cas où l'or serait adopté comme métal international, à ce que les types de cette monnaie déterminés par la Convention monétaire du 23 décembre 1865 fussent, dans un intérêt d'unification et, par suite, de réciprocité, complétés par des types nouveaux, par exemple, des pièces de 15 francs et de 25 francs ?

Dans ce cas, quelles devraient être leurs dimensions ?

10° Y aurait-il utilité, dans certaines hypothèses, et, par exemple, en cas d'affirmative sur les questions 3 ou 6, à régler par des obligations communes certains points relatifs aux monnaies d'argent ou de billon :

Soit quant à leur composition et à leur titre ;

Soit quant à la limite de leur admission dans les paiements ;

Soit quant à la quotité de leur émission ?

11° Y a-t-il lieu de préciser quelques moyens de contrôle qui pourraient être établis pour assurer la fabrication exacte des types communs de la monnaie internationale ?

12° En dehors des possibilités pratiques immédiates, objet des questions précédentes, y aurait-il quelques solutions ultérieures à préparer par des décisions doctrinales et des vœux de principe, en vue d'étendre, dans l'avenir, les rapprochements déjà réalisés depuis dix ans en Europe, ou immédiatement réalisables en matière monétaire ?

M. le Président appelle la discussion sur l'ensemble du Questionnaire.

Personne ne demandant la parole, la rédaction du Questionnaire est adoptée et il est passé à l'examen de la première question.

M. Mees déclare que, s'il pouvait admettre la réalisation immédiate de l'unification des monnaies, il donnerait la préférence à la première des deux alternatives ; dans ce cas, en effet, la création d'un système nouveau, écartant toutes les susceptibilités nationales, lui semblerait la meilleure voie pour atteindre le but. Mais il ne lui paraît pas possible qu'une complète uniformité soit prochainement obtenue, et dès lors il considère la seconde alternative comme étant seule de nature à produire actuellement des résultats pratiques.

M. le comte d'Avila n'hésite pas non plus à se rallier à la seconde alternative. Si les divers États se voyaient obligés, par l'établissement d'un système tout nouveau, de changer simultanément leur régime monétaire, les difficultés d'une entente se trouveraient multipliées de telle sorte qu'elles deviendraient insurmontables.

Quant à celui des systèmes actuels qui pourraient être pris surtout en considération, M. d'Avila indique la Convention du 23 décembre 1865. Voici, d'ailleurs, quels sont les points essentiels d'une solution pour l'adoption desquels M. le délégué du Portugal est dès à présent décidé à voter : 1° étalon unique ; 2° étalon d'or ; 3° réduction de la livre sterling à 25 francs ; 4° réduction du dollar américain à 5 francs ; 5° adoption de la pièce d'or de 5 francs comme unité monétaire.

Sur ces bases, un accord serait facile entre la France, l'Angleterre et les États-Unis, et rallierait tôt ou tard les autres pays. Il serait seulement nécessaire, pour qu'il y eût identité de poids et de titre entre les pièces, que le *fin* des monnaies anglaises fût ramené de 11/12 à 9/10. Ce dernier titre tend de plus en plus à prévaloir pour l'or ; il a été adopté par l'Espagne pour les pièces de ce métal et pour l'écu d'argent, qui est la base du système espagnol, mais dont la frappe a cessé depuis que le titre des autres monnaies d'argent a été abaissé jusqu'à 810/1000. En Portugal, où la monnaie a été, comme en Angleterre, fabriquée à 11/12 de fin et où le monnayage, à ce titre, a été très-restreint, M. le comte d'Avila pense que le Gouvernement se prêterait sans doute à une refonte dont les frais seraient couverts par l'abaissement du titre.

Ce qui est le plus essentiel aux yeux de M. le délégué du Portugal, c'est qu'un accord s'établisse entre l'Angleterre, la France et les États-Unis. Cet exemple aurait un effet décisif. Dans tous les cas, si MM. les commissaires des différents pays voulaient bien indiquer dès à présent, d'une manière sommaire, comme il l'a fait lui-même, leurs vues sur un projet d'entente, M. d'Avila croit que rien ne serait plus propre à hâter comme à éclairer la marche de la discussion.

M. Fortamps aurait désiré que la question de l'étalon fût posée la première. C'est un point de principe qu'il convient de régler tout d'abord, pour asseoir les délibérations sur des bases aussi précises que possible.

M. Herbet fait remarquer qu'en raison même de l'importance de cette dernière question, il y aurait des inconvénients à ce qu'elle fût mise immédiatement en discussion. Il serait utile que les délégués du même État pussent s'entendre préalablement entre eux et demander, au besoin, des instructions à leurs gouvernements. L'absence du délégué espagnol, attendu prochainement, est d'autant plus regrettable que M. José Polo apporterait dans ces matières une grande expérience.

On pourrait donc se borner, quant à présent, à un échange de vues générales sur ce point.

M. de Pariieu explique que la première question a été rédigée de manière à embrasser un ordre d'idées beaucoup plus étendu que la question de l'étalon. Les alternatives qui s'y trouvent posées ne sont pas de pures hypothèses: l'établissement d'un nouveau système ayant pour unité le gramme d'or, la généralisation du régime qui, d'après le comité de Bruxelles dont les vues ont été communiquées à la Conférence, devrait avoir pour base la pièce de 5 francs d'argent, l'unification par voie de rapprochement entre les systèmes en vigueur, toutes ces doctrines ont été soutenues dans la presse ou dans des publications spéciales.

M. le baron *de Hock* partage l'opinion de M. le comte d'Avila sur l'impossibilité de faire admettre un système tout nouveau et de rompre complètement avec des habitudes invétérées. En Allemagne on rencontre, à cet égard, un exemple frappant: on a voulu introduire dans les États d'Allemagne une monnaie qui ne correspondait à aucun autre type existant. Bien qu'elle fût la plus rationnelle, qu'elle concordât parfaitement avec le système métrique, elle n'a pu trouver cours dans la circulation, la couronne d'or n'est allée des hôtels de monnaie qu'aux creusets des orfèvres.

C'est, comme l'exprime le deuxième alinéa de la première question, par la coordination mutuelle des législations existantes, en tenant compte des avantages scientifiques de certains types et du nombre des populations qui les ont adoptés, qu'une solution pourra être trouvée.

Parmi les régimes actuellement en vigueur, quel serait celui qui pourrait servir le plus utilement de base à ce rapprochement?

Ce serait, dit M. le commissaire d'Autriche, la Convention du 23 décembre 1865, pourvu qu'elle subît quelques modifications et que la nouvelle entente reposât sur le principe de l'étalon d'or exclusif. Ce métal, qui s'est répandu en quantités si considérables sur le marché européen pendant les vingt dernières années, serait l'agent le plus commode d'une circulation monétaire universelle.

M. Feer Herzog est d'accord avec M. le baron de Hock sur la convenance d'adopter la seconde alternative posée dans le Questionnaire.

Il y a en France une école importante par l'autorité scientifique de ses adeptes, qui n'admet pas d'autre unité monétaire qu'une unité métrique arrondie; elle propose de prendre pour unité un poids de 5 grammes d'or à 9/10 de fin.

Cette solution théorique manquerait d'une qualité essentielle, celle d'être pratique. On ne peut pas, à l'époque où nous sommes, inventer une unité monétaire qui ne soit en rapport avec aucun type actuellement existant.

Le franc lui-même a dû ne pas trop s'écarter de la livre tournois pour se faire accepter, et, comme l'a rappelé M. le baron de Hock, la couronne d'or, contenant 10 grammes d'or fin et pesant un peu plus de 11 grammes, n'a pu s'introduire dans la circulation de l'Allemagne parce qu'elle ne s'adaptait ni au florin d'Autriche, ni au florin de Bavière, ni au thaler de Prusse; par la force même des choses, c'est une monnaie étrangère, le napoléon, qui représente surtout la circulation monétaire de l'or en Allemagne.

En un mot, ajoute M. Feer-Herzog, quand il s'agit d'unification des systèmes monétaires, il faut examiner, avant tout, si les législations existantes ne présentent pas des éléments d'équation et de rapprochement; il faut tenir compte des habitudes depuis longtemps formées, des grands réservoirs monétaires déjà créés.

Sans doute le système métrique, dans son application aux poids et mesures, satisfait, par son admirable coordination, aux nécessités de la pratique comme aux exigences de la théorie; mais vouloir l'imposer également dans toute sa rigueur, en matière de monnaies, ce serait aller se heurter contre des obstacles que les seules convenances de l'utilité pratique n'auraient pas soulevés.

Dans l'opinion de M. Feer-Herzog, le système de la Convention monétaire du 23 décembre 1865 se prêterait le mieux à des équations avec le souverain anglais et le dollar américain, et il suffirait d'y apporter quelques perfectionnements, notamment en ce qui concerne l'étalon.

Il y a dix-sept ans, la question a été longtemps discutée en Suisse, et ce pays, qui se trouvait alors avoir à choisir entre les divers systèmes appliqués dans les États voisins, n'a eu qu'à se féliciter d'avoir donné la préférence à celui qui est actuellement en vigueur dans la Confédération.

M. de Jacobi adopte complètement l'ordre d'idées qui vient d'être développé par M. Feer-Herzog. Il aurait bien voulu qu'un rapport existât entre les monnaies et le système des poids et mesures; mais, au double point de vue de la science et de la pratique, il ne voit aucune nécessité d'établir un tel rapport au préjudice d'autres intérêts plus importants. Il ne peut donc pas considérer comme sérieux le reproche fait à la monnaie d'or de France d'avoir ouvert une brèche dans le système métrique français, dont il reconnaît l'intégrité et en faveur duquel il s'est prononcé catégoriquement dans une autre occasion. La création d'une monnaie toute nouvelle lui paraît d'autant moins opportune qu'il ne veut pas laisser passer cette occasion sans signaler l'accord, peut-être accidentel, mais, de fait, presque complet qui existe entre la valeur intrinsèque des principales monnaies françaises et celles de la Russie qu'il représente dans cette assemblée. Ainsi, le

rouble d'argent coïncide de très-près avec 4 francs; la différence n'est pas plus grande que les limites de la tolérance. De même la demi-impériale n'a une valeur supérieure que de 15 kopecks à la pièce d'or de 20 francs.

M. de Hermann, répondant à une observation de *M. de Hock*, fait remarquer que si la couronne d'or n'est pas restée dans la circulation, c'est qu'elle n'était pas monnaie légale et qu'elle n'était pas reçue dans les caisses publiques.

M. Stas préférerait qu'on établît un système monétaire entièrement nouveau et que la Conférence se donnât pour mission d'établir des principes et non des expédients pratiques. Suivre cette dernière voie serait tracer des pas sur la neige et non graver des empreintes dans le roc. On ne créerait rien de durable; on préparerait, au contraire, des difficultés pour l'avenir. L'unification monétaire ne pourra être obtenue qu'en posant une base première immuable, et, en cela, *M. Stas*, contrairement à l'avis exprimé par *M. Feer-Herzog*, déclare être partisan de l'opinion des économistes au point de vue de la science comme à celui de l'application. La création d'un système basé sur une unité d'or de 5 ou 10 grammes offrirait l'immense avantage de pouvoir être d'autant plus facilement accepté par tous les peuples qu'il écarterait toute susceptibilité nationale. Sans doute l'adoption de la nouvelle unité entraînerait la refonte générale des monnaies, mais cette refonte amènerait un système définitif sanctionné par la science. Et d'ailleurs le système des équations entre les monnaies des divers pays, d'accord avec celles de la Convention de 1865, entraînerait également la nécessité d'une refonte pour les pays étrangers à cette convention. Or, cette monnaie refondue aurait-elle l'immuabilité nécessaire? *M. Stas* ne le croit pas. Il ajoute qu'à cet égard il parle d'une manière désintéressée, attendu sa qualité de représentant d'un des Gouvernements cosignataires de l'acte de 1865. Mais il envisage la question au point de vue des intérêts de l'Angleterre et des États-Unis. Pour l'Angleterre, on demande l'équation de la livre sterling à 25 francs. Cette pièce de 25 francs par elle-même offrira certainement des avantages, mais quels inconvénients ne présentera-t-elle pas dans ses coupures? La moitié en serait 12 francs 50 centimes, nombre déjà fractionnaire et par conséquent incommode, et cette incommodité ne fera que croître avec les subdivisions suivantes. Quant aux États-Unis, la différence du dollar à la pièce de 5 francs rend l'équation particulièrement difficile.

M. Stas a ajouté qu'à ses yeux il n'existe point réellement de pièces de 20 francs, de 10 francs, de 5 francs, attendu qu'aucune pièce de 20 francs, par exemple, n'est exactement la cent cinquantième partie d'un kilogramme. Mathématiquement parlant, le kilogramme ne

peut être divisé en cent cinquante-cinq portions égales; à plus forte raison ne peut-il l'être dans l'ordre des faits matériels. Cela n'aurait point lieu avec une unité métrique d'or, et ce n'est qu'en fabriquant de toutes pièces un nouveau système monétaire que l'on peut espérer raisonnablement arriver à l'établissement d'une commune mesure entre les valeurs des divers pays.

M. le Président demande à *M. Stas* s'il a parlé au nom du Gouvernement belge, ou bien si c'est une opinion qui lui est personnelle.

M. Fortamps déclare que l'opinion exprimée par *M. Stas* est partagée par *M. le ministre des finances de Belgique*, mais le Gouvernement belge ne se refuserait pas à se rallier à d'autres propositions qui seraient adoptées par la Conférence.

M. Meinecke croit qu'il est de toute nécessité d'adopter pour base du système nouveau un système déjà connu et tombé dans la pratique. Il ne prétend pas invoquer les sympathies de la Conférence en faveur du système monétaire prussien, car il pense qu'on ne peut pas remplacer l'étalon d'or dans les pays qui l'ont adopté, par l'étalon d'argent, seule vigueur en Prusse. Ce serait donc à la Prusse à renoncer à son étalon, si elle voulait se rallier à une union monétaire générale. Or, en Prusse, on est satisfait de l'étalon d'argent; la circulation monétaire dont il est la base est excellente, et on n'a aucune raison urgente d'y apporter un changement aussi considérable que celui qui résulterait de la suppression de cet étalon. D'autre part, la difficulté d'adopter l'étalon d'or est beaucoup plus grande pour la Prusse que pour tout autre pays. Cependant, sans avoir la pensée de modifier dès maintenant son système monétaire, le Gouvernement prussien ne manquerait pas de prendre la question en considération, si les travaux de la Conférence aboutissaient à une base d'entente monétaire générale. Il étudierait avec soin quels seraient pour lui les meilleurs moyens de s'y rattacher, et lorsqu'il aurait pris quelques résolutions à cet égard, il les communiquerait à ses confédérés du Nord, dont le concours lui est indispensable, en même temps qu'aux États du sud de l'Allemagne, ses cosignataires dans le traité de 1857. *M. Meinecke* ajoute que c'est avec ces réserves qu'il prendra part à la discussion et qu'il donnera ses votes.

M. Feer-Herzog, répondant aux observations présentées par *M. Stas*, dit que le système métrique ne saurait peut-être pas prétendre à un respect scrupuleux de ses moindres parties. Le mètre, qui en est la base, n'est pas précisément dans la pratique cette certaine quotité scientifique de longueur qui forme sa définition. Le sphéroïde terrestre, d'après une des dimensions duquel le mètre est calculé, offre des irrégularités, et l'on ne saurait, par conséquent, trouver dans le mètre lui-même la perfection mathématique que recherche *M. Stas*. Néanmoins, le système métrique offre d'immenses mérites, surtout par la coor-

dination des différentes grandeurs qu'il comprend, et qui facilitent les calculs.

Il est certain que ni la pièce de 20 francs ni celle de 5 francs ne représentent un certain nombre rond de grammes, et qu'à ce point de vue il ne serait pas possible d'en donner, en grammes, une définition mathématique. Mais rien n'empêche qu'on ne puisse définir le napoléon en indiquant le nombre rond (155) qu'en renferme un kilogramme, ou bien qu'on ne le définisse par le nombre fractionnaire de grammes qui représente son poids en négligeant les décimales au delà des millièmes, décimales qui n'ont aucune importance dans la pratique et n'offrent qu'un intérêt purement scientifique. Il n'est pas indispensable, pour qu'une monnaie soit bonne, qu'elle soit métriquement arrondie.

On a dit qu'il y aurait nécessité de refondre le souverain anglais. C'est ce qui peut être discuté. Il n'y a entre le souverain et une pièce de 25 francs qu'une différence minime de 20 centimes. Or, cette différence est très-peu supérieure aux limites de la tolérance. La refonte des souverains ne serait donc pas d'une obligation absolue, et il serait possible de conserver les pièces actuellement en circulation, sauf à n'en fabriquer de nouvelles qu'avec la réduction minime indiquée.

M. Feer-Herzog ajoute que, quant à l'objection soulevée par M. Stas au sujet des États-Unis, il peut répondre que, d'après une lettre de M. le sénateur Sherman, qui lui a été communiquée par M. Ruggles, membre de la Conférence, l'opinion se prononce en Amérique pour l'abaissement du dollar; ce pays est donc prêt, et l'objection de M. Stas tombe d'elle-même.

En ce qui concerne la division du souverain, dans le cas où la valeur de cette pièce serait ramenée à 25 franc, il ne serait pas nécessaire d'avoir des pièces de 12 fr. 50 cent. La livre sterling deviendrait théoriquement pour la France un multiple d'une unité monétaire nouvelle qui serait 2 fr. 50 cent., unité dont elle serait le décuple, et par conséquent, il n'y aurait pas à craindre les nombreuses décimales qu'entraînerait la subdivision successive du souverain de 25 francs, comme cela aurait lieu dans l'hypothèse de la création de pièces de 12 fr. 50 et de 6 fr. 25 cent.

M. le baron de Hock fait observer à M. Feer-Herzog que le mètre est une unité non-seulement scientifique, mais encore réelle, témoin le mètre conservé au ministère de la justice; l'unité monétaire pourrait être conservée de même. Il est, au surplus, du même avis que M. Feer-Herzog relativement à la division de la livre sterling, et il ajoute qu'en Autriche on a l'intention de frapper des pièces de 25 francs; ces pièces porteront le nom de dix florins, et quant à leurs subdivisions, la Commission monétaire de Vienne, présidée par M. le baron de Hock, s'est

prononcée contre la pièce de 12 fr. 50 cent, et a préféré celle de 10 francs ou 4 florins. Rien n'empêcherait l'Angleterre de faire de même. L'objection de M. Stas n'a donc pas toute la valeur qu'il lui suppose.

M. Broch est d'avis que l'unification monétaire devait être faite non pas seulement en vue de la commodité des voyageurs, mais surtout pour le commerce, il conviendrait de s'entendre sur les monnaies subdivisionnaires, comme sur les monnaies d'or, dans l'intérêt de la classe ouvrière. Il est essentiel que la monnaie offre des subdivisions partout aussi égales que possible, afin que l'ouvrier, qui a surtout besoin d'une monnaie fractionnaire, ne soit pas la dupe des variations qui pourraient exister dans les divers systèmes monétaires touchant les petites monnaies, et puisse apprécier au juste le véritable prix de ses modiques achats. C'est donc pour des identités sur toute l'échelle monétaire que M. Broch réserve son approbation, et non pour de simples coïncidences partielles entre les monnaies d'or.

Il se prononce, d'ailleurs, pour le système préconisé par la Convention de 1865, et il croit que le lien qui rattache les monnaies d'or au système métrique (155 napoléons au kilogramme) est suffisant, sans qu'il soit besoin de créer un nouveau système comme le voulait M. Stas. Mais il a fait remarquer que l'étalon d'argent est seul en vigueur en Suède et en Norvège, et que, de plus, le commerce des Royaumes-Unis se faisant principalement avec l'Allemagne, surtout avec Hambourg, leur adhésion à une union monétaire sera forcément subordonnée à l'adhésion préalable de l'Allemagne du Nord.

M. le Président, sans contredire les tendances de M. Broch, doit faire remarquer qu'elles supposent la refonte préalable de toutes les monnaies d'or et d'argent actuellement en circulation dans les États qui prendraient part à l'union monétaire, tandis que, dans un système d'équations, la refonte ne porterait pas sur les monnaies divisionnaires, mais seulement sur les grosses pièces, distinction dont M. Stas n'a pas tenu compte.

M. Graham, par l'organe de M. Rivers Wilson, répondant à M. Feer-Herzog au sujet de l'assertion que les souverains actuellement en circulation pourraient y être maintenus, à cause du peu de différence qui les séparerait des nouvelles pièces de 25 francs, dit que, s'il est vrai que les 20 centimes de différence sont à peu près compris dans les limites de la tolérance, il n'est pas moins vrai que le Gouvernement anglais tient à honneur de ne pas user de ces limites. Il y aurait donc des inconvénients sérieux à laisser en circulation des souverains de 25 fr. 20 cent. en cas d'émission de nouveaux souverains réduits à 25 francs. Une refonte serait alors nécessaire ; de plus, une fois la livre sterling ramenée à 25 francs, il s'ensuivrait que la population, accou-

tumée à la division par 20, demanderait la pièce de 20 francs ; de là, nécessité d'une seconde refonte et, en ce cas, abandon du souverain. Mieux vaudrait l'adoption immédiate du système français.

M. Feer-Herzog fait observer que, si l'on réduit le souverain à 25 francs et qu'on le divise, on obtient le double du schelling actuel, et non pas le franc : il ajoute que ce double schelling existe du reste, puisque c'est le florin anglais, et que, par conséquent, la réduction du souverain n'en amènerait pas l'abandon.

M. Ruggles déclare qu'il serait aussi impossible de détruire l'expression de *dollar* aux États-Unis que celle de *souverain* en Angleterre, mais qu'on peut les conserver, tout en réduisant leur valeur intrinsèque. Pour le souverain, ce ne serait qu'un abaissement de 20 centimes ; pour le dollar, au contraire, la réduction serait de 3 p. 0/0 de sa valeur. Les États-Unis sont prêts à faire ce sacrifice en vue de l'unification monétaire ; c'est l'opinion du peuple américain, et dès l'hiver prochain, on opérera la refonte générale des monnaies, quelque considérable qu'elle puisse être. Cette refonte, en effet, doit être faite maintenant ou jamais, car, si l'on considère la marche de la fabrication de l'or chez les grands États commerciaux, on trouve qu'elle va toujours grandissant, et, si cette progression continuait, il arriverait un moment où la refonte de leurs monnaies deviendrait matériellement impossible à cause des énormes frais de fabrication qui seraient alors nécessaires.

En effet, aux États-Unis de 1793 à 1849, on a frappé 85 millions de dollars d'or ; de 1849 à 1851, 94 millions ; de 1851 à 1866, 665 millions.

Dans cette dernière période de quinze années, la France a frappé environ 955 millions de dollars d'or, et l'Angleterre 450 millions. ainsi, deux milliards de dollars d'or, soit plus de dix milliards de francs, en or, ont été jetés sur le marché monétaire depuis la découverte des mines d'Australie et de Californie.

Cette masse considérable de numéraire s'accroît tous les jours, et aux États-Unis, par exemple, il est possible que dans les quinze années qui vont suivre, la fabrication de l'or s'élève au chiffre d'environ 5 milliards de francs ; à raison de cette perspective, le Gouvernement américain préfère réduire dès maintenant son unité monétaire. Il n'aura pour cela qu'à présenter à l'assentiment du Congrès la simple phrase suivante : *Le poids du dollar d'or sera à l'avenir de 1^{re},612^m au lieu de 1^{re},670^m*. Ces quelques mots suffiront pour changer tout le système monétaire des États-Unis ; mais, en faisant le sacrifice de la refonte de leurs 675 millions de dollars en circulation, ils espèrent que la France, de son côté, consentira à fabriquer des pièces d'or de 25 francs, auquel cas l'unification monétaire entrerait dans une voie pratique.

M. le Président témoigne à *M. Ruggles* la satisfaction avec laquelle la Conférence a entendu les sentiments si favorables à l'unification monétaire qu'il vient d'exprimer au nom des États-Unis. Il ajoute que, quant au désir exprimé de la création d'une pièce de 25 francs en France, ce vœu a déjà trouvé sa place dans le Questionnaire et sera ultérieurement discuté.

M. Herbet fait part à la Conférence d'une communication qu'il lui a été faite personnellement par *M. Graham*, relativement à la monnaie du Canada, qu'il serait question de refondre sur les bases de la Convention de 1865. C'est une communication importante, et il serait bon que *M. Graham* voulût bien la renouveler à la Conférence qui pourrait en prendre acte.

M. Graham répond que rien n'est décidé à cet égard ; mais que, comme il y a identité de monnaie entre le Canada et les États-Unis, si ces derniers se rapprochent du système monétaire français, le Canada suivra forcément cet exemple.

M. Mees dit qu'il ne peut considérer la première question qu'au point de vue théorique, et que son vote ne saurait engager son Gouvernement, attendu que la Hollande ne pourra, au moins pour le moment, se conformer à un système monétaire quelconque, tant qu'elle sera entourée de trois systèmes aussi différents que ceux qui reposent sur le franc, le thaler et le souverain.

M. le comte d'Avila, reprenant la question de la refonte de la monnaie anglaise, traitée successivement par MM. Stas, Feer-Herzog et Graham, exprime l'avis que, si la livre sterling était réduite à 25 francs, la refonte des souverains anglais, loin d'être une dépense pour le Trésor, lui serait probablement profitable, le nouveau souverain devant être inférieur en titre à l'ancien. En effet, par l'abaissement du titre de 11/12 à 9/10, il y aurait un avantage de plus de 60 milligrammes d'or pur par chaque souverain. De plus, il suffirait, que l'on adoptât la livre sterling pour 25 francs, pour que naturellement les coupures de l'une et l'autre monnaie correspondissent entre elles ; par exemple, il y aurait des équations naturelles entre 5 francs et 4 schellings, 50 francs et 2 livres sterling, etc.

Personne ne demandant plus la parole, *M. le Président* propose de mettre aux voix la première Question. Il signale, en même temps, la nécessité de convenir préalablement du mode de votation, par tête ou par État.

M. Herbet fait observer que, conformément aux précédents, le vote ne peut avoir lieu que par État. Le Gouvernement français, en effet, en conviant les Gouvernements étrangers à prendre part à une Conférence internationale monétaire, leur a laissé toute liberté quant au nombre des délégués qui pourraient les représenter. Si le vote avait

lieu par tête, certains États disposeraient de plus de voix par cela seul que leurs délégués seraient plus nombreux. C'est une conséquence que l'on ne saurait admettre ; sans avoir précisément le caractère d'une réunion diplomatique, la Conférence actuelle est cependant composée de membres qui ont été munis des instructions préalables de leurs Gouvernements et qui doivent, par conséquent, faire abstraction de leurs opinions individuelles pour ne produire que celle des États qu'ils représentent, et il appartient au premier des délégués de chaque État d'émettre le vote.

Le mode de votation indiqué par M. Herbet étant accepté par la Conférence, M. le Président met aux voix le premier paragraphe de la question première :

« Est-il plus facile de réaliser l'unification monétaire par la création d'un système *tout nouveau*, indépendant des systèmes existants, et, en ce cas, quelles seraient les bases de ce système ? »

La Conférence se prononce à l'unanimité pour la négative.

M. le Président met alors aux voix la première partie du deuxième paragraphe de la même question :

« Est-il au contraire plus facile de réaliser l'unification monétaire par la coordination mutuelle des systèmes existants, en tenant compte des avantages scientifiques de certains types et du nombre des populations qui les ont déjà adoptés ? »

La Conférence répond *oui* à l'unanimité.

La deuxième partie du même paragraphe, ainsi conçue, est ensuite mise aux voix :

« En ce cas, quel système monétaire pourrait être pris principalement en considération, sous réserve des perfectionnements dont il serait susceptible ? »

Sur une observation de M. Fortamps, il est entendu que le vote à émettre ne précise pas la question de l'étalon.

La Conférence se prononce ensuite à l'unanimité en faveur du système de la Convention monétaire de 1865, annexée au présent procès-verbal.

MM. de Hermann et le baron de Soden font observer que tous leurs votes ne sont donnés que sous réserve des engagements antérieurs de leurs États respectifs.

M. de Parieu constate qu'en effet les États d'Allemagne se trouvant liés entre eux par le traité de 1857, leurs engagements réciproques ne leur permettent pas d'agir isolément, excepté en ce qui concerne l'Autriche, qui s'en est dégagée tout récemment.

L'examen de la seconde question est renvoyé à la réunion suivante, qui est fixée au lendemain, à deux heures.

La séance est levée à midi et demi.

ANNEXE AU 2^e PROCÈS-VERBAL.**Convention monétaire conclue le 23 décembre 1865 entre
la France, la Belgique, l'Italie et la Suisse.**

Sa Majesté l'Empereur des Français, Sa Majesté le Roi des Belges, Sa Majesté le Roi d'Italie et la Confédération Suisse, également animés du désir d'établir une plus complète harmonie entre leurs législations monétaires, de remédier aux inconvénients qui résultent, pour les communications et les transactions entre les habitants de leurs États respectifs, de la diversité du titre de leurs monnaies d'appoint en argent, et de contribuer, en formant entre eux une union monétaire, aux progrès de l'uniformité des poids, mesures et monnaies, ont résolu de conclure une Convention à cet effet, et ont nommé pour leurs commissaires plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur des Français, M. Marie-Louis-Pierre-Félix Esquirou de *Parieu*, vice-président du Conseil d'État, grand-officier de son ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc. ;

Et M. Théophile-Jules *Pelouze*, président de la Commission des monnaies, commandeur de son ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc. ;

Sa Majesté le Roi des Belges, M. Frédéric *Fortamps*, membre du Sénat, directeur de la Banque de Belgique, chevalier de son ordre de Léopold, chevalier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc. ;

Et M. A. *Kreglinger*, commissaire du Gouvernement près la Banque nationale, chevalier de son ordre de Léopold, etc., etc., etc. ;

Sa Majesté le Roi d'Italie, M. Isaac *Artom*, conseiller de sa légation à Paris, commandeur de son ordre des Saints-Maurice-et-Lazare et de l'ordre de Léopold de Belgique, officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc. ;

Et M. Valentin *Pratolongo*, directeur, chef de division au ministère de l'agriculture, de l'industrie et du commerce, officier de son ordre des Saints-Maurice-et-Lazare, etc., etc., etc. ;

La Confédération Suisse, M. *Kern*, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de ladite Confédération près Sa Majesté l'Empereur des Français ;

Et M. *Feer-Herzog*, membre du Conseil National suisse ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. La France, la Belgique, l'Italie et la Suisse sont constituées à l'état d'Union pour ce qui regarde le poids, le titre, le module et le cours de leurs espèces monnayées d'or et d'argent.

Il n'est rien innové, quant à présent, dans la législation relative à la monnaie de billon, pour chacun des quatre États.

Art. 2. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à ne fabriquer, ou laisser fabriquer à leur empreinte, aucune monnaie d'or dans d'autres types que ceux des pièces de cent francs, de cinquante francs, de vingt francs, de dix francs et de cinq francs, déterminés, quant au poids, au titre, à la tolérance et au diamètre, ainsi qu'il suit :

NATURE DES PIÈCES.	POIDS.		TITRE.		DIAMÈTRE.
	Poids droit.	Tolérance de poids, tant en dehors qu'en dedans.	Titre droit.	Tolérance du titre, tant en dehors qu'en dedans.	
	grammes.	millièmes.	millièmes.	millièmes.	millimètres.
Or.....	100	32,258 06	900	2	35
	50	16,129 03			28
	20	6,451 61			21
	10	3,225 80			19
	5	1,612 90			17

Elles admettront sans distinction dans leurs caisses publiques les pièces d'or fabriquées sous les conditions qui précèdent, dans l'un ou l'autre des quatre États, sous réserve, toutefois, d'exclure les pièces dont le poids aurait été réduit par le frai d'un 1/2 0/0 au-dessous des tolérances indiquées ci-dessus ou dont les empreintes auraient disparu.

Art. 3. Les Gouvernements contractants s'obligent à ne fabriquer ou laisser fabriquer des pièces d'argent de cinq francs que dans les poids, titre, tolérance et diamètre déterminés ci-après :

POIDS.		TITRE.		DIAMÈTRE.
Poids droit.	Tolérance de poids, tant en dehors qu'en dedans.	Titre droit.	Tolérance du titre, tant en dehors qu'en dedans.	
grammes.	millièmes.	millièmes.	millièmes.	millimètres.
25	3	900	2	37

Ils recevront réciproquement les pièces dans leurs caisses publiques,

sous la réserve d'exclure celles dont le poids aurait été réduit par le frai de 1 0/0 au-dessous de la tolérance indiquée plus haut, ou dont les empreintes auraient disparu.

Art. 4. Les Hautes Parties contractantes ne fabriqueront désormais de pièces d'argent de deux francs, de un franc, de cinquante centimes et de vingt centimes que dans les conditions de poids, de titre, de tolérance et de diamètre déterminées ci-après :

NATURE DES PIÈCES.	POIDS.		TITRE.		DIAMÈTRE.
	Poids droit.	Tolérance de poids, tant en dehors qu'en dedans.	Titre droit.	Tolérance du titre, tant en dehors qu'en dedans.	
	grammes.	millièmes.	millièmes.	millièmes.	millimètres.
Argent.....	2 00	10 00	835	3	27
	1 00	5 00			23
	0 50	2 50			18
	0 20	1 00			16

Ces pièces devront être refondues par les Gouvernements qui les auront émises, lorsqu'elles seront réduites par le frai de 5 0/0 au-dessous des tolérances indiquées ci-dessus ou lorsque leurs empreintes auront disparu.

Art. 5. Les pièces d'argent de deux francs, de un franc, de cinquante centimes et de vingt centimes, fabriquées dans des conditions différentes de celles qui sont indiquées en l'article précédent, devront être retirées de la circulation avant le 1^{er} janvier 1869.

Ce délai est prorogé jusqu'au 1^{er} janvier 1878 pour les pièces de deux francs et de un franc émises en Suisse en vertu de la loi du 31 janvier 1860.

Art. 6. Les pièces d'argent fabriquées dans les conditions de l'article 4 auront cours légal, entre les particuliers de l'État qui les a fabriquées, jusqu'à concurrence de 50 francs pour chaque paiement.

L'État qui les a mises en circulation les recevra de ses nationaux sans limitation de quantité.

Art. 7. Les caisses publiques de chacun des quatre Pays accepteront les monnaies d'argent fabriquées par un ou plusieurs des autres États contractants, conformément à l'article 4, jusqu'à concurrence de cent francs pour chaque paiement fait auxdites caisses.

Les Gouvernements de Belgique, de France et d'Italie recevront dans les mêmes termes, jusqu'au 1^{er} janvier 1878, les pièces suisses

de deux francs et de un franc émises en vertu de la loi du 31 janvier 1860, et qui sont assimilées sous tous les rapports, pendant la même période, aux pièces fabriquées dans les conditions de l'article 4.

Le tout sous les réserves indiquées en l'article 4, relativement au frai.

Art. 8. Chacun des Gouvernements contractants s'engage à reprendre des particuliers ou des caisses publiques des autres États les monnaies d'appoint en argent qu'il a émises et à les échanger contre une égale valeur de monnaie courante (pièces d'or ou pièces de cinq francs d'argent), à condition que la somme présentée à l'échange ne sera pas inférieure à cent francs. Cette obligation sera prolongée pendant deux années à partir de l'expiration du présent Traité.

Art. 9. Les Hautes Parties contractantes ne pourront émettre des pièces d'argent de deux francs, de un franc, de cinquante centimes et de vingt centimes, frappées dans les conditions indiquées par l'article 4, que pour une valeur correspondante à six francs par habitant.

Ce chiffre, en tenant compte des derniers recensements effectués dans chaque État et de l'accroissement présumé de la population jusqu'à l'expiration du présent Traité, est fixé :

Pour la France, à	239 000 000
Pour la Belgique, à	32 000 000
Pour l'Italie, à	141 000 000
Pour la Suisse, à	17 000 000

Sont imputées sur les sommes ci-dessus que les Gouvernements ont le droit de frapper, les valeurs déjà émises :

Par la France, en vertu de la loi du 25 mai 1864, en pièces de cinquante centimes et de vingt centimes, pour environ seize millions ;

Par l'Italie, en vertu de la loi du 24 août 1862, en pièces de deux francs, un franc, cinquante centimes et vingt centimes, pour environ cent millions ;

Par la Suisse, en vertu de la loi du 31 janvier 1860, en pièces de deux francs et de un franc, pour dix millions cinq cent mille francs.

Art. 10. Le millésime de fabrication sera inscrit désormais sur les pièces d'or et d'argent frappées dans les quatre États.

Art. 11. Les Gouvernements contractants se communiqueront annuellement la quotité de leurs émissions de monnaies d'or et d'argent, l'état du retrait et de la refonte de leurs anciennes monnaies, toutes les dispositions et tous les documents administratifs relatifs aux monnaies.

Ils se donneront également avis de tous les faits qui intéressent la circulation réciproque de leurs espèces d'or et d'argent.

Art. 12. Le droit d'accession à la présente Convention est réservé à tout autre État qui en accepterait les obligations et qui adopterait le

système monétaire de l'Union, en ce qui concerne les espèces d'or et d'argent.

Art. 13. L'exécution des engagements réciproques contenus dans la présente Convention est subordonnée, en tant que de besoin, à l'accomplissement des formalités et règles établies par les lois constitutionnelles de celles des Hautes Parties contractantes qui sont tenues d'en provoquer l'application, ce qu'elles s'obligent à faire dans le plus bref délai possible.

Art. 14. La présente Convention restera en vigueur jusqu'au 1^{er} janvier 1880. Si, un an avant ce terme, elle n'a pas été dénoncée, elle demeurera obligatoire de plein droit pendant une nouvelle période de quinze années, et ainsi de suite, de quinze ans en quinze ans, à défaut de dénonciation.

Art. 15. La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Paris dans le délai de six mois, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les commissaires plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en quatre expéditions à Paris, le 23 décembre 1865.

(L. S.) Signé : E. DE PARIEU.

(L. S.) Signé : PELOUZE.

(L. S.) Signé : FORTAMPS.

(L. S.) Signé : A. KREGLINGER.

(L. S.) Signé : ARTOM.

(L. S.) Signé : PRATOLONGO.

(L. S.) Signé : KERN.

(L. S.) Signé : FEER-HERZOG.

SEANCE DU JEUDI 20 JUIN 1867

Présidence de M. de Parieu.

La séance est ouverte à deux heures.

Étaient présents : MM. les Délégués qui assistaient à la deuxième séance, ainsi que M. Vrolik, à l'exception de M. le Comte de Moltke-Hvitfeld.

Le procès-verbal de la précédente réunion ayant été adopté, M. le Président ouvre la discussion sur les questions 2, 3, 4, 5, 6 et 7, qui se lient très-étroitement entre elles et qui sont ainsi conçues :

2° *Y a-t-il possibilité de constituer dès à présent des identités ou*

coïncidences partielles de types monétaires, dans une sphère étendue, sur la base et sous la condition de l'adoption de l'étalon d'argent exclusif?

2° *Y a-t-il, au contraire, possibilité d'atteindre ce résultat sur la base et sous la condition de l'adoption de l'étalon d'or exclusif?*

4° *Quid du même résultat à poursuivre sur la base et sous la condition de l'adoption du double étalon avec la fixation d'un rapport identique, dans tous les pays, entre la valeur de l'or et la valeur de l'argent?*

5° *En cas de négative sur les trois questions précédentes, y a-t-il possibilité et utilité d'établir des identités ou coïncidences partielles des types monétaires, dans une sphère étendue, sur la base des monnaies d'argent, laissant à chaque État la liberté de garder simultanément l'étalon d'or?*

6° *Y aurait-il possibilité et utilité d'établir plutôt des identités ou coïncidences partielles des types monétaires sur la base des monnaies d'or, laissant à chaque État la liberté de garder simultanément l'étalon d'argent?*

7° *Dans l'hypothèse de solution affirmative sur l'une des deux questions précédentes, et suivant les distinctions que comporte cette alternative, l'avantage d'internationalité qu'acquerraient les monnaies du métal pris pour étalon commun serait-il une garantie suffisante de leur maintien dans la circulation de chaque État, ou serait-il nécessaire de stipuler, en outre :*

Soit certaine limite dans le rapport entre la valeur de l'or et celle de l'argent ;

Soit certains engagements pour le cas où les pièces du métal international risqueraient d'être complètement expulsées de la circulation de quelqu'un des États contractants ?

M. Mees se déclare, pour chaque État en particulier, partisan de l'étalon unique, et, bien que, représentant un État dont le système repose sur l'étalon d'argent, il ne prétend pas que ce soit cet étalon qu'il convienne d'adopter de préférence à l'or ; mais il verrait de sérieux inconvénients à ce que tous les pays de l'Europe adoptassent le même étalon, car ce serait exclure complètement de la circulation européenne l'un des deux métaux, tandis que M. Mees les considère tous deux comme utiles à conserver. Il ne faut pas oublier que, pour le commerce avec l'extrême Orient, l'argent est le métal toujours en usage. M. Mees serait donc porté à voter négativement sur les ques-

tions 2, 3 et 4, car il n'admet ni l'étalon d'argent exclusif, ni l'étalon d'or exclusif, et il ne voterait l'adoption du double étalon que dans le cas de la formation d'une union monétaire universelle, hypothèse dont l'époque de réalisation ne saurait être encore préjugée.

M. de Jacobi n'aperçoit aucune nécessité de convenir de l'adoption de l'un ou de l'autre étalon. Il suffirait de stipuler que telles ou telles monnaies seront reconnues et acceptées comme monnaies légales, chaque État restant, d'ailleurs, libre d'en frapper d'autres suivant les convenances ou les nécessités de ses transactions intérieures.

M. de Lavenay fait observer que la difficulté est peut-être plus grande que ne paraît le supposer *M. de Jacobi*. La proposition qui vient d'être émise ne tendrait à rien moins qu'à l'établissement du double étalon dans tous les pays. Comment admettre en effet que le Gouvernement d'un État qui aurait l'étalon d'argent, par exemple, qui ne frapperait de monnaies légales que dans ce métal, consentirait à attribuer ce caractère privilégié à des monnaies d'or étrangères? Comment obligerait-il ses nationaux, ses caisses publiques, à accepter des espèces métalliques qu'il aurait prohibées dans sa propre fabrication et dont il paraîtrait reconnaître implicitement la convenance?

A un autre point de vue, ce même Gouvernement n'aurait-il pas un danger à redouter, celui d'amener sur le marché du pays une monnaie étrangère qui pourrait expulser la monnaie nationale et faire ainsi prévaloir un métal qu'il a jugé à propos d'écarter de la circulation intérieure de cet État?

Aussi, dans l'opinion de *M. de Lavenay*, tout pays qui, par principes économiques, aurait adopté l'étalon unique, ne pourrait pas accueillir la combinaison proposée.

M. de Jacobi. Sans être tenus de stipuler l'emploi d'un seul et même étalon, les Gouvernements pourraient s'entendre pour frapper des monnaies d'égale valeur. Les rapprochements ne présenteraient pas de grandes difficultés. Ainsi la demi-impériale d'or diffère peu du napoléon de 20 francs, et si le Gouvernement russe frappait des pièces de 1 rouble $\frac{1}{4}$, il obtiendrait une pièce égale à la pièce de 5 francs de France, tout en lui conservant la dénomination de rouble.

M. de Lavenay admet la facilité avec laquelle ces combinaisons pourraient être obtenues entre la France et la Russie, qui ont le double étalon; mais il n'en serait pas de même entre un pays à étalon d'argent et un pays à étalon d'or, tels que la Prusse et l'Angleterre, par exemple.

M. le Président ne se rend pas parfaitement compte de la portée pratique des observations de *M. de Jacobi*. Dans l'opinion qui a présidé à la rédaction du Questionnaire et à laquelle ont paru s'associer les membres de la Conférence, la solution sur laquelle il s'agit de s'en-

tendre ne saurait se trouver que dans l'une des cinq combinaisons suivantes : adoption, par tous les Etats, soit de l'étalon d'or, soit de l'étalon d'argent, soit du double étalon, soit, enfin, de l'étalon d'or avec liberté de conserver temporairement l'étalon d'argent, et réciproquement.

M. Feer-Herzog signale une certaine connexité qui existe entre les observations de *M. Mees* et celles de *M. de Jacobi*. Ils pensent tous deux que l'adoption du même étalon n'est pas indispensable pour la création d'une monnaie universelle. *M. Feer-Herzog* ne partage pas cet avis; car les espèces, soit en or, soit en argent, qui seraient destinées à une circulation universelle, deviendraient une simple monnaie commerciale, du moment où elles entreraient dans un pays dont l'étalon monétaire serait d'un métal différent : ce serait retomber dans les inconvénients que la Conférence doit précisément s'appliquer à faire disparaître.

Quant à la crainte exprimée par *M. Mees* au sujet de la disparition totale de l'argent, dans le cas de l'adoption de l'étalon d'or exclusif, elle ne paraît pas fondée sur une appréciation complètement exacte de la situation. Le monde se divise, sous le rapport monétaire, en deux groupes considérables et bien distincts : d'un côté, les Etats occidentaux, où l'or tend de plus en plus à prévaloir; de l'autre, les pays de l'extrême Orient, où l'argent continue de prédominer. Le commerce, qui se développe de plus en plus entre l'Europe et ces lointaines contrées, ne peut manquer d'entretenir de ce côté une circulation considérable d'argent. L'adoption d'un seul étalon en Europe et et aux Etats-Unis n'aurait donc pas les conséquences que suppose *M. Mees*, et *M. Feer-Herzog* regarde l'étalon d'or unique comme la base d'une véritable union monétaire.

M. le Président ne pourrait que s'associer dans une certaine mesure à cette manière de voir, si la Conférence s'entendait sur l'unification complète des types monétaires; mais, à défaut d'une solution aussi complètement satisfaisante, on peut arriver à spécifier des coïncidences plus ou moins nombreuses entre certains types, et, pour obtenir ce résultat, qui ne serait pas sans valeur, l'unité d'étalon ne serait pas nécessaire : il suffirait que les Etats contractants eussent tous un étalon commun.

M. le baron de Hock voudrait préciser davantage l'objet de la discussion. Après avoir défini l'étalon comme étant le prototype, la règle du poids, du titre et du métal des monnaies d'un pays, il rappelle que la Conférence, en se prononçant, dans la dernière réunion, pour le système de la Convention de 1865, a déjà fixé le poids et le titre de l'étalon qu'elle entend proposer.

Il lui reste maintenant à déterminer le métal. Sera-ce l'or ou l'ar-

gent? M. de Hock votera pour l'étalon d'or, et, quant au double étalon, il ne lui paraît pas, de même qu'à M. Feer-Herzog, susceptible de servir à la formation d'une union monétaire.

M. le comte *d'Avila* appuie les judicieuses considérations développées par M. de Lavenay ; il ne pense pas que les pays à étalon d'argent puissent s'entendre avec les pays à étalon d'or pour l'établissement d'équations de leurs types monétaires.

M. de Hermann fait ressortir l'importance d'envisager la question actuellement en discussion au point de vue de la population des États qui représentent, d'une part, l'étalon d'or ou le double étalon ; de l'autre, l'étalon d'argent.

M. le Président rappelle, à ce sujet, que si l'on ne tient compte que des États européens, si l'on fait abstraction de l'Asie dont on ne saurait confondre la circulation monétaire avec celle de l'Europe et dont la population est d'ailleurs compensée dans une certaine mesure par la population du continent américain, on obtient les résultats suivants : 180 millions d'habitants dans les États qui ont l'étalon d'or ou le double étalon, contre 60 millions dans ceux qui ont l'étalon d'argent. La décision ne peut pas être douteuse.

M. le Président ayant fait observer que les États-Unis étaient dans la même situation que la France, c'est-à-dire avaient encore le double étalon, *M. B. Ruggles* répond que ce double étalon n'existe pas en fait et que, dès lors, les États-Unis ne lui semblent pas pouvoir être compris parmi les pays à double étalon.

L'acte primitif du congrès, qui a été passé à une époque où l'on était moins éclairé qu'aujourd'hui par l'étude ou l'expérience, avait voulu établir un double étalon en donnant à la monnaie d'or et d'argent un cours légal dans les paiements, quel que fût le montant des obligations. En 1853, en présence de la rapide altération qui s'était produite dans la valeur respective des deux métaux et qui était alors en voie de s'accroître, le double étalon fut pratiquement aboli par la réduction d'environ 7 pour 100 opérée sur le poids des pièces fractionnaires du dollar d'argent, et par la déclaration que toutes les monnaies divisionnaires qui seraient frappées subséquemment n'auraient cours légal que pour le paiement des dettes n'excédant pas cinq dollars.

Il est vrai que le dollar d'argent est encore conservé comme monnaie légale pour dettes, mais sur un monayage total en argent dont la valeur représente 136 351 512 dollars, 4 366 340 seulement sont en dollars, tandis que 131 985 472 sont frappés en subdivisions du dollar.

Presque toutes les pièces divisionnaires qui avaient été fabriquées avant la mise en vigueur de l'acte de 1853 ont disparu en vertu de la loi fondamentale et inexorable de l'offre et de la demande, qui met à

néant toutes les tentatives faites pour régler législativement le cours des valeurs.

Les législateurs et le peuple des États-Unis ont suffisamment appris, si ce n'est par l'étude, au moins par l'expérience, que le système du double étalon est non-seulement une imprudence, mais encore une impossibilité, attendu qu'il implique nécessairement un rapport fixe entre les valeurs de deux marchandises différentes, l'or et l'argent. La valeur de chacune d'elles dépend de la quantité qui en est produite, et cette quantité est en dehors du pouvoir du législateur : une diminution de valeur est et sera toujours le résultat inévitable d'un accroissement de l'offre.

Durant les cinquante-six années qui ont immédiatement précédé l'année 1850, les États-Unis ont frappé, en or, 85 588 038 dollars, et, en argent, 75 322 969 dollars, ce qui représente une offre d'environ 1 dollar 12 d'or contre un dollar d'argent. De 1850 à 1866 inclusive-ment, le monnayage s'est élevé, en or, à 759 648 453 dollars ; en argent, à 59 027 843 dollars ; ce qui représente environ 12 dollars 50 d'or contre un dollar d'argent.

Avertis par une modification si considérable dans l'offre relative des deux métaux, les États-Unis partagent maintenant, sans réserve, la conviction, de plus en plus répandue dans le monde civilisé, d'après laquelle il est impossible d'admettre un double étalon qui supposerait l'existence d'un rapport fixe entre les valeurs des deux métaux.

M. Fortamps rappelle que, dans les Conférences de 1865, il a déjà eu l'occasion de déclarer que le Gouvernement belge, après avoir été partisan de l'étalon d'argent, considérait, en présence des effets de la révolution qui s'est opérée dans la circulation monétaire de l'Europe, l'étalon d'or unique comme devant être adopté. *M. Fortamps* renouvelle aujourd'hui cette déclaration.

M. Meinecke n'adoptera ni la 2^e question, ni les 4^e, 5^e, 6^e et 7^e questions ; il votera pour la 3^e, c'est-à-dire pour l'adoption de l'étalon d'or exclusif. Seulement il doit ajouter que, pour les pays qui, comme la Prusse, ont l'étalon d'argent exclusif, il faudra préparer le passage d'un étalon à l'autre par des mesures transitoires. Quelles seront-elles ? *M. Meinecke*, n'étant muni d'aucune instruction, ne veut pas les préjuger.

M. le Président prend acte de la déclaration si importante qui vient d'être faite par *M. le Délégué de la Prusse*. Il ajoute que la convenance éventuelle de l'adoption de mesures transitoires est prévue dans le Questionnaire.

M. Meinecke explique qu'il craindrait que si l'on adoptait sans réserve les termes des questions 5 ou 6, certains États ne gardassent toujours le double étalon. Il conviendrait donc de limiter expressé-

ment à la période de transition le temps pendant lequel l'étalon d'argent pourrait être maintenu simultanément avec l'étalon d'or.

M. Wallenberg expose la situation et les vues de la Suède. Autrefois, ce pays avait deux étalons, le ducat en or, le rixdaler en argent.

La valeur du ducat était précisément équivalente à 2 rixdalers. Quant au rixdaler, il était composé de $86/100$ d'argent fin et correspondait au rixdaler de Hambourg. 9 rixdaler $1/4$ pesaient une livre de Cologne. Chaque rixdaler était divisé en 48 shillings, et le shilling en 12 runstycken.

Par suite des perturbations générales du commencement de ce siècle, l'or et l'argent disparurent et furent remplacés par des billets de la Banque d'État, ayant cours forcé. Lorsqu'en 1830 la Banque d'État reprit les paiements en argent, on voulut baser la monnaie sur le poids du pays. Une loi décida que l'argent serait monnayé à $75/100$ de fin et que 25 rixdalers devraient peser 2 livres suédoises ; elle décida en même temps que le ducat contiendrait $80/82$ d'or fin et que 125 ducats pèseraient une livre suédoise.

Il est résulté de la loi nouvelle que la valeur intrinsèque du rixdaler est devenue un peu plus élevée qu'auparavant. Autrefois la livre de Cologne était égale à 9 rixdalers $1/4$; elle n'a plus été égale qu'à 9 rixdalers $1/6$. Cette différence, bien que légère, n'en a pas moins causé un préjudice à la Suède, attendu qu'elle n'a jamais été observée dans le commerce avec l'Allemagne et le Danemark. A ce propos, *M. Wallenberg* fait observer que l'Angleterre aurait un grand intérêt à réduire le souverain à 25 francs, comme on l'a indiqué dans la Conférence ; car la livre sterling est donnée en quantités considérables pour l'équivalent de 25 francs.

Revenant à la législation de la Suède, *M. Wallenberg* ajoute que, depuis 1847 jusqu'en 1854, on a cherché à introduire le système métrique dans les poids et mesures du royaume, et que l'on n'a pas tout à fait réussi, par suite de la résistance de l'ordre des paysans ; mais on a admis le système décimal, tout en conservant les unités anciennes. Ainsi, pour les monnaies, une loi de 1855 a décidé que le rixdaler riksmünt serait frappé à $75/100$ de fin, pèserait $2/100$ de la livre suédoise et serait divisé en 100 öres. Au bout de huit ans, en 1863, cette réforme était accomplie.

En résumé, il a existé en Suède deux étalons sans rapport fixe de valeur : le rixdaler, pour l'usage intérieur et avec les pays voisins ; le ducat, comme monnaie internationale. *M. Wallenberg* exprime l'avis que l'unification monétaire ne peut s'établir que sur la base de l'étalon d'or exclusif, ce métal offrant les meilleures qualités de circulation ; l'étalon d'argent ne serait conservé que transitoirement dans les pays qui l'ont actuellement, comme la Suède. Dans la pensée de *M. le*

Délégué suédois, l'unité de la monnaie internationale devrait être une pièce d'or de la valeur de 10 francs, à 9/10 de fin, donnant trois cent dix pièces au kilogramme, et représentée dans sa subdivision la plus basse par sa millième partie, c'est-à-dire le centime.

M. de Jacobi trouverait convenable d'admettre, parmi les mesures transitoires à fixer, que les débiteurs pussent effectuer leurs paiements en l'un ou l'autre métal indistinctement, au cours du jour.

M. le Président répond que ce serait ne plus reconnaître de monnaie légale et réduire les deux monnaies au rôle de monnaie commerciale, ce qui ne serait pas admis par les populations, notamment en France, où l'on ne se prêterait pas à recevoir une monnaie dont la valeur varierait chaque jour.

M. Vrolik pense que la solution des difficultés qui font l'objet actuel de la discussion pourra se rencontrer dans l'examen de la 6^e question.

M. le Président propose de voter sur la 2^e question, tendant à l'adoption de l'étalon d'argent exclusif. La Conférence se décide pour la négative, à l'unanimité.

La discussion s'ouvre ensuite sur la 3^e question, relative à l'adoption de l'étalon d'or exclusif.

M. Feer-Herzog signale le vote de *M. Meinecke* sur la 2^e question comme devant être particulièrement remarqué. La Prusse est, en effet, le plus important des États qui ont l'étalon d'argent, et se prononcer, comme vient de le faire *M. le Délégué* de ce pays, pour l'adoption de l'étalon d'or exclusif, c'est une déclaration dont on ne saurait méconnaître l'importance.

M. Wallenberg a donné, au nom de la Suède, un vote analogue. Une grande difficulté a donc disparu, et l'on peut désormais manifester plus hautement des préférences à l'égard de l'étalon d'or exclusif.

Le système monétaire de la Suisse se trouve nécessairement subordonné à celui qui prévaut dans les grands États qui l'avoisinent, notamment en France. Mais les procès-verbaux de la Conférence de 1865 constatent que, dès cette époque, toutes les sympathies du Gouvernement fédéral étaient pour l'étalon unique d'or. Une déclaration semblable fut faite en même temps par la Belgique et l'Italie.

Depuis lors, le Gouvernement suisse n'a pas changé d'opinion, et il est tout prêt à la manifester de nouveau, bien qu'il soit lié par la Convention de 1865. Aussi propose-t-il de résoudre affirmativement la 3^e question.

M. Feer-Herzog ajoute que, dans une assemblée composée de membres aussi instruits que le sont les membres de la Conférence, il s'abstient de produire les arguments habituels en faveur de l'étalon d'or, et il se contente de signaler la nécessité absolue de prendre pour étalon le métal qui forme la masse du réservoir monétaire.

M. le baron *de Hock* déclare, à l'avance, qu'il répondra par l'affirmative à la question 3, de même que M. Feer-Herzog. S'il donne les motifs de son opinion, c'est que des hommes de mérite ont écrit en faveur du double étalon. On a dit, notamment, que ce système diminuait les crises monétaires en tendant à établir une sorte d'équilibre entre les deux métaux. Mais ce qui influe sur la valeur des choses vénales, ce n'est pas la proportion relative des métaux, c'est la somme totale du numéraire en circulation. Si cette quantité s'accroît, les prix éprouvent une baisse. Il en est du double étalon comme de l'opium qui, dans quelques cas, est un utile médicament et que personne, cependant, n'emploierait tous les jours, car il deviendrait alors un poison. Dans les grandes crises, le double étalon peut servir ; mais à quels inconvénients ne donne-t-il pas lieu, par suite des variations quotidiennes des deux métaux entre eux ? Il exerce une influence mauvaïse sur la Bourse, et l'on peut remarquer que la baisse des valeurs est toujours plus considérable là où existe l'étalon double que dans les pays à étalon unique.

En donnant son adhésion au système de l'étalon unique d'or, M. de Hock reconnaît, toutefois, que, pour les pays où un autre système a dominé jusqu'à présent, il faudra, pendant un temps plus ou moins long, déterminé à l'avance, passer transitoirement par le système du double étalon.

M. le Président fait remarquer que les observations de M. Feer-Herzog et de M. de le baron de Hock ont pénétré dans le vif de la question. Il ne s'agit pas ici de la situation des États de la Convention de 1865, mais bien de celle de la Prusse, de la Suède et des Pays-Bas, qui ont l'étalon d'argent. C'est d'eux qu'il faut se préoccuper. Leur situation est délicate. La période transitoire en question devrait-elle être d'une ou de plusieurs années ? Si l'on adoptait le terme d'un an, et si l'on décidait qu'après l'expiration de ce délai, les dettes contractées en argent se payeraient à tel taux, en or, une crise pourrait se produire ; l'argent s'avilirait et l'or éprouverait un renchérissement considérable, dans des proportions difficiles à calculer. Le terme d'un an serait évidemment trop court. Peut-être vaudrait-il mieux laisser à chaque État, comme le propose M. Vrolik, le soin de se décider lui-même avec toute latitude de temps, lorsqu'il croirait le moment venu de modifier complètement son système monétaire sans crainte de perturbation, c'est-à-dire après que l'or aurait, au moins en partie, chassé l'argent de la circulation.

M. *Meinecke* jugerait nécessaire d'introduire dans la question 3 une réserve pour assurer aux pays à étalon d'argent la faculté d'adopter provisoirement le double étalon en cas de vote affirmatif sur l'étalon d'or exclusif.

M. le Président pense qu'il est essentiel de préciser, autant que possible, dès à présent, les mesures de transition, et il croit, comme *M. Meinecke*, qu'on ne peut arriver de l'étalon d'argent exclusif à l'étalon d'or exclusif qu'au moyen du double étalon.

Cette opinion a été exprimée par le lieutenant général Mansfield, au sujet d'un changement dans le système monétaire de l'Inde, où règne l'étalon d'argent, qu'il s'agirait de remplacer par le double étalon pour arriver plus tard à l'étalon d'or exclusif. Le moyen le plus efficace, pour substituer rapidement l'or à l'argent dans la circulation, serait d'ailleurs, ajoute *M. de Parieu*, d'adopter un certain rapport entre les deux métaux, rapport qui fait l'objet de la question 7.

M. Mees propose que, dans la 6^e question, on substitue au mot *simultanément*, le mot *transitoirement*.

M. Meinecke explique que ce sont les mots *dès à présent*, dans la 2^e question, qui ont provoqué ses réserves.

M. de Lavenay pense que l'opinion générale de la Conférence est, en principe, déjà formée en faveur de l'étalon unique d'or. Ce point admis, la seule difficulté qui s'élève est relative aux mesures transitoires, et l'on pourrait, dès à présent, résoudre affirmativement la question 3 en ajoutant seulement : « Sauf tous les ménagements que la pratique comporte. »

M. Broch est d'avis qu'il ne doit y avoir qu'un seul étalon d'or, et, quant aux mesures transitoires, il croit que des résultats à cet égard seraient promptement obtenus si l'on supprimait, dans les pays où règne un autre système, le libre monnayage de l'argent. Les particuliers, en effet, jouissent du droit de porter aux hôtels des monnaies des lingots d'argent qu'on leur rend monnayés, sauf, dans certains pays, l'acquittement d'un droit de seigneurage.

Il faudrait retirer cette faculté aux particuliers et l'attribuer à l'État, en fixant la quotité de monnaie qu'il pourrait émettre, par tête d'habitant. Cette disposition devrait être appliquée, dès à présent, à l'égard des pièces de 5 francs de la Convention de 1865. Car, si l'on ne prenait pas cette précaution et si, par une révolution inattendue, l'argent devenait plus abondant que l'or sur le marché européen, les mêmes difficultés qui existent maintenant, par suite de l'expulsion de l'argent, se reproduiraient en sens inverse. Il ne faudrait donc laisser aux particuliers la liberté illimitée de monnayage qu'en ce qui concerne l'or.

M. le Président constate que, sur le fond de la question, c'est-à-dire l'unité d'étalon, l'accord paraît exister. Il n'y a de divergences que sur les moyens de transition. Il propose, pour concilier les diverses opinions émises à cet égard, la fusion des questions 3 et 6.

M. Mees, rappelant ce qu'il a dit au début de la séance, ne votera pour l'adoption ni de la question 3, ni même de la fusion proposée.

Il considère, en effet, comme un inconvénient d'adopter universellement l'étalon d'or, parce que l'argent ne serait plus qu'une monnaie divisionnaire, et que, par suite, l'or hausserait considérablement de valeur. Il n'est pas, dès à présent, désirable que l'on fasse un choix entre les deux métaux.

Du reste, dans l'opinion de M. Mees, l'union monétaire ne serait pas près de s'établir et l'œuvre de la Conférence ne pourrait être, suivant l'expression d'un écrit de M. Parieu, « qu'une semence dont l'époque de germination est très-difficile à déterminer. »

M. le Président propose alors de résoudre affirmativement la question 6, en la complétant par une limite dans le rapport de valeur entre les deux métaux, ainsi qu'il est prévu par la question 7.

M. de Jacobi craint que l'on ne se soit pas suffisamment arrêté sur la question de l'étalon. Si l'on suppose, en effet, deux étalons, pour combien de temps se maintiendra le rapport de valeur fixé entre eux ? En théorie, cette proportion est essentiellement variable, il y a un changement perpétuel dans la valeur réciproque des métaux.

M. le Président fait observer que, lorsque les deux métaux sont en présence, le résultat des oscillations de valeur entre eux est d'expulser le métal supérieur en valeur dans une certaine proportion qui est équivalente au changement de valeur. Lors même que, théoriquement parlant, le rapport est changé, la circulation monétaire n'en souffre pas comme on pourrait le supposer, attendu l'existence des réserves en dépôt dans les grands établissements de crédit, et celles qui se trouvent chez les particuliers. Dans chaque localité, il y a toujours une certaine quantité de numéraire qui n'en sort pas et circule seulement entre les habitants.

Il faut, de plus, opérer sur de grandes masses pour trouver un profit dans le change des métaux, et les changes eux-mêmes ne peuvent s'effectuer que lentement, par des mouvements successifs.

Par ces divers motifs, la circulation générale n'est affectée ni promptement ni très-sensiblement par les variations de la valeur relative des métaux, et l'on a toujours conservé, par exemple, en France, une assez grande quantité de pièces d'argent malgré leur exportation.

M. de Jacobi fait observer que, dans le cas où l'on adopterait un étalon unique, l'encaisse d'argent de la Banque en sortirait et serait remplacé par l'or, qui hausserait de valeur. Il ajoute qu'en Prusse il n'y a presque pas d'or et il demande à M. Meinecke si le prix du Frédéric d'or est très-variable à la Bourse de Berlin.

M. Meinecke répond qu'il y a en circulation très-peu de Frédéric d'or ; depuis 1831, il n'en a plus été fabriqué qu'en refondant les pièces retirées de la circulation par suite de leur usure, et, depuis 1857, cette fabrication même a cessé complètement. Le Frédéric a un

cours légal fixé de manière à ce qu'il n'y ait aucun avantage à le refondre.

M. Vrolik est d'avis que la transition d'un système à l'autre serait lente, qu'il faudrait créer des équations entre les monnaies, et laisser à chaque État le droit de tarifier provisoirement ces monnaies, comme cela a lieu pour les *frédéric*s.

M. Feer-Herzog pense qu'alors ce serait non plus former une union monétaire, mais maintenir ce qui existe aujourd'hui en Allemagne pour le *napoléon*.

M. Vrolik répond que, dans sa pensée, le *napoléon* serait reçu dans les caisses publiques, sans avoir cependant cours légal.

M. le Président fait remarquer que ce serait aboutir au système du double étalon. Il pose ensuite la question du vote de la 3^e question.

M. de Lavenay fait ressortir les observations précédemment exposées par *M. Meinecke*, qui conduiraient à une fusion des numéros 3 et 6.

M. le baron de Hock estime qu'on ne doit pas laisser à chaque État la faculté de conserver indéfiniment l'étalon double : il faut trancher résolument la 3^e question, comme on a fait pour la 2^e, tout en admettant pour les pays à étalon d'argent la nécessité d'une période de transition.

M. Artom propose d'ajouter à la 3^e question les mots : « sous réserve des mesures transitoires. »

M. de Hermann insiste pour que la faculté soit laissée à chaque État d'adopter telles mesures transitoires qu'il jugerait convenables.

M. de Hock pense qu'on ne saurait abandonner à chaque État le choix de ces mesures.

M. de Hermann persistant dans son opinion, *M. le comte d'Avila* propose d'ajouter à la question 3 les mots : « En laissant à chaque État la liberté de garder transitoirement l'étalon d'argent. »

La monnaie d'or devant chasser infailliblement la monnaie d'argent, partout où les deux étalons seront en présence, l'adoption de cette rédaction n'offrirait aucun danger pratique, et le maintien temporaire de l'étalon d'argent à côté de l'étalon d'or serait de peu de durée, par la force même des choses.

M. Kern ne veut pas prolonger la discussion, et il a laissé à de plus autorisés que lui en ces matières scientifiques le soin de la soutenir et de l'éclaircir. Il tient seulement à faire connaître l'opinion du Gouvernement fédéral qu'il représente au sein de la Conférence et il fait, à cet égard, la communication suivante des instructions dont MM. les Délégués suisses ont été munis :

« Si la question de l'étalon d'or, qui avait été écartée dans la Conférence de 1865, est mise en discussion, les Délégués se prononceront comme ils avaient été autorisés à le faire en 1865, en déclarant

que la Suisse donne la préférence au système de l'étalon d'or, mais que ses résolutions à cet égard devront être subordonnées et liées à celles de ses cosignataires du traité monétaire de 1865. »

M. Kern ajoute qu'il ne sait pas encore quelle sera la résolution de la France, et que, par suite, sa situation est rendue très-difficile ; que, du reste, il ne croit pas que l'on puisse immédiatement appliquer le système de l'étalon d'or ; qu'une période transitoire est nécessaire, et qu'à cet égard il vaudrait mieux compléter la question 3 par les mots : « sous réserve des mesures transitoires, » déjà proposés par M. le chevalier Artom, plutôt que d'adopter la proposition moins générale de M. le comte d'Avila.

M. le comte d'Avila déclare que, si la Conférence se rallie à la proposition de M. Kern, il est tout disposé à s'y rallier lui-même. Il est, en effet, très-désintéressé dans la question des mesures transitoires qui préoccupe la Conférence. Sa qualité de représentant d'un pays où règne l'étalon d'or exclusif lui permet de voter, sans réserve, la question 3.

L'amendement qu'il a proposé n'avait d'autre but que d'amener à un vote affirmatif sur la 3^e question les États qui ont l'étalon d'argent. En leur concédant cet étalon pour un certain temps déterminé, on peut arriver à une entente générale sur le principe de l'étalon, et un pas immense sera fait vers l'unification monétaire par l'acceptation des monnaies d'or au cours légal. Car, les pays à étalon d'argent prenant le double étalon, l'or deviendra bientôt chez eux l'agent principal de la circulation, comme il l'est actuellement dans les États régis par la Convention de 1865. En effet, dans ces pays, le double étalon n'existe plus que nominale, les monnaies d'argent sont devenues monnaies divisionnaires, et la pièce de 5 francs, qui est le seul représentant de l'étalon d'argent, n'a plus qu'une existence nominale.

M. le Président estime la proposition de M. le comte d'Avila préférable à celle de M. Kern. Puisqu'il s'agit des dispositions transitoires à prendre dans les pays à étalon d'argent, il ne faudrait point passer sous silence la plus importante de ces mesures, à savoir le maintien provisoire de l'étalon d'argent à côté de l'étalon d'or.

M. Graham déclare accepter l'amendement de M. le comte d'Avila, avec la substitution du mot *transitoirement* au mot *simultanément*, qui se trouve dans la dernière partie de la question 6 rattachée à la question 3.

Cette substitution de termes rallie MM. Kern, de Hock et Artom à la proposition de M. le comte d'Avila.

Après avoir constaté la suppression de la question 6, M. le Président met aux voix la question 3, ainsi modifiée :

« Y a-t-il, au contraire, possibilité d'atteindre ce résultat sur la base et sur la condition de l'adoption de l'étalon d'or exclusif, en laissant à chaque État la liberté de garder transitoirement l'étalon d'argent? »

La Conférence répond *oui*, à l'unanimité, sauf la voix des Pays-Bas.

M. Vrolik, sur l'invitation de M. le Président, explique qu'il vote *contre*, parce que la modification va plus loin que la question 6 primitive, dans laquelle le mot *transitoirement* ne se trouvait pas.

Cette expression lui paraît impliquer un délai fixé à l'avance et au delà duquel l'étalon d'argent devrait s'effacer complètement devant l'étalon d'or. M. Vrolik n'aurait voté avec les autres membres de la Conférence que si chaque État avait été seul juge du temps pendant lequel il aurait gardé le double étalon.

M. Vrolik ajoute que, du reste, si les États voisins de la Hollande arrivent à une entente monétaire, elle se verra forcée d'imiter leur exemple.

M. le Président propose de continuer la discussion sur la question 7, les questions 4, 5 et 6 se trouvant résolues négativement par l'adoption de l'affirmation sur la question 3.

Sur les observations de M. le baron de Hock, la Conférence décide qu'elle se réunira le lendemain, vendredi, à dix heures du matin, pour la suite de la discussion.

La séance est levée à cinq heures et demie.

4^e SÉANCE DU VENDREDI 21 JUIN 1867.

Présidence de M. de Parieu.

Le séance est ouverte à dix heures.

Étaient présents : MM. les Délégués qui assistaient à la précédente séance et M. le comte de Moltke-Hvitfeldt, à l'exception de M. le baron de Schweizer.

M. le comte de Moltke déclare que, sur les questions 2 et 3, résolues en son absence, il aurait voté avec la majorité de la Conférence, sous cette réserve, toutefois, qu'il n'entend prendre aucun engagement de nature à mettre le système monétaire du Danemark en désaccord avec celui des pays qui l'avoisinent, et avec lesquels ce royaume entretient le plus de relations d'affaires.

M. le baron de Hock demande à la Conférence la permission de lui faire connaître comment, dans la dernière séance, il a été amené à

voter l'amendement proposé par M. le comte d'Avila, relativement à la rédaction de la question 3, amendement auquel il était contraire.

Partisan décidé de l'adoption de l'étalon d'or exclusif, il n'aurait pas hésité à voter la rédaction primitive de la 3^e question. Mais la mise aux voix de cette question, modifiée d'après la proposition de M. d'Avila, l'a placé dans l'alternative d'accepter une rédaction qui n'était pas conforme à sa pensée ou de voter contre l'étalon d'or. Dans cette situation, il n'a pas hésité à voter affirmativement; il a fait abstraction de ses préférences personnelles pour ne pas créer des difficultés à la reconnaissance du principe de l'étalon d'or exclusif par les États qui ont actuellement l'étalon d'argent, et qui, d'après les déclarations de MM. Meinecke et de Hermann, entendent se réserver le soin de régler les mesures transitoires. M. de Hock est d'ailleurs persuadé que si, à son point de vue, la rédaction nouvelle de l'article 3 est défectueuse, les conséquences pratiques en seront atténuées par les conventions spéciales à conclure entre les États. On introduira sans doute dans ces arrangements des stipulations de nature à limiter l'action de chaque Gouvernement, en particulier, sur les mesures transitoires. On pourrait, du reste, en discutant la 7^e question, restreindre le sens trop général de la modification apportée à la question 3.

M. le Président répond qu'en effet la décision prise dans la dernière séance ne saurait faire obstacle à l'indication, par la Conférence, de certaines mesures transitoires, telles que, par exemple, la fixation d'une limite minimum pour le rapport de l'or et de l'argent, objet de la question 7.

M. le vicomte de Villa-Maïor est d'avis qu'avant de passer à l'examen de cette question, il vaudrait peut-être mieux commencer par rechercher quelle monnaie d'or actuelle pourrait être prise comme unité du système monétaire général, et, à ce point de vue, il regarderait comme très-utile que MM. les Délégués de chaque État voulussent bien dresser, pour le pays qu'ils représentent au sein de la Conférence, un projet d'équations entre leurs monnaies actuelles et l'unité monétaire qu'ils voudraient voir adopter. Ces équations pourraient servir de base à l'unification projetée. En ce qui concerne le Portugal, cet État adopterait volontiers la pièce de 5 francs comme unité, car il possède déjà, au dernier échelon de son système monétaire, le *reis* qui, s'il forme une unité défectueuse en raison de sa faible valeur, offre l'avantage de représenter assez exactement la millième partie de la pièce de 5 francs. M. de Villa-Maïor jugerait donc utile que l'on entrât dans quelques explications préalables sur la question 8.

M. le Président rappelle les vœux qui ont été déjà recueillis incidemment par la Conférence en faveur de la réduction du dollar à 5 francs et du souverain à 25 francs. Il n'y a que pour les pays à flo-

rins et à thalers que la question n'a pas été soulevée, et, sous ce rapport, la proposition de M. de Villa-Maïor a son utilité. S'entendre unanimement sur l'adoption d'une seule unité monétaire, ce serait assurément l'un des résultats les plus considérables auxquels pourrait aboutir la Conférence. M. de Parieu ajoute qu'un accord sur ce point ne semblerait pouvoir s'établir que sur la pièce de 5 francs ou sur l'un de ses multiples.

M. Wallenberg a déjà indiqué, dans la séance précédente, la pièce d'or de 10 francs comme lui paraissant présenter des avantages sérieux. En la divisant par 1000, on trouve le centime, qui, comme dernière subdivision monétaire, est une pièce excellente, tandis que la pièce de 5 francs, divisée par cent, donne 5 centimes, fractions trop élevée pour les petits paiements. Quant aux grandes transactions, la pièce de 10 francs forme une bonne moyenne de valeur, une unité ni trop élevée ni trop basse.

M. le Président apprécie la valeur des motifs sur lesquels se fonde l'opinion de M. Wallenberg; en effet, la pièce de 10 francs, prise comme unité monétaire, serait particulièrement commode pour la France; car, dans les comptes, il n'y aurait qu'à changer la virgule de place pour qu'ils fussent exprimés en nouvelles unités; de plus, la pièce de 10 francs a eu autrefois une circulation universelle sous le nom de *ducat*, pièce qui avait à peu près la même valeur : enfin elle était encore la pièce d'or la plus petite avant qu'on frappât des pièces d'or de 5 francs, en vue de suppléer à la pièce d'argent de 5 francs expulsée de la circulation.

M. Meinecke ne peut s'engager sur cette question; il croit qu'il suffirait peut-être d'établir que les monnaies fondamentales doivent être rapprochées par des équations simples, chaque État restant libre d'adopter l'unité qui lui conviendrait, pourvu que ses monnaies particulières fussent aisément convertibles en monnaies des autres États. M. Meinecke ajoute qu'il n'est pas autorisé à se prononcer sur la fixation de l'unité monétaire.

M. le Président est d'accord avec M. Meinecke pour que les monnaies soient aisément convertibles; mais il faut, de plus, qu'il y ait entre elles un dénominateur commun, et le plus faible que l'on puisse adopter pour une monnaie d'or paraît être 5 francs.

M. Meinecke indique une unité moindre : celle de 2 fr. 50 cent., par exemple.

M. de Jacobi préfère l'unité de 5 francs, parce qu'elle a pour multiples des nombres entiers : 10, 15, 20, 25, etc., tandis qu'avec l'unité de 2 fr. 50 cent. on aurait certains multiples fractionnaires.

M. Herbet fait observer que la pièce d'or de 2 fr. 50 cent., prise pour unité, offrirait, entre autres inconvénients, celui de ne pouvoir être

utilement monnayée; il cite à cet égard les pièces d'or de 1 fr. 25 cent. qui ont été émises, à une certaine époque, en Turquie, et qui se sont trouvées trop petites et trop peu résistantes.

M. Stas pense que les observations relatives à l'unité monétaire trouveraient mieux leur place lors de l'examen de la 8^e question, et il ajoute que l'unité de 2 fr. 50 cent. dont a parlé *M. Meinecke* aurait le désavantage de créer une trop grande multiplicité de monnaies d'or, qu'il serait difficile de distinguer les unes des autres.

M. Kern appuie l'opinion de *M. Stas*, et la Conférence ajourne l'examen de ce point au moment de la discussion sur la 8^e question.

En conséquence, *M. le Président* ouvre la discussion sur la question 7, dont il donne lecture :

Dans l'hypothèse de solution affirmative sur l'une des deux questions précédentes, et suivant les distinctions que comporte cette alternative, l'avantage d'internationalité qu'acquerraient les monnaies du métal pris pour étalon commun serait-il une garantie suffisante de leur maintien dans la circulation de chaque État, ou serait-il nécessaire de stipuler en outre :

Soit certaine limite dans le rapport entre la valeur de l'or et celle de l'argent;

Soit certains engagements pour le cas où les pièces du métal international risqueraient d'être complètement expulsés de la circulation de quelqu'un des États contractants?

M. le Président fait ressortir que cette question a trait à l'organisation de la situation transitoire pour les États qui n'ont pas encore l'étalon d'or. Elle a pour but principal de faire concorder ensemble d'une manière effective les mesures à adopter pour la transition, et d'empêcher que ces mesures ne portent atteinte à la décision de la Conférence en faveur de l'étalon d'or. Il est nécessaire d'apprécier les rapports de l'or et de l'argent, et si l'on connaissait exactement à quel taux les espèces d'or sont acceptées dans la Prusse et la Hollande, par exemple, on pourrait peut-être établir des niveaux de change qui introduiraient graduellement l'or, et feraient disparaître sans secousse l'argent de la circulation des pays dans lesquels il a jusqu'ici servi d'étalon.

M. Mees dit que pour la Hollande, si le cours du change se maintenait comme dans ces dernières années, le florin pourrait équivaloir à 2 fr. 13 ou 14 cent.; et le napoléon à 9 florins 35 ou 1/3. Mais il est difficile d'admettre le maintien durable du cours actuel du change. En effet, dans les dernières années, la valeur de l'or était soutenue par suite de la forte demande de la France, et par l'expulsion corrélative de l'argent.

Maintenant, la France est épuisée d'argent, l'or ayant entièrement pris sa place dans la circulation. Le même besoin d'or ne se fait donc

plus sentir, et il se pourrait qu'en conséquence la valeur de l'or diminuât, surtout s'il était produit par quantités toujours aussi considérables. Dans ce cas, l'argent hausserait et, en face d'une telle prévision, il devient difficile à un État qui, comme la Hollande, veut garder sa circulation d'argent, de fixer d'une manière précise le rapport à introduire entre les deux métaux. Cependant, on pourrait, dans les provinces frontalières, tarifier le napoléon à 9 florins $\frac{1}{3}$, et 4 thalers à raison de 15 francs ou de 7 florins de Hollande, ce dernier étant au pair avec le florin du sud de l'Allemagne, bien qu'il ait une valeur moindre de 7 millièmes. Cette égalité du pair entre les deux florins provient de ce que, dans les Pays-Bas, par suite d'une grande exportation d'argent aux Indes, la monnaie d'argent se raréfie avec rapidité et qu'on est obligé d'en monnayer continuellement.

M. Mees ajoute que, si l'étalon d'or était adopté d'une manière générale et devenait l'agent principal de la circulation universelle, les considérations qu'il vient de développer sur la difficulté d'établir une tarification convenable entre l'or et l'argent à raison des variations de valeur des deux métaux, n'auraient plus de raison d'être, parce que, loin de diminuer de valeur, l'or éprouverait une certaine hausse. Il n'y aurait alors aucun danger dans une tarification même approximative.

M. le Président. Il serait utile que la Conférence examinât ces questions de rapport entre les deux métaux; car si, dans un pays, on donnait un cours trop avantageux à l'un d'eux, cela produirait un effet considérable à la fois sur la circulation de cet État et sur celles des pays voisins. Il y a en Europe d'assez grandes différences entre ces rapports dans les pays à double étalon, où ils sont déterminés. Ainsi, en Russie, ce rapport est, à ce qu'il croit, de 1 à 15.

M. de Jacobi fait observer qu'en Russie ce rapport est de 1 à 14.45, qu'il était de 1 à 15 lorsque la demi-impériale valait exactement 5 roubles, mais qu'il a été porté à 14.45 depuis que la demi-impériale vaut 5 roubles et 15 copeks.

M. de Jacobi demande si, pour les pièces d'or, il faut calculer d'après leur valeur intrinsèque.

M. le Président répond qu'il faut balancer le fin contre le fin, et, reprenant son observation, il constate qu'en Russie le rapport entre l'or et l'argent est, en effet, de 1 à 15.45; en Espagne, de 1 à 15.48; en France, de 1 à 15.50, et aux États-Unis, de 1 à 16 environ. Il ajoute que, dans tous ces pays, la circulation d'or est la principale.

M. Fortamps fait remarquer qu'avec la tarification du napoléon à 9 fl. $\frac{1}{3}$, dont a parlé M. Mees, on arriverait à une fraction infinitésimale. Dans les anciens Pays-Bas, le florin valait 2 francs 1164; de-

puis la réduction opérée en Hollande, il vaut 2 francs 10 centimes, et en calculant d'après la valeur de ce florin, on trouve que le napoléon serait réduit à 19 francs 60 centimes, et perdrait ainsi 40 centimes. Dans ces conditions, l'or n'irait jamais en Hollande. Quant à l'observation de M. Mees sur ce que le florin de Hollande et le florin d'Allemagne sont au pair, malgré leur différence de valeur, elle est vraie commercialement, mais non théoriquement. Or, pour une monnaie internationale, il faut tenir compte de la valeur intrinsèque des pièces et non des lois du change.

M. le Président pense qu'en effet la tarification du napoléon à 9 fl. 1/3, donnant un rapport de 1 à 15.19, est faible, et que le minimum de rapport à adopter par la Conférence devrait être probablement de 15.25 ou 15.30. Il y a sans doute à tenir compte de la position particulière de la Hollande, à cause de ses colonies des Indes Orientales.

M. Mees répond que, dans un ouvrage de M. Léon, publié en 1860, on trouve que le rapport donné est inférieur à celui qu'il propose lui-même : il est de 15.17. En effet, le kilogramme d'or valant, à cette époque, 3460 francs, et le kilogramme d'argent 228 francs, on trouve un rapport de 1 à 15.175.

M. Feer-Herzog croit que c'est une erreur. Le rapport moyen le plus bas se rencontre en 1859 : il était alors de 15.21. A Londres, en 1860, il était de 15.27, et, d'après la cote actuelle de Paris, il est de 15.46.

M. Mees répond que ce rapport de 1859 était une moyenne sur toute l'année, et que, par conséquent, cela ne dément point les chiffres donnés dans l'ouvrage de M. Léon.

M. Fortamps est d'avis qu'il faut arriver à un rapport minimum. Celui que propose M. de Parieu, 15.25, est trop bas. Il faudrait que ce rapport fût fixé à un chiffre proche de 15.45, pour qu'il pût s'établir une circulation d'or dans les pays à étalon d'argent. Il ajoute qu'au surplus les pays à étalon d'or ne consentiraient, à aucun prix, à tarifier les monnaies d'argent, car il n'en résulterait pour eux qu'une perte énorme, sans compensation.

M. le baron de Hock croit qu'en ce moment il faudrait, en étudiant la question 7, ne se préoccuper que de ce qui doit être permanent. Il demande s'il est nécessaire que la Conférence entre dans la discussion des mesures transitoires, et il pense qu'il vaudrait mieux laisser aux conventions spéciales qui pourront suivre la Conférence le soin de les régler : il n'en résulterait aucun inconvénient au point de vue de l'unification monétaire ; car il est évident que les pays à étalon d'argent ne pourraient, sans se mettre en contradiction avec le vote qu'ils ont émis au sein de la Conférence en faveur de l'or, établir entre les

deux métaux des rapports tels que les monnaies de l'étalon d'or seraient en fait exclues de la circulation. En conséquence, peut-être devrait-on laisser le soin d'établir ces rapports aux conventions spéciales, et chaque État agirait alors dans le sens qui lui paraîtrait le plus convenable.

M. le Président fait observer que, dans la pensée primitive de la sous-commission, la question 7 avait été posée en prévision de l'adoption possible du double étalon, avec faculté pour chaque État de prolonger cette situation autant qu'il le jugerait à propos. Par son vote sur la question 3, la Conférence est allée plus loin dans la même voie, puisqu'elle a décidé que cette existence du double étalon serait essentiellement transitoire et devrait cesser à une époque déterminée d'avance. Par suite, il faut une sanction plus grande pour l'introduction de l'or dans la circulation de ces États, et il est nécessaire que l'opinion adoptée par la Conférence soit consacrée dans ses conséquences comme dans son principe. Il y aurait à déclarer que les rapports de l'or à l'argent ne devront pas être fixés au-dessous d'un certain minimum, qu'il appartient à la Conférence de déterminer. Les conventions spéciales pourraient le faire, il est vrai ; mais la situation de ceux qui auront à conclure ces traités ne sera-t-elle pas meilleure s'ils peuvent s'appuyer sur une décision de la Conférence ? Pour prendre l'exemple de la Hollande, il serait peut-être plus facile d'amener ses plénipotentiaires à abandonner le rapport proposé par *M. Mees* de 15. 19, si la Conférence avait préalablement décidé que le rapport minimum serait 15.25 ou 15.30.

M. Feer-Herzog pense que la question est posée d'une manière fausse, et qu'il y a contradiction entre l'établissement d'un système d'équations et la fixation d'un rapport. Par exemple, 4 thalers valant 15 francs, si, à côté du thaler d'or fictif (3 francs 75 centimes), on laisse circuler l'ancien thaler d'argent, dont la valeur est un peu moins élevée, le rapport sera celui qui résultera du poids d'or renfermé dans la pièce de 15 francs au poids d'argent renfermé dans le thaler.

M. le chevalier Artom croit qu'on peut arriver à l'établissement d'un rapport entre l'or et l'argent par deux moyens, à savoir : l'équation et une tarification ; mais il estime plus facile de procéder par voie d'équation.

M. de Lavenay se demande si la question d'un rapport à établir entre les deux métaux n'est pas plutôt une question intérieure qu'une question internationale. Elle serait internationale, s'il s'agissait de créer parallèlement deux monnaies universelles, l'une d'or, l'autre d'argent. Alors il faudrait évidemment établir un rapport. Mais il a été convenu qu'il n'y aurait qu'une monnaie internationale, l'or, et que

l'argent ne conserverait un cours légal que temporairement dans les États à double étalon ou à étalon d'argent. S'il en est ainsi, dans toutes les négociations internationales, on stipulera en or; et, que l'on reçoive des dollars, des napoléons, des souverains ou des quadruples thalers, les paiements se feront toujours dans les termes et les prévisions de la convention. Par suite, il ne paraît pas nécessaire de stipuler, comme le propose M. de Parieu, un rapport entre l'or et l'argent. Car si un État établit une mauvaise tarification, l'or n'ira pas chez lui, et il gardera plus longtemps, dans l'argent, un agent moins commode de circulation. Aussi l'intérêt personnel de cet État le portera-t-il à bien traiter l'or; mais il n'y a point là d'intérêt international.

M. le Président répond qu'une monnaie internationale doit avoir les qualités voulues pour une circulation sérieuse; il faut qu'elle entre dans le pays : l'avantage d'internationalité ne le garantit pas.

M. de Parieu ajoute, relativement à l'observation de M. Feer-Herzog, que si elle suppose des équations établies entre les monnaies d'or et les monnaies d'argent, il n'est pas alors besoin de rapport autrement fixé, car dans l'exemple cité, 4 thalers = 15 francs, cette équation emporte avec elle l'idée de l'existence d'un rapport de 15.30. Il en serait de même, pour les États du sud de l'Allemagne, si l'on faisait 7 florins = 4 thalers = 15 francs. Mais il n'en est pas ainsi pour la Hollande, dont le florin ne se prête pas si bien à une équation, et pour laquelle il faudrait donc établir un rapport.

M. Feer-Herzog n'a pas eu la pensée que lui suppose M. de Parieu. Il a voulu dire seulement qu'en donnant cours légal à la pièce de 15 francs pour 4 thalers, il faudra nécessairement que les 2 thalers d'or et d'argent, l'un de 3 francs 75 centimes, l'autre de 3 francs 71 centimes, aient la même valeur dans l'intérieur, et alors l'équation s'établirait d'elle-même entre les monnaies d'or et les monnaies d'argent, bien que le traité n'eût établi cette équation qu'entre monnaies d'or.

M. le Président. Si l'on convenait avec la Prusse que 15 francs vaudraient 4 thalers, ce serait y introduire l'étalon international et elle n'aurait pas à toucher à son thaler d'argent, qui serait avec l'or sur le pied de 15.30. La circulation d'or n'y serait plus interdite et y acquerrait sans doute une très-grande importance. De même en Bavière, si 15 francs d'or pouvaient y circuler au cours de 7 florins, ce serait la même chose que la fixation d'un rapport.

M. de Lavenay a voulu établir qu'il n'était pas d'un intérêt directement international de fixer un minimum limitatif de rapport entre les deux métaux. En effet, quel serait le but de cette fixation d'un rapport? Ce serait d'introduire l'or dans la circulation des États à étalon

d'argent. Mais si, dans ces États, l'on donne cours légal à l'or, ce métal s'imposera, tandis que l'argent ne pourra être reçu que moyennant les conditions de change du marché. Dans cette situation, ces États reconnaîtront aisément que le moyen de faire entrer l'or avec plus de rapidité dans la circulation c'est de lui faire un traitement plus favorable. Il faut donc, sur ce point, s'en rapporter à l'intérêt qu'ont les nations elles-mêmes de ne pas repousser l'or, monnaie plus portative et plus commode, et d'un cours international.

M. le Président doute que l'intérêt d'un État, comme le dit *M. de Lavenay*, doive le porter, dans tous les cas, à faciliter chez lui l'introduction de l'or. Il cite l'exemple de la Hollande qui, quoique possédant un système monétaire différent, pour l'étalon, de deux de ses voisins, et de tous les autres pour ses monnaies, n'en a pas moins un commerce prospère. Il ne voit pas que cette situation ne puisse continuer encore longtemps.

M. de Jacobi croit, comme *M. de Lavenay*, qu'un point important pour arriver plus facilement à une monnaie générale de circulation, serait de laisser à chaque État le soin de régler comme il lui conviendrait le rapport des métaux entre eux. Il se produirait certainement, tout d'abord, de grandes diversités, mais les tarifs particuliers ne tarderaient pas à disparaître dans une tarification générale.

M. le Président explique qu'il ne s'agirait pas ici de faire une tarification complète, mais d'indiquer seulement, et d'une manière approximative, un minimum au-dessous duquel le rapport ne pourrait pas être fixé.

M. Stas s'aperçoit que, dans le cours de la discussion, l'on a donné successivement divers sens au mot *équation*, et il croit qu'en se prononçant affirmativement sur la question 3, où l'on parle de coïncidences partielles à établir entre les divers systèmes monétaires, la Conférence a décidé en fait que le rapport de 1 à 15 $\frac{1}{2}$, fixé par la loi de l'an XI, doit servir de base aux équations à formuler.

M. le Président répond que la solution affirmative de la 3^e question n'emporte avec elle aucune idée d'équation entre les monnaies d'or et les monnaies d'argent, mais seulement entre les différentes monnaies d'or respectivement entre elles, et encore n'a-t-on voté que le mots de *coïncidences partielles* et non celui d'*équation*. Il a été décidé de plus que le double étalon était nécessaire pour les pays à étalon d'argent, comme moyen de transition pour arriver à l'étalon d'or. Or, le rapport fixé entre les deux métaux étant variable dans les divers pays, et l'or y pénétrant d'autant plus facilement que le coefficient de l'argent est plus élevé, ne doit-on pas, si l'on veut y introduire l'or, fixer un minimum? Ne serait-ce pas se borner à un vœu platonique que de dire seulement qu'il y aurait une monnaie d'or inter-

nationale, sans établir en même temps un rapport vis-à-vis de la monnaie d'argent dans les pays ayant le double étalon à titre transitoire? Pour qu'une monnaie subsiste, il faut qu'elle soit reliée à un système. Le *ducat* de Hollande, fort utile pour les voyages, n'a disparu que parce qu'il n'avait de rapport fixe avec l'argent dans aucun pays; aussi n'a-t-il eu qu'une existence passagère. Il ne faudrait pas qu'il en fût de même de la nouvelle monnaie internationale.

M. de Haindl pense que, pour les États qui ont le double étalon ou doivent l'admettre temporairement, la plus grande difficulté serait de trouver la proportion exacte entre l'or et l'argent pour la période de transition. Il y aurait des mesures à prendre pour que l'un des deux métaux chassât l'autre, mais il faudrait aussi beaucoup de précautions pour empêcher que l'introduction de l'or n'amènât une crise par suite de la prompte disparition de l'argent. Or, ces mesures à prendre, ou autrement dit le rapport à établir, ne peuvent être arrêtées d'une manière utile qu'au moment de l'opération. On ne saurait donc dès à présent fixer avec précision un minimum limitatif. En effet, si en Hollande, comme le dit *M. Mees*, le rapport est de 15.19, en Allemagne il est actuellement de 15.58. Aussi faut-il laisser à chaque État toute liberté de fixation à cet égard, ce qui d'ailleurs n'offrirait pas de danger puisque chaque État ne fixerait ce rapport que dans le but déclaré d'attirer l'or dans sa circulation, pour pouvoir plus tard, lorsque l'argent aurait disparu, se rallier complètement dans tout son système aux principes d'union monétaire déjà posés par la Conférence.

M. Broch croit, comme *M. de Parieu*, qu'il faut un minimum limitatif pour la période de transition. Sans cette disposition, l'or ne pourrait s'introduire dans les pays qui auraient fixé une limite trop basse. Ainsi il peut y avoir doute sur le point de savoir si l'équation de 15 francs = 4 thalers permettrait à l'or de pénétrer en Prusse, les 4 thalers ayant une valeur intrinsèque inférieure à trois pièces de 5 francs

M. le Président fait remarquer que, dans l'intérieur des États, des sentiments puisés en dehors de toute pensée économique exercent parfois leur influence sur les opinions en matière de monnaies. Une réforme de ce genre a contre elle certaines idées de routine, certaines craintes exagérées de toute innovation à des habitudes passées dans la pratique du pays; parfois même un amour singulier pour la numismatique, qui ne trouverait pas son compte, par exemple, dans la cessation de la frappe de la pièce d'argent de 5 francs. En conséquence, il importe que la Conférence s'efforce d'établir des règles qui assurent, autant que possible, la réalisation du vœu qu'elle a émis en faveur de l'étalon d'or.

M. Meinecke fait observer que la 7^e question ne traitant que des mesures transitoires, sur lesquelles il n'est pas autorisé à entrer en discussion, il devra, ainsi que son collègue *M. Herzog*, s'abstenir de prendre part au vote.

M. Vrolik, quoique partageant en principe les idées de *M. de Parieu*, pense, comme *M. de Lavenay*, qu'il vaut mieux, pour la pratique, laisser la fixation du rapport métallique à la libre initiative de chaque État. Un niveau de change ne tarderait pas à s'établir entre les deux métaux par la force même des choses.

Pour la Hollande, le napoléon serait admis au cours de 9 florins 35, ce qui, comme *M. Fortamps* l'a fait observer, donnerait un rapport de 15.19. L'Allemagne, comme la Hollande, pourrait donner cours à la pièce de 15 francs pour 4 thalers, pour 7 florins bavares. Cette pièce de 15 francs aurait donc une grande circulation; elle serait le point d'attache des systèmes monétaires allemands avec le système français. Au contraire, si l'on admettait, comme le propose *M. de Parieu*, un rapport minimum limitatif de 15.25 ou de 15.30, ce serait créer des difficultés et apporter peut-être un obstacle à l'unification monétaire. En conséquence, mieux vaudrait ne rien fixer.

M. le baron de Hock, d'accord avec MM. de Lavenay, Meinecke, de Haindl, Mees et Vrolik, croit qu'on pourrait passer sur l'art. 7. Bien qu'il soit, dans une certaine mesure, de l'avis de *M. de Parieu*, et qu'il reconnaisse l'avantage de poser des principes au sujet des mesures transitoires, il considère cependant comme difficile d'arrêter d'une manière générale, dans la Conférence, un minimum limitatif de rapport entre les deux métaux pour les États à étalon d'argent. A son point de vue, cela dépend entièrement de leur valeur au moment des conventions internationales. En effet, si l'on remarque que, pendant une douzaine d'années, le prix de l'or a subi une baisse continue; que, dans les deux années suivantes, le cours a changé, et qu'il y a eu constamment hausse sur le prix de l'or, on peut se demander si cette hausse continuera, ou si le contraire doit arriver. C'est ce qui fait l'objet de discussions sérieuses. Quelques savants croient au renchérissement successif de l'or; ils se fondent sur ce que l'extraction de ce métal devient de plus en plus dispendieuse, et sur l'immense débouché que doit ouvrir à l'or son introduction dans le système monétaire de l'Inde. D'autres, parmi lesquels *M. Soetbeer*, de Hambourg, dont les écrits ont répandu le nom en Allemagne, pensent que l'or jouit présentement d'un cours anormal et qu'il doit subir une dépréciation dans l'avenir.

En présence d'opinions si diverses, il est difficile de fixer un minimum limitatif de rapport qui satisfasse au but recherché par la Conférence. Aussi peut-être vaudrait-il mieux se tenir dans une certaine

généralité, et, dans cette intention, M. de Hock propose de substituer à l'art. 7 du Questionnaire la proposition suivante :

« L'avantage d'internationalité qu'acquerraient les monnaies, du
« métal pris pour étalon commun, ne serait pas une garantie suffi-
« sante de leur maintien dans la circulation de chaque État, mais il
« serait nécessaire de stipuler en outre que, dans les pays qui ont eu
« jusqu'à présent l'étalon d'argent unique comme dans ceux qui ont
« le double étalon, le rapport entre la valeur de l'or et celle de l'argent
« ne serait pas établi sur un pied trop bas pour y permettre l'intro-
« duction sérieuse de l'or. »

M. le Président déclare qu'il adopterait pleinement la proposition de M. de Hock, en ce qui concerne les pays à étalon d'argent, mais qu'il a des doutes sur ce qui a trait aux pays du double étalon. Ces derniers ont en effet depuis longtemps un rapport légal établi entre l'or et l'argent, et il serait assez difficile de supposer que, s'étant engagés à prendre des mesures pour arriver à l'étalon d'or, ils pussent songer à modifier leur rapport métallique, de manière à chasser l'or de leur circulation monétaire. Ce que renferme l'amendement de M. Hock, au sujet des pays du double étalon, semblerait donc pouvoir être retranché sans inconvénient. Actuellement la discussion ne semble plus, ajoute M. le Président, devoir porter sur la question d'un rapport minimum, mais bien sur la proposition de M. de Hock, plus générale, plus facile à résoudre affirmativement par les membres de la Conférence qui n'ont pas des instructions de leurs Gouvernements, et ne peuvent par conséquent se prononcer d'une manière précise sur ce minimum.

M. Herbet fait observer que la question se présentera lors des conventions spéciales à conclure, et qu'alors elle pourra être résolue d'une manière utile par les négociateurs munis à cet effet des instructions et des pouvoirs nécessaires.

Sur l'invitation de M. le Président, *M. Fortamps* fait connaître que, dans son opinion personnelle, il ne devrait pas être permis d'accepter un rapport minimum inférieur à 15.40.

M. le Président est disposé à mettre aux voix la proposition de M. le baron de Hock.

M. Ruggles demande l'ajournement du vote à la séance suivante, parce qu'il ne voit pas bien quel est l'objet de l'amendement.

M. le Président propose de voter ; les membres qui, comme M. Ruggles, dont il regarde toutefois l'hésitation comme isolée, n'auraient pas compris la proposition, s'abstiendraient momentanément, et feraient connaître ultérieurement leur adhésion ou leur refus.

M. Kern trouve que la discussion a été assez longue et assez substantielle pour que les membres de la Conférence aient pu se former une

opinion, et il déclare que, pour sa part, il ne voudrait pas aller plus loin que M. de Hock. Quand il s'agit d'intérêts si importants et si divergents, il faut réfléchir beaucoup avant de se décider d'une manière précise. La proposition de M. de Hock, dans ses termes généraux, lie moins que si, comme paraissait être l'idée primitive de M. de Parieu, elle était formulée en chiffres. C'est une transaction heureuse entre des opinions diverses, qui, dirigées dans le même sens, ne diffèrent l'une de l'autre que par leur élasticité inégale. Dans l'intérêt même des délibérations de la Conférence, le vote doit avoir lieu immédiatement.

M. Ruggles s'excuse de ne pas prendre part au vote, parce qu'il ne comprend pas la question. Les États-Unis ne pourraient consentir à l'acceptation d'un rapport de valeur entre l'or et l'argent. Le double étalon n'est aboli que lorsque ce rapport n'existe plus.

M. le Président fait observer à *M. Ruggles* qu'aux États-Unis le double étalon existe encore, et par conséquent aussi le rapport de l'or à l'argent, qui est de 1 à 16.

M. Ruggles répond que si le double étalon existe encore législative-ment parlant, dans la pratique il est aboli, et que, par conséquent, les États-Unis ont l'étalon unique d'or.

M. le Président. A ce compte, la France fabriquant encore moins de pièces de 5 francs que l'Amérique de dollars, on devrait dire, d'après l'opinion de *M. Ruggles*, que la France possède l'étalon d'or unique, et c'est ce que personne ne soutient.

M. de Jacobi. Les États-Unis, comme la France, ne pourront être regardés comme ayant l'étalon d'or unique qu'autant qu'une loi nouvelle viendra abroger les anciennes dispositions législatives sur ce point et interdire la fabrication de dollars d'argent.

M. Fortamps manifeste ses regrets de ce que la portée du vote à émettre n'aura pas pour résultat d'établir un minimum limitatif de tarification, et il répète qu'en aucun cas l'on ne saurait forcer les pays à étalon d'or à admettre la tarification des monnaies d'argent des autres pays qui auraient conservé l'étalon d'argent.

La proposition de M. de Hock est mise aux voix. Elle est adoptée à l'unanimité, moins deux voix, celle de la Prusse, qui déclare s'abstenir, et celle des États-Unis, qui déclare différer son vote.

La proposition de M. de Hock étant adoptée, il n'y a pas à voter sur la question 7, qui est abrogée.

La discussion de l'art. 8 est renvoyée à la réunion suivante, qui est fixée au lendemain samedi à dix heures.

La séance est levée à midi et demi.

5^e SÉANCE DU MERCREDI 26 JUIN 1867.*Présidence de S. A. I. Mgr le Prince Napoléon.*

Étaient présents : MM. les Délégués qui assistaient à la précédente réunion et M. Delyannis, à l'exception de M. Mees, qui, pour des affaires très-urgentes, se voit obligé de retourner à Amsterdam, et ne pourra plus, à son grand regret, prendre part aux travaux de la Conférence.

A la suite d'un rapport présenté à l'Empereur par S. Exc. M. le Ministre des affaires étrangères, et publié dans le *Moniteur* du 26 juin¹, Sa Majesté a confié la haute présidence de la Commission à Monseigneur le Prince Napoléon.

Son Altesse Impériale ouvre la séance et prononce les paroles suivantes :

Messieurs,

« Appelé par l'Empereur à l'honneur de présider la Conférence internationale pour l'unification des monnaies, j'ai accepté avec empres-

1. Rapport soumis à l'Empereur par Son Exc. M. le marquis de Moustier, ministre des affaires étrangères.

Paris, le 21 juin 1867.

Sire,

Votre Majesté a daigné me faire connaître le haut intérêt qu'Elle prend à la question de l'uniformité monétaire, objet des travaux d'une Commission internationale, qui, sur l'initiative du Gouvernement de l'Empereur, est en ce moment réunie au ministère des affaires étrangères, et dans laquelle tous les États européens, ainsi que les États-Unis d'Amérique, se trouvent représentés.

Déjà la Conférence a discuté quelques-uns des éléments de cet important problème, et ses délibérations en ont été dirigées par M. de Parieu, vice-président du Conseil d'État, avec l'autorité qu'il doit à ses travaux antérieurs et à une connaissance approfondie du sujet. Mais j'ai pensé que l'Empereur ne saurait donner un témoignage plus précieux de sa sollicitude pour une œuvre qui se rattache si étroitement aux réformes économiques accomplies sous son règne, qu'en confiant la présidence de la Conférence monétaire à Monseigneur le Prince Napoléon.

Si Votre Majesté daignait approuver le choix que je prends la liberté de Lui soumettre, il serait accueilli comme un honneur par les membres de la Commission, qui savent que l'appui sympathique et le concours éclairé de Son Altesse Impériale sont toujours acquis à toutes les grandes mesures destinées à favoriser le développement des relations internationales.

Je suis avec respect,

Sire,

De Votre Majesté,

Le très-humble, très-obéissant serviteur et fidèle sujet,

Le Ministre des Affaires étrangères,

MOUSTIER.

Approuvé :
NAPOLÉON.

sement cette mission. Il ne m'appartient pas de développer ici les motifs de ma nomination ; ils sont exposés avec beaucoup de bienveillance dans le rapport de M. le Ministre des affaires étrangères. Je tiens seulement à vous assurer qu'une vaine présomption n'a pu me faire croire que j'apporterais dans une réunion d'hommes aussi éminents ni plus de lumières ni surtout de connaissances spéciales sur la question qui nous occupe.

« J'ai le sentiment de mon peu de compétence, surtout après la direction que mon ami et collègue M. de Parieu a donnée à vos travaux ; j'espère et je compte qu'il voudra bien m'aider de ses conseils. Je ne me dissimule pas les difficultés de traduire nos bonnes intentions en des résultats pratiques ; et si la lecture des procès-verbaux de vos séances m'a prouvé combien vous êtes tous animés de l'esprit de conciliation si nécessaire pour arriver à l'unité monétaire qui est dans le sentiment de tous, j'ai dû consulter les difficultés d'exécution nombreuses, considérables et de toute nature qui se présentent à nous. Mais plus le but est difficile, plus il y aura pour les Gouvernements ici représentés de véritable gloire à l'atteindre. Vous savez combien, de notre temps, l'opinion publique est intelligente, combien elle est prompte et souvent exigeante dans son ardeur ; il faut en conséquence que nous nous efforcions de la satisfaire, sans toutefois lui dissimuler les obstacles que nous avons à surmonter.

« Je vous demanderai donc, Messieurs, d'avoir toujours devant nos yeux le but que nous poursuivons ; songeons que le public attend de notre Conférence un résultat, et tâchons de donner un démenti aux précédents de beaucoup de commissions et de conférences restées stériles ; faisons en sorte que notre réunion ne se borne pas à un beau rapport et à une sorte de plaidoyer en faveur de l'unité des monnaies, mais qu'elle aboutisse à un résultat sérieux.

« Il va sans dire qu'il ne s'agit aujourd'hui que de continuer vos travaux, si bien commencés. Voici, il me semble, l'ordre à suivre dans nos délibérations. Nous continuerons la discussion du Questionnaire ; je vous proposerai ensuite, lorsque nous l'aurons épuisé, le mode que je crois le plus sûr pour arriver, soit d'une façon générale, soit d'une façon particulière, avec chaque État, à une conclusion, pour hâter, ainsi que l'a dit éloquemment et justement M. de Parieu, « l'époque de l'éclosion des germes que vous semez. »

« Je vous apporte la seule chose qui soit en mon pouvoir, une énergique bonne volonté et un vif désir de coopérer à l'unification des monnaies. Permettez-moi, Messieurs, de compter pour cela sur votre bienveillant concours. »

A ce discours de Son Altesse Impériale, M. de Parieu répond en son nom, comme au nom de la Conférence, dans les termes suivants :

« Monseigneur,

« C'est une haute satisfaction pour moi d'être l'interprète de la Conférence, en exprimant le sentiment que nous éprouvons tous de l'honneur conféré à cette réunion par la présidence de Votre Altesse Impériale. Permettez-nous d'espérer que cet honneur sera aussi une force. Vos connaissances financières et l'expérience de vos nombreux voyages vous serviront à guider de haut la suite de nos laborieuses délibérations.

« Votre Altesse Impériale veut bien manifester son adhésion à la marche déjà suivie dans nos délibérations. Son suffrage a pour nous, et pour moi en particulier, une valeur particulière.

« Permettez-moi de vous féliciter, Monseigneur, des sympathies que vous venez de manifester pour les idées de progrès. La poursuite des innovations utiles, à travers des obstacles et des délais nécessaires, est une école de patience et de justice, mais c'est aussi une carrière d'honneur qu'il est digne de vous d'entreprendre, et dans laquelle nous marcherons à vos côtés. »

A la suite des paroles de M. de Parieu, auxquelles s'associent unanimement les membres de la Conférence, M. le comte d'*Avila* soumet à ses collègues deux propositions :

1^{re} La Conférence exprimera, par une adresse à l'Empereur, sa profonde reconnaissance pour l'honneur que Sa Majesté lui a fait en nommant pour président S. A. I. Monseigneur le Prince Napoléon. Cette adresse serait présentée à l'Empereur par une députation de la Conférence, ou, mieux encore, si rien ne s'y oppose, par la Conférence tout entière ¹;

2^o La Conférence exprimera par un vote ses remerciements à M. de Parieu, son vice-président, pour la manière supérieure et impartiale dont il a dirigé les travaux dans les séances précédentes.

Ces propositions reçoivent l'entière approbation de MM. les membres de la Conférence, et la première, sur l'observation de Son Altesse Impériale, est renvoyée à M. le vice-président pour y donner la suite qu'elle comporte.

Son Altesse Impériale donne ensuite communication à la Conférence d'une lettre de Son Exc. Djemil-Pacha, qui s'excuse de ne pouvoir assister à la séance, par suite de l'arrivée du Sultan. — Les procès-verbaux des troisième et quatrième séances sont lus et adoptés.

M. Delyannis exprime le regret de n'avoir pu assister à la dernière réunion. Il explique que, son Gouvernement ayant adopté le système de la convention de 1865, il est autorisé à se prononcer sur les questions principales, mais non sur les questions subsidiaires. Aussi,

1. Cette adresse a été présentée par la Commission entière à Sa Majesté l'Empereur, le dimanche 30 juin, et insérée dans le *Moniteur* du 1^{er} juillet.

n'ayant pu prendre part à tous les votes émis jusqu'à présent, croit-il devoir faire des réserves sur quelques points résolus par la Conférence.

Son Altesse Impériale ouvre la discussion sur la question 8 :

« Est-il nécessaire, pour le succès de l'unification monétaire, de constituer, dès à présent, une unité partout identique pour la composition métallique, le poids et la dénomination, et, en ce cas, quelles bases lui assigner ? »

« Ou suffit-il de constituer des types communs ayant un dénominateur commun assez élevé; par exemple, des multiples de 5 francs pour la monnaie d'or ? »

M. Rivers Wilson donne lecture de la déclaration suivante :

« Avant de recommencer la discussion du Questionnaire, les Délégués anglais croient de leur devoir, tant envers le Gouvernement qu'ils représentent qu'envers les autres membres de la Conférence, et notamment envers le Gouvernement de l'Empereur, par l'invitation duquel ils sont ici, et pour empêcher tout malentendu, de préciser la situation un peu délicate et exceptionnelle dans laquelle ils se trouvent. Ils sont plus persuadés que jamais de la nécessité de cette déclaration, en raison de la tournure sérieuse et pratique que la discussion a prise jusqu'ici, et surtout de la haute signification qui ne peut manquer de s'attacher, dans l'opinion publique, à la présidence de S. A. I. Monseigneur le Prince Napoléon, et aux travaux qui en résulteront.

« Le Gouvernement anglais n'a pas cru devoir refuser de se rendre à l'invitation cordiale qui lui a été faite par le Gouvernement de l'Empereur de prendre part à cette Conférence. En y refusant son concours, non-seulement il aurait fait preuve de manque de courtoisie internationale, mais on aurait pu, à tort, l'accuser de nourrir des préjugés arrêtés sur la question importante dont il s'agissait.

« Mais, à vrai dire, la nation anglaise se trouve vis-à-vis de cette question dans une position tout à fait différente de celle de la plupart des nations continentales et dans une position beaucoup plus indépendante.

« Tant que l'opinion publique ne sera pas décidée en faveur d'un changement du système actuel, tant que ce système n'offrira d'inconvénients ni dans les grandes transactions du commerce, ni dans les menus détails de la vie privée du pays, tant enfin qu'il ne sera pas démontré incontestablement que l'adoption d'un nouveau système offre des avantages assez supérieurs pour justifier l'abandon de celui qui est approuvé par l'expérience et qui est enraciné dans les habitudes du peuple, le Gouvernement anglais ne croirait pas devoir prendre l'initiative dans la voie de l'assimilation de ses monnaies avec celles des pays du continent.

« D'un autre côté, le Gouvernement anglais sera toujours prêt à
« donner son appui à toute tentative ayant pour but d'éclairer et de
« guider l'opinion publique dans l'appréciation de cette question d'une
« manière commune, et à la discussion des moyens par lesquels cette
« assimilation si avantageuse en théorie pourrait s'effectuer.

« Ainsi, tout en se faisant représenter à cette Conférence, le Gouvernement anglais a trouvé nécessaire d'imposer à ses délégués la
« plus grande réserve; leur rôle est simplement d'écouter les divers
« arguments qui pourraient être émis, d'étudier la situation de la
« question telle qu'elle se développerait dans les discussions, et d'en
« faire un rapport à leur Gouvernement. Jusqu'ici, ils n'ont éprouvé
« aucune difficulté à affirmer les propositions sur lesquelles la Confé-
« rence a été appelée à voter, puisque les principes qu'elles consacrent
« sont, par le fait, conformes au système actuellement en vigueur en
« Angleterre. Mais il n'entrerait pas dans leurs fonctions de voter sur
« aucune question ultérieure tendant à engager leur Gouvernement,
« ou d'exprimer aucune opinion qui donnerait lieu de croire à l'adop-
« tion prochaine de la Convention de 1865 par la Grande-Bretagne. »

M. Herbert fait connaître à la Conférence que les réserves que vient de formuler *M. Rivers Wilson* au nom de la Grande-Bretagne se trouvent déjà contenues dans la dépêche que lord Stanley a adressée à *M. l'ambassadeur de France* à Londres, pour lui annoncer la participation du Royaume-Uni à la Conférence monétaire.

Son Altesse Impériale exprime l'opinion que l'œuvre de la Conférence est essentiellement théorique; que les résultats pratiques ne se produiront que dans les conventions internationales à conclure, et que, par conséquent, MM. les délégués anglais ne devront pas craindre d'émettre leur avis sur les questions encore à résoudre, puisque, pour eux, comme pour les autres membres de la Conférence, leur opinion ne saurait engager leur Gouvernement.

M. Meinecke pense qu'il n'est pas nécessaire, pour le succès de l'unification monétaire, de constituer une unité partout identique pour le poids et la dénomination, ni de constituer des types communs: il suffirait d'établir une unité pour la composition métallique, et de convenir de monnaies d'union aisément convertibles entre elles par une équation simple, mais qui pourraient être distinctes dans les différents États.

Par exemple, la France pourrait prendre sa pièce de 20 francs, l'Autriche une pièce de 10 florins pour monnaie d'union, de sorte que la pièce de 20 francs aurait cours dans les caisses publiques de l'Autriche pour 8 florins, et la pièce de 10 florins dans celles de la France pour 25 francs.

On pourrait laisser à chaque État la liberté de subdiviser la monnaie

d'union comme il l'entendrait, d'après les besoins et les coutumes de ses populations. Par exemple, l'Autriche pourrait frapper des pièces de 5 florins équivalant à 12 fr. 50 cent., pièces que la France ne serait pas obligée de recevoir dans ses caisses publiques, mais toutefois, ces monnaies d'or divisionnaires devraient être de la même composition métallique que les monnaies principales.

Quant à cette composition, M. Meinecke croit que la meilleure serait celle des couronnes, frappées d'après le traité de 1857, et celle des pièces d'or, monnayées d'après la convention de 1865 ; c'est-à-dire que le titre devrait être de 9 dixièmes de fin.

Sur le point de savoir quelle monnaie d'union conviendrait le plus à la Prusse, M. Meinecke ne peut se prononcer. Il se borne seulement, comme il vient de le faire, à indiquer le principe que, suivant lui, on devrait suivre.

C'est par ces raisons qu'il ne peut répondre affirmativement qu'à la partie de la question 8 qui concerne l'unité de composition métallique, qu'il voudrait voir fixer à 9 dixièmes de fin ; mais il devra répondre négativement pour les autres parties de cette question, et s'abstenir, sur la question 9.

Son Altesse Impériale signale l'importance de la question du titre, sur laquelle vient de se prononcer M. Meinecke, question qui n'est peut-être pas posée avec assez de netteté et de précision dans le questionnaire.

M. de Lavenay trouve la première partie de la question bien posée ; mais il croit que dans la deuxième partie il faudrait ajouter aux mots « ayant un dénominateur commun » ceux-ci « et un titre identique. »

M. de Hermann déclare qu'en ce qui concerne la Bavière, elle se trouve liée par la convention monétaire de 1857, et qu'elle ne pourrait pas accepter une monnaie qui ne serait pas admise dans les caisses du Zollverein.

M. le Baron de Schweizer, pour le Grand-Duché de Bade, s'associe à cette observation.

M. le Comte d'Avila dit qu'à ses yeux le but principal de la Conférence internationale est de préparer l'avenir, et qu'à ce point de vue, il a toujours eu la conviction que le système de la convention de 1865 finirait par triompher ; il faut rechercher seulement quels sont les moyens de hâter cette solution. Dans ce but, il conviendrait d'adopter les monnaies d'or comme monnaies internationales, en laissant à chaque État la faculté de frapper comme il l'entendrait ses monnaies d'argent et en choisissant comme unité monétaire la pièce d'or de 5 francs. Le résultat de cette adoption serait de substituer l'or à l'argent dans la circulation des pays où ce dernier métal est celui de l'étalon, comme cela s'est produit en France où, malgré la législation existante du double étalon, il n'y a plus en fait que l'étalon d'or.

Quant au titre, M. le Comte *d'Avila*, bien qu'il ne soit pas autorisé à se prononcer à cet égard, croit néanmoins ne pas trop s'engager en disant que le Portugal ne verrait probablement aucune difficulté à abaisser le titre de ses monnaies de 916 à 900 millièmes ; mais il importerait que l'Angleterre donnât l'exemple. Cette modification aurait d'autant moins d'inconvénients en Portugal que la masse de circulation d'or se compose principalement de souverains, et les monnaies d'or portugaises se trouvant monnayées en quantités peu considérables, la refonte de ces monnaies n'entraînerait point de grands sacrifices, surtout si l'on songe que l'abaissement du titre offrirait une compensation.

M. le Comte *d'Avila* ajoute qu'il connaît les difficultés pratiques qu'amènerait un changement du système monétaire anglais ; mais, au point de vue théorique, il ne s'explique pas la réserve de MM. les délégués de la Grande-Bretagne. En théorie, il faudrait procéder pour le souverain comme les États-Unis sont dans l'intention de le faire pour leur dollar, et, dans le cas où l'Angleterre prendrait une décision analogue à celle des États-Unis, le Portugal, où la livre sterling a cours légal, suivrait naturellement le même exemple.

Son Altesse Impériale est d'avis que, sans parler immédiatement de l'unité monétaire, ou de la concordance des monnaies entre elles, on convienne d'abord du titre auquel devraient être frappées les monnaies internationales. Il est à remarquer, en effet, que lors même que le souverain serait réduit à 25 francs, les 25 francs anglais ne formeraient pas une pièce identique aux 25 francs français, par suite du titre différent de ces deux pièces.

M. le Comte *d'Avila* expose que cette question a déjà été discutée dans une autre assemblée où l'on pensait que l'Angleterre se prêterait à un accord tendant à une équation entre le souverain et 25 francs. Le titre de 9/10, qui est le plus répandu en Europe, doit être adopté comme présentant un meilleur caractère scientifique ; mais s'il est nécessaire que l'Angleterre modifie l'alliage du souverain, on peut néanmoins admettre que, pour un accord transitoire, il suffirait qu'elle consentit à le laisser circuler pour 25 francs, sans changement actuel du titre.

M. de Lavenay croit que la question du titre est secondaire pour l'Angleterre et qu'il suffirait, à la rigueur, que la pièce anglaise de 25 francs renfermât la même quantité d'or fin que dans une pièce de 25 francs française. Le poids seul ne serait pas le même, attendu qu'il entrerait, pour la même quantité d'or, une quantité de cuivre différente dans chacune de ces pièces, suivant qu'il s'agirait du titre de 9/10 ou 11/12.

L'obstacle se rencontrerait dans la valeur même de la pièce, qui, par suite de sa réduction, nécessiterait une refonte considérable et

pourrait amener un certain trouble dans les habitudes de la population. Mais si l'Angleterre, s'inspirant des idées émises par M. Ruggles pour les États-Unis, consentait à cette refonte, elle n'aurait pas plus d'intérêt à refondre à 11/12 qu'à 9/10 de fin (le poids seul et l'alliage variant); ne devrait-elle pas, dès lors, adopter de préférence le titre de 9/10? L'unité de titre offrirait, en effet, un grand avantage, celui d'assurer un moyen facile d'apprécier exactement la valeur intrinsèque de la monnaie internationale. Il y aurait évidemment balance dans les poids de deux pièces égales en valeur et en titre, ce qui constituerait un moyen de vérification à la portée de tout le monde. Si, au contraire, l'unité d'alliage est écartée, les poids devenant inégaux, il est difficile d'opérer une pareille vérification.

Il faudrait donc admettre une monnaie d'or ayant un dénominateur et un titre communs, et on pourrait modifier dans ce sens le second paragraphe de l'article 8.

M. de Lavenay craint, d'autre part, que MM. les délégués anglais ne s'exagèrent les pouvoirs des autres commissaires. La Conférence a pour but de rechercher quels seraient en théorie les meilleurs moyens d'arriver à l'unification des divers systèmes monétaires, mais aucun de ses membres ne peut engager par ses votes le Gouvernement qu'il représente. MM. les délégués de l'Angleterre se trouvent dans la même position, et il serait regrettable qu'ils privassent la Conférence de leurs lumières spéciales et de l'appui de leur opinion sur les questions encore à résoudre.

M. le Baron de Soden déclare qu'au nom du Wurtemberg, il se rallie pleinement aux opinions déjà émises par les représentants de la Bavière et de la Confédération du nord. Il ajoute qu'on ressent peut-être plus particulièrement dans le sud de l'Allemagne, et surtout dans le Wurtemberg, la nécessité d'un changement dans le système monétaire actuellement en vigueur. Aussi la proposition du Gouvernement français, quant à la réunion d'une conférence chargée d'établir le rapprochement des divers systèmes monétaires, a-t-elle été accueillie en Wurtemberg d'une manière éminemment favorable. Mais des traités monétaires et douaniers lient entre elles les diverses parties de l'Allemagne et leur imposent des devoirs mutuels; la solution définitive des questions débattues dans la Conférence devra donc laisser pleine liberté aux États allemands qui, par suite de leurs engagements, n'agiront que d'un commun accord. D'ailleurs, l'unanimité qui s'est manifestée sur l'une des questions principales, celle de l'étalon d'or exclusif, peut faire espérer que pour les autres questions, surtout relativement au choix des monnaies internationales à créer, il ne se rencontrera point de graves difficultés, lors des négociations futures sur le traité international, dont la Conférence délibère ici les bases.

Moyennant ces réserves, M. le baron de Soden adhère pleinement, au nom du Wurtemberg, à toutes les déclarations faites par MM. les délégués de Prusse et de Bavière.

M. le Baron *de Hock* croit que la Conférence, en adoptant le système monétaire français comme centre de l'unification projetée, a résolu par cela même la question du titre et s'est prononcée pour 9/10 de fin. Il n'y a donc pas lieu d'ouvrir à ce sujet une nouvelle discussion.

De même que M. de Lavenay, il attribue une grande importance à la question de l'unité de titre. Sans l'identité de titre, en effet, l'unification monétaire n'est pas réalisable, car il devient alors difficile de constater par le poids l'identité de valeur ; et, de plus, comme il n'est pas possible de frapper des pièces avec un poids et un alliage complètement exacts, ce qui a donné lieu à des limites de tolérance, comment pourrait-on savoir si ces limites de tolérance n'ont pas été dépassées ?

M. *Feer Herzog* pense, contrairement à l'opinion de M. de Hock, que la solution affirmative de la première question n'implique pas l'adoption du titre du système français. On s'est contenté d'indiquer que ce système devrait être pris pour base d'unification, mais sous réserve des modifications que la Conférence jugerait utiles. Quant à lui personnellement, le titre de 9/10 lui paraît le meilleur.

M. *Feer Herzog* ajoute qu'à son avis, il est trop souvent question de la convention de 1865, qui doit être citée comme un élément de discussion et non comme un modèle à suivre. La tâche de la conférence est plus vaste ; elle ne consiste pas seulement à étudier les mérites internationaux que peut offrir la convention de 1865, mais elle consiste à poser les bases de l'unification monétaire. C'est pour avoir trop parlé de cette convention qu'une impression erronée a pu se glisser dans l'esprit de MM. les délégués anglais, et qu'ils ont été amenés à dire qu'ils ne pouvaient émettre aucune opinion donnant lieu de croire à l'adoption prochaine de la convention de 1865 par la Grande-Bretagne. Les résolutions déjà votées par la Conférence n'ont pas pour but d'imposer la convention de 1865, mais elles sont le résultat d'une recherche en commun de la meilleure solution à apporter à la question monétaire. A ce point de vue, les délégués, bien que n'ayant point d'instruction pour se prononcer au nom de leurs Gouvernements devraient néanmoins manifester leurs opinions personnelles, et l'on doit regretter qu'en ce qui concerne les coïncidences ou équations à établir entre les monnaies, M. *Meinecke* n'ait pas cru devoir montrer un peu moins de réserve et rappeler ce qui s'est passé en Allemagne, notamment à Cologne et à Stuttgart, au sujet de la proposition d'une nouvelle unité monétaire, le marc.

M. le Comte *d'Avila* fait observer qu'il n'a pas voulu dire d'une ma-

nière générale, comme l'a cru M. de Lavenay, que le titre formait une question secondaire. Il a voulu dire seulement qu'un accord serait possible entre la France et l'Angleterre même en conservant le titre actuel du souverain, par le simple abaissement de sa valeur à 25 francs. L'Angleterre aurait à examiner s'il lui conviendrait que le souverain eût cours légal de 25 francs en gardant son titre actuel, ou bien en le ramenant à 9/10^e par une refonte.

M. d'Avila, malgré la remarque de M. Feer Herzog, croit néanmoins que la convention de 1865 doit être prise pour base pratique de la discussion. Il n'en propose pas l'adoption complète, mais seulement en ce qui concerne les monnaies d'or, sans s'occuper des monnaies divisionnaires d'argent et de cuivre.

M. de Parieu pense que la question du titre peut, quoique importante, n'être regardée relativement que comme secondaire ; le point capital, c'est l'identité du fin dans les monnaies. On distinguerait au besoin dans les banques les différences de titres et l'on arriverait à un moyen de contrôle suffisant de la valeur des pièces en circulation, sans avoir recours à leur poids isolé. Si, en Angleterre, la livre sterling contenait la même quantité d'or fin que 25 francs d'or français, on arriverait facilement à s'entendre. La dissidence du titre du souverain offre même un côté favorable : en effet, si cette pièce était ramenée à 9/10 de fin, l'introduction d'une plus grande quantité de cuivre la rendrait plus lourde et compenserait, avec excès de ce côté, la perte qu'elle éprouverait en or. Mais la difficulté vient de ce que la réduction du souverain amènerait peut-être la modification des contrats, la conversion de toutes les dettes, etc.

Suivant *M. de Hock*, la question du titre serait déjà résolue par l'adoption de la première question. Quoiqu'il n'en soit pas tout à fait ainsi, il est vrai néanmoins qu'on a tout au moins préjugé cette solution, en admettant les avantages de la monnaie de la convention de 1865 au point de vue décimal et métrique, puisque l'alliage de 9/10^e offre seul ce caractère décimal. Les membres de la Conférence sont donc à peu près d'accord sur la question 8, surtout si l'on supprime de la deuxième partie ces mots « par exemple des multiples de 5 francs » qui préjugent la question du dénominateur commun à fixer entre les monnaies internationales.

Tous les délégués sont d'avis qu'il faut s'accorder sur la monnaie d'or avec un dénominateur commun qui doit avoir une certaine importance. En ne tenant pas compte de cette dernière condition, on pourrait dire que dès maintenant ce dénominateur existe ; ainsi entre le souverain estimé, on le suppose, à 25 francs 20 cent. et le napoléon, on pourrait voir à la rigueur, un dénominateur commun dans le décime. Mais ce n'est pas d'un dénominateur aussi inférieur qu'il

peut s'agir pour des conversions réciproques de valeurs monétaires. Celui de 2 fr. 50 cent. dont a parlé antérieurement M. Meinecke n'est pas non plus assez élevé ; la comparaison entre des pièces de 10 fr., 12 fr. 50 cent. et 7 fr. 50 cent. serait très-difficile.

Pour la fabrication matérielle des pièces d'or, il suffit qu'il y ait entre elles une différence de 5 francs au minimum, parce qu'alors on arrive à établir une distinction apparente dans l'extérieur de ces pièces. C'était du moins l'opinion de M. Pelouze, si autorisé en ces matières, et dont la perte est si regrettable. Il jugeait très-praticable la fabrication d'une pièce de 25 francs, très-distincte par son diamètre du napoléon de 20 francs.

MM. les délégués pourraient donc, au point de vue scientifique, se prononcer négativement sur le premier paragraphe de la question 8, et affirmativement sur le deuxième paragraphe, modifié suivant la proposition de M. de Lavenay, en discutant l'utilité de types communs « pour le poids et le titre de la monnaie d'or.

M. Escher regarde la question d'un même titre pour les monnaies internationales comme étant d'une grande importance. Sans cette unité, il devient très-malaisé de faire la vérification des pièces. C'est leur poids qui donne la mesure de leur valeur. Il faut donc nécessairement arriver à l'unité de titre, et le meilleur est celui de $9/10$, par suite de son caractère décimal. Il aurait été à désirer, au point de vue métrique, que dans la convention de 1865 on eût adopté le titre de $8/10$ plutôt que celui de $835/1000$ pour les monnaies divisionnaires.

M. Stas espère que, quoiqu'il se soit prononcé seul, dès le début de la Conférence, en faveur d'un système tout nouveau comme présentant plus de chances pour l'unification monétaire, cet isolement n'aura pas d'influence, aux yeux de MM. les Délégués, sur les observations qu'il tient à présenter relativement à la huitième question. Il est d'avis, avec M. de Hock, que l'adoption de la première question entraîne l'adoption du système français. Et il est indispensable que ce système soit admis dans sa simplicité en ce qui concerne ses types monétaires. L'unité de titre doit nécessairement être admise, car ce n'est qu'en pesant une pièce qu'on peut en vérifier utilement la valeur. Tout le monde n'a pas en sa possession une pierre de touche pour s'assurer si cette pièce est au titre vrai et dans les limites de la tolérance.

Il faut donc que le titre soit unique et que de plus il se rattache au système métrique. Le titre de $9/10^e$ jouit de cette qualité, et son usage à peu près universel en France, en Italie, en Allemagne, aux États-Unis, etc., le recommande à l'adoption des pays qui, comme l'Angleterre et le Portugal ont conservé le titre de $11/12$.

La question de titre examinée, il reste encore, dans le deuxième

paragraphe, celle de l'établissement de monnaies ayant un dénominateur commun, 5 francs, par exemple. Ces monnaies multiples de 5 francs seraient 10, 15, 20, 25 francs, pièces dont la frappe corrélative amènerait de grandes difficultés pratiques. En effet, si l'on prend les pièces déjà existantes, 5, 10 et 20 francs, on trouve que la pièce de 5 francs a 17 millimètres de diamètre ; celle de 10 francs, 19 millimètres, et celle de 20, 21 millimètres. Or, si l'on introduit entre 10 et 20 francs une pièce de 15 francs, le diamètre de cette pièce devra être compris entre les diamètres des pièces de 10 et 20 francs, c'est-à-dire entre 19 et 21 millimètres ; il sera donc de 20 millimètres, et, par suite, il n'y aurait qu'un millimètre d'écart dans son diamètre comparativement aux pièces voisines. La confusion de ces pièces serait, en conséquence, très-facile, surtout si l'on considère que déjà l'on se trompe aisément sur les pièces de 10 et de 20 francs. Que serait-ce dans le cas où l'on créerait entre elles une pièce intermédiaire ?

M. Stas n'hésite pas à dire qu'en présence de difficultés pratiques aussi considérables, indépendamment de ce qu'un si grand nombre de pièces d'or constituerait un mauvais système, il faudrait relever le dénominateur commun de 5 à 10 francs, en remplaçant la pièce d'or de 5 francs, assez incommode, et que les particuliers refusent en Belgique, par une pièce d'argent billonnée de même valeur.

M. Stas ajoute qu'à son avis, l'Autriche se crée un mauvais système monétaire en établissant, à côté de la pièce de 10 florins (25 francs), une pièce de 4 florins (10 francs), ce qui, au point de vue scientifique, est essentiellement défectueux, puisque, pour une pièce de 10 francs, elle introduit la subdivision de 4.

En résumé, *M. Stas* pense qu'il doit y avoir unité de titre et que le titre choisi doit être $9/10^{\text{e}}$, et, de plus, que les seuls types monétaires à admettre sont 10 et 20 francs. La pièce de 5 francs serait billonnée en argent, et il ne serait point fabriqué de pièces de 15 francs et 25 francs, pièces mauvaises au point de vue scientifique et d'une utilité pratique contestable.

M. de Haindl croit devoir protester, en sa qualité de directeur d'un hôtel des monnaies, contre l'interprétation donnée par *M. le Baron de Hock* aux limites de tolérance. Certaines tolérances sont accordées, non comme l'a dit *M. de Hock*, dans le but d'avoir des pièces diminuées de poids et de titre, mais seulement en raison de l'impossibilité matérielle de donner à chaque pièce, d'une manière précise, le poids et le titre qu'elle doit avoir ; les tolérances en plus doivent compenser les tolérances en moins et l'exactitude mathématique qu'on ne peut réaliser sur une pièce isolée se retrouve sur la masse.

M. de Jacobi fait observer que la question de tolérance s'entend

d'elle-même. Il est d'avis qu'un titre commun soit universellement adopté, ainsi que des tolérances communes pour la fabrication des pièces. Il ajoute que le deuxième paragraphe de la question 8 ne lui paraît pas rédigé d'une manière assez nette et que tout le travail de la Conférence serait inutile si l'on ne posait en première ligne l'identité de poids et de titre.

Son Altesse impériale, pour répondre à l'observation de M. de Jacobi, comme à celles des autres membres de la Conférence, propose de supprimer le paragraphe en question et d'y substituer la phrase suivante :

« Faut-il constituer des types communs pour le poids et le titre de la monnaie d'or ? »

Cette nouvelle rédaction pourrait être discutée.

M. le Baron *de Hock* préfère la rédaction primitive. Celle que propose Son Altesse Impériale confond deux questions qu'il importe de séparer, celle du poids et celle du titre ; car il est probable que tous les membres de la Conférence voteront l'identité du titre, mais que très-peu d'entre eux seront pour l'identité corrélatrice du poids, puisqu'avec cette double identité de poids et de titre, on arrive à des monnaies également identiques, et qu'il n'y aurait pas alors besoin de rechercher les moyens d'établir entre les monnaies des divers pays ces coïncidences partielles dont parle la question première.

M. *de Hock* se prononce pour des types communs avec identité de titre, mais contre l'identité de poids qui entraînerait l'identité des monnaies. La rédaction de M. de Parieu, où ces deux éléments sont distincts, est donc préférable.

Pour ce qui est des types communs à établir, il faudrait laisser à chaque État le soin de faire ses monnaies d'or comme il l'entendrait, pourvu qu'il frappât au moins une pièce d'or commune avec les autres États. On ferait pour ces monnaies la même distinction qui existe pour la monnaie d'union et les monnaies territoriales de la convention de 1857.

M. le Baron *de Hock* termine en relevant l'observation que lui a faite M. de Haindl, observation qui ne peut provenir que d'un malentendu, puisqu'il envisage la question de la tolérance absolument comme son honorable collègue.

M. *Meinecke* ne croit pas qu'il soit nécessaire d'adopter une monnaie identique, mais qu'il suffit d'avoir des monnaies concordantes qui pourraient être distinctes. Il faudrait donc diviser la question telle que la propose Son Altesse Impériale ; car, dans le vote, il sera pour l'identité de titre, même à 9/10, mais contre l'identité de poids. M. *Meinecke* ajoute qu'il ne sait pas si la pièce de 4 thalers, dont il a plusieurs fois été question dans le cours de la discussion, pourrait être frappée en Prusse.

M. de Jacobi croit que l'adoption de monnaies différentes de poids et de titre, quoique égales en valeur, ne ferait que déplacer les difficultés qui existent actuellement, et qui, du terrain international, seraient transportées dans l'intérieur des pays.

D'autre part, si l'on suppose l'identité de titre, le défaut d'identité de poids n'amènerait-il pas chaque État à refondre, comme on le fait actuellement, les monnaies étrangères qui affluent chez lui ?

Il faut donc adopter l'identité de poids et de titre.

M. Vrolik est d'avis que le poids et le titre vont ensemble et qu'ils sont liés l'un à l'autre. Il n'y a donc pas lieu de diviser la question posée par Son Altesse Impériale.

Pour ce qui est des types communs, et sur le point de savoir quel doit en être le dénominateur, 5 francs ou 10 francs, *M. Vrolik* préfère la pièce de 5 francs, parce qu'il croit à la nécessité de la pièce de 15 francs, qui pourrait convenir à la Prusse, à l'Allemagne méridionale et à la Hollande, et qui par suite serait appelée à jouer un grand rôle dans la circulation de l'Europe centrale. Il peut être vrai, comme le dit *M. Stas*, que cette pièce de 15 francs risquera d'être confondue quelquefois avec les pièces de 10 et 20 francs, mais si l'on veut arriver à l'uniformité monétaire, il faut passer sur quelques difficultés.

Son Altesse Impériale rappelle que cette difficulté de fabrication n'est pas insurmontable, et que la différence entre deux pièces d'or peut être appréciable, dès que leur valeur présente un écart de 5 francs. C'était du moins l'opinion de *M. Pelouze*, comme l'a dit *M. de Parieu* au commencement de la séance. La pièce de 15 francs pourrait donc être fabriquée.

M. Ruggles considère l'unité de titre comme fondamentale. Il votera la question telle qu'elle est posée par Son Altesse Impériale, car les États-Unis désirent l'unification par le titre et le poids.

M. le chevalier Artom est d'avis que la Conférence étant d'accord sur l'identité de titre, on pourrait d'abord voter séparément sur cette partie de la question.

M. de Lavenay explique que, par identité de poids, on n'entend parler que des poids corrélatifs ; ainsi, l'adoption de la question telle qu'elle est posée n'entraînera pas l'obligation d'avoir des monnaies identiques. Une pièce de 15 francs et une pièce de 10 francs, au titre de 9/10^e, ont entre elles des poids corrélatifs ; c'est l'identité de poids dont il s'agit ici.

Son Altesse Impériale fait remarquer que l'on ne saurait s'imaginer une monnaie internationale sans identité de titre et de poids. Il n'y a donc pas lieu de modifier la nouvelle rédaction du premier paragraphe de l'article 8, à savoir :

« Faut-il constituer des types communs pour le poids et le titre de la monnaie d'or? »

M. Wallenberg pense que, puisque les membres de la Conférence sont d'accord sur l'identité de titre, il faudrait d'abord mettre aux voix cette partie de la question. Il demande que le titre soit fixé à 9 dixièmes, et il dit qu'on a reconnu en Suède, après plusieurs essais, que c'était le meilleur de tous. Ces essais ont été faits lors de la tentative d'introduction, en Suède, du système métrique, tentative qui n'a échoué que par suite de la résistance des ordres du clergé et des paysans.

Son Altesse Impériale répond que, dans l'intérêt du vote, il vaut mieux ne pas fixer immédiatement le titre, afin de pouvoir réunir plus facilement l'unanimité des voix.

M. de Parieu dit qu'à la rigueur, il n'y a pas entre le poids et le titre parallélisme absolu. Par exemple, un rapprochement pourrait se faire entre le système monétaire français et le système anglais, si le souverain était quant à l'or fin, réduit à 25 francs, et il ne serait pas absolument besoin, pour cela, de changer le titre.

Ce serait un grand progrès, quoique encore insuffisant, et il n'y aurait cependant pas identité de poids et de titre.

Mais, d'un autre côté, il pourrait y avoir des types à dénominateur commun, sans aucune identité : par exemple, si les Anglais ramènaient seulement leur souverain à 25 francs, sans que nous fabriquassions nous-mêmes des pièces de cette valeur.

Son Altesse Impériale fait observer que ce ne serait pas là une monnaie internationale.

M. de Parieu répond que monnaie internationale ne veut pas dire monnaies identiques, mais seulement monnaies facilement commensurables. Ainsi, le rapport simple des pièces de 20 francs et de 25 francs constituerait déjà une sorte de communauté internationale, d'une certaine utilité.

M. Stas est d'avis qu'à valeur égale le poids est inséparable du titre.

M. de Jacobi est pleinement de l'avis de *M. de Parieu*. Il croit que, dans certains États, l'unité ou dénominateur restera à l'état idéal. Mais cela n'a aucune importance. Il faut seulement que les monnaies soient entre elles dans des rapports simples.

M. le baron de Hock, qui s'est prononcé pour des monnaies communes, admet complètement l'identité de titre, et pour les monnaies de même valeur l'identité de poids. Il voudrait même que ces monnaies égales eussent aussi l'identité de diamètre. Il croit néanmoins que, pour arriver plus facilement à une solution, il faut mettre séparément aux voix les deux parties de la question. L'une des deux serait résolue à l'unanimité.

Son Altesse Impériale propose la nouvelle rédaction rédigée sous deux formes par M. de Parieu :

« Faut-il constituer des types ayant un dénominateur commun pour le poids et le titre de la monnaie d'or? »

Ou bien celle-ci qui est une variante :

« Faut-il constituer des types ayant un dénominateur commun pour le poids de la monnaie d'or, avec un titre identique? »

M. Kern se rallie à la proposition de M. de Parieu à cause du mot *dénominateur*. Le dénominateur peut être théorique ; on n'est pas obligé de le frapper.

Plusieurs membres exprimant leurs préférences pour la seconde des rédactions proposée par M. de Parieu, *Son Altesse Impériale* la met aux voix.

Elle est adoptée à l'unanimité.

Son Altesse Impériale met également aux voix la question de savoir quel sera le titre international et propose celui de 9/10.

Le titre de 9/10 est adopté à l'unanimité.

M. Graham dit qu'il n'a voté affirmativement sur le titre de 9/10, que pour le cas éventuel d'une refonte.

Son Altesse Impériale pose ensuite à la Conférence la question relative au dénominateur commun ; mais, sur la demande de plusieurs membres, la discussion est renvoyée à la séance suivante, qui est fixée à vendredi, 28 juin, à neuf heures.

La séance est levée à une heure moins un quart.

6^e SÉANCE DU VENDREDI 28 JUIN 1867.

Présidence de S. A. I. Mgr le Prince Napoléon.

La séance est ouverte à neuf heures.

Étaient présents MM. les Délégués qui assistaient à la précédente réunion, à l'exception de M. Fortamps, obligé de se rendre à Bruxelles.

Son Altesse Impériale annonce que M. José Polo, qui avait été désigné pour représenter l'Espagne dans la Conférence, étant retenu à Madrid par les travaux des Cortès, le Gouvernement espagnol a fait choix d'un nouveau délégué, M. le comte de Nava de Tajo, sous-directeur au ministère des affaires étrangères de l'Espagne.

M. le comte de Nava de Tajo est immédiatement admis à prendre place parmi les membres de la Conférence.

Le procès-verbal de la 5^e séance est lu et adopté.

Son Altesse Impériale rappelle que la Conférence a répondu affirmativement, dans la dernière réunion, sur le premier paragraphe de la question 8, dont la rédaction nouvelle était ainsi conçue :

« Faut-il constituer des types ayant un dénominateur commun pour le poids de la monnaie d'or, avec un titre identique? »

La Conférence, a, de même, adopté le titre de 9 dixièmes de fin.

Il reste donc à fixer le dénominateur commun ; c'est l'objet du second paragraphe de la nouvelle question 8, ainsi conçu :

« Quel doit être le dénominateur commun ?

« Doit-il être de 5 francs ? »

La discussion étant ouverte, M. de Lavenay fait ressortir les avantages de la pièce de 5 francs comme dénominateur commun. Cette pièce coïncide, soit par elle-même, soit par ses multiples, avec beaucoup d'autres monnaies ; elle cadre à peu près avec le dollar et avec le souverain ; elle existe dans la convention de 1865. Les États-Unis d'Amérique se déclarent prêts à l'adopter et ne pourraient pas, sans modifier tout leur système, se servir d'une unité supérieure.

Si dans quelques pays, en Belgique, par exemple, comme l'a dit M. Stas, le module de la pièce de 5 francs paraissait trop petit pour se prêter à une bonne fabrication et être facilement accepté dans la circulation, ces États seraient libres de n'en pas frapper.

Son Altesse Impériale dit que, dans la Conférence instituée par le Comité des poids et mesures et des monnaies à l'Exposition universelle, et qui s'est tenue hier sous sa présidence, M. Leone Levi a déclaré que la pièce de 10 francs, qui se diviserait en 100 pence, serait acceptée de préférence en Angleterre.

M. Graham, par l'organe de M. Wilson, répond que, selon son opinion individuelle, la pièce de 10 francs, si elle était adoptée, aurait un avantage sur la pièce de 5 francs, en donnant une unité supérieure, ce qui serait désirable pour l'Angleterre, et en offrant une relation plus simple avec le système ordinaire du franc.

M. le Comte d'Avila votera pour l'adoption de 5 francs comme dénominateur ; il fait en même temps remarquer, comme M. de Lavenay, que les États ne seront pas tenus de frapper cette pièce, mais devront la recevoir.

M. Stas insiste sur la question du module de la pièce de 5 francs en or, qui, par suite de sa petitesse, ne rentre pas dans les conditions d'une bonne fabrication. Il faudrait billonner la pièce de 5 francs en la fabriquant en argent.

M. Dutilleul dit qu'en France cette monnaie d'or de 5 francs est encore une monnaie de luxe qui se rencontre dans les villes, mais peu dans les campagnes,

M. le Comte d'Avila cite l'exemple du Portugal, de l'Espagne, des

États-Unis, où l'on ne se plaint pas des pièces de 1000 reis, de celles de 20 réaux, du dollar, qui se rapprochent de la pièce de 5 francs de l'union monétaire de 1865.

M. Wallenberg renouvelle les observations qu'il a eu déjà l'occasion de présenter à la Conférence sur la convenance d'adopter pour dénominateur commun la pièce de 10 francs, qui cadre parfaitement avec le système décimal, tandis que la pièce de 5 francs d'or ne serait d'accord ni avec le système décimal, ni avec le système du franc. Car si l'on divise la pièce de 5 francs en 100, on trouve la pièce de 5 centimes, subdivision trop forte, tandis que la pièce de 10 francs divisée par 1000 donne le centime, qui forme une bonne coupure au dernier degré de l'échelle monétaire. A cette observation déjà produite dans une séance précédente, *M. Wallenberg* ajoute qu'il devrait être décidé que tous les États feraient frapper la pièce de 10 francs et resteraient libres de frapper ou non telle ou telle autre coupure. Aux États-Unis, on frapperait des pièces de 2 dollars qui vaudraient mieux que le simple dollar.

M. Herbet ne croit pas que la répugnance de la population belge pour la pièce d'or de 5 francs soit aussi prononcée que l'a dit *M. Stas*.

M. le baron de Hock se prononce en faveur du dénominateur commun de 5 francs, attendu qu'il est le moins élevé possible.

M. Vrolik adopte également ce dénominateur, qui permettra de frapper des pièces de 15 francs et d'arriver à une solution avec les pays à étalon d'argent qui ont le thaler et le florin.

M. Meinecke ne saurait prévoir, en ce moment, quelle pièce d'or conviendrait le mieux à la Prusse et aux autres États allemands, s'ils se décidaient plus tard à changer l'étalon d'argent contre l'étalon d'or ; il ne pourrait pas dire, par exemple, que ces pays seraient en mesure d'accepter, sans trop blesser les intérêts et les opinions de leurs populations, une monnaie quelconque aisément convertible en pièces d'or françaises. Peut-être même devront-ils adopter la couronne frappée d'après la convention de 1857, dont neuf contiennent 310 francs d'or.

C'est par ces motifs que *M. Meinecke* doit s'abstenir de voter sur la question du dénominateur.

M. de Jacobi, favorable d'ailleurs à l'adoption de la pièce de 5 francs comme dénominateur, s'est demandé, en présence des observations de *M. Stas*, s'il ne serait pas possible de frapper des pièces de 5 francs en platine, ayant un poids de 5 grammes, soit 1000 francs par kilogramme.

Son Altesse Impériale répond qu'il faudrait d'abord acheter le platine à la Russie, et que, de plus, les expériences déjà tentées n'ont pas réussi.

En tout cas, la pièce de platine serait considérée comme du billon, et la Conférence ne s'occupe pas de cette fabrication spéciale.

M. de Jacobi répond que le monnayage du platine pourrait se faire maintenant dans des conditions beaucoup plus favorables qu'autrefois, vu les grands perfectionnements qui ont été réalisés dans le traitement de ce métal, grâce aux travaux remarquables, de MM. Henri Sainte-Claire-Deville et Debray.

Il ajoute que la Russie n'est pas le seul pays pour l'exploitation du platine; dans les États de l'Amérique du Sud, on en trouve aussi des quantités considérables.

M. Feer-Herzog s'étonne des objections de M. Stas contre la pièce d'or de 5 francs; en Suisse, elle s'est introduite aisément; elle présente l'avantage de rappeler, dans un grand nombre de pays, la *piastre*, qui, pendant longtemps, a été la monnaie universelle, et qui, importée en Amérique par les Espagnols, a été l'origine du dollar.

Quant à l'indication donnée par M. de Jacobi, elle ne paraît pas devoir être suivie: il serait dangereux d'introduire un nouveau métal, et le platine ne possède pas des qualités de monnayage qui doivent le faire préférer à l'or et à l'argent.

M. de Jacobi réplique que, d'après les nombreux essais qu'il a faits, conjointement avec les savants qu'il a déjà mentionnés, le platine non-seulement se prête parfaitement bien au monnayage, mais paraît être prédestiné par la nature à devenir de préférence un métal de circulation monétaire universelle, s'il se trouve un jour en plus grande abondance.

M. Ruggles déclare, de son côté, que le dollar, malgré sa dimension, n'en est pas moins très-apprécié aux États-Unis.

Son Altesse Impériale propose de mettre aux voix le second paragraphe de la nouvelle question 8, en ajoutant à 5 francs les mots: *ou ses multiples*, afin de permettre à la Suède, par exemple, de voter affirmativement.

M. le chevalier Artom trouve cette rédaction trop large, attendu qu'il ne doit y avoir qu'un seul dénominateur commun.

M. Graham fait observer que, si l'on adoptait 5 francs comme dénominateur, tous les comptes devraient être ramenés au dollar en Angleterre.

M. de Parieu regarde comme essentiel de ne laisser aucune incertitude sur le dénominateur: il propose de voter sur le dénominateur de 5 francs, en supprimant l'addition *ou ses multiples*; car, en désignant un dénominateur, on recherche toujours le chiffre le plus simple.

Son Altesse Impériale met aux voix cette proposition, qui est adoptée à la majorité de 13 voix contre 2. L'Angleterre et la Suède ont voté

contre ; la Prusse, la Bavière, le grand-duché de Bade, le Wurtemberg et la Belgique se sont abstenus.

La discussion s'ouvre ensuite sur la 9^e question, ainsi conçue :

Y aurait-il utilité, dans le cas où l'or serait adopté comme métal international, à ce que les types de cette monnaie, déterminés par la Convention monétaire du 23 décembre 1865 fussent, dans un intérêt d'unification et par suite de réciprocité, complétés par des types nouveaux : par exemple, des pièces de 15 francs et de 25 francs ? Dans ce cas, quelles devraient être leurs dimensions ?

Sur la proposition de Son Altesse Impériale, la seconde partie de la question est supprimée, attendu que le règlement des questions de détail, telles que la dimension des pièces, trouvera mieux sa place lorsque les Gouvernements s'entendront sur les mesures d'exécution.

M. le baron de Hock fait observer que l'on devrait d'abord convenir qu'il y aura des monnaies communes, c'est-à-dire ayant cours légal dans tous les États.

M. de Parieu répond que, sauf la question sérieuse du cours légal, la proposition de types communs a été acceptée par le fait de l'adoption de l'affirmative sur la question précédente. Il est évident, en effet, qu'avec un dénominateur commun, il y aura en pratique, sinon par suite d'une nécessité absolue, des pièces et types communs. L'intérêt de la question 9 semble donc spécialement se réduire à provoquer, de la part de MM. les directeurs de monnaies, des explications techniques sur la fabrication des pièces de 15 francs et de 25 francs, et, d'un autre côté, de procurer l'occasion de discuter les scrupules qui peuvent être élevés par le rigorisme du système décimal.

M. le vicomte de Villa-Maïor serait d'avis qu'il suffirait d'admettre les pièces de 5 francs, 10 francs, 20 francs et 25 francs.

M. Ruggles insiste tout particulièrement sur l'intérêt qu'attachent les États-Unis à ce que la France consente à frapper des pièces de 25 francs et à reviser dans ce sens la convention de 1865. Le demi-aigle américain et le souverain anglais pourraient être aisément placés, vis-à-vis de la pièce française de 25 francs, dans des conditions de parfaite égalité. M. Ruggles a d'ailleurs développé les considérations qui militent en faveur de l'adoption de cette mesure, dans une note dont il met des exemplaires à la disposition de la Conférence, et qui contient, en outre, de nombreuses données statistiques. Ce document est annexé au présent procès-verbal.

Son Altesse Impériale répond à M. Ruggles que la France ne fait aucune objection sur le fond de la proposition de M. le délégué des États-Unis ; mais, la convention de 1865 étant en vigueur, le Gouvernement français devra s'entendre avec ses coassociés, et la révision de

cet acte diplomatique sur le point en question ne souffrira sans doute aucune difficulté.

M. le chevalier *Artom* ne croit pas que le Gouvernement italien fasse d'objection, du moment où l'engagement à prendre serait de recevoir et non pas de frapper ces pièces de 25 francs.

M. *Broch* voudrait que les types de la monnaie universelle fussent le moins nombreux possible : dans son opinion, il ne faudrait pas obliger les États à frapper ou même à recevoir des pièces de 5 francs et de 15 francs ; l'une est trop petite et, comme l'a dit M. *Stas*, difficile à maintenir au poids droit ; l'autre est au moins inutile, puisqu'elle a été indiquée principalement en vue de l'Allemagne, où l'on se montre disposé à fabriquer le *marc*, qui se rapprocherait, dans son vingtuple de 25 francs.

M. le baron *de Soden* fait observer que la pièce de 15 francs serait utile pour les États du sud de l'Allemagne.

Les divergences d'opinions entre les membres de la Conférence paraissant principalement se produire en ce qui concerne la pièce de 15 francs, Son Altesse Impériale propose de voter d'abord sur l'adoption de la pièce de 25 francs.

M. *de Hermann*, reprenant alors la proposition précédemment émise par M. le baron *de Hock*, insiste pour que la Conférence se prononce préalablement sur le point de savoir s'il y aura au moins une monnaie ayant cours légal dans tous les États contractants.

M. le baron *de Hock* explique qu'en effet la Conférence n'a jamais déclaré que les monnaies frappées par un État seraient acceptées par tous les autres. Sans une telle acceptation réciproque, il n'y aurait pas communauté monétaire. Après que la Commission aura prononcé sur cette proposition générale, on pourra procéder à l'examen de celle émise par M. *de Hermann*, à savoir : « Si cette acceptation devra s'appliquer à toutes les monnaies du système monétaire, ou seulement à quelques-unes d'entre elles ? »

M. *de Parieu*, pour répondre à la proposition de M. *de Hock*, formule la question suivante : « Les monnaies d'or au dénominateur commun de 5 francs devront-elles être acceptées dans les caisses publiques des États qui se seront engagés réciproquement dans une convention monétaire ? »

M. *Stas* propose de substituer le cours légal à l'acceptation dans les caisses publiques : il signale le fait que, la convention de 1865 ne contenant que cette dernière stipulation, la Banque de France s'est refusée, sans s'expliquer sur ses motifs, à recevoir 155 000 francs d'or belge ; si elle a craint de se voir envahie par cette monnaie, elle peut se rassurer, car il n'a été frappé que 4 800 000 francs d'or en Belgique depuis la convention.

M. Feer-Herzog rappelle qu'en effet, en 1865, les États contractants avaient cru devoir n'imposer la monnaie de l'union qu'à leurs caisses publiques, afin de ne pas paraître obliger leurs nationaux à recevoir une monnaie étrangère ; mais, à cette époque, il avait été déclaré officiellement, par la direction du mouvement des fonds publics, que du moment où les caisses publiques, en France, accepteraient la monnaie de l'union, cet exemple serait suivi par tous les grands établissements de crédit.

M. de Parieu craindrait que, dans certaines localités reculées, des difficultés ne vinssent à se produire si l'on substituait immédiatement à l'admission dans les caisses publiques le cours légal obligatoire entre les particuliers. Des percepteurs peuvent connaître toutes les coupures de pièces d'or au dénominateur de 5 francs ; mais il n'en est pas de même des particuliers qui pourraient être inquiétés au sujet de coupures et d'effigies étrangères dont la réception leur serait imposée.

M. de Lavenay n'y verrait d'inconvénient que s'il s'agissait de mettre en circulation des pièces ayant, comme les monnaies d'appoint, une valeur intrinsèque inférieure à la valeur nominale ; mais ici l'on parle de monnaies d'une valeur réelle identique à leur valeur légale.

M. Rivers-Wilson a des doutes sur le cours légal : il se demande, en effet, ce qui aurait lieu s'il y avait limitation de la quantité admissible dans les paiements, comme pour les pièces divisionnaires d'argent.

Son Altesse Impériale répond qu'il ne s'agit pas d'espèces à cours limité ; elle ajoute qu'elle voit un grand avantage à la disposition relative au cours légal, car il importe que la monnaie internationale ne puisse pas être refusée, et que les populations l'admettent le plus promptement possible.

Son Altesse Impériale met aux voix une nouvelle rédaction, qui est ainsi conçue : *Les monnaies d'or au dénominateur commun de 5 francs devront-elles avoir cours légal dans les États qui se sont engagés réciproquement dans une convention monétaire ?*

Sur la proposition de *M. Stas*, on substitue aux mots : *les monnaies*, ceux-ci : *des monnaies*, qui sont plus restrictifs et qui expriment certaines monnaies.

La question ainsi posée est résolue affirmativement, à l'unanimité.

Les délégués de l'Angleterre, de la Prusse, du Wurtemberg et du Grand-Duché de Bade s'abstiennent.

Son Altesse Impériale ramène la délibération sur la question de la pièce de 25 francs.

M. Ruggles insiste pour qu'il soit bien constaté que les États-Unis tiennent particulièrement à l'adoption du type de 25 francs.

M. Graham pense qu'il ne faudrait pas trop multiplier le nombre des pièces ; que l'introduction des pièces de 15 et 25 francs dans le

système français serait défectueuse, et qu'il vaudrait mieux, à ce point de vue, s'arrêter à 20 francs. Il se demande même si la France doit réellement frapper des pièces de 25 francs.

Son Altesse Impériale répond que certainement, si la France ne consultait que ses convenances personnelles, elle ne verrait aucune nécessité d'émettre cette nouvelle monnaie; mais, pour faciliter l'œuvre d'unification, qui est l'objet des travaux de la Conférence, elle ferait la concession demandée par les États-Unis. La fabrication d'une pièce de 25 francs paraîtrait, en effet, convenir également à l'Angleterre et à l'Autriche.

M. le comte de Nava de Tajo déclare que cette pièce conviendrait aussi à l'Espagne.

M. Stas pense, comme M. Graham, que, du moment où l'on n'établit pas un système nouveau, il faut adopter dans sa simplicité le système français, et ne pas multiplier les subdivisions.

Son Altesse Impériale fait observer que les bases de la convention de 1865 doivent être élargies, afin de provoquer des rapprochements qu'elle n'a pas offert jusqu'à présent les moyens de réaliser.

M. Stas croit que les bases de la convention de 1865 seraient, au contraire, trop larges, et qu'il ne faudrait pas admettre la pièce de 5 francs.

M. de Jacobi. Si l'expérience prouve que la pièce de 5 francs n'est pas apte à la circulation, elle disparaîtra sans inconvénient.

La pièce de 25 francs, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité. La Prusse, le Grand-Duché de Bade et le Wurtemberg s'abstiennent.

Son Altesse Impériale met en discussion la pièce de 15 francs.

M. Vrolik, rappelant ce qu'il a dit dans la précédente séance, insiste pour l'admission de la pièce de 15 francs dans la circulation monétaire universelle.

M. de Parieu appuie cette proposition comme pouvant, un jour, donner satisfaction à un groupe d'États qui représente une population nombreuse.

M. le Baron de Soden s'associe, pour le Wurtemberg, à la demande de M. Vrolik.

M. le Baron de Hock ne voit pas la nécessité d'adopter dès à présent la pièce de 15 francs, car la Hollande n'a pas exprimé, jusqu'ici, l'intention d'entrer prochainement dans une union monétaire, et, pour les États d'Allemagne, la pièce de 15 francs ne serait, dans son opinion, d'aucune importance.

M. Vrolik répond que, sans prétendre engager son Gouvernement, il a indiqué la pièce de 15 francs comme un moyen de rallier plus ou moins promptement au projet d'unification un certain nombre d'États.

M. de Parieu n'aperçoit pas les objections sérieuses que l'Autriche

pourrait faire à la pièce de 15 francs, qui est demandée par la Hollande, et qui conviendrait tout particulièrement aux États de l'Allemagne méridionale. La commission autrichienne du mois d'avril dernier a déjà adopté les pièces de 10 et de 25 francs; en réunissant une pièce de 15 francs à la pièce de 10 francs, l'Autriche aurait les deux éléments composant la pièce de 25 francs d'or.

M. le chevalier *Artom* demande que, dans tous les cas, il soit constaté que les États seront tenus de recevoir et non de frapper la pièce de 15 francs.

M. *Meinecke* aurait désiré ne pas être dans l'obligation de s'abstenir sur cette question comme sur la précédente; mais, pour prendre une décision, il aurait besoin de connaître le but auquel on veut aboutir en Prusse; or, l'opinion, dans ce pays, n'est pas encore fixée; on veut sans doute l'uniformité monétaire, mais à tout prix. Tout ce qu'a pu faire M. *Meinecke*, c'est d'admettre le principe de l'étalon d'or; mais il doit s'abstenir sur toutes les questions de détail, sur toutes les mesures de transition; il ne peut les préjuger à aucun degré, car il ne sait ni quand ni comment pourra s'effectuer le passage de l'étalon d'argent à l'étalon d'or dans le système prussien. Ce changement d'étalon ne pourrait pas actuellement s'effectuer sans porter un profond bouleversement dans la situation monétaire de la Prusse, dont la position à cet égard n'est pas la même que celle de la France. Cette dernière n'aura pas à faire autant de sacrifices que la Prusse en aurait à subir pour l'unification projetée.

M. *Kern* est venu dans la Conférence avec l'intention de voter, personnellement et sans engager son Gouvernement, toutes les propositions qui lui paraîtraient de nature à contribuer à la formation d'une union monétaire plus vaste que celle de 1865, mais reposant toutefois sur les mêmes bases élargies, s'il en était besoin. C'est ainsi que, dans un esprit de conciliation, et en faisant abstraction des préférences du pays qu'il représente, il a voté pour la pièce de 25 francs, parce que MM. les délégués des États-Unis et de l'Autriche ont cru pouvoir, de leur côté, faire des concessions au projet d'union, et parce qu'il supposait que l'Angleterre accueillerait avec satisfaction cette décision de la Conférence. Mais, à cet égard, il a éprouvé autant de surprise que de regret lorsqu'il a entendu M. le délégué de la Grande-Bretagne dire que la pièce de 25 francs ne lui paraissait pas utile.

Quant à la pièce de 15 francs, M. *Kern* ne voit pas la convenance de l'adopter tant que les États particulièrement intéressés, la Prusse notamment, ne se seront pas prononcés.

M. *Rivers-Wilson*, au nom de M. *Graham*, croit devoir, en présence de l'interprétation à laquelle a donné lieu l'opinion exprimée par M. *Graham* au sujet de la pièce de 25 francs, déclarer que M. le Dé-

légué de la Grande-Bretagne ne s'est placé qu'à un point de vue purement théorique. La pièce de 25 francs serait plutôt nuisible qu'utile à l'économie générale du système français, mais il n'en serait pas de même sous le rapport d'une union monétaire entre l'Angleterre et la France.

Son Altesse Impériale regrette vivement cette confusion. Elle constate que, s'il est vrai de dire que les membres de la Conférence discutent théoriquement, c'est seulement en ce sens qu'ils n'engagent pas leurs Gouvernements comme le feraient des négociateurs munis de pleins pouvoirs. Mais il est bien entendu qu'il ne s'agit pas ici de se livrer à des études spéculatives ; un but a été marqué aux travaux de la Conférence, et c'est vers les moyens pratiques d'y parvenir que les délégués de tous les États doivent diriger leurs efforts.

M. Rivers-Wilson répond que l'Angleterre ne pourra qu'être sensible à l'intention qui a fait proposer l'adoption de la pièce de 25 francs.

M. de Parieu fait observer que les mots « *par suite de réciprocité* » ont été insérés avec intention dans la question 9 actuellement en discussion ; ils sont toujours sous-entendus, et, avec cette réserve, *M. de Parieu* ne verrait pas d'inconvénient à indiquer comme une éventualité la possibilité d'émettre ou de recevoir des pièces de 15 francs : ce serait, comme il croit l'avoir entendu dire spirituellement à *Son Altesse Impériale*, à propos de la pièce de 25 francs, une *invite* que nous ferions aux États qui ne se croient pas encore en mesure de se décider.

M. de Haindl, tout en reconnaissant que la pièce de 15 francs se rapprocherait des convenances des États d'Allemagne, fait observer qu'il existerait entre cette pièce, d'une part, et celle de 7 florins ou de 4 thalers, d'autre part, une différence de 1 et quart pour cent au préjudice de la première. Il faudrait donc augmenter la valeur de l'unité monétaire actuelle, thaler ou florin. C'est ce qui peut expliquer l'hésitation des États d'Allemagne.

M. le baron de Soden ajoute que, tout en étant favorable à la pièce de 15 francs, il ne saurait oublier que le traité de 1857 lie toujours les États qui l'ont signé, et notamment le Wurtemberg qu'il représente, à l'exception de l'Autriche.

M. de Parieu fait observer qu'on n'aperçoit pas de type autre que la pièce de 15 francs d'or, offrant quelques chances pour rallier à l'union monétaire, dans un délai plus ou moins rapproché, la Prusse, l'Allemagne du Sud, la Hollande. Or, que doit se proposer avant tout la Conférence ? De préparer un terrain commun, d'indiquer toutes les communications possibles entre les divers systèmes existants.

M. le comte d'Avila appuie ces observations ; il ajoute qu'il faut que la Conférence se prononce nettement *pour* ou *contre* l'admission de la

pièce de 15 francs, son vote devant servir de point de départ aux résolutions ultérieures des Gouvernements.

M. Kern voudrait, d'après les motifs qu'il a déjà mis en avant, que l'on attendît, de la part des États intéressés, des déclarations plus précises que celles qui ont été faites jusqu'à présent.

M. le chevalier Artom, ne voulant pas que la pièce de 15 francs soit en aucun cas absolument rejetée, propose d'énoncer plutôt, par un vote, que cette question demeure réservée.

Son Altesse Impériale, accueillant cette proposition en vue de dégager l'opinion de la Conférence après les débats qui viennent d'avoir lieu, consulte MM. les Délégués pour savoir si quelque État voudrait rejeter absolument des combinaisons de l'union monétaire la pièce de 15 francs.

La Conférence répond négativement à cette question, à l'exception de la Suède et de la Norwége.

Son Altesse Impériale met ensuite aux voix la question d'opportunité : « La pièce de 15 francs doit-elle être mentionnée dans la question 9, ou ce point doit-il être réservé ? »

Ont voté pour la mention :

La France,
L'Espagne,
Les États-Unis,
La Grèce,
Les Pays-Bas,
Le Portugal,
La Russie.

Ont voté contre :

L'Autriche,
Le grand-duché de Bade,
La Suisse,
L'Italie,
Le Danemark,
La Suède,
La Norwége.

Se sont abstenus :

La Bavière,
La Belgique,
La Grande-Bretagne,
La Prusse,
La Turquie,
Le Wurtemberg.

Il est donné lecture de la question 10, relative aux monnaies d'argent ou de billon.

La Conférence décide qu'elle n'a pas à se prononcer, quant à présent, sur cette question.

Elle vote ensuite, à l'unanimité, sur la proposition de M. le baron de Hock et de M. de Jacobi, le principe renfermé dans la 11^e question, concernant le contrôle à exercer sur la fabrication des types communs de la monnaie internationale. Quant aux mesures mêmes de vérification et de contrôle, elles seront spécifiées dans les arrangements qui interviendront entre les États, et les négociateurs pourront se reporter, sous ce rapport, aux conventions de 1857 et 1865.

M. de Parieu ayant fait observer que M. de Hock a préparé une note sur cette question, et qu'il serait utile que cette note fût au moins déposée pour être jointe au procès-verbal, cette proposition est acceptée.

En ce qui concerne la 12^e et dernière question, *M. le Vice-Président* de la Conférence fait connaître qu'à ses yeux cette question n'avait été posée que pour le cas où MM. les Délégués ne se seraient entendus sur aucun des vœux de principe formulés dans les premières parties du Questionnaire. Cette éventualité ne s'étant heureusement pas réalisée, puisque la question de l'étalon, notamment, a été unanimement résolue, la Conférence décide la suppression de la 12^e question.

Sur la proposition de Son Altesse Impériale, la Conférence s'ajourne ensuite au mardi 2 juillet, pour s'entendre au sujet des moyens les plus propres à réaliser les vœux émis par la Conférence.

La séance est levée à midi et demi.

PREMIÈRE ANNEXE.

Note remise par M. Ruggles, délégué des États-Unis d'Amérique, dans la séance du 28 juin 1867.

Le délégué des États-Unis de l'Amérique a proposé l'émission en France d'une pièce d'or de 25 francs.

Il convient de remarquer que la France n'a pas et n'a jamais eu une pièce d'or contenant un nombre exact de grammes. Le rapport de la valeur de l'or à celle de l'argent ayant été fixé par une loi à 15 1/2, il devenait impossible d'établir aucune relation décimale entre les deux métaux, ou, en d'autres termes, entre le nombre de francs qui représente seulement l'argent, et le nombre de grammes dans la monnaie

d'or. Ce rapport légal de $15 \frac{1}{2}$ est lui même fractionnaire et doit être doublé et porté à $\frac{31}{2}$ pour faire un nombre rond.

Le franc est simplement un mot qui exprime 5 grammes d'argent à 9 dixièmes de fin. C'est l'unité monétaire française. L'or ayant une valeur 15 fois $1 \frac{1}{2}$ plus grande que l'argent, il faut $15 \frac{1}{2}$ francs chacun de 5 grammes, ou $5 \times 15 \frac{1}{2} = 77 \frac{1}{2}$ gr., pour acheter 5 grammes d'or, ou bien 155 grammes d'argent pour acheter 10 grammes d'or.

Comme 31 est le plus petit multiple exact de ce rapport, 31 est le plus petit nombre de francs contenu dans une pièce d'or qui aurait un poids exact de grammes. Aucun gouvernement sensé ne voudrait limiter sa monnaie d'or à des pièces de 31 fr. et à ses multiples. On voit par là que la France a fait complètement abstraction du poids métrique dans sa monnaie d'or.

La pièce de	5 francs pèse	1*6125
—	10.....	3 3250
—	20.....	6 4500
—	50.....	16 1250
—	100.....	32 2500

La pièce de 25 francs pèserait 8 grammes 0625, et en fait se rapprocherait plus d'un poids métrique qu'aucune autre pièce d'or française.

La loi française a statué que 155 (5×31) pièces de 20 francs pèseraient 1 kilogramme ; mais il en serait de même de 124 (4×31) pièces d'or de 25 francs, qui pèseraient aussi 1 kilogramme.

Les États-Unis n'ont jamais essayé de fixer un poids décimal pour leur monnaie d'or, quoiqu'ils aient été des premiers à avoir un système monétaire décimal. Le dollar d'or actuel pèse 25,8 trois grains, ce qui égale presque 1 gramme 670 et excède le poids métrique de la pièce de 5 francs française de $57 \frac{1}{2}$ milligrammes.

Un gramme d'or à 9 dixièmes de fin est égal en nombre rond à 30 pence anglais ou 60 cents des États-Unis. Par conséquent, $57 \frac{1}{2}$ milligrammes enlevés du dollar le réduiraient de 3 cents, ou $287 \frac{1}{2}$ milligrammes enlevés du demi-aigle de 5 dollars le réduiraient de $17 \frac{1}{2}$ cents, ce qui équivaut à une réduction de 3 p. 0/0.

Il est inutile de s'étendre sur les mérites d'un système décimal, duodécimal ou binaire, par la raison que, dans une grande partie du monde civilisé, le système décimal est devenu un fait accompli et ne peut plus être changé dans la pratique. De même, l'unification de la monnaie du monde est devenue une question d'un caractère bien plus pratique que scientifique, et tombant principalement dans le domaine du commerce et de la banque.

Le Comité international, chargé du soin d'une enquête et d'une

étude préliminaires, devrait prendre en considération non pas seulement ce qui est possible théoriquement et abstractivement, mais ce qui est praticable au point de vue du commerce et de la banque. Pour fixer ensuite une monnaie commune ou une unité monétaire, il faudrait une convention internationale établie par des représentants de chaque nation revêtus de pouvoirs diplomatiques.

Si le présent Comité doit par ses travaux préparer une conférence diplomatique, il faut qu'il remarque qu'une diminution aussi grande que 3 p. 0/0, dans la monnaie d'or des États-Unis, doit sérieusement influencer sur les contrats existants, et peut les dénaturer en partie. Ce changement ne sera sanctionné par le Gouvernement et le peuple des États-Unis que pour assurer au genre humain le bénéfice plus grand et plus important d'une monnaie commune dans tout le monde.

Comme la dépense du monnayage sera très-considérable et augmentera en proportion de la production de l'or aux États-Unis, il faut faire ce changement sans délai, si on veut le faire. Le Comité international doit se rappeler que la population des États-Unis, qui est déjà de près de 40 millions d'habitants, excédera probablement dans la courte période de trente-quatre ans, c'est-à-dire, à la fin de ce siècle, 100 millions d'âmes.

Bien avant cette époque, la production annuelle de l'or et de l'argent aux États-Unis sera grandement facilitée et excitée par l'achèvement de la ligne continentale de chemin de fer, qui donnera les débouchés sur les deux Océans à cette grande étendue métallique encore difficile d'accès, et dont les travaux sont poussés très-activement. Cette production, qui est maintenant environ de 100 millions de dollars par an, peut atteindre 3 ou 400 millions. Il faut unifier la monnaie d'or du monde maintenant ou jamais.

Il est heureux que le souverain d'or de la Grande-Bretagne, autour duquel se groupent tout naturellement les préjugés du peuple anglais, ne demande, pour être réduit à la valeur de 25 francs, qu'une diminution en poids de 64 milligrammes d'or fin, ou bien, en valeur, de 2 pence anglais ou 4 cents des États-Unis. La réduction faite par la Grande-Bretagne n'excédera pas, en fait, un quart de celle faite par les États-Unis.

Le très-grand dommage qui doit résulter de tout délai dans l'unification, à une époque où la production de l'or et la monnaie d'or augmentent rapidement, apparaîtra d'une manière plus claire par la statistique de l'or dans les trois États qui frappent le plus de monnaie.

I. Les États-Unis d'Amérique, dans les cinquante-sept années écoulées de 1792 à 1849, c'est-à-dire précédant les grandes découvertes de l'or en Californie, avaient frappé, en or seulement, 85 588 038 dollars, ce qui fait, en

estimant le dollar à 5 francs..... 427 940 190^f

Du 30 juin 1849 au 30 juin 1851, c'est-à-dire pendant les deux premières années de la période aurifère, l'émission a été de 94 596 230 dollars, ou..... 472 981 150

Dans les quinze années suivantes, finissant au 30 juin 1866, elle fut de 665 352 323 dollars, ou..... 3 326 761 615

TOTAL de la monnaie d'or des États-Unis: 845 536 591 dollars, ou..... 4 227 682 955

sur lesquels 146 923 622 dollars ont été soumis à l'essai et frappés en lingots.

II. La monnaie d'or actuelle de la Grande-Bretagne fut établie en 1816, de 1816 à 1851 il fut frappé 96 021 151 livres sterling, ou en dollars, à 5 dollars par livre, 480 105 755 dollars, ou..... 2 400 528 775^f

Dans les quinze années de 1851 à 1865 inclusivement 91 047 139 livres sterling, ou 455 235 695 dollars, ou..... 2 276 178 475

TOTAL de l'émission de monnaie d'or de la Grande-Bretagne, 935 341 450 dollars, ou..... 4 676 707 250

III. Dans les cinquante-huit années de 1793 à 1851 inclusivement, la France frappa en monnaie d'or 324 492 516 dollars, ou..... 1 622 462 580^f

(Sur cette somme, 107 604 088 dollars, ou 538 024 440 fr. furent frappés par Napoléon I^{er}.)

Dans les dernières quinze années de 1851 à 1866, il fut frappé par Napoléon III 987 728 298 dollars, ou..... 4 938 641 490

TOTAL de l'émission de monnaie d'or en France, 1 312 220 814 dollars, ou..... 6 561 104 070

TOTAL pour les trois nations :

France.....	1 312 220 814	dollars ou	6 561 104 070 ^f
Grande-Bretagne.....	935 341 450		4 676 707 250
États-Unis d'Amérique.....	845 536 591		4 227 682 955
TOTAL.....	3 093 098 855		15 465 494 275

Si nous ajoutons à cette somme énorme les quantités considérables de monnaies d'or frappées par la Prusse, la Russie, l'Autriche et d'autres États importants de l'Europe, nous pouvons nous figurer l'importance d'une unification monétaire qui donnerait même cours, même caractère et même valeur à la totalité de cette masse prodigieuse, et les sommes qui pourraient être épargnées, qui maintenant sont dépensées inutilement en refonte, bris et change.

Dans la monnaie des trois nations ci-dessus, la France, comme nous le voyons, fournit 1 312 220 814 dollars qui n'ont pas besoin d'être frappés à nouveau, tandis que la Grande-Bretagne et les États-Unis fournissent le reste, c'est-à-dire 1 780 878 041 dollars, dont une grande partie devra être frappée à nouveau, pour arriver à l'unification de la monnaie du monde civilisé.

Il faut en retrancher :

1° Ce qui a pu en être frappé à nouveau par la France, déduction

faite de l'or français qui a pu être frappé à nouveau par la Grande-Bretagne ou les États-Unis ;

2° Ce qui a pu être perdu ou employé dans les arts ;

3° Enfin les monnaies qui ont été assez usées pour être réduites au poids du nombre de francs qu'elles doivent représenter. Ceci s'appliquera presque exclusivement aux monnaies de la Grande-Bretagne, qui s'approchent de la réduction proposée de moins de 1 p. 0/0, tandis que celles des États-Unis ont besoin d'être réduites d'un peu plus de 3 p. 0/0.

D'un autre côté, il faut remarquer que les États-Unis et la Grande-Bretagne continueront, pendant plusieurs périodes successives de quinze années, à ajouter à leur émission l'or produit en Amérique et en Australie, ce qui s'élèvera probablement, pour chaque période, à un peu moins de 655 352 323 dollars pour les États-Unis, et de 455 235 695 dollars pour la Grande-Bretagne ; nombres qui ont été atteints, comme nous l'avons vu, pendant la période écoulée. Nous ne mentionnons pas, ce qui pourtant ne peut pas être oublié, la possibilité d'un accroissement de production bien plus rapide, qui résulterait de découvertes plus étendues dans le vaste champ aurifère de l'intérieur des États-Unis, qui n'est encore exploré que partiellement.

Sans vouloir trop s'avancer, en mesurant ce gigantesque avenir monétaire que le temps réserve au monde, constatons seulement que l'œuvre d'unification ne peut être commencée trop tôt¹.

Ce n'est pas par la faute de la France, mais par sa bonne chance, que le fardeau de ce changement, tant pour la refonte que pour les modifications apportées aux contrats, sera presque exclusivement supporté par les États-Unis et la Grande-Bretagne, tandis que la France, avec ses 6 milliards d'or en circulation, participera entièrement et sans dépense, non-seulement au bénéfice général, mais au juste honneur d'avoir unifié la monnaie du monde.

Dans ces circonstances, on demande, au nom des États-Unis, que la France, dans un esprit de sage libéralité, contribue, comme elle le peut facilement, à la grande œuvre de l'unification pratique, en ajoutant à sa monnaie existante la pièce de 25 francs.

1. Si l'on veut se rendre compte de l'effet que peut produire l'immense diffusion de l'or dans la monnaie du monde en altérant les rapports légalement établis entre l'or et l'argent, il suffit de citer les chiffres suivants :

De 1851 à 1865 inclusivement.

	Or.	Argent.
Les États-Unis ont frappé.....	658 000 000 d.	49 000 000 d.
La France.....	987 000 000	43 000 000
La Grande-Bretagne.....	455 000 000	25 000 000
TOTAL.....	2 100 000 000	117 000 000

Ce qui est à peu près dans le rapport de 20 à 1.

Cette pièce circulera côte à côte en tous lieux et en parfaite égalité avec le demi-aigle des États-Unis et le souverain de la Grande-Bretagne.

Ces trois monnaies d'or, types de trois grandes nations commerçantes, fraternellement unies et différentes seulement par leurs emblèmes, feront, la main dans la main, le tour du monde, ayant cours dans les deux hémisphères, sans refonte ou autre empêchement. Cette concession opportune de la France à l'esprit d'unité complètera l'œuvre de civilisation qu'elle a tant à cœur, et inaugurerà cette nouvelle ère monétaire, objet le plus élevé du comité international et le but le plus noble d'un concours des nations, sans précédents dans l'histoire du monde.

DEUXIÈME ANNEXE.

Observations de M. le baron de Hock, sur les moyens de contrôle.

II^e QUESTION.

Il y a lieu de préciser les principes suivants :

1^o Les monnaies seront frappées de leur plein titre et poids sans rabais, soit à cause des frais de monnayage ou d'un soi-disant remède; aussi, dans aucun cas, ne pourra-t-il être attaché à la fabrication des monnaies un intérêt particulier en vue d'un profit quelconque.

2^o Le kilogramme sera établi comme poids des monnaies communes; les poids à employer par les hôtels de monnaies devront être faits d'après un poids normal commun.

3^o On conviendra de voies communes d'épreuve et de limites égales de tolérance, tant pour le titre que pour le poids des monnaies communes.

4^o Les monnaies communes de la même valeur auront le même diamètre; elles porteront la date de l'année dans laquelle elles ont été frappées.

5^o Dans le cas où, par un procédé à établir, on aurait reconnu défectueuses plusieurs pièces frappées dans la même année, le Gouvernement mis en cause retirera toutes les pièces de même millésime.

6^o On s'entendra sur les moyens de retirer de la circulation les

monnaies rognées, diminuées de poids au delà des limites de la tolérance, ou dont la légende serait devenue illisible.

7° Il sera reconnu, en principe, que chaque État punira les infractions aux lois monétaires des autres États, comme celles faites à ses propres lois; et, partant de ce principe, on conviendra d'un *cartel monétaire*.

7^e SEANCE DU MARDI 2 JUILLET 1867.

Présidence de S. A. I. Mgr le Prince Napoléon.

La séance est ouverte à huit heures et demie.

Étaient présents MM. les Délégués qui assistaient à la précédente réunion et M. Fortamps, à l'exception de M. Delyannis.

Le procès-verbal de la sixième séance est adopté.

M. Dutilleul manifeste le regret que la Conférence se soit prononcée, dans sa dernière réunion, pour le *cours légal* des monnaies d'or au dénominateur commun de 5 francs dans les États qui se seront engagés réciproquement par une convention monétaire. Il aurait préféré que l'on déclarât que ces monnaies devraient être acceptées dans les caisses publiques, et il exprime le désir que son opinion, à cet égard, soit consignée dans le procès-verbal de la présente séance.

M. de Jacobi ayant demandé des explications sur les mots *cartel monétaire*, qui figurent à la septième des observations de M. le baron de Hock, insérées à la fin du sixième procès-verbal (annexe II), M. de Parieu répond qu'il s'agit d'un arrangement d'État à État pour punir les faux monnayeurs. Il ajoute qu'en France la législation intérieure du pays, le Code pénal, fournit toutes les armes nécessaires pour punir les contrefacteurs.

M. le chevalier Artom rappelle que toutes les conventions d'extradition contiennent des dispositions applicables aux faux-monnayeurs.

Son Altesse Impériale constate ensuite que la Conférence est arrivée au terme en quelque sorte théorique de ses délibérations. Il s'agit maintenant de dégager et de préciser les résultats de ses travaux, puis de s'entendre sur les moyens d'arriver à une solution pratique.

Sur le premier point, Son Altesse Impériale propose de confier à M. le vice-président de la Conférence le soin de résumer, dans un rapport d'ensemble, les décisions et les faits qui ont été relatés dans les procès-verbaux.

Quant à l'examen des moyens de réalisation pratique, il pourrait être circonscrit dans les trois propositions suivantes, que Son Altesse Impériale aurait l'intention de soumettre à la Conférence :

- 1° Les États devront-ils s'entendre sur un arrangement général?
- 2° Les pays qui voudraient faire des conventions séparées devront-ils traiter avec le groupe des États de la Convention de 1865?
- 3° Dans tous les cas, quelle voie faut-il suivre pour aboutir à un résultat pratique? Le moment est-il venu de saisir de la question les divers gouvernements?

M. le baron *de Hock* voudrait que l'entente s'établît par conventions spéciales avec le groupe des États de la Convention de 1865, et non par mesures législatives et isolées.

M. le chevalier *Artom* exprime l'avis qu'il serait désirable que, dès à présent, même à un point de vue simplement théorique, une décision fût prise par la Conférence dans le sens de la proposition de M. de Hock.

M. le comte *d'Avila*, tout en admettant d'une manière générale le mode de procéder qui vient d'être indiqué, ne voit pas la nécessité d'un arrangement spécial en ce qui concerne, par exemple l'Espagne et les États-Unis, qui ont adopté tous deux le titre de 9 dixièmes, et qui, par conséquent, n'auraient qu'à ramener leurs monnaies au poids de la pièce de 5 francs ou de ses multiples. Il leur suffirait, après avoir opéré cette dernière modification, d'accéder à la Convention de 1865.

M. le baron *de Hock* insiste sur la nécessité d'arrangements spéciaux, comme il l'a proposé. Il ne s'agit pas seulement de convenir du titre et du poids pour constituer une union monétaire. Il faut que tout l'ensemble de la fabrication, depuis la composition métallique jusqu'aux moyens de contrôle, soit en parfaite harmonie; il faut, de plus, que le régime des États de l'Union présente des garanties de stabilité.

M. *Fortamps* s'associe aux observations de M. de Hock. Du moment où un pays donne cours légal aux monnaies d'un autre État, il est essentiel que des mesures identiques soient appliquées, des deux côtés, pour le titre, le poids, les tolérances, le contrôle, etc. C'est sous cette réserve implicite que le droit d'accession a été inscrit dans la Convention de 1865.

M. *Herbet* fait observer que l'on a déjà eu l'occasion d'user de cette réserve. Les États-Pontificaux et la Grèce se sont déclarés prêts à accéder à la Convention de 1865. Ces demandes ont été examinées par le Gouvernement français, puis soumises aux trois autres Gouvernements cosignataires.

M. *Feer-Herzog* est d'avis que l'accession au traité de 1865 devrait,

en toute hypothèse, être l'objet d'une convention formelle pour assurer l'identité de fabrication.

M. le comte d'Acila est d'accord avec MM. de Hock, Fortamps et Feer-Herzog sur la nécessité de s'assurer que les monnaies admises dans les États de l'union projetée auront été fabriquées dans des conditions identiques. Il a seulement voulu dire que, du moment où ces conditions d'identité existeraient et auraient été reconnues par les États signataires de la Convention de 1865, il en résulterait un droit d'accession à cet acte, et aucun arrangement nouveau ne serait nécessaire.

Il serait bien entendu que l'entente ne porterait que sur les pièces d'or, seule monnaie universelle.

M. de Jacobi fait remarquer que l'arrangement de 1865 ne stipule pas expressément l'adoption de l'étalon d'or, unanimement voté par la Conférence.

Il faudrait donc qu'un groupe d'États, s'unissant par un pacte qui reconnaîtrait ce principe, se formât tout d'abord, et, dans la pensée de M. de Jacobi, les États contractants de 1865 pourraient le plus facilement s'entendre à cet égard. Les autres pays viendraient ensuite accéder.

Son Altesse Impériale répond qu'à ce qui concerne le Gouvernement français, il lui serait peut-être moins facile que ne le suppose M. de Jacobi, de prendre l'initiative sur la question de l'étalon. L'adoption de l'étalon d'or exclusif entraînerait une modification de la loi française et, par conséquent, le Corps législatif devrait en être saisi. Or le double étalon compte encore, en France, des défenseurs énergiques qui chercheront certainement à s'opposer à la démonétisation de l'argent. Il serait au moins très-utile au Gouvernement de pouvoir s'appuyer devant le Corps législatif sur des arrangements diplomatiques, déjà conclus, qui témoigneraient que le principe de l'étalon unique est admis non-seulement en théorie, mais en fait, par plusieurs autres États. C'est là une simple question de conduite intérieure.

M. de Parieu pense que l'intérêt des États suffirait à lui seul pour amener la conclusion d'arrangements diplomatiques. Il n'est peut-être pas indispensable que la Conférence se prononce à cet égard d'une manière absolue. En effet, les pays qui croiraient devoir reviser tout d'abord leur législation intérieure, en y introduisant les principes adoptés par la Conférence, ne tarderaient pas à solliciter une accession qui assurerait à leurs nouvelles monnaies les bénéfices de l'internationalité.

C'est ainsi que les États du Saint-Siège et la Grèce ont procédé; le Gouvernement pontifical, en particulier, qui avait mis le régime monétaire des États-Romains en harmonie avec la Convention de 1865, sauf quelques différences, notamment en ce qui concernait l'ad-

mission d'une coupure de 2 fr. 50 cent., a bientôt renoncé à cette dernière disposition pour pouvoir accéder à la convention dont il s'agit.

M. Kern émet l'avis que, malgré les dispositions favorables manifestées par un grand nombre de pays, on ne réussira à s'entendre sur l'application des principes admis que peu à peu, par accessions successives au groupe des États qui composent l'union monétaire de 1865.

M. Ruggles est tout disposé à appuyer la proposition de *M. le baron de Hock*, autant que ses instructions le lui permettent. A cet égard, il fait connaître que lorsque *M. le ministre de France* à Washington a invité, le 27 mai dernier, le Gouvernement des États-Unis à participer à la présente Conférence, *M. Berthemy* a déclaré que cette réunion avait pour objet d'échanger des vues et de discuter des principes, mais en ajoutant cette phrase importante : « de rechercher les bases de négociations ultérieures. » Par suite de cette communication, *M. Seward*, secrétaire d'État, a donné la mission à *M. Ruggles* « de représenter le Gouvernement des États-Unis au sein de la Conférence projetée, dans la mesure et suivant l'intention indiquées dans la lettre de *M. le Ministre de France*, ci-dessus mentionnée. »

Ni les termes, ni l'esprit de cette lettre ne limitent les travaux de la Conférence à la discussion de principes abstraits; mais il y est déclaré, au contraire, d'une manière évidente, que l'objet principal de la Conférence est « de rechercher la base de négociations ultérieures. »

Ce but a été heureusement atteint. La Conférence a cherché et trouvé la base souhaitée, non pas une base vague, changeante et incertaine, mais la base d'un système fixe et fondamental, dont on peut préciser ainsi les points principaux : 1° un seul étalon d'or ; 2° monnaies d'égal poids ; 3° monnaies d'égal titre ; 4° monnaies divisées selon le système décimal ; 5° cinq francs comme unité.

La propagation d'un système ainsi défini serait le complément pratique de l'œuvre de la Conférence. Quant aux détails d'application, ils devraient être négligés actuellement, et ils seraient réglés, soit dans une conférence ultérieurement convoquée, soit par les différents États séparément.

M. Wallenberg croit devoir signaler un fait remarquable. Par un ukase du 11 novembre 1865, le Gouvernement russe a introduit en Finlande un système monétaire qui est presque identique à celui du franc; les différences ne dépassent pas les limites de tolérance. Si le Gouvernement russe étendait ces dispositions aux autres provinces de l'Empire, un rapprochement important serait réalisé.

Il ajoute que, dans son opinion, une entente générale ne doit d'ailleurs avoir lieu que pour les monnaies d'or, sur les bases de la Con-

vention de 1865. Chaque État resterait libre de régler comme il l'entendrait le monnayage des pièces divisionnaires d'argent.

M. de Parieu propose la rédaction suivante, qui lui paraît de nature à pouvoir être acceptée par tous les délégués :

« La Conférence émet le vœu que les mesures qui seraient résolues
« par les Gouvernements des divers États, pour modifier leur système
« monétaire dans le sens des bases indiquées par la Conférence, aboutissent, autant que possible, à des conventions diplomatiques. »

Cette rédaction est mise aux voix et adoptée à l'unanimité.

Son Altesse Impériale fait ensuite ressortir l'utilité d'indiquer un délai dans lequel les divers Gouvernements seraient priés de faire connaître leurs décisions au sujet des résolutions votées par leurs délégués, et sur la suite qu'il leur conviendrait d'y donner.

M. Kern voudrait que ce délai s'étendît jusqu'à la fin de l'année ou tout au moins jusqu'au mois de novembre, afin de ne pas trop presser les décisions des Gouvernements. A l'expiration de ce terme, il n'y aurait pas lieu, d'ailleurs, dans l'opinion de *M. Kern*, de convoquer de nouveau toute la Conférence; il suffirait que le Gouvernement français invitât les États qui manifesteraient l'intention d'entrer immédiatement en négociation, à envoyer des délégués à une nouvelle conférence.

M. le chevalier Artom et *M. Wallenberg* proposent le délai de trois mois.

M. Ruggles fait observer que le Gouvernement des États-Unis ne pourra donner une réponse positive qu'après avoir soumis la question à l'examen du Congrès, dont la session ne commencera pas avant le 1^{er} décembre prochain; il propose, en conséquence, de fixer le terme au 15 mai 1868.

M. Meinecke s'empresse de faire un rapport au Gouvernement prussien aussitôt que les travaux de la Conférence seront terminés; il est persuadé que son Gouvernement se hâtera de répondre; mais il prévoit que cette réponse ne saurait être définitive, à moins de fixer un délai assez long, attendu que son Gouvernement ne peut pas décider la question avant de s'être concerté avec les États confédérés du nord de l'Allemagne et les Gouvernements cosignataires de la Convention de 1857.

M. de Hermann s'associe à ces observations, en ce qui concerne la Bavière.

M. Vrolik désirerait que le terme fût de plus de trois mois, et il ajoute que la Hollande ne se prononcera pas avant de connaître les intentions des États d'Allemagne.

M. le comte d'Avila signale la convenance d'éviter, autant que possible, tout ce qui pourrait gêner la libre initiative des Gouvernements.

Remettre au Gouvernement français le soin de communiquer aux divers États les résolutions votées par la Conférence, de les prier de répondre dans le plus bref délai, de recueillir leurs réponses et de convoquer ensuite, s'il y a lieu, une nouvelle conférence, ce serait la marche la plus convenable à suivre.

M. Kern s'associe à cette proposition, en ajoutant que le Gouvernement français s'entendrait préalablement, au sujet de cette convocation, avec les autres États signataires de la Convention de 1865.

M. de Jacobi est, en effet, d'avis que les États qui ont signé cet acte doivent ne former qu'un seul groupe et s'entendre pour ne donner qu'une seule réponse.

Son Altesse Impériale ne voit pas de difficultés à accueillir la proposition de *M. le comte d'Avila*, et adhère aux observations de *M. Kern* et de *M. de Jacobi*, mais il ne lui paraît pas moins utile de fixer un certain délai.

M. Herbet propose de déterminer un terme maximum, avec faculté de le devancer, en adoptant, par exemple, la formule souvent usitée dans les actes diplomatiques : « dans le délai de six mois, ou plus tôt si faire se peut. »

MM. Fortamps et *Wallenberg* insistent pour que le délai ne soit pas trop long. Il n'est pas nécessaire que la question soit portée devant les législatures des divers pays avant que les Gouvernements fassent connaître leurs intentions. Comme il arrive le plus souvent, la négociation aurait lieu, puis l'acte diplomatique qui en serait le résultat pourrait être soumis aux Assemblées législatives, suivant les formes constitutionnelles de chaque État.

Son Altesse Impériale s'adresse à *MM. les délégués anglais* pour savoir quel délai ils préféreraient.

M. Rivers-Wilson répond que plus le terme sera éloigné, plus il y aura chance d'obtenir de son Gouvernement une réponse satisfaisante. Il a lieu de craindre qu'en voulant hâter les résolutions du Gouvernement anglais, on ne les rende moins favorables. Il propose la date du 1^{er} juin.

M. Rivers-Wilson ajoute que, dans tous les cas, il ne peut pas promettre une conclusion définitive, en ce qui concerne l'Angleterre, dans un délai plus ou moins long. Si le gouvernement britannique était disposé à adopter des mesures quelconques, il se bornerait probablement, en premier lieu, à ouvrir une enquête qui se ferait, soit par un comité de la Chambre des communes, soit par une commission royale.

M. Ruggles insiste pour l'adoption de la date du 15 mai 1868.

M. Herbet fait observer que si, avant l'expiration du délai qui sera voté par la Conférence, un État exprimait le désir de traiter sur les

bases élargies de la Convention de 1865, rien ne s'opposerait à ce qu'il entrât immédiatement en négociation avec l'un des États signataires de cet acte diplomatique.

Après un échange d'observations sur la date à fixer, *Son Altesse Impériale* met aux voix la proposition suivante, rédigée par M. de Parieu :

« Aussitôt après la réception des réponses des divers États à la communication qui leur sera faite officiellement des travaux de la Conférence par le Gouvernement français, ce Gouvernement, d'après les réponses qui lui auront été adressées, convoquera, s'il y a lieu, une conférence nouvelle.

« Il serait désirable d'obtenir ces réponses avant le 15 février prochain. »

Le premier alinéa de cette proposition est adopté à l'unanimité.

Le vote sur le second alinéa présente les résultats suivants :

Ont voté pour le 15 février 1868 :

Le grand-duché de Bade,
La Bavière,
Le Danemark,
Les Pays-Bas,
Le Portugal, en ajoutant « ou plus tôt si faire se peut, »
La Prusse,
La Russie (ou plus tôt si faire se peut),
La Suisse,
La Turquie,
Le Wurtemberg.

Ont voté pour le 1^{er} octobre 1867 :

L'Autriche,
La Belgique,
L'Italie,
La Suède,
La Norwége.

Les États-Unis ont voté pour le 15 mai 1868 ; la Grande-Bretagne, pour le 1^{er} juin 1868.

La France et l'Espagne se sont abstenues. M. le comte de Nava de Tajo déclare qu'il n'a pas voté parce qu'il n'avait pas d'instructions de son Gouvernement ; mais il ne doute pas que l'Espagne ne se rallie volontiers au vote de la majorité.

La Conférence ayant résolu toutes les questions sur lesquelles elle était appelée à se prononcer, *Son Altesse Impériale* exprime à MM. les

délégués ses remerciements pour le concours si éclairé qu'ils lui ont prêté.

Il est ensuite convenu que la Conférence se réunira, une dernière fois, pour adopter le procès-verbal de la présente séance et pour entendre la lecture du rapport que M. de Parieu a bien voulu se charger de lui présenter.

La séance est levée à onze heures.

8^e ET DERNIÈRE SÉANCE DU SAMEDI 6 JUILLET 1867.

Présidence de S. A. I. Mgr le Prince Napoléon.

La séance est ouverte à une heure.

Étaient présents : MM. les Délégués qui assistaient à la dernière réunion et M. Delyannis, à l'exception de MM. Kern, Vrolik, le vicomte de Villa-Maïor, Meinecke et Graham.

S. EXC. MIHRAN-BEY-DUZ, *membre du Conseil de justice, directeur de la Monnaie à Constantinople, délégué du Gouvernement ottoman*, dont l'arrivée en France s'est trouvée retardée, et qui avait été provisoirement remplacé par M. le colonel Essad-Bey, prend place parmi les membres de la Conférence.

Le procès-verbal de la septième séance ayant été adopté, M. de Parieu, sur l'invitation de Son Altesse Impériale, donne lecture du rapport suivant, dont la rédaction lui avait été confiée dans la dernière séance :

« Monseigneur et Messieurs,

« Lorsque le Gouvernement français a fait appel, au mois de décembre dernier, aux divers États qui sont ici représentés, en leur communiquant la Convention internationale du 23 décembre 1865, et en appelant leur attention sur la grande pensée de l'uniformité monétaire, ses communications ont été, dès l'abord, accueillies avec certaine hésitation sur la plupart des points.

« On est habitué depuis trop longtemps peut-être à reléguer dans la sphère des rêves beaucoup d'idées généreuses qui ne semblent avoir d'appui que dans la raison pure, et qu'on s'est résigné à voir opprimées par les préjugés et par la considération aveugle de l'immutabilité des faits existants; d'un autre côté, il faut l'avouer, quelle est l'entreprise d'intérêt collectif à laquelle ne soit indispensable la conscience de l'accord sur le but et les principaux moyens chez ceux qui peuvent être chargés de l'accomplir ?

« Il y avait spécialement dans la question monétaire divers points

sur lesquels les difficultés surgissaient aussi bien des dissidences de la doctrine que des traditions du passé.

« L'idée de l'uniformité monétaire a languie longtemps dans les aspirations des poètes et des économistes. Les négociateurs de la Convention du 23 décembre 1865, encouragés par le succès de leur œuvre, ont accueilli cependant avec chaleur l'idée pratique de son extension; et en voyant le succès de l'union monétaire conclue entre la France, la Belgique, la Suisse et l'Italie, malgré la situation économique fautive, à raison du cours forcé du papier, qu'a eu à subir bientôt l'un des États qui s'y sont associés, il était difficile au Gouvernement qui avait présidé à la Conférence de 1865 de ne pas demander à l'opinion du monde son appui pour des rapprochements monétaires plus étendus.

« Le Gouvernement de l'Empereur a vu, avec une satisfaction que M. le Ministre des affaires étrangères vous a exprimée, l'empressement que tous les États souverains de l'Europe et le Gouvernement de Washington ont mis en définitive à envoyer des délégués à la Conférence qu'il leur avait proposée. En donnant à cette réunion un Président dont le grand nom, la haute situation, l'impartialité manifeste, et les sympathies décidées pour l'uniformité monétaire, ont attaché à nos débats un éclat et une importance que nous ne pouvions attendre de nos propres ressources, il vous a remercié, mieux que nous ne pourrions le faire par des paroles, de l'accueil sérieux que vous tous, hommes distingués soit par l'éclat de vos mérites diplomatiques, soit par votre science économique ou par l'expérience technique de l'art monétaire, avez fait aux idées pour l'examen desquelles vous étiez convoqués.

« Quel devait être cependant le but précis de votre conférence ? Quel genre de questions devait-elle embrasser ?

« Tel a été le premier objet de vos réflexions, Messieurs, objet capital pour le succès de votre réunion.

« Le Gouvernement de l'Empereur, s'il pouvait en préparer l'étude, ne devait pas en fixer à lui seul les termes.

« La science monétaire est vaste : plusieurs de ses problèmes sont débattus entre les savants. Il ne fallait en éluder aucun, et cependant faire appel, avant tout, à ce sens des réalités qui, seul, procure les solutions efficaces, et qui a dans la matière qui nous occupe une valeur particulière. On l'a dit au *Handelstag* allemand de Francfort en 1864 : les questions monétaires sont avant tout des questions pratiques.

« Une question qui s'imposait, comme fondamentale, à l'examen, était celle de l'étalon monétaire.

« La législation du monde se divise à cet égard, vous le savez, entre trois systèmes différents : le régime de l'étalon d'or, celui de l'étalon d'argent, celui du double étalon.

« Il était indispensable de savoir dans laquelle de ces trois formes résidait en quelque sorte le point de maturité du système monétaire, ce point dans lequel on pourrait trouver la formule définitive, base de l'unité désirable.

« C'est sous l'empire de ces considérations qu'a été arrêtée la série des questions adoptée par vous, comme base de vos travaux, sur le rapport d'une commission de sept membres, dans la formation de laquelle tous les systèmes avaient été représentés avec équité¹.

« Ce *Questionnaire*, pour adopter un *néologisme* de notre langue administrative, a été adopté par vous, à l'unanimité dans les termes suivants :

1° Par quelle voie est-il plus facile de réaliser l'unification monétaire :

Ou par la création d'un système tout nouveau, indépendant des systèmes existants, et, en ce cas, quelles seraient les bases de ce système ?

Ou par la coordination mutuelle des systèmes existants, en tenant compte des avantages scientifiques de certains types et du nombre des populations qui les ont déjà adoptés. En ce cas, quel système monétaire pourrait être pris principalement en considération, sous réserve des perfectionnements dont il serait susceptible ?

2° Y a-t-il possibilité de constituer dès à présent des identités ou coïncidences partielles de types monétaires, dans une sphère étendue, sur la base et sous la condition de l'adoption de l'étalon d'argent exclusif ?

3° Y a-t-il, au contraire, possibilité d'atteindre ce résultat sur la base et sous la condition de l'adoption de l'étalon d'or exclusif ?

4° *Quid* du même résultat à poursuivre sur la base et sous la condition de l'adoption du double étalon avec la fixation d'un rapport identique, dans tous les pays, entre la valeur de l'or et la valeur de l'argent ?

5° En cas de négative sur les trois questions précédentes, y a-t-il possibilité et utilité d'établir des identités ou coïncidences partielles des types monétaires, dans une sphère étendue, sur la base des monnaies d'argent, laissant à chaque État la liberté de garder simultanément l'étalon d'or ?

6° Y aurait-il possibilité et utilité d'établir plutôt des identités ou

1. La commission était composée :

Pour les pays d'Europe à double étalon, de MM. de Parieu et de Jacobi ;
 Pour les pays à étalon d'argent, de MM. le baron de Hock et Meinecke ;
 Pour les pays à étalon d'or, de MM. Graham et le comte d'Avila ;
 Et, enfin, de M. Ruggles pour les États-Unis d'Amérique.

coïncidences partielles des types monétaires sur la base des monnaies d'or, laissant à chaque État la liberté de garder simultanément l'étalon d'argent ?

7° Dans l'hypothèse de solution affirmative sur l'une des deux questions précédentes, et suivant les distinctions que comporte cette alternative, l'avantage d'internationalité qu'acquerraient les monnaies du métal pris pour étalon commun serait-il une garantie suffisante de leur maintien dans la circulation de chaque État ? ou serait-il nécessaire de stipuler en outre :

Soit certaine limite dans le rapport entre la valeur de l'or et celle de l'argent ?

Soit certains engagements pour le cas où les pièces du métal international risqueraient d'être complètement expulsées de la circulation de quelqu'un des États contractants ?

8° Est-il nécessaire, pour le succès de l'unification monétaire, de constituer dès à présent une unité partout identique pour la composition métallique, le poids et la dénomination, et en ce cas quelles bases lui assigner ?

Ou suffit-il de constituer des types communs ayant un dénominateur commun assez élevé, par exemple, des multiples de 5 francs pour la monnaie d'or ?

9° Y aurait-il utilité, dans le cas où l'or serait adopté comme métal international, à ce que les types de cette monnaie, déterminés par la Convention monétaire du 23 décembre 1865, fussent dans un intérêt d'unification, et par suite de réciprocité, complétés par des types nouveaux, par exemple, des pièces de 15 francs et de 25 francs ? Dans ce cas, quelles devraient être leurs dimensions ?

10° Y aurait-il utilité, dans certaines hypothèses, et par exemple, en cas d'affirmative sur les questions 3 ou 6, à régler par des obligations communes certains points relatifs aux monnaies d'argent ou de billon ?

Soit quant à leur composition et leur titre ?

Soit quant à la limite de leur admission dans les paiements ?

Soit quant à la quotité de leur émission ?

11° Y a-t-il lieu de préciser quelques moyens de contrôle qui pourraient être établis pour assurer la fabrication exacte des types communs de la monnaie internationale ?

12° En dehors des possibilités pratiques immédiates, objet des questions précédentes, y aurait-il quelques solutions ultérieures à préparer par des décisions doctrinales et des vœux de principe, en vue d'étendre dans l'avenir des rapprochements déjà réalisés depuis dix ans en Europe, ou immédiatement réalisables en matière monétaire ?

« Quoique aucune pensée d'exclusion n'eût accompagné la rédaction de ce *Questionnaire*, il est remarquable que sa discussion, qui a occupé cinq de vos séances, ne vous a conduits à y faire aucune addition sérieuse; au contraire, les 10^e et 11^e questions ont été considérées par vous comme susceptibles d'ajournement, bien que le principe des mesures de contrôle ait été en lui-même jugé indispensable au succès des conventions monétaires désirées; et la 12^e question elle-même n'a donné lieu à aucune indication spéciale.

« L'ensemble des décisions de la Conférence a été relié et dominé par un vœu tendant à ce que les rapprochements de législation monétaire, qui pourraient être acceptés à l'avenir, aboutissent autant que possible à des conventions diplomatiques liant réciproquement les États et les mettant en garde, pour ainsi dire, contre leurs propres inconstances. L'intérêt des États dont les systèmes viendront à converger est évidemment de se procurer, par le *cours réciproque* de leurs monnaies, les avantages politiques du rapprochement de leurs types monétaires.

« A ce sujet, et dans une vue d'avenir, vous n'avez pas pensé que le *cours réciproque dans les caisses publiques*, suivant la formule adoptée en 1865, répondît complètement aux aspirations définitives vers l'uniformité monétaire, et vous avez pensé, malgré certaines réserves qui sont inscrites dans vos procès-verbaux, que le *cours légal* devait être considéré comme le dernier mot des tendances à l'unité.

« Au fond, les neuf premières questions qui ont occupé cinq de vos séances se résumaient dans trois formules générales, qui eussent été peut-être trop abstraites pour être posées au commencement d'une discussion, mais que vous me permettez de réduire à leur plus simple expression dans le résumé rapide dont vous avez jugé la rédaction utile.

« La recherche de l'uniformité monétaire, sur les bienfaits de laquelle tout le monde a été d'accord, mais sur les difficultés et les délais de laquelle il est impossible aussi de fermer les yeux, doit-elle s'opérer :

Par la création d'un système monétaire nouveau établi *a priori*?

Ou par l'adhésion stricte à l'un des systèmes existants?

Ou seulement par l'*assouplissement et l'élargissement* facultatifs, passez-moi ces expressions, et aussi par le perfectionnement futur de l'un des systèmes déjà pratiqués?

« Tel était le problème à trois branches que vous aviez à résoudre.

« A l'unanimité des États dont vous êtes les délégués, sauf quelques observations de la Belgique, dissidente comme tendance plus que comme opinion exclusive, vous n'avez pas cru devoir vous atta-

cher à l'idée de la création d'un système nouveau, et vous avez craint qu'une entreprise de ce genre n'entraînât indirectement l'ajournement indéfini des rapprochements monétaires désirables.

« Ce système eût été fondé probablement sur l'adoption comme unité d'un poids d'or décimalement arrondi. Vous n'avez pas admis que cette régularité absolue, dont la valeur théorique serait incontestable, pût être atteinte, sans des difficultés de transition considérables, sans un trouble profond de ce qui a été appelé des *habitudes invétérées*, habitude dont il a été tenu compte, à ce qu'on a fait observer, même dans la constitution systématique, en France, de l'unité *franc d'argent*, presque calquée sur la livre tournois de l'ancien régime¹.

« Au lieu de rechercher un système nouveau à créer de toutes pièces, vous avez préféré tourner les yeux sur le système de la convention monétaire, signée à Paris le 23 décembre 1865, et qui, ayant été, avant votre réunion, adoptée à Rome et à Athènes, semble, par une sorte de coïncidence fortuite assez remarquable, réunir la plupart des pays dans lesquels, à l'expiration de l'histoire ancienne, la civilisation avait, par diverses voies, établi le périmètre de son premier empire.

« Le lien solide que ce système conserve avec les poids métriques pour ses espèces d'argent, considérées soit comme étalon distinct, soit comme monnaie d'appoint; la population prépondérante (72 millions d'habitants) qui y est habituée et affectionnée, vous ont fait penser sur ce point important, à l'égard duquel certaine réserve était imposée aux délégués de la France, que ce système devait être choisi comme un centre d'assimilation et d'agglomération autour duquel diverses tentatives du groupement pouvaient être indiquées avec chance de succès.

« Mais vous n'avez pas cependant voulu regarder ce système comme immuable et parfait.

« D'abord, vous avez considéré qu'il pouvait, sans la condition nécessaire d'une limitation absolue, être assoupli et élargi par diverses associations; que si déjà des noms divers sont donnés à son unité appelée ici *franc*, ailleurs *livre*, ailleurs même *drachme*, une latitude plus grande encore pourrait être acceptée comme possible, notamment en ce qui concerne la valeur de l'unité.

« La majorité des peuples civilisés a des unités monétaires de compte supérieures au franc. La piastre, le thaler, le rouble, le dollar, ces quatre pièces, sœurs d'origine ou de nom², sont à peu près

1. Voir en ce sens les observations contenues au procès-verbal de la séance du 19 juin.

2. Le rapport de la piastre au dollar est établi par divers documents américains, et

le quadruple ou le quintuple de l'unité adoptée dans la Convention de 1865.

« Si les florins d'Allemagne et de Hollande, si les écus actuels d'Espagne diffèrent moins du franc, d'un autre côté, la riche civilisation britannique a reporté beaucoup plus haut encore son unité de compte.

« Quoique le petit État-Romain ait converti son *scudo*, analogue à la piastre et au dollar, en *livres*, il y a quelques difficultés à espérer de voir, dans des États plus peuplés et plus considérables, toutes les unités de compte que nous venons de rappeler rentrer, au moins immédiatement, dans le système de la Convention du 28 décembre 1865. Vous avez donc pensé qu'il suffirait pour réaliser déjà un bien général que certains accords résultassent du groupement des unités de compte ou de circulation autour d'un dénominateur commun, emprunté au système de cette convention.

« Si vous n'eussiez pensé qu'aux espèces d'argent, si ce métal eût été adopté par vous comme base de l'unification recherchée, il eût suffi d'indiquer l'utilité de rapprocher tous les systèmes dans des combinaisons ayant le *franc* pour dénominateur commun.

« Mais le *franc d'argent* pouvait-il être le pivot des équations, des commensurabilités, des coïncidences à désirer dans les systèmes monétaires, dont nous voudrions voir le rapprochement général pour la simplicité des changes et la facilité du commerce, des voyages, des comparaisons financières, statistiques et scientifiques?

« C'était, jusqu'à un certain point, la question capitale sur laquelle vous deviez vous prononcer.

« Ici venait l'étude des lois qui mettent les métaux monétaires en rapport avec la richesse des sociétés, et qui paraissent avoir présidé déjà deux fois à l'évolution du système monétaire dans l'univers; lois dont la continuité a été brisée par la grande catastrophe historique qui a séparé la civilisation ancienne de la civilisation moderne par une période intermédiaire d'indigence et de barbarie, mais dont la reproduction, à dix-huit siècles de distance, semble frappante.

« Le poète romain s'écriait, à l'époque d'Auguste, en constatant l'ascendant acquis par l'or dans la circulation métallique de son temps :

*Æra dabant olim; melius nunc omen in auro est,
Victaque concedit prisca moneta novæ.*

notamment par la loi du 2 avril 1792, qui, si le texte qui m'a été communiqué est exact, a adopté le *spanish milled dollar* comme base du système monétaire américain.

Tooke, dans son livre sur la Russie, atteste le rapport de la piastre au rouble; cette dernière pièce serait dérivée du thaler et de la pièce espagnole dans l'origine (t. III, p. 665).

« Du moyen âge à nos jours, la révolution qu'Ovide retraçait en termes un peu incomplets, et sans mentionner l'intervention importante de l'argent, par une inexactitude que présentent ordinairement les formules condensées dans des symétries poétiques, cette même révolution s'est renouvelée en termes plus éclatants, avec des circonstances minéralogiques, industrielles et commerciales particulières. Aucune invasion de la barbarie ne paraît devoir faire rétrograder jamais le cours de ce mouvement successif qui a remplacé en Europe, dans une grande partie de la circulation monétaire, durant le cours des derniers siècles, le fer et le cuivre par l'argent, et ce dernier par l'or.

« Ce dernier métal est devenu, dans la majeure partie des États civilisés d'Europe et d'Amérique, l'instrument principal de la circulation ; sa commodité portative et sa résistance à l'usure le recommandent particulièrement comme matière de l'unité monétaire. Lorsque la Convention du 23 septembre 1865 a été conclue, trois des États associés dans cette transaction voulaient que l'étalon d'or fût le support exclusif du système de l'union ; et, dans le siècle dernier déjà, un érudit¹, formé dans cette Allemagne dont les penseurs ont rarement fait défaut à aucune grande idée, indiquait l'or comme le métal prédestiné à former le lien des systèmes monétaires de l'univers.

« Par la plus remarquable des ~~unanimités~~, alors qu'aucune condition préalable de conformité d'opinion n'avait été ni recherchée ni prévue, votre Conférence ne comptant, sur vingt États dont vous êtes les délégués, que deux pays seulement dans lesquels l'or soit la monnaie normale, a été cependant d'avis de chercher dans l'étalon d'or, avec l'argent au besoin comme son compagnon *transitoire*, la base des rapprochements monétaires de l'avenir. La Conférence s'est ainsi prononcée en principe pour l'unité de l'étalon d'or, tout en considérant le double étalon comme pouvant avoir des raisons d'être temporaires dans la législation de certains États, habitués à ce régime, ou placés jusqu'à présent sous la loi de l'étalon d'argent exclusif.

« Cette ~~unanimité~~ précieuse sur une question fondamentale tendant au perfectionnement ultérieur du système monétaire de la Convention de 1865, ne saurait manquer d'influer sur l'opinion du public et des hommes spéciaux, qui, dans l'intérieur de chaque État, conserveraient des doutes sur cette question d'avenir.

« Adoptant ainsi l'or comme base de l'union recherchée, c'était seulement dans un dénominateur commun, supérieur au franc, qu'il était possible de voir réaliser des équations utiles, des coïncidences fécondes entre les systèmes à rapprocher : car, dans les espèces d'or,

1. Hegewisch, professeur à Kiel, conseiller d'État du roi de Danemark.

des différences trop minimales ne pourraient être sûrement distinguées par les procédés du monnayage, et déjà la simple distance de 5 francs peut être parfois difficile à exprimer suffisamment par les formes extérieures des disques monétaires.

« Le poids de 5 francs d'or à 9 dixièmes de fin, titre qui a été l'objet d'une approbation unanime, et qui est compris aussi dans les conditions de la Convention de 1865, a donc paru le dénominateur à indiquer d'avance comme base des rapprochements désirables entre les systèmes monétaires des vingt États en présence.

« Déjà les pièces de l'union de 1865 sont, vous le savez, groupées autour de ce dénominateur.

« A titre d'exemple, on a montré ce que pourrait avoir de fécond le type de 25 francs rapprochant éventuellement la livre sterling, le demi-aigle de 5 dollars, et une pièce adoptée dans la Conférence de Vienne comme devant représenter la valeur de 10 florins. Ce type de 25 francs, recommandé spécialement dans la Conférence par les représentants de l'Autriche et des États-Unis, a été accepté à l'unanimité des États votants dans la discussion de la question 9, mais à titre facultatif.

« Les opinions ont été parmi vous plus divisées, et se sont même partagées en deux parts égales sur l'utilité de recommander dès à présent une pièce d'or de 15 francs, équation approximative de 7 florins des Pays-Bas ou de l'Allemagne méridionale, et de 4 thalers de l'Allemagne du Nord. A la presque unanimité cependant, sans recommander ce type comme celui de 25 francs, vous avez pensé que, si les circonstances le rendaient opportun, il ne serait en lui-même, et sauf la délicatesse des procédés de fabrication distincte, susceptible d'aucune objection sérieuse.

« L'extension éventuelle des types de la monnaie d'or comporterait *a fortiori*, pour les États qui le désireraient, des latitudes corrélatives pour la coupure de leurs monnaies d'argent, dont l'internationalité a moins d'importance.

« Telles sont, Monseigneur et Messieurs, les bases simples, mais instructives et nettes, que vous avez cru devoir accepter : sorte de plan de siège contre cette citadelle de la diversité monétaire, dont vous voudriez voir tomber, ou du moins abaisser graduellement les murailles devant les besoins chaque jour croissants du commerce et des échanges de tout genre entre les divers membres de la famille humaine.

« Le désir de ne pas vous retenir plus longtemps, après trois semaines de réunion, excusera l'imperfection de ce résumé fait à la hâte, Messieurs, en vous rappelant l'espoir accueilli par vous d'obtenir, d'ici au milieu de février 1868, quelques pas décisifs, ou tout

au moins des mesures d'instruction¹, préparant des décisions de la part des Gouvernements qui vous ont délégués à cette Conférence.

« Si vous parvenez, à un moment donné, à féconder autour de vous les germes de nos aspirations collectives, éclairées et bienfaisantes, dégagées de ces compensations regrettables qui s'attachent quelquefois aux plus séduisantes réformes, aspirations dans la poursuite desquelles nous nous croyons comme vous animés du véritable esprit des temps modernes et de la civilisation, vous vous rappellerez, je l'espère, avec honneur, la part que vous avez prise à des discussions scientifiques délicates, et la satisfaction que nous avons tous ressentie à les suivre ensemble, sous une mémorable présidence, avec autant d'accord et de facilité qu'auraient pu en trouver les délégués d'une même nation dans des délibérations communes.

« *Le Vice-Président de la Conférence monétaire internationale,*

E. DE PARIEU. »

Après l'échange de quelques observations, les termes du rapport de M. de Parieu sont approuvés unanimement par la Conférence.

M. le baron de Hock prononce alors les paroles suivantes :

« Monseigneur,

« J'ai l'honneur de vous présenter, au nom des membres étrangers de la Conférence, les hommages les plus sincères pour la sagesse, la
« profonde connaissance de la cause, l'assiduité et l'énergie avec lesquelles vous avez bien voulu diriger nos travaux, ainsi que nos
« remerciements les plus respectueux pour la bonté et l'indulgence
« avec lesquelles Votre Altesse a daigné agréer nos observations et nos
« conseils.

« Veuillez nous permettre, Monseigneur, de témoigner aussi de
« notre gratitude pour l'honorable M. de Parieu, qui présida nos premières conférences, et qui, depuis, seconda Votre Altesse avec tant de
« clarté et de circonspection. Nous le révérons comme l'un des auteurs
« de la Convention du 25 décembre 1865, destinée à devenir la base
« de l'unification monétaire universelle, et comme l'écrivain qui, par
« ses traités éloquents et profonds, a eu sa large part à la propagation
« de cette idée noble et lumineuse, et qui, par son rapport distingué
« d'aujourd'hui, s'est fait le *protagoniste* de notre Conférence.

« Je suis aussi chargé de remercier les secrétaires de la Conférence, MM. Clavery et Roux, de la perspicacité et de l'exactitude

1. En Autriche une commission nombreuse a élucidé en 1867, sous la direction de M. le baron de Hock, la question monétaire dans ses rapports avec l'idée de la monnaie internationale.

« avec lesquelles ils ont su consigner nos paroles dans les procès-verbaux.

« Que Votre Altesse veuille bien être convaincue que les heures qu'il nous a été donné de passer sous son Illustre Présidence nous seront à jamais de précieux souvenirs.

« Nous osons vous prier, Monseigneur, de bien vouloir être l'interprète de nos remerciements les plus dévoués auprès de S. M. l'Empereur, dont le nom préside à tout ce qui s'accomplit de grand en France. »

Mgr le Prince Napoléon, après avoir exprimé ses remerciements personnels et ceux du bureau tout entier, pour les sentiments qui viennent d'être traduits par M. le baron de Hock, veut bien ajouter qu'il se fera un plaisir d'être auprès de l'Empereur l'interprète de la Commission, dont les travaux ont été constamment l'objet d'une vive sollicitude de la part de Sa Majesté.

Enfin, *Son Altesse Impériale* engage, en termes pressants, MM. les délégués, une fois de retour dans leurs pays respectifs, à mettre en œuvre toute leur influence et toute leur énergie pour faire aboutir à un résultat pratique les décisions qu'ils ont adoptées.

Le procès-verbal de la présente séance est ensuite approuvé, et *Son Altesse Impériale* prononce la clôture des travaux de la Conférence.

DEUXIÈME PARTIE.

QUESTION DU LUXEMBOURG.

DOCUMENTS RÉTROSPECTIFS¹.

AUTRICHE, GRANDE-BRETAGNE, PRUSSE, RUSSIE.

**Recès général de la Commission territoriale rassemblée
à Francfort, signé le 20 juillet 1819.**

(Extrait.)

Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité,

L'acte du Congrès de Vienne du 9 juin 1815, et le Traité de Paris du 20 novembre de la même année, renfermant des dispositions qui exigeaient des négociations et des arrangements ultérieurs et définitifs, LL. MM. II. et RR. le Roi de Prusse, l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne, ont nommé des Plénipotentiaires pour en remplir l'objet. Voulant aujourd'hui comprendre dans une transaction commune les résultats des différentes négociations qui ont eu lieu à cet égard, pour les revêtir des ratifications nécessaires, elles ont autorisé leurs Plénipotentiaires à réunir dans un instrument général toutes les stipulations particulières, et à joindre à cet acte, qui portera le titre de Recès général de la Commission territoriale rassemblée à Francfort, toutes les conventions qui s'y rapportent.

1. Voir *Archives* 1867, t. II, p. 755, et t. III, p. 932.

En conséquence, les Plénipotentiaires respectifs, savoir, de la part de Sa Majesté, etc., après avoir vérifié entre eux leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de recevoir dans le présent instrument général et définitif, et de munir de leurs signatures les articles suivants :

Art. II. En retour des rétrocessions désignées dans l'article I du présent Traité général, S. M. le Roi de Bavière, pour lui, ses héritiers et successeurs, possédera en toute propriété et souveraineté les pays suivants cédés par S. M. Impériale et Royale Apostolique, savoir :

c) Les cantons de Landau, Bergzabern et Langenkandel, ainsi que toute la partie du département du Bas-Rhin cédée par la France sur la rive gauche de la Lauter, par le Traité de Paris du 20 novembre 1815.

Il est entendu que toutes les communes désignées ci-dessus sont censées être cédées avec leurs banlieues.

Art. III. La ville de Landau est déclarée, sous le rapport militaire, une des forteresses de la Confédération germanique, sans que cette disposition puisse altérer en rien le droit de souveraineté qui est dévolu à S. M. le Roi de Bavière sur ladite ville.

Art. XI. S. M. le Roi de Prusse, pour lui, ses héritiers et successeurs, possédera en toute souveraineté et propriété, dans les départements de la Sarre et de la Moselle, les districts qui, en vertu du Traité conclu à Paris le 20 novembre 1815, ont été cédés par S. M. Très-Chrétienne aux Puissances signataires dudit Traité.

Art. XII. S. M. l'Empereur d'Autriche ayant cédé à S. M. le Roi de Prusse les districts que S. M. I. et Royale Apostolique possédait, en vertu de l'article LI de l'acte du Congrès de Vienne du 9 juin 1815, dans le département de la Sarre, y compris ses parcelles sur la rive droite de la Moselle, qui appartenaient autrefois à Luxembourg, ainsi que les districts du département de la Moselle cédés par S. M. Très-Chrétienne, par le Traité de Paris du 30 mai 1814, à l'exception toutefois de ceux de ces territoires qui, suivant l'article II du présent recès, passent sous la domination de S. M. le roi de Bavière, S. M. Prussienne possédera lesdits districts pour elle, ses héritiers et successeurs, en toute propriété et souveraineté, en tant qu'elle n'en a pas disposé, suivant les articles XXVII, XXVIII et XXIX du présent recès, pour remplir les engagements contractés par les articles XLIX et L de l'acte du Congrès de Vienne.

Art. XV. Le droit de garnison dans la forteresse de Mayence est commun à S. M. l'Empereur d'Autriche et à S. M. le Roi de Prusse. La garnison de cette place sera composée d'un nombre égal de troupes autrichiennes et de troupes prussiennes; S. A. R. le Grand-

Duc de Hesse participera au même droit pour un bataillon d'infanterie.

Art. XVI. Par suite de l'article ci-dessus, LL. MM. l'Empereur d'Autriche et le Roi de Prusse exerceront le droit de nommer le gouverneur et le commandant de la place de Mayence alternativement de cinq ans à cinq ans, et de manière que le poste de gouverneur sera occupé par un général autrichien, celui de commandant le sera par un général prussien, et ainsi réciproquement. Il est également convenu que la direction de l'artillerie appartiendra, comme jusqu'ici, à l'Autriche, et celle du génie à la Prusse.

Art. XX. S. A. R. le Grand-Duc de Hesse, ses héritiers et successeurs posséderont en toute propriété et souveraineté :

1. Le cercle d'Alzei, à l'exception du canton de Kirchheim-Boland, et les cantons de Pfeddersheim et de Worms dans le cercle de Spire, tels que ces pays se trouvaient à l'époque du 3 novembre 1815, sous l'administration établie à Worms, et de façon que les limites des États prussiens, là où ceux-ci confinent au cercle d'Alzei, restent telles qu'elles sont fixées par l'article XXV de l'acte du Congrès de Vienne du 9 juin 1815.

2. La ville et le territoire de Mayence, y compris Castel et Kostheim, à l'exception de tout ce qui constitue la forteresse, laquelle est déclarée forteresse de la Confédération germanique.

Art. XXI. Tous les ouvrages, édifices, terrains et revenus qui appartenaient à la forteresse de Mayence à l'époque de la remise faite aux troupes alliées, en exécution de la Convention du 23 avril 1814, soit que ces revenus fissent partie de sa dotation, soit qu'ils fussent affectés à d'autres objets, resteront exclusivement à la disposition du gouvernement de la forteresse, et leur produit fera partie de la dotation.

Art. XXII. Le droit de souveraineté dans la ville de Mayence appartenant à S. A. R. le Grand-Duc de Hesse, l'administration de la justice, la perception des impositions et contributions de toute espèce, ainsi que toute autre branche de l'administration civile, restera entre les mains de Son Altesse Royale, et le gouverneur et le commandant leur prêteront secours et assistance en cas de besoin. Toutefois le Gouvernement militaire de la forteresse sera nanti de tous les pouvoirs nécessaires pour lui assurer, conformément à la responsabilité qui repose sur lui, l'exercice libre et indépendant de ses fonctions. Les autorités civiles et locales lui seront subordonnées pour tout ce qui concerne la défense de la place et les rapports militaires. Il aura, à ce même égard, nommé la direction de la police, de manière cependant qu'un employé civil de S. A. R. le Grand-Duc prendra part aux Conférences du Gouvernement, aussi souvent qu'il s'agira d'objets

de cette nature. Les ordonnances et règlements de police seront publiés par le Gouvernement sous l'intervention du président de la police de la ville. La garde bourgeoise de la ville sera, ainsi que cela se pratique dans toutes les forteresses, placée sous les ordres du Gouvernement militaire, et ne pourra se rassembler que de son consentement.

Il ne sera mis aucun obstacle à la levée de la conscription dans la ville. Le Gouvernement militaire étant responsable de la défense de la place et du maintien de l'ordre intérieur, et jouissant du droit de prendre dans ce but toutes les mesures nécessaires, il pourra aussi placer des avant-postes au dehors de la forteresse. En temps de guerre, ou lorsque l'Allemagne sera menacée d'une guerre, et la forteresse déclarée en état de siège, les pouvoirs du Gouvernement militaire seront illimités et n'auront d'autres bornes que la prudence, les usages et le droit des gens.

Art. XXIII. S. A. R. le Grand-Duc de Hesse consent à ce que la Prusse ait une route militaire dans ses États pour les troupes qui passent d'Erfurth par Eisenach, Hersfeld, Giessen et Wetzlar à Coblençe, et que celles qui viennent de Mayence ou qui y sont destinées, prennent la route de Coblençe par Bingen.

Le règlement d'une route d'étapes pour les troupes autrichiennes destinées à faire partie de la garnison de Mayence est réservée à une convention particulière entre les Gouvernements respectifs.

Art. XXXV. L'article III du Traité conclu à Vienne le 31 mai 1815 et l'article LXVII de l'acte du Congrès de Vienne ayant stipulé que la forteresse de Luxembourg serait considérée comme forteresse de la Confédération germanique, cette disposition est maintenue et expressément confirmée par le présent recès.

Cependant S. M. le Roi de Prusse et S. M. le Roi des Pays-Bas, agissant en sa qualité de Grand-Duc de Luxembourg, voulant adapter le reste des dispositions desdits articles aux changements survenus par le Traité de Paris du 20 novembre 1815 et pourvoir de la manière la plus efficace à la défense combinée de leurs États respectifs, Leurs Majestés sont convenues de tenir garnison commune dans la forteresse de Luxembourg, sans que cet arrangement, fait uniquement sous le rapport militaire, puisse altérer en rien le droit de souveraineté de S. M. le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, sur la ville et la forteresse de Luxembourg.

Art. XXXVI. S. M. le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, cède à S. M. le Roi de Prusse le droit de nommer le gouverneur et le commandant de cette place, et consent à ce que tant la garnison en général que chaque arme en particulier soit composée pour les trois quarts de troupes prussiennes et pour un quart de troupes des Pays-

Bas, renonçant ainsi au droit de nomination que l'article LXVII de l'acte du Congrès de Vienne assurait à Sa Majesté.

Les troupes seront soldées et équipées aux frais de leurs gouvernements respectifs. Il en sera de même pour leur nourriture, lorsque la forteresse ne sera pas déclarée en état de siège. Dans ce cas, la garnison se nourrira des magasins de la forteresse, et il sera suppléé à son approvisionnement d'après les principes établis dans le Traité conclu entre S. M. le Roi de Prusse et S. M. le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, à Francfort-sur-le-Mein, le 8 novembre 1816, annexé au présent recès.

Art. XXXVII. Le droit de souveraineté appartenant dans toute sa plénitude à S. M. le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, dans la ville et forteresse de Luxembourg comme dans tout le reste du Grand-Duché, l'administration de la justice et la perception des impositions et contributions de toute espèce, ainsi que toute autre branche de l'administration civile, resteront exclusivement entre les mains des employés de Sa Majesté, et le gouverneur et le commandant leur prêteront secours et assistance en cas de besoin.

De l'autre côté, le gouverneur sera nanti de tous les pouvoirs nécessaires pour lui assurer, conformément à la responsabilité qui repose sur lui, l'exercice libre et indépendant de ses fonctions, et les autorités civiles et locales lui seront subordonnées pour tout ce qui concerne la défense de la place.

Pour éviter néanmoins tout conflit entre l'autorité militaire et civile, S. M. le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, nommera un commissaire spécial qui servira d'intermédiaire entre le gouverneur et les autorités civiles, et recevra les directions du gouverneur dans les affaires de police, en tant qu'elles se lient aux rapports militaires et à la défense de la place.

Le gouverneur pourra, pour le même objet et toujours dans les limites qui viennent d'être énoncées, déléguer de sa part une personne à son choix, et ces deux employés formeront une commission mixte.

Mais en cas de guerre, ou si l'une ou l'autre des deux monarchies de Prusse ou des Pays-Bas était menacée d'une guerre, et que la forteresse fût déclarée en état de siège, les pouvoirs du gouverneur seront illimités, et n'auront d'autres bornes que la prudence, les usages et le droit des gens.

Si finalement la diète de la Confédération germanique venait à décider que les gouverneurs et commandants des forteresses de la ligue devront être assermentés, le gouverneur et le commandant de Luxembourg prêteront le serment d'après la formule qui sera adoptée par la Diète.

Art. XXXVIII. Une partie des indemnités pécuniaires que S. M. Très-Chrétienne s'est engagée à payer par l'article IV du Traité de Paris du 20 novembre 1815, étant destinée, en vertu des arrangements faits à Paris entre les Puissances alliées, à renforcer la ligne de défense des États limitrophes de la France, cette somme est distribuée de la manière suivante :

S. M. le Roi de Prusse recevra, pour être employés aux ouvrages destinés à la défense du Bas-Rhin, vingt millions ; S. M. le Roi de Bavière, S. M. le Roi des Pays-Bas, soixante, et S. M. le Roi de Sardaigne, dix millions de francs. Cinq millions de francs sont destinés pour être employés à achever les fortifications de la forteresse de Mayence, et vingt millions pour la construction d'une place fédérale sur le Haut-Rhin.

**Protocole n° 11 de la Conférence de Londres sur les affaires
de Belgique tenue le 20 janvier 1831.**

(Extrait.)

Dans ce but les Plénipotentiaires ont jugé indispensable de poser avant tout, des bases quant aux limites qui doivent séparer désormais le territoire Hollandais du territoire Belge.

Des propositions leur avaient été remises de part et d'autre sous ce dernier rapport. Après les avoir mûrement discutées, ils ont concerté entre eux les bases suivantes :

Art. I. Les limites de la Hollande comprendront tous les Territoires, Places, Villes et Lieux, qui appartenaient à la ci-devant République des Provinces Unies des Pays-Bas, en l'année 1790.

Art. II. La Belgique sera formée de tout le reste des territoires qui avaient reçu la dénomination du Royaume des Pays-Bas dans les Traités de l'année 1815, sauf le Grand-Duché de Luxembourg, qui, possédé à un titre différent par les Princes de la Maison de Nassau, fait et continuera à faire partie de la Confédération germanique.

**Dix-huitième protocole de la Conférence de Londres tenue
le 18 février 1831.**

Présents : — Les Plénipotentiaires d'Autriche ; de France ; de la Grande Bretagne ; des Pays-Bas ; de la Prusse et de la Russie.

Les Plénipotentiaires de S. M. le Roi des Pays-Bas s'étant réunis en conférence avec les Plénipotentiaires des cinq cours, ont déclaré que le Roi, leur auguste maître, les avait autorisés à donner une adhésion pleine et entière à tous les articles des *bases destinées à établir la séparation de la Belgique d'avec la Hollande*, bases résultant des protocoles de la conférence de Londres, en date du 20 et du 27 Janvier 1831.

Les Plénipotentiaires des cinq cours, en se félicitant de recevoir cette communication de la part de S. M. le Roi des Pays-Bas, ont résolu de la consigner au présent protocole.

**Vingtième protocole de la Conférence de Londres
du 17 mars 1831.**

Présents: — Les Plénipotentiaires d'Autriche, de France, de la Grande Bretagne et de Russie.

Les Plénipotentiaires des 5 Cours se sont réunis pour prendre en considération la Communication qui a été faite à la Conférence par le Plénipotentiaire de France, et qui se trouve ci-jointe, sub lit. A.

Les Plénipotentiaires des Cours d'Autriche, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie, ont cru devoir faire à cette Communication la Réponse également jointe au présent Protocole, sub lit. B.

ESTERHAZY. TALLEYRAND. BULOW. LIEVEN.
WESSEMBERG. PALMERSTON.

ANNEXE A.

**Communication faite à la Conférence par le Plénipotentiaire
de France.**

(Extrait.)

Paris, le 1^{er} mars, 1831.

En limitant son adhésion au Protocole du 20 Janvier, le Gouvernement Français n'a point méconnu l'esprit d'équité avec lequel la Conférence a fixé les limites de la Belgique et de la Hollande. Il a admis comme juste la règle d'après laquelle a été distribuée entre ces deux États le Territoire du Royaume des Pays-Bas. Il reconnaît que la Hollande devait reprendre les limites qu'elle possédait en 1790, comme République des Provinces-Unies. Il reconnaît également que la Belgi-

que devait obtenir toute la partie du Royaume des Pays-Bas placée en dehors des anciennes Possessions Hollandaises. Il reconnaît enfin que le Grand-Duché de Luxembourg, sous la souveraineté de la Maison de Nassau, reste compris dans la Confédération germanique.

Mais la délimitation de la Hollande, de la Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg, telle qu'elle résulte des Protocoles, restait encore trop vague pour que le Gouvernement du roi pût y adhérer pleinement. Il était nécessaire de la rendre plus nette, plus précise, par des explications ultérieures. Il convenait d'abord de déterminer ce qui formerait définitivement le Grand-Duché de Luxembourg.

Il a toujours paru au Gouvernement Français qu'on ne devait pas attribuer à ce Grand-Duché le Territoire que le Roi des Pays-Bas y a ajouté, lorsqu'il en a formé une Province de son Royaume, et qu'il en a appelé les Députés dans la Seconde Chambre des États Généraux, au lieu de le soumettre à un régime spécial, et de le gouverner comme un État séparé, ainsi que les Traités de 1815 semblaient le prescrire. Le Gouvernement Français croit donc que pour se conformer à ces Traités on doit distraire le Duché de Bouillon du Grand-Duché de Luxembourg. Il nous paraît évident que le Duché de Bouillon a été donné au Royaume des Pays-Bas, et non à la Maison de Nassau, qui n'a reçu en compensation de ces anciennes Possessions de la rive droite du Rhin, que l'ancien Duché de Luxembourg Autrichien. Ces Territoires ne sauraient donc rester annexés au nouveau Duché, ils doivent au contraire être réunis à la Belgique.

ANNEXE B.

Réponse des quatre Cours.

Le Gouvernement Français admet que le Grand-Duché de Luxembourg, sous la Souveraineté de la Maison de Nassau, doit continuer à faire partie de la Confédération Germanique. Les rapports de ce Grand-Duché, quoique mentionnés dans le Protocole du 17 février, ainsi qu'antérieurement dans celui du 17 novembre, n'ont point été, et n'ont pu être déterminés par la Conférence. Celle-ci n'a pu que rappeler les stipulations que renferment à cet égard les transactions auxquelles les principales Puissances de l'Europe et la France elle-même ont pris part.

Cependant le Gouvernement Français élève des doutes sur les rapports du Duché de Bouillon avec le Grand-Duché de Luxembourg et

avec le royaume des Pays-Bas. Les rapports de ce Duché ont été fixés par les Traités, et nommément par l'Acte du Congrès de Vienne, mais comme cette question regarde directement les droits du Grand-Duc de Luxembourg et de la Confédération germanique, il ne saurait appartenir à la Conférence de la décider.

En tout cas cette question est en dehors de la question principale de la séparation de la Hollande d'avec la Belgique, et a rapport tout au plus à des détails d'exécution.

**Protocole n^o 23 de la Conférence de Londres. Séance
du 10 mai 1831. Mise en demeure adressée à la Belgique.**

Si, au contraire, *ces mêmes* Bases n'étaient pas acceptées par le Gouvernement Belge le 1^{er} juin, les Plénipotentiaires sont convenus pour ce cas :

I. Qu'aux termes du Protocole N^o 22, une rupture absolue de toute relation aurait lieu entre les cinq Puissances et les Autorités qui gouvernent la Belgique.

II. Que les cinq Puissances, loin de s'interposer ultérieurement auprès de la Confédération germanique, comme elles l'ont fait jusqu'à présent, pour retarder l'adoption des mesures que la Confédération s'est décidée à prendre dans le Grand-Duché de Luxembourg, ne pourraient que reconnaître elles-mêmes la nécessité de ces mesures.

III. Que les cinq Puissances, vu l'intimité des relations qui subsistent entre elles et la Confédération germanique, demanderaient à la diète de Francfort de leur donner un témoignage d'amitié, en faisant communiquer à la Conférence de Londres des renseignements confidentiels sur les intentions de la Confédération, relatives au nombre et à l'emploi des troupes qu'elle ferait entrer dans le Grand-Duché de Luxembourg. Les communications toutes officieuses dont il s'agit n'auraient pour but que de mettre la Conférence de Londres à même de prévenir les inquiétudes que ces mouvements militaires pourraient exciter dans les pays limitrophes.

**Vingt-quatrième protocole de la Conférence de Londres,
du 21 mai 1831.**

Considérant qu'il résulte des renseignements donnés par Lord Ponsonby (Commissaire à Bruxelles),

1° Que l'adhésion du Congrès belge aux bases de séparation de la Belgique d'avec la Hollande serait essentiellement facilitée, si les cinq cours consentaient à appuyer la Belgique dans son désir d'obtenir, à titre onéreux, l'acquisition du Grand-Duché de Luxembourg;

2° Que le choix d'un souverain étant devenu indispensable pour arriver à des arrangements définitifs, le meilleur moyen d'atteindre le but proposé serait d'aplanir les difficultés qui entraveraient l'acceptation de la souveraineté de la Belgique par le prince Léopold de Saxe-Cobourg, dans le cas où, comme tout autorise à le croire, cette souveraineté lui serait offerte;

Les Plénipotentiaires sont convenus d'inviter Lord Ponsonby à retourner à Bruxelles, et de l'autoriser à y déclarer :

1° Que les cinq puissances ne sauraient tarder plus longtemps à demander au gouvernement belge son adhésion aux bases destinées à établir la séparation de la Belgique d'avec la Hollande, bases auxquelles S. M. le roi des Pays-Bas a déjà adhéré.

2° Qu'ayant égard au vœu énoncé par le gouvernement belge de faire, à titre onéreux, l'acquisition du grand-duché de Luxembourg, les cinq Puissances promettent d'entamer avec le roi des Pays-Bas une négociation, dont le but sera d'assurer, s'il est possible, à la Belgique, moyennant de justes compensations, la possession de ce pays, qui conserverait ses rapports actuels avec la confédération germanique.

3° Qu'aussitôt après avoir obtenu l'adhésion du gouvernement belge aux bases de séparation, les cinq Puissances porteraient à la connaissance de la confédération germanique cette adhésion, ainsi que les engagements pris de leur part d'ouvrir une négociation à l'effet d'assurer à la Belgique, s'il est possible, moyennant de justes compensations, la possession du grand-duché de Luxembourg. Les cinq Puissances inviteraient en même temps la confédération germanique à suspendre, pendant le cours de cette négociation, la mise à exécution des mesures arrêtées pour l'occupation militaire du grand-duché.

Protocole n^o 26 de la Conférence de Londres, du 26 juin 1831.*(Extrait.)*

Art. 3. Les cinq Puissances emploieront leurs bons offices pour que le *statu quo* dans le Grand-Duché de Luxembourg soit maintenu, pendant le cours de la négociation séparée que le Souverain de la Belgique ouvrira avec le Roi des Pays-Bas et avec la confédération germanique, au sujet du dit Grand-Duché, négociation distincte de la question des limites entre la Hollande et la Belgique.

Il est entendu que la forteresse de Luxembourg conservera ses communications avec l'Allemagne.

Note de M. Verstolk de Soelen, ministre des affaires étrangères des Pays-Bas, à la Conférence de Londres, en date de la Haye le 12 juillet 1831.

Annexe A du vingt-huitième protocole du 25 juillet 1831.

(Extrait.)

M. le Baron de Wessenberg m'a remis la Lettre, que Vos Excellences m'ont fait l'honneur de m'adresser, sous la date du 27 juin dernier, et accompagnant une nouvelle série de propositions conçues en 18 Articles, qui formeraient les Préliminaires d'un Traité de Paix entre la Hollande et la Belgique.

Le Roi, sous les yeux duquel je me suis empressé de mettre cette Communication, en ayant pris connaissance, et l'ayant pesée, ainsi que les considérations exposées à Sa Majesté par M. le Baron de Wessenberg, avec tout le calme, et toute la réflexion que réclament à la fois l'importance de l'objet, et la gravité des circonstances, m'a chargé d'y faire la réponse suivante :

L'Annexe A. du 12^e Protocole étant devenue, à partir de l'époque de l'accession de Sa Majesté, en rapport avec les Protocoles N^{os} 11 et 12, dont cette Annexe est le résultat, la base inaltérable des Négociations, le premier soin du Roi a dû être de comparer avec cette Annexe les 18 Articles proposés aujourd'hui pour former les Préliminaires d'un Traité de Paix entre la Hollande et la Belgique. Il est résulté de cette comparaison, qu'il existe une différence très-importante entre les Bases de séparation acceptées par le Roi, et les 18 Articles, et que tous les changements proposés en ce

moment par la Conférence à ces Bases, sont en faveur de la Belgique, et au détriment de la Hollande. Une courte analyse suffira pour établir ces deux faits.

Le deuxième Article de l'Annexe A, exclut expressément du Territoire Belge le grand Duché de Luxembourg, « qui, possédé à un titre différent par les Princes de la maison de Nassau, fait, et continuera à faire partie de la Confédération Germanique. » Les Articles proposés, en laissant dans le doute les droits du Grand Duc, passent sous silence cette exclusion, qui intéresse non-seulement la maison de Nassau, mais aussi la Hollande, dont la position militaire est efficacement garantie par l'appui que lui offre la Souveraineté de la Maison de Nassau dans le Grand-Duché de Luxembourg, et s'affaiblirait par la réunion du Grand-Duché à la Belgique.

Il y a plus : les cinq Puissances annoncent dans l'Article 3 des Préliminaires proposés, qu'elles emploieront leurs bons offices, pour que le *status quo* dans le Grand-Duché soit maintenu pendant le cours de la Négociation séparée, que le Souverain de la Belgique ouvrira avec le Roi des Pays-Bas, et avec la Confédération Germanique, au sujet du dit Grand-Duché. Or, ce *status quo* est un grief réel, dont Sa Majesté a depuis longtemps réclamé le redressement.

Quant aux libres communications de la forteresse de Luxembourg avec l'Allemagne, leur maintien étant exclusivement du ressort de la Confédération Germanique, le Roi, Grand-Duc, manquerait à ses obligations envers la dite Confédération, en reconnaissant à cet égard une compétence étrangère. Comme les Belges, d'ailleurs, n'ont pas adhéré à l'Annexe A, le contenu du 3^e Article des Préliminaires proposés se trouve en opposition avec la Note adressée le 7 Juin par la Conférence aux Plénipotentiaires du Roi, où il est dit : « que les 5 Puissances ne feraient aux parties intéressées la proposition d'un échange du Grand-Duché, qu'après l'adhésion des Belges aux Bases de séparation fixées par la Conférence, et déjà adoptées par Sa Majesté. » Selon la même Note, il est vrai, « les arrangements qui auraient pour but d'assurer à la Belgique la possession du Grand-Duché de Luxembourg, seront des arrangements de gré à gré; cette possession ne pourra être acquise, que moyennant de justes compensations; ces principes sont et seront toujours ceux des Puissances, ils n'entravent nullement les déterminations du Roi; loin de porter atteinte à ses droits, ils en attestent le respect, et ne tendent qu'à amener, s'il se peut, à la valeur des équivalents que Sa Majesté jugerait pouvoir accepter, et sur la base d'une utilité réciproque, des arrangements, dont l'unique but serait d'assurer l'affermissement de la paix. » Il est vrai encore qu'un tel échange, si jamais il pouvait en être question, serait de la compétence exclusive du Roi, et de la Confédération

Germanique, principe hautement annoncé par les deux Etats les plus puissants de la Confédération, et par d'autres de ses membres ; mais ces considérations ne détruisent pas le fait, que les Articles 2 et 3 des Préliminaires proposés contiennent un changement essentiel et défavorable à sa Majesté, de l'Annexe A. L'omission du 9^e Article de l'Annexe paraît encore avoir préjugé la question en faveur de la Belgique. On s'y réservait d'examiner s'il y aurait moyen d'étendre aux Pays voisins le bienfait de la neutralité garantie à la Belgique, réserve qu'on présume s'appliquer au Grand-Duché de Luxembourg, mais que, dans les Articles préliminaires proposés, l'on semble avoir jugée superflue, à cause de la réunion supposée du Grand-Duché à la Belgique.

**Trente-sixième protocole de la Conférence de Londres
du 30 août 1831.**

Présents : Les Plénipotentiaires d'Autriche ; de France ; de la Grande-Bretagne ; de Prusse ; et de Russie.

Les Plénipotentiaires des cinq Cours s'étant réunis, ceux d'Autriche et de Prusse ont déclaré avoir reçu l'ordre de porter à la connaissance de la Conférence, la Copie ci-jointe (A.) d'une Lettre que, sous la date du 29 du mois passé, le Ministre des Affaires Étrangères de la Belgique a adressée au Landgrave de Hesse-Hombourg, Gouverneur de la Porteresse de Luxembourg, ainsi que la traduction d'un Arrêté de la Diète Germanique (B.) auquel la communication de cette Pièce a donné lieu.

Appelée à veiller à l'intégrité territoriale de l'Allemagne, et par conséquent à celle de chaque État de la Confédération, la Diète n'a pu considérer que comme non-avenue l'annonce par laquelle un Ministre Étranger a porté atteinte à des droits que, loin de vouloir abandonner, la Confédération se reconnaît tout entiers, qu'elle est résolue de maintenir et de faire respecter, et qu'elle ne permettra pas même de modifier sans son consentement préalable, et celui du Grand Duc de Luxembourg. D'autre part, pleine de confiance dans la marche de la Conférence de Londres, la Diète Germanique est convaincue qu'elle trouvera toujours tout l'appui nécessaire pour le maintien des droits de la Confédération, de ceux du Grand-Duc de Luxembourg, et de ses agnats. Les Plénipotentiaires d'Autriche et de Prusse, tout en regardant cette confiance comme entièrement justifiée par toutes les déclarations émanées de la Conférence au sujet du Grand-Duché

du Luxembourg, déclarations qui renferment la reconnaissance la plus explicite des droits du Grand Duc et de la Confédération sur ledit Pays, croient cependant devoir rappeler ici les faits suivants :

1° Que par un juste égard pour les droits de la Confédération Germanique, l'Armistice proposé et établi entre la Hollande et la Belgique n'a jamais été étendu au Grand-Duché de Luxembourg.

2° Que par son 23^e Protocole, en date du 10 Mai dernier, la Conférence a reconnu éventuellement la nécessité des mesures que la Confédération devait alors prendre relativement au Grand-Duché.

3° Que cette opinion n'a pas été essentiellement changée par le 24^e Protocole, où dans l'hypothèse non réalisée que les Belges adhèreraient à l'Acte de séparation, il fut question d'un échange volontaire du Luxembourg, moyennant des compensations dont le Grand-Duc et la Confédération auraient reconnu l'utilité et la justice.

4° Enfin, que par le 3^e des Articles proposés par la Conférence dans son 26^e Protocole du 26 Juin dernier, on s'est borné à promettre les bons offices des cinq Cours pour une Négociation éventuelle, et que tant que cette Négociation n'est pas terminée, il est évident qu'aucune *prise de possession* du Grand-Duché de Luxembourg par le Gouvernement Belge, ne peut avoir lieu.

Les Plénipotentiaires de France, de la Grande-Bretagne, et de Russie, ont observé, à la suite de cette déclaration, qu'ils croyaient avec les Plénipotentiaires d'Autriche et de Prusse que la Conférence de Londres, dans tous ses actes, avait scrupuleusement respecté les droits du Roi des Pays-Bas et de la Confédération Germanique sur le Grand-Duché de Luxembourg; que toutes les Négociations dont il a été question relativement à ce Pays avaient été, comme l'attestent les Protocoles de la Conférence, des Négociations qui devaient être entamées de gré à gré; que la Conférence continuerait sans nul doute à professer le même respect pour des droits qu'elle avait solennellement reconnus; mais qu'il était impossible de se dissimuler que si, dans les arrangements définitifs à conclure entre la Belgique et la Hollande, on n'avisait aux moyens les meilleurs et les plus convenables d'apporter dans la situation politique actuelle du Grand-Duché de Luxembourg, des changements motivés par ceux que la position du Royaume des Pays-Bas lui-même a subis, il y aurait lieu de craindre qu'on ne pût amener entre les Parties directement intéressées un accord dont l'urgente nécessité se fait de plus en plus sentir, et qu'en manquant ainsi le but de sa réunion, la Conférence de Londres ne parvint pas à affermir la tranquillité générale.

Les Plénipotentiaires de France, de la Grande-Bretagne, et de Russie, ont ajouté qu'ils avaient des raisons de présumer qu'on pourrait trouver, relativement au Grand-Duché de Luxembourg, un mode de

compensation qui serait accepté par Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, et que d'après cette circonstance, et les considérations graves qu'ils venaient de développer, ils ne pouvaient qu'inviter les Plénipotentiaires d'Autriche et de Prusse à proposer au plutôt à la Diète de la Confédération Germanique de les munir des Pleins-pouvoirs et Instructions nécessaires pour traiter et résoudre dans les négociations de Londres, toutes les questions qui se rapporteront au Grand-Duché de Luxembourg.

Les Plénipotentiaires d'Autriche et de Prusse ont promis de porter cette demande sans le moindre retard à la connaissance de la Diète Germanique.

ESTERHAZY.	TALLEYRAND.	BULOW.	LIEVEN.
WESSENBERG.	PALMERSTON.		MATUSZEWIC.

ANNEXE A.

**Le Gouvernement belge au Gouverneur du Luxembourg,
(Landgrave de Hesse-Hombourg.)**

Bruzelles, le 29 juillet 1831.

C'est une tâche bien agréable pour moi que de pouvoir, d'après les ordres de Sa Majesté le Roi des Belges, transmettre à votre Altesse Sérénissime, Copie du Décret par lequel le Congrès Belge a adopté les préliminaires de paix proposés par leurs Excellences les Plénipotentiaires d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie, réunis en Conférence à Londres.

Par l'adoption de ces propositions, la prise de possession de la Province de Luxembourg par le Gouvernement Belge a perdu son caractère d'hostilité. Les cinq Grandes Puissances ont pris par l'Article III, l'engagement de prêter leurs bons offices pour que le *status quo* actuel soit maintenu dans le Grand-Duché pendant les nouvelles Négociations qui doivent assurer à la Belgique la paisible possession de cette Province.

Votre Altesse n'ignore pas que la Constitution Belge a respecté les relations du Luxembourg avec la Confédération Germanique : les préliminaires de paix ont surabondamment stipulé que la Forteresse de Luxembourg conservera ses libres communications avec l'Allemagne. Le Gouvernement Belge croit qu'il est de son honneur que les dispositions soient religieusement exécutées, et il donnera à cet égard les ordres les plus sévères.

Il sera doux à votre Altesse de pouvoir saisir l'occasion que lui offre le changement survenu dans les rapports politiques de la Belgique pour soulager le sort de la population Luxembourgeoise, qui pendant vos quinze années de séjour parmi elle, a su apprécier votre noble caractère, et vos sentiments d'humanité.

Votre Altesse a trop de grandeur d'âme pour aggraver par des rigueurs inutiles, et à la veille d'arrangemens définitifs, la situation des Luxembourgeois qui résident dans l'intérieur de la Forteresse, ou qui y ont laissé leurs familles, ou leurs intérêts.

ANNEXE B.

**Arrêté de la Diète germanique. (Extrait du protocole
de la 2^e séance, du 11 août 1831.)**

1. Considérant que la Diète n'a reçu ni de la part de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, en sa qualité de Grand-Duc de Luxembourg, ni de la part de la Conférence de Londres, aucune communication qui puisse justifier la demande adressée par les Belges au Gouverneur de la Forteresse de Luxembourg, et qu'il ne se présente par conséquent aucun motif pour discuter plus amplement cette demande, il est enjoint au Gouverneur de la Forteresse, de ne pas se laisser induire à changer en rien sa conduite vis-à-vis des Autorités et Sujets Belges, conduite qui a été réglée par des Arrêtés de la Diète, et qu'il n'y a pas de raison de modifier pour le présent.

2. Les Missions d'Autriche et de Prusse sont invitées à porter, par l'entremise de leurs Cours, à la connaissance de la Conférence de Londres, et la demande du Gouvernement Belge et le présent Arrêté.

Lesdites Missions sont invitées à informer en même temps la Conférence, que quoique, au dire des feuilles publiques, les bons offices de la Conférence aient été offerts et à Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, et au Gouvernement Belge, pour le maintien du *status quo* dans le Grand-Duché de Luxembourg, qui fait partie de la Confédération Germanique, pendant la durée des Négociations qui pourraient avoir lieu avec la Confédération relativement au Grand-Duché, la Diète aimerait d'autant mieux ne pas avoir besoin de se prononcer sur une pareille offre, qu'elle n'en a été instruite ni par Sa Majesté le Roi des Pays-Bas ni par la Conférence de Londres. Au demeurant la Diète, pleine de confiance dans les intentions de la Conférence, se plaît à

croire que dans le cours ultérieur des Négociations, les droits de la Confédération Germanique, ainsi que ceux de la Maison de Nassau, sur le Grand-Duché de Luxembourg, seront strictement maintenus, et qu'il ne sera arrêté aucune disposition, par laquelle les relations du Grand-Duché puissent subir pour le fond ou pour la forme un changement quelconque, sans le consentement de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, comme Grand-Duché de Luxembourg et de la Confédération Germanique.

Francfort, le 19 août 1831.

Extrait du protocole de la 29^{me} séance de la Diète germanique à Francfort sur le Mein du 9 septembre 1831. Résolution relative au Grand-Duché de Luxembourg.

Considérant que les Plénipotentiaires de la France, de l'Angleterre et de la Russie présents à la Conférence de Londres, ont exprimé le désir que les Plénipotentiaires de Prusse et d'Autriche fussent munis des pouvoirs et des instructions nécessaires pour traiter et résoudre au sein de la Conférence réunie à Londres, les questions relatives au Grand-Duché de Luxembourg. — Considérant, en même temps, que dans l'intérêt de la paix générale, il est opportun et urgent de donner suite sans retard à cette proposition, en tant qu'elle n'entrave pas le règlement si désirable et si important des affaires de Belgique, et en tant que l'indépendance et les intérêts de la Confédération Germanique n'en souffriront aucune atteinte; considérant, enfin, que S. M. le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg a déclaré consentir à ce qu'au sein de la Conférence de Londres, les négociations relatives au Grand-Duché de Luxembourg fussent ouvertes sur la base d'une compensation territoriale complète et sous la réserve de l'assentiment des agnats à cet arrangement;

La Diète a pris la résolution suivante :

Les cours d'Autriche et de Prusse sont expressément autorisées à représenter et à faire valoir par leurs Plénipotentiaires à la Conférence, les droits et les intérêts de la Confédération Germanique, à examiner toutes les propositions de la Conférence de Londres relatives au Grand-Duché de Luxembourg, notamment celles qui auraient pour objet un échange de territoire, et à discuter et accepter ces propositions à la condition de sauvegarder les droits légitimes de la maison de Nassau. Tout arrangement à cet égard ne pourra cependant être définitivement conclu qu'après approbation préalable de la Confédération Germanique.

Comme instructions provisoires, et sous la réserve d'instructions plus complètes, la Diète recommande aux Plénipotentiaires de ces deux Cours, de ne jamais perdre de vue cette idée fondamentale et prépondérante, à savoir : qu'en cas d'échange de territoire, la ville et la forteresse de Luxembourg, indispensables à la sécurité de la Confédération, seraient exceptées de cet échange, ainsi qu'un certain rayon autour de la ville et les circonscriptions attenantes, et qu'il ne saurait être question d'une cession de territoire par laquelle la ligne de défense de la Confédération se trouverait modifiée à son préjudice.

Francfort, le 13 septembre 1831.

Chancellerie de la présidence de la Diète.

Signé : BARON DE HAUDEL
Directeur de la chancellerie.

**Quarante-deuxième protocole de la Conférence de Londres,
du 24 septembre 1831.**

Présents : Les Plénipotentiaires d'Autriche ; de France ; de la Grande-Bretagne ; de Prusse ; et de Russie.

Les Plénipotentiaires des cinq Cours s'étant réunis, ceux d'Autriche et de Prusse ont annoncé que la Diète Germanique venait de les autoriser à la représenter dans les négociations qui seront ouvertes à Londres, au sujet du Grand-Duché de Luxembourg. En accueillant ainsi la proposition qui lui a été faite de la part de la Conférence de Londres à la suite de son trente-sixième Protocole, la Diète Germanique croit avoir donné une preuve non équivoque de la confiance qu'elle a placée dans les cinq Puissances, ainsi que de son désir de concourir avec elles au maintien de la paix en Europe.

Quelque sincère que soit toutefois ce désir, la Diète Germanique ne saurait rester plus longtemps indifférente à des actes du Gouvernement Belge, qui compromettent l'autorité de la Confédération, et qui sont éminemment contraires aux principes énoncés dans le trente-sixième Protocole de la Conférence de Londres.

Comme telles doivent être considérées la convocation récemment faite de Représentants du Grand-Duché de Luxembourg, et la nomination d'un Gouverneur militaire dans ce Pays. Si de pareilles mesures restaient en vigueur, la Diète Germanique ne saurait se dispenser d'aviser aux moyens les plus propres à maintenir son autorité dans ledit Grand-Duché.

Les Plénipotentiaires d'Autriche et de Prusse, en s'acquittant de

cette commission, croient devoir appeler l'attention de la Conférence sur la teneur de l'Article X des Préliminaires consignés dans le Protocole N° 26, suivant laquelle la neutralité n'est assurée à la Belgique que sous la condition expresse qu'elle observera strictement de son côté cette même neutralité envers tous les autres États, et ne portera aucune atteinte à leur tranquillité intérieure ni extérieure.

Une pareille atteinte ayant eu lieu non-seulement par les actes susmentionnés, mais encore par un système d'usurpations territoriales proclamé ouvertement par la convocation des Colléges Électoraux dans le Luxembourg, même pour des places qui ne sont point au pouvoir Belge, les Plénipotentiaires d'Autriche et de Prusse doivent regarder le Gouvernement Belge comme uniquement responsable de toutes les conséquences d'une telle conduite.

Il a été arrêté par la Conférence que cette déclaration, faite par les Plénipotentiaires d'Autriche et de Prusse, en leur qualité d'organes de la Confédération Germanique, serait consignée au présent Protocole, et portée à la connaissance du Gouvernement Belge.

ESTERHAZY.	TALLEYRAND.	BULOW.	LIEVEN.
WESSENBERG.	PALMERSTON.		MATUSZEWIC.

Traité pour la séparation définitive de la Belgique d'avec la Hollande, signé à Londres par les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Prusse et de la Russie d'une part et par le Plénipotentiaire de la Belgique de l'autre part, le 15 novembre 1831.

(Extrait.)

Art. 1^{er} Le territoire belge se composera des provinces de *Brabant méridional, Liège, Namur, Hainaut, Flandre occidentale, Flandre orientale, Anvers et Limbourg*, telles qu'elles ont fait partie du royaume-uni des Pays-Bas, constitué en 1813, à l'exception des districts de la province de Limbourg désignés dans l'article 4.

Le territoire belge comprendra, en outre, la partie du Grand-Duché de Luxembourg indiquée dans l'article 2.

Art. 2. Dans le Grand-Duché de Luxembourg, les limites du territoire belge seront telles qu'elles vont être décrites ci-dessous.

A partir de la frontière de France entre *Rodange*, qui restera au Grand-Duché de Luxembourg, et *Athus*, qui appartiendra à la Belgi-

que, il sera tiré d'après la carte ci-jointe, une ligne qui, laissant à la Belgique la route d'Arlon à Longury, la ville d'Arlon avec sa banlieue, et la route d'Arlon à Bastogne, passera entre Messancy, qui sera sur le territoire belge et Clémency, qui restera au Grand-Duché de Luxembourg, pour aboutir à Steinfort, lequel endroit restera également au Grand-Duché. De Steinfort, cette ligne sera prolongée, dans la direction d'Eischen, de Hebus, Guirsch, Ober-Pallen, Grende, Nothomb, Parette et Perlé, jusqu'à Martelange : Hebus, Guirsch, Grende, Nothomb et Parette, devant appartenir à la Belgique, et Eischen, Oberpalen, Perlé et Martelange, au Grand-Duché. De Martelange, la dite ligne descendra le cours de la Sure, dont le Thalweg, servira de limite entre les deux États, jusque vis-à-vis Tintange, d'où elle sera prolongée, aussi directement que possible, vers la frontière actuelle de l'arrondissement de Diekirch, et passera entre Surreit, Harlange, Tarchamps, qu'elle laissera au Grand-Duché de Luxembourg, et Honville, Liverchamps et Loutremange, qui feront partie du territoire belge ; atteignant ensuite, aux environs de Doncols et de Soulez, qui resteront au Grand-Duché, la frontière actuelle de l'arrondissement de Diekirch, la ligne en question suivra ladite frontière jusqu'à celle du territoire prussien : tous les territoires, villes, places et lieux situés à l'ouest de cette ligne, appartiendront à la Belgique, et tous les territoires, villes, places et lieux situés à l'est de cette même ligne, continueront d'appartenir au Grand-Duché de Luxembourg.

Il est entendu qu'en traçant cette ligne, et en se conformant, autant, que possible, à la description qui en a été faite ci-dessus, ainsi qu'aux indications de la carte jointe, pour plus de clarté, au présent article, les commissaires-démarcateurs dont il est fait mention dans l'article 5 auront égard aux localités, ainsi qu'aux convenances qui pourront en résulter mutuellement.

Art. 3. Pour les cessions faites dans l'article précédent, il sera assigné à S. M. le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, une indemnité territoriale dans la province de Limbourg.

Art. 4. En exécution de la partie de l'article 1^{er}, relative à la province de Limbourg, et par suite des cessions indiquées dans l'article 2, il sera assigné à S. M. le Roi des Pays-Bas, soit en sa qualité de Grand-Duc de Luxembourg, soit pour être réunis à la Hollande, les territoires dont les limites sont indiquées ci-dessous.

1^o Sur la rive droite de la Meuse : aux anciennes enclaves hollandaises sur ladite rive de la province de Limbourg, seront joints les districts de cette même province sur cette rive, qui n'appartenaient pas aux États-Généraux en 1790 ; de façon que la partie de la province actuelle de Limbourg située sur la rive droite de la Meuse, et comprise entre ce fleuve à l'ouest, la frontière du territoire prussien à l'est, la fron-

tière actuelle de la province de Liège au midi, et la Gueldre hollandaise au nord, appartiendra désormais tout entière à S. M. le Roi des Pays-Bas, soit en sa qualité de Grand-Duc de Luxembourg, soit pour être réunie à la Hollande.

2° *Sur la rive gauche de la Meuse* : à partir du point le plus méridional de la province hollandaise du Brabant septentrional, il sera tiré, d'après la carte ci-jointe, une ligne qui aboutira à la Meuse au-dessous de *Wessem*, entre cet endroit et *Stevenswaardt*, au point où se touchent, sur la rive gauche de la Meuse, les frontières des arrondissements actuels de *Ruremonde* et de *Maestricht*; de manière que *Bergerot*, *Stamproy*, *Neer-Itteren*, *Ittervoord* et *Thorn*, avec leurs banlieues, ainsi que tous les autres endroits situés au nord de cette ligne, feront partie du territoire hollandais.

Les anciennes enclaves hollandaises dans la province de Limbourg sur la rive gauche de la Meuse, appartiendront à la Belgique, à l'exception de la ville de *Maestricht*, laquelle, avec un rayon de territoire de douze cents toises, à partir du glacis extérieur de la place sur la dite rive de ce fleuve, continuera d'être possédée en toute souveraineté et propriété par S. M. le Roi des Pays-Bas.

Art 5. Il sera réservé à S. M. le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, de s'entendre avec la Confédération germanique et les agnats de la maison de Nassau, sur l'application des stipulations renfermées dans les articles 3 et 4, ainsi que sur tous les arrangements que lesdits articles pourraient rendre nécessaires, soit avec les agnats ci-dessus nommés de la maison de Nassau, soit avec la Confédération germanique.

Art. 6. Moyennant les arrangements territoriaux arrêtés ci-dessus, chacune des deux parties renonce réciproquement pour jamais à toute prétention sur les territoires, villes, places et lieux situés dans les limites des possessions de l'autre partie, telles qu'elles se trouvent décrites dans les articles 1, 2 et 4.

Lesdites limites seront tracées, conformément à ces mêmes Articles, par des commissaires-démarcateurs belges et hollandais, qui se réuniront le plus tôt possible en la ville de *Maestricht*.

Art. 7. La Belgique, dans les limites indiquées aux articles 1, 2 et 4, formera un État indépendant et perpétuellement neutre. Elle sera tenue d'observer cette même neutralité envers tous les autres États.

Convention entre l'Autriche, la Grande-Bretagne, la Prusse et la Russie d'une part et la Belgique de l'autre, relative aux forteresses belges, d. d. Londres, le 14 décembre 1831.

(Extrait.)

LL. MM. l'Empereur d'Autriche, le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le Roi de Prusse et l'Empereur de toutes les Russies d'une part, et S. M. le Roi des Belges de l'autre, ayant pris en considération l'état actuel de la Belgique et les changements opérés dans la position relative de ce pays, par son indépendance politique, ainsi que par la neutralité perpétuelle qui lui est garantie, et voulant concerter les modifications que cette situation nouvelle de la Belgique rend indispensables dans le système de défense militaire qui y avait été adopté par suite des Traités et engagements de l'année 1815, ont résolu de consigner à cet égard, dans une convention particulière, une série de déterminations communes.

Art. 1^{er}. En Conséquence des changements que l'indépendance et la neutralité de la Belgique ont apportés dans la situation militaire de ce pays, ainsi que dans les moyens dont il pourra disposer pour sa défense, les hautes parties contractantes conviennent de faire démolir, parmi les places fortes élevées, réparées ou étendues dans la Belgique depuis 1813, en tout ou en partie, aux frais des cours de la Grande-Bretagne, d'Autriche, de Prusse et de Russie, celles dont l'entretien ne constituerait désormais qu'une charge inutile.

D'après ce principe, tous les ouvrages de fortification des places de Menin, Ath, Mons, Philippeville et Mariembourg¹, seront démolis dans les délais fixés par les articles ci-dessous.

Art. 2. L'artillerie, les munitions, et tous les objets qui font partie de la dotation des places fortes dont la démolition a été arrêtée dans l'article précédent, seront retirés desdites places dans le délai d'un mois à compter de la ratification de la présente convention, ou plus tôt si faire se peut, et transportés dans les places qui doivent être maintenues.

Art. 3. Dans chacune des places destinées à être démolies, il sera procédé de suite à la démolition de deux fronts, ainsi que des ouvrages

1. La forteresse de Philippeville a été élevée en 1555 par ordre de Philippe II; celle de Mariembourg en 1542 par ordre de Charles-Quint. Ces deux forteresses ont été réunies à la France par le traité des Pyrénées du 7 mars 1659 (art. 39). Elles ont été séparées de la France par le deuxième traité de Paris, du 20 novembre 1815. Elles ont été reconstruites et considérablement agrandies aux frais des Puissances alliées.

(Note de l'éditeur.)

qui se trouvent en avant de ces fronts, et des moyens d'inondation qui serviraient à les couvrir, de manière que chacune de ces places puisse être regardée comme ouverte moyennant cette démolition, qui sera effectuée dans le délai de deux mois après la ratification de la présente convention.

Quant à la démolition totale des ouvrages de fortification des places désignées ci-dessus, elle devra être terminée le 31 décembre 1833.

Art. 4. Les forteresses de la Belgique qui ne sont pas mentionnées dans l'article de la présente convention comme destinées à être démolies, seront conservées. S. M. le roi des Belges s'engage à les entretenir constamment en bon état.

Art. 5. Dans le cas où, à la suite du décompte qui sera établi, les quatre Cours (ou l'une d'elles) se trouveraient avoir à leur disposition un résidu des sommes originairement affectées au système de défense de la Belgique, ce résidu sera remis à S. M. le Roi des Belges, pour servir à l'objet auquel lesdites sommes avaient été destinées.

Art. 6. Les Cours de la Grande-Bretagne, d'Autriche, de Prusse et de Russie se réservent de s'assurer, aux termes fixés dans les articles 2 et 3, de l'exécution pleine et entière desdits articles.

Note du Gouvernement des Pays-Bas à la Diète germanique, touchant la cession d'une partie du Grand-Duché de Luxembourg à la Belgique, en date du 7 novembre 1833.

Les événements regrettables qui ont pesé sur le royaume des Pays-Bas et le Grand-Duché de Luxembourg sont trop connus, et ont été trop souvent discutés au sein de cette assemblée depuis 1830, pour qu'il soit nécessaire de les rappeler de nouveau. S. M. le Roi Grand-Duc peut cependant affirmer en âme et conscience, et il s'en rapporte à cet égard au jugement de ses contemporains et de la postérité, que, pour remplir exactement ses devoirs comme souverain et membre de la Confédération germanique, il a essayé de tous les moyens que les traités existants et les lois fédérales justifiaient, et qui pouvaient servir à conserver intacts l'autorité, la dignité et les droits tant de l'illustre Confédération que de la maison ducale de Nassau, ainsi qu'à protéger les territoires confiés à son gouvernement, et à les préserver d'atteintes injustes.

Mais si, ni de lourds sacrifices pécuniaires (les seuls que les circonstances malheureuses dans lesquelles se trouvait le Grand-Duché de Luxembourg permissent de faire), ni le courage inébranlable montré

par le fidèle peuple néerlandais dans une lutte inégale contre des forces écrasantes, ne pouvaient réaliser le but qui était en vue, Sa Majesté éprouve cependant dans sa conscience, à ce souvenir, un sentiment qui, au milieu de ces temps omineux, doit être précieux à tout souverain auquel ses devoirs de confédéré, l'honneur et la dignité de sa race sont sacrés. Dans cette situation, S. M. le Roi Grand-Duc, ne perdant jamais de vue ses obligations vis-à-vis de la Confédération, se trouve amené à déclarer à ses hauts confédérés que, pour arriver à la solution définitive des difficultés presque insurmontables qui jusqu'ici ont arrêté les négociations entamées, il pourrait peut-être se voir dans la nécessité politique de céder une partie du Grand-Duché de Luxembourg à la Belgique, de façon que la frontière belge comprendrait Athus, Arlon Messancy, Hechbus, Guirsch, Grende, Nothomb, Parrette, le long du cours de la Sure jusqu'en face de Tintange, puis engloberait, du côté de la frontière de l'arrondissement de Diekirch, Honville, Liverchamps et Loutremange, et suivrait cette frontière jusqu'à la frontière prussienne; la frontière luxembourgeoise comprendrait les localités de Rodange, Clémancy, Steinfort Eischen, Ober-Pallen, Perlé et Martelange, le long du Thalweg de la Sure, jusqu'en face de Tintange, puis Surret, Harlange, Tarchamps, Doncols, Soulez, et le long de la limite de l'arrondissement de Diekirch jusqu'à la frontière prussienne.

Fidèle aux engagements fixés par la législation fédérale, Sa Majesté s'adresse à la haute Confédération germanique avec la confiance que les illustres membres confédérés, reconnaissant la nécessité de cette cession, y consentiront, sous la réserve expresse toutefois, bien que le cours des négociations ne permette pas d'incorporer au territoire confédéré un autre territoire à titre de compensation pour la partie du Luxembourg qui doit être cédée, que la partie restante du Luxembourg conserverait, sans restriction aucune, tous ses droits dans la confédération, et que ces droits continueraient à appartenir au nouveau Grand-Duché et à ses souverains dans la même mesure qu'ils appartaient au Grand-Duché entier. D'un autre côté, le Roi Grand-Duc s'engage à remplir toutes les obligations fédérales et les prestations de toute espèce qui pesaient sur le Grand-Duché non divisé, de telle sorte cependant que les charges incombant à la partie restante du Luxembourg ne soient pas plus considérables que celles qu'il eût eu à acquitter proportionnellement à son étendue; Sa Majesté promettant d'ailleurs de combler par d'autres combinaisons, qui seront l'objet d'une discussion ultérieure, la différence devant résulter de la cession.

Note adressée par le comte de Grünne, ministre des Pays-Bas près la Cour de Nassau, au Gouvernement de Nassau relativement à la cession d'une partie du Grand-Duché de Luxembourg à la Belgique, du 7 novembre 1833.

Conformément aux instructions qu'il a reçues de son gouvernement, l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. le Roi des Pays-Bas Grand-Duc de Luxembourg, a l'honneur de faire connaître à S. E. M. le Ministre d'État, baron de Marschall de Biebersstein, ce qui suit : Les événements regrettables qui se sont produits dans le royaume des Pays-Bas et dans le Grand-Duché de Luxembourg ont eu pour conséquence des difficultés générales. Pour arriver à une solution définitive, le Roi Grand-Duc pourra se trouver dans la nécessité politique de céder une partie du Grand-Duché à la Belgique, de façon que la frontière comprendrait d'une part Athus, Arlon, Messancy, Heebus, Guirsch, Grende, Nothomb, Parette, le long du cours de la Sure jusqu'en face de Tintange, puis engloberait, du côté de la frontière de l'arrondissement de Diekirch, Honville, Liverchamps et Lou-tremange, et suivrait la frontière de cet arrondissement jusqu'à la frontière prussienne, d'une part, et comprendrait de l'autre les localités de Rodange, Clémency, Steinfort, Eischen, Ober-Pallen, Perlé et Martelange, le long du Thalweg de la Sure, jusqu'en face de Tintange, puis Surret, Harlange, Tarchamps, Doncols, Soulez et la frontière de l'arrondissement de Diekirch jusqu'à la frontière prussienne.

Fidèle aux engagements fixés par le pacte de famille renouvelé en 1783, Sa Majesté s'adresse en conséquence aux illustres agnats de la maison de Nassau, à S. A. le Duc Souverain, et à S. A. le Prince Frédéric-Guillaume de Nassau, persuadée que Leurs Altesses, reconnaissant la nécessité de la susdite cession, y donneront leur assentiment, et appuieront les ouvertures que Sa Majesté se trouve dans le cas de faire à la Diète Fédérale, afin que celle-ci donne également son approbation éventuelle à cette cession, sous la réserve expresse, toutefois (bien que le résultat des négociations ne permette pas d'incorporer au territoire confédéré un autre territoire en échange de la partie du Luxembourg qui doit être cédée), que la partie restante du Luxembourg conservera, sans restriction aucune, tous ses droits dans la Confédération germanique, et que ces droits continueront à appartenir au nouveau Grand-Duché et à ses souverains présents et futurs dans la même mesure et étendue qu'ils appartenaient au Grand-Duché entier. De son côté, le Roi Grand-Duc s'engage à remplir toutes les obligations fédérales et les prestations de toute sorte qui incom-

baient au Grand-Duché non divisé, de telle façon cependant que les charges pesant sur la partie restante du Grand-Duché ne soient pas plus considérable que celles qu'il eût eu à acquitter proportionnellement, Sa Majesté promettant de combler par d'autres combinaisons, qui feront l'objet d'une discussion ultérieure, la différence devant résulter de la cession.

Le soussigné prie S. Exc. le Ministre d'État dirigeant de vouloir bien porter la présente communication à la connaissance des illustres agnats de Sa Majesté, à S. A. le Duc Souverain et à S. A. le Prince Frédéric-Guillaume de Nassau, et l'informer, aussitôt que possible, de la décision prise à cet égard par Leurs Altesses.

**Extrait du protocole de la 48^{me} séance de la Diète germanique
du 15 novembre 1833.**

Résolution. 1). La déclaration faite dans la séance de ce jour à la Diète Germanique par le représentant de S. M. le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, sera communiquée aux Hauts Gouvernements.

2) Le Représentant Royal Grand-Ducal près la Diète est invité à faire connaître à son gouvernement que la Diète désire recevoir le plus promptement possible de nouvelles explications et ouvertures sur les questions de savoir *a*) si, sous la ligne frontière indiquée dans la déclaration de ce soir, on entend la ligne frontière fixée par l'acte séparé accompagné d'une carte géographique, qui a été signé le 15 octobre 1831 par la Conférence de Londres. *b*) Quels sont les motifs sur lesquels s'appuie la déclaration du Gouvernement Royal Grand-Ducal lorsqu'elle dit que le cours des négociations ne permettait pas d'incorporer à la Confédération Germanique un autre territoire en échange de la partie du Luxembourg qui doit être cédée. *c*) De quelle manière la différence résultant de la cession partielle du Grand-Duché, en ce qui touche les obligations et les prestations vis-à-vis de la Diète, sera comblée par S. M. le Grand-Duc, et *d*) jusqu'à quel point S. M. le Roi Grand-Duc s'est assuré de l'assentiment des agnats de la maison de Nassau à cette modification.

3) La Diète se réserve, après avoir reçu ces explications, d'inviter le Comité Fédéral pour les affaires militaires à examiner et à discuter, conformément aux instructions de la Diète données les 9 et 29 septembre 1831 (Protocoles des 29^e et 32^e séances), touchant la ligne de défense de la Confédération, si, par la cession projetée, cette ligne de défense ne serait pas modifiée à son préjudice.

Deuxième note adressée à la Diète germanique par le représentant du Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, en date de janvier 1834.

Par suite de la décision prise dans la 48^e séance, le Représentant néerlandais a reçu de son gouvernement l'ordre de faire la déclaration complémentaire suivante, qui se rapporte aux questions posées par la Diète.

ad 2. a. Les frontières indiquées dans la première déclaration sont celles qui ont été admises et fixées dans les derniers pourparlers de la Conférence de Londres.

ad b. En chargeant son Représentant de faire précéder la déclaration d'un court exposé de la situation, Sa Majesté croyait pouvoir éviter la tâche désagréable de revenir sur des circonstances qui ont conduit les Conférences de Londres à consacrer nécessairement, et sans compensation, une perte de territoire tant pour le Roi Grand-Duc que pour la Confédération germanique.

Sa Majesté a la conscience d'avoir tout fait pour écarter cette éventualité. Elle a à plusieurs reprises et instamment invoqué le secours de la Confédération germanique et, lorsque la Diète en délibéra et invita le Roi Grand-Duc à prendre de son côté des mesures provisoires, Sa Majesté satisfait complètement à cette demande en dépensant des sommes considérables dans ce but. Avant que l'émeute eût acquis une grande extension et lorsqu'elle n'était soutenue que par les efforts de fonctionnaires infidèles et de chercheurs de fortune, Sa Majesté ordonna la formation d'un corps de troupes auquel il eût été facile alors de tenir en échec et de disperser les fauteurs de l'émeute. Une résolution de la Diète empêcha l'exécution de ce projet. Par la voie des négociations, Sa Majesté a également toujours cherché à écarter la question du Luxembourg des délibérations de la Conférence de Londres, et dans le cas où cependant cette question eût dû être traitée incidemment dans le cours de la Conférence, d'en réserver la discussion exclusivement à la Diète. Ces efforts furent d'abord couronnés de succès auprès de la Conférence de Londres, qui ne s'arrogea pas le droit de décider du sort du Luxembourg, et qui, après avoir reçu, le 18 décembre 1830, de la Diète des ouvertures à ce sujet, exclut, de ses discussions, aux termes du protocole n° 7 du 20 décembre 1830, l'examen des droits de Sa Majesté et de la Confédération germanique, sur le Luxembourg. Elle confirma cette manière de voir dans le onzième protocole du 20 janvier 1831 et dans l'annexe au protocole 12 du 27 janvier suivant, lequel fut accepté par Sa Majesté

comme base des négociations ultérieures. La Diète germanique avait reconnu dans les ouvertures susmentionnées l'obligation qui lui incombait de secourir Sa Majesté contre l'émeute, et la Conférence ne s'y était non-seulement pas opposée mais avait fait déclarer aux agents du soulèvement à Bruxelles par ses commissaires, que l'intervention de la Confédération germanique ne serait nullement envisagée par elle comme un fait d'immixtion étrangère. Mais lorsque à la suite de sa résolution du 5 février 1831, la Diète demanda à la Conférence de Londres quelles mesures cette dernière avait cru devoir prendre pour étouffer la révolte, elle parut reconnaître par cela même à la conférence, en ce qui touche les affaires du Grand-Duché de Luxembourg, un droit et des attributions que Sa Majesté avait toujours cherché à lui dénier. Si, après tout cela, et après que le soin de prendre les mesures ultérieures avait été en quelque sorte abandonné à la Conférence de Londres seule, il ne fut plus possible à Sa Majesté de réaliser un échange de territoire qui eût déjà été en lui-même la conséquence d'une triste nécessité, si, abandonnée de toutes parts et sans appui, elle devait maintenant consentir à des sacrifices et supporter des pertes sensibles pour la Confédération germanique, mais encore plus douloureuses pour Sa Majesté et ses sujets, Sa Majesté croit qu'en rappelant ces pénibles circonstances, elle répond complètement à la question posée par la Diète. Sa Majesté ne doute pas que l'Assemblée fédérale trouvera les faits exposés ci-dessus ainsi que toutes les explications ultérieures qu'elle pourrait désirer dans les rapports des plénipotentiaires germaniques à la Conférence de Londres.

Ad. c. Relativement à cette question, Sa Majesté peut déclarer dès à présent qu'elle a l'intention de couvrir par une subvention attribuée au Grand-Duché, la différence qu'entraînerait une cession partielle du Grand-Duché. Mais comme les négociations à cet égard n'ont pu être encore closes, Sa Majesté se réserve d'en aviser ultérieurement la Diète, et a lieu de penser que la Diète se contentera de l'assurance solennelle, déjà donnée par Sa Majesté.

Enfin *Ad. c.* le Représentant néerlandais est autorisé à faire connaître que les démarches nécessaires pour s'assurer de l'assentiment des illustres agnats de la maison de Nassau ont été faites. Dans tous les cas cependant Sa Majesté le Roi Grand-Duc n'a adressé ces ouvertures à la Diète que dans la supposition que cet assentiment qu'il considère comme indispensable pour valider toute modification de territoire du Grand-Duché, sera donné.

Réponse du Gouvernement ducal de Nassau à la note du comte de Grünne ministre des Pays-Bas et de Luxembourg près de la Diète germanique, en date du 16 janvier 1834.

Par suite de la maladie de S. Exc. le Ministre, Président du Conseil, M. de Marschall, le soussigné, directeur ministériel, a été chargé de répondre ce qui suit à la note que S. Exc. M. le Comte de Grünne, envoyé extraordinaire près de la Diète, et Ministre plénipotentiaire de S. M. le Roi des Pays-Has, Grand-Duc de Luxembourg près de la Cour de Nassau, a adressée le 7 novembre dernier à cette cour. Le soussigné prend la liberté de faire remarquer en même temps que la réponse n'a pas été transmise plus tôt, parce que conformément au désir exprimé dans cette note, l'assentiment de S. A. le prince Frédéric de Nassau qui se trouvait en Italie, avait dû être d'abord obtenu. Les liens intimes de parenté qui lient ensemble les deux lignes de la maison de Nassau, et les sentiments personnels dont S. A. le Duc mon gracieux maître, a toujours été animé à l'égard de S. M. le Roi n'ont pu qu'augmenter encore l'intérêt que Son Altesse a pris aux événements regrettables auxquels le royaume des Pays-Bas a été exposé dans ces dernières années. L'attitude digne et résolue opposée par Sa Majesté à une série de complications malheureuses, et la revendication ferme des droits de la maison, ont encore fortifié, si c'était possible, le dévouement de Son Altesse ducal et l'ont affermie dans le dessein de soutenir de tout son pouvoir les intentions bienveillantes de Sa Majesté. Son Altesse croyait être d'autant mieux à même de le faire, que les droits de l'ensemble de la maison de Nassau sur le Grand-Duché de Luxembourg et l'arrangement successorial de 1783 ainsi que son application à cette maison, suivant l'article 71 de l'acte du Congrès de Vienne, ont été formellement reconnus dans tous les actes par les puissances réunies à la Conférence de Londres et que Sa Majesté elle-même, tant au sein de la dite Conférence, que près de la Diète, a réservé dès le commencement le consentement des agnats en ce qui touche toute modification territoriale du Grand-Duché de Luxembourg. De même que Sa Majesté a aussi donné la preuve répétée de son respect pour les disparitions consacrées par le pacte de famille, et a fait dernièrement encore déclarer expressément au sein de la Diète, qu'elle n'a adressé ces ouvertures à la Diète que dans la supposition que cet assentiment dont Sa Majesté ne croit pouvoir se passer pour la validité de toute modification territoriale du Grand-Duché, sera donné par les agnats de la maison de Nassau; que Sa Majesté veut voir appliquer dans leur plus large acception au Luxembourg les

conditions établies par l'arrangement successorial de 1783 dans ses articles 3 et 4 touchant la communauté de la propriété territoriale et dans son article 9, touchant la propriété civile de toutes les vieilles possessions héréditaires, et les nouvelles acquisitions; — de même Son Altesse Ducale se sent vivement sollicitée de respecter de son côté les mêmes dispositions successoriales et Elle croit être d'autant mieux assurée de la légitimité de sa manière d'agir que l'on se convaincra de plus en plus que, dans le cas présent, il ne s'agit pas d'un avantage ou d'un préjudice pour les membres actuellement existants de la maison de Nassau, mais seulement de l'accomplissement vis-à-vis des descendants d'obligations que les ancêtres ont transmis à la maison Ducale. C'est pourquoi Son Altesse a vu avec le plus vif regret par la teneur de la note de Son Excellence du 7 novembre de l'année dernière, que la base jusqu'ici proposée avait été complètement modifiée et qu'Elle était ainsi empêchée de réaliser ses intentions. En effet, tandis que la Conférence de Londres fidèle à la déclaration qu'elle avait faite le 30 décembre 1830, que la Belgique n'avait aucune prétention à élever sur le Grand-Duché de Luxembourg, a fixé dans l'acte réparatoire du 15 octobre 1831, dans lequel est proposée pour la 1^{re} fois la cession de la partie wallonne du Luxembourg, une compensation territoriale à prendre dans le Limbourg; tandis que dans les contre-propositions néerlandaises du 30 juin 1832, cette même acquisition territoriale a été réclamée après la mention de la cession susdite, et que depuis, rien n'est survenu qui pût laisser supposer que Sa Majesté n'obtiendrait point cette compensation dans le Limbourg, Son Altesse a été extrêmement surprise de la déclaration inattendue faite dans la note du 7 novembre, que le cours des négociations ne permettait pas d'incorporer à la Confédération germanique en échange de la partie du Luxembourg qui doit être cédée, un autre territoire auquel seraient applicables les dispositions de l'arrangement successorial de 1783. Par là cette question a pris une tournure toute nouvelle en ce sens qu'il ne s'agit plus pour la maison de Nassau et en particulier pour la ligne Walramienne de cette maison d'un simple changement de possession, mais de la cession véritable d'une partie notable des possessions communes de la maison. Il est vrai que l'arrangement successorial précité, autorise par son article 12, sous la réserve de l'assentiment des agnats, l'échange et même la vente de parties de territoires, pourvu que d'autres territoires égaux en valeur et importance fussent acquis en compensation, mais l'article 10 prohibe expressément la cession sans compensation, au point qu'elle ne saurait avoir lieu même avec *l'assentiment des agnats*. Cet article porte : Si cela arrivait (c'est-à-dire une cession sans compensation) par extraordinaire, secrètement ou ouvertement, cet acte n'aurait aucune valeur et sera

nul et sans effet en vertu du présent arrangement, et non obligatoire même vis-à-vis des futurs successeurs, qu'ils soient les fils, frères ou agnats du souverain cédant ou consentant, et le prochain successeur, ou, dans le cas où il négligerait de le faire, tout successeur, pourra en tout temps, car aucune prescription ne saurait être acquise à cet acte arbitraire, s'opposer à cette cession, et ne fera qu'user ainsi d'un droit solennellement établi. » Le cas présent est en conséquence expressément prévu dans les lois qui régissent la maison de Nassau et Son Altesse Ducale se trouverait, si la demande de son consentement comme agnat lui était effectivement ultérieurement adressée, dans la situation pénible de voir ses sentiments amicaux vis-à-vis de S. M. le Roi des Pays-Bas, en opposition directe avec le pacte de famille. Le point de vue auquel se place la ligne walramienne peut sans doute différer de celui de Son Altesse : elle conserve non-seulement sans amoindrissement tous ses droits éventuels de succession sur l'ensemble des possessions de la ligne walramienne, mais encore elle trouverait, puisque tant qu'elle durera elle régnera sur le Royaume des Pays-Bas, dans le Limbourg, une compensation pour la partie cédée du Luxembourg. Mais la ligne walramienne, si la continuation de son existence est dans les desseins de la Providence, ne succéderait qu'à la partie restante du Grand-Duché et n'acquerrait pas la partie du Limbourg donnée en échange. En présence de ces considérations, S. Exc. M. le comte de Grünne voudra bien admettre que dans le cas où le consentement des agnats pour la cession d'une partie du Luxembourg dans la forme et suivant les conditions indiquées par la note du 7 novembre, c'est-à-dire sans compensation, devait être demandé, Son Altesse Ducale, se trouverait dans la situation douloureuse mais inévitable, d'agir d'après les prescriptions du pacte de famille, qu'elle ne saurait jamais se prêter comme agnat à un acte qui, ainsi qu'il a été dit plus haut, aurait le caractère d'une illégitimité complète et étant sans valeur, manquerait son but.

En renouvelant par ordre la même déclaration au nom de S. A. le prince Frédéric de Nassau, le soussigné saisit cette occasion, etc. etc.

Signé : MAGDEBOURG.

Wiesbaden, le 16 janvier 1834.

Traité fait et signé à Londres le 19 avril 1839, entre la Belgique et la Hollande, relatif à la séparation de leurs territoires respectifs.

(Extrait.)

Art. I. Le territoire belge se composera des provinces de Brabant méridional, Liège, Namur, Hainaut, Flandre occidentale, Flandre orientale, Anvers et Limbourg, telles qu'elles ont fait partie du Royaume-Uni des Pays-Bas constitué en 1815, à l'exception des districts de la province de Limbourg désignés à l'article IV.

Le territoire belge comprendra, en outre, la partie du Grand-Duché du Luxembourg indiquée dans l'article II.

Art. II. Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, consent à ce que, dans le Grand-Duché de Luxembourg, les limites du territoire belge soient telles qu'elles vont être décrites ci-dessous :

A partir de la frontière de France entre Rodange, qui restera au Grand-Duché de Luxembourg, et Athus, qui appartiendra à la Belgique, il sera tiré, d'après la carte ci-jointe, une ligne qui, laissant à la Belgique la route d'Arlon et Longwy, la ville d'Arlon avec sa banlieue, et la route d'Arlon à Bastogne, passera entre Messancy, qui sera sur le territoire belge, et Clémency, qui restera au Grand-Duché de Luxembourg, pour aboutir à Steinfort, lequel endroit restera également au Grand-Duché. De Steinfort, cette ligne sera prolongée, dans la direction d'Eischen; de Hechbus, Guirsch, Ober-Pallen, Grende, Nothomb, Parette et Perlé, jusqu'à Martelange : Hechbus, Guirsch, Grende, Nothomb et Parette, devant appartenir à la Belgique; et Eischen, Ober-Pallen, Perlé et Martelange au Grand-Duché. De Martelange ladite ligne descendra le cours de la Sure, dont le Thalweg servira de limite entre les deux États, jusque vis-à-vis Tintange, où elle sera prolongée aussi directement que possible vers la frontière actuelle de l'arrondissement de Diekirch, et passera entre Surret, Harlange, Tarchamps, qu'elle laissera au Grand-Duché de Luxembourg, et Honville, Liverchamps et Loutremange, qui feront partie du territoire belge; atteignant ensuite aux environs de Doncols et de Soulez, qui resteront au Grand-Duché, la frontière actuelle de l'arrondissement de Diekirch, la ligne en question suivra ladite frontière jusqu'à celle du territoire prussien. Tous les territoires, villes, places et lieux situés à l'ouest de cette ligne, appartiendront à la Belgique, et tous les territoires, villes, places et lieux situés à l'est de cette même ligne, continueront d'appartenir au Grand-Duché de Luxembourg.

Il est entendu qu'en traçant cette ligne, et en se conformant autant que possible à la description qui en a été faite ci-dessus, ainsi qu'aux indications de la carte jointe, pour plus de clarté, au présent article, les commissaires-démarcateurs dont il est fait mention dans l'article VI, auront égard aux localités ainsi qu'aux convenances qui pourront en résulter mutuellement.

Art. III. Pour les cessions faites dans l'article précédent, il sera assigné à S. M. le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, une indemnité territoriale dans la province de Limbourg.

Art. IV. En exécution de la partie de l'article I relative à la province de Limbourg, et par suite des cessions que S. M. le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, fait dans l'article II, Sa dite Majesté possédera, soit en qualité de Grand-Duc de Luxembourg, soit pour être réunis à la Hollande, les territoires dont les limites sont indiquées ci-dessous :

1° Sur la rive droite de la Meuse : aux anciennes enclaves hollandaises sur ladite rive, dans la province de Limbourg, seront joints les districts de cette même province, sur cette même rive, qui n'appartenaient pas aux États-Généraux en 1790, de façon que la partie de la province actuelle de Limbourg, située sur la rive droite de la Meuse et comprise entre ce fleuve à l'ouest, la frontière du territoire prussien à l'est, la frontière actuelle de la province de Liège au midi, et la Gueldre hollandaise au nord, appartiendra désormais tout entière à S. M. le Roi des Pays-Bas, soit en sa qualité de Grand-Duc de Luxembourg, soit pour être réunie à la Hollande ;

2° Sur la rive gauche de la Meuse : à partir du point le plus méridional de la province hollandaise du Brabant septentrional, il sera tiré, d'après la carte ci-jointe, une ligne qui aboutira à la Meuse au-dessous de Wessem, entre cet endroit et Stevenswaardt, au point où se touchent, sur la rive gauche de la Meuse, les frontières des arrondissements actuels de Ruremonde et de Maestricht, de manière que Bergerot, Stamproy, Neer Itteren, Ittervoordt et Thorn, avec leurs banlieues, ainsi que tous les endroits autres situés au nord de cette ligne, feront partie du territoire hollandais.

Les anciennes enclaves hollandaises dans la province de Limbourg, sur la rive gauche de la Meuse, appartiendront à la Belgique, à l'exception de la ville de Maestricht, laquelle, avec un rayon de territoire de douze cents toises, à partir du glacis extérieur de la place sur ladite rive de ce fleuve, continuera d'être possédée en toute souveraineté et propriété par S. M. le Roi des Pays-Bas.

Art. V. S. M. le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, s'entendra avec la Confédération germanique et les agnats de la maison de Nassau, sur l'application des stipulations renfermées dans

les articles III et IV, ainsi que sur tous les arrangements que lesdits articles pourraient rendre nécessaires, soit avec les agnats ci-dessus nommés de la maison de Nassau; soit avec la Confédération germanique.

Art. VI. Moyennant les arrangements territoriaux arrêtés ci-dessus, chacune des deux parties renonce réciproquement pour jamais à toute prétention sur les territoires, villes, places et lieux situés dans les limites des possessions de l'autre partie, telles qu'elles se trouvent décrites dans les articles I, II et IV.

Lesdites limites seront tracées, conformément à ces mêmes articles, par des commissaires-démarcateurs belges et hollandais, qui se réuniront le plus tôt possible en la ville de Maestricht.

Art. VII. La Belgique, dans les limites indiquées aux articles I, II et IV, formera un État indépendant et perpétuellement neutre.

Elle sera tenue d'observer cette même neutralité envers tous les autres États.

Acte d'accession de l'Autriche et de la Prusse, au nom de la Confédération germanique, aux dispositions concernant le Grand-Duché de Luxembourg, contenues dans les traités conclus le 19 avril 1839 entre les cinq grandes Puissances et le roi des Pays-Bas, entre la Belgique et les Pays-Bas et entre les dites cinq Puissances et la Belgique. Fait et signé à Londres, le 19 avril 1839.

(Publication officielle faite à Bruxelles.)

Les plénipotentiaires des cours de Belgique, d'Autriche, de France, de Grande-Bretagne, des Pays-Bas, de Prusse et de Russie, ayant signé aujourd'hui les traités conclus entre les cinq cours et Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, entre Leurs Majestés le Roi des Belges et le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, et entre les cinq cours et Sa Majesté le Roi des Belges, les plénipotentiaires ont jugé à propos que les plénipotentiaires d'Autriche et de Prusse, munis des pleins pouvoirs de la diète de la Confédération germanique, fussent invités à accéder, au nom de ladite Confédération, aux dispositions concernant le Grand-Duché de Luxembourg, contenues dans les traités susdits.

En conséquence, les plénipotentiaires d'Autriche et de Prusse, représentant la diète, en vertu des susdits pleins pouvoirs déclarent que la Confédération germanique accède formellement aux arrangements territoriaux concernant le Grand-Duché de Luxembourg, contenus

dans les articles 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7 de l'annexe des traités conclus, en ce jour, entre les cinq cours et S. M. le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, et entre les cinq cours et S. M. le Roi des Belges, ainsi que dans les articles correspondants du traité signé en même temps entre S. M. le Roi des Belges et S. M. le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg. — Et ils prennent envers les cours de Belgique, d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, des Pays-Bas, de Prusse, de Russie, au nom de la Confédération germanique, l'engagement que celle-ci se conformera en tout aux stipulations renfermées dans lesdits articles, dont la teneur suit mot à mot, en tant qu'elles peuvent concerner la Confédération germanique.

Art. 1^{er}. Le territoire belge se composera des provinces de : Brabant méridional, Liège, Namur, Hainaut, Flandre occidentale, Flandre orientale, Anvers et Limbourg, telles qu'elles ont fait partie du royaume des Pays-Bas constitué en 1815, à l'exception des districts de la province de Limbourg désignés dans l'article 4.

Le territoire belge comprendra, en outre, la partie du Grand-Duché de Luxembourg indiquée dans l'article 2.

Art. 2. Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, consent à ce que, dans le Grand-Duché de Luxembourg, les limites du territoire belge soient telles qu'elles vont être décrites ci-dessous :

A partir de la frontière de France entre Rodange, qui restera au Grand-Duché de Luxembourg, et Athus, qui appartiendra à la Belgique, il sera tiré, d'après la carte ci-jointe, une ligne qui, laissant à la Belgique la route d'Arlon à Longwy, la ville d'Arlon avec sa banlieue et la route d'Arlon à Bastogne, passera entre Messancy, qui sera sur le territoire belge, et Clémency, qui restera au Grand-Duché de Luxembourg, pour aboutir à Steinfort, lequel endroit restera également au Grand-Duché. De Steinfort, cette ligne sera prolongée, dans la direction d'Eischen, de Heebus, Guirsch, Ober-Pallen, Grende, Nothomb, Parette et Perlé jusqu'à Martelange : Heebus, Guirsch, Nothomb et Parette devant appartenir à la Belgique; et Eischen; Ober-Pallen, Perlé et Martelange au Grand-Duché. De Martelange, ladite ligne descendra le cours de la Sure, dont le Thalweg servira de limite entre les deux États, jusque vis-à-vis Tintange, d'où elle sera prolongée, aussi directement que possible, vers la frontière actuelle de l'arrondissement de Diekirch, et passera entre Surret, Harlange, Tarchamps, qu'elle laissera au Grand-Duché de Luxembourg, et Honville, Livarchamps et Loutremange qui feront partie du territoire belge; atteignant ensuite, aux environs de Doncols et de Soulez, qui resteront au Grand-Duché, la frontière actuelle de l'arrondissement de Diekirch, la ligne en question suivra ladite frontière jusqu'à celle

du territoire prussien. Tous les territoires, villes, places et lieux situés à l'ouest de cette ligne, appartiendront à la Belgique ; et tous les territoires, villes, places et lieux situés à l'est de cette ligne, continueront d'appartenir au Grand-Duché de Luxembourg.

Il est entendu qu'en traçant cette ligne, et en se conformant autant que possible à la description qui en a été faite ci-dessus, ainsi qu'aux indications de la carte jointe, pour plus de clarté, au présent article, les commissaires démarcateurs dont il est fait mention dans l'art. 6 auront égard aux localités, ainsi qu'aux convenances qui pourront en résulter mutuellement.

Art. 3. Pour les cessions faites dans l'article précédent, il sera assigné à S. M. le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, une indemnité territoriale dans la province de Limbourg.

Art. 4. En exécution de la partie de l'art. 1^{er} relative à la province de Limbourg, et par suite des cessions que S. M. le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, fait dans l'art. 2, Sa dite Majesté possédera, soit en sa qualité de Grand-Duc de Luxembourg, soit pour être réunis à la Hollande, les territoires dont les limites sont indiquées ci-dessous :

1° Sur la rive droite de la Meuse, aux anciennes enclaves hollandaises, sur ladite rive dans la province de Limbourg, seront joints les districts de cette même province, sur cette même rive, qui n'appartenaient pas aux États-Généraux en 1790, de façon que la partie de la province actuelle de Limbourg, située sur la rive droite de la Meuse et comprise entre ce fleuve à l'ouest, la frontière du territoire prussien à l'est, la frontière actuelle de la province de Liège au midi, et la Gueldre hollandaise au nord, appartiendra désormais tout entière à Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, soit en sa qualité de Grand-Duc de Luxembourg soit pour être réunie à la Hollande.

2° Sur la rive gauche de la Meuse : à partir du point le plus méridional de la province hollandaise du Brabant septentrional, il sera tiré, d'après la carte ci-jointe, une ligne qui aboutira à la Meuse au-dessus de Wessen, entre cet endroit et Stevenswaardt, au point où se touchent, sur la rive gauche de la Meuse, les frontières des arrondissements actuels de Ruremonde et de Maestricht, de manière que Bergerot, Stamproy, Neer-Itteren, Ittervoordt et Thorn, avec leurs banlieues, ainsi que tous les autres endroits situés au nord de cette ligne, feront partie du territoire hollandais.

Les anciennes enclaves hollandaises dans la province de Limbourg, sur la rive gauche de la Meuse, appartiendront à la Belgique, à l'exception de la ville de Maestricht, laquelle, avec un rayon de territoire de 1200 toises, à partir du glacis extérieur de la place sur ladite rive

de ce fleuve, continuera d'être possédée en toute souveraineté et propriété par S. M. le Roi des Pays-Bas.

Art. 5. S. M. le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, s'entendra avec la Confédération germanique et les agnats de la maison de Nassau sur l'application des stipulations renfermées dans les art. 3 et 4, ainsi que sur tous les arrangements que lesdits articles pourraient rendre nécessaires, soit avec les agnats ci-dessus nommés de la maison de Nassau, soit avec la Confédération germanique.

Art. 6. Moyennant les arrangements territoriaux arrêtés ci-dessus, chacune des deux parties renonce réciproquement, pour jamais, à toute prétention sur les territoires, villes, places et lieux situés dans les limites des possessions de l'autre partie, telles qu'elles se trouvent décrites dans les articles 1, 2 et 4.

Lesdites limites seront tracées conformément à ces mêmes articles, par des commissaires démarcateurs *belges et hollandais* qui se réuniront le plus tôt possible en la ville de Maestricht.

Art. 7. La Belgique, dans les limites indiquées aux articles 1, 2 et 4, formera un État indépendant et perpétuellement neutre.

Elle sera tenue d'observer cette même neutralité envers tous les autres États.

Les Plénipotentiaires de la Belgique, d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, des Pays-Bas, de Prusse et de Russie, en vertu de leurs pleins pouvoirs, acceptent formellement, au nom de leurs cours respectives, ladite accession de la part de la Confédération germanique.

Le présent acte d'accession sera ratifié par les cours de Belgique, d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, des Pays-Bas, de Prusse et de Russie, ainsi que par la Confédération germanique, moyennant un arrêté de la diète, dont expédition sera faite au nombre des copies nécessaires. Et les actes de ratification respectifs seront échangés à Londres dans l'espace de six semaines, à dater de ce jour, ou plus tôt, si faire se peut, et en même temps que se fera l'échange des ratifications des trois traités susdits.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent acte d'accession, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Londres, le 19 avril de l'an de grâce 1839.

(L. S.) SYLVAIN VAN DE WEYER.

(L. S.) SENFFT.

(L. S.) BULOW.

(L. S.) SENFFT. — SEBASTIANI. — PALMERSTON. —
DEDEL. — BULOW. — POZZO DI BORGIO.

**Protocole public de la 7^e séance de la Diète germanique,
du 11 mai 1839.**

Question territoriale du Grand-Duché de Luxembourg, et traités signés à Londres
le 19 avril 1839.

L'Envoyé de Sa Majesté I. et R. Ap., président de la Diète, comte de Münch-Bellinghausen, annonce que l'envoyé de S. M. le Roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, ainsi que les légations d'Autriche et de Prusse feront des communications relativement à la question territoriale du grand-duché du Luxembourg et aux traités y relatifs signés à Londres.

Les Pays-Bas pour le grand-duché de Luxembourg. Conformément à l'ordre qu'il en a reçu, l'envoyé a l'honneur de présenter à la sérénissime Diète une copie du traité signé à Londres, le 19 avril de cette année, par les plénipotentiaires du Roi grand-duc d'une part et par le plénipotentiaire belge d'autre part, et d'exprimer en même temps au nom du Roi son maître, le désir de voir la haute Diète procéder maintenant à la ratification de l'acte d'accession qui a été signé à Londres le 19 avril par les plénipotentiaires de la Confédération, de même que par celui des Pays-Bas et ceux des cinq puissances, la France, la Grande-Bretagne, l'Autriche, la Prusse et la Russie, ainsi que par le plénipotentiaire de la Belgique.

Autriche et Prusse. Les envoyés d'Autriche et de Prusse sont chargés par leurs cours respectives de remettre à la Diète l'acte rédigé à Londres le 19 avril, par lequel :

D'une part, les plénipotentiaires de ces cours près la Conférence de Londres, en leur qualité de plénipotentiaires de la haute Confédération germanique, ont déclaré que ladite Confédération accède aux articles de l'acte de séparation du 15 octobre 1831 relatifs aux rapports territoriaux du royaume de Belgique et à la neutralité perpétuelle de cet État, en tant que ces articles concernent les droits de la Confédération, et par lequel :

D'autre part, les plénipotentiaires d'Autriche, de Belgique, de France, de la Grande-Bretagne, des Pays-Bas, de Prusse et de la Russie ont déclaré accepter cette accession de la Diète, au nom des sept dites cours qui sont les parties contractantes des traités conclus le jour précité.

Les envoyés d'Autriche et de Prusse ont en même temps, au nom de leurs cours, l'honneur de remettre à la haute Diète les copies légalisées de ces traités, savoir : de celui qui a été conclu le 17 avril, entre l'Autriche, la France, la Grande-Bretagne, la Prusse et la Russie, d'une

part, et les Pays-Bas, d'autre part; ensuite de celui qui a été conclu entre les cinq puissances susdites, d'une part, et la Belgique, d'autre part; en ajoutant que les 24 articles qui sont annexés à ces deux traités ont aussi été signés, sous la même date et dans la forme des traités, par les plénipotentiaires des Pays-Bas et de Belgique.

De plus les envoyés sont chargés de proposer que la haute Diète veuille prendre une résolution par laquelle elle approuve l'accession aux articles en question du traité de Londres, déclarée par les plénipotentiaires de leurs cours respectives au nom de la haute Diète, et par laquelle il soit pourvu à l'expédition des ratifications, en due forme, pour que l'échange en puisse avoir lieu à Londres.

Cet échange devant se faire dans six semaines à partir du 19 avril, par conséquent le 31 mai, les envoyés sont chargés de faire observer qu'il serait à désirer que les résolutions prises à ce sujet par la haute Diète fussent expédiées à Londres sans délai.

MM. les envoyés d'Autriche et de Prusse, ayant ensuite exprimé la reconnaissance de leurs cours pour la confiance honorable que leur avait témoignée la Confédération en les chargeant des négociations qui ont eu lieu à Londres, et ayant rendu un compte détaillé de l'accomplissement de leur mission,

Le Président, par suite de la déclaration faite par S. M. le Roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, et par suite des documents présentés par l'Autriche et la Russie, a proposé une résolution qui serait ainsi conçue :

1. La Confédération germanique ayant pris connaissance de l'acte, signé à Londres le 19 avril dernier, avec la participation des plénipotentiaires d'Autriche et de Prusse, munis des pleins pouvoirs de la Confédération en agissant en son nom, acte dont la teneur suit mot à mot :

(Suit l'acte d'accession.)

approuve cet acte d'accession et le ratifie par les présentes.

2. En conséquence les actes de ratifications de la Confédération seront expédiés et signés en nombre suffisant. La légation présidiale de S. M. l'Empereur d'Autriche est invitée à envoyer ces actes à Londres, pour y être échangés dans le terme fixé par le traité contre les actes de ratification de l'Autriche, de la Belgique, de la France, de la Grande-Bretagne, des Pays-Bas, de la Prusse et de la Russie.

3. L'original de l'acte d'accession, ainsi que les copies légalisées des traités signés à Londres, présentés à la Diète, seront déposés dans les archives de la Diète.

4. L'envoyé de S. M. le Roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, est prié, en réponse à sa communication d'aujourd'hui, de porter à la

connaissance de Sa Majesté le présent arrêté, et d'ajouter que la Diète s'attend à ce que Sa Majesté, par suite de la décision de la Diète, du 15 juin 1838, lui fera parvenir, tout en ayant égard aux droits intacts des agnats de la maison de Nassau, les ouvertures qui restent encore à faire relativement à la fixation des territoires à réunir à celui de la Confédération en compensation de la partie cédée du Luxembourg.

En suite de cette proposition présidiale les votes suivants ont été émis.

L'Autriche et la Prusse adhèrent à la résolution proposée par le président.

La Bavière : l'envoyé se référant expressément à ses votes précédents relatifs à la question territoriale du Luxembourg et dans la supposition constamment maintenue par Sa Majesté : que les droits des agnats de la maison de Nassau seront garantis, et que toutes les parties du territoire de Limbourg, qui doivent constituer le dédommagement dû à la Confédération pour la partie cédée du Luxembourg, seront incorporées à la Confédération, ce dont on devra faire mention dans la demande adressée à S. M. le Roi des Pays-Bas — est chargé d'adhérer aux propositions du Président. L'envoyé est en outre autorisé par ses instructions à joindre à cette déclaration les expressions de gratitude de son souverain pour les efforts constants avec lesquels les cours d'Autriche et de Prusse ont défendu les intérêts de la Confédération germanique dans une négociation aussi délicate, et auxquels sont dus les succès dont leurs travaux ont été couronnés.

Les envoyés de tous les autres États adhèrent également aux résolutions proposées par le Président et se joignent à l'envoyé de S. M. le Roi de Bavière, pour offrir l'expression de leur gratitude aux cours d'Autriche et de Prusse, pour leurs efforts à maintenir les droits et les intérêts de la Confédération.

L'envoyé qui a la treizième voix, fit ensuite au nom de S. A. S. le duc de Nassau la déclaration suivante :

Lors des négociations, qui en 1834 ont eu lieu à Wiesbade en présence d'un plénipotentiaire de S. M. l'Empereur d'Autriche, et d'un plénipotentiaire de S. M. le Roi de Prusse, relativement aux rapports des agnats du grand-duché de Luxembourg, S. A. S. le duc s'est cru obligé de faire conserver à la Confédération germanique le droit d'une indemnité territoriale, et à n'accéder, en sa qualité d'agnat, à la cession, que dans le cas où il serait accordé une indemnité territoriale, à la Confédération germanique.

De la part de S. M. le Roi des Pays-Bas, toute explication relative à une indemnité territoriale pour la Confédération fut écartée des négociations qui eurent lieu à cette époque, et, comme le prouve le pro-

tole du 22 juillet 1834, cette circonstance a été l'unique obstacle à la conclusion définitive d'un traité relatif aux rapports des agnats, les plénipotentiaires étant d'accord sur tous les autres points de ce traité.

S. A. S. le duc de Nassau voit aujourd'hui, il est vrai, avec une grande satisfaction, que l'on a assuré à la Confédération une indemnité territoriale. Mais d'un autre côté, il ne peut s'empêcher de faire observer que, depuis le 22 juillet 1834, il ne lui est parvenu aucune communication de la part de S. M. le Roi des Pays-Bas, et qu'en conséquence, il ignore complètement si le traité, relatif aux droits des agnats, dont alors on était convenu de part et d'autre, doit recevoir son exécution, ou ce qui doit être mis à sa place. S. A. S. se verrait par conséquent dans la nécessité de s'en rapporter à sa déclaration faite dans la séance de la Diète du 17 janvier 1834, et de ne pas encore accéder, en sa qualité de copossesseur civil du Luxembourg et de membre de la Confédération germanique, à la cession à la Belgique de la partie vallone du Luxembourg. Cependant S. A. S. pleine de confiance dans les sentiments de parenté de S. M. le Roi des Pays-Bas, et s'attendant à ce que Sa Majesté se montrera disposée à terminer promptement et d'une manière satisfaisante la question des agnats, ne veut pas mettre obstacle à la ratification du traité de la part de la Confédération germanique.

M. le Président déclara que l'article IV de l'arrêté proposé, ayant pour but de maintenir les droits des agnats, une réserve ultérieure à cet égard ne sera plus nécessaire après l'adoption unanime de l'arrêté proposé, et qu'il suffira de se référer, dans l'arrêté qui sera pris, à la réserve faite aujourd'hui par l'envoyé de Nassau.

La Diète adhéra à l'unanimité à cette déclaration du Président.

En conséquence des votes émis, la Diète [a pris la résolution suivante :

1. La Confédération germanique ayant pris connaissance de l'acte signé à Londres le 19 avril dernier, avec la participation des plénipotentiaires d'Autriche et de Prusse, munis des pleins pouvoirs de la Confédération et agissant en son nom, acte dont la teneur suit mot à mot :

« Les plénipotentiaires des cours d'Autriche, de Belgique, de France, de la Grande-Bretagne, des Pays-Bas, de Prusse et de Russie ayant signé aujourd'hui les traités conclus entre les cinq cours et S. M. le Roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, entre LL. MM. le Roi des Belges et le Roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, et entre les cinq cours et S. M. le Roi des Belges, les plénipotentiaires ont jugé à propos que les plénipotentiaires d'Autriche et de Prusse, munis des pleins pouvoirs de la Diète de la Confédération germanique, fussent invités à

accéder au nom de ladite Confédération, aux dispositions concernant le grand-duché de Luxembourg, contenues dans les traités susdits.

En conséquence, les plénipotentiaires d'Autriche et de Prusse, représentant la Diète, en vertu des susdits pleins pouvoirs, déclarent que la Confédération germanique accède formellement aux arrangements territoriaux concernant le grand-duché de Luxembourg, connus dans les articles I, II, III, IV, V, VI et VII de l'annexe des traités conclus en ce jour entre les cinq cours et Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, et entre les cinq cours et Sa Majesté le Roi des Belges, ainsi que dans les articles correspondants du traité signé en même temps entre Sa Majesté le Roi des Belges et Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg; et ils prennent envers les cours d'Autriche, de Belgique, de France, de la Grande-Bretagne, des Pays-Bas, de Prusse et de Russie, au nom de la Confédération germanique, l'engagement que celle-ci se conformera en tout aux stipulations renfermées dans lesdits articles, dont la teneur suit mot à mot, en tant qu'elles peuvent concerner la Confédération germanique.

Art. I^{er} Le territoire belge se composera des provinces de

Brabant méridional,

Liège,

Namur,

Hainault,

Flandre occidentale,

Flandre orientale.

Anvers et

Limbourg,

telles qu'elles ont fait partie du royaume des Pas-Bas constitué en 1815, à l'exception des districts de la province de Limbourg désignés dans l'article IV.

Le territoire belge comprendra en outre la partie du grand-duché de Luxembourg indiquée dans l'article II.

Art. II. Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, consent à ce que dans le grand-duché de Luxembourg les limites du territoire belge soient telles qu'elles vont être décrites ci-dessous :

A partir de la frontière de France entre *Rodange*, qui restera au grand-duché de Luxembourg, et *Athus*, qui appartiendra à la Belgique, il sera tiré, d'après la carte ci-jointe, une ligne qui, laissant à la Belgique la route d'*Arlon* à *Longwy*, la ville d'*Arlon* avec sa banlieue et la route d'*Arlon* à *Bastogne*, passera entre *Mesancy*, qui sera sur le territoire belge, et *Clemancy*, qui restera au grand-duché de Luxembourg pour aboutir à *Steinfort*, lequel endroit restera également au

grand-duché. De *Steinfort*, cette ligne sera prolongée dans la direction d'*Eischen*, de *Hebus*, *Guirsch*, *Oberpallen*, *Grende*, *Nothomb*, *Parette* et *Perlé* jusqu'à *Martelange*; *Hebus*, *Guirsch*, *Grende*, *Nothomb* et *Parette* devant appartenir à la Belgique, et *Eischen*, *Oberpallen*, *Perlé* et *Martelange* au grand-duché. De *Martelange* ladite ligne descendra le cours de la *Sure*, dont le *Thalweg* servira de limite entre les deux États, jusque vis-à-vis *Tintange*, d'où elle sera prolongée aussi directement que possible vers la frontière actuelle de l'arrondissement de *Diekirch*, et passera entre *Surret*, *Harlange*, *Tarchamps*, qu'elle laissera au grand-duché de Luxembourg, et *Honville*, *Livarchamps* et *Loutremange*, qui feront partie du territoire belge; atteignant ensuite aux environs de *Doncols* et de *Soulez*, qui resteront au grand-duché, la frontière actuelle de l'arrondissement de *Diekirch*, la ligne en question suivra ladite frontière jusqu'à celle du territoire prussien. Tous les territoires, villes, places et lieux, situés à l'ouest de cette ligne appartiendront à la Belgique, et tous les territoires, villes, places et lieux situés à l'est de cette même ligne, continueront d'appartenir au grand-duché de Luxembourg.

Il est entendu qu'en traçant cette ligne, et en se conformant autant que possible à la description qui en a été faite ci-dessus, ainsi qu'aux indications de la *carte*, jointe pour plus de clarté au présent article, les commissaires démarcateurs dont il est fait mention dans l'article VI, auront égard aux localités ainsi qu'aux convenances qui pourront en résulter mutuellement.

Article III. Pour les cessions faites dans l'article précédent, il sera assigné à Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, une indemnité territoriale dans la province de Limbourg.

Article IV. En exécution de la partie de l'art. I, relative à la province de Limbourg, et par suite des cessions que Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, fait dans l'art. II, ladite Majesté possédera, soit en sa qualité de grand-duc de Luxembourg, soit pour être réunis à la Hollande, les territoires dont les limites sont indiquées ci-dessous :

1^o *Sur la rive droite de la Meuse* : aux anciennes enclaves hollandaises sur ladite rive dans la province de Limbourg, seront joints les districts de cette même province sur cette même rive, qui n'appartenaient pas aux États-Généraux en 1790, de façon que la partie de la province actuelle de Limbourg, située sur la rive droite de la Meuse, et comprise entre ce fleuve à l'ouest, la frontière du territoire prussien à l'est, la frontière actuelle de la province de Liège au midi, et la *Guelde* hollandaise au nord, appartiendra désormais tout entière à Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, soit en sa qualité de grand-duc de Luxembourg, soit pour être réunie à la Hollande.

2° *Sur la rive gauche de la Meuse* : A partir du point le plus méridional de la province hollandaise du Brabant septentrional, il sera tiré, d'après la *carte ci-jointe*, une ligne qui aboutira à la Meuse au-dessus de *Wessem*, entre cet endroit et *Stevenswaard* au point où se touchent, sur la rive gauche de la Meuse, les frontières des arrondissements actuels de *Ruremonde* et de *Maestricht*, de manière que *Bergerot*, *Stamproy*, *Neer-Itteren*, *Ittervoord* et *Thorn*, avec leurs banlieues, ainsi que tous les autres endroits situés au nord de cette ligne, feront partie du territoire hollandais.

Les anciennes enclaves hollandaises dans la province de Limbourg, sur la rive gauche de la Meuse, appartiendront à la Belgique, à l'exception de la ville de *Maestricht*, laquelle, avec un rayon de territoire de douze cents toises à partir du glacis extérieur de la place sur ladite rive de ce fleuve, continuera d'être possédée en toute souveraineté et propriété par Sa Majesté le Roi des Pays-Bas.

Article V. Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, s'entendra avec la Confédération germanique et les agnats de la maison de Nassau, sur l'application des stipulations renfermées dans les articles III et IV, ainsi que sur tous les arrangements que lesdits articles pourraient rendre nécessaires, soit avec les agnats ci-dessus nommés de la maison de Nassau, soit avec la Confédération germanique.

Article VI. Moyennant les arrangements territoriaux arrêtés ci-dessus chacune des deux parties renonce réciproquement pour jamais à toute prétention sur les territoires, villes, places et lieux situés dans les limites des possessions de l'autre partie, telles qu'elles se trouvent décrites dans les articles I, II et IV.

Lesdites limites seront tracées, conformément à ces mêmes articles, par des commissaires démarcateurs belges et hollandais, qui se réuniront le plus tôt possible en la ville de *Maestricht*.

Article VII. La Belgique, dans les limites indiquées aux articles I, II et VI, formera un État indépendant et perpétuellement neutre. Elle sera tenue d'observer cette même neutralité envers tous les autres États.

Les plénipotentiaires d'Autriche, de Belgique, de France, de la Grande-Bretagne, des Pays-Bas, de Prusse et de Russie, en vertu de leurs pleins pouvoirs, acceptent formellement, au nom de leurs cours respectives, ladite accession de la part de la Confédération germanique.

Le présent acte d'accession sera ratifié par la Confédération germanique, moyennant un arrêté de la Diète, dont l'expédition sera faite au nombre des copies nécessaires ; ainsi que par les cours d'Autriche, de Belgique, de France, de la Grande-Bretagne, des Pays-Bas, de Prusse et de Russie ; et les actes de ratification respectifs seront échangés à

Londres dans l'espace de six semaines, à dater de ce jour, ou plus tôt, si faire se peut, et en même temps que se fera l'échange des ratifications des trois traités susdits.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent acte d'accession, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Londres, le 19 avril, l'an de grâce 1839.

(L. S.) SENFFT. (L. S.) BULOW. (L. S.) SENFFT. (L. S.) SYLVAIN VAN DE WEYER. (L. S.) H. SEBASTIANI. (L. S.) PALMERSTON. (L. S.) DEDEL. (L. S.) BULOW. (L. S.) POZZO DI BORGIO.

approuve cet acte d'accession et le ratifie par les présentes.

2° En conséquence, les actes de ratification de la Confédération seront expédiés et signés en nombre suffisant. La légation présidiale de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche est invitée d'envoyer ces actes à Londres, pour y être échangés, dans le terme fixé par le traité, contre les actes de ratification de l'Autriche, de la Belgique, de la France, de la Grande-Bretagne, des Pays-Bas, de la Prusse et de la Russie.

3° L'original de l'acte d'accession, ainsi que les copies légalisées des traités signés à Londres, présentées à la Diète, seront déposés dans les archives de la Diète.

4° L'envoyé de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, est prié, en réponse à sa communication d'aujourd'hui, et en considération de la réserve faite dans le protocole d'aujourd'hui par l'envoyé de Nassau relativement aux droits des agnats, de porter à la connaissance de Sa Majesté les présentes délibérations, et d'ajouter que la Diète s'attend à ce que Sa Majesté, par suite de la décision de la Diète du 15 juin 1838, lui fera parvenir, tout en ayant égard aux droits intacts des agnats de la maison de Nassau, les ouvertures qui restent encore à faire relativement à la fixation des territoires à réunir à celui de la Confédération en compensation de la partie cédée du Luxembourg.

5° La Confédération exprime ses remerciements aux cours d'Autriche et de Prusse pour les efforts constants qu'elles ont faits dans les négociations pour le maintien des droits et des intérêts de la Confédération.

Les copies des traités signés à Londres, présentées aujourd'hui à la Diète, sont annexées à ce procès-verbal sous les numéros 1, 2 et 3.

MUNCH-BELLINGHAUSEN. SCHOELER. MIEG. MANTEUFFEL. STRALENHEIM. TROTT. DUSCH. RIES. GRUBEN. PECHLIN. GRUNNE. BEUST. ROENTGEN. SCHACK. SIEVEKING.

Ouverture du ministre des Pays-Bas à la Diète germanique dans la séance du 16 août 1839, relativement à l'incorporation d'une partie du duché de Limbourg au territoire de la Confédération germanique.

Dans la douzième séance du 27 juin dernier, le Plénipotentiaire du Royaume des Pays-Bas et du grand-duché de Luxembourg a eu l'honneur de faire connaître à la haute Assemblée que S. M. le Roi grand-duc avait entamé des négociations avec la cour de Nassau, pour le nouveau règlement des rapports agnatiques, règlement devenu nécessaire par suite du traité de Londres du 19 avril de cette année. S. M. a la satisfaction de pouvoir annoncer, dès aujourd'hui, que les négociations précitées ont été couronnées de succès, et qu'une entente complète sur les rapports et les droits agnatiques, relativement à la cession d'une partie du grand-duché de Luxembourg et les compensations dues à cet égard aux agnats de la maison de Nassau, est intervenue entre les deux lignes de cette illustre maison; M. l'Envoyé de S. A. le duc de Nassau confirmera sans aucun doute cette nouvelle. A la suite de cette entente, S. M. le Roi grand-duc se trouve en mesure de faire par l'organe de son Plénipotentiaire les ouvertures suivantes à la Diète germanique :

Lorsque Sa Majesté fit savoir, le 15 juin dernier, à la haute Assemblée, qu'Elle était dans l'intention d'accepter l'article 4 du traité de Londres du 19 avril, actuellement ratifié, et d'offrir une compensation territoriale à la Confédération germanique, les difficultés de la question de savoir où l'on trouverait le territoire destiné à indemniser la Confédération germanique n'étaient nullement écartées. Au contraire, ces difficultés surgissaient plus nombreuses à chaque tentative faite pour résoudre la question. Car si d'une part les droits de la Confédération germanique fondés sur les dispositions dudit article avaient été reconnus par S. M., d'autre part aussi les droits du Royaume des Pays-Bas sur d'anciennes possessions néerlandaises qui ne pouvaient être séparées géographiquement des autres possessions de la couronne avaient été fixés et déterminés dans les négociations qui ont précédé le traité de Londres. Il fallait considérer en outre qu'une nouvelle séparation des parties de territoires du Limbourg, dont S. M. le Roi grand-duc reprenait possession, et sa sortie complète du Royaume des Pays-Bas, aurait une influence essentiellement fâcheuse sur les intérêts moraux et matériels du duché. Dans cette conviction, Sa Majesté a décidé, conformément à l'arrangement intervenu avec la maison ducale de Nassau, que les parties de territoires susmentionnées (pour la plupart

d'anciennes possessions néerlandaises), qui doivent faire retour à son Royaume aux termes de l'article 4 du traité de Londres, se transmettront héréditairement suivant l'ordre de succession établi pour la couronne néerlandaise. Sa Majesté a également résolu que ces parties de territoire ne seraient point divisées et seraient reconstituées en duché de Limbourg, tandis que le Royaume des Pays-Bas restera en possession des deux villes et forteresses de Maestricht et Venlo et de leurs rayons. Sa Majesté se propose d'entrer dans la Confédération germanique avec tout le duché de Limbourg tel qu'il vient d'être reconstitué à la place de la partie du grand-duché de Luxembourg, cédé par l'article 2 du traité de Londres; toutefois Sa Majesté se réserve en faisant cette déclaration, d'appliquer au duché de Limbourg la Constitution et les institutions administratives qui sont en vigueur dans le Royaume des Pays-Bas. Elle donne en même temps l'assurance que cette mesure n'empêchera en rien l'application audit duché de la constitution fédérale allemande.

Comme d'après le dénombrement effectué, la population de la partie cédée du grand-duché de Luxembourg s'élève à 149 572 âmes, et que celle du duché de Limbourg s'élève à 147 527, cette légère différence ne pourra guère avoir d'influence sur le contingent fixé jusqu'ici pour le grand-duché de Luxembourg. Sa Majesté le Roi grand-duc sera ainsi en mesure de satisfaire à toutes ses obligations antérieures comme membre de la Confédération et s'empressera de mettre sur pied, conformément à la Constitution fédérale, non-seulement le contingent fédéral du Luxembourg, mais aussi celui de Limbourg; en même temps, cependant, il réserve au grand-duché actuel de Luxembourg et au duché de Limbourg, collectivement tous les droits et avantages qui, d'après la Constitution fédérale et par suite de résolutions spéciales de la Diète, revenaient jusqu'ici au grand-duché de Luxembourg seul. Enfin, l'envoyé néerlandais est autorisé à donner l'assurance que, de même que Sa Majesté s'abandonne avec confiance à l'espoir de voir accepter par ses hauts confédérés la présente ouverture comme un nouveau témoignage de ses sentiments fédéraux, de même Elle sera toute disposée, en sa qualité de Roi des Pays-Bas, à donner, à l'occasion, à la Confédération germanique des preuves de ses sentiments d'amitié et de bon voisinage.

Arrêté de la Diète germanique concernant l'incorporation du duché de Limbourg au territoire de la Confédération germanique. En date de Francfort, le 5 septembre 1839.

Dix-neuvième séance de la Diète germanique.

S. M. le Roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, s'étant déterminé à faire incorporer au territoire de la Confédération germanique la totalité du duché nouvellement créé de Limbourg, avec une population de 147 527 habitants, en compensation de la partie du grand-duché de Luxembourg, cédée à la Belgique par l'art. 2 du traité conclu à Londres le 19 avril dernier, la Diète reconnaît avec satisfaction que cette mesure répond à la condition explicite de laquelle elle avait, par arrêté, pris dans sa treizième séance de l'année 1836, fait dépendre son consentement à la cession d'un territoire qui jusqu'ici avait fait partie de la Confédération.

Si la Confédération germanique doit par conséquent considérer désormais le duché de Limbourg comme partie intégrante du territoire fédéral, tous les droits et prérogatives dont le grand-duché de Luxembourg avait joui à lui seul jusqu'à présent, seront réservés au grand-duché actuel de Luxembourg et au duché de Limbourg, pris collectivement.

Pour ce qui concerne la participation proportionnelle aux prestations en troupes et en numéraire, fixée par la matricule, les proportions respectives se trouvant être, d'après les lois organiques de la Confédération, déterminées par les déclarations que font les États fédéraux de leurs populations respectives, la matricule fédérale sera rectifiée conformément aux déclarations faites à ce sujet par S. M. le Roi grand-duc le 16 août dernier.

Les assurances données en outre par S. M., que la parité qui existera entre le royaume des Pays-Bas et le duché de Limbourg, à l'égard de la Constitution régissant ces pays, et à l'égard de leur administration, n'apportera aucune entrave à l'exécution des lois fédérales dans le duché de Limbourg, — offrent à la Diète la plus sûre garantie que la sagesse de S. M. le Roi saura prendre les mesures convenables pour prévenir les inconvénients qui pourraient naître de cet état de choses.

La Confédération se fera un devoir, et s'empressera de répondre aux sentiments bienveillants d'amitié, et aux dispositions de bon voisinage que S. M. lui a également, en sa qualité de Roi des Pays-Bas, manifestées à l'occasion d'une affaire si importante pour toute l'Allemagne.

Arrangement verbal du 31 décembre 1840, relatif aux rapports commerciaux entre le Grand-Duché de Luxembourg et le royaume des Pays-Bas.

Le soussigné, Ministre des affaires étrangères de S. M. le Roi des Pays-Bas, a l'honneur de porter à la connaissance de M. Stifft, conseiller intime de Sadite Majesté, Grand-Duc de Luxembourg, que dans l'intérêt des relations commerciales entre les deux pays, le Gouvernement des Pays-Bas consent à admettre, jusqu'au 1^{er} janvier 1842, l'introduction, du Grand-Duché de Luxembourg dans le royaume des Pays-Bas, soit par terre, soit par eau, et libres de droits d'entrée, des objets suivants, savoir : cuirs, draps et autres étoffes de laine, faïence, papiers de tenture et autres, gants et meubles, et accepte en retour l'engagement du Gouvernement Grand-Ducal de Luxembourg d'admettre, jusqu'à la même époque, l'introduction, du Royaume des Pays-Bas, dans le Grand-Duché du Luxembourg, soit par terre, soit par eau, et libres de droits d'entrée, des objets suivants, savoir : beurre, fromage et poisson séché ou fumé.

Il est entendu que l'arrangement qui précède viendra à cesser au moment où le Grand-Duché de Luxembourg entrerait dans l'association de douanes allemande à une époque antérieure au 1^{er} janvier 1842.

Le soussigné, qui reconnaît avoir reçu aujourd'hui, en échange de la présente note, une communication analogue de M. Stifft, conseiller intime de S. M. le Roi, Grand-Duc de Luxembourg, pour les affaires du Grand-Duché de Luxembourg, s'empressera de mettre cette communication et la présente note sous les yeux de son Auguste Souverain, pour que les dispositions réciproques, après avoir été approuvées, puissent être exécutées.

Signé : VERSTOLK DE SOELEN.

Le soussigné, conseiller intime de S. M. le Roi Grand-Duc de Luxembourg, pour les affaires du Grand-Duché de Luxembourg, a l'honneur de porter à la connaissance de S. Exc. M. le baron de Verstolk de Soelen, Ministre des affaires étrangères de S. M. le Roi des Pays-Bas, que, dans l'intérêt des relations commerciales entre les deux pays, le Gouvernement Grand-Ducal de Luxembourg consent à admettre, jusqu'au 1^{er} janvier 1842, l'introduction, du Royaume des Pays-Bas, dans le Grand-Duché de Luxembourg, soit par terre, soit par eau, libres de droits d'entrée, des objets suivants, savoir : beurre,

fromage et poisson séché ou fumé, et accepte en retour l'engagement du Gouvernement royal des Pays-Bas, d'admettre, jusqu'à la même époque, l'introduction, du Grand-Duché de Luxembourg dans le Royaume des Pays-Bas, soit par terre, soit par eau, libres de droits d'entrée, des objets suivants, savoir : cuirs, draps et autres étoffes de laines, faïence, papiers de tenture et autres, gants et meubles. Il est entendu que l'arrangement qui précède viendra à cesser au moment éventuel où le Grand-Duché de Luxembourg entrerait dans l'association de douanes allemande à une époque antérieure au 1^{er} janvier 1842.

Le soussigné, qui reconnaît avoir reçu aujourd'hui, en échange de la présente note, une communication analogue de M. le baron Verstolk de Soelen, Ministre des affaires étrangères de S. M. le Roi des Pays-Bas, s'empressera de mettre cette communication et la présente note sous les yeux de son Auguste Souverain, pour que les dispositions réciproques, après avoir été approuvées, puissent être exécutées.

Signé : STEFF.

Note du Gouvernement du royaume des Pays-Bas sur le refus de ratifier l'accession du Grand-Duché de Luxembourg à l'union des douanes allemandes, communiquée le 29 octobre 1841 au corps diplomatique à La Haye et adressée aux différents gouvernements des États de ladite union.

Le conseiller intime pour les affaires du Grand-Duché de Luxembourg, après avoir présenté à S. M. le Roi Grand-Duc le mémoire que M. le comte de Lottum, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. le Roi de Prusse, a remis à la date du 23 octobre 1841 par ordre de son Gouvernement audit conseiller intime, est autorisé par son Souverain à faire à M. de Lottum les communications suivantes. Il est très-douloureux pour Sa Majesté de voir que l'on s'efforce incessamment de dénaturer le sens des actes de Sa Majesté, qui, cependant, ont uniquement pour but la prospérité réelle de son Grand-Duché de Luxembourg, en cherchant à attribuer à sa non-ratification du traité du 8 août un but politique qu'elle n'avait point. L'Europe est en paix, et rien n'indique que cette paix doive être si tôt troublée. Ainsi chaque Souverain est libre de conclure à son choix et suivant son intérêt des traités de commerce, sans pour cela se brouiller avec les autres. C'est ainsi du moins que Sa Majesté considère l'état de la

paix et de la bonne intelligence qui règne entre toutes les puissances européennes. Le Grand-Duché de Luxembourg a *trois voisins*. S'il accède à l'union douanière allemande, il ne sera plus libre de nouer, selon ses convenances, des relations commerciales avec la Belgique ou avec la France. C'est ce qu'a déjà mis en évidence le seul fait, que les commissaires prussiens ont, le 1^{er} août de cette année, repoussé le désir exprimé par S. M. le Roi Grand-Duc de voir donner une extension suffisante à la diminution de l'impôt en faveur de la Belgique, et d'assurer au Luxembourg la continuation des avantages que lui avait procurés la loi du 6 juin 1839. Ces avantages sont une question vitale pour le Grand-Duché. En conséquence M. de Scherff partit de La Haye le 7 août dernier, et arriva à Berlin le 10 du même mois, ayant reçu de son Souverain l'ordre de déclarer : *que jamais le traité ne serait ratifié*, si le Roi Grand-Duc n'obtenait les assurances nécessaires touchant les conditions du maintien de la loi belge du 6 juin 1839. La réponse des commissaires prussiens à cette déclaration fut : *Ratifiez d'abord, nous négocierons ensuite*. Si le Roi Grand-Duc se fut jeté dans la voie qu'on lui proposait, il aurait, pour négocier sur une question vitale pour son pays, échangé sa position de Souverain indépendant contre celle de membre de l'union douanière. Par là il se serait lié les mains d'avance et n'aurait plus été dans le cas de négocier avec la Belgique autrement qu'avec l'assentiment de l'union des douanes allemandes tout entière.

Cette position n'était pas acceptable. Le mémoire précité part aussi d'un point de vue erroné, savoir qu'un *parti* dans le Grand-Duché ne veut point l'accession à l'union, tandis qu'au contraire un *parti seulement la voulait*, et qu'en revanche la grande majorité du pays s'y *opposait*. C'est là la conviction intime que Sa Majesté a acquise pendant son voyage et le séjour qu'elle a fait dans le pays, et non celle qu'elle s'est formée d'après les explications que lui a données la commission luxembourgeoise, réunie *par hasard* à La Haye au moment où l'on y reçut la nouvelle que le traité du 8 août avait été signé. Cette conviction a encore été corroborée par le nombre et la valeur des adresses de remerciements pour la non-ratification, que S. M. le Roi reçoit chaque jour encore du Grand-Duché. En conséquence, S. M. le Roi déclare de nouveau qu'il ne saurait ratifier le traité du 8 août; mais elle ne croit pas agir par là contrairement au droit des gens, *qui ne peut exiger* que, lorsqu'un Souverain a acquis la conviction qu'un traité signé par ses *plénipotentiaires* est contraire aux intérêts de ceux pour qui il est négocié, la signature du Souverain *soit apposée comme une pure formalité*. Dans un cas semblable le refus de ratifier devient pour le Souverain un devoir de conscience, et il y aurait faiblesse à apposer sa signature à un traité qu'à tort ou à raison il croit préjudiciable au bien de

ses sujets. S. M. le Roi Grand-Duc déclare également qu'il est prêt à conclure avec la *Prusse* ou même avec l'*union douanière* un traité de commerce de la même manière qu'il se propose d'en conclure un spécialement avec la Belgique, et peut-être aussi avec la France; mais tout en réglant ses rapports commerciaux avec la Belgique et la France, S. M. le Roi ne songe nullement à conclure une association douanière qui changerait la position indépendante du Luxembourg, et serait de nature à compromettre les rapports qui unissent ce pays à la Confédération germanique. Sa Majesté n'a d'autre intention que de faire usage de son *droit de souverain*, pour préparer des traités de commerce avec ses voisins, afin de favoriser les intérêts matériels de ses sujets qui demandent spécialement que les relations commerciales soient rendues plus faciles avec cette partie du Grand-Duché qui est échue à la Belgique et n'est séparée du Grand-Duché actuel que depuis 1839.

Il est indispensable pour ces deux parties du pays que leurs relations commerciales soient allégées parce que leurs intérêts qui ont été indivisibles pendant des siècles et que le traité conclu par les grandes Puissances pour les Pays-Bas, a séparés en vertu d'une force majeure, sont réciproques. Du reste, ces rapports commerciaux n'influeront aucunement sur le système politique de S. M. le Roi Grand-Duc; il sera constamment fidèle à ses sentiments et à ses devoirs de Prince allemand. Un autre fait qui mérite d'être signalé dans cette note, c'est la correspondance particulière entre S. M. le Roi Grand-Duc et S. M. le Roi de Prusse, correspondance dont il n'a point été fait mention dans le mémoire déjà cité. Cette correspondance n'est pas, il est vrai, rédigée dans les formes diplomatiques, mais la première lettre que S. M. le Roi Grand-Duc écrivit à S. M. le Roi de Prusse et lui envoya officiellement par un général et aide de camp, qui rapporta aussi la réponse de S. M. le Roi de Prusse, avait pour but de demander au moins l'assentiment tacite de S. M. le Roi de Prusse à la non-ratification avant que l'on prit une décision quelconque, et après y avoir été exposé avec une entière franchise l'embarras où S. M. le Roi Grand-Duc se trouverait placé par la signature de ce traité. La réponse de S. M. le Roi de Prusse n'a pu être interprétée que d'une manière parfaitement conforme aux vœux de S. M. le Roi Grand-Duc, et c'est seulement alors que la résolution définitive fut prise de ne pas ratifier. Ce n'est que quelques semaines plus tard, et après que la non-ratification eut été notifiée officiellement au cabinet de Berlin que S. M. le Roi Grand-Duc reçut de S. M. le Roi de Prusse une seconde lettre qui devait expliquer la première et qui s'efforçait d'en affaiblir le contenu. Une autre observation qu'il importe de faire c'est que le mémoire prussien contient plusieurs fois ces expressions :

« Les *Pays-Bas* ont sollicité l'accession du Grand-Duché de Luxembourg à l'union douanière allemande. Négociations qui ont été conduites dans l'intérêt commun de l'Allemagne, de l'union des douanes et des Pays-Bas. Aussi les relations de bon voisinage qui ont existé de tout temps entre la Prusse, ainsi qu'entre les autres États de l'union douanière et les Pays-Bas, n'ont pas été altérées » Ces expressions sont une preuve que la Prusse reconnaît la vérité de ce qui s'est passé, c'est-à-dire, que depuis 1839 on négociait relativement au Luxembourg, pour le Luxembourg, mais sans le Luxembourg, que des Non-Luxembourgeois et des personnes complètement étrangères aux intérêts de ce pays, décidaient de son sort. S. M. le Roi Grand-Duc a regardé comme un devoir envers ses sujets luxembourgeois, de modifier cet état de choses et de les appeler à prendre part à la régularisation de leurs intérêts. C'est ce changement dans l'état des choses qui a si puissamment contribué à donner à S. M. le Roi Grand-Duc d'autres vues que les besoins du Grand-Duché. La Chambre du commerce récemment créée à Luxembourg, entre autres, vient d'adresser à S. M. le Roi Grand-Duc ses remerciements pour la non-ratification dans une adresse signée par les deux tiers de ses membres.

Signé : STIFFT.

Traité conclu à La Haye le 8 février 1842, entre le roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, et le roi de Prusse, tant pour lui-même que pour les autres membres de l'union douanière, concernant l'accession du Grand-Duché de Luxembourg à l'union douanière et commerciale de l'Allemagne.

Sa Majesté le roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, ayant montré le désir de procurer au grand-duché de Luxembourg les avantages de relations commerciales libres et réciproques, au moyen d'une réunion de ce pays à l'association douanière et commerciale de l'Allemagne, ont été nommés, pour suivre les négociations nécessaires à cet effet, les plénipotentiaires, etc. etc.

Lesquels, munis des pleins pouvoirs et en vertu des instructions spéciales de leurs souverains respectifs et sous réserve de ratification, ont conclu la convention suivante :

Art. 1^{er}. Sa Majesté le roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, accède, pour son grand-duché de Luxembourg, au système de douanes du royaume de Prusse et des États incorporés avec ce royaume dans une même réunion de douanes.

Art. 2. En conséquence de cette accession, Sa Majesté le roi grand-duc adoptera et fera publier dans le Grand-Duché, par révocation des lois et règlements sur l'administration actuelle des droits d'entrée, de sortie et de transit, les lois, tarifs, ordonnances et autres mesures concernant l'administration du *Zollverein*, tels qu'ils existent ou existeront ultérieurement dans les provinces prussiennes limitrophes, et mettra l'administration de ces services dans le Grand-Duché en rapport avec les lois, tarifs, etc.; et l'autorité supérieure y portera à la connaissance des administrés et contribuables toutes les mesures auxquelles ils auront à se conformer.

Art. 3. Les dispositions législatives qui, dans les provinces limitrophes, éprouveraient des changements, ainsi qu'il est prévu dans l'article précédent, ne seront appliquées au grand-duché de Luxembourg qu'après le consentement de Sa Majesté le roi grand-duc; ce consentement ne pourra être refusé dans le cas où les changements à introduire seraient adoptés dans tous les États de l'Union.

(Suivent les tarifs.)

Art. 23. La durée du présent traité, qui aura son exécution au 1^{er} avril 1842, est fixée jusqu'au 31 mars 1846. Si la dénonciation n'est pas faite, ni par l'une, ni par l'autre des parties, dans les neuf mois qui précèdent l'expiration de ce terme, le traité sera considéré comme conclu pour six ans, et il sera ainsi prolongé de six en six ans.

Le présent sera soumis le plus tôt possible aux gouvernements respectifs, et les ratifications en seront échangées dans le plus court délai, et au plus tard dans les six semaines, à Berlin.

Fait à La Haye, le 8 février 1842.

(L. S.) FRÉDÉRIC-GEORGES-PROSPER DE BLOCHHAUSEN.

(L. S.) HERMANN-JOSEPH, comte de WYLICH ET LOTTUM.

Exposé du ministre des affaires étrangères des Pays-Bas sur la position où se trouve le duché de Limbourg vis-à-vis de la Confédération germanique et du royaume des Pays-Bas. Présenté aux États généraux au mois de mars 1844.

On ne saurait nier, Nobles et Puissants Seigneurs, que la position du Limbourg ne se présente sous deux aspects de nature différente, mais cela ne détruit en aucune manière les obligations de cette province à l'égard du royaume des Pays-Bas. Ces obligations ne doivent

céder aux devoirs envers la Confédération, que lorsqu'il y a conflit entre eux, ou lorsqu'ils auraient pour résultat d'imposer une double charge au duché.

En effet, la loi fondamentale de 1840 a réuni le duché de Limbourg comme partie intégrante, comme province au royaume des Pays-Bas, sous réserve toutefois des rapports de ce duché avec la Confédération germanique. De ces rapports sont cependant exceptés plus spécialement les forteresses de Maestricht et de Venloo, ainsi que leurs rayons stratégiques.

Par suite de cette incorporation, et depuis ce moment, le Limbourg est placé complètement sous le régime de la loi fondamentale et de la législation des Pays-Bas. Toutes les lois, tous les arrêtés obligatoires pour la Néerlande, le sont également pour le Limbourg. Des représentants de cette province siègent dans l'assemblée des représentants du royaume. Le royaume supporte toutes les charges et jouit de tous les bénéfices du Limbourg, qui participe à son tour à tous les avantages du royaume. Mais précisément pour cela, il ne peut réclamer aucun privilège, surtout pas en matière d'impôts, sur les autres provinces du royaume. L'article 196 de la loi fondamentale le défend expressément.

Dans la 16^e séance de la Diète de Francfort, tenue le 16 août 1839, l'envoyé des Pays-Bas donna connaissance que le Roi avait réussi à terminer les négociations précédemment entamées avec les agnats de la maison d'Orange-Nassau, pour régler les intérêts de famille sur les nouvelles bases devenues nécessaires à la suite du traité de Londres, en date du 19 avril de la même année. Le ministre des Pays-Bas ajouta que le Roi était disposé à entrer, pour ce qui regardait le duché de Limbourg, tel que le traité l'avait composé, dans la Confédération germanique, sous la réserve que le duché serait régi par la même constitution et soumis au même régime que le royaume des Pays-Bas, mais en même temps sous la promesse que cette circonstance n'entraverait en rien l'application à ce duché de la constitution fédérale.

Cette communication de l'envoyé des Pays-Bas fut acceptée le 5 septembre 1839, dans la 19^e session, et la Diète chargea la direction de la chancellerie fédérale des dispositions tendant à régler cette affaire.

En acceptant la communication susdite, l'assemblée de la Diète fit connaître qu'elle trouvait dans la déclaration du Roi, d'après laquelle il ne serait pas porté préjudice à l'application des lois de la Confédération germanique, la garantie la plus forte, que S. M. saurait dans sa sagesse, établir des mesures propres à prévenir les inconvénients (*Unzukömmlichkeiten*) qui pourraient sans cela résulter des doubles rapports où le duché allait être placé.

Quelle pouvait être l'intention du Roi, en faisant entrer le Limbourg, comme partie intégrante, dans la Confédération germanique, tout en se réservant, en même temps, de soumettre d'abord cette province à la même constitution et au même régime que les autres parties du royaume? Le Roi connaissait l'acte fédéral, et si cet acte eût établi un régime intérieur et administratif sur les états de la Confédération, la demande d'incorporer le Limbourg dans cette Confédération eût été, de la part de S. M., une atteinte qu'elle-même eût portée à ses prérogatives souveraines, une espèce de renonciation à son pouvoir, une anomalie avec la réserve de gouverner cette même province d'après la constitution et la législation des Pays-Bas.

Mais l'acte fédéral de 1815 lui-même prouve évidemment qu'il ne pouvait pas en être ainsi. Cet acte déterminant le pouvoir de la Confédération sur les États qui en font partie, exclut en même temps toute intervention dans les affaires administratives et financières de ces États. Déjà le préambule de l'acte nous apprend que les princes souverains et villes libres de l'Allemagne, animés du désir commun de mettre à exécution l'article VI du traité de Paris du 30 mai 1814, ont voulu former une union solide et durable pour la sûreté et l'indépendance de l'Allemagne, et pour l'équilibre de l'Europe.

L'union est par conséquent une association de princes et d'États indépendants, constituant, non pas un empire, non pas un État fédératif, mais une fédération d'États libres. Aucun des princes fédérés n'a donc renoncé à son droit de souveraineté, et la prérogative du Roi des Pays-Bas de proposer un impôt aux États généraux, et de le mettre à exécution dans tout le royaume dès que la proposition a reçu force de loi, n'est nullement restreinte quant au duché de Limbourg, quel que soit l'aspect sous lequel on envisage la position de cette province.

Il ne saurait également y avoir de crainte de voir le Limbourg soumis à une double charge en matière d'impôts, puisqu'il suffit de se rappeler que la Confédération germanique n'est pas compétente pour exercer cette espèce de droit de souveraineté dans les États de l'union, d'où il résulte que le Limbourg ne peut jamais, sous ce rapport, être obligé de supporter une double charge, et que tout conflit entre les droits de la Confédération et ceux du Roi devient impossible.

Le sujet qui nous occupe se prêterait au besoin à de longs développements, et un examen de l'acte fédératif me fournirait des moyens surabondants pour convaincre Vos Nobles Seigneuries que l'esprit de cet acte exclut toute intervention dans l'administration intérieure des États. Mais il suffira, sans doute, de renvoyer aux différents articles de l'acte final conclu à Vienne, dans lequel l'incompétence de la Confédération, sous ce rapport, est explicitement reconnue.

On a voulu argumenter de l'expression *inconvenients* (*Unzukommlichkeiten*) et y trouver une garantie contre l'application d'une mesure pareille à celle qui résulte de la loi de l'impôt dont il s'agit. Mais cette expression n'a été entendue de notre part que comme faisant allusion aux difficultés qui seraient à craindre, plus spécialement dans le cas où le contingent militaire des Pays-Bas à l'armée de la Confédération ne restât pas sur un pied séparé de l'armée du royaume. Mais Vos Nobles Seigneuries auront vu par les réponses du ministère de la guerre aux observations des sections sur le budget de 1844, qu'à cet égard il a été satisfait à toutes les exigences; qu'il n'existe sous ce rapport aucun motif de plainte de la part des habitants du Limbourg, aucun conflit entre les rapports de différente nature qui règlent la situation de ce duché.

Il serait également difficile de soutenir que les inconvenients dont il s'agit dans la réponse de la Diète pussent trouver leur source dans les intérêts financiers du duché. Il est vrai que les assemblées d'États des différens pays compris dans la Confédération n'ont pas la faculté de refuser les fonds pour les subsides matriculaires de la Confédération, mais je ferai observer aussi que c'est le trésor du royaume qui fait face à cette dépense du Limbourg, en même temps qu'il pourvoit aux fonds formant la quote-part du Limbourg dans les frais nécessaires pour la construction de deux places fortes allemandes, et sans que ces deux objets donnent lieu à un compte séparé à charge du Limbourg.

Enfin, on a prétendu que si le Limbourg formait une partie intégrante des Pays-Bas, il en résulterait que les rapports de ce duché avec la Confédération affecteraient tout le royaume. Une semblable conséquence est si loin du véritable état des choses, si peu possible, que l'influence de la Confédération ne s'étend même pas aux places de Maestricht et de Venloo, lesquelles, y compris leurs rayons, sont restées exclusivement hollandaises en vertu du traité du 19 avril 1839. Ou bien, prétendrait-on peut-être que cette exception confirme précisément la règle, et que l'on n'a eu en vue que de soustraire ces deux villes à une influence qui s'étend sur le reste du royaume? Loin de là, Nobles et Puissants Seigneurs, on a voulu dégager ces deux places du lien qui devait unir le Limbourg à la Confédération, pour les placer dans la même position tout à fait indépendante où se trouvait et où devait rester le royaume des Pays-Bas.

On a prétendu encore que le Limbourg était bien tenu de contribuer aux frais ordinaires de l'État dont il fait partie, et aux avantages duquel il participe, mais que cette province doit rester étrangère à l'acquiescement de dettes et charges antérieures, et qu'il serait contraire à

tous les principes d'équité de soumettre le Limbourg à un impôt sur les possessions, destiné à éteindre de semblables dettes.

Certes, si une pareille prétention était fondée, le Limbourg se trouverait dans une position exceptionnelle extrêmement favorable, qui exciterait la jalousie de toutes les autres provinces du royaume, mais qui porterait trop ouvertement atteinte à l'équité pour pouvoir jamais être admise.

Depuis l'origine du royaume des Pays-Bas, le Limbourg en a fait partie intégrante, participant aux charges du royaume, aussi bien à celles existantes avant qu'à celles créées depuis son érection. L'accroissement de la dette depuis 1839 tombe également et proportionnellement à charge du Limbourg. Si le traité du 19 avril eût cédé cette province à la Belgique, la part contributive de la Belgique dans les dettes du royaume des Pays-Bas aurait aussi été augmentée proportionnellement. Pour pouvoir soutenir le contraire, on devrait réclamer en même temps que le Limbourg fût séparé des Pays-Bas, régi par une constitution et soumis à une administration séparées.

Mais le gouvernement a prouvé, Nobles et Puissants Seigneurs, que la situation du Limbourg continue à faire l'objet constant de sa sollicitude et de ses soins.

On n'y a pas encore introduit la loi du 11 janvier 1814 sur le droit de chasse, parce qu'on espère pouvoir présenter bientôt une nouvelle loi sur cette matière.

Le Limbourg n'a pas été soumis non plus, jusqu'ici, aux dispositions sur la garde communale; à cet égard aussi le gouvernement s'occupe d'un nouveau projet de loi. L'introduction du système de poids et mesures hollandais s'y fait graduellement et avec prudence. Enfin, la législation sur l'organisation et les attributions des administrations communales n'a également pas encore été mise sur le même pied dans le Limbourg que dans les autres provinces.

Mais aussi sous le rapport des intérêts matériels, le gouvernement fait preuve de son désir sincère de favoriser les intérêts du Limbourg. Le gouvernement a voulu doter cette province d'un chemin de fer, et ce n'est pas sa faute si ses vœux à cet égard ne se sont pas réalisés. Le gouvernement a demandé à Vos Nobles Seigneuries une somme considérable pour la construction d'une chaussée traversant toute la province. Contrairement à ce qui se pratique à cet égard dans d'autres provinces, le gouvernement s'impose encore, par rapport au Limbourg, le sacrifice de prendre à sa charge une partie des frais réclamés pour la défense des bords de la Meuse.

Je me résume, Nobles et Puissants Seigneurs. Le Limbourg fait partie du royaume des Pays-Bas. Il participe ainsi à tous les avantages de l'union, et supporte sa part dans les charges qui en sont inséparables.

La position exceptionnelle du duché, résultant de ses rapports avec la Confédération Germanique, n'existe que pour les objets à l'égard desquels les lois et institutions de la Confédération comme telle, pourraient être en opposition avec la législation des Pays-Bas. Dans ce cas seul celle-ci doit rester sans application au Limbourg et céder aux lois de la Confédération, tandis qu'il résulte précisément de ces mêmes lois que l'administration intérieure et domestique du Limbourg appartient exclusivement à la Néerlande.

Pièces concernant les relations politiques du duché de Limbourg dans les Pays-Bas vis-à-vis de l'Allemagne en 1848.

- I. Publication du délégué à l'Assemblée constituante allemande pour le duché de Limbourg, le baron J. L. van Scherpenzeel, sur la question de Limbourg, datée de Francfort sur le Mein le 1^{er} juin 1848.

Comme ici en peu de jours la question limbourgeoise sera débattue dans l'Assemblée constituante de l'Allemagne réunie à Francfort, je crois qu'il est nécessaire qu'elle soit bien connue.

De prime abord la question limbourgeoise semble fort compliquée; en réalité, elle est bien simple.

Le Limbourg avait fait jusqu'en 1830 partie des provinces méridionales du ci-devant royaume des Pays-Bas; de 1830 à 1839 il fut province belge.

Lors de la réunion à Londres des Plénipotentiaires des cinq grandes puissances, ce congrès, dès ses premières séances, prit pour règle que, dans le démêlé entre la Hollande et la Belgique qu'il était appelé à aplanir, les droits de la Confédération germanique sur le Grand-Duché de Luxembourg devaient rester intacts. Leur seconde règle fut que la question luxembourgeoise étant une question entièrement étrangère à la Hollande, devait être discutée entre le Grand-Duc de Luxembourg, le Roi des Belges et la Confédération germanique.

La Conférence de Londres ayant aplani toutes les difficultés par rapport au partage de la dette du ci-devant royaume des Pays-Bas, qui fut indiquée entre la Hollande et la Belgique (le Luxembourg restant hors de cette liquidation), les limites, la navigation de l'Escaut etc., passa à la question luxembourgeoise. Il fut établi que la partie vallonna du Grand-Duché resterait à la Belgique et que le Grand-Duc, comme membre de la Confédération germanique, recevrait une compensation de territoire; cette compensation fut trouvée dans la

province de Limbourg ; la partie qui en fut distraite fut érigée en duché et passa à la Confédération germanique. Les règles générales étant fixées, la Conférence passa à la rédaction du Traité de Londres du 15 avril 1839. L'article 4 stipula entre autres que sur la rive droite de la Meuse, le Roi des Pays-Bas, comme Grand-Duc, recevrait toute la partie du Limbourg comprise entre les frontières de la province de Liège (Belgique) et de la province de Gueldre (Hollande); sur la rive gauche, la partie comprise entre la province de Limbourg (Belgique) et la province du Brabant septentrional (Hollande), la première partie pour être gouvernée soit séparément, soit réunie à la Hollande; la seconde, pour être réunie à la Hollande.

L'article 5 dudit Traité comprend que S. M. le Grand-Duc s'entendra avec la Confédération germanique et les agnats de la maison de Nassau.

Lé 26 août 1839, le Ministre Plénipotentiaire de S. M. le Grand-Duc de Luxembourg près la Diète germanique déclara à la sérénissime assemblée que Sa Majesté était résolue de passer avec tout le Limbourg dans la Confédération germanique, et que Sa Majesté se réservait la faculté d'introduire dans son nouveau duché les lois et l'administration hollandaises.

La Diète répondit le 5 septembre 1839 qu'elle voyait avec plaisir la résolution que Sa Majesté avait prise de passer avec *tout* le Limbourg dans la Confédération germanique, et qu'elle trouvait dans cette démarche une compensation suffisante pour la partie de territoire du Luxembourg qu'elle cédait à la Belgique; que dès ce moment elle considérait le Duché de Luxembourg comme faisant partie de la Confédération; qu'elle réservait audit Duché les mêmes prérogatives attachées au Grand-Duché de Luxembourg; que pour ce qui concernait l'introduction dans le Limbourg des lois et de l'administration néerlandaises, la Diète était persuadée que la sagesse de Sa Majesté saurait prévenir toutes les anomalies qui pourront être le résultat de cette mesure par rapport aux lois et ordonnances de la Confédération.

En 1840 eut lieu une révision de la loi fondamentale néerlandaise; le Limbourg, lors de cette réunion, ne fut point représenté aux Chambres néerlandaises. On intercala dans l'article 1^{er} que le Limbourg ferait partie de la Hollande, sauf ses relations avec la Confédération germanique, de sorte que le Duché fut compris parmi les provinces hollandaises. Je ferai observer que les mots « sauf avec la Confédération germanique » sont des mots vides de sens, une vraie escobarderie. La réunion du Limbourg avec la Néerlande comme partie intégrante de ce pays est une impossibilité; le Limbourg au 5 septembre 1839 fut incorporé dans la Confédération germanique et,

comme tel, faisait déjà partie intégrante de l'Allemagne; donc il ne peut en 1840 faire partie intégrante de la Hollande; la saine raison indique cette impossibilité.

Quels sont maintenant les résultats de cet ordre de choses?

Que le Limbourg appartient à deux maîtres;

Qu'il est sous le régime de deux législations différentes;

Qu'il est déclaré, chose unique en son genre, partie intégrante de deux pays qui sont entièrement étrangers l'un à l'autre;

Qu'il doit livrer un contingent militaire à l'Allemagne comme état fédératif et des miliciens à l'armée hollandaise comme province de ce dernier pays;

Qu'il doit payer sa part de la dette et du budget néerlandais et payer son contingent en argent à la Confédération;

Qu'il a des députés à l'Assemblée *nationale* allemande à Francfort et des députés aux Chambres néerlandaises.

Y a-t-il dans l'histoire des peuples un état de choses pareil à celui qui existe pour le pauvre Limbourg?

J'ai dit, que la Néerlande faisait contribuer le Limbourg au paiement des intérêts de son énorme dette. Je prouverai avec évidence qu'elle n'en a pas le droit.

Comme je l'ai dit plus haut, la Conférence de Londres, d'après le protocole qui servait à expliquer les protocoles du 20 janvier et du 20 mai 1831, a déclaré que la question luxembourgeoise était une question entièrement distincte de la question hollando-belge et qu'elle devait être réglée entre le Roi Grand-Duc, le Roi des Belges et la Diète germanique.

Lors de la liquidation de la dette du ci-devant royaume des Pays-Bas entre la Belgique et la Néerlande, la Conférence a fixé quelle serait la part qui incomberait à chacun de ces États : le Luxembourg est resté en dehors de cette liquidation. (Voyez le protocole du 27 janvier 1831 et Nothomb, *Essai sur la révolution belge*, page 223.) Comme le Limbourg représente maintenant la partie wallonne du Luxembourg, il est entré naturellement dans le même ordre des choses que le Grand-Duché.

Le Limbourg faisait, comme province méridionale, partie de la Belgique, et se trouva sous le régime belge de 1830 à 1839. Je suppose que l'échange de la partie du Limbourg en question avec la partie wallonne du Luxembourg ne se fût pas fait; alors le Limbourg aurait dû payer sa part dans la partie de la dette qui incombait à la Belgique et jamais dans la partie incombant à la Hollande.

Je suppose encore que le Roi des Pays-Bas comme Duc de Limbourg, d'après l'article 4 du Traité de Londres du 25 avril 1839, eût voulu gouverner son Duché séparé de la Hollande, comment celle-ci

eût-elle trouvé des termes pour imposer au Duché une partie de sa dette?

La Hollande, pour faire payer le Limbourg, ne peut mettre en avant d'autre raison que la soi-disant réunion de 1840; or, cette réunion est un acte illégal et de nulle valeur, comme je l'ai fait voir antérieurement. Si la Hollande prétend faire supporter au Luxembourg et au Limbourg une partie de la dette, alors la Belgique est en droit de former la même prétention, et la liquidation qui a eu lieu à Londres viendrait à tomber et avec elle tout le Traité de Londres du 15 avril 1839. Ce serait une conséquence incontestable.

Le Roi-Duc, d'après l'article 4 du Traité sus-nommé, a le droit d'introduire dans son Duché les lois et l'administration néerlandaises; mais il ne s'ensuit pas que le Limbourg doive supporter sa part dans toutes les charges néerlandaises. Le Limbourg est un État allemand et partie intégrante de l'Allemagne; donc la politique du Duché est intimement liée à celle de la Confédération. C'est l'Allemagne qui lui doit protection et nullement la Néerlande. La conséquence de ceci, c'est que le Limbourg ne devrait pas concourir au budget néerlandais des départements de la guerre, de la marine, des colonies et des affaires étrangères, qu'il ne devrait pas livrer des conscrits à l'armée néerlandaise.

Jugez maintenant, Allemands, avec votre raison si saine et avec vos cœurs si loyaux, si le pauvre Limbourg se plaint à tort; si sa position est tenable, et combien serait affreuse cette position si jamais la guerre avait lieu et que la Hollande et l'Allemagne fussent vis-à-vis l'une de l'autre en état d'hostilité.

Nos enfants devraient s'entretuer, et le régime hollandais devenant impossible dans ce cas, notre pauvre pays se trouverait en proie à l'anarchie.

Comme représentant du Limbourg près l'Assemblée nationale constituante, je déclare publiquement, à la face du monde entier, que les Limbourgeois veulent être Allemands de tout cœur et de plein gré, non d'une manière fictive, mais réellement et entièrement; en revanche, ils réclament de l'Allemagne la protection à laquelle ils ont droit; car d'après les statuts de la Confédération germanique, l'Allemagne non-seulement doit aide et protection à un État confédéré lorsqu'il est attaqué par la force des armes, mais elle doit le garantir contre tout excès de pouvoir qu'un État étranger commettrait envers lui, et c'est le cas vis-à-vis du Limbourg, ou pareil cas ne peut exister. Protéger et garantir les droits du Limbourg est un devoir d'honneur pour l'Allemagne; ce ne sera pas en vain que nous ferons un appel à sa loyauté.

Je finirai en disant que je défie la diplomatie, que je défie le Gou-

vernement néerlandais, que je défie qui que ce soit, de me prouver avec évidence que tous les faits que j'ai annoncés ne sont pas littéralement vrais. Je pourrais divulguer aussi les raisons qui ont amené la réunion de 1840 ; mais je ne parlerai qu'autant qu'on m'y forcera, et ce que je dirai alors ne sera certes pas fort honorable pour le Gouvernement hollandais.

La position des représentants du Limbourg à l'Assemblée nationale est nettement tracée : il faut que l'Allemagne déclare que le Limbourg est entièrement allemand dans toute l'étendue du terme, et que la Néerlande n'a pas le droit d'imposer une partie de sa dette au Limbourg, qui est entré dans la Confédération germanique libre de toute dette. Si l'Assemblée nationale ne peut ou ne croit pouvoir donner catégoriquement cette déclaration, les députés limbourgeois se verront dans la triste nécessité de protester contre la réunion du duché à l'Allemagne ; car la double position politique sous laquelle il se trouve écrasé ne peut durer.

II. Rapport de M. de Lindenau au nom de la commission sur la question du duché de Limbourg, soulevée dans l'Assemblée nationale d'Allemagne à Francfort sur le Mein. En date du 7 juin 1848.

M. le baron de Scherpenzeel, élu dans le duché de Limbourg député à l'Assemblée nationale allemande, ne croit pouvoir y prendre place qu'après qu'on aura décidé si le duché de Limbourg fait partie du Royaume des Pays-Bas ou de la Confédération germanique. Voici comment la question est motivée dans une pétition adressée, le 24 mai, à l'Assemblée nationale :

« On sait que par suite de la cession à la Belgique d'une partie du grand-duché de Luxembourg, le duché de Limbourg, nouvellement formé, est devenu un pays appartenant à la Confédération germanique : que par suite du traité de Londres du 15 avril 1839, le Ministre néerlandais a déclaré à la Diète que S. M. le Roi des Pays-Bas était résolu de passer avec tout le Limbourg dans la Confédération germanique, et que la Diète a répondu, dans sa séance du 5 septembre 1839, qu'elle était satisfaite de cette déclaration et qu'elle y trouvait un dédommagement pour la partie du Luxembourg cédée à la Belgique. Mais en 1840, lors de la révision de la loi fondamentale néerlandaise, le duché de Limbourg fut proclamé province néerlandaise, ce qui le plaça dans la situation anormale d'appartenir à deux maîtres, d'être à la fois pays de la Confédération germanique et province néerlandaise, d'envoyer en même temps des députés à l'Assemblée nationale allemande et aux États généraux de Hollande. Le Limbourg désire faire partie de la Confédération germanique et regarde comme illé-

gale la réunion du Limbourg aux Pays-Bas, prononcée en 1840, attendu que les habitants n'ont pas fait connaître leur décision à cet égard. »

Par ces considérations, M. le baron Scherpenzeel exprime le vœu :

« Que l'Assemblée nationale déclare que le Limbourg est entièrement allemand et qu'elle le protégera contre toute contrainte imposée à ce dernier de concourir au budget néerlandais. »

Pour être en mesure d'apprécier cette demande, il est nécessaire de faire en peu de mots l'historique de l'incorporation du Limbourg dans la Confédération germanique.

Par suite de la conférence de Londres et de la cession prononcée par celle-ci d'une partie du Luxembourg à la Belgique, il fut décidé qu'en compensation le duché de Limbourg serait incorporé à la Confédération germanique. La Diète approuva cet échange par arrêté du 18 août 1836, tout en faisant observer que la fixation du territoire à céder à la Confédération germanique dans le Limbourg, à titre d'indemnité, ferait l'objet de négociations spéciales entre la Confédération germanique et le Roi des Pays-Bas. L'échange eut lieu, et, par suite de cela, le Ministre néerlandais déclara à la Diète, dans sa séance du 5 septembre 1839 : « que S. M. le Roi des Pays-Bas, en compensation de la partie du Luxembourg cédée à la Belgique, voulait passer avec tout le duché de Limbourg dans la Confédération germanique, sous la réserve toutefois d'introduire dans son nouveau duché les lois et l'administration hollandaises. » Le roi ajouta l'assurance « que cette circonstance n'empêchait aucunement l'application à ce duché de la Constitution fédérale allemande. »

Cette déclaration fut acceptée, et dans la même séance la Diète rendit l'arrêté suivant :

« Comme la Confédération Germanique envisage dès à présent le duché de Limbourg comme un État fédéral allemand, le grand-duché de Luxembourg et le duché de Limbourg jouiront collectivement de tous les droits et avantages qui étaient attachés au grand-duché de Luxembourg seul. Pour ce qui est du contingent en hommes et en argent, il sera fixé d'après le chiffre de la population. Quant à la déclaration de S. M. le Roi des Pays-Bas, que l'introduction dans le duché de Limbourg des lois et de l'administration hollandaises ne porterait aucune atteinte à l'application audit duché de la Constitution fédérale allemande, la Diète est convaincue que la sagesse de S. M. saura prévenir toutes les anomalies qui pourraient résulter de cette mesure. »

Par ces déclarations et ces arrêtés, les rapports politiques du duché de Limbourg se trouvent réglés, sans qu'il ait pu y être apporté des

changements par les dispositions de l'acte de révision de l'année 1848. L'art. 1 dudit acte de révision est conçu comme suit :

« Le royaume des Pays-Bas se compose des provinces suivantes : le Brabant-Septentrional, ainsi que le duché de Limbourg, sous réserve des rapports de ce dernier avec la Confédération germanique. »

Ces dispositions sont restées en vigueur jusqu'en 1848 ; le duché de Limbourg a été, avec le grand-duché de Luxembourg, représenté par le Ministre néerlandais à la Diète et a fourni son contingent, tandis que d'autre part il a envoyé continuellement des députés aux États généraux de la Hollande. Relativement aux élections pour l'Assemblée nationale allemande, ordonnées dans tous les États de la Confédération, le Roi des Pays-Bas a rendu deux décrets, en vertu desquels il a été nommé des commissaires spéciaux pour procéder à ces élections, et ces décrets ont été exécutés d'une manière qui paraît n'avoir donné lieu à aucune réclamation.

Si après cet exposé, nous passons à l'examen de la proposition faite par le député de Limbourg, à savoir que l'Assemblée nationale déclare que le duché de Limbourg est un État exclusivement allemand et qu'il n'est plus tenu de contribuer aux charges du royaume des Pays-Bas, il faut faire une distinction entre les rapports politiques actuellement existants et ceux qui existeront à l'avenir entre le duché de Limbourg et un nouvel État fédéré allemand ; mais, sans vouloir préjuger aucunement cette dernière question, on ne doit, à notre avis, décider la question pendante que d'après les rapports actuels et l'établir sur une double base : d'abord, sur les déclarations et les arrêtés par suite desquels le duché de Limbourg est devenu partie intégrante de la Confédération germanique, et puis sur l'analogie d'autres États fédéraux allemands. La déclaration de S. M. le Roi des Pays-Bas, du 5 septembre 1839 porte : « que S. M. a l'intention de passer avec tout le Limbourg dans la Confédération germanique sous réserve toutefois d'introduire dans ce duché les lois et l'administration hollandaises. » Cette déclaration était accompagnée de l'assurance que cette circonstance n'empêcherait aucunement l'application audit duché de la Constitution fédérale allemande.

Dans l'arrêté rendu à ce sujet par la Diète, celle-ci a accepté cette déclaration en ajoutant : « que la déclaration de S. M. le Roi des Pays-Bas, portant que l'introduction dans le duché de Limbourg des lois et de l'administration hollandaises ne préjudicierait en rien à l'application audit duché de la Constitution fédérale allemande, offrait à la Diète la plus sûre garantie que la sagesse de S. M. saura prévenir toutes les anomalies qui pourraient résulter de cette mesure. »

D'après cette Convention, les rapports politiques du duché de Limbourg sont, il est vrai, d'une double nature ; d'abord comme

partie de la Confédération germanique, puis comme partie du royaume des Pays-Bas ; mais l'espoir que les mesures qui seront prises à ce sujet par le Gouvernement néerlandais concilieront ces doubles rapports d'une manière convenable paraît s'être réalisé, attendu que d'après les renseignements qui ont été recueillis à ce sujet, cet état de choses n'a point été troublé pendant les huit années qui se sont écoulées et qu'il n'a provoqué aucune plainte ni aucune réclamation publiques.

Si nous consultons l'analogie, nous voyons qu'un pareil état de choses a subsisté et subsiste encore en partie dans le Danemark, en Prusse et en Autriche. Car les pays de ces trois États n'ont appartenu jusqu'ici que partiellement à la Confédération germanique, sans qu'on ait jugé nécessaire d'introduire des différences essentielles dans leur Constitution et dans leur administration.

D'après ce qui vient d'être dit, on ne peut pas admettre que l'incorporation partielle d'un pays dans la Confédération germanique entraîne la cessation des rapports de ce dernier vis-à-vis de l'état entier ; aussi le comité conclut-il que M. le baron de Scherpenzeel sera invité à prendre part immédiatement aux travaux de l'assemblée nationale. Quant au vœu qu'il a exprimé que celle-ci décide que les rapports politiques du duché de Limbourg vis-à-vis du royaume des Pays-Bas soient soumis auparavant à une révision, le comité propose qu'il soit présenté à ce sujet un rapport à l'assemblée nationale et que ce rapport soit renvoyé à la commission des élections.

III. Adresse votée par le Conseil de régence de Maestricht dans sa réunion
du 25 juillet 1848, au roi des Pays-Bas.

Sire,

Le conseil de régence de la ville de Maestricht prend la respectueuse liberté de s'adresser à V. M., par suite de la résolution adoptée par l'assemblée nationale de Francfort, et de recommander instamment à la bienveillante protection de V. M. les intérêts des habitants de cette ville, qui est menacée d'une ruine certaine par la susdite résolution.

Le conseil de régence sent vivement qu'après l'adresse présentée à V. M. le 16 mai dernier par une députation prise dans son sein, il est maintenant inutile d'entrer de nouveau dans les mêmes développements et de démontrer de nouveau les droits de la Néerlande et de V. M. en ce qui concerne les questions traitées antérieurement. Le traité conclu le 19 avril 1839 par le roi Guillaume 1^{er} avec la Belgique, garanti par l'Autriche, la France, la Grande-Bretagne, la Prusse et la Russie, reconnu le même jour comme obligatoire par les pléni-

potentiaires de la Confédération germanique (quant aux sept premiers articles de ce traité), et enfin confirmé le 11 mai suivant par le président de la diète fédérale allemande, est tellement clair, qu'après les conférences tenues avec V. M. et ses ministres, et les assurances obtenues, le conseil de régence croyait pouvoir nourrir l'espoir qu'en aucun cas ces droits ne seraient méconnus par la Confédération germanique, mais que le traité du 5 septembre 1839, conclu entre le roi Guillaume 1^{er} et la Confédération germanique, comme un effet de l'engagement pris le 19 avril 1839, serait respecté et maintenu dans son entier.

Toutefois, cet espoir ne s'est pas réalisé. L'assemblée nationale de Francfort, sans se soucier des dispositions contenues dans le traité du 19 avril 1839, sans mentionner les obligations de la Confédération germanique, s'est simplement bornée à déclarer que le Limbourg entier est un territoire allemand et que la Néerlande ne peut faire valoir d'autres droits sur ce territoire que ceux relatifs aux villes de Maestricht et Venloo.

Le conseil de régence comprend parfaitement que la décision de l'assemblée nationale de Francfort ne saurait être obligatoire ni pour la Néerlande, ni pour la Belgique, ni pour les cinq puissances qui ont garanti le traité du 19 avril 1839; mais la consternation générale, l'incertitude pleine d'angoisses que cette décision si contraire à nos légitimes attentes a fait naître dans la ville de Maestricht, exigent impérieusement que le conseil de régence, en sa qualité d'interprète légal des sentiments qui animent les habitants de Maestricht, déclare le plus énergiquement que tous, sans exception, considèrent la réunion de cette ville au Limbourg et à la Néerlande comme fort désirable et même nécessaire pour le bien-être général, et que le sacrifice d'une partie des ressources actuelles serait extrêmement nuisible à une ville déjà si malheureuse depuis dix-huit ans.

Oui, Sire, le commerce et l'industrie de Maestricht, le bien-être de plus de vingt-trois mille habitants dépendent des mesures que prendra V. M. Sans la libre communication avec la Néerlande et avec la rive droite, sans une garnison proportionnée à l'importance de cette forteresse, le bien-être général n'est pas possible parmi nous. Tout changement, toute modification n'aurait d'autre résultat que de conserver et de sauver une partie au détriment d'une autre.

C'est pour ces motifs que le conseil de régence de la ville de Maestricht, en se référant à son adresse antérieure, prie respectueusement V. M. de vouloir bien prendre, d'accord avec le pouvoir législatif du pays et avec ses alliés, toutes les mesures qui pourraient assurer l'état de choses actuel, conformément aux traités existants, et de ne permettre en aucun cas que les droits et les intérêts de notre ville soient

lésés ou amoindris de quelque manière que ce soit, ni que la ville soit privée de sa libre communication commerciale actuellement existante, et qui lui est tellement nécessaire que dans le cas contraire elle resterait suspendue dans les airs, pour nous servir des paroles de l'un des ministres de V. M.

Voilà, Sire, les vœux et les besoins des habitants de Maestricht. Le conseil de régence ne peut trouver des termes assez énergiques pour insister sur la nécessité qu'il y a d'exaucer ces vœux et de satisfaire à ces besoins, car notre existence sociale et notre bien-être en dépendent entièrement.

IV. Pétition de la Chambre de commerce et des fabriques de Maestricht, adressée
le 27 juillet 1848 au roi des Pays-Bas.

Sire,

Lorsque, il y a quelques mois, le bruit s'était répandu que quelques personnes manœuvraient pour faire prononcer à l'Assemblée nationale allemande la séparation du Limbourg d'avec la Néerlande et son incorporation dans la Confédération germanique, la chambre de commerce et des fabriques de Maestricht s'est efforcée de détailler à V. M. les suites funestes qui résulteraient, pour le Limbourg en général et pour Maestricht et Venlo en particulier, d'un pareil changement dans la position du Limbourg; et à cette occasion nous avons respectueusement prié V. M. de vouloir bien défendre les intérêts de notre province auprès de l'Assemblée fédérale.

D'un côté, l'assurance de l'intérêt que V. M. prend au sort de cette province, et, de l'autre côté, les droits incontestables que les traités reconnaissent à V. M. par rapport au duché, nous faisaient attendre avec sécurité le résultat de cette affaire importante.

Mais bientôt nous fûmes frustrés dans cette attente. Malgré les droits positifs de V. M., en dépit des maux qui fondraient sur notre province, l'Assemblée nationale allemande, dans sa séance du 19 de ce mois, a décidé que la réunion du Limbourg avec la Néerlande sous la même constitution et la même législation est inconciliable avec les principes de la constitution fédérale allemande, et en conséquence elle a prononcé la séparation du duché d'avec le royaume des Pays-Bas.

Après cette décision, plus encore qu'avant, la chambre croit de son devoir d'en appeler à l'intervention de V. M. — Elle ne répétera pas les maux incalculables qui menacent notre ville s'il est donné suite à la susdite décision; elle se bornera à rappeler à V. M. la position isolée de Maestricht et de Venlo, en se référant à sa pétition antérieure.

La chambre de commerce et des fabriques de Maestricht prend donc la liberté respectueuse de prier instamment V. M. de faire énergiquement respecter les droits de V. M. et les intérêts des habitants du Limbourg vis-à-vis l'Assemblée nationale allemande, afin de préserver ce duché d'une ruine imminente.

V. Réponse du Gouvernement du royaume des Pays-Bas à l'adresse du Conseil de régence de Maestricht du 25 juillet, à l'occasion des affaires de Limbourg en général et de celles de la ville de Maestricht en particulier, adresse qui demandait le maintien de ce qui existe actuellement dans le Limbourg quant au territoire. En date de La Haye, le 29 juillet 1848.

Le roi, par disposition du 28 courant, m'a autorisé à vous faire savoir relativement à votre adresse du 25 courant :

Que les vues, intentions et desseins de Sa Majesté, en ce qui concerne le Limbourg en général et la ville de Maestricht en particulier, lesquels ont été récemment communiqués, soit par Sa Majesté elle-même, soit en son nom, à une commission prise dans votre sein, *n'ont pas changé depuis* ;

Qu'en faisant attention à ce qui a été fait depuis par Sa Majesté à l'égard du Limbourg et de Maestricht, et particulièrement à l'envoi d'un des ministres du roi dans le duché, le conseil de régence pourra y trouver les marques les plus évidentes de l'intérêt que prend Sa Majesté à la *conservation* de la province, avec sa capitale, et de la sollicitude qui l'anime pour le bien-être de ses habitants :

Et que le conseil de régence peut être assuré que Sa Majesté ne s'attardera pas dans cette tâche, mais qu'en toute circonstance elle prouvera par des actes qu'elle prend à cœur l'avancement des intérêts bien entendus des habitants de la ville de Maestricht.

En vous faisant ces communications, j'ai l'honneur de m'acquitter de la mission dont j'avais été chargé.

J. M. DE KEMPENAER.

VI. Parlement d'Angleterre. Séance de la Chambre des communes du 4 août 1848.

M. Disraëli a pris la parole et a dit :

Je désire adresser au noble lord secrétaire d'État des affaires étrangères une question au sujet d'un nouvel acte d'agression et d'annexion de la part de la puissance que, par courtoisie, on appelle la confédération germanique (Écoutez ! écoutez !). La chambre se rappelle sans doute que, par les traités de 1839, lors du démembrement du royaume des Pays-Bas, le roi des Pays-Bas, agissant d'après l'avis des grandes

puissances, parmi lesquelles figurait l'Angleterre, a cédé une partie du duché de Limbourg au royaume de Belgique, nouvellement formé, et que ce traité stipulait que le reste du duché de Limbourg formerait une province du royaume des Pays-Bas. Une des conditions de ce traité était que le roi indemniserait les agnats de sa maison, ceux qui étaient intéressés au droit de succession dans le duché qu'il venait de céder, de la perte qu'ils auraient à subir, et qu'il donnerait également une compensation à la confédération germanique pour la perte qui pourrait résulter pour elle de la cession d'une partie du territoire luxembourgeois.

Le roi des Pays-Bas, de l'avis et avec l'approbation de la Grande-Bretagne, donna une compensation pécuniaire aux agnats de sa maison et il fut également convenu que, bien que le Limbourg redevînt une province du royaume des Pays-Bas, la confédération germanique ne perdrait rien à l'arrangement intervenu. Je n'ai pas besoin de faire remarquer que ces arrangements étaient parfaitement satisfaisants pour toutes les parties intéressées ; ils avaient pour but le maintien de la paix européenne ; ils satisfaisaient la population, qui n'avait pas fait entendre un murmure. Cependant il arrive que par un décret rendu récemment par l'Assemblée nationale de Francfort, les arrangements conclus à cette époque sont complètement désavoués de la part de la confédération germanique, et l'Assemblée nationale a déclaré qu'elle ne peut sanctionner ces traités sages et salutaires dont l'Angleterre a été l'une des signataires. Il en résulte que les événements qui se sont succédé dans le Schleswig-Holstein vont probablement se reproduire, s'ils ne se sont pas déjà reproduits dans le duché de Limbourg. La paix du monde est de nouveau troublée et menacée par ce système morbide d'annexion adopté par la Confédération. Après avoir justifié la question que je désire adresser, je demande si le secrétaire d'État des affaires étrangères est en mesure de faire à ce sujet une communication quelconque à la chambre et s'il est en mesure de nous donner l'espérance que, grâce à son influence, les traités seront respectés.

Lord Palmerston a répondu : L'honorable membre a rappelé avec beaucoup d'exactitude les obligations contractées par le traité de 1839. Par cette convention, une partie du duché de Luxembourg fut cédée et annexée au royaume de Belgique. La chambre n'ignore pas que le grand-duché de Luxembourg faisait partie de la Confédération germanique ; le roi des Pays-Bas était membre de la confédération en sa qualité de grand-duc de Luxembourg. Les clauses du traité de 1839 portaient qu'à raison de la cession d'une partie du grand-duché, le roi grand-duc recevrait un équivalent dans le Limbourg. Ce district devait être possédé par lui soit en sa qualité de grand-duc ou pour être

annexé au royaume des Pays-Bas. Par un article subséquent, le roi des Pays-Bas devait donner une compensation aux agnats de la maison de Nassau pour la perte qu'ils venaient de subir : une indemnité devait être également accordée à la Confédération. Le roi conclut un arrangement avec les agnats de sa maison, mais le gouvernement anglais n'a pas eu officiellement connaissance de cet arrangement. Cependant j'ai eu récemment des rapports officiels avec le roi des Pays-Bas au sujet des décisions de l'Assemblée nationale de Francfort relativement à la partie de l'empire dont il est question.

Toutefois, avant que le gouvernement de Sa Majesté soit en mesure de décider jusqu'à quel point ce traité impose à l'Angleterre l'obligation d'intervenir au sujet de ces transactions, j'ai cru nécessaire de demander au roi des Pays-Bas des renseignements sur les faits qui se sont passés entre le feu roi des Pays-Bas et la confédération germanique. Je n'ai pas encore reçu ces renseignements, et pour ce motif je ne suis pas en mesure de dire si et de quelle manière le gouvernement se croit obligé ou en droit d'intervenir. (*Applaudissements.*)

VII. Exposé sur les relations du duché de Limbourg, publié par le baron de Scherpenzeel-Heusch, député de Limbourg à l'Assemblée nationale allemande. En date de Francfort sur le Mein, le 11 août 1848.

Le *Journal du Commerce d'Amsterdam*, dans un article inséré dans son numéro du 25 juillet dernier, attaque la résolution prise par l'Assemblée nationale de Francfort par rapport au duché de Limbourg. La feuille amsterdamoise représente la Hollande comme victime et l'Allemagne comme abusant de sa force. Partant d'une base fausse, les raisonnements, quelque bien exprimés qu'ils soient, doivent tomber à faux. Le *Handelsblad* part du principe que la séparation du Limbourg d'avec la Belgique s'est faite en faveur de la Hollande, que la Hollande est le principal et la Confédération germanique l'accessoire. J'espère rectifier cette erreur par l'exposé qui va suivre.

Le gouvernement néerlandais, se fondant sur l'article 4 du traité de Londres du 15 avril 1839, prétend que les anciennes enclaves ayant appartenu aux États-Généraux avant 1790, sont territoire hollandais; que, d'après le paragraphe 2 de l'article précité, tout le territoire situé sur la rive gauche de la Meuse doit lui revenir également; que ce qui resterait de territoire dans le Limbourg devrait servir de compensation en faveur de la Confédération germanique pour la partie wallonne du Luxembourg cédée par elle à la Belgique.

Je ferai remarquer que tout le duché de Limbourg se compose de 4 villes et de 108 communes.

La rive droite compte, hors les forteresses de Maestricht et de

Venloo, une ville et 48 communes, anciennes enclaves; la rive gauche, une ville et 32 communes, de sorte que, d'après le système émis par le gouvernement néerlandais, la Hollande aurait droit à la possession de deux villes et de 80 communes; il ne resterait donc à la Confédération germanique, pour compensation du territoire cédé dans le Luxembourg, que 2 villes et 28 communes, avec une population tout au plus de 30 000 âmes, pour 150 000 cédées à la Belgique.

La rédaction de l'article 4 du traité susnommé est une preuve évidente que les diplomates réunis à Londres, ou bien n'ont pas su ce qu'ils faisaient, ou bien ont agi de mauvaise foi. L'article 5 corrige tout ce que la rédaction de l'article 4 avait de défectueux, parce qu'il sous-entend naturellement que le Roi Grand-Duc devait donner dans le Limbourg, à la Confédération germanique, la compensation en territoire, que celle-ci réclamait impérieusement pour ce qu'elle abandonnait à la Belgique dans le Luxembourg.

Il est également manifeste que le but de l'abandon de la partie du Limbourg (étant le duché actuel) par la Belgique, et exigé par la Conférence de Londres, n'a été que de satisfaire aux justes réclamations de la Confédération germanique, et nullement de satisfaire aux exigences de la Hollande.

Si l'on suit les démarches diplomatiques faites par la Belgique pour conserver le Limbourg, on gagnera deux convictions : la première sera que l'Allemagne n'a voulu accepter d'autre compensation qu'une compensation territoriale; la seconde, que la Belgique était prête à faire les plus grands sacrifices pour ne pas abandonner ses frères limbourgeois. Or, personne ne me contestera que la Belgique, en 1839, ne se trouvât dans une position des plus prospères. Ses finances étaient dans un état parfait, et elle avait sur pied une armée de 80 000 hommes, supérieurement disciplinés. Je crois donc pouvoir admettre que, si la Confédération germanique n'eût pas été en jeu, et que, pour la Belgique, il se fût agi de céder le Limbourg en faveur de la Hollande, jamais elle n'eût signé le traité de Londres; elle n'aurait pas pu le faire non plus après la déloyale attaque de la part de la Hollande, en 1831, sans signer son déshonneur. La preuve de ce que j'avance, c'est que quatre semaines avant la signature du traité du 15 avril 1839, tous les corps constitués, toutes les communes belges, ont adressé des pétitions aux Chambres belges contre l'acceptation du traité; ce traité n'a passé qu'avec une majorité de neuf voix, et, pour obtenir ces 9 voix, on a dû faire jouer tous les ressorts diplomatiques, politiques et religieux. Mais supposons que la Hollande eût réellement des droits bien établis sur la partie du Limbourg de la rive gauche de la Meuse et des enclaves situés sur la rive droite, encore resterait-il vrai que par la cession faite par le roi grand-duc de tout le Limbourg à la

Confédération germanique, ces droits étaient pour elle comme non avenus ; ce serait une affaire à arranger entre la Hollande et son souverain, mais ne concernant aucunement l'Allemagne. Le Limbourg est passé à la Confédération le 5 septembre 1839, et étant par conséquent devenu territoire allemand, il ne pouvait, en juillet 1840, être incorporé dans la Hollande comme province néerlandaise. La réunion du Limbourg avec la Hollande n'a pu être qu'une réunion purement administrative. Dans le traité passé entre la Confédération germanique et le Roi Grand-Duc, le 5 septembre 1839, la Confédération a expressément stipulé que l'introduction de l'administration et des lois néerlandaises dans le Limbourg ne devait aucunement gêner l'introduction des lois de la Confédération, et celles-ci ayant changé de forme, il s'ensuit que la réunion administrative du Limbourg avec la Hollande est devenue une impossibilité ; donc, l'Assemblée nationale constituante de l'Allemagne est parfaitement dans son droit en exigeant la séparation entière du Limbourg d'avec la Hollande. Elle elle est d'autant plus dans son droit, que par les révolutions de France, de Prusse et d'Autriche, de cette année, un droit public nouveau a surgi en Europe, à savoir, que ce ne sont plus les souverains, mais les peuples eux-mêmes qui ont le droit de disposer de leur sort. Or, l'immense majorité des Limbourgeois veut la séparation du duché d'avec la Hollande, et son intime union avec l'Allemagne, comme le prouvent les pétitions de 85 communes, adressées à l'Assemblée nationale ; celles de la plupart des autres communes m'ont été expédiées, mais ne me sont pas *parvenues*. Ce seul fait justifierait déjà l'Allemagne dans la résolution qu'a prise l'Assemblée nationale le 19 juillet dernier. Si maintenant on abandonne le terrain tortueux de la diplomatie pour se poser sur celui que la saine raison indique, il sautera aux yeux que la séparation du Limbourg d'avec la Hollande est un fait qui a eu lieu uniquement pour répondre aux justes prétentions de l'Allemagne, que le Limbourg sert de compensation pour la partie cédée par celle-ci à la Belgique dans le grand-duché de Luxembourg, et que par conséquent le Limbourg ne peut et ne doit être considéré que comme un surrogat du grand-duché.

Je passe maintenant à la question de la dette : je prouverai que les réclamations des Limbourgeois sont parfaitement fondées.

La dette de la Néerlande doit être divisée en trois catégories :

1. L'ancienne dette hollandaise avant 1815 ;
2. La dette contractée par le ci-devant royaume des Pays-Bas de 1815 à 1830 ;
3. La dette contractée par le royaume des Pays-Bas actuel de 1830 à 1839.

Avant 1798, la république des Provinces-Unies fut une république

fédérative. Chacune des provinces avait son budget séparé et sa dette à elle. En 1798, cette république fédérative devint une république unitaire, sous le nom de République Batave. Les dettes des différentes provinces furent agglomérées et devinrent dette nationale. Les enclaves que possédait dans le Limbourg la république des Provinces-Unies, nommées pays de la généralité, furent incorporées dans la république française en 1795; elles restèrent par conséquent étrangères à la dette de la république batave, et doivent, dans une liquidation éventuelle, y rester étrangères; donc, sous le rapport du paragraphe 1^{er}, la Néerlande ne peut imposer au Limbourg aucune partie de sa dette.

La dette contractée par le ci-devant royaume des Pays-Bas, de 1815 à 1830, a été liquidée par le traité de Londres entre la Belgique et la Hollande. Il est constant que le grand-duché de Luxembourg est resté en dehors de cette liquidation (voyez Nothomb, page 223). Comme le Limbourg remplace la partie wallonne du Luxembourg cédée à la Belgique, il ne peut être considéré que comme surrogat du grand-duché. Si la Néerlande prétend faire participer le Luxembourg et le Limbourg à la dette nationale du royaume des Pays-Bas, alors la Belgique pourra former la même prétention, et la liquidation ayant eu lieu d'après le traité du 15 avril 1839, viendrait à tomber, et avec elle tout le traité.

La Hollande prétend que le Luxembourg et le Limbourg doivent supporter leur part des dettes néerlandaises, parce que son gouvernement n'a reconnu l'indépendance de la Belgique qu'en 1839. On ne me contestera pas que le Luxembourg et le Limbourg, en 1830, ont pris part à la révolution belge, et se sont affranchis par les armes du joug hollandais, que la séparation des provinces belges d'avec la Hollande a été un fait accompli reconnu par les grandes puissances. Si le Luxembourg et le Limbourg sont rentrés sous la domination de la maison d'Orange, c'est que, comme grand-duc de Luxembourg, le roi des Pays-Bas était membre de la Confédération germanique; le Luxembourg et le Limbourg n'ont et ne doivent donc avoir rien de commun avec la Hollande. En tout état de choses, il est certain que la Hollande ne peut charger le Limbourg d'une partie de la dette du paragraphe 2 que pour autant qu'elle pourra trouver des raisons d'en charger le Luxembourg.

Quant à la troisième partie de la dette, vouloir y faire contribuer le Limbourg serait une iniquité. Le Limbourg, de 1830 à 1839, faisait partie du royaume de Belgique, payait à ce pays ses contributions et a supporté sa part dans les emprunts forcés levés par la Belgique. Les emprunts contractés par la Hollande de 1830 à 1839 ont été motivés spécialement par les dépenses pour l'entretien de son armée mise sur le pied de guerre, et par son obstination à ne pas vouloir se

conformer aux décisions de la Conférence de Londres. On ne saurait donc, sans la plus révoltante injustice, faire supporter au Limbourg, qui depuis 1830 est étranger à la Hollande, une partie d'une charge énorme que la Hollande doit imputer à l'obstination et à l'imprévoyance de son gouvernement.

Il est donc certain que les parts 1 et 3 de la dette néerlandaise doivent rester étrangères au Limbourg, et que, pour ce qui est de la 2^e, il ne pourra être forcé d'y participer que pour autant que le grand-duché de Luxembourg pourra y être contraint. Je termine en faisant observer que le Limbourg n'a aucune dette en propre, ni ancienne ni nouvelle.

VIII. Résolution adoptée à l'unanimité par l'Assemblée nationale d'Allemagne à Francfort sur le Mein, sur la question du Limbourg, dans sa cent vingt-deuxième séance, du 24 novembre 1848.

L'Assemblée nationale, considérant les résolutions prises par rapport au duché de Limbourg;

Considérant que l'introduction de la nouvelle loi fondamentale néerlandaise dans cette contrée, indissolublement attachée à l'Allemagne, se trouverait en contradiction directe avec les résolutions susdites, décide :

4. Le pouvoir central est chargé de protester contre l'introduction de la nouvelle loi fondamentale néerlandaise dans le duché de Limbourg et de s'y opposer par tous les moyens qui lui paraîtront convenables; 2. d'ouvrir sans délai et de mener à fin le plus promptement possible et dans le sens des résolutions du 19 juillet, les négociations qu'il croira devoir entamer avec le gouvernement du duché de Limbourg ou avec celui du royaume des Pays-Bas pour faire exécuter ladite résolution.

**Constitution du Grand-Duché de Luxembourg. — La Haye,
le 27 novembre 1856.**

CHAP. I. — Du territoire et du Roi Grand-Duc.

Art. 1^{er}. Le Grand-Duché de Luxembourg forme un État indépendant, indivisible et inaliénable. Il fait partie de la Confédération germanique et participe aux droits et aux obligations résultant de la Constitution fédérale. Il ne peut être dérogé à ces droits et à ces obligations par la législation intérieure du pays.

Les résolutions fédérales, promulguées par le Roi Grand-Duc, ont force obligatoire dans le Grand-Duché. Les moyens de satisfaire aux obligations qui en résultent, sont déterminés avec le concours des États, conformément aux dispositions de la Constitution.

Art. 2. Les limites et chefs-lieux des arrondissements judiciaires ou administratifs, des cantons et des communes ne peuvent être changés qu'en vertu d'une loi.

Art. 3. La couronne du Grand-Duché est héréditaire dans la famille de Nassau, conformément au pacte du 30 juin 1783, et à l'article 71 du Traité de Vienne du 9 juin 1815¹.

Art. 4. La personne du Roi Grand-Duc est sacrée et inviolable.

Art. 5. Le Grand-Duc de Luxembourg est majeur à l'âge de 18 ans accomplis. Lorsqu'il prend les rênes du Gouvernement, il prête, aussitôt que possible, en présence de l'Assemblée des États ou d'une députation nommée par elle, le serment suivant :

« Je jure d'observer la Constitution et les lois du Grand-Duché de Luxembourg, de maintenir l'indépendance nationale et l'intégrité du territoire, ainsi que la liberté publique et individuelle, comme aussi les droits de tous et de chacun de mes sujets, et d'employer à la conservation et à l'accroissement de la prospérité générale et particulière, ainsi que le doit un bon souverain, tous les moyens que les lois mettent à ma disposition.

« Ainsi Dieu me soit en aide ! »

Art. 6. Si, à la mort du Roi Grand-Duc, son successeur est mineur, la régence est exercée conformément au pacte de famille.

Art. 7. Si le Roi Grand-Duc se trouve dans l'impossibilité de régner, il est pourvu à la régence comme dans le cas de minorité.

Art. 8. Lors de son entrée en fonctions, le Régent prête le serment suivant :

« Je jure fidélité au Roi Grand-Duc ; je jure d'observer la Constitution et les lois du pays.

« Ainsi Dieu me soit en aide ! »

CHAP. II. — Des Luxembourgeois et de leurs droits.

Art. 9. La qualité de Luxembourgeois s'acquiert, se conserve et se perd d'après les règles déterminées par la loi civile. La présente Constitution et les autres lois relatives aux droits politiques, déter-

1. Vol. II, page 6.

minent quelles sont, outre cette qualité, les conditions nécessaires pour l'exercice de ces droits.

Art. 10. La naturalisation est accordée par le pouvoir législatif. Elle seule assimile l'étranger au Luxembourgeois, pour l'exercice des droits politiques.

La naturalisation accordée au père profite à son enfant mineur, si celui-ci déclare, dans les deux années de sa majorité, vouloir revendiquer ce bénéfice.

Art. 11. Il n'y a dans l'État aucune distinction d'ordres. Les Luxembourgeois sont égaux devant la loi; seuls ils sont admissibles aux emplois civils et militaires, sauf les exceptions qui peuvent être établies par une loi, pour des cas particuliers.

Art. 12. La liberté individuelle est garantie. Nul ne peut être poursuivi que dans les cas prévus par la loi, et dans la forme qu'elle prescrit. Hors le flagrant délit, nul ne peut être arrêté qu'en vertu de l'ordonnance motivée du juge, qui doit être signifiée au moment de l'arrestation, ou au plus tard dans les 24 heures.

Art. 13. Nul ne peut être distrait contre son gré, du juge que la loi lui assigne.

Art. 14. Nulle peine ne peut être établie ni appliquée qu'en vertu de la loi.

Art. 15. Le domicile est inviolable. Aucune visite domiciliaire ne peut avoir lieu que dans les cas prévus par la loi et dans la forme qu'elle prescrit.

Art. 16. Nul ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique, dans les cas et de la manière établis par la loi et moyennant une juste et préalable indemnité.

Art. 17. La peine de la confiscation des biens ne peut être établie.

Art. 18. La peine de mort en matière politique, la mort civile et la flétrissure sont abolies.

Art. 19. La liberté des cultes, celle de leur exercice public, ainsi que la liberté de manifester ses opinions religieuses, sont garanties, sauf la répression des délits commis à l'occasion de l'usage de ces libertés.

Art. 20. Nul ne peut être contraint de concourir d'une manière quelconque aux actes et aux cérémonies d'un culte ni d'en observer les jours de repos.

Art. 21. Le mariage civil devra toujours précéder la bénédiction nuptiale.

Art. 22. L'intervention de l'État dans la nomination et l'installation des chefs des cultes, le mode de nomination et de révocation des autres ministres des cultes, la faculté pour les uns et les autres de correspondre avec leurs supérieurs et de publier leurs actes, ainsi que

les rapports de l'Église avec l'État, font l'objet de Conventions à soumettre à l'Assemblée des États pour les dispositions qui nécessitent son intervention.

Art. 23. L'État veille à ce que tout Luxembourgeois reçoive l'instruction primaire.

Il crée des établissements d'instruction moyenne et les cours d'enseignement supérieur nécessaires.

La loi détermine les moyens de subvenir à l'instruction publique, ainsi que les conditions de surveillance par le Gouvernement et les communes; elle règle pour le surplus tout ce qui est relatif à l'enseignement.

Tout Luxembourgeois est libre de faire ses études dans le Grand-Duché ou à l'étranger, et de fréquenter les universités de son choix, sauf les dispositions de la loi sur les conditions d'admission aux emplois ou à l'exercice de certaines professions.

Art. 24. La liberté de manifester ses opinions par la parole en toutes matières, et la liberté de la presse sont garanties, sauf la répression des délits commis à l'occasion de l'exercice de ces libertés. La censure ne pourra jamais être établie.

Art. 25. Les Luxembourgeois ont le droit de s'assembler paisiblement et sans armes, en se conformant aux lois qui règlent l'exercice de ce droit, sans pouvoir le soumettre à une autorisation préalable. Cette disposition ne s'applique pas aux rassemblements en plein air, politiques, religieux ou autres; ces rassemblements restent entièrement soumis aux lois et règlements de police.

Art. 26. Les Luxembourgeois ont le droit de s'associer. La loi règle et limite l'exercice de ce droit dans l'intérêt de l'ordre public.

L'établissement de toute corporation religieuse doit être autorisé par une loi.

Art. 27. Chacun a le droit d'adresser aux autorités publiques, des pétitions signées par une ou plusieurs personnes. Les autorités constituées ont seules le droit d'adresser des pétitions en nom collectif.

Art. 28. Le secret des lettres est inviolable. La loi détermine quels sont les agents responsables de la violation du secret des lettres confiées à la poste.

Art. 29. L'emploi des langues Allemande et Française est facultatif. L'usage n'en peut être limité.

Art. 30. Nulle autorisation préalable n'est requise pour exercer des poursuites contre les fonctionnaires publics, pour faits de leur administration, sauf ce qui est statué à l'égard des membres du Gouvernement.

Art. 31. Les fonctionnaires publics, à quelque ordre qu'ils appartiennent, les membres du Gouvernement exceptés, ne peuvent être

privés de leurs fonctions, honneurs et pensions que de la manière déterminée par la loi.

CHAP. III. — De la Puissance Souveraine.

Art. 32. La puissance souveraine réside dans la personne du Roi Grand-Duc.

Le Roi Grand-Duc l'exerce conformément aux statuts de la Confédération germanique, à la présente Constitution et aux lois du pays.

§ 1. — De la Prérogative du Roi Grand-Duc.

Art. 33. Le Roi Grand-Duc exerce seul le pouvoir exécutif.

Art. 34. Le Roi Grand-Duc sanctionne et promulgue les lois; il fait connaître le plus tôt possible à l'Assemblée des États s'il approuve ou non le projet de loi voté par elle.

Art. 35. Le Roi Grand-Duc nomme aux emplois civils et militaires, conformément à la loi, et sauf les exceptions établies par elle.

Aucune fonction salariée par l'État ne peut être créée qu'en vertu d'une disposition législative.

Art. 36. Le Roi Grand-Duc fait les règlements et arrêtés nécessaires pour l'exécution des lois, sans pouvoir jamais ni suspendre les lois elles-mêmes, ni dispenser de leur exécution.

Art. 37. Le Roi Grand-Duc commande la force militaire, déclare la guerre, fait les Traités de Paix, d'Alliance et de Commerce. Il en donne connaissance à l'Assemblée des États, aussitôt que l'intérêt et la sûreté de l'État le permettent, en y joignant les communications convenables. Les Traités de Commerce et ceux qui pourraient grever l'État ou lier individuellement des Luxembourgeois, n'ont d'effet qu'après avoir reçu l'assentiment de l'Assemblée des États. Le tout sans préjudice des rapports du Grand-Duché avec la Confédération germanique. Nulle cession, nul échange, nulle adjonction de territoire ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une loi. Dans aucun cas, les Articles secrets d'un Traité ne peuvent être destructifs des Articles patents.

Art. 38. Le Roi Grand-Duc a le droit de remettre ou de réduire les peines prononcées par les juges, sauf ce qui est statué relativement aux membres du Gouvernement.

Art. 39. Le Roi Grand-Duc a le droit de battre monnaie en exécution de la loi.

Art. 40. Le Roi Grand-Duc a le droit de conférer des titres de noblesse, sans pouvoir jamais y attacher aucun privilège.

Art. 41. Le Roi Grand-Duc confère les ordres civils et militaires en observant à cet égard ce que la loi prescrit.

Art. 42. Le Roi Grand-Duc peut se faire représenter par un Prince du sang qui aura le titre de Lieutenant du Roi et résidera dans le Grand-Duché.

Ce représentant prêtera serment d'observer la Constitution avant d'exercer ses pouvoirs.

Art. 43. Les dispositions concernant la liste civile formeront l'objet d'une loi spéciale à porter avec le concours des États lors de leur première session et qui fera partie intégrante de la Constitution.

Art. 44. L'Hôtel de Gouvernement à Luxembourg et le Château de Walferdange sont affectés à l'habitation du Roi Grand-Duc pendant son séjour dans le pays.

Art. 45. Les dispositions du Roi Grand-Duc doivent être contresignées par un conseiller de la couronne responsable, à l'exception des actes suivants :

(a) La nomination, la révocation et la mise en accusation des conseillers de la couronne :

(b) Les actes du commandement militaire ;

(c) La collation de décorations.

§ 2. — De la Législation.

Art. 46. L'assentiment de l'Assemblée des États est requis pour toute loi.

Art. 47. Le Roi Grand-Duc adresse à l'Assemblée des États les propositions ou projets de lois qu'il veut soumettre à son adoption.

L'Assemblée des États a le droit de proposer au Roi Grand-Duc des projets de lois.

Art. 48. L'interprétation des lois par voie d'autorité ne peut avoir lieu que par la loi.

§ 3. — De la Justice.

Art. 49. La justice est rendue au nom du Roi Grand-Duc par les cours et tribunaux.

Les arrêtés et jugements sont exécutés au nom du Roi Grand-Duc.

CHAP. IV. — De l'Assemblée des États.

Art. 50. L'Assemblée des États représente le Pays. Les membres des

États votent sans en référer à leurs commettants et ne peuvent avoir en vue que les intérêts généraux du Grand-Duché.

Art. 51. L'organisation des États et le mode d'élection sont réglés par la loi.

Le maximum des membres est fixé à 36.

Art. 52. Pour être électeur ou éligible il faut :

- 1° Être Luxembourgeois de naissance ou être naturalisé ;
- 2° Jouir des droits civils et politiques ;
- 3° Être âgé de 25 ans accomplis.
- 4° Être domicilié dans le Grand-Duché ;

Et réunir à ces quatre conditions celles déterminées par la loi.

Pour être électeur, il faut payer en outre le cens déterminé par la loi, lequel, si les élections sont directes, ne peut être inférieur à 30 francs.

Art. 53. Ne peuvent être ni électeurs ni éligibles :

- 1° Les condamnés à des peines afflictives ou infamantes ;
- 2° Ceux qui ont été condamnés pour vol, escroquerie ou abus de confiance ;
- 3° Ceux qui obtiennent des secours d'un établissement de bienfaisance publique ;
- 4° Ceux qui sont en état de faillite déclarée, les banqueroutiers et interdits, et ceux auxquels il a été nommé un conseil judiciaire.

Art. 54. Le mandat de député est incompatible :

- 1° Avec les fonctions de membre du Gouvernement ;
- 2° Avec celles de magistrat du parquet ;
- 3° Avec celles de membre de la Chambre des Comptes ;
- 4° Avec celles de Commissaire de District ;
- 5° Avec celles de Receveur ou Agent comptable de l'État ;
- 6° Avec les fonctions militaires au-dessous du grade de Capitaine.

Les fonctionnaires se trouvant dans un cas d'incompatibilité ont le droit d'opter entre le mandat qui leur est confié et leurs fonctions.

Art. 55. Les incompatibilités prévues par l'Article précédent ne font pas obstacle à ce que la loi n'en établisse d'autres dans l'avenir.

Art. 56. Les membres de l'Assemblée des États sont élus pour six ans. Ils sont renouvelés par moitié tous les trois ans, d'après l'ordre des séries déterminé par la loi électorale.

En cas de dissolution, l'Assemblée des États est renouvelée intégralement.

Art. 57. L'Assemblée des États vérifie les pouvoirs de ses membres et juge les contestations qui s'élèvent à ce sujet. A leur entrée en fonctions ils prêtent le serment qui suit :

« Je jure fidélité au Roi Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État.

« Ainsi Dieu me soit en aide ! »

Ils ne sont admis à prêter ce serment qu'après avoir prêté le serment suivant :

« Je jure que pour être nommé membre des États, je n'ai donné, ni promis, ne donnerai, ni promettrai aucun don ou présent directement ou indirectement, ni sous un prétexte quelconque, à aucune personne en place ou hors de fonctions. Je jure que jamais je ne recevrai, de qui que ce soit, ni sous aucun prétexte, directement ou indirectement, aucun don ou présent, pour faire ou ne pas faire une chose quelconque dans l'exercice de mes fonctions.

« Ainsi Dieu me soit en aide ! »

Ces serments sont prêtés en séance publique, entre les mains du Président de l'Assemblée des États.

Art. 58. Le membre de l'Assemblée des États nommé par le Gouvernement à un emploi salarié qu'il accepte, cesse immédiatement de siéger, et ne reprend ses fonctions qu'en vertu d'une nouvelle élection.

Art. 59. L'Assemblée des États peut décider, qu'à raison de son importance, une loi sera soumise à un second vote pendant une session subséquente à fixer par elle.

Art. 60. Le Roi Grand-Duc a le droit de nommer, à chaque session, le Président de l'Assemblée des États parmi les membres de cette Assemblée.

Art. 61. Les séances de l'Assemblée des États sont publiques, sauf les exceptions à déterminer par le règlement.

Art. 62. Toute résolution est prise à la majorité absolue des suffrages. En cas de partage des voix, la proposition mise en délibération est rejetée.

L'Assemblée des États ne peut prendre de résolution qu'autant que la majorité de ses membres se trouve réunie.

Art. 63. Les votes sont émis à haute voix, ou par assis et levé. Sur l'ensemble des lois, il est toujours voté par appel nominal et à haute voix.

Art. 64. L'Assemblée des États a le droit d'enquête. La loi règle l'exercice de ce droit.

Art. 65. Un projet de loi ne peut être adopté par l'Assemblée des États qu'après avoir été voté article par article.

Art. 66. L'Assemblée des États a le droit d'amender et de diviser les articles et les amendements proposés.

Art. 67. Il est interdit de présenter en personne des pétitions à l'Assemblée des États.

L'Assemblée des États a le droit de renvoyer aux membres du Gouvernement les pétitions qui lui sont adressées. Les membres du Gou-

vernement donneront des explications sur leur contenu, chaque fois que l'Assemblée des États le demandera.

L'Assemblée des États ne s'occupe d'aucune pétition ayant pour objet des intérêts individuels, à moins qu'elle ne tende au redressement de griefs résultant d'actes illégaux faits par le Gouvernement ou les autorités, ou que la décision à intervenir ne soit de la compétence de l'Assemblée des États.

Art. 68. Aucun député ne peut être poursuivi ou recherché à l'occasion des opinions et votes émis par lui dans l'exercice de ses fonctions.

Art. 69. Aucun député ne peut, pendant la durée de la session, être poursuivi ni arrêté en matière de répression, qu'avec l'autorisation de l'Assemblée des États, sauf le cas de flagrant délit. Aucune contrainte par corps ne peut être exercée contre un de ses membres, durant la session, qu'avec la même autorisation. La détention ou la poursuite d'un député est suspendue pendant la session et pour toute sa durée, si l'Assemblée des États le requiert.

Art. 70. La loi règle le mode suivant lequel l'Assemblée des États exerce ses attributions.

Art. 71. Les séances de l'Assemblée des États sont tenues dans le lieu de la résidence de l'administration du Grand-Duché.

Art. 72. Les États sont réunis chaque année en session ordinaire, à l'époque fixée par le règlement.

La durée de cette réunion ne peut excéder 40 jours.

Le Roi Grand-Duc peut convoquer les États extraordinairement.

Toute session est ouverte et close par le Roi Grand-Duc en personne, ou bien, en son nom, par un fondé de pouvoirs nommé à cet effet.

Art. 73. Le Roi Grand-Duc peut ajourner l'Assemblée des États. Toutefois, l'ajournement ne peut excéder le terme d'un mois, ni être renouvelé dans la même session, sans l'assentiment de l'Assemblée des États.

Art. 74. Le Roi Grand-Duc peut dissoudre l'Assemblée des États.

Il est procédé à de nouvelles élections dans les trois mois au plus tard de la dissolution.

Art. 75. Il est alloué sur le trésor de l'État, à chaque député, à titre d'indemnité, une somme de cinq francs par jour de présence ou de déplacement. Ceux qui habitent la ville où se tient la session ne jouissent d'aucune indemnité.

CHAP. V. — Du Gouvernement du Grand-Duché.

Art. 76. Le Roi Grand-Duc règle l'organisation de son Gouvernement.

Il y aura, à côté du Gouvernement, un conseil appelé à délibérer sur les projets de loi et les amendements qui pourraient y être proposés, ainsi que sur les contestations concernant la légalité des arrêtés et règlements généraux; à régler les conflits d'attribution et les questions du contentieux administratif; et à donner son avis sur toutes autres questions qui lui seront déférées par le Roi Grand-Duc ou par les lois. L'organisation de ce conseil et la manière d'exercer ses attributions sont réglées par la loi.

Art. 77. Le Roi Grand-Duc nomme et révoque les membres du Gouvernement.

Art. 78. Les membres du Gouvernement sont responsables.

Art. 79. Il n'y a entre les membres du Gouvernement et le Roi Grand-Duc aucune autorité intermédiaire.

Un Secrétaire pour les Affaires du Grand-Duché de Luxembourg est attaché au cabinet du Roi Grand-Duc.

Les attributions de ce fonctionnaire sont de contre-signer les décisions Royales et d'expédier les affaires du Grand-Duché.

Les décisions du Roi Grand-Duc sont consignées en double minute : l'une est déposée aux archives du Gouvernement à Luxembourg, l'autre reste au secrétariat.

Art. 80. Les membres du Gouvernement, ou les commissaires qui les remplacent, ont entrée dans l'Assemblée des États, et doivent être entendus quand ils le demandent.

L'Assemblée peut demander leur présence.

Art. 81. En aucun cas, l'ordre verbal ou écrit du Roi Grand-Duc ne peut soustraire un membre du Gouvernement à la responsabilité.

Art. 82. L'Assemblée des États a le droit d'accuser les membres du Gouvernement. Une loi déterminera les cas de responsabilité, les peines à infliger et le mode de procéder, soit sur l'accusation admise par l'Assemblée des États, soit sur la poursuite des parties lésées.

Art. 83. Le Roi Grand-Duc ne peut faire grâce au membre du Gouvernement condamné, que sur la demande de l'Assemblée des États.

CHAP. VI. — De la Justice.

Art. 84. Les contestations qui ont pour objet des droits civils, sont exclusivement du ressort des tribunaux.

Art. 85. Les contestations qui ont pour objet des droits politiques, sont du ressort des tribunaux, sauf les exceptions établies par la loi.

Art. 86. Nul tribunal, nulle juridiction contentieuse ne peuvent être établis qu'en vertu d'une loi. Il ne peut être créé de commissions ni de tribunaux extraordinaires, sous quelque dénomination que ce soit.

Art. 87. Il est pourvu par une loi à l'organisation d'une cour supérieure de justice.

Art. 88. Les audiences des tribunaux sont publiques, à moins que cette publicité ne soit dangereuse pour l'ordre ou les mœurs, et, dans ce cas, le tribunal le déclare par un jugement.

Art. 89. Tout jugement est motivé. Il est prononcé en audience publique.

Art. 90. Les juges de paix et les juges des tribunaux sont directement nommés par le Roi Grand-Duc. Les conseillers de la Cour et les Présidents et les Vice-Présidents des tribunaux d'arrondissement sont nommés par le Roi Grand-Duc, sur l'avis de la cour supérieure de justice.

Art. 91. Les juges des tribunaux d'arrondissement et les conseillers sont nommés à vie. Aucun d'eux ne peut être privé de sa place ni suspendu que par un jugement. Le déplacement d'un de ces juges ne peut avoir lieu que par une nomination nouvelle, et de son consentement.

Toutefois, en cas d'infirmité ou d'inconduite, il peut être suspendu, révoqué ou déplacé, suivant les conditions déterminées par la loi.

Art. 92. Les traitements des membres de l'ordre judiciaire sont fixés par la loi.

Art. 93. Aucun juge ne peut accepter du Gouvernement des fonctions salariées, à moins qu'il ne les exerce gratuitement, et sauf les cas d'incompatibilité déterminés par la loi.

Art. 94. Des lois particulières règlent l'organisation des tribunaux militaires, leurs attributions, les droits et obligations des membres de ces tribunaux, et la durée de leurs fonctions. Il peut y avoir des tribunaux de commerce dans les lieux déterminés par la loi. Elle règle leur organisation, leurs attributions, le mode de nomination de leurs membres, et la durée des fonctions de ces derniers.

Art. 95. Les cours et tribunaux n'appliquent les arrêtés et règlements locaux qu'autant qu'ils sont conformes aux lois.

CHAP. VII. — De la Force Publique.

Art. 96. Tout ce qui concerne la force armée est réglé par la loi, sauf les obligations fédérales.

Art. 97. L'organisation et les attributions de la gendarmerie font l'objet d'une loi.

Art. 98. Il peut être formé une garde civique, dont l'organisation est réglée par la loi.

CHAP. VIII. — Des Finances.

Art. 99. Aucun impôt au profit de l'État ne peut être établi que par une loi. Aucune charge, aucune imposition communale ne peuvent être établies que du consentement du conseil municipal. La loi détermine les exceptions dont l'expérience démontrera la nécessité, relativement aux impositions communales.

Art. 100. Les impôts et taxes au profit de l'État sont perçus aussi longtemps que la loi, qui les a établis, n'est pas révoquée ou modifiée.

Art. 101. Il ne peut être établi de privilège en matière d'impôts. Nulle exemption ou modération ne peut être établie que par une loi.

Art. 102. Hors les cas formellement exceptés par la loi, aucune rétribution ne peut être exigée des citoyens ou des établissements publics qu'à titre d'impôt au profit de l'État ou de la commune.

Art. 103. Aucune pension, aucun traitement d'attente, aucune gratification à la charge du trésor ne peuvent être accordés qu'en vertu de la loi.

Art. 104. Le budget des recettes et des dépenses ordinaires et constantes, et en général de toutes celles qui sont nécessaires pour assurer la marche régulière des services publics, est établi d'une manière permanente par la loi.

Le budget des recettes et des dépenses non-permanentes est établi chaque année par une loi spéciale.

Chaque année les comptes de l'Etat sont arrêtés par la loi. Toutes les recettes et dépenses doivent être portées dans ces comptes.

Art. 105. Une chambre des comptes est chargée de l'examen et de la liquidation des comptes de l'administration générale et de tous les comptables envers le trésor public.

La loi règle son organisation, l'exercice de ses attributions et le mode de nomination de ses membres.

La chambre des comptes veille à ce qu'aucun article de dépense du budget ne soit dépassé.

Aucun transfert d'une section du budget à l'autre ne peut être effectué qu'en vertu d'une loi.

Cependant les membres du Gouvernement peuvent opérer, dans leurs services, des transferts d'excédants d'un article à l'autre dans la même section, à charge d'en justifier devant l'Assemblée des États.

La chambre des comptes arrête les comptes des différentes administrations de l'État et est chargée de recueillir à cet effet tout renseignement et toute pièce comptable nécessaire. Le compte général de l'État est soumis à l'Assemblée des États avec les observations de la chambre des comptes.

Art. 106. Les traitements et pensions des ministres des cultes sont à la charge de l'État et réglés par la loi.

CHAP. IX. — Des Communes.

Art. 107. Il y aura dans chaque commune un conseil communal élu directement par les habitants ayant les qualités requises pour être électeurs; la composition, l'organisation et les attributions de ce conseil sont réglées par la loi.

Le bourgmestre est nommé et révoqué par le Roi Grand-Duc, qui peut le choisir hors du sein du conseil.

Le conseil communal décide sur tout ce qui est d'intérêt purement communal, sauf l'approbation de ses actes dans les cas et suivant le mode que la loi détermine.

Les agents ou employés communaux, ceux de la police municipale, forestière et rurale, sont nommés et révoqués de la manière déterminée par la loi.

Aucune imposition communale ne peut être établie ou supprimée sans l'autorisation du Roi Grand-Duc.

Les comptes et budgets sont rendus publics.

Le Roi Grand-Duc peut suspendre ou annuler les actes des autorités communales qui excèdent leurs attributions ou qui sont contraires à la loi ou à l'intérêt général. La loi règle les suites de cette suspension ou annulation.

Le Roi Grand-Duc a le droit de dissoudre le conseil.

Art. 108. La rédaction des actes de l'état civil et la tenue des registres sont exclusivement dans les attributions des autorités communales.

CHAP. X. — Dispositions Générales.

Art. 109. La ville de Luxembourg est la capitale du Grand-Duché et le siège du Gouvernement. Le siège du Gouvernement ne peut être déplacé que momentanément pour des raisons graves.

Art. 110. Aucun serment ne peut être imposé qu'en vertu de la loi; elle en détermine la formule.

Tous les fonctionnaires publics civils, avant d'entrer en fonctions, prêtent le serment suivant :

« Je jure fidélité au Roi Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État.

« Ainsi Dieu me soit en aide ! »

Art. 111. Tout étranger qui se trouve sur le territoire du Grand-Duché, jouit de la protection accordée aux personnes et aux biens, sauf les exceptions établies par la loi.

Art. 112. Aucune loi, aucun arrêté ou règlement d'administration générale ou communale, n'est obligatoire qu'après avoir été publié dans la forme déterminée par la loi.

Art. 113. Aucune disposition de la Constitution ne peut être suspendue que dans le cas d'état de siège proclamé conformément à la loi.

Art. 114. Aucun changement à la Constitution ne peut être introduit, à moins d'avoir été adopté par deux votes émis dans deux sessions différentes, et à quarante jours d'intervalle au moins.

Art. 115. Aucun changement à la Constitution ne peut être fait pendant une régence.

CHAP. XI. — Dispositions Transitoires et Supplémentaires.

Art. 116. Jusqu'à ce qu'il y soit pourvu par une loi, l'Assemblée des États aura un pouvoir discrétionnaire, peut accuser un membre du Gouvernement, et la Cour supérieure, en assemblée générale, le jugera, en caractérisant le délit et en déterminant la peine. Néanmoins, la peine ne pourra excéder celle de la reclusion, sans préjudice des cas expressément prévus par les lois pénales.

Les conseillers de la Cour faisant partie de l'Assemblée des États, s'abstiendront de toute participation à la procédure et au jugement.

Art. 117. A compter du jour où la Constitution sera exécutoire, toutes les lois, tous les décrets, arrêtés, règlements et autres actes qui y sont contraires sont abrogés.

Art. 118. La peine de mort, abolie en matière politique, est remplacée par la peine immédiatement inférieure, jusqu'à ce qu'il y soit statué par la loi nouvelle.

Art. 119. En attendant la conclusion des conventions prévues à l'Article 12, les dispositions actuelles relatives aux cultes restent en vigueur.

Art. 120. Jusqu'à la promulgation des lois et règlements prévus par la Constitution, les lois et règlements en vigueur continuent à être appliqués.

Art. 121. La Constitution d'États du 12 octobre 1841 est abolie.

Toutes les autorités conservent et exercent leurs attributions, jusqu'à ce qu'il y ait été autrement pourvu, conformément à la Constitution.

Appartient à Notre ordonnance de ce jour.

La Haye, le 27 novembre, 1856.

Par le Roi Grand-Duc :

GUILLAUME.

*Le Secrétaire du Roi pour les Affaires du
Grand-Duché de Luxembourg, G. D'OLIMART.*

*Le Conseil des Administrateurs-Généraux,
SIMONS, WURTH-PAQUET, SERVAIS,
EYSCHEN, DE SCHERFF.*

TROISIÈME PARTIE.

AFFAIRE DE L'ARCADION.

CORRESPONDANCE ÉCHANGÉE ENTRE LA PORTE OTTOMANE ET LE GOUVERNEMENT GREC AU SUJET DE L'ARCADION.

**Protestation adressée par Ibrahim Pacha au gouverneur de l'île
de Cérigo, en date de Cérigo, le 24 mai 1867.**

Je porte à votre connaissance qu'un bateau hellène corsaire est arrivé dans l'île de Crète portant des insurgés, et a été aperçu de *l'Izeddin*, bateau de la marine impériale chargé du blocus de l'île. Aussitôt ledit bateau corsaire a pris la fuite lançant des coups de canon contre ledit navire de la marine impériale et s'est réfugié dans le port de votre île, où il a été reçu.

L'Izeddin s'est présenté alors devant le port, déclarant que le bateau auquel il avait donné la chasse étant un bateau corsaire et que par conséquent il ne devait pas être reçu. Aussitôt les habitants de votre île ont pris les armes en se préparant au combat contre l'équipage de *l'Izeddin*.

De pareils actes étant contraires aux traités en vigueur entre les deux pays, je viens protester de la part de mon gouvernement et contre vous et contre votre gouvernement.

Signé : IBRAHIM-PACHA.

**Note d'Ibrahim Pacha, commandant la marine impériale
à Server-Effendi, en date du 25 mai 1867.**

L'Izeddin, ayant rencontré *l'Arcadion* à proximité du port de la Canée, à une distance d'un mille du rivage de la Crète, dans la ligne du blocus, et *le Talia*, l'ayant également aperçu, ont commencé à lui donner la chasse, accompagnés des frégates *l'Ertagroul* et *le Medjidié*, qui se trouvaient non loin. Mais ces derniers bâtiments, n'ayant pas une marche rapide, ont été distancés et sont restés en arrière. Seul *l'Izeddin* a pu serrer de près le contrebandier, et à mesure qu'il s'en approchait, il lui a, à trois milles au large de la Canée, lancé quelques boulets et l'a harcelé. *L'Arcadion*, quoiqu'il n'eût pas encore franchi la mer territoriale bloquée, a riposté et tiré des coups de canon. Un de ses boulets a endommagé le tambour, la poudre de bord, et percé les cabines d'avant; un autre boulet a traversé *l'Izeddin* de part en part, en brisant les bords du pont. *L'Arcadion* a tiré ainsi plus de soixante boulets et bombes sur le bâtiment impérial, qui, malgré cela, s'en approchant de plus en plus, était près de le capturer, quand *l'Arcadion*, qui, poursuivi de la sorte, était arrivé près de l'île de Cérigo, voisine de la Crète, et distante de dix-huit milles, s'y est réfugié. *L'Izeddin* voulant entrer également dans le susdit port pour y formuler une protestation contre l'acte du contrebandier, qui, se trouvant dans les eaux du blocus, lui avait lancé des bombes et des boulets, fut assailli par des coups de fusil, partis tant du rivage que des fortifications et de derrière les rochers. Le commandant a donc adressé aux autorités de Cérigo, qui d'ailleurs n'ont pas voulu l'accepter, une protestation contre ce procédé inqualifiable.

Ces faits ayant en conséquence été immédiatement portés à ma connaissance par le steamer impérial *l'Atarid*, je me suis, hier mercredi, embarqué aussitôt sur *le Chekper* et me suis rendu à Cérigo, où les renseignements que j'ai recueillis ont en tous points confirmé l'exactitude du récit qui venait de m'être rapporté. J'ai alors adressé une protestation, dont ci-joint copie¹, aux autorités de l'île pour réclamer contre l'acte du contrebandier *l'Arcadion*, qui avait tiré dans les eaux du blocus sur les navires ottomans et les avait endommagés, contre l'accueil qu'il avait trouvé et le refuge qui lui avait été donné dans le port de Cérigo faisant partie du territoire hellénique, sans le moindre égard pour les droits du gouvernement impérial, et cela, lorsque les deux États entretiennent des relations amicales, et enfin contre les

¹ Voir ci-dessus.

coups de fusil qui, après la réception du contrebandier, ont été tirés sur les bâtiments de la marine impériale.

Ayant remis cet acte à qui de droit, je suis retourné en Crète.

Signé : IBRAHIM-PACHA.

**Dépêche de Photiadés-Bey, ministre de Turquie en Grèce
à Fuad-Pacha, en date d'Athènes le 5 juin 1867.**

Monseigneur,

A l'instant même, M. Tricoupis m'annonce que le bateau à vapeur *Arcadion*, poursuivi dans la haute mer par quatre bâtiments de la marine impériale, s'est réfugié dans la baie de Cérigo, où il serait bombardé par lesdits bâtiments et aurait perdu quelques hommes de son équipage. Cette nouvelle ayant produit une grande agitation dans le public, le gouvernement hellénique donna ordre à la frégate *Hellas* de se rendre immédiatement à Cérigo, à l'effet de délivrer et d'escorter *l'Arcadion* jusqu'au Pirée. Je me refuse à croire, pour le moment, qu'un tel acte d'hostilité ait été commis par nos croiseurs dans un port de Grèce, et je me réserve de communiquer à Votre Altesse tous les détails qui parviendraient à ma connaissance sur cet incident.

Signé : PHOTIADÈS.

**Rapport de Server-Effendi au grand-visir Aali-Pacha,
en date du 6 juin 1867.**

Monseigneur,

Le matin du mercredi 2 sefer (5 juin), le commandant de la marine impériale Ibrahim-Pacha est venu m'informer que les bâtiments de la marine impériale ayant encore une fois rencontré *l'Arcadion*, ils lui avaient donné la chasse pendant quelque temps, mais que ce contrebandier s'étant réfugié dans le port de Cérigo, il avait débarqué les trois cents volontaires qu'il avait à bord ; que les boulets lancés dans cette poursuite par les bâtiments ottomans contre *l'Arcadion* et qui l'ont atteint l'avaient tellement endommagé, qu'il n'avait pu arriver dans le port de refuge que penché sur un côté, position dans laquelle

il se trouvait encore ; et enfin que *l'Arcadion* avait lui-même, lorsqu'il était encore dans les eaux de la Crète, tiré sur les bâtiments ottomans, et que *l'Izeddin* en avait souffert quelques dégâts sur un de ses tambours. Ibrahim-Pacha a ajouté que dans la pensée que le gouvernement impérial ne manquerait pas de réclamer contre cet incident, il lui paraissait convenable et opportun que des démarches identiques fussent effectuées de sa part auprès des autorités de Cérigo et de la mienne au consul hellénique à la Canée, pour obtenir que le contrebandier fût jusque-là détenu dans le port en question ; et qu'il allait lui-même partir immédiatement sur un bateau spécial pour l'île susmentionnée à l'effet de recueillir les renseignements nécessaires sur l'incident.

L'acte auquel *l'Arcadion* a osé se porter, lorsqu'il était encore dans les eaux de la Crète, constitue évidemment un grief et motive nos réclamations. L'incident n'étant pas cependant bien éclairé et afin d'éviter d'entreprendre auprès du consul précité une démarche sur de simples données, nous nous sommes entendus avec Ibrahim Pacha pour subordonner cette démarche aux informations authentiques que nous aurions à son retour. Ibrahim-Pacha étant parti, en effet, le même jour pour Cérigo sur un bateau spécial, je viens de recevoir de sa part, à l'instant même, une lettre contenant des détails circonstanciés sur l'incident, et dont j'envoie ci-joint copie à Votre Altesse, avec celle de l'acte de protestation en Grèce, que Son Excellence a cru devoir adresser aux autorités de Cérigo. J'ai jugé inutile et inopportun de faire aucune démarche auprès du consul hellénique ; car, dans le principe, cette démarche devait avoir pour objet de contribuer à faire revenir *l'Arcadion* dans le port de Cérigo. Or, d'après nos informations, ledit contrebandier a quitté l'île susmentionnée. D'autre part, l'acte remis par Ibrahim-Pacha aux autorités de Cérigo ne faisant que protester uniquement contre les coups de fusil tirés par les habitants de cette île sur *l'Izeddin*, qui se présentait pour remplir une mission essentiellement pacifique, ma démarche devenait sans objet.

Signé : SERVER EFFENDI.

Dépêche de Photiadès-Bey à Fuad-Pacha contenant copie d'une note de M. Tricoupis et du conseil d'administration de la compagnie de navigation à vapeur hellénique, en date d'Athènes le 12 juin 1867.

Monseigneur,

En me référant à mon respectueux rapport, en date d'aujourd'hui j'ai l'honneur de transmettre à Votre Altesse ci-après copie d'une note de M. Tricoupis, datée d'hier et qui vient de me parvenir, ayant pour annexe une lettre adressée au ministère de l'intérieur par le conseil de la compagnie de navigation hellénique et relative à l'attaque dont *l'Arcadion* aurait été l'objet de la part de nos croiseurs.

En priant Votre Altesse de vouloir bien me communiquer les informations et les dispositions dont elle disposerait sur l'incident qui fait l'objet de la note ci-jointe, et me tracer dans quel sens j'aurai à répondre à M. Tricoupis,

J'ai l'honneur, etc.

Signé : PHOTIADÈS.

ANNEXE I.

Note de M. Tricoupis à Photiadès-Bey, en date du 11 juin 1867.

Monsieur le ministre,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint la traduction d'une lettre adressée à M. le ministre de l'intérieur par le conseil de la Compagnie hellénique de navigation à vapeur.

Ce document, ainsi que le journal du capitaine Anghelikarno, commandant du bateau *Arcadion*, constate d'une manière évidente que des navires de la marine impériale ottomane donnèrent la chasse dans les eaux grecques au bateau susmentionné de la compagnie, faisant feu sur lui à coups de canon dans les mêmes eaux, qu'ils le bloquèrent pendant deux jours dans le port de l'île grecque de Cérigo, et qu'ils lancèrent des boulets sur cette île.

Dans la lutte un homme de l'équipage de *l'Arcadion* a été tué et deux autres blessés.

En protestant au nom du gouvernement hellénique contre une violation aussi flagrante des droits de souveraineté de la Grèce, et en ré-

clamant du gouvernement ottoman la réparation qui nous est due, je ne puis me dispenser de me reporter aux assurances que vous avez bien voulu me donner relativement aux instructions précises et sévères qu'aurait la flotte ottomane de respecter l'inviolabilité des eaux territoriales de la Grèce et de se garder de donner au gouvernement hellénique des sujets de plainte.

Je ne saurais douter de la sincérité de ces assurances; aussi j'ai la confiance que la Sublime-Porte s'empressera de nous en donner la preuve en désavouant les coupables et en leur infligeant une punition exemplaire.

Signé : TRICOUPIS.

ANNEXE II.

**Lettre du conseil d'administration de la compagnie de navigation
à vapeur hellénique à M. le ministre de l'intérieur.**

Hermopolis, le 8 juin 1867.

Monsieur le président,

Nous avons l'honneur de vous faire parvenir ci-joint le journal du capitaine Anghelikarno, commandant le bateau à vapeur de la compagnie *l'Arcadion*, afin de vous informer que ce bateau pendant son voyage en Candie, a non-seulement été poursuivi par l'escadre turque dans les eaux grecques, ce qui d'ailleurs est légitime; mais il a été encore attaqué dans les eaux grecques, tout près de l'île de Cérigo; que, par suite des coups de canon tirés par le bateau à vapeur turc sur *l'Arcadion* au moment où ce paquebot se trouvait, ainsi qu'il est dit plus haut, sur une mer hellénique, non-seulement le navire a été endommagé, mais un matelot de l'équipage a été tué et deux autres blessés. C'est pourquoi le commandant se trouvant dans le cas de légitime défense contre cette agression illicite, a été forcé de riposter, lui aussi, par des coups de canon.

Votre Excellence verra, en outre, que *l'Arcadion* a été bloqué, pendant plusieurs heures, dans le village de Cérigo, et que son équipage a été canonné même sur la terre ferme.

Nous avons l'honneur de porter ces faits à votre connaissance, afin que vous vouliez bien faire telles démarches que vous jugerez conve-

nables à la suite de cette attaque illégale du pavillon et du territoire hellénique par la flotte ottomane.

Nous sommes, etc.

Les directeurs,

Signé : E. KEHAYA.

E. JADOPOULOS.

D. FAFIADAKIS.

Le secrétaire général,

Signé : A. KARIRAS.

Dépêche de Fuad-Pacha à Photiadès-Bey en réponse à sa dépêche du 12 juin, en date de Constantinople le 19 juin 1867.

Monsieur l'Envoyé,

J'ai reçu votre dépêche du 12 juin relative aux faits qui se sont produits à l'occasion de l'attaque dirigée contre *l'Arcadion* par les navires de la marine impériale, et les pièces annexées à ladite dépêche.

Vous trouverez ci-joint les documents qui vous permettront d'apprécier et de faire apprécier par le Gouvernement hellénique le véritable caractère de cette rencontre, savoir :

1° Le rapport de Server-Effendi, commissaire impérial dans l'île de Crète;

2° Le rapport d'Ibrahim-Pacha, commandant de la marine impériale;

3° La protestation adressée par le même commandant aux autorités helléniques de l'île de Cérigo.

Il résulte clairement de ces divers documents, qui ne sont pas contredits sur les points essentiels par l'exposé de M. Tricoupis lui-même et celui de la Compagnie hellénique, que *l'Arcadion* a été surpris à un mille des côtes de Crète par les croiseurs de la marine impériale qui lui ont donné la chasse, et que le vapeur poursuivi a fait usage contre les navires de la marine impériale des canons qu'il avait à son bord; qu'il en est résulté un véritable combat, qui a commencé dans les eaux de Crète, s'est continué en haute mer et n'a cessé que lorsque *l'Arcadion* est entré dans les eaux grecques; qu'enfin les réclamations d'Ibrahim-Pacha auprès des autorités de Cérigo dans le port duquel ce bâtiment est entré, n'ont eu d'autre effet que de provoquer des actes d'agression de la part des habitants de l'île contre le croiseur impérial.

En rapprochant les faits relatés dans ces divers documents de ceux

qui sont exposés tant dans la note de M. Tricoupis que dans la plainte de la Compagnie à laquelle appartient *l'Arcadion*, il vous sera facile, monsieur l'Envoyé, de remettre l'incident dans son véritable jour et d'établir que les rôles ont été audacieusement intervertis. Aussi ne cacherez-vous pas à M. Tricoupis la pénible surprise qu'a causée au gouvernement impérial la lecture de sa note du 30 mai (11 juin), et de l'annexe qui la complète et en aggrave la portée.

L'Arcadion est depuis plusieurs mois exclusivement consacré non-seulement à la contrebande de guerre, mais encore au transport des volontaires recrutés au profit de l'insurrection crétoise. C'est donc un corsaire placé hors du droit des gens et qu'aucune nation ne saurait couvrir de son pavillon sans faire acte d'hostilité directe contre la Turquie, et cela sous une forme jusqu'ici inconnue chez les peuples civilisés.

Le Gouvernement hellénique, ne peut, en effet, échapper à ce dilemme :

Ou, il reconnaît à *l'Arcadion* le droit de naviguer sous le pavillon hellénique pour servir la révolution crétoise, transporter des bandes d'envahisseurs, leurs armes et leurs munitions, et entrer en lutte ouverte et armée contre les croiseurs ottomans ; et, dans ce cas, il est impossible de concilier cette déclaration avec l'état de paix que la Grèce semble vouloir maintenir entre les deux États.

Ou, au contraire, le Gouvernement hellénique répudie nettement et sincèrement la responsabilité des actes commis par *l'Arcadion* et de ses entreprises armées contre un État voisin ; et alors *l'Arcadion* est un corsaire, ou, pour mieux dire, un pirate, qui n'a le droit de se couvrir d'aucun pavillon, qui ne doit être reçu dans aucun port étranger, et pour la capture duquel toute autorité régulière est tenue de prêter main forte à la marine impériale.

En tenant ce langage à M. Tricoupis, vous vous hâterez d'ajouter que le Gouvernement impérial écarte volontiers la première de ces hypothèses, non-seulement comme contraire aux assurances que le Gouvernement hellénique nous a toujours données de son respect pour le droit des gens, mais encore comme en opposition avec les termes mêmes des communications qu'il nous a faites au sujet de *l'Arcadion* et des propres aveux de la Compagnie à laquelle appartient ce navire, qui n'hésite pas à reconnaître que la poursuite dont il a été l'objet de la part des croiseurs ottomans était légitime. Il ne reste donc que la seconde hypothèse, qui condamne également la conduite des autorités de l'île de Cérigo et la protestation de M. Tricoupis.

Vous ne manquerez pas, Monsieur l'Envoyé, de faire remarquer au ministre hellène que le cas qui nous occupe diffère essentiellement de celui où un navire étranger essaye, à ses risques et périls, de violer

un blocus dans un simple but de spéculation commerciale. *L'Arcadion* est au service des comités helléniques, qui nous font la guerre sous une forme dont les annales de l'histoire d'aucun pays ne donnent l'exemple. C'est un fait de notoriété européenne. Il est armé et monté par des comités; et lorsqu'il est surpris par les croiseurs, il résiste, fait usage de ses canons et combat les forces impériales de la même manière que combattent dans l'intérieur de l'île les bandes de volontaires contre les troupes impériales chargées de les réduire.

En ce qui touche enfin le fait d'avoir continué la poursuite de *L'Arcadion* jusque dans les eaux grecques, la justification de cette apparente violation des usages internationaux est tout entière dans le caractère du navire poursuivi, tel qu'il vient d'être établi.

Mais en admettant qu'il y eût lieu d'examiner cette question, ce ne serait assurément qu'après que le Gouvernement hellénique aurait lui-même donné pleine satisfaction à la Sublime-Porte pour l'accueil fait dans un port grec à un navire corsaire, auquel aucune protection légale ne pouvait être accordée, et enfin pour les actes d'agression commis par les habitants de l'île de Cérigo contre le croiseur impérial, double fait qui a motivé la protestation très-fondée et très-légitime d'Ibrahim-Pacha.

En repoussant ainsi et très-nettement les réclamations aussi mal fondées qu'inopportunes de M. Tricoupis, je vous prie, monsieur l'Envoyé, de profiter de cette occasion pour faire ressortir à ses yeux combien il serait facile pour le Gouvernement hellénique de prévenir de semblables incidents, en faisant défense à tous affréteurs ou compagnies helléniques de mettre leurs navires au service de l'insurrection crétoise et en prenant, à cet effet, des mesures énergiques qui ne seraient en définitive qu'un retour loyal au principe du droit international.

Signé : FUAD.

Dépêche de Photiadès-Bey à Safvet Pacha, ministre ad interim des affaires étrangères, en date d'Athènes le 26 juin 1867.

Excellence,

J'ai eu l'honneur de recevoir avec les pièces y annexées la dépêche que S. A. Fuad-Pacha a bien voulu m'adresser en date du 19 juin, en réponse à mon rapport du 12 du même mois, relatif aux incidents auxquels a donné lieu l'attaque dirigée contre *L'Arcadion* par les bâtimens de la marine impériale.

Je me suis empressé de donner lecture à M. Tricoupis de la dépêche précitée, en l'appuyant des pièces qui l'accompagnaient, et de lui faire sentir catégoriquement qu'aux yeux du Gouvernement impérial, *l'Arcadion* ne saurait être considéré comme un simple contrebandier ; que ce navire ne se borne pas à introduire clandestinement en Crète des objets prohibés en violation du blocus ; mais que s'étant mis au service des comités qui nous font la guerre, il s'est voué au transport d'envahisseurs étrangers ; qu'armé en guerre, à l'instar des pirates, il est toujours prêt à faire usage de ses canons et à combattre les forces impériales, et que, par conséquent, vu les actes auxquels ils se livre, il se trouve en quelque sorte dénationalisé et n'est légitimement couvert par aucun pavillon.

J'ai ajouté que le Gouvernement hellénique ne saurait protéger de son pavillon un navire dans une telle situation, ni l'admettre dans ses ports sans porter une grave atteinte aux relations de paix existant entre les deux États.

En ce qui concerne la poursuite de *l'Arcadion* par nos croiseurs, j'ai tâché de faire comprendre à M. Tricoupis que le caractère du navire poursuivi l'explique suffisamment, et que, d'ailleurs, quand même il y aurait là un point à examiner, ce ne serait qu'après que le Gouvernement royal aurait donné satisfaction à la Sublime-Porte pour les griefs formulés dans la dépêche de S. A. Fuad-Pacha.

M. Tricoupis a d'abord repoussé de tous ses efforts la qualification de pirate donnée à *l'Arcadion*, en me faisant observer que c'est un navire de commerce appartenant à une compagnie de navigation ; que si l'on peut lui reprocher de se livrer à la contrebande de guerre, il n'en est pas moins vrai qu'il ne se livre ni au pillage ni aux captures ; qu'il n'a fait usage de ses canons que pour se défendre contre l'attaque dont il était l'objet ; qu'il n'a nullement provoqué la lutte et n'a fait, en définitive, que ce qu'il pouvait pour se sauver, et qu'il appartient exclusivement au Gouvernement impérial de faire respecter le blocus, en réprimant, conformément au droit des gens, les bâtiments qui, à leurs risques et périls, osent le violer.

En ce qui concerne l'agression commise, d'après lui, par nos croiseurs dans les eaux territoriales de la Grèce, M. Tricoupis m'a déclaré que c'est là un acte qui constitue une offense à la souveraineté du pays, que ni la qualité quelle qu'elle soit de *l'Arcadion*, ni aucune autre circonstance ne peuvent justifier, et que de ce chef le Gouvernement impérial est tenu de donner la juste satisfaction que le Gouvernement du roi Georges a réclamée.

M. Tricoupis a fini en me demandant copie de la dépêche dont je lui donnais lecture ; mais je me suis abstenu de le faire, en me réservant de solliciter préalablement les ordres de Votre Excellence. A cet

égard, qu'il me soit permis de lui faire observer que, comme il est à présumer que le Gouvernement hellénique soumettra la question, avec le dossier y relatif, à l'appréciation des grandes Puissances, il importe que notre réponse, s'il y en a à faire, à sa note du 30 mai-11 juin dernier, ainsi que la communication des pièces à l'appui, soient faites en cette prévision.

J'ai l'honneur, etc.

Signé : J. PHOTIADÈS.

**Dépêche de Salvét-Pacha à Photiadès-Bey, en réponse à sa
dépêche du 26 juin en date de Constantinople le 31 juillet
1867,**

J'ai reçu la dépêche de S. Exc. Photiadès-Bey, en date du 26 juin, qui rend compte de l'entretien qu'il a eu avec M. Tricoupis sur l'incident relatif à *l'Arcadion*, à la suite des instructions que S. A. Fuad-Pacha lui avait envoyées à ce sujet à la date du 19 juin.

Les objections que M. le ministre des affaires étrangères de Grèce a cru devoir faire aux raisonnements que Photiadès-Bey était chargé de développer, n'ont pas paru au gouvernement impérial de nature à modifier sa manière de voir et la ligne de conduite que le soin de sa dignité lui a imposée en cette circonstance.

M. Tricoupis repousse la qualification de pirate, qui nous a semblé la seule expression qui réponde à la situation de *l'Arcadion* et aux actes que ce navire a commis et continue de commettre dans les eaux ottomanes. Une étude plus attentive et plus impartiale des faits devra le convaincre que notre jugement à cet égard n'a rien eu de trop sévère ni d'exagéré; si *l'Arcadion* n'était qu'un navire de commerce essayant, dans un but de spéculation, de violer le blocus pour trafiquer de marchandises prohibées, la réclamation de M. Tricoupis serait fondée; mais, ainsi que Photiadès-Bey a pris soin de le lui rappeler, *l'Arcadion* s'est mis publiquement au service des bandes d'envahisseurs qui combattent l'autorité légitime du Sultan dans l'île de Crète. Il transporte non pas seulement des objets de ravitaillement, mais des armes, des munitions et, qui plus est, des hommes armés se rendant ostensiblement sur le lieu de la lutte. Dans ces conditions, un navire, quel que soit le pavillon dont il se couvre, doit être traité comme le serait sur terre une bande d'insurgés rencontrée par les troupes impériales.

Ce n'est pas tout. *L'Arcadion* n'a pas seulement cherché à se dérober

par la fuite à la poursuite des croiseurs, ainsi que M. Tricoupis le disait à Photiadès-Bey ; mais il a résisté, a fait usage de ses armes et s'est mis en état d'hostilité ouverte avec les croiseurs de Sa Majesté Impériale, alors qu'il n'était que poursuivi et non attaqué.

Ces faits, que vous devez rappeler à M. Tricoupis, se sont passés dans les eaux ottomanes ; mais même en pleine mer, quel nom donner à un navire de commerce qui se livre à de pareils actes, et comment pourrait-on lui laisser la ressource de s'abriter sous un pavillon qu'il n'a plus le droit d'arborer, alors qu'il a violé le droit des gens et s'est mis lui-même hors la loi ?

L'Arcadion a donc agi comme un pirate et devait être traité comme tel ; et les actes qu'il a commis ne pourraient perdre ce caractère que si la nation à laquelle il appartient était en guerre avec la Sublime-Porte.

Il n'existe pas, je crois, entre ces deux situations de terme moyen, et je suis convaincu que le gouvernement hellénique ne voudra pas couvrir de sa responsabilité des faits qui ne rentrent dans aucun des cas prévus par le droit des gens. S'il acceptait cette responsabilité, il obligerait la Sublime-Porte à demander réparation pour un acte d'hostilité injustifiable, dont la Grèce se rendrait elle-même solidaire.

En ce qui touche la poursuite de *l'Arcadion* dans les eaux grecques, je ne crois pas que M. Tricoupis puisse persister à voir dans cette circonstance une violation du droit des gens, puisqu'il s'agissait d'atteindre et de punir, ainsi que je l'ai démontré plus haut, un navire qui n'avait droit à la protection d'aucune nation et que les autorités helléniques auraient dû elles-mêmes capturer, au lieu de lui accorder asile et protection ; mais, ainsi que Son Altesse Fuad-Pacha le faisait si justement remarquer dans sa dépêche du 19 juin, il n'y aurait lieu d'examiner cette question que lorsque le gouvernement hellénique aurait lui-même donné satisfaction à la Sublime-Porte en reconnaissant que le navire *Arcadion*, en se mettant en état d'hostilité contre les croiseurs impériaux, a violé le droit des gens et ne peut plus se prévaloir de la protection hellénique, et enfin en offrant la juste réparation due au pavillon impérial, en raison de l'acte d'agression dont les croiseurs ottomans ont été l'objet de la part des habitants de l'île de Cérigo.

Je vous autorise à laisser copie à M. Tricoupis de la présente dépêche, ainsi que de celle de S. A. Fuad-Pacha du 19 juin.

Recevez, etc.

Signé : SAFVET-PACHA.

RÉPERTOIRE
DES
TRAITÉS DE PAIX
DE COMMERCE, D'ALLIANCE, ETC.

Conventions et autres Actes conclus entre toutes les puissances
du globe, principalement depuis la paix de Westphalie,
jusqu'au 1^{er} janvier 1863.

TABLE GÉNÉRALE DES RECUEILS

DE

Dumont.	Samwer.	Angeberg.	Testa.	Sontzo.
Wenck.	Clercq.	Hertslet.	Elliot.	State papek.
Martens.	Lunard.	Neumann.	Cantillo.	Archives diplo-
Murhan.	Lesur.	Calvo.	Castro.	matiques.

Ouvrage publié sous les auspices de M. DROUYN DE LHUYS

PAR M. TÉTOT

Archiviste au Ministère des Affaires Étrangères.

Quiconque a eu besoin de consulter un Traité ou un Acte diplomatique n'ignore pas les difficultés qu'il a rencontrées au milieu de ce dédale de collections classées sans ordre, les volumes s'enchevêtrant dans les volumes, les années dans les années.

D'autre part il n'est pas donné à tout le monde de posséder tous les Recueils de traités publics, par les différentes puissances, et d'y trouver après des recherches pénibles, laborieuses, le document cherché. Il faut alors avoir recours aux grandes bibliothèques publiques où l'on rencontre encore un empêchement sérieux, car on ne sait dans quelle collection est publié le document cherché et quel ouvrage on doit demander à consulter.

Grâce au Répertoire de M. Tétot, toutes ces difficultés n'existent plus. En effet, dans son livre on trouve le titre de 7000 traités avec l'indication du Recueil, du volume et de la page où ils sont insérés.

Nous croyons inutile d'insister davantage sur l'utilité d'une pareille table, utilité que nous ne saurions mieux démontrer qu'en donnant ci-dessous un spécimen de ce Répertoire qui se trouvera bientôt entre les mains de tous ceux qui s'intéressent aux questions diplomatiques.

RECUEIL DES TRAITÉS

DE LA

FRANCE

DEPUIS LE TRAITÉ D'UTRECHT JUSQU'A NOS JOURS

Publié sous les auspices

de S. Ex. M. DROUYN DE LHUYS, Ministre des affaires étrangères

PAR M. DE CLERCQ

ministre Plénipotentiaire

Le libraire Amyot poursuit le cours de ses publications diplomatiques. Après avoir donné au public d'élite dont il a fait son client le recueil des traités, conventions et notes diplomatiques concernant l'Autriche et l'Italie, le recueil des traités et actes concernant la Pologne et le recueil des actes du Congrès de Vienne avec les traités de 1815, il lui offre le *Recueil des traités de la France*. Ce recueil sera formé de sept à huit volumes in-8° de plus de 600 pages ; le premier volume vient d'être mis en vente.

Le *Recueil des traités de la France* a été préparé et composé par M. A. de Clercq, ministre plénipotentiaire, sous les auspices de M. Drouyn de Lhuys, ministre des affaires étrangères : c'est dire qu'il ne lui manquera aucune des garanties que des lecteurs sérieux, des hommes d'État et des historiens ont le droit d'exiger. Le nom de M. de Clercq est un des plus honorablement connus parmi ceux dont se compose aujourd'hui la liste des diplomates français. M. de Clercq, jeune encore, compte cependant de longues années de services ; il a fait de la diplomatie une étude complète et en remontant aux sources, il s'est pénétré des vrais, des éternels principes du droit international, et il a longuement médité sur la meilleure manière de les appliquer toujours et dans tous les cas, convenablement et utilement, en tenant compte des circonstances si diverses de temps et de lieu. Nul ne connaît mieux que M. de Clercq, les actes et les traditions de la diplomatie française.

Mais M. de Clercq, malgré ses rares qualités et sa remarquable aptitude, aurait risqué d'échouer dans son entreprise, s'il n'eût eu l'appui du ministre. M. Drouyn de Lhuys n'a pas seulement approuvé le projet de publier le *Recueil des traités de la France*, il l'a encouragé ; et pour en rendre l'exécution possible il a autorisé M. de Clercq à puiser dans les archives du ministère, et il lui a permis de collationner les documents officiels déjà connus sur les originaux eux-mêmes. Or ceci est une grande innovation et un remarquable progrès, car jusqu'à présent les archives du ministère des affaires étrangères étaient restées à peu près impénétrables, et ceux pour qui elles s'étaient ouvertes n'avaient pu que prendre une connaissance très-superficielle du texte même des documents et que rédiger après une lecture rapide des notes sommaires qui leur suffisaient à peine pour retenir quelques dates et pour conserver le souvenir des résultats généraux. Grâce à la bienveillance de M. Drouyn de Lhuys, à son esprit élevé et libéral, les textes de M. Clercq auront le mérite d'une exactitude rigoureuse et authentique.

Quant aux motifs qui ont déterminé M. de Clercq à réunir dans un recueil

spécial et complet les traités de la France, il a pris soin de les exposer dans un avant-propos qu'il a mis en tête de son premier volume.

Aujourd'hui la diplomatie n'a plus de secrets, tout le monde veut pénétrer dans son domaine et pouvoir se mettre en état d'apprécier ses œuvres en remontant aux origines. On désire connaître le texte même des actes dont l'ensemble constitue le droit des gens conventionnel. C'est un besoin général qui s'est manifesté partout en Europe depuis trente ans, et un effet du goût de la vie publique qui s'est emparé de toutes les classes de la société. Les collections générales ne pouvaient pas satisfaire à ce besoin récent; les unes, parce qu'elles sont anciennes; les autres parce qu'elles sont trop vastes. Les meilleures, qui sont loin d'être complètes, sont, en outre, tellement confuses, qu'on n'y trouve souvent qu'après de longues et pénibles recherches les actes qu'on désire consulter. Il y avait là une véritable lacune. Les publicistes ont voulu la combler en réunissant dans des recueils spéciaux les traités et les conventions propres aux divers pays et qui lient chacun de ces divers pays avec les autres. De tels recueils existent en Allemagne, en Angleterre, en Autriche, en Belgique, en Espagne, en Italie, dans les Pays-Bas, en Portugal, en Prusse, en Russie et en Suisse. Il faut bien que la France ait le sien. « Parmi les grandes puissances, dit M. de Clercq, la France seule est restée en arrière.... C'est la pensée de combler cette regrettable lacune et de fournir des éléments sérieux pour l'étude vraie et approfondie de la diplomatie française dans les temps modernes qui nous a inspiré la publication de notre recueil.... Notre point de départ est la fin du dix-huitième siècle, les années qui ont immédiatement précédé la Révolution de 1789. »

Malgré cette déclaration, M. de Clercq a donné dans son premier volume une place aux traités d'Utrecht, conclus et signés dans les mois de mars et d'avril 1713, et à un certain nombre d'autres actes antérieurs à l'année 1789, « dont les stipulations et les principes ont reçu une nouvelle consécration par les traités qui les ont suivies. Ces stipulations, ajoute M. de Clercq, sont comme la préface de notre recueil et en forment la première période. » M. de Clercq a conservé ainsi plus de cent actes dont le dernier est la convention, signée à Versailles le 14 novembre 1788, entre la France et les États-Unis d'Amérique pour déterminer et fixer les fonctions et prérogatives des consuls respectifs. Parmi ces actes diplomatiques de l'ancienne monarchie que M. de Clercq a très-justement placés dans son travail, nous avons remarqué le traité conclu à Paris avec l'Espagne le 15 août 1761, sous la dénomination de « pacte de famille, » et destiné « à perpétuer les sentiments de Louis XIV par le moyen d'une liaison intime entre les deux nations, qui s'engagèrent à regarder à l'avenir comme leur ennemie commune toute puissance qui le deviendrait de l'une d'elles. » Nous sommes aujourd'hui loin du pacte de famille, qui fut inspiré, en son temps, au duc de Choiseul par une grande idée et par un grand intérêt politique; et si M. de Clercq en a reproduit le texte dans son recueil, c'est parce qu'il appartient à une école diplomatique où l'on professe que des actes de cette importance ne cessent jamais d'exister, et que si leurs plus essentielles stipulations ont été profondément modifiées par les événements, il en reste toujours assez pour qu'on ne puisse pas méconnaître leur influence permanente et pour qu'on ait souvent besoin de les consulter.

M. de Clercq a divisé son recueil en cinq grandes périodes; nous venons de voir que la première s'arrête à la date du 14 novembre 1788. La seconde période embrassera les actes faits depuis le commencement de l'année 1789 jusqu'en l'année 1814; la troisième embrassera les actes faits de 1815 à 1830; les traités et conventions conclus de 1830 à 1841 formeront la quatrième période,

et la cinquième période, s'ouvrant en 1848, se prolongera jusqu'au moment présent. Nous avons dit que le premier volume avait paru ; il comprend la première période et le commencement de la seconde, jusqu'à la fin de l'année 1802.

Nous n'avons pas la prétention de juger dès aujourd'hui le travail si considérable et si important de M. de Clercq, nous y reviendrons quand nous l'aurons vu de plus près ; mais nous pouvons, sans attendre davantage, le féliciter de son heureuse et excellente idée et l'en remercier pour notre compte ; en publiant le *Recueil des traités de la France*, M. de Clercq contribuera à répandre parmi nous le goût des études sérieuses appliquées aux plus grandes affaires de notre pays, et il familiarisera ceux qui doivent ou qui veulent en parler ou en écrire, avec les textes eux-mêmes, que l'on connaît en général fort peu et dont il est désirable qu'on s'habitue à faire une étude scrupuleuse et approfondie.

(*Journal des Débats.*)

8 volumes grand in-8°. — Prix : 400 francs.

RECUEIL DES TRAITÉS

DE LA

PORTE OTTOMANE

AVEC

LES PUISSANCES ÉTRANGÈRES

Depuis le premier traité conclu en 1536 avec François I^{er} jusqu'à nos jours

PAR

le baron I. DE TESTA.

Ce Recueil est le fruit de vingt années d'études et de recherches laborieuses. Réunir les Traités et les Actes qui appartiennent à l'histoire des relations de la Porte ottomane avec les Puissances étrangères presque tous épars dans des ouvrages rares ou volumineux, ou qui n'ont jamais été publiés, cette tâche était en effet aussi vaste que difficile. Nul n'était mieux en état que le baron de Testa de mener à bonne fin une entreprise de ce genre. Par des circonstances exceptionnelles, il a pu puiser dans les Archives les plus secrètes et se procurer les documents les plus inconnus. On peut dire avec vérité que son livre est une révélation.

La *Bibliothèque diplomatique* éditée par Amyot, à Paris, vient de s'enrichir d'un ouvrage considérable auquel une place est assurée dans toutes les bibliothèques politiques : c'est le *Recueil des Traités de la Porte ottomane avec les puissances étrangères depuis le premier traité conclu en 1535, entre Suleyman I^{er} et François I^{er} jusqu'à nos jours*. Ce Recueil, éminemment remarquable par les notes précieuses qui l'accompagnent autant que par la richesse de ses documents, comprendra plusieurs volumes. Il pourra servir comme un modèle du genre, à en juger par le tome I^{er} entièrement consacré aux relations de la Porte ottomane avec la France. Il fait le plus grand honneur à son auteur, le baron Ign. de Testa, ancien diplomate et chambellan de S. A. I. et R. le grand-

duc de Toscane. Les sympathies nombreuses et honorables qu'il a conquises à Smyrne ajoutent pour nous un intérêt de plus à cette publication qui, entre autres effets heureux, aura celui de jeter une vive lumière sur le rôle grandiose que l'Empire ottoman a rempli dans le passé, et de détruire aussi beaucoup d'erreurs grossières et de préventions injustes qui existent encore en Occident au sujet de sa situation actuelle. Les déclamations de l'ignorance et de la passion ne résistent pas à l'évidence des faits, et, à ce point de vue, M. le baron de Testa aura, par ses travaux considérables, rendu un grand service à la Sublime-Porte ; il recueillera le suffrage de tous ceux qui s'intéressent au progrès et à la fortune de cet empire.

M. le comte d'Angeberg, qui s'occupe particulièrement de réunir les collections des traités européens, lui rend, à la première page du livre, un juste hommage. Après avoir dit que ses propres recherches tendaient à rassembler les *Traités de la Porte ottomane*, il déclare ceci : « En présence d'une collection aussi complète et aussi considérable, nous avons renoncé sans regret à notre entreprise. En effet, par des circonstances exceptionnelles, le baron de Testa a pu puiser dans les archives les plus secrètes et se procurer les documents les plus inconnus. Son recueil offre ainsi un intérêt tout particulier par l'immense quantité de pièces diplomatiques pour la plupart inédites qu'il renferme. On peut dire avec vérité que ce livre est une révélation. » Ce n'est qu'au prix de longs et persévérants efforts que M. de Testa est parvenu à réaliser une œuvre aussi compliquée. « Le recueil que je présente au public, dit-il dans un avant-propos, est le fruit de plus de vingt années d'études et de recherches laborieuses. »

Le premier et incontestable mérite de l'ouvrage, nous l'avons déjà constaté, parce qu'il nous avait frappé vivement, c'est le soin qu'a pris l'auteur de remplir par ses notes aussi claires que savantes les lacunes que les traités laissent entre eux ; ou quand ce ne sont pas des notes qui forment en quelque sorte la chaîne historique, ce sont ses pièces diplomatiques mêmes qui, sous forme d'appendice et mises dans une judicieuse ordonnance, expliquent chaque traité auquel elles se rapportent, et mettent ainsi au jour les plus précieuses révélations sur une situation et souvent sur toute une époque. Par cet heureux enchaînement des faits qui a dû coûter à M. de Testa d'énormes labeurs et qui dénotent chez lui une érudition peu commune, son Recueil évite d'être un assemblage indigeste de documents diplomatiques ; il devient un véritable livre d'histoire d'un intérêt soutenu et souvent dramatique.

C'est ainsi que dans un *Précis historique*, écrit d'un style sobre et ferme, il retrace les événements relatifs au prince Djem qui précédèrent les premiers traités conclus entre les rois de France et les sultans de Constantinople. La politique de François I^{er} vis-à-vis de la Sublime-Porte y est révélée dans ses traits essentiels. On y voit naître et grandir la tendance de ce prince et de ses successeurs à se lier avec les Ottomans contre la maison d'Autriche et notamment contre l'empereur Charles-Quint. L'auteur nous fait en quelque sorte toucher du doigt les mobiles qui déterminèrent la conclusion du traité de 1535 entre François I^{er} et Suleyman I^{er}, ainsi que des traités qui le suivirent : en 1569, entre Sélim I^{er} et Charles IX ; en 1581, entre Murad III et Henri III ; en 1604, entre Ahmet I^{er} et Henri IV ; en 1673, entre Murad et Louis XIV ; en 1740, entre Mahmoud I^{er} et Louis XV. Il constate que le premier acte, fondé sur le principe de la réciprocité, a les caractères d'un traité synallagmatique. Au point de vue commercial, il a servi de base aux transactions de même nature intervenues, dans la suite, entre les empereurs ottomans et les puissances chrétiennes. Quant aux autres actes, ils renouvelèrent et augmentèrent les

droits et avantages assurés aux Français ; mais ils n'eurent pas la forme de traités bilatéraux ; ce furent des lettres-patentes.

A la suite du *précis historique* et en tête du traité de 1535 est publié un sommaire où se trouve indiqué d'abord le traité même, puis, sous forme d'appendice, les notes et pièces y relatives. Le même procédé a été employé pour les autres traités, en sorte que chaque question, chaque épisode politique et historique apparait dans un cadre spécial avec tous les développements qui s'y rattachent : rapports, mémoires, lettres et dépêches, ainsi que les notes émanant de l'auteur. L'histoire occupe donc une place importante dans le livre de M. de Testa, et d'autant plus intéressante qu'elle s'y appuie sur les documents les plus complets et les plus rares de la diplomatie.

Le cadre de cet article ne nous permet pas de suivre l'auteur dans ses notes ni même dans l'heureuse ordonnance de son livre qui ne contient pas moins de 640 pages grand in-8°. Mais un point sur lequel nous voulons appeler particulièrement l'attention, c'est le soin extrême que M. de Testa a mis à réunir et à mettre en vue tous les actes et tous les documents relatifs à la protection et aux droits accordés aux étrangers dans l'Empire ottoman. Cette question, qui a soulevé tant de difficultés et, disons-le, tant d'abus de ce genre, se trouve largement exposée dans l'appendice ajouté aux lettres-patentes de 1740. L'auteur y a reproduit, et nous l'en approuvons, les codes de commerce et de procédure commerciale en vigueur dans l'Empire ottoman, calqués, comme il le constate, sur les codes français.

Viennent ensuite, *in extenso*, les traités de la France avec Tunis et Tripoli : « Nous nous bornerons, dans la suite, dit à cette place M. de Testa, à citer seulement les traités des régences barbaresques avec les autres puissances étrangères, afin d'éviter au lecteur des répétitions par trop fastidieuses et de ne pas grossir inutilement notre recueil. La conclusion de traités séparés entre les puissances chrétiennes et les régences d'Afrique a souvent servi d'argument pour prouver l'indépendance de ces dernières. Nous constatons ce fait pour lui opposer cet autre fait qu'on ignore plus qu'on ne le nie, savoir que, dans plusieurs de ses traités avec les puissances étrangères, la Sublime-Porte leur a formellement accordé le droit de faire des traités avec les régences barbaresques. »

A la suite des documents et notes relatifs à Tunis et à Tripoli viennent ceux concernant Alger. Enfin, la dernière partie de ce premier tome contient les actes et la correspondance de la République française et de Napoléon, général ou Premier Consul, avec la Sublime-Porte, ainsi qu'un grand nombre de pièces relatives à l'expédition d'Égypte.

Nous regrettons de devoir nous en tenir à cet aperçu sommaire. Il suffira du moins à faire comprendre la valeur et l'intérêt du livre : entreprise difficile et pénible conduite avec un grand zèle et couronnée par un complet succès.

(*L'Impartial de Smyrne.*)

TABLE PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

DES MATIÈRES

DU TROISIÈME VOLUME DE LA SEPTIÈME ANNÉE.

(1867)

PREMIÈRE PARTIE.

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES, CONSTITUTIONS, ETC., ETC.

	1814	Pages.
Mars.....	1 <i>Autriche, Grande-Bretagne, Prusse, Russie.</i> Articles secrets du Traité de Chaumont. (Extrait).....	975
—	15 <i>Autriche, Grande-Bretagne, Prusse, Russie, France.</i> Protocole de la séance de ce jour du congrès de Châtillon. (Extrait).....	976
Avril.....	23 <i>Autriche, Grande-Bretagne, Prusse, Russie, France.</i> Convention de Paris. (Extrait).....	976
Mai.....	30 <i>Autriche, Grande-Bretagne, Prusse, Russie, France.</i> Traité de Paris. (Extrait).	977
Juillet....	21 <i>Pays-Bas.</i> Acte d'acceptation de souveraineté des provinces de Belgique au nom du Roi.....	980
Octobre...	20 <i>Congrès de Vienne.</i> Troisième protocole du comité pour les affaires d'Allemagne. (Extrait).....	983
—	22 <i>Congrès de Vienne.</i> Quatrième protocole du comité des affaires d'Allemagne. Projet de la Bavière. (Extrait).....	984
—	25 <i>Congrès de Vienne.</i> Note au sujet de Mayence comme forteresse de la future Confédération germanique. (Extrait).....	984
	1815	
Février....	12 <i>Congrès de Vienne.</i> Huitième protocole du comité des cinq Puissances.....	991
Mars.....	16 <i>Pays-Bas.</i> Patentes du Prince souverain prenant les titres de Roi des Pays-Bas et de Grand-Duc de Luxembourg.....	993
—	23 <i>Congrès de Vienne.</i> Quinzième protocole des cinq Puissances....	995
Avril.....	3 <i>Congrès de Vienne.</i> Vingt-deuxième protocole du comité des cinq Puissances	998
Mai.....	19 <i>Congrès de Vienne.</i> Trentième protocole du comité de l'établissement de la Confédération germanique.....	998
—	31 <i>Pays-Bas, Autriche.</i> Traité	999
Juin.....	8 <i>Allemagne.</i> Acte pour la Constitution fédérative de l'Allemagne... 1004	
—	9 <i>Congrès de Vienne.</i> Acte final du Congrès de Vienne.....	1008
Novembre.	3 <i>Autriche, Grande-Bretagne, Prusse, Russie.</i> Protocole de Paris..	1012

	1815	Pages.
Novembre. 7	<i>Autriche, Grande-Bretagne, Prusse, Russie. Protocole de Paris, note au ministre des Pays-Bas.</i>	1014
— 20	<i>France, Grande-Bretagne, Autriche, Prusse, Russie. Traité de Paris.</i>	1015
— 21	<i>Autriche, Grande-Bretagne, Prusse, Russie. Procès-verbal de la Conférence de Paris sur l'emploi des contributions françaises pour le renforcement de la ligue défensive.</i>	1020
	1816	
Avril..... 14	<i>Autriche, Bavière. Traité de Munich.</i>	1011
Juin..... 30	<i>Autriche, Prusse, Hesse Grand-Ducal. Traité.</i>	1022
Novembre. 8	<i>Prusse, Pays-Bas. Traité de Francfort.</i>	1024
— 16	<i>Grande-Bretagne, Pays-Bas. Traité de Francfort.</i>	1031
	1817	
Mars..... 12	<i>Autriche, Pays-Bas. Traité de Francfort.</i>	1033
Avril..... 17	<i>Russie, Pays-Bas. Traité de Francfort.</i>	1036
	1818	
Novembre. 15	<i>Autriche, France, Grande-Bretagne, Prusse, Russie. Protocole de la Conférence d'Aix-la-Chapelle.</i>	1039
	1819	
Juillet.... 20	<i>Autriche, Grande-Bretagne, Prusse, Russie. Recès général de la commission de Francfort.</i>	1216
	1831	
Janvier... 20	<i>Conférence de Londres. Protocole n° 11. Question du Luxembourg.</i>	1221
Février... 18	<i>Conférence de Londres. Protocole n° 18. Question du Luxembourg.</i>	1221
Mars..... 17	<i>Conférence de Londres. Protocole n° 20. Question du Luxembourg.</i>	1222
Mai..... 10	<i>Conférence de Londres. Protocole n° 23. Question du Luxembourg.</i>	1224
— 21	<i>Conférence de Londres. Protocole n° 24. Question du Luxembourg.</i>	1225
Juin..... 26	<i>Conférence de Londres. Protocole n° 26. Question du Luxembourg.</i>	1226
Juillet... 12	<i>Conférence de Londres. Protocole n° 28. Question du Luxembourg.</i>	1226
Août..... 30	<i>Conférence de Londres. Protocole n° 36. Question du Luxembourg.</i>	1228
Septembre. 9	<i>Diète germanique. Protocole sur la résolution relative au Grand-Duché de Luxembourg.</i>	1233
— 24	<i>Conférence de Londres. Protocole n° 42. Question du Luxembourg.</i>	1233
Novembre. 15	<i>Autriche, France, Grande-Bretagne, Prusse, Russie, Belgique. Traité pour la séparation définitive de la Belgique d'avec la Hollande.</i>	1234
Décembre. 14	<i>Autriche, Grande-Bretagne, Prusse, Russie, Belgique. Convention relative aux frontières belges.</i>	1237
	1833	
Novembre. 15	<i>Diète germanique. Protocole sur la ligne de défense de la Confédération.</i>	1238
	1839	
Avril..... 19	<i>Belgique, Hollande. Traité de séparation.</i>	1247
— 19	<i>Autriche, Prusse. Accession au Traité du même jour entre la Belgique et la Hollande.</i>	1249
Mai..... 11	<i>Diète germanique. Protocole sur la question territoriale du Grand-Duché de Luxembourg.</i>	1253
Septembre. 5	<i>Diète germanique. Arrêté pour l'incorporation du duché de Limbourg au territoire de la Confédération germanique.</i>	1263

1840

Décembre. 31	<i>Luxembourg, Pays-Bas.</i> Arrangement pour les rapports commerciaux.....	Pages. 1264
--------------	---	----------------

1842

Février.... 8	<i>Pays-Bas, Prusse.</i> Traité d'accession du Grand-Duché de Luxembourg à l'Union douanière allemande.....	1268
---------------	---	------

1853

Juin..... 30	<i>France, République mexicaine.</i> Convention pour le règlement des réclamations françaises contre le Mexique.....	903
--------------	--	-----

1856

Novembre. 27	<i>Luxembourg.</i> Constitution du Grand-Duché.....	1290
--------------	---	------

1859

Janv. 24 Fév. 1	<i>France, République mexicaine.</i> Accord conclu par l'amiral Baudin pour la réparation des dommages causés aux nationaux français.....	905
-----------------	---	-----

1862

Janvier ... 14	<i>France, Grande-Bretagne, Espagne.</i> Ultimatum au Mexique sur les réclamations des sujets des trois Puissances alliées.....	911
----------------	---	-----

1864

Avril..... 10	<i>France, Empire mexicain.</i> Convention de Miramar, suivie des décrets de l'Empereur Maximilien, relatifs à l'emprunt.....	916
---------------	---	-----

1865

Juin..... 27	<i>Grande-Bretagne, Madagascar.</i> Traité de paix, d'amitié et de commerce.....	1043
Septembre. 28	<i>France.</i> Convention entre le ministre des Finances, et le directeur du Comptoir d'escompte à Paris, pour l'emprunt mexicain, avec deux annexes.....	923

1866

Mars..... 26	<i>Italie, Monaco.</i> Convention d'extradition.....	1050
Mai..... 8	<i>France, Empire mexicain.</i> Convention pour le règlement des créances françaises.....	927
Juillet.... 30	<i>France, Empire mexicain.</i> Convention relative à la délégation accordée à la France sur les recettes des douanes du Mexique..	928
Août..... 17	<i>Bade, Prusse.</i> Traité d'alliance.....	1055
— 22	<i>Bavière, Prusse.</i> Traité d'alliance.....	1055
Septembre. 20	<i>Italie, Suède.</i> Convention d'extradition.....	1056
Octobre... 2	<i>Danemark, Russie.</i> Convention pour l'extradition réciproque des malfaiteurs.....	1061
— 9	<i>Danemark, Pays-Bas.</i> Convention de poste.....	1064
— 22	<i>Turquie.</i> Firman d'investiture au Prince Charles de Hohenzollern comme Prince des Principautés-Unies de Moldavie et de Valachie.....	1070
Novembre. 20	<i>Belgique, France, Grande-Bretagne, Pays-Bas.</i> Déclaration relative au rendement des sucres au raffinage.....	1072
Décembre. 2	<i>France, Pérou.</i> Arrangement relatif à l'importation en France du guano péruvien et du torax.....	1073
— 19	<i>France.</i> Décret appliquant à l'Angleterre, à la Belgique, au Zollverein, à l'Italie, à la Suisse, à la Suède et à la Norvège, à	

	1866	Pages.
	Brême, Hambourg et Lubeck, à Mecklenbourg-Schwérin et aux Pays-Bas le bénéfice du Traité de commerce avec l'Autriche du 11 décembre 1866.....	1075
Décembre .	19 <i>Russie</i> . Oukases relatifs à la Pologne.....	1076
—	28 <i>France</i> . Circulaire des douanes relative aux Traités de commerce, etc., avec l'Autriche.....	1080
	1867	
Janvier ...	12 <i>Danemark, Japon</i> . Traité d'amitié, de commerce et de navigation.....	1083
—	19 <i>France</i> . Lettre de l'Empereur Napoléon à M. Rouher au sujet des réformes constitutionnelles.....	1088
—	23 <i>Autriche</i> . Ordonnance du maintien d'État sur la réforme de l'administration publique dans le royaume de Galicie et Odomirie avec le Grand-Duché de Cracovie et les duchés d'Auschwitz et de Zator.....	1093
—	24 <i>Russie</i> . Accession par la Sibérie à la Convention télégraphique internationale de Paris du 17 mai 1865.....	1093
Février,...	4 <i>Prusse, Saxe-Weimar</i> . Convention militaire.....	1095
—	5 <i>Bade, Bavière, Hesse, Wurtemberg</i> . Protocole de la Conférence de Stuttgart pour l'organisation militaire de l'Allemagne du Sud..	1096
—	7 <i>Prusse, Saxe-Royale</i> . Convention militaire.....	1098
—	22 <i>France, Empire mexicain</i> . Arrangement pour l'exécution de la convention du 30 juillet 1866.....	1099
Mars.....	14 <i>France</i> . Sénatus-consulte portant modification à l'article 26 de la Constitution.....	1101
—	29 <i>France, Prusse</i> . Déclaration pour le règlement de la perception des droits de navigation sur le canal des houillères de la Sarre, signée à Berlin.....	1102
—	29 <i>États-Unis, Russie</i> . Traité de cession de l'Amérique russe aux États-Unis signé à Washington.....	1115
Juin.....	17 <i>Convention monétaire internationale</i> . Protocole n° 1. Ouverture des travaux de la Conférence. Allocution de S. Exc. M. le Ministre des affaires étrangères. Formation d'une sous-commission chargée de préparer un projet de questionnaire.....	1117
—	19 <i>Convention monétaire internationale</i> . Protocole n° 2. Allocution de M. de Parieu. Lecture et adoption du projet de questionnaire. Discussion de la première question, concernant la voie la plus facile pour réaliser l'unification monétaire. Vote en faveur de la coordination des systèmes existants et particulièrement en faveur de la convention de 1865. Texte de la convention du 23 décembre 1865.....	1121
—	20 <i>Conférence monétaire internationale</i> . Protocole n° 3. Discussion des questions 2, 3, 4, 5, 6 et 7. Vote contre l'adoption de l'étalon d'argent exclusif. Vote en faveur de l'étalon d'or exclusif, en laissant à chaque État la liberté de garder transitoirement l'étalon d'argent.....	1140
—	21 <i>Conférence monétaire internationale</i> . Protocole n° 4. Observations se rattachant à la question 8. Suite de la discussion de la question 7 concernant la fixation d'un rapport de valeur entre l'or et l'argent, en vue des mesures transitoires à prendre par les pays ayant l'étalon d'argent ou le double étalon. Substitution, la question 7 et adoption d'une nouvelle rédaction proposée par M. le baron de Hock.....	1153
—	26 <i>Conférence monétaire internationale</i> . Protocole n° 5. Allocution de S. A. I. le Prince Napoléon. Vote d'une adresse à l'Empereur au sujet de la nomination de Mgr le Prince Napoléon comme	

1867

		Pages.
	Président de la Conférence. Vote de remerciements à M. le Vice-Président de la conférence. Déclaration de MM. les Délégués de la Grande-Bretagne. Discussion de la question 8 relative à la fixation d'un dénominateur commun de la monnaie internationale. Nouvelle rédaction de la question 8. Vote en faveur du titre de 9 dixièmes.....	1166
Juin.....	28 <i>Conférence monétaire internationale</i> . Protocole n° 6. Suite de la discussion de la question 8. Vote en faveur de la valeur de 5 francs d'or comme dénominateur commun. Vote en faveur de l'admission de la pièce de 25 francs dans la circulation monétaire universelle. Vote relatif à l'admission de la pièce de 15 francs. Vote sur la 11 ^e question, concernant l'adoption de mesures de contrôle relativement à la fabrication. Suppression de la 12 ^e et dernière question. Note remise par M. Ruggles, délégué des États-Unis. Observations présentées par M. le baron de Hock sur les moyens de contrôle.....	1181
Juillet....	2 <i>Conférence monétaire internationale</i> . Protocole n° 7. Examen des moyens à employer pour arriver à la réalisation pratique des vœux émis par la Conférence. Vote en faveur de la conclusion d'arrangements diplomatiques. Vote relatif à la communication, par le Gouvernement français, aux divers Gouvernements, des résolutions prises par la Conférence.....	1198
—	6 <i>Conférence monétaire internationale</i> . Protocole n° 8. Lecture et adoption d'un rapport de M. de Parieu sur l'ensemble des travaux de la Commission internationale. Clôture des réunions de la Conférence.....	1205

DEUXIÈME PARTIE.

CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES, MÉMORANDUMS, ETC., ETC.

1814

Septembre.	<i>France</i> . Instruction du roi Louis XVIII au prince de Talleyrand son premier plénipotentiaire à Vienne. Question du Luxembourg. (Extrait).....	982
—	13 <i>Prusse</i> . Bases d'une constitution fédérale pour l'Allemagne communiquées par le prince de Hardenberg au prince de Metternich. (Extrait).....	983
Novembre.	11. <i>Russie</i> . Note confidentielle à l'Autriche et à la Prusse sur les douze articles du projet de la Confédération germanique.....	986
Décembre.	2. <i>Prusse</i> . Note verbale du prince de Hardenberg au prince de Metternich. Question du Luxembourg.....	987
—	24 <i>Pays-Bas</i> . Note aux Plénipotentiaires de l'Autriche, de la Grande-Bretagne, de la Russie et de la Prusse. Question du Luxembourg.....	988

1815

Janvier...	28 <i>Grande-Bretagne</i> . Mémoire de lord Castlereagh sur l'accroissement du territoire hollandais.....	990
Février....	11 <i>Grande-Bretagne</i> . Déclaration relative aux forteresses du Luxembourg.....	992

	1815	Pages.
Mars.....	28 <i>Pays-Bas</i> . Note pour annoncer que le prince souverain vient de se faire proclamer Roi des Pays-Bas et Grand-Duc de Luxembourg.....	997
Juin.....	6 <i>Pays-Bas</i> . Vote final du Plénipotentiaire des Pays-Bas sur l'établissement de la Confédération germanique.....	1003
	1833	
Novembre.	7 <i>Pays-Bas</i> . Note à la Diète germanique touchant la cession d'une partie du Grand-Duché de Luxembourg à la Belgique.....	1238
—	7 <i>Pays-Bas</i> . Note au Gouvernement de Nassau relative à la cession d'une partie du Grand-Duché de Luxembourg à la Belgique....	1240
	1834	
Janvier ...	<i>Pays-Bas</i> . Note à la Diète germanique.....	1242
—	16 <i>Nassau</i> . Réponse à la note présentée par le représentant du Grand-Duc de Luxembourg à la Diète germanique.....	1244
	1839	
Août.....	16 <i>Diète germanique</i> . Communication des Pays-Bas relative à l'incorporation d'une partie du duché de Luxembourg au territoire de la Confédération germanique.....	1261
	1841	
Octobre...	29 <i>Pays-Bas</i> . Note sur le refus de ratifier l'accession du Grand-Duché de Luxembourg à l'Union des douanes allemandes.....	1265
	1844	
Mars.....	<i>Pays-Bas</i> . Exposé du Ministre des affaires étrangères sur la position de Limbourg vis-à-vis de la Confédération germanique et des Pays-Bas.....	1269
	1848	
Juin.....	1 <i>Limbourg</i> . Publication du délégué du duché à l'Assemblée constituante allemande.....	1274
—	7 <i>Limbourg</i> . Rapport de la Commission sur la question du Duché...	1278
Juillet....	25 <i>Limbourg</i> . Adresse du Conseil de régence de Maëstricht.....	1281
—	29 <i>Pays-Bas</i> . Réponse à l'adresse du 25 juillet du Conseil de régence de Maëstricht.....	1284
Août.....	4 <i>Limbourg</i> . Interpellation à la Chambre des communes d'Angleterre sur l'annexion du Limbourg à la Confédération germanique.....	1284
—	11 <i>Limbourg</i> . Exposé à l'Assemblée nationale allemande sur les relations du Duché.....	1286
Novembre.	24 <i>Limbourg</i> . Résolution de l'Assemblée nationale allemande sur la question du Duché.....	1290
	1867	
Mai.....	4 <i>France</i> . Note du marquis de Moustier au comte Cowley. Conformité de vues de la France sur les points à porter dans la conférence. Affaire du Luxembourg.....	932
—	4 <i>Grande-Bretagne</i> . Dépêche de lord Loftus à lord Stanley. Acceptation de M. de Bismark de l'admission de la Belgique et de l'Italie à la conférence. Affaire du Luxembourg.....	933
—	4 <i>Grande-Bretagne</i> . Dépêche de lord Loftus à lord Stanley. Observations de M. de Bismark sur le projet d'articles du 3 mai. Affaires du Luxembourg.....	934

1867

		Pages.
Mai	4 <i>Grande-Bretagne</i> . Dépêche de lord Loftus à lord Stanley. Acceptation par la Prusse de l'invitation du Luxembourg à la conférence. Affaires du Luxembourg	935
—	4 <i>Grande-Bretagne</i> . Dépêche de lord Bloomfield à lord Stanley. Consentement de M. de Beust à l'admission de la Belgique et de l'Italie dans la conférence. Affaires du Luxembourg	935
—	4 <i>Luxembourg</i> . Adresse du Conseil municipal de Luxembourg au Roi Grand-Duc	936
—	4 <i>France</i> . Note du marquis de Moustier au chevalier Nigra, donnant l'assentiment de la France à l'admission de l'Italie à la conférence pour le Luxembourg	938
—	5 <i>Grande-Bretagne</i> . Dépêches de lord Cowley à lord Stanley. Conversation avec M. de Moustier. Affaires du Luxembourg	938
—	5 <i>Italie</i> . Dépêche du comte de Launay à M. de Campello. Conversation avec M. de Thiele. Assurance de l'admission de l'Italie par la Prusse dans la conférence. Affaires du Luxembourg	939
—	6 <i>Grande-Bretagne</i> . Note de lord Stanley au comte Apponyi. Invitation à la conférence pour le 7 mai. Affaires du Luxembourg	941
—	6 <i>Grande-Bretagne</i> . Dépêche de lord Bloomfield à lord Stanley. Démarche faite par l'Espagne à Vienne, pour être admise dans la conférence. Affaires du Luxembourg	941
—	7 <i>Italie</i> . Dépêche du comte de Launay à M. de Campello. Conversation avec M. de Thiele. Conférence de Londres. Affaires du Luxembourg	942
—	7 <i>Grande-Bretagne</i> . Dépêche de lord Loftus à lord Stanley. Garanties pour satisfaire la Prusse. Affaires du Luxembourg	942
—	7 <i>Grande-Bretagne</i> . Projet de Traité présenté par lord Stanley. Affaires du Luxembourg	943
—	8 <i>Grande-Bretagne</i> . Dépêche de lord Stanley à sir Crampton. Raisons qui s'opposent à l'admission de l'Espagne à la conférence. Affaires du Luxembourg	945
—	8 <i>Grande-Bretagne</i> . Dépêche de sir A. Buchanan à lord Stanley. Démarches de l'Espagne à Saint-Petersbourg, pour être admise dans la conférence. Affaires du Luxembourg	946
—	10 <i>Italie</i> . Dépêche de M. de Campello à M. d'Azeglio. Satisfaction de l'Italie par la conduite de l'Angleterre. Affaires du Luxembourg	946
—	11 <i>Grande-Bretagne</i> . Dépêche de lord Loftus à lord Stanley. Article sur la prompte évacuation de la forteresse. Affaires du Luxembourg	947
—	12 <i>France</i> . Note du <i>Moniteur</i> annonçant la signature du Traité du 11 mai. Affaires du Luxembourg	948
—	13 <i>France</i> . Communication du marquis de Moustier au Sénat et au Corps législatif. Affaires du Luxembourg	948
—	14 <i>Grande-Bretagne</i> . Interpellation dans la Chambre des communes. Affaires du Luxembourg	950
—	18 <i>Luxembourg</i> . Discours du prince Henri des Pays-Bas à l'ouverture de la session extraordinaire des États du Grand-Duché	963
—	20 <i>Luxembourg</i> . Loi votée par l'Assemblée des États pour mettre à exécution le traité de Londres du 11 mai 1867	964
—	24 <i>Turquie</i> . Protestation adressée par Ibrahim-Pacha au gouverneur de l'île de Cérigo au sujet de l' <i>Arcadion</i>	1305
—	25 <i>Turquie</i> . Note d'Ibrahim-Pacha à Server-Effendi lui envoyant sa protestation du 24 au sujet de l' <i>Arcadion</i>	1306
Juin	5 <i>Turquie</i> . Dépêche de Photiadès-Bey à Fuad-Pacha, au sujet de l' <i>Arcadion</i>	1307
—	6 <i>Turquie</i> . Rapport de Server-Effendi au grand-vizir Aali-Pacha au sujet de l' <i>Arcadion</i>	1307

1867

		Pages.
Juin.....	8 Grèce. Lettre du conseil d'administration de la compagnie de navigation à vapeur hellénique au ministre de l'intérieur, au sujet de <i>l'Arcadion</i>	1310
—	11 Grèce. Note de M. Tricoupis à Photiadès-Bey au sujet de <i>l'Arcadion</i>	1309
—	12 Turquie. Dépêche de Photiadès-Bey à Fuad-Pacha pour lui envoyer la note de M. Tricoupis en date du 11 au sujet de <i>l'Arcadion</i>	1309
—	19 Turquie. Dépêche de Fuad-Pacha à Photiadès-Bey, en réponse à sa dépêche du 12 au sujet de <i>l'Arcadion</i>	1311
—	26 Turquie. Dépêche de Photiadès-Bey à Safvet-Pacha au sujet de <i>l'Arcadion</i>	1313
Juillet....	1 Luxembourg. Proclamation du Grand-Duc aux habitants du Grand-Duché.....	965
—	4 Grande-Bretagne. Interpellation dans la Chambre des lords sur le sens du mot garantie collective employé dans le traité du 11 mai 1867 relatif au Grand-Duché de Luxembourg.....	966
—	31 Turquie. Dépêche de Safvet-Pacha à Photiadès-Bey en réponse à sa dépêche du 26 juin, au sujet de <i>l'Arcadion</i>	1315

FIN DE LA TABLE DU TROISIÈME VOLUME.

F. AMYOT.

